PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Evaluation environnementale

Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans

Approuvé le 7 mars 2023

1 Résumé non technique 4
1.1 Les grands enjeux au regard de l'Etat Initial de l'Environnement 4
Cadre paysager 4
Cadre environnemental 5
Qualité du cadre de vie 6
Ressources naturelles 9
Bilan 10
1.2 L'évaluation environnementale : un processus itératif tout au long du projet de PLUi 11
Analyse des effets du PLUi sur l'environnement 12
Modalités, critères et indicateurs de suivi 13
2 Articulation du plan avec les documents supérieurs 14
2.1 Documents supérieurs impliquant une conformité du PLUi 14
Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Auvergne Rhône Alpes 14
Le SCoT du Grand Clermont 19
Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 25
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne 28
Les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier Aval (2019-2024) et Sioule (2014-2018) 32
Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Loire Bretagne 36
Le Schéma régional des carrières : 37
2.2 Documents supérieurs nécessitant une prise en compte dans le PLUI 39
Le plan de gestion du bien UNESCO (2015-2020) 39
La charte PNR Volcans d'Auvergne 39
3 Evaluation des incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement 42
3.1 Principes de l'évaluation environnementale 42
Objectifs de la démarche 42
Un processus d'évaluation en continu et itératif 42
Sources utilisées et acteurs mobilisés 43
3.2 Les grandes étapes de l'évaluation environnementale 44
Etape 1 : Identification des enjeux environnementaux 44
Etape 2 : Traduction des enjeux environnementaux dans le projet politique 50
Etape 3 : Analyse de l'impact des sites de développement potentiel 50
Etape 4 : Définition de préconisations dans les pièces du PLUi pour éviter, réduire, voire compenser les incidences restantes 56
3.3 Evolution prospective selon le scénario au fil de l'eau et stratégie adoptée dans le PLUi 57
Paysage, biodiversité et continuités écologiques 57
Qualité et cadre de vie : santé et sécurité des personnes et des biens 59
Adaptation au changement climatique : limitation des émissions de GES et gestion des ressources (énergie, eau) : 60
3.4 Incidences notables prévisibles et mesures envisagées 61
Zoom sur les principales incidences notables écartées 61
Analyse globale synthétique par thématique environnementale 63
Caractérisation de l'impact des zones AU sur l'environnement : 85
3.5 Synthèse des incidences résiduelles cumulées positives et négatives 219
3.6 Conclusion de l'évaluation des incidences 222
4 Incidences du PLUi sur les secteurs Natura 2000 223
Le réseau Natura 2000 223
Le projet de PLUi de Riom Limagne et Volcans par rapport aux sites Natura 2000 224
Présentation des sites Natura 2000 sur le territoire de Riom Limagne et Volcans et incidences potentielles associées 224
Présentation des sites Natura 2000 à proximité du territoire de Riom Limagne et Volcans et incidences potentielles associées 263
5 Indicateurs de suivi pour l'analyse des résultats de l'application du PLUi 276
5.1 Notion d'indicateurs : 276
5.2 Tableaux de bord des indicateurs du PLUi 277
Suivi à 1 an : 277
Suivi à 2 ans : 279
Suivi à 3 ans : 281
Suivi à 5 ans : 283
6 Précisions et préconisations supplémentaires 284

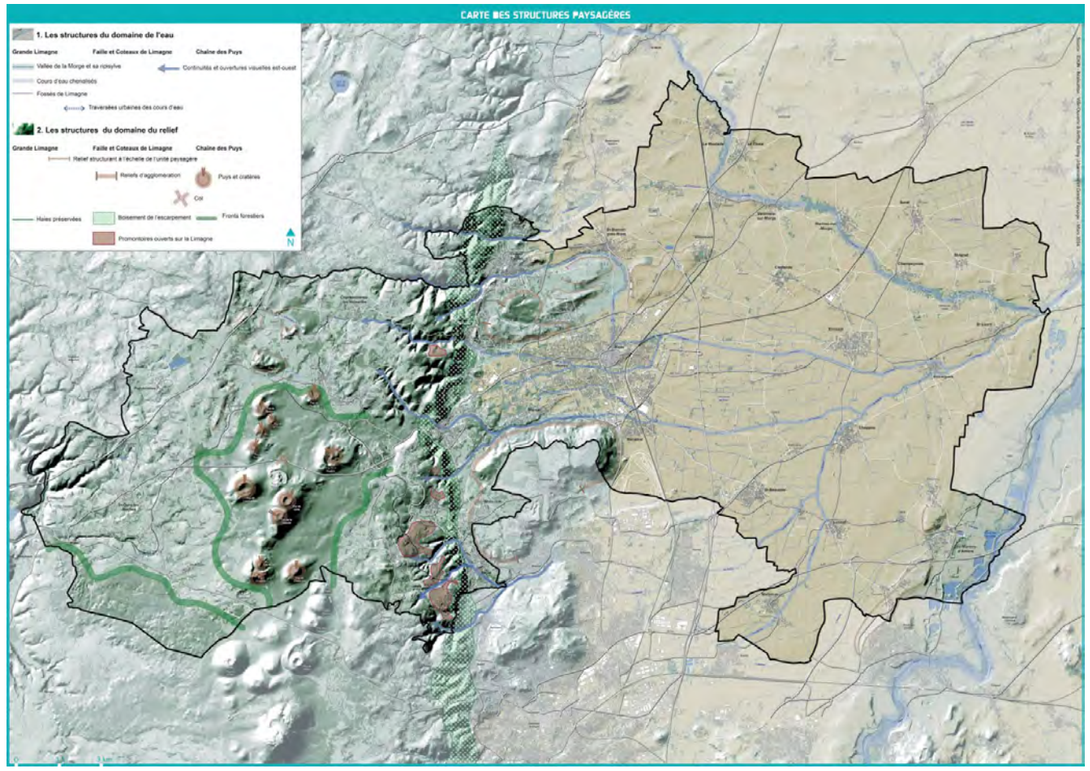
1 RESUME NON TECHNIQUE

1.1 Les grands enjeux au regard de l'Etat Initial de l'Environnement

Cadre paysager

Le territoire de Riom Limagne et Volcan (RLV) présente une qualité paysagère exceptionnelle et diversifiée avec la présence de quatre grandes entités paysagères : la Chaîne des Puys, la faille et les coteaux de Limagne, la Grande Limagne et le Val d'Allier. La Chaîne des Puys et la faille de la Limagne, inscrits au patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO), sont des éléments d'identification du territoire à l'échelle nationale et internationale.

Ces quatre grandes unités sont le support d'une diversité de grands ensembles naturels : vallée, coteaux, boisements, plateaux, plaines agricoles, ripisylve... qui ont, au-delà d'un intérêt paysager, une plus-value écologique qu'il faut préserver.



Les structures paysagères présentes sur le territoire sont liées à la combinaison entre deux éléments : le socle géographique du territoire (modes de culture du sol, ambiance paysagère, perspectives et vues sur le territoire) et l'eau (fil de lecture à l'échelle du territoire).

Ces structures paysagères sont toutefois soumises à des dynamiques territoriales liées à l'évolution des pratiques agricoles. L'urbanisation constitue également une pression forte pour les paysages. En à peine plus de 50 années, les images de Riom Limagne et Volcans ont changé.

Ce patrimoine paysager remarquable fait l'objet d'une reconnaissance spécifique : Chaîne des Puys et faille de Limagne (bien naturel inscrit au patrimoine mondial de l'humanité), 8 sites inscrits au titre des paysages. Mais le territoire se distingue également par l'intérêt de son patrimoine bâti et vernaculaire avec 3 Sites Patrimoniaux Remarquables, 78 monuments historiques inscrits ou partiellement inscrits, 31 monuments historiques classés ou partiellement classés.

ATOUTS	FAIBLESSES
De nombreux éléments de patrimoine protégés officiellement (96 monuments historiques et 3 SPR). La diversité du patrimoine (agricole, industriel, lié à l'eau, religieux, touristique). La pierre de lave comme matériau emblématique.	Un déséquilibre dans la protection officielle du patrimoine entre les communes urbaines, bien dotées, et les communes rurales. Des quartiers anciens, principaux supports du patrimoine, en perte de dynamisme. Certains éléments de petit patrimoine en mauvais état (pigeonniers, cabanes de vignes).
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
La richesse du patrimoine, officiel et vernaculaire, pour alimenter l'offre touristique sur l'ensemble du territoire. Le réinvestissement des grands ensembles patrimoniaux (manufacture des tabacs, hôtels vacants de Châtel-Guyon). Les styles architecturaux traditionnels (formes et matériaux) comme source d'inspiration pour les futurs projets.	La détérioration voire la destruction de certains éléments de patrimoine non protégés. La poursuite de la dévitalisation des centres anciens et notamment de celui de Riom. La poursuite de la standardisation des formes architecturale dans les nouvelles opérations.

Les enjeux qui peuvent être associés à ce cadre paysager exceptionnel sont les suivants :

- Reconnaître et affirmer les quatre « cartes postales » pour appréhender l'ensemble du territoire
- Garantir la spécificité de Riom Limagne et Volcans au sein du Grand Clermont de disposer de l'ensemble des paysages constituant ce vaste espace métropolitain
- Garantir un équilibre entre développement, valorisation et préservation de l'atout paysager qui constitue un fort levier d'attractivité et de reconnaissance du territoire
- Interroger l'articulation Est-Ouest des unités paysagères en s'appuyant sur la trame verte et bleue et le développement d'un réseau de cheminement doux
- Mieux mettre en évidence les relations entre les paysages, dans une logique de complémentarité entre chaque unité paysagère
- Accompagner la mutation des paysages et définir les conditions d'acceptabilité de ces mutations : fermeture progressive par l'enfrichement et la progression des boisements, urbanisation, perte du maillage de haies
- Mettre les domaines de l'eau et du relief, fondateurs dans la construction des paysages, au cœur des réponses à apporter
- Anticiper les évolutions liées au changement climatique et apporter des réponses quant à l'acceptabilité des solutions à la transition écologique et énergétique.
- Préserver et valoriser le patrimoine protégé institutionnel
- Définir les possibilités d'évolution du patrimoine architectural, urbain et paysager
- Maintenir la diversité architecturale du territoire en favorisant les formes anciennes et les matériaux traditionnels
- Favoriser la revitalisation du centre ancien de Riom tout en préservant le patrimoine
- Favoriser la réhabilitation des éléments du patrimoine ancien
- Préserver et valoriser le patrimoine vernaculaire

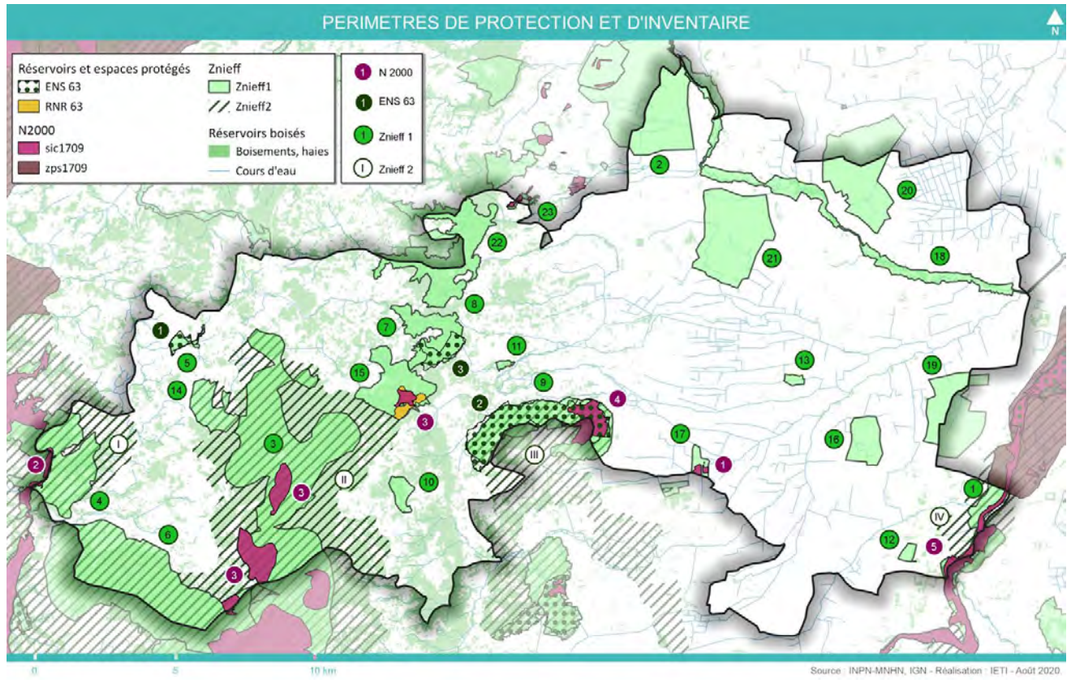
Cadre environnemental

La complexité du socle physique (forêts, côteaux, gorges, cours d'eau et zones humides) et la diversité des supports sont autant d'éléments qui constituent la richesse écologique du territoire de RLV. Néanmoins, cette richesse est menacée par l'anthropisation du territoire (extension urbaine, évolution des pratiques agricoles etc.).

Le territoire bénéficie, entre autres, de nombreux espaces remarquables du point de vue de la biodiversité :

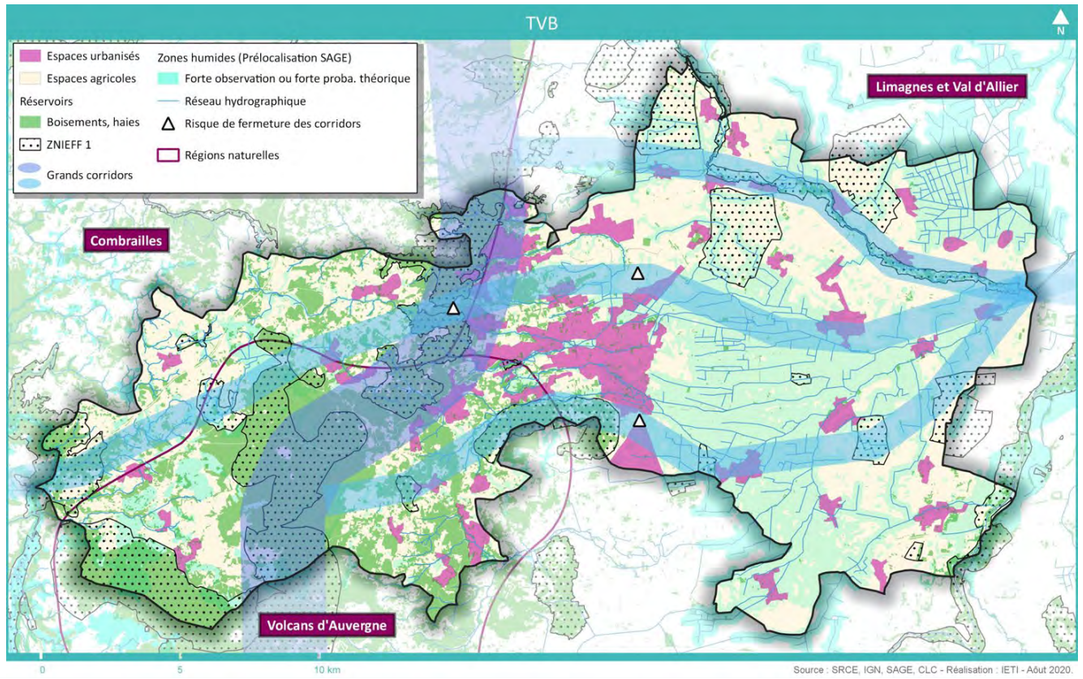
- 5 Zones Spéciales de Conservation du Réseau Natura 2000 ;
- 23 ZNIEFF de type II et 4 ZNIEFF de type I ;
- 3 espaces naturels sensibles ;
- 1 réserve naturelle régionale.

Ces différentes protections traduisent de l'intérêt particulier du territoire de Riom Limagne et Volcans en matière de faune et de flore avec de nombreux espaces présentant des caractéristiques intéressantes (présence d'espèces rares, menacées, protégées, habitats spécifiques...).



Comme mentionné précédemment, le territoire dispose d'une grande diversité de milieux et d'habitats qui participent à son intérêt écologique. Il est notamment possible d'y identifier :

- Une densité forte de prélocalisation de zone humide et un réseau hydrographique maillant une grande partie du territoire ;
- Des boisements mais également des bocages qui participent à une trame boisée sur le territoire ;
- Une plaine agricole et des prairies qui offre des milieux ouverts ;



ATOUTS	FAIBLESSES
Richesse écologique exceptionnelle liée à la complexité du socle physique : forêt, côteaux, gorges, cours d'eau, zones humides… Supports de biodiversité sur l'ensemble du territoire : réseau hydrographique dense, boisements, haies, arbres isolés, espaces agricoles...	Nombreux éléments de fragmentation : urbanisation et infrastructures. L'A71 et sa structure en talus constitue une coupure majeure. Structure bocagère et espaces naturels résiduels dans la plaine de la Limagne
OPPORTUNITES	**MENACES**
Poursuivre l'approfondissement de la connaissance des espaces naturels et les actions de préservation et de valorisation de la biodiversité en lien avec les nombreux zonages d'inventaire et de protections (Natura 2000, ZNIEFF, ENS, RNR…) Structurer et former les acteurs du territoire (services publics, acteurs économiques, associations…) pour former un réseau de suivi, préservation et valorisation de la biodiversité. Lutte contre la pollution lumineuse par le développement de bonnes pratiques sur les espaces publics comme privés (commerces, industries…).	Extension urbaine, en particulier l'extension tentaculaire fermant les coupures vertes. Fermeture des liaisons Est-Ouest au niveau des côteaux. Evolution des pratiques agricoles : - Déprise agricole agropastorale entrainant une fermeture des milieux - Agrandissement des parcelles de grandes cultures en Limagne au détriment des éléments résiduels de la structure bocagère (haies, arbres isolés, ruisseaux, etc.) Perte de biodiversité par manque d'adaptation au changement climatique

A ce titre, les enjeux identifiés sont les suivants :

- Valoriser la richesse écologique du territoire en s'inspirant des pratiques des gestion des espaces protégés pour augmenter la qualité globale.
- Poursuivre la protection des habitats et le développement de la sensibilisation en organisant la collaboration des acteurs du territoires : gestionnaires des espaces protégés, associations naturalistes, agriculteurs, habitants, agents d'entretien des espaces publics…
- Appuyer la trame verte et bleue sur la richesse des espaces protégés et inventoriés.
- Décliner le principe de trames écologiques à différentes échelles : intercommunale (en lien avec les territoires voisins) et locale (bourg, quartier) ;
- Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité ;
- Maintenir et développer des pratiques de culture et d'entretien adaptées aux spécificités de l'environnement local ;
- Favoriser la mise en place d'une trame noire par la lutte contre la pollution lumineuse ;
- Maintenir les qualités écologiques des milieux aujourd'hui préservés et regagner en qualité globale dans les espaces plus dégradés ;
- Faciliter le franchissement des infrastructures et les porosités entre les zones paysagères.

Qualité du cadre de vie

1.1.1.1 Gaz à effet de serre : adaptation au changement climatique

Le territoire de RLV dépend fortement d'énergies fossiles, en conséquence, les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle de la communauté d'agglomération ne sont pas négligeables.

Celles-ci sont liées à :

- Des phénomènes de combustion d'énergies fossiles pour le transport de marchandises et résidentiel
- La production agricole (effluents, usage de produits phytosanitaires, engins agricoles)
- L'efficacité énergétique du bâti résidentiel

Finalement, ces émissions représentent 399 kteqCO2/an soit 6,1 teqCO2/an.hab (contre 7,2t/hab.an pour le Puy de Dôme).

Le territoire a affiché des objectifs de réduction des émissions à l'horizon 2030 dans son PCAET. Afin de les atteindre, il est primordial d'identifier les actions et leviers pertinents.

La réduction des émissions, s'inscrit dans un contexte plus large d'adaptation au changement climatique afin de réduire la vulnérabilité du territoire, notamment vis-à-vis de la question énergétique. Le territoire est par ailleurs déjà engagé dans la transition énergétique, la réduction des émissions de GES à travers la mise en œuvre de son PCAET.

Il s'agit notamment de traduire, dans le PLUi les objectifs du PCAET et de répondre aux enjeux suivants :

- Engager la transformation du bâti : économies d'énergies sur les bâtiments existants (rénovation thermique, équipements performants), excellence énergétique des bâtiments neufs, installation d'équipements de production d'ENR ;
- Développer les mobilités décarbonées : accroître la part des modes de déplacements actifs et des transports partagés et alternatifs, poursuivre la mise en place de l'intermodalité ;
- Développer la production d'énergie renouvelable et relocaliser l'énergie consommée sur le territoire ;
- Favoriser des pratiques agricoles qui permettent le stockage du carbone.

1.1.1.2 Qualité de l'air

Globalement, sur l'ensemble du territoire de RLV, la qualité de l'air est bonne avec un respect des valeurs réglementaires. Néanmoins, il est possible d'identifier, localement, des dépassements concernant : les particules fines, les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre, l'ammoniac et les composés organiques volatils non méthaniques. Ces émissions sont liées principalement aux activités de transports, des activités agricoles (déjections animales et épandage) et au bâti (mode de chauffage émissif, bâtiments peu performants). Ainsi, les abords des infrastructures routières, les espaces urbains, les espaces agricoles et, dans une moindre mesure, les zones industrielles, présentent une qualité de l'air légèrement dégradée.

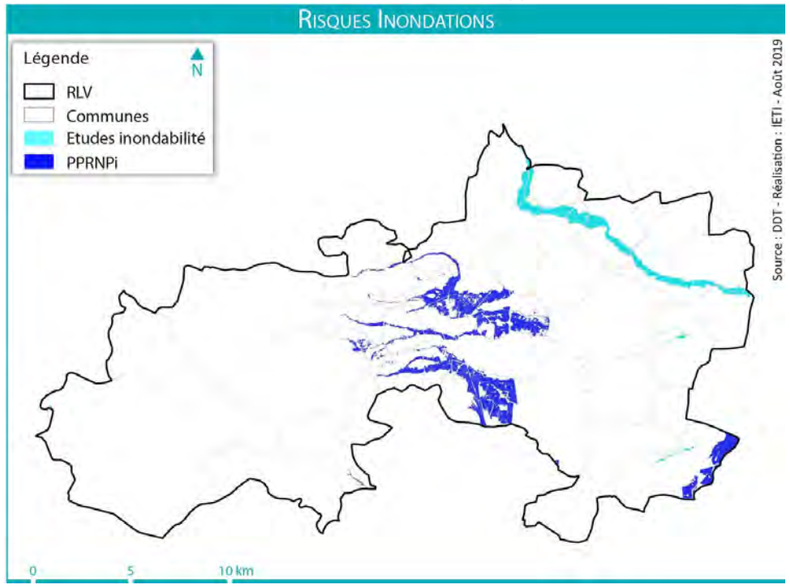
Compte tenu de l'importance de la qualité de l'air pour la santé publique, les enjeux suivants ont été identifiés :

- Maintenir le caractère préservé du cadre de vie
- Réduire les nuisances par l'évolution des modes de transport et des pratiques agricoles, ainsi que par la réhabilitation du bâti

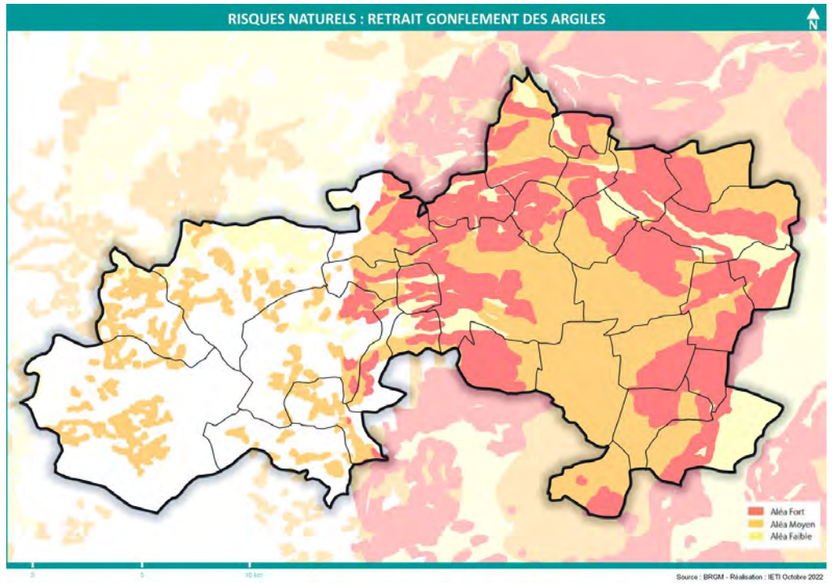
1.1.1.3 Risques naturels

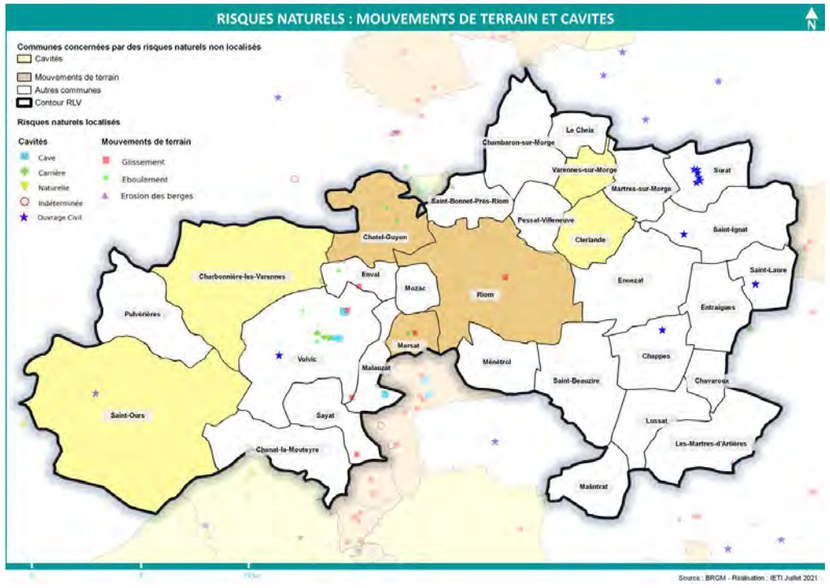
Du fait de son contexte géographique et hydrographique, le territoire de RLV est soumis à des risques naturels nombreux et variés. Ainsi, certains secteurs sont soumis à des risques de différentes natures, augmentant la vulnérabilité des biens et des personnes. La diversité des risques se décline et se présente de la manière suivante :

- Inondations (sous la forme de débordements, de remontées de nappes, de ruissellement) :

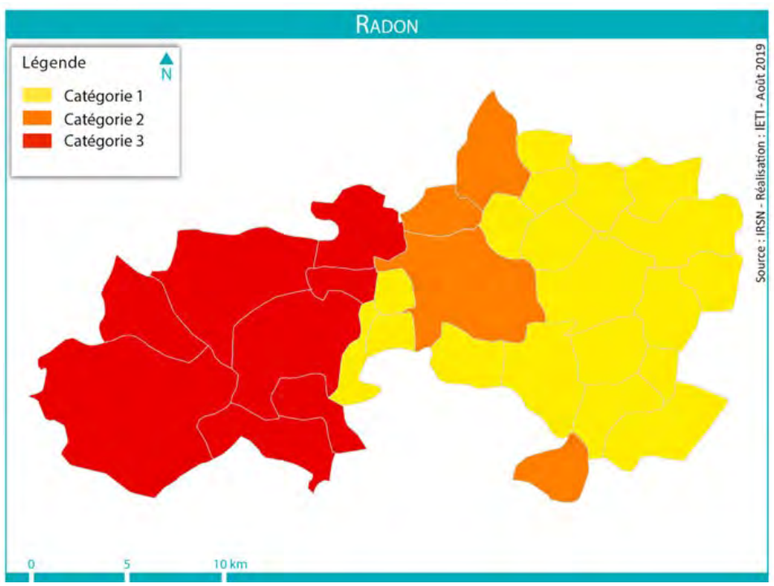


- Mouvements de terrain (retrait-gonflement des argiles, effondrement de cavités souterraines, glissements de terrain, chutes de bloc, érosion des berges) :





- Feux de forêt
- Tempêtes (augmentation de la fréquence et de l'amplitude des évènements)
- Séismes (sismicité modérée)
- Radon (classement de plusieurs communes en catégorie 2 et 3, les plus élevées)

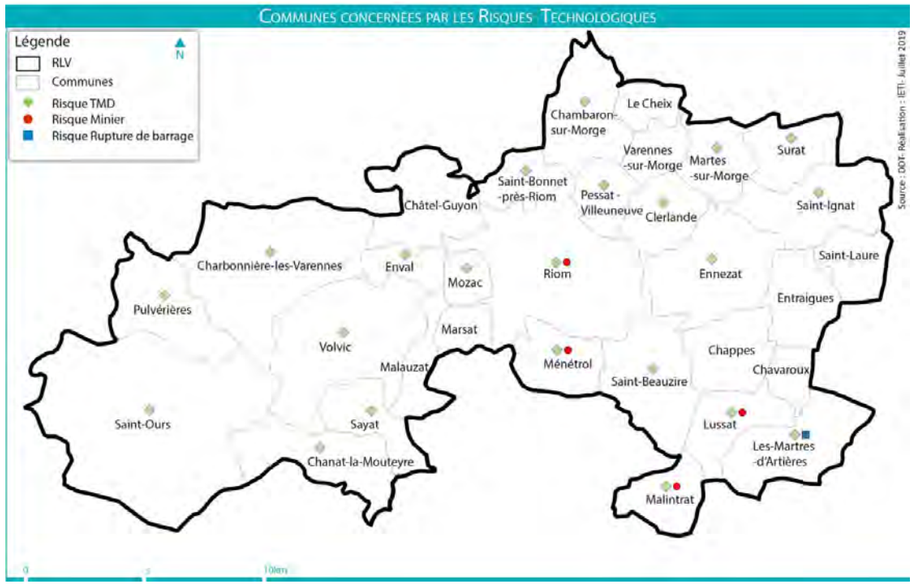


Face à ces risques, les enjeux suivants sont identifiés :

- Améliorer la gestion des eaux de ruissellement
- Informer les habitants sur les risques, les mesures de prévention et la conduite à tenir en cas d'évènement
- Limiter l'installation de nouvelles populations ou activités dans les secteurs exposés et la conditionner à la mise en place de mesures de prévention

1.1.1.4 *Risques technologiques*

Hormis la présence de canalisations de matières dangereuses qui font l'objet de mesures de maîtrise de l'urbanisation, le territoire est concerné par une potentielle pollution des sols localisée au niveau des anciens sites industriels. De manière très locale, il est également possible d'identifier des risques liés à d'anciens forages miniers ainsi qu'un risque de rupture de barrage localisé exclusivement sur la commune des Martres d'Artières.

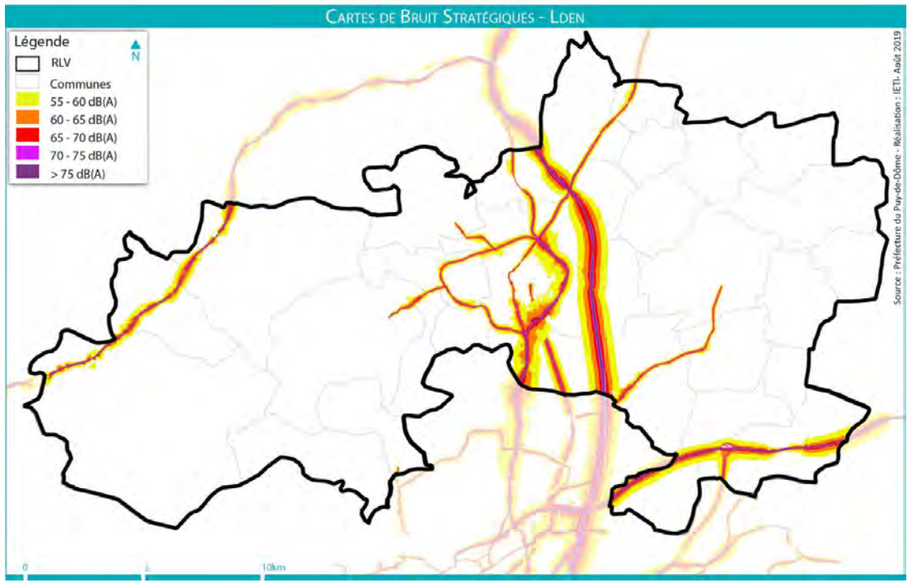


De ce constat découle les enjeux suivants :

- Informer les habitants sur les risques et la conduite à tenir en cas d'accident
- Limiter l'installation de nouvelles populations ou d'activités dans les secteurs exposés et conditionner cette installation à la mise en place de mesures de prévention

1.1.1.5 *Bruit*

Globalement, le territoire dispose d'une qualité sonore plutôt préservée, il bénéficie d'un impact relativement peu important des réseaux de transports et infrastructures. Néanmoins, certains secteurs sont tout de même concernés par des nuisances liées à des voies routières à fort trafic ou avec le réseau ferroviaire.



Il est ainsi possible d'identifier les enjeux suivants :

- Maintenir le caractère préservé du cadre de vie
- Réduire les nuisances par l'évolution des modes de transports
- Limiter l'installation aux abords des voies bruyantes

1.1.1.6 Gestion des déchets

La gestion des déchets, au niveau de la communauté d'agglomération, s'inscrit dans une démarche de valorisation et de réduction. A l'heure actuelle, les capacités de gestion et d'accueil de déchets ultimes sont suffisantes et ce, jusqu'en 2025. Néanmoins, il est impératif de prévoir des extensions de sites ou de nouvelles implantations afin d'assurer leur gestion après cette date. Il est à noter que certains points noirs de déchets sauvages ont été identifiés dans le cadre de la gestion du site UNESCO.

Le principal enjeu est donc de :

- Poursuivre les actions de prévention et valorisation des déchets
- Engager une démarche visant à réduire les dépôts sauvages sur le territoire

ATOUTS	FAIBLESSES
Les habitants du territoire bénéficient d'un cadre de vie préservé les nuisances étant relativement faibles et localisées principalement au niveau des infrastructures.	Territoire soumis à de nombreux risques Importance du risque inondation
OPPORTUNITES	**MENACES**
Améliorer la gestion des risques notamment par la mise en œuvre les plans d'actions de la SLGRI et du PAPI Réduire le risque inondation par une meilleure gestion du ruissellement (désimperméabilisation, noues, haies…) Diminuer les nuisances par une action sur les transports (réduction du recours à la voiture individuelle) en lien avec la thématique de l'énergie	Imperméabilisation excessive des sols et construction dans les secteurs à enjeux entrainant une augmentation du risque inondation. Augmentation des risques naturels liés à l'augmentation des évènements climatiques extrêmes dans le cadre du changement climatique

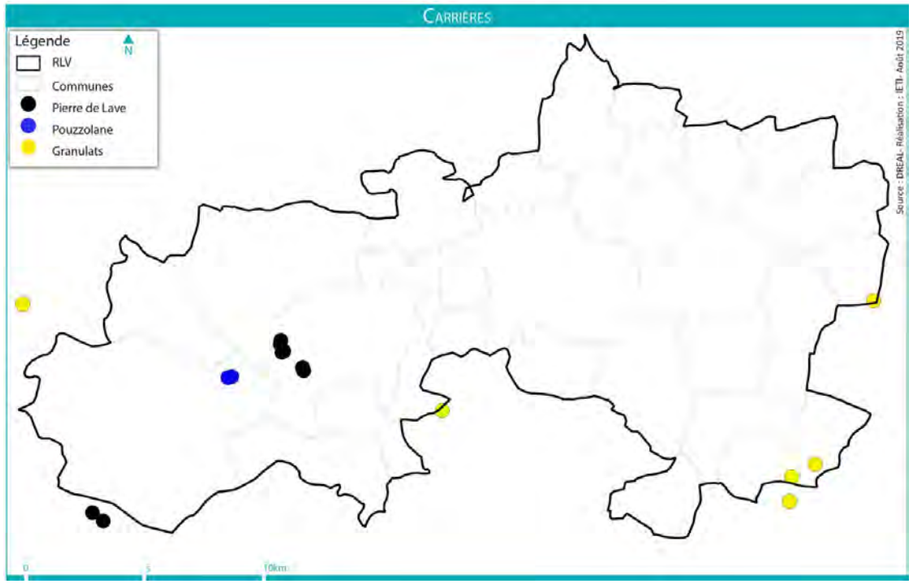
Ressources naturelles

1.1.1.7 Sol :

Lors des dernières années, le développement de l'urbanisation sous forme d'extension (lotissements, zones d'activités) a généré une consommation des sols impliquant une pression sur les espaces agricoles et naturels.

Du fait de leur histoire, les sols de la Limagne sont particulièrement riches et fertiles et constituent donc un atout majeur pour le territoire.

Les sous-sols du territoire, également très riches, ont fait l'objet d'une exploitation qu'il convient d'encadrer afin de mieux tenir compte de l'environnement. Il existe 9 carrières en activité sur le territoire et près de 6 carrières en activité à proximité du territoire.



A plus large échelle, la fonctionnalité des sols et des espaces agricoles et un élément important pour la continuité écologique.

De ce contexte sont issus les enjeux suivants :

- Préserver les sols de l'artificialisation en tenant compte de la complémentarité de leurs rôles et usages afin de maintenir leur qualité
- Exploiter les ressources du sous-sol de manière économe en limitant les impacts sur le paysage et la biodiversité

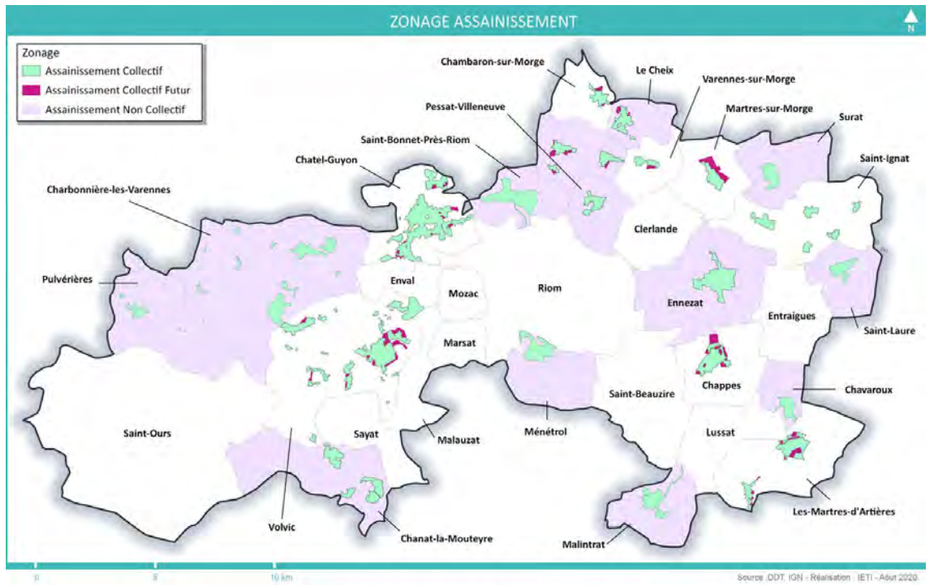
1.1.1.8 Eau :

Le territoire dispose d'un maillage hydrographique important et différencié ainsi que de masses d'eau souterraines de bonne qualité. Celles-ci, au niveau de l'impluvium des eaux de Volvic, sont même le support d'une activité économique. La qualité des eaux de surface est moyenne voire mauvaise et le secteur de la Limagne est concerné par une vulnérabilité aux nitrates en lien avec l'activité agricole.

L'eau potable est de bonne qualité sur le territoire, celle-ci est issue de différents captages sur le territoire, dont l'exploitation et la capacité sont plus ou moins importantes. Certains captages du territoire alimentent l'activité économique locale (Usine Volvic). Cette ressource est bien exploitée puisqu'elle est mobilisée à près de 70%.

De plus, l'urbanisation, en favorisant l'imperméabilisation des sols, impacte la qualité de l'eau : ruissellement, débordement des réseaux, surcharge des stations d'épuration. La maîtrise et la gestion alternative de ces eaux (fossés, sols favorables à l'infiltration, zones humides) est donc une opportunité d'améliorer qualitativement la ressource.

En ce qui concerne les systèmes d'assainissement : les stations d'épurations sur le territoire sont globalement conformes en équipements et performances avec quelques problématiques identifiées localement. Si la majeure partie du territoire fait l'objet d'un assainissement collectif il subsiste par ailleurs quelques secteurs concerné par un assainissement non collectif (SPANC) et pour lesquels la qualité des eaux rejetées n'est pas toujours conforme.



Les enjeux identifiés sont les suivants :

- Poursuivre et intensifier les actions menées pour améliorer la qualité des eaux (en lien avec les différents acteurs) et raisonner l'usage de cette ressource
- Assurer la compatibilité du projet avec les documents cadres (PGRI et SAGE)
- Améliorer la gestion des eaux de ruissellement
- Favoriser la gestion à la parcelle des eaux pluviales
- Mettre à jour les zonages d'assainissement
- Maintien de la bonne qualité de l'eau
- Utilisation économe de la ressource en eau en complémentarité avec les autres usages.
- Mise en place de solutions techniques pour améliorer la distribution, garantir le stockage d'eau sur le territoire de la collectivité

1.1.1.9 Energie

Afin de répondre aux besoins énergétiques pour le résidentiel, les transports et les activités industrielles, tout en réduisant la part des énergies fossiles, Riom Limagne et Volcans doit valoriser les atouts de son territoire.

Le potentiel en énergie renouvelable est diversifié (solaire, méthanisation, géothermie, éolien, bois) et peut faire l'objet d'un développement (82GWh/an exploité pour un gisement de 265GWh/an, soit environ 30%).

D'autre part, 70% de la consommation énergétique du territoire, est absorbée par le secteur des transports et le secteur du résidentiel.

Ce sont donc les deux principaux leviers à exploiter pour atteindre les objectifs de réduction des consommations énergétiques.

Aussi, les enjeux identifiés sont les suivants :

- Mettre en œuvre les objectifs du PCAET en participant à la transition énergétique et à la réduction des émissions de GES
- Agir sur le bâti : Favoriser les économies d'énergie sur les bâtiment existants (rénovation thermique, équipements performants), l'excellence énergétique des bâtiments neufs et l'installation d'équipements de production d'ENR
- Agir sur les transports : Accroître la part des modes de déplacements actifs et des transports partagés et alternatifs et poursuivre la mise en place de l'intermodalité
- Développer la production d'énergie renouvelable et relocaliser l'énergie consommée sur le territoire

Bilan

Les enjeux majeurs pour le territoire concernent donc :

1/ Le fonctionnement hydraulique et la préservation de la ressource en eau

En matière de ressources naturelles, l'eau est un élément majeur qui a façonné le territoire et dont la préservation est essentielle. Qu'elle soit souterraine ou superficielle l'objectif de maintien ou d'atteinte d'une bonne qualité des masses d'eau est primordiale pour la préservation de la richesse écologique et la santé publique. Parallèlement, cette ressource engendre un risque d'inondation sur une grande partie du territoire.

2/ Le fonctionnement écologique

La très grande sensibilité paysagère et environnementale du territoire est confirmée par les investigations de terrain. La diversité des supports de biodiversité (réseau hydrographique dense, boisements, haies, arbres isolés, espaces agricoles) et l'aspect exceptionnel de divers habitats (Natura 2000, ENS, ZNIEFF) constituent une richesse écologique et paysagère qu'il convient de préserver.

3/ Les ressources liées au sol et à l'énergie

La croissance démographique, s'accompagne d'une pression foncière qu'il est important de guider et d'orienter à travers un développement de l'urbanisation ciblé et adapté au besoin du territoire. Les précédentes extensions urbaines (lotissements, zones d'activités) ont principalement généré une consommation de sol impliquant une pression sur les espaces agricoles, garants dans leurs diversités de la qualité paysagère du territoire.

1.2 L'évaluation environnementale : un processus itératif tout au long du projet de PLUi

L'évaluation environnementale a débuté dès les phases amonts du projet et a été réalisée en continu, de manière itérative. Des réduction des incidences du PLUi ont ainsi été proposées de manière continue (suppression, déplacement, modification d'un secteur de projet) afin que le bilan du PLUi soit à minima neutre, sinon positif pour l'environnement.

Ainsi, au cours des phases suivantes, de nombreux allers-retours ont été fait avec l'équipe projet afin d'assurer l'amélioration continue du projet du PLUi :

- **Phase PADD :**
    - La participation à la définition du PADD a permis d'intégrer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la définition du projet de développement porté par la Communauté d'Agglomération. Les différents scenarii étudiés lors des réunions de travail en amont du PADD ont pris en compte les enjeux environnementaux et ont présentés les impacts environnementaux que chaque orientation politique pouvait avoir sur le long terme.
    - En prime de cette participation à l'élaboration du PADD, celui-ci a fait l'objet d'une analyse afin de prévenir au mieux les impacts sur l'environnement.
- **Phase OAP :**
    - L'analyse des cahiers fonciers a permis de mettre en avant, dès le début, les enjeux environnementaux des différentes zones AU. Ces cahiers fonciers ont localisé, pour chaque commune, les enjeux environnementaux, mais aussi les risques afin de pouvoir mettre en parallèle les souhaits de développement et les enjeux terrain. Ces cahiers ont ainsi été une aide à la décision dès le début du travail sur les OAP.
    - Le guide général des OAP sectorielles a permis d'intégrer, dans toutes les OAP, des objectifs en matière environnementales.
    - La relecture des OAP au cours de leur élaboration a permis de faire des retours sur le dessin et les mesures définies pour chacun des secteurs. L'objectif étant d'amener, à travers les OAP, à réduire au maximum les incidences liées à l'ouverture à l'urbanisation des secteurs.
        - Par exemple, l'OAP du Biopôle de Saint-Beauzire pour laquelle des principes ont été détaillés plus précisément compte tenu de l'enjeu fort du secteur et pour laquelle une réduction de la zone constructible a été établie.
- **Phase Règlement et zonage :**
    - Dans le cadre des cahiers fonciers, l'analyse des secteurs à enjeux a été fournie comme aide à la décision dès le début du travail de zonage. Cette manière de procéder a permis d'éclairer et d'orienter certaines décisions en mettant en regard les choix de projets portés par le PLUi et les enjeux environnementaux.
        - Par exemple pour les communes présentant des enjeux environnementaux, lors de l'élaboration du zonage, les zones constructibles ont été réduites (à Châtel-Guyon et Saint-Bonnet l'ouverture de zones à l'urbanisation ont été réduites en raison de la présence de corridors).

Aussi, la partie « Evaluation Environnementale » du rapport de présentation a pour objectif d'analyser les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLUi sur l'environnement, dans sa version finalisée, et tient compte de l'ensemble du processus réalisé en amont. Elle se base sur le diagnostic de l'état initial de l'environnement, complété par des analyses plus fines sur les sites de développement potentiels concernés par des thématiques telles que la biodiversité, les zones humides ou encore la présence de ruissellement.

En complément, le processus d'évaluation environnementale a conduit à intégrer des mesures dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que dans le zonage et règlement, pour éviter, réduire ou compenser l'impact de la mise en œuvre du plan.

Il est à noter que le PLUi doit être compatible avec les prescriptions d'autres documents de planification environnementale, parmi lesquels les orientations environnementales du SCoT du Grand Clermont, du PCAET, du SDAGE et du SAGE etc…

Analyse des effets du PLUi sur l'environnement

Les incidences du PLUi ont été identifiées sous deux prismes :

- L'échelle territoriale,
- L'échelle parcellaire.

Les différentes mesures mises en œuvre à travers le PLUi, permettant d'éviter, réduire voire compenser les incidences ont été décrites. Celles-ci peuvent être d'ordre varié :

- Des obligations via le règlement du PLUi
- Des éléments à prendre en compte, inscrits dans des OAP sectorielles ou thématiques

1.2.1.1 Caractérisation des incidences par grandes thématiques environnementales et mesures associées

Ce qui suit est une présentation simplifiée des principales incidences et mesures inscrites au PLUi, regroupées de manière transversale par grands thèmes environnementaux :

PATRIMOINE NATUREL ET CADRE DE VIE : PAYSAGES NATURELS, FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE ET PATRIMOINE BÂTI

Incidence potentielle	Mesures associées
Dégradation des paysages naturels et du patrimoine bâti	Soigner la silhouette urbaine Faciliter l'intégration paysagère par une attention spécifique vis-à-vis des franges paysagères Préserver les espaces naturels Identifier les ensembles urbains cohérents
Transformation du patrimoine architectural et industriel induit par les nouvelles constructions (logements et activités)	Prendre en compte le paysage, la structure urbaine et les spécificités architecturales existantes
Destruction ou dégradation des milieux naturels, de la biodiversité et du fonctionnement écologique	Préserver les zones Natura 2000 et les ZNIEFF de l'urbanisation future Préserver les zones humides ; Assurer la fonctionnalité des corridors écologiques ; Renforcer le maillage de la trame verte, bleue et noire ; Sensibiliser la population à l'intérêt de la diversité des milieux

QUALITE CADRE DE VIE

EMISSIONS DE GES, CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ENERGIE	
Incidence potentielle	Mesures associées
Impact du plan sur les émissions de GES, les changements climatiques et l'énergie - Imperméabilisation de nouvelles surfaces pouvant potentiellement jouer un rôle dans le rafraîchissement / épuration de l'air / adaptation aux éléments pluvieux - Augmentation résiduelle de consommation énergétique, émissions de polluants et de GES	Définir de zones à urbaniser situées en continuité du tissu urbain existant et résorption de la vacance ; Réduire les besoins en termes de déplacements des habitants ; Renforcer le maillage facilitant les déplacements ; Agir sur le patrimoine existant énergivore ; Intégrer les principes bioclimatiques dans les constructions ; Encourager la modularité du bâti
QUALITE DE L'AIR, NUISANCES LIEES AU BRUIT, RISQUES TECHNOLOGIQUES,	
Exposition d'une partie de la population aux infrastructures routières et des activités dans les zones urbanisées	Se tourner vers une mobilité décarbonée en encourageant la pratique des modes doux ; Maintenir une distance des nouvelles constructions par rapport aux infrastructures routières bruyantes ; Améliorer la qualité de l'habitat ; Encadrer la constructibilité dans les zones de danger des canalisations de transport de matières dangereuses ;
GESTION DES DECHETS	
Augmentation résiduelle de la production de déchets	Promouvoir des pratiques de réemploi et de recyclage

RESSOURCES

QUALITE DE L'EAU ET RISQUES NATURELS	
Incidence potentielle	Mesures associées
Dégradation de la qualité de l'eau et augmentation de l'impact des risques naturels	Permettre une constructibilité très restreinte des zones de captage d'eau potable ; Préserver les champs d'expansion de crues, les zones humides et les axes de ruissellement
Augmentation des rejets liés à l'accroissement du nombre d'habitants (pression résiduelle sur le réseau d'assainissement, imperméabilisation des sols)	Obliger d'infiltration au point de chute ; Développer les pratiques de gestion alternative des eaux pluviales ; Dissocier les réseaux d'assainissement ; Assurer l'adéquation entre l'ouverture des zones à l'urbanisation et les capacités d'accueil des infrastructures
Augmentation de l'exposition de la population au risque inondation / feux de forêts	Permettre une constructibilité limitée des zones concernées par un risque inondation
SOL, QUALITE DES SOLS	
Consommation des espaces agricoles	Protéger les terres agricoles à fort potentiel et à fort intérêt paysager ; Limiter la consommation foncière ; Traiter les franges paysagères et les transitions

1.2.1.2 *Caractérisation des incidences des zones ouvertes à l'urbanisation (AU) sur le territoire*

L'ensemble des zones AU du PLUi ont été étudiées de manière précise afin de déterminer la manière dont le projet de PLUi impacte l'environnement :

	PARCELLES		
	NIVEAU D'INCIDENCE INITIAL	**NIVEAU D'INCIDENCE FINAL**	**EVOLUTION**
FAIBLE	1,5 % (2 parcelles)	**75% (109 parcelles)**	**+ 5 350 %**
FAIBLE A MODERE	21,2 % (31 parcelles)	**18 % (27 parcelles)**	**- 13 %**
MODERE	41 % (61 parcelles)	**3 % (5 parcelles)**	**- 91 %**
MODERE A FORT	12,3 % (17 parcelles)	**3 % (4 parcelles)**	**- 76%**
FORT	18,5 % (27 parcelles)	**1 % (1 parcelles)**	**- 96 %**
NON DETERMINE	5,5 % (8 parcelles)	**0 % (0 parcelles)**	**- 100%**

La mise en place des mesures a permis de passer de 22,5% de parcelles non dommageables pour l'environnement (incidences faibles et faibles à modérées) à 93 % de parcelles non dommageables pour l'environnement.

Cette évolution s'explique par une forte diminution de la part des parcelles ayant une incidence forte (réduction de 96%), modérée à forte (réduction de 70%) ou modérée (réduction de 91%) et une augmentation en conséquence du nombre de parcelles présentant une incidence faible.

1.2.1.3 *Caractérisation des conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones d'intérêt patrimonial dont les sites Natura 2000*

Les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement sur le territoire de Riom Limagne et Volcans sont les suivantes :

- Sites Natura 2000, habitats d'intérêts communautaires (habitat enjeu fort) ;
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et II
- Périmètre UNESCO
- Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne
- Terres agricoles ;
- Zones humides ;
- Zones inondables ;
- Périmètres de protection rapproché et immédiat des captages d'eau potable ;
- Trame verte, bleue et noire

L'analyse des incidences du PLUi sur le réseau européen Natura 2000 fait l'objet d'un chapitre distinct. (Cf Chapitre 4)

Cinq sites sont classés en tant que Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sur le territoire :

- FR8301037 – Marais Salé de Saint-Beauzire
- FR8302013 – Gîtes de la Sioule
- FR8301052 – Chaîne des Puys
- FR8301036 – Vallées et coteaux thermophiles au Nord de Clermont-Ferrand
- FR8301038 – Val d'Allier – Alagnon

Il est également important d'étudier l'impact du PLUi de Riom Limagne et Volcans sur les sites Natura 2000 à proximité :

- La ZSC/SIC FR8301032 – Zones alluviales de la confluence Dore-Allier
- La ZPS FR8312013 – Val d'allier Saint Yorre-Joze
- La ZPS FR8312003 et la ZSC FR8301034 – Gorges de la Sioule
- La ZPS FR8312011 Pays des Couzes

D'une manière générale, le PLUi et les mesures mises en œuvre ont permis de présenter des incidences neutres sur les sites Natura 2000 du territoire ou situés à proximité.

1.2.1.4 *Synthèse*

Malgré la mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction, des incidences résiduelles négatives persistent et sont liées à la nature même du plan. Des études seront alors potentiellement nécessaires à l'échelle de certains projets (études d'incidences, caractérisation zone humide) afin d'en préciser les incidences et les mesures complémentaires.

À son échelle, le processus d'évaluation environnementale du PLUi permet d'intégrer les enjeux environnementaux au fur et à mesure de l'élaboration du projet, en privilégiant les mesures d'évitement et de réduction des incidences négatives.

Modalités, critères et indicateurs de suivi

Il est impératif pour la collectivité de pouvoir analyser la mise en œuvre de son PLUi et les résultats de son application. Aussi, il est prévu dans l'évaluation environnementale la définition de critères et indicateurs de suivi.

Les premiers indicateurs ont pu être établis et définis au moment de l'état de référence et de l'état initial. Ceux-ci ont ensuite été revus et retravaillés à la suite de la définition des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Ils sont également établis en cohérence avec le travail réalisé dans le cadre du suivi du SCoT du Grand Clermont.

L'analyse des résultats attendus et des effets obtenus par la mise en œuvre du PLUi doit porter sur des objectifs multiples. Cela doit notamment permettre de s'assurer de la cohérence du projet dans son ensemble mais également d'en déterminer l'efficacité et les impacts, qu'ils soient positifs ou négatifs, afin de pouvoir faire vivre et évoluer ce plan durant toute sa durée de vie, en se basant sur un dispositif de suivi.

Les indicateurs proposés doivent être cohérents avec les enjeux et orientations déclinés par le PLUi.

Au bilan du travail d'évaluation environnementale, il est constitué un véritable tableau de bord des évolutions du territoire au regard des grandes orientations fixées dans le cadre du PLUi. Les indicateurs possibles sont alors déclinés selon les grandes thématiques environnementales.

2 ARTICULATION DU PLAN AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS

2.1 Documents supérieurs impliquant une conformité du PLUi

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Auvergne Rhône Alpes

Document approuvé les 19 et 20 décembre 2019

Le SRADDET [Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires] redonne à la planification territoriale son rôle stratégique (prescriptivité, intégration de schémas sectoriels, co-construction] et renforce la place de l'institution régionale, invitée à formuler une vision politique de ses priorités en matière d'aménagement du territoire.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes s'est engagée depuis septembre 2016 dans l'élaboration de son SRADDET en rencontrant les acteurs locaux dans les 12 départements. À partir des remontées de terrain exprimées notamment pendant les rendez-vous « Aller à la rencontre des territoires et des élus locaux », la Région a bâti l'architecture de son SRADDET. La région Auvergne-Rhône-Alpes riche de ses diversités, s'affirme comme la troisième région de France par sa superficie. Peuplée de 7,9 millions d'habitants, elle assure 11,5 % du Produit intérieur brut [PIB) national, la plaçant au deuxième rang des régions françaises.

Auvergne-Rhône-Alpes bénéficie d'une coopération métropolitaine renforcée. Avec ces quatre Métropoles [cinq en comptant le Grand Genevois], Auvergne-Rhône-Alpes est la région la mieux dotée. Ces métropoles sont : Lyon, 514 707 habitants (INSEE 2017), Grenoble, commune de 160 649 habitants (INSEE 2015), Clermont-Ferrand, commune de 141 398 habitants [INSEE 2015) et Saint-Etienne, commune de 171 057 habitants [INSEE 2015).

Les métropoles sont des locomotives pour l'économie régionale et constituent un atout fondamental pour l'accès aux marchés européen et international. Leur mise en réseau pourrait renforcer le potentiel d'innovation, d'investissements productifs et de croissance de la région.

2.1.1.1 Préserver un cadre de vie attractif

L'un des objectifs majeurs du SRADDET est donc de garantir un cadre de vie et de qualité à tous en redynamisant les centre bourgs, les centres des villes moyennes et les quartiers en difficulté.

Les centres bourgs et les centres des villes moyennes sont essentiels car ils structurent l'espace et animent les bassins de vie. Ce rôle majeur est d'ailleurs d'autant plus marqué dans les territoires ruraux.

Pour autant, de très nombreux centres sont confrontés à la dégradation accélérée du tissu commercial de proximité, aux difficultés de proposer une offre de logements, de services, d'équipements et de cadre de vie de qualité, répondant aux besoins des habitants. Ainsi, la nécessité de réinvestir les centres bourgs et les centres des villes moyennes fait, aujourd'hui, consensus.

Maintenir un maillage de centres bourgs et de centres de villes moyennes attractifs, proposant une gamme de services de proximité ou intermédiaires pour la population, constitue un enjeu majeur pour le développement équilibré du territoire régional.

Par ailleurs, certains quartiers dans les villes moyennes et agglomérations concentrent des difficultés sociales, économiques et urbaines. Afin d'améliorer le cadre de vie des habitants et apporter une réponse adaptée pour relever certains de ces enjeux, il s'avère nécessaire de procéder au renouvellement urbain partiel ou de plus grande ampleur de ces quartiers, de diversifier l'habitat, d'y apporter les services et équipements nécessaires, et de connecter ces quartiers avec leur environnement par une offre de mobilité adaptée.

La mobilité joue un rôle fondamental dans les modes de vie des habitants. Elle contribue à l'évolution des villes, des sociétés et des activités. Toutefois, avec une ambition de diminuer de 23 % la consommation d'énergie de la région, et de limiter le processus d'étalement urbain [objectif 3.8 « Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % »], les logiques d'aménagement et de déplacement doivent être repensées en lien plus étroit.

Il convient aujourd'hui de rechercher une cohérence entre urbanisme et déplacements, en favorisant un mode de développement organisé autour des polarités [zones d'activité, d'habitat et de consommation] et des principaux réseaux d'infrastructures de transport collectif existants. Cette réflexion croisée sur l'organisation territoriale et les déplacements tend ainsi à promouvoir une « armature urbaine multipolaire », une maîtrise accrue de la mobilité, et une « ville des courtes distances » telle qu'elle existe chez certains de nos voisins européens [Pays-Bas, Allemagne, etc.].

Afin de limiter les déplacements et d'accompagner les dynamiques économiques, il conviendra également de rechercher une cohérence entre emploi et habitat, en favorisant l'accueil des activités économiques dans les espaces urbains mixtes et en organisant les espaces économiques dédiés. Une optimisation des parcours de circulation des marchandises et une massification de ces flux pourra également être recherchée notamment via le maintien et le développement d'espaces logistiques en milieu urbain ou en priorité à proximité des voies ferrées et des ports, puis des nœuds routiers.

Le SRADDET doit donc favoriser la ville compacte et les quartiers reliés à la ville par une bonne desserte en transports collectifs et accessibles à pied et à vélo. Cette conjugaison permettra à tous les territoires de la région d'améliorer durablement le cadre de vie de leurs habitants, en remettant notamment le piéton au cœur de la conception de la ville.

2.1.1.2 Une région face aux défis des risques climatiques et naturels

À l'heure où 15 000 scientifiques du monde entier tirent la sonnette d'alarme sur l'état catastrophique de la planète, la réalité du réchauffement climatique en Auvergne-Rhône- Alpes est aujourd'hui avérée avec un réchauffement de l'ordre de 2°C sur les 50 dernières années.

Considérant les caractéristiques géographiques et socio-économiques, la région est ainsi particulièrement sensible au risque climatique. Les conséquences sont d'ailleurs d'ores et déjà visibles sur les territoires :

- Intensification des risques naturels qui pèsent sur la sécurité des biens et des personnes, alors même que 90 % des Communes sont concernées par au moins un type de risque.
- Raréfaction de la ressource en eau au sud de la région et en tête de bassins versants qui génère des conflits d'usage et impacte les activités économiques telles que le tourisme, l'agriculture, l'industrie et la production d'énergie.

Toutefois, l'adaptation des territoires aux impacts du changement climatique constitue des opportunités, pour Auvergne-Rhône-Alpes, en termes de développement d'emplois et de nouveaux savoir-faire ainsi qu'en matière de mobilisation de nouvelles technologies.

L'action de la Région dans le cadre du SRADDET, concernant les émissions de gaz à effet de serre (GES), respectera les objectifs de la stratégie nationale bas carbone [SNBC] avec ses objectifs sectoriels nationaux.

De plus le Plan climat national de juillet 2017 qui doit accélérer la transition énergétique et mettre en œuvre l'accord de Paris [COP21 de 2015) fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Pour y parvenir, la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) a retenu deux trajectoires :

- Finale : réduire de 75% les émissions nationales de GES à l'horizon 2050 par rapport à 1990 [et de 40% à l'horizon 2030 par rapport à 1990], soit - 73% par rapport à 2013;
- Budgets- carbone : qui fixent des plafonds d'émissions globaux par périodes de 4 à 5 ans, déclinés à titre indicatif par grands secteurs d'activité [transports, bâtiments résidentiels et tertiaires, industrie, agriculture, production d'énergie et déchets]. La trajectoire prévoit une réduction des émissions de - 27% à l'horizon du troisième budget par rapport à 2013.

2.1.1.3 Une région marquée par sa géographie et ses ressources

La région est riche de 4 grands paysages emblématiques :

- Des paysages de montagne : la chaîne des puys et le massif alpin se caractérisent par des effets de masse entrecoupés de vallées plus ou moins étroites et couronnées par les estives en Auvergne ou les alpages dans les Alpes, avant la montagne minérale. D'autres espaces de moyenne montagne complètent ce paysage accidenté un peu partout sur le territoire : Pilat, Bugey, Livradois, monts d'Ardèche, Cézallier, Aubrac, monts du Lyonnais, etc.
- Des grandes vallées : ce sont principalement la vallée du Rhône et le sillon alpin, qui sont également des axes structurants pour les déplacements.
- Des grands ensembles agro-paysagers homogènes : on y recense des grands espaces de plaine [les Limagnes, la Bresse, la plaine du Forez, etc.] ou de bocage plus ou moins dense [bocage bourbonnais, les Dombes, la Margeride, etc.].

2.1.1.4 Préserver la trame verte et bleu et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme

Auvergne-Rhône-Alpes abrite des milieux naturels variés et parfois très fragiles. La grande diversité géographique du territoire a engendré une grande variété de milieux naturels : formations volcaniques, sédimentaires ou cristallines, têtes de bassins et grands fleuves, grands lacs et prairies d'altitude, etc. De fait, de nombreux habitats naturels à enjeux sont présents tels que des pelouses sèches, des zones humides, des forêts, des milieux ouverts et des pelouses d'altitude, des bocages et des milieux semi-ouverts. Auvergne-Rhône-Alpes abrite également une richesse spécifique pour la faune et la flore. La bonne fonctionnalité de ces richesses repose sur la perméabilité de la trame verte et bleue, véritablement armature écologique du territoire régional.

Cette trame verte et bleue se structure autour de cinq milieux supports sur lesquels les enjeux sont particulièrement importants : les zones humides, les lacs et cours d'eau, les milieux ouverts et agro-pastoraux, la forêt régionale. L'objectif du SRADDET est préserver les milieux qui composent ces trames vertes et bleues et permettent d'assurer des continuités écologiques sur le territoire.

2.1.1.5 Des ressources à protéger

La première ressource régionale est son sol, dont l'enjeu majeur est son économie. Auvergne-Rhône-Alpes est couverte en majorité par des territoires agricoles (44%) et des milieux naturels et forestiers (47%). Les surfaces en eau et les zones humides représentent 2% du territoire. Les territoires artificialisés représentent 5% de la superficie régionale.

L'artificialisation des sols dans la région est particulièrement rapide : 20 000 ha ont été artificialisés depuis 2000 (93% étaient initialement des espaces agricoles], les trois quarts de ces mutations étant intervenus à proximité des villes, dans les grandes aires urbaines. La Région se classe ainsi nationalement 2e en termes de nombre d'hectares d'espaces NAF [naturels, agricoles et forestiers] consommés, Ge si l'on raisonne en pourcentage de la surface régionale.

La deuxième ressource vitale pour la région et ses habitants est l'eau, qu'il s'agisse :

- Des eaux superficielles : la qualité des eaux superficielles est globalement bonne à l'échelle régionale sur le plan chimique, mais les concentrations en pesticides ont fortement augmenté ces dernières années, majoritairement sur les grandes rivières ou fleuves concernés par l'agriculture intensive. Sur le plan écologique, moins de la moitié des cours d'eau (49%) est en bon état écologique. Les têtes de bassin versant sont globalement en bon état.
- Des nappes alluviales anciennes, d'origine fluvio-glaciaire, constituent des réserves à fort potentiel très sollicitées [Bièvre-Valloire, Ain, Bourbre, Est lyonnais, Valence, etc.]. Les particularités géologiques favorisent l'existence d'eaux souterraines d'excellente qualité. Mais ces ressources sont menacées par les pollutions diffuses (37% des nappes).
- De l'eau potable, environ 410 000 personnes (5% de la population régionale) ne sont pas encore à l'abri du risque de taxi-infections alimentaires hydriques, notamment dans le sud et dans l'est de la région, dans les zones de relief où les gestionnaires éprouvent des difficultés à faire progresser la sécurité des systèmes de distribution très segmentés. En effet, nombreux sont les réseaux alimentant de très petites communautés.

Une autre ressource fondamentale pour la région et l'équilibre de ses territoires est la ressource en matériaux. Auvergne-Rhône-Alpes est ainsi la première région productrice française : environ 14% du tonnage national. L'exploitation des ressources correspond aujourd'hui essentiellement à l'activité d'extraction des matériaux alluvionnaires et des roches massives. Auvergne est excédentaire de 4%, mais déficitaire en alluvions, notamment en Haute-Loire et dans le nord Cantal, et prochainement dans le Puy-de-Dôme.

L'augmentation de la production de roches massives compense cette baisse. En Rhône- Alpes, la répartition des volumes extraits par type de matériaux est relativement proche de celle des capacités autorisées. Le maillage de carrières est particulièrement dense : la distance d'une carrière à l'autre est souvent inférieure à une trentaine de kilomètres. En ce qui concerne le recyclage, 60% des déchets inertes du BTP ont été recyclés en 2013, pour un objectif de 75% en 2020.

La région se distingue également par sa forte capacité à produire un large panel d'énergies.

Objectif général du SRADDET	Objectif stratégique du SRADDET	Prise en compte dans le PLUi		
		PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**

Construire une région qui n'oublie personne	Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie pour tous (Actions 1.1 à 1.9)	Le PADD prévoit d'améliorer globalement le cadre de vie sur le territoire : redynamisation des centres-bourgs, diversification de l'offre d'habitat, amélioration du maillage de transports en commun au regard de l'urbanisation, réduction des émissions de GES. L'équilibre entre les espaces urbanisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers est recherché, ce qui permet de préserver et valoriser le paysage mais aussi les espaces naturels du territoire. **AXE 1 : Orientations 1.0 à 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0 et 2.2 à 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0 à 3.4**	La déclinaison du zonage U en plusieurs sous destinations permet d'équilibrer plus finement la répartition des secteurs en disposant d'un règlement adapté pour chaque secteur. Les zones N et A sont déclinées en différents sous zonages afin de préserver au mieux les espaces naturels et agricoles tout en permettant, dans les espaces les moins sensibles, une évolution des sites (loisirs, jardins, secteurs agricoles). Un zonage spécifique Uh a été défini afin de permettre l'accueil du stationnement temporaire des résidences mobiles et a été décliné en sous-zonage Uhr pour permettre l'accueil sur des terrains familiaux locatifs. Des espaces réservés sont prévus comme à Enval (ER12), Volvic (ER4,24) pour constituer un terrain d'accueil pour les gens du voyage ou pour permettre leur sédentarisation comme à Riom (ER 21, 22,23).	L'OAP Paysage et l'OAP Adaptation au changement climatique permettent le maintien de la diversité des espaces. Les OAP sectorielles orientent la diversification du logement. L'OAP centralité vise à maintenir les commerces existants et favoriser la création ou l'implantation de nouveaux commerces en fonction des potentiels et des opportunités dans les centres- bourgs. Elle prend en compte l'ensemble des enjeux de revitalisation de centre-ville : modernisation des locaux commerciaux, valorisation des espaces publics, amélioration et sécurisation des itinéraires, valorisation du patrimoine bâti et naturel, etc
	Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires (Actions 2.1 à 2.9)	Le PADD ? oriente la politique locale de manière à favoriser l'accès aux principaux services en améliorant notamment la desserte du territoire (transport en commun, train, modes doux) et permet le maintien des activités de proximité. Il encourage par ailleurs la réhabilitation et la rénovation énergétique des logements. **AXE 1 : Orientations 1.0 à 1.3** **AXE 2 : Orientations 2.1 et 2.3** **AXE 3 : Orientations 3.1 et 3.3**	Le zonage U permet d'assurer une mixité des fonctions en autorisant, dans les zones d'habitats (UC, UR) la présence d'activités et de commerces. Le zonage (lequel ?) permet plus de densité aux abords des lignes de transport en commun et notamment à proximité des gares et du pôle multimodal de Riom. Certains emplacements sont réservés de manière à prévoir les besoins en termes de stationnement et de développement de modes doux : - Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14,20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic) - La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours) Le zonage et les ER relatifs au mobilité ont été définis en s'appuyant sur le schéma cyclable de RLV.	L'OAP Adaptation au changement climatique encourage le développement des mobilités douces. L'OAP centralité vise à apaiser les voies structurantes (réduction de la voie de circulation au profit des autres usagers, réorganisation et/ou suppression du stationnement) et à favoriser les déplacement doux (maillage de cheminements sécurisés et adaptés, amélioration de la signalétique, modification des sens de circulation et de flux)
Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires	Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources (Actions 3.1 à 3.9)	L'un des éléments phares du PADD est la limitation de la consommation foncière : - Recyclage (réhabilitation des friches, résorption de la vacance, construction dans les dents creuses) - Maintien du foncier agricole (lutte contre la déprise, soutien aux pratiques agricoles extensives) - Limitation de l'extension des zones d'activités Par ailleurs, le projet prévoit la réduction de la consommation d'énergie du territoire (rénovation du bâti, alternative à la voiture) et entend préserver les ressources	Le zonage U est resserré autour du bâti et du tissu urbain, limitant ainsi l'extension. Les déclinaisons du zonage A permettent d'assurer la préservation des espaces agricoles en limitant la constructibilité dans les secteurs les plus sensibles. Les bâtiments susceptibles de changer de destination en zone A ou en zone N sont identifiés dans le zonage. Des emplacements est réservé à Chanat-la-Mouteyre (ER18) pour permettre le développement d'une activité maraîchère communale	L'OAP adaptation au changement climatique encourage la préservation du foncier en instaurant des principes de recyclage et de réemploi. Par ailleurs, elle encourage la rénovation du bâti, le développement des modes doux, la structuration de filières locales (réemploi, énergie) L'OAP zone d'activités économique met en avant la nécessité de lutter contre l'étalement en cherchant notamment à assurer la mixité fonctionnelle des secteurs d'activités, en accompagnant le renouvellement des zones d'activités et reconnecte ses secteurs au territoire en travaillant les continuités par les modes de déplacements doux.

		en eau et en espaces naturels (préservation des zones humides et des espaces naturels) **AXE 1 : Orientations 1.2 à 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0 à 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.2 à 3.4**		
	Faire une priorité des territoires en fragilité (Actions 4.1 à 4.5)	Dans le PADD les risques naturels sont pris en compte et doivent être des éléments qui conditionnent l'implantation du bâti. La ressource en eau est préservée (zones humides restaurées, plantation de haies et de ripisylves etc..) de manière à permettre la cohabitation des usages. Des solutions axées sur l'existant sont mises en avant (changement de destination de bâtiments agricole pour les activités touristiques par exemple) **AXE 2 : Orientations 2.1 à 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.2 et 3.4**	Les éléments de risques naturels sont intégrés dans les PPRN et PPRI annexés au PLUi. Le risque ICPE est intégré au règlement écrit. Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N inconstructible. La protection des haies et des ripisylves est assurée grâce à un classement au titre de l'article L151-23. P Des emplacements sont réservés afin de permettre la préservation des espaces de mobilité du cours d'eau (ex : Martres sur Morge)	L'OAP Paysage et Adaptation au changement climatique encourage le renforcement et la structuration du réseau de haies et le maintien des ripisylves sur le territoire de manière à préserver la ressource en eau. Les OAP sectorielles indiquent le besoin d'un retrait vis-à-vis des cours d'eau et favorisent le maintien des zones humides. Les secteurs soumis au PPRNPi sont également identifiés dans le dessin de l'OAP. L'OAP Adaptation au changement climatique complète les PPRI et les PPRN en indiquant des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans les zones soumises à des risques naturels.
	Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité (Actions 5.1 à 5.6)	L'orientation 1.1 du PADD « Affirmer un positionnement métropolitain en s'appuyant sur la diversité de l'armature territoriale » entend favoriser un développement complémentaire, qui s'appuie sur un fonctionnement à l'échelle locale et territoriale. Le maillage du territoire par un réseau multimodal (bus, train, vélo) va permettre d'asseoir ce fonctionnement. **AXE 1 : Orientation 1.1**	Les différentes déclinaisons du règlement pour la zone U permettent d'assurer la mixité fonctionnelle des espaces stratégiques et de conforter la spécialisation des zones d'activités.	L'OAP Paysage encourage le renforcement des liaisons douces pour la découverte touristique du paysage. L'OAP adaptation au changement climatique appuie le développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture. Les OAP sectorielles définissent les ambitions en termes de mixité fonctionnelle et sociale. L'OAP du secteur gare à Riom (RIO-6) prévoit ainsi « une programmation intégrant une mixité des fonctions au sein du quartier, en associant logements, commerces/services, en lien avec la proximité de la gare, et activités tertiaires dans les opérations de construction ou de réhabilitation. »
Innover pour réussir les transitions, transformations et mutations	Faire de la région un acteur des processus de transition des territoires (Actions 8.1 à 8.7)	Le projet d'aménagement et de développement prévoit d'« assurer la gestion des déchets dans une logique d'économie circulaire » Il prévoit également le recyclage du foncier, notamment dans les secteurs d'activités économiques. **AXE 2 : Orientation 2.1** **AXE 3 : Orientations 3.2 à 3.4**	Dans l'ensemble des zones U du territoire il est attendu la mise en place d'un local destiné aux ordures ménagères et un local destiné au tri sélectif. Les bâtiments susceptibles de changer de destination en zone A ou en zone N sont identifiés dans le zonage.	L'OAP adaptation au changement climatique encourage la mise en œuvre d'une politique de réemploi et recyclage (réemploi de matériaux pour la construction, compostage). L'ensemble des OAP sectorielles et ZAE favorisent une utilisation économe des terres et valorisent le réemploi des friches.
	Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales (Actions 9.1 à 9.4)	Le PADD permet d'engager la transition du territoire dans les domaines de la mobilité (décarbonation, développement des modes doux et des systèmes de transport en commun) de l'énergie (économies d'énergie, développement des énergies renouvelables) et permet de sensibiliser la population à la biodiversité grâce au développement du tourisme local.	Dans l'ensembles des zones urbaines constructibles le parc de stationnement doit intégrer la création de places de stationnement pour véhicule électrique avec un minimum de 1 place. Certains emplacements sont réservés de manière à prévoir les besoins en termes de stationnement, développement de modes doux :	L'OAP Adaptation au changement climatique encourage le développement des mobilités douces. L'OAP paysage met en valeur les éléments les éléments du territoire à travers le développement d'itinéraires de découverte du territoire.

		AXE 1 : Orientations 1.1, 1.3, 1.4 **AXE 2 : Orientation 2.2** **AXE 3 : Orientations 3.1, 3.3**	Mise en place d'emplacements réservés (ER) permettant : - Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14, 20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic) - La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours) Le zonage et les ER relatifs au mobilité ont été définis en s'appuyant sur le schéma cyclable de RLV. Le zonage NR permet le développement du photovoltaïque sur le territoire. Des emplacements réservés sont définis pour assurer la construction de logements sociaux : - Châtel-Guyon (ER 11, 12, 14,19, 20,21,22,23,24) - Malauzat (ER3) - Mozac (ER34,36 à 38) - Riom (ER30 et 31) - Volvic (ER 18 et 19) L'économie de ressources est favorisée par : la réhabilitation des friches (les bâtiments susceptibles de changer de destination en zone A ou en zone N sont identifiés dans le zonage) ; la définition d'un secteur pour la création d'une recyclerie à Riom (ER25).	Les OAP sectorielles définissent les modalités de cheminements au moyen de mobilités douces notamment en préfigurant les liaisons piétonnes. L'OAP centralité vise à apaiser les voies structurantes (réduction de la voie de circulation au profit des autres usagers, réorganisation et/ou suppression du stationnement) et à favoriser les déplacement doux (maillage de cheminements sécurisés et adaptés, amélioration de la signalétique, modification des sens de circulation et de flux) L'OAP zone d'activités économique met en avant la nécessité de lutter contre l'étalement en cherchant notamment à assurer la mixité fonctionnelle des secteurs d'activités, en accompagnant le renouvellement des zones d'activités et reconnecte ses secteurs au territoire en travaillant les continuités par les modes de déplacements doux

Le SCoT du Grand Clermont

Document approuvé le 29 novembre 2011, dernière modification le 20 décembre 2019

Le Schéma de Cohérence Territoriale [SCoT] est un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire instauré le 13 décembre 2000 par la loi SRU, constituant l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale.

Le SCoT du Grand Clermont a été approuvé le 29 novembre 2011 par le comité syndical du Grand Clermont rassemblé en Assemblée délibérante. Le périmètre du SCoT du Grand Clermont comprenait à son approbation 108 communes réparties en 10 intercommunalités. Des changements sont intervenus depuis. La loi de réforme des collectivités territoriales prônant une rationalisation du paysage intercommunal a été à l'origine des premiers changements de périmètre à partir du 1er janvier 2013.

Ainsi le Grand Clermont compte désormais 4 intercommunalités, 106 communes et 415 000 habitants. Le SCoT du Grand Clermont vise un développement plus respectueux des valeurs qui fondent l'identité de ce territoire. Il promeut la construction d'un modèle plus durable en transformant nos façons d'habiter, de construire des villes, de produire de l'énergie et de nous transporter.

2.1.1.6 Axes stratégiques pour le territoire du Grand Clermont

C'est l'organisation en archipel qui permet au territoire de proposer un développement plus juste, plus économe, plus performant. Elle est le cadre de référence des politiques et des projets initiés dans le Grand Clermont.

Elle repose sur un cœur métropolitain, des pôles de vie, des territoires périurbains et des espaces emblématiques qui contribuent, chacun à leurs mesures, à l'objectif d'accueil de nouvelles populations.

2.1.1.7 Le cadre humain du territoire

Le Grand Clermont souhaite se démarquer dans le concert des métropoles de 300 000 à 600 000 habitants. Pour cela, il affiche l'ambition de devenir une métropole rayonnante connectée au réseau européen et locomotive pour l'Auvergne.

Le Grand Clermont bénéficie d'un « art du bien vivre ensemble » incontestable. Il lui appartient de conforter la « ville des proximités » en facilitant la vie quotidienne des habitants grâce à un urbanisme équilibré [logements diversifiés, déplacements aisés, emplois bien répartis, commerces et services présents, loisirs accessibles...]. Il lui appartient également de garantir un droit à la ville pour tous en organisant un espace plus solidaire, dans lequel les situations de fragilité sont reconnues et corrigées.

2.1.1.8 Le cadre environnemental du territoire

Le Grand Clermont se caractérise par un patrimoine naturel et paysager d'une qualité exceptionnelle, une biodiversité d'une grande richesse et une géomorphologie très marquée [relief, vallées et réseau hydrographique] qui a conditionné son développement urbain. Conscient de l'importance de ces enjeux, le SCoT propose de préserver les sites de fortes qualités paysagères tels que la Chaîne des Puys ou la rivière Allier.

Nos modes de consommation et de production fragilisent de plus en plus ces écosystèmes. Dans l'esprit du Grenelle, le SCoT du Grand Clermont entend rendre compatible son développement avec la préservation de l'environnement. Cette conciliation doit répondre à deux grandes finalités : économiser les ressources fossiles et préserver la biodiversité sur le long terme.

Par la présence de deux Parcs Naturels Régionaux et de la plaine de Limagne, le Grand Clermont doit être moteur en matière de développement durable, d'énergies renouvelables et d'agriculture raisonnée. à cet égard, et dans la continuité des débats du Grenelle de l'environnement, le SCoT du Grand Clermont prône l'accès à des pratiques culturales et à des productions plus respectueuses de l'environnement.

2.1.1.9 Le cadre fonctionnel du territoire

Le développement urbain opéré depuis une trentaine d'années montre que l'urbanisation s'est principalement concentrée sur les territoires périurbains, sous forme d'habitat individuel très consommateur d'espace.

Aujourd'hui, le SCoT du Grand Clermont fait le pari d'un développement à venir respectueux des grands équilibres du territoire, économe en espace et en énergie. Le SCoT entend promouvoir un urbanisme qui réduit la consommation d'espace. Cette volonté politique implique de renforcer les polarités et améliorer significativement l'efficacité foncière [surface de terrain par logement]. Elle impose également de préférer les opérations de renouvellement urbain, de construction en dents creuses aux extensions consommatrices de terres agricoles et naturelles.

Au-delà d'être un document opposable, le SCoT est le fruit d'une ambition collective. Le contexte de mutations [économique, social, institutionnel] dans lequel nous vivons risque de rendre inopérantes des prescriptions trop précises. Dans ce contexte, il y a lieu de favoriser l'émergence de démarches expérimentales et innovantes qui améliorent nos savoir-faire.

Objectifs du SCoT	Pris en compte dans le PLUi		
	PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Accentuer le développement économique :	Le PADD du PLUi inscrit dans ses orientations le fait de : conforter et diversifier les filières économiques d'excellence et de renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises. La gestion du foncier économique permet de répondre à de nombreux enjeux : rationalisation de la consommation d'espaces, perspectives de développement des parcs d'activités, restructuration et amélioration qualitative des zones d'activités. D'autre part, le projet d'aménagement et de développement durables du PLUi soutien l'innovation de toutes les entreprises (PME, PMI, start-up) et favorise le commerce métropolitain et de proximité. Sur l'enveloppe restante du SCOT de 99,7 ha il est prévu l'urbanisation de 82,41 ha ce qui constitue une optimisation de 17,29 **AXE 1 : Orientation 1.2** **AXE 2 : Orientation 2.1**	Le projet réglementaire prévoit un zonage spécifique pour les secteurs d'activités industrielles, commerciales et agricoles dans le but d'assurer le maintien et le développement des différentes filières. Il prévoit le maintien de zones d'activités monofonctionnelles réservées à l'activité économique, pour les zones d'activités stratégiques et d'équilibre. La souplesse des règles de constructibilité permet d'encourager une requalification et modernisation des zones d'activité existantes. Le classement en UA des secteurs dédiés aux activités économiques se déclinent en plusieurs sous-zonages qui définissent, en fonction du type d'activité, les actions à mettre en œuvre. Certaines zones sont ainsi spécialisées (Biopôle de Saint-Beauzire). Le coefficient d'emprise au sol est adapté afin de favoriser la densification. (entre 30 et 40% minimum en fonction de la zone). Les constructions / extensions du bâti doivent être relatives en zone UA doivent être relatives à une activité existante initialement sur l'unité foncière. Par ailleurs, le classement en AUA (avec ses différentes déclinaisons) permet l'accueil et le développement d'activités économiques. Un linéaire commercial est par ailleurs défini au titre de l'article L151-16 du code de l'urbanisme, offrant des dispositions plus souples pour les commerces en rez-de-chaussée et limitant les changements de destination. Par ailleurs, le règlement favorise la mixité au sein des zones urbaines. En effet, seules les constructions et établissements qui ne respectent pas le caractère de la zone ou qui sont incompatibles avec le paysage urbain environnant et en particulier les activités industrielles et artisanales qui risqueraient de nuire à l'environnement, sont interdites. Les recommandations et prescriptions architecturales sont affinées, afin de mieux correspondre à l'identité de chaque secteur et de permettre une intégration harmonieuse des nouvelles constructions. Une zone urbaine d'activités marchandes [Am] destinées aux activités déjà implantées dans les zones commerciales notamment celles de Riom-Sud et de l'Espace Mozac. Cette zone encadre notamment l'évolution des activités existantes sans permettre l'implantation de nouvelles activités commerciales.	Les OAP ZAE structurent le développement des secteurs à vocation économique et visent à encadrer leur développement dans une perspective d'amélioration de la qualité paysagère et de vie du site. L'objectif est d'améliorer la qualité globale des zones d'activités économiques et de favoriser leur montée en gamme et leur réhabilitation en améliorant notamment leur qualité globale à travers des partis pris d'aménagement globaux (insertion architecturale et paysagère, lisibilité, desserte et accessibilité, etc.]. L'OAP ZAE PEER à Riom prévoit le développement du secteur en permettant l'embranchement au réseau ferré du site. L'OAP thématique « Centralités » vise à maintenir les commerces existants et favoriser la création ou l'implantation de nouveaux commerces en fonction des potentiels et des opportunités dans les centres-bourgs. Elle prend en compte l'ensemble des enjeux de revitalisation de centre-ville : modernisation des locaux commerciaux, valorisation des espaces publics, amélioration et sécurisation des itinéraires, valorisation du patrimoine bâti et naturel, etc.
Accélérer et diversifier la production de logements	Afin de favoriser le parcours résidentiel, le projet du PLUi met l'accent sur une adaptation des logements aux besoins (lutte contre la standardisation du parc de logement, rénovation énergétique, développement d'offres nouvelles d'habitat, amélioration et développement du parc social). Le projet de PLUi est établi en cohérence avec le PLH établi par RLV et approuvé en 2019. La production des logements est conforme aux exigences du PLH et permet de distinguer l'effort de construction en fonction de la typologie de commune. Le PLUi permet ainsi la production de 443 logements par an en intégrant les logements sortis de vacance, les logements issus du renouvellement urbain et les logements sur terrains vierges. **AXE 2 : Orientation 2.2 à 2.4**	Les articles UC3, UR3 et UTh3 garantissent l'atteinte d'une mixité sociale et fonctionnelle, en fixant des pourcentages de logements sociaux. Des emplacements réservés sont définis pour assurer la construction de logements sociaux : - Châtel-Guyon (ER 11, 12, 14,19, 20,21,22,23,24) - Malauzat (ER3) - Mozac (ER34,36 à 38) - Riom (ER30 et 31) - Volvic (ER 18 et 19) Par ailleurs, la diversité des formes urbaines est permise dans l'ensemble des zones.	Les OAP sectorielles indiquent les typologies de logements (individuel, collectif) sur les différents secteurs de développement. Par ailleurs, elles fixent les objectifs de mixité fonctionnelle et sociale devant être atteint pour chaque secteur avec notamment un pourcentage de logements sociaux défini à l'échelle de l'OAP. L'OAP Adaptation au changement climatique vise à encourager la réhabilitation (notamment thermique) du bâti existant.

Développer les déplacements de façon cohérente	Le PLUi affirme la volonté de développer les modes de mobilité et de déplacements alternatifs ainsi que le partage de la voie à travers son PADD. Il permet l'amélioration de la desserte entre les pôles structurants et les communes périurbaines. En lien avec le tourisme, le développement des modes doux et actifs est préconisé. **AXE 1 : Orientation 1.1 et 1.3** **AXE 3 : Orientation 3.1**	Le zonage U permet d'assurer une mixité des fonctions en autorisant, dans les zones d'habitats (UC, UR) la présence d'activités et de commerces. Le zonage permet plus de densité aux abords des lignes de transport en commun et notamment à proximité des gares et du pôle multimodal de Riom. Mise en place d'emplacements réservés (ER) permettant : - Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (continuités, mobilier urbain spécifique) (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14, 20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic) - La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours) Le zonage et les ER relatifs au mobilité ont été définis en s'appuyant sur le schéma cyclable de RLV. La délimitation du Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global [PAPAG] à proximité du quartier de la gare permet également d'encadrer les études menées par un des propriétaires du site, et permettra d'assurer l'intégration et la pérennisation du secteur dans son quartier.	L'OAP adaptation au changement climatique appuie le développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture. L'ensemble des OAP sectorielles définissent des profils de voirie avec voies douces. Par ailleurs, les OAP situées à proximité des gares (Riom / Pontmort) permettent une densification des secteurs afin de renforcer l'attractivité autour des pôles de gare. Les zones d'activités, à travers les OAP ZAE font également l'objet de recommandations visant à travailler les continuités et le maillage par les modes doux. L'OAP centralité vise à apaiser les voies structurantes (réduction de la voie de circulation au profit des autres usagers, réorganisation et/ou suppression du stationnement) et à favoriser les déplacement doux (maillage de cheminements sécurisés et adaptés, amélioration de la signalétique, modification des sens de circulation et de flux)
Améliorer l'offre et le maillage en grands équipements culturels et sportifs	L'une des orientations du PADD est de promouvoir l'attractivité du territoire. Ainsi, l'offre culturelle et sportive est renforcée et confortée. Les équipements structurants sont développés et concentrés dans les cœurs métropolitains afin de dynamiser ces espaces. **AXE 1 : Orientation 1.1 et 1.3**	Pour la plupart des zones urbaines, l'article U1 autorise le développement des équipements et des activités (commerces, services). Les zones présentant des caractères spécifiques comme les zones à caractère naturel et paysagé de qualité (UJ) et les zones correspondant aux éléments de patrimoine (UP) sont davantage règlementées afin de préserver leurs caractéristiques. Le règlement écrit est adapté de manière à répondre aux besoins des équipements structurants, ce qui permet de les conforter.	L'OAP Paysage encourage le développement du tourisme sur le territoire et les OAP UTN viennent préciser de manière fine les conditions de développement touristique possibles sur le territoire. Les OAP sectorielles permettent d'orienter la production de nouveaux équipements.
Assurer les emplois agroalimentaires de demain	Dans le projet d'aménagement et de développement durables du PLUi l'accent est mis sur l'importance de la filière agricole pour le territoire. Les espaces agricoles, notamment ceux de la Limagne, sont préservés et font l'objet d'une stratégie foncière afin d'en limiter le mitage. La mobilisation du foncier agricole en friche permet d'assurer le développement de nouvelles activités (sylvicoles, viticoles, élevage etc…) et contribuent à la préservation des espaces et du paysage (coteaux, val d'allier, escarpement de la faille). **AXE 1 : Orientation 1.2** **AXE 3 : Orientation 3.2**	Le zonage A se décline selon 2 sous-zonages afin d'allier préservation des terres agricoles et préservation du paysage agricole. Le sous-zonage majoritaire correspond à un caractère agricole protégé non constructible (Ap), il constitue par ailleurs le zonage majoritaire à l'échelle du territoire, et permet de préserver au mieux la qualité productive des sols. Les zones agricoles constructibles (Ac, Acp, Acl) ont été localisés en concertation avec les projets agricoles connus à ce jour (chambre d'agriculture et conseil agricole local). - Ces secteurs répondent aux besoins d'évolution des sièges d'exploitation et des bâtiments d'élevage et veille à leur accessibilité ainsi qu'à leur intégration urbaine [périmètre de réciprocité, article 111-3 du Code rural et de la pêche maritime]. - Un classement en zone agricole constructible à vocation patrimoniale [Zone Acp] pour les fermes de caractère, châteaux et autres bâtis pour lesquels la conservation des qualités architecturales, patrimoniales et d'insertion dans le paysage des constructions, doit être l'objectif. La définition d'un coefficient d'emprise au sol dans l'emprise des zones urbaines, le fléchage de la réhabilitation des bâtiments permet de limiter l'étalement urbain. Un emplacement est réservé à Chanat-la-Mouteyre (ER18) pour permettre le développement d'une activité maraîchère communale.	Les OAP Paysage, Adaptation au Changement Climatique, Sectorielles prévoient la création de franges paysagères permettant de séparer les espaces urbains des espaces agricoles afin de préserver ces derniers et de limiter les conflits d'usage. L'OAP thématique « Paysages » préconise le maintien du réseau des haies sur la plaine de Limagne dans le but de renforcer la résilience de l'espace agricole face au changement climatique en recréant du maillage parcellaire. Elle permettra également de garantir la transition entre espaces urbains et les espaces agricoles ou naturels en évitant les effets de ruptures.

Contribuer à positionner l'Auvergne comme destination touristique	Le PADD met l'accent sur la valorisation des atouts touristiques du territoire : le développement des itinéraires, l'amélioration de l'offre d'hébergement, l'accompagnement des changements de destination du bâti pour le tourisme et la mise en valeur du patrimoine thermal. L'offre touristique est ainsi optimisée et améliorée. **AXE 1 : Orientation 1.3**	Il est prévu dans le règlement plusieurs typologies de zones permettant le développement d'activités de loisirs et de tourisme : - Zone naturelle à vocation de loisirs (NL) qui garantit l'insertion paysagère et environnementale du projet ; - Zone UTh qui permet de conforter l'activité thermale du territoire en autorisant les activités d'hôtellerie, d'accueil et les activités de loisirs ; - Zone UT qui permet l'implantation d'équipements touristiques Par ailleurs, le projet réglementaire définit une protection et une mise en valeur des éléments patrimoniaux emblématiques, structurants et touristiques, au titre de l'article L151-19. Des règles particulières à ces éléments sont ainsi définies et permettent d'en préserver la qualité, tout en leur offrant des possibilités d'évolution. Le règlement prévoit le renforcement et la diversification de l'offre d'hébergement en favorisant l'implantation de nouvelles structures (gites ruraux, chambre d'hôtes, hébergements insolites, etc.) et le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles au titre de l'article L151-11. Le règlement prévoit également des emplacements réservés, au titre de l'article 151-41, destinés à accueillir des aménagements de liaisons douces, des aires de covoiturage... Il définit également une zone naturelle protégée [Np) correspondant aux espaces naturels spécifiques.	L'OAP paysage encourage la structuration de liaisons douces à visée touristique, de découverte du territoire. Dans les communes concernées par la loi montagne, les UTN font l'objet d'OAP sectorielles afin de garantir l'harmonie du développement touristique avec la qualité des sites et les grands équilibres naturels.
Rendre compatible le développement urbain avec la préservation de l'environnement	L'une des orientations du PADD consiste à « positionner le territoire comme un espace de nature préservé » en permettant notamment le maintien de la qualité des écosystèmes grâce à des protections des espaces, le renforcement du maillage et des continuités écologiques. L'amélioration du maillage de transports en commun et des solutions alternatives à la voiture et la prise en compte des pollutions et des risques dans les projets permettent la compatibilité du développement urbain avec la préservation de l'environnement. **AXE 1 : Orientations 1.0 à 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0 à 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0 à 3.4**	Le zonage du PLUi privilégie une urbanisation dans les tissus urbains existants, c'est-à-dire que les extensions urbaines sont réduites [lotissements, zones commerciales ou d'activités], et permet de mettre en place une stratégie foncière d'économie agricole afin de préserver ce capital productif. Ainsi, les zones AU représentent environ 0,6% des surfaces du territoire (environ 254ha). Une attention particulière est portée sur la densification parcellaire dans les quartiers pavillonnaires pour maintenir des espaces verts : préservation des fonds de parcelle de certaines zones pavillonnaires. Ce dispositif de protection des cœurs d'îlots n'est pas appréhendé comme un moyen de limiter les divisions parcellaires, mais bien comme un outil de mise en valeur de la trame verte et de lutte contre le grignotage des surfaces perméables. Les zones N et A sont déclinées en différents sous zonages afin de préserver au mieux les espaces naturels et agricoles tout en permettant, dans les espaces les moins sensibles, une évolution des sites (loisirs, jardins, secteurs agricoles) : - Zonage Np pour les espaces de haute valeur environnementale ou des milieux sensibles. La constructibilité y est donc interdite exception faite des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées. Les changements de destinations et les réhabilitations sans changement de volume sont possibles dans la limite de ce qui est autorisé par le PLU. o L'ensemble des ZNIEFF sont classées en Np y compris lorsque des construction pré-existaient au PLU. - Zonage AP pour les espaces agricoles sont à préserver sur lesquels aucun développement n'est souhaité. La constructibilité y est également interdite, exception faite des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées. - Un maillage N ou UJ permet, en milieu urbain, d'assurer la préservation de la trame verte. - La protection des haies est assurée grâce à un classement au titre de l'article L151-23. P	L'OAP thématique « Paysages » permet de prendre en compte les structures du domaine du relief, support de corridors écologiques intégrant notamment les trames verte, bleue et noire qui favorisent la biodiversité. Elle permet également de tenir compte des divers contextes paysagers lors de projet d'aménagement. L'OAP thématique « Changement climatique » quant à elle permet d'accorder le PLUi avec les exigences du Plan Climat Air Energie du Territoire en vigueur et qui vise à maîtriser les incidences des projets du territoire sur le climat. Elle permet d'anticiper les effets du changement climatique sur les paysages, d'adopter une gestion frugale de ressources et d'améliorer la résilience du territoire face aux risques de nuisances. Les OAP sectorielles encouragent le maintien d'espaces de transition entre les espaces naturels et les espaces ayant vocation à être urbanisés. Certaines OAP sectorielles ont également pour objectif le maintien de la trame verte et bleue comme l'OAP des Moulins Blancs à Malauzat.

		- Des espaces sont réservés afin de garantir le maintien / restauration des continuités notamment via la création d'une coulée verte : o ER9,11,14,15 à Chambaron-sur-Morge ; o ER 4 à Châtel-Guyon ; o ER 3 à Enval ; o ER 8 et 9 à Enval ; o ER 26 à Mozac ; o ER 5,6,7,8,12,14,17 à Riom - La trame bleue est préservée : o Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N inconstructible. o La protection des ripisylves est assurée grâce à un classement au titre de l'article L151-23.	
Protéger, restaurer et valoriser le patrimoine	Le PLUi à travers le PADD permet la préservation des équilibres paysagers et des coupures d'urbanisation (pratiques agricoles, restrictions d'urbanisation). Il prévoit également la requalification et l'amélioration des espaces de transition entre espaces urbanisés et espaces non bâtis. Enfin, il améliore la prise en compte et la visibilité des éléments de patrimoine. **AXE 1 : Orientation 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientation 2.0**	La zone naturelle à vocation de loisirs (NL) permet de garantir l'insertion paysagère des projets. Les espaces agricoles contribuant à la qualité des paysages sont classés en zone agricole protégée (Acp) et les éléments urbains dédiés au patrimoine sont classés en zone Up. Les structures paysagères d'intérêt et les éléments de découverte sont classés au titre de l'art.L-151-23, les éléments du bâti sont classés au titre de l'art.L-151-19. Les cônes de vue sont identifiés dans le zonage et dans les OAP.	L'OAP Paysage identifie les principes architecturaux, de composition des espaces urbains de manière à préserver les spécificités de chacune des entités paysagères. Elle préconise par ailleurs les éléments et points de vue paysager à conserver. Les OAP sectorielles préservent les cônes de vue, doivent permettre de veiller à l'harmonie entre les formes urbaines existantes et celles créées. Elles permettent également la mise en valeur et la protection du patrimoine (paysager, bâti ou immatériel). Elles garantissent également la qualité de l'interface entre espaces bâtis et naturels.
Requalifier les entrées d'agglomération	Il est prévu dans le PADD de requalifier les espaces dégradés et notamment les entrées de villes afin d'assurer la cohérence urbaine grâce à des séquences aménagées qui permettent à la fois la diversité des usages et l'amélioration de la connectivité écologique **AXE 2 : Orientation 2.0**	Les dispositions communes du règlement mettent en avant la nécessité de se conformer à l'article L.111-6 du règlement concernant les distances des constructions ou installations vis-à-vis des axes routiers. Entre autres, l'amendement Dupont (Loi Barnier) est décliné graphiquement dans le zonage et fait l'objet de précisions dans le document. Des emplacements sont réservés en entrée de ville afin d'assurer le traitement qualitatif des entrées d'agglomération : - ER 4, 5, 7, 13, 17 à Chambaron-sur-Morge ; - ER 12 à Charbonnières-les-Varennes ; - ER6 à Le Cheix ; - ER 2, 5 et 14 à Enval ; - ER 5 à Marsat - ER 3 à Saint-Ours-les-Roches.	L'OAP Paysage oriente et donne des indications sur le traitement des entrées de bourgs en intégrant les contraintes paysagères et écologiques. Les OAP sectorielles situées en entrée de ville permettent d'encadrer et de définir les modalités de traitement paysager et d'intégration des projets en entrée de ville.
Reconquérir les espaces de valorisation et de requalification urbaines prioritaires	La requalification des espaces dégradés est envisagée dans le PADD en travaillant notamment sur des aspects d'intégration paysagère des entrées de villes, des zones économiques. **AXE 2 : Orientation 2.0**	En zone d'activité, une attention est portée à la qualité paysagère et architecturale : - L'article UA4 permet d'harmoniser l'alignement des nouvelles constructions ; - L'article UA5 garantit le maintien des éléments de patrimoine, et la restauration de ceux-ci si nécessaire ; - L'article UA6 évoque le traitement des espaces libres et notamment le traitement paysager des franges en imposant un travail qualitatif visant à atténuer les nuisances visuelles Les bâtiments susceptibles de changer de destination en zone A ou en zone N sont identifiés dans le zonage.	Les différentes OAP centralités permettent de cibler les actions à mettre en œuvre afin de participer à la revalorisation des centres bourgs du territoire : modernisation des locaux commerciaux, valorisation des espaces publics, amélioration et sécurisation des itinéraires, valorisation du patrimoine bâti et naturel, etc. Les OAP ZAE encouragent le recyclage et la réhabilitation des terrains. La requalification des friches industrielles est envisagée à travers les OAP sectorielles : OAP Gare de Riom, OAP rue Limagrain à Chappes

		Le zonage NR autorise la réutilisation de zones de déprises agricoles ou de friches naturelles en zone de production d'énergie (photovoltaïque notamment). En zone UCv et Ug il est laissé la possibilité d'implantation de nouvelles industries au sein des friches industrielles.	

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Document validé le 26 mars 2020

La communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans a lancé l'élaboration de son PCAET en 2018 en réponse aux obligations légales et règlementaires qui incombent aux territoires du fait des engagements nationaux pour le climat et en articulation avec les différents outils de planification stratégique et d'urbanisme existant aux différentes échelles de l'action administrative.

Les objectifs fixés dans le PCAET s'appuient notamment sur les objectifs nationaux, inscrits dans :

- La loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) :
- La stratégie Nationale Bas Carbone.

Depuis le 1er avril 2021, les PLU et PLUi doivent être compatibles avec les PCAET. Aussi, il est nécessaire que le PLUi se positionne comme un outil de mise en œuvre opérationnel du PLU.

2.1.1.10 Axes structurants du PCAET

Sur le territoire de RLV, il a été d'orienter la stratégie autour de 7 axes structurants, qui visent à répondre à trois objectifs principaux : baisse des consommations énergétiques (25% entre 2015 et 2030), baisse des émissions de GES (32% entre 2015 et 2030), développement des énergies renouvelables (317GWh).

Afin d'atteindre ces objectifs la Communauté d'Agglomération a défini 7 axes sur lesquels elle souhaitait travailler :

- La mobilisation et sensibilisation des acteurs du territoire ;
- La baisse des consommations énergétiques,
- La baisse des émissions de gaz à effet de serre,
- L'adaptation au changement climatique,
- La qualité de l'air,
- Les énergies renouvelables,
- Le développement économique.

Thèmes du PCAET	Actions	Prise en compte dans le PLUi		
		PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Agir pour le climat dans son logement	1.1 à 1.10	Le PLUi rend possible le développement des énergies renouvelables dans le milieu urbain, et encourage la réduction et la valorisation des déchets (notamment organiques) **AXE 3 : Orientation 3.2, 3.3**	Les dispositions générales du règlement rendent possible l'installation de systèmes de productions d'énergies renouvelables individuels à condition que ceux-ci ne nuisent pas à la qualité architecturale du projet ou à la qualité urbaine des lieux.	L'OAP centralité met l'accent sur les possibilités de renouveler et réhabiliter l'existant des équipements et des services. L'OAP changement climatique encourage le développement des énergies renouvelables et la prise en compte de principes bioclimatiques dans les constructions. Les OAP sectorielles encourage la mise en œuvre de principes bioclimatiques dans les constructions.
Faire de l'agriculture un pilier du plan climat	2.1 à 2.10	Le PLUi permet de positionner l'agriculture comme un élément majeur de la politique pour le climat. Ainsi, le développement des énergies renouvelables est envisagé, la plantation de haies est préconisée, le foncier agricole est préservé et les initiatives de circuits courts sont soutenues. **AXE 1 : Orientations 1.0, 1.2 et 1.4** **AXE 3 : Orientation 3.0, 3.2 et 3.3**	La création d'un zonage spécifique pour les espaces agricoles pour les secteurs à protéger (AP) et sur lesquels aucun développement n'est souhaité. La constructibilité y est également interdite, exception faite des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées. Le développement de l'activité agricole est néanmoins possible grâce à l'existence du zonage Ac, qui a été établi en concertation avec la chambre d'agriculture et le conseiller agricole local, au regard des projets agricoles actuels. La préservation des haies est assurée grâce à la mise en place d'une trame L151-23 et sont intégrés si possible dans les zonages N. Des emplacements sont réservés comme à Chanat-la-Mouteyre (ER18) et Lussat (ER4) pour permettre le développement d'une activité maraîchère communale	Les OAP Paysage et Adaptation au changement climatique encouragent le maintien de la diversité des milieux agricoles. L'OAP Adaptation au changement climatique encourage la création de circuits courts, le renforcement du maillage de haies en Limagne.
Développer des transports et une mobilité pour tous et pour le climat	3.1 à 3.10	Le PADD préconise le renforcement des itinéraires dédiés aux mobilités douces et actives, favorise les alternatives à la voiture individuelle (développement des réseaux de transport en commun, politique de stationnement qui favorise le rabattement vers les transports en commun), le transport ferré est soutenu pour les mobilités comme pour le transport de marchandises **AXE 1 : Orientation 1.1 et 1.3** **AXE 3 : Orientation 3.1**	Le zonage U permet d'assurer une mixité des fonctions en autorisant, dans les zones d'habitats (UC, UR) la présence d'activités et de commerces. Le zonage permet plus de densité aux abords des lignes de transport en commun et notamment à proximité des gares et du pôle multimodal de Riom. Le zonage et les ER relatifs au mobilité ont été définis en s'appuyant sur le schéma cyclable de RLV. Des emplacements réservés (ER) permettent : - Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14,20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic) - La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours)	L'OAP adaptation au changement climatique appuie le développement de mobilités alternatives. L'OAP ZAE PEER à Riom prévoit le développement du secteur en permettant l'embranchement au réseau ferré du site.
Faire de la transition écologique un atout pour les entreprises du territoire	4.1 à 4.11	Le PADD permet la requalification des zones d'activités du territoire afin d'en réduire la consommation (énergie, foncier). Les entreprises sont tenues de s'engager dans des actions d'économies d'énergies et l'adaptation du bâti est recommandé. **AXE 1 : Orientation 1.2** **AXE 2 : Orientation 2.1**	Le zonage UA et ses déclinaisons (UAa, UAi, UAt) définissent les conditions de traitement environnemental des espaces libres et prévoient notamment la part d'espaces libres devant être conservés en pleine terre en fonction de l'emprise au sol. Le règlement laisse la possibilité d'imposer le raccordement à un réseau de chaleur ou à un réseau de froid.	L'OAP adaptation au changement climatique met en avant les besoins de réhabilitation et d'adaptation climatique du bâti. Les OAP ZAE permettent de structurer le développement des zones d'activités économiques du territoire en précisant notamment les lignes directrices en matière d'orientation du bâti, de maintien d'espaces ouverts etc…

		AXE 3 : Orientation 3.2 et 3.3		
Démontrer l'exemplarité de la Communauté d'Agglomération	5.1 à 5.15	Le PLUi permet le développement des ENR, sous certaines conditions, sur le territoire de RLV. **AXE 3 : Orientation 3.3**	Les dispositions générales du règlement rendent possible l'installation de systèmes de productions d'énergies renouvelables individuels à condition que ceux-ci ne nuisent pas à la qualité architecturale du projet ou à la qualité urbaine des lieux. En zone naturelle dédié à l'exploitation des ressources (NR) les activités de production d'énergies renouvelables sont possibles s'il s'agit du développement d'un parc photovoltaïque.	L'OAP adaptation au changement climatique encourage le développement des énergies renouvelables
Aménager le territoire face aux enjeux de demain	6.1 à 6.10	Le PLUi intègre les questions liées à l'air, l'énergie et le climat : il favorise le ferroutage, préconise l'adaptation du bâti et des opérations au changement climatique, soutient la redynamisation des centres bourgs et cœurs de ville, impose une gestion alternative des eaux pluviales et prévoit l'optimisation de l'éclairage nocturne. **AXE 1 : Orientations 1.0 à 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0 à 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0 à 3.4**	Les dispositions générales du règlement rendent possible l'installation de systèmes de productions d'énergies renouvelables individuels à condition que ceux-ci ne nuisent pas à la qualité architecturale du projet ou à la qualité urbaine des lieux. L'article 6 du règlement précise, en fonction de l'emprise au sol du bâti, le taux de pleine terre minimal à conserver ce qui permet de limiter l'imperméabilisation des sols et participe à la gestion des eaux pluviales, la réduction des îlots de chaleur. L'article 7 établit l'obligation de disposer de places de stationnement dédiés aux véhicules électriques. L'article 9 du règlement de chaque zone précise les modalités relatives à l'assainissement et favorise la gestion alternative des eaux pluviales et impose en premier lieu l'infiltration au plus près de son point de chute. Des emplacements sont réservés comme à Chanat-la-Mouteyre (ER18) pour permettre le développement d'une activité maraîchère communale	L'OAP changement climatique prône des pratiques plus vertueuses en matière de gestion des eaux pluviales, du parc d'éclairage urbain et encourage la conception bioclimatique. Les OAP sectorielles encouragent la mise en œuvre de principes bioclimatiques dans les constructions. Elles promeuvent également une gestion plus raisonnée de l'espace, encouragent les mobilités actives, garantissent la transition entre espaces bâtis et espaces naturels et la perméabilité du milieu urbain. Les OAPs centralités définissent les modalités permettant la reconquête des centre-bourgs.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne

Approuvé le 3 mars 2022

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

Le législateur lui a donné une valeur juridique particulière en lien avec les décisions administratives et avec les documents d'aménagement du territoire. Ainsi, les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau (autorisations et déclarations au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement…) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du SDAGE (article L. 212-1 XI du code de l'environnement).

Les schémas de cohérence territoriale doivent être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les SDAGE (art L. 131-1 du code de l'urbanisme). Les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles avec les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article (art L. 131-4 du code de l'urbanisme).

Orientations fondamentales du SDAGE	Prise en compte dans le PLUi		
	PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Repenser les aménagements des cours d'eau (1A à 1I)	Le PLUi permet de réaffirmer la place de l'eau dans le territoire en la faisant réapparaître sur le territoire. Les cours d'eau sont renaturés (ripisylves, aménagement des rives) afin d'améliorer qualitativement la ressource et la connaissance. Les zones d'expansion des crues et des cours d'eaux, les zones humides, les haies et les arbres sont préservés, restaurés et permettent une meilleure gestion de l'eau au niveau du territoire. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 3 : Orientation 3.0**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Des emplacements réservés ont été définis afin d'aménager et préserver les abords des cours d'eau : - ER14 à Chanat-la-Mouteyre ; - ER 1,2,8,9,10 à Martres-sur-Morge ; - ER 4 à Châtel-Guyon, - ER 5,6,7,8,12,14 à Riom (coulée verte de l'Ambène et du Maréchat)	L'OAP Paysage et Adaptation au changement climatique encourage la réouverture des cours d'eau, la mise en place de zones tampons / de retrait par rapport au cours d'eau. Elles indiquent également la préservation des zones humides, des haies et des arbres. L'OAP Adaptation au changement climatique préconise la préservation des zones d'expansions des crues, des axes de ruissellement. Les OAP sectorielles / centralités / ZAE proposent des profils de voiries accompagnés par des noues. Certaines OAP sectorielles permettent d'accompagner et de préciser les principes de renaturation des cours d'eau : - Secteur Gare à Riom : coulée verte de l'Ambène - Le Carmel, Saint-Martin à Mozac et Les Moulins Blancs à Malauzat : mise en valeur, préservation et intégration du cours d'eau dans l'aménagement
Réduire la pollution par les nitrates (2A à 2D)	Le projet d'aménagement et de développement durable du PLUi favorise la renaturation des cours d'eau (végétalisation des fossés, développement de la ripisylve) la préservation stricte et la plantation de haies ce qui permet une meilleure maîtrise de la pollution dans les secteurs agricoles **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 3 : Orientation 3.0**	Pour l'ensembles des zones la végétalisation des espaces libres est attendue, avec notamment une attention au maintien des plantations préexistantes et la végétalisation des talus. L'obligation est notamment faite de planter a minima 1 arbre pour 100m² d'espaces libres (article 6). Les haies et les ripisylves sont préservées au moyen de l'article L151-23 ou classés en zone N et des emplacements réservés sont créés afin de créer des haies (ER 2 et 3 à Clerlande et ER 4 à Pessat-Villeneuve).	Les OAP Paysage et adaptation au changement climatique prévoient une gestion naturelle des milieux rivulaires et encouragent leur préservation (mise en retrait des parcelles, maintien des ripisylves, préservation des fossés). Elles encouragent également la plantation de haies en Limagne. Les OAP sectorielles imposent, dans les transitions entre espaces urbains et agricoles le traitement des franges paysagères
Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique (3A à 3E)	Le projet d'aménagement et de développement durables du PLUi préconise une gestion alternative (noues paysagères, zones d'expansion des crues, bassin de rétention) et à la parcelle des eaux pluviales. Cela permet d'éviter la surcharge des réseaux et les déversements associés. **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Pour l'ensemble des zones U, AU, N et A les eaux pluviales doivent être gérées au maximum de manière alternative : 1. « L'eau de pluie doit être infiltrée au plus près de son point de chute. 2. Lorsque le sol ne peut infiltrer l'eau de pluie, un dispositif doit être mis place sur la parcelle, sans l'envoyer sur les parcelles voisines, ni les réseaux d'assainissement. 3. Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérée sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetée dans le réseau collectif. Ainsi toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être raccordée, par une canalisation, au réseau	L'OAP paysage encourage la végétalisation et la désimperméabilisation. L'OAP adaptation au changement climatique met l'accent sur la nécessité de gérer les eaux d'une manière alternative au tout réseau et sur les besoins de maintien de zones d'expansion des crues. Les OAP sectorielles et ZAE proposent des principes de voiries mettant en avant des profils moins routiers, accompagnées de

		collectif d'eaux pluviales au droit du terrain. Le débit de fuite sera conforme aux dispositions du SDAGE ou viser autres docs, de rejet dans le réseau d'eau pluvial. Doivent être respectées les normes de rejet qualitatives et quantitatives adaptées aux caractéristiques du réseau. 4. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. » Pour l'ensemble des zones les places de parking doivent être perméables (article 7).	noues végétalisées. Elles encouragent également à la limitation de l'imperméabilisation par le stationnement.
Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides (4A à 4E)	En favorisant la renaturation des cours d'eau (végétalisation des fossés, développement de la ripisylve), la préservation stricte et la plantation de haies, le PADD permet une meilleure maîtrise de la pollution par les pesticides sur le territoire. Un travail sur les franges entre les espaces urbains et agricoles permet la protection des populations afin de réduire l'exposition à ces pesticides. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientation 2.0** **AXE 3 : Orientation 3.0**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Dans les zones U et AU le traitement des franges paysagères est attendu avec, autant que possible, la plantation de haies vives variées. Celles-ci doivent comporter au moins 3 essences différentes (article 5) et correspondre à celles détaillées dans l'annexe 3.	Les OAP paysage et adaptation au changement climatique encourage la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies. Les OAP sectorielles imposent, dans les transitions entre espaces urbains et agricoles le traitement des franges paysagères
Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants (5A à 5C)	Le projet d'aménagement et de développement durables du PLUi préconise une gestion alternative (noues paysagères, zones d'expansion des crues, bassin de rétention) et à la parcelle des eaux pluviales. Cela permet d'éviter la surcharge des réseaux et les déversements associés. **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Dans les zones U et AU le traitement des franges paysagères est attendu avec, autant que possible, la plantation de haies vives variées. Celles-ci doivent comporter au moins 3 essences différentes (article 5) et correspondre à celles détaillées dans l'annexe 3. Pour l'ensemble des zones U, AU, N et A les eaux pluviales doivent être gérées au maximum de manière alternative : 1. « L'eau de pluie doit être infiltrée au plus près de son point de chute. 2. Lorsque le sol ne peut infiltrer l'eau de pluie, un dispositif doit être mis place sur la parcelle, sans l'envoyer sur les parcelles voisines, ni les réseaux d'assainissement. 3. Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérée sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetée dans le réseau collectif. Ainsi toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être raccordée, par une canalisation, au réseau collectif d'eaux pluviales au droit du terrain. Le débit de fuite sera conforme aux dispositions du SDAGE ou viser autres docs, de rejet dans le réseau d'eau pluvial. Doivent être respectées les normes de rejet qualitatives et quantitatives adaptées aux caractéristiques du réseau. 4. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. » Pour l'ensemble des zones les places de parking doivent être perméables (article 7).	Les OAP paysage et adaptation au changement climatique encourage la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies. Les OAP sectorielles imposent, dans les transitions entre espaces urbains et agricoles le traitement des franges paysagères L'OAP paysage encourage la végétalisation et la désimperméabilisation. L'OAP adaptation au changement climatique met l'accent sur la nécessité de gérer les eaux d'une manière alternative au tout réseau et sur les besoins de maintien de zones d'expansion des crues. Les OAP sectorielles et ZAE proposent des principes de voiries mettant en avant des profils moins routiers, accompagnées de noues végétalisées. Elles encouragent également à la limitation de l'imperméabilisation par le stationnement.
Protéger la santé en protégeant la ressource en eau (6A à 6G)	Le PLUi permet de préserver la ressource en eau en promouvant les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales.	Pour l'ensemble des zones U, AU, N et A les eaux pluviales doivent être gérées au maximum de manière alternative : 1. « L'eau de pluie doit être infiltrée au plus près de son point de chute.	L'OAP adaptation au changement climatique indique l'impossibilité de construire dans les aires de captage d'eau potable.

	Il permet également de prendre en compte les capacités de desserte en eau potable et en adéquation avec la ressource en eau. **AXE 3 : Orientation 3.2**	2. Lorsque le sol ne peut infiltrer l'eau de pluie, un dispositif doit être mis place sur la parcelle, sans l'envoyer sur les parcelles voisines, ni les réseaux d'assainissement. 3. Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérée sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetée dans le réseau collectif. Ainsi toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être raccordée, par une canalisation, au réseau collectif d'eaux pluviales au droit du terrain. Le débit de fuite sera conforme aux dispositions du SDAGE ou viser autres docs, de rejet dans le réseau d'eau pluvial. Doivent être respectées les normes de rejet qualitatives et quantitatives adaptées aux caractéristiques du réseau. 4. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. » Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Dans les zones U et AU le traitement des franges paysagères est attendu avec, autant que possible, la plantation de haies vives variées. Celles-ci doivent comporter au moins 3 essences différentes (article 5) et correspondre à celles détaillées dans l'annexe 3. Pour l'ensemble des zones les places de parking doivent être perméables (article 7). Pour l'ensembles des zones la végétalisation des espaces libres est attendue, avec notamment une attention au maintien des plantations préexistantes et la végétalisation des talus. L'obligation est notamment faite de planter a minima 1 arbre pour 100m² d'espaces libres (article 6). Les haies et les ripisylves sont préservées au moyen de l'article L151-23 ou classés en zone N et des emplacements réservés sont créés afin de créer des haies (ER 2 et 3 à Clerlande et ER 4 à Pessat-Villeneuve). Des emplacements réservés ont été définis afin d'aménager et préserver les abords des cours d'eau : - ER14 à Chanat-la-Mouteyre ; - ER 1,2,8,9,10 à Martres-sur-Morge ; - ER 4 à Châtel-Guyon, - ER 5,6,7,8,12,14 à Riom (coulée verte de l'Ambène et du Maréchat)	L'ensemble des OAP préconisent d'utiliser des revêtements perméables pour les stationnements et de valoriser les solutions de gestion alternative des eaux pluviales.
Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable (7A à 7E)	La création de haie sur le territoire de la Limagne et plus largement les solutions techniques (retenues de substitution, restauration de zones humides, augmentation de l'efficience des réseaux d'eau potable ou irrigation, revitalisation des cours d'eau, etc.) vont permettre une meilleure gestion : augmentation des capacités de stockage, réduction des pertes sur les réseaux, restauration du cycle de l'eau. Les objectifs étant de : réduire les prélèvements d'eau pour les activités agricoles et garantir la disponibilité de la ressource sur le territoire. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2 et 3.4**	Le règlement impose une gestion alternative des eaux pluviales à l'ensemble des zones du territoire et favorise l'infiltration ce qui permet de favoriser le maintien qualitatif de la ressource. Les haies et les ripisylves sont préservées au moyen de l'article L151-23 ou classés en zone N et des emplacements réservés sont créés afin de créer des haies (ER 2 et 3 à Clerlande et ER 4 à Pessat-Villeneuve). En zone Ap, les bassines de récupération des eaux de pluie sont autorisées à condition d'être collectives.	Les OAP paysage et adaptation au changement climatique encourage la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies. L'OAP adaptation au changement climatique encourage la création de solutions de rétention des eaux et une gestion partagée de la ressource.

Préserver et restaurer les zones humides (8A à 8E)	Le PADD permet la protection des zones humides en y interdisant toute urbanisation et en maintenant les parcours d'eau les alimentant. De plus, la connaissance est améliorée puisque des investigations complémentaires sont requises pour tout projet se situant au niveau d'une zone potentiellement humide. **AXE 1 : Orientations 1.4** **AXE 3 : Orientations 3.0 et 3.4**	Pour l'ensemble des zones A et N, l'article 6 précise que : les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides.	L'OAP adaptation au changement climatique indique la nécessité de préserver les zones humides.
Préserver la biodiversité aquatique (9A à 9D)	Le PLUi met l'accent sur l'importance du maintien des continuités et de la fonctionnalité des milieux aquatiques avec notamment une stratégie portant sur la qualité de l'eau et la renaturation des cours d'eau et des berges. Ainsi, le maillage des continuités permet de préserver la biodiversité aquatique. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 3 : Orientation 3.0**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Les haies et les ripisylves sont préservées au moyen de l'article L151-23 ou classés en zone N et des emplacements réservés sont créés afin de créer des haies (ER 2 et 3 à Clerlande et ER 4 à Pessat-Villeneuve). Des emplacements réservés ont été définis afin d'aménager et préserver les abords des cours d'eau : - ER14 à Chanat-la-Mouteyre ; - ER 1,2,8,9,10 à Martres-sur-Morge ; - ER 4 à Châtel-Guyon, - ER 5,6,7,8,12,14 à Riom (coulée verte de l'Ambène et du Maréchat) Le zonage UJ permet de conserver les secteurs à caractère naturel et paysager de qualité du territoire en milieu urbain, et permet notamment le maintien des secteurs de jardins / naturels en bord de cours d'eau.	L'OAP Paysage et l'OAP adaptation au changement climatique indique la nécessité de maintien d'une trame bleue pertinente sur le territoire : ouverture des cours d'eau, végétalisation et création d'un retrait par rapport aux berges. Certaines OAP sectorielles permettent d'accompagner et de préciser les principes de renaturation des cours d'eau : - Secteur Gare à Riom : coulée verte de l'Ambène - Le Carmel, Saint-Martin à Mozac et Les Moulins Blancs à Malauzat : mise en valeur, préservation et intégration du cours d'eau dans l'aménagement Globalement, les OAP sectorielles situées aux abords des cours d'eau rendent obligatoire la préservation d'un espace tampon avec celui-ci.
Préserver les têtes de bassin versant (11A et 11B)	Le PLUi n'est pas concerné		
Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques (12A à 12F)	Le PLUi n'est pas concerné		
Mettre en place des outils réglementaires et financiers (13A et 13B)	Le PLUi n'est pas concerné		
Informer, sensibiliser et favoriser les échanges (14A à 14C)	Le PLUi n'est pas concerné		

Les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier Aval (2019-2024) et Sioule (2014-2018)

Le SDAGE se décline en sous-bassins, les SAGE, élaborés par une commission locale de l'eau (CLE), à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente à la fois en termes de développement économique, d'aménagement du territoire et de gestion durable de l'eau. Ces SAGE, tout comme le SDAGE sont opposables aux tiers.

Ainsi le territoire de Riom Limagne et Volcans est concerné par deux périmètres de SAGE :

- Le SAGE de l'Allier Aval, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 novembre 2015

- Le SAGE de la Sioule, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 5 février 2014

Enjeux du SAGE		Prise en compte dans le PLUi		
		PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Allier Aval	Mettre en place une gouvernance et une animation adaptées aux ambitions du SAGE et à son périmètre	Le PLUi n'est pas concerné		
	Gérer les besoins et les milieux dans un objectif de satisfaction et d'équilibre à long terme	Le PADD permet d'améliorer la gestion quantitative de l'eau sur le territoire en préservant autant que possible les zones humides et les cours d'eau qui les alimentent. Les solutions techniques (retenues de substitution, restauration de zones humides, augmentation de l'efficience des réseaux d'eau potable ou d'irrigation, revitalisation des cours d'eaux) seront étudiées afin de garantir la disponibilité de la ressource en eau pour les différents usages. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2 et 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Dans les zones U et AU le traitement des franges paysagères est attendu avec, autant que possible, la plantation de haies vives variées. Celles-ci doivent comporter au moins 3 essences différentes (article 5) et correspondre à celles détaillées dans l'annexe 3. Pour l'ensembles des zones la végétalisation des espaces libres est attendue, avec notamment une attention au maintien des plantations préexistantes et la végétalisation des talus. L'obligation est notamment faite de planter a minima 1 arbre pour 100m² d'espaces libres (article 6). Les haies et les ripisylves sont préservées au moyen de l'article L151-23 ou classés en zone N et des emplacements réservés sont créés afin de créer des haies (ER 2 et 3 à Clerlande et ER 4 à Pessat-Villeneuve).	Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies. L'OAP Adaptation au changement climatique encourage la création de solutions de rétention des eaux et une gestion partagée de la ressource.
	Vivre avec/à côté de la rivière en cas de crue	Le projet d'aménagement et de développement durables favorise la résilience du territoire du point de vue des inondations : les champs d'expansion des crues sont préservés ou constitués, la gestion alternative des eaux de pluie (gestion à la parcelle, infiltration, noues, désimperméabilisation) est préconisée afin de réduire les ruissellements, l'implantation du bâti dans des zones inondables ou dans les axes de ruissellement est soumis à conditions. **AXE 3 : Orientation 3.2 et 3.4**	Pour l'ensemble des zones U, AU, N et A les eaux pluviales doivent être gérées au maximum de manière alternative selon l'article 9 : 1. « L'eau de pluie doit être infiltrée au plus près de son point de chute. 2. Lorsque le sol ne peut infiltrer l'eau de pluie, un dispositif doit être mis place sur la parcelle, sans l'envoyer sur les parcelles voisines, ni les réseaux d'assainissement. 3. Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérée sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetée dans le réseau collectif. Ainsi toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être raccordée, par une canalisation, au réseau collectif d'eaux pluviales au droit du terrain. Le débit de fuite sera conforme aux dispositions du SDAGE ou viser autres docs, de rejet dans le réseau d'eau pluvial. Doivent être respectées les normes de rejet qualitatives et quantitatives adaptées aux caractéristiques du réseau. 4. En l'absence de réseau, en cas de réseau insuffisant ou en cas de refus du gestionnaire du réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. »	L'OAP Adaptation au changement climatique détaille les mesures à appliquer dans les secteurs concernés par un aléa inondation.
	Restaurer et préserver la qualité de la nappe alluviale de l'Allier afin de distribuer une eau potable à l'ensemble des usagers du bassin	En favorisant la renaturation des cours d'eau (végétalisation des fossés, développement de la ripisylve), la préservation stricte et la plantation de haies, le PADD permet une meilleure maîtrise de la pollution par les pesticides sur le territoire. La réduction de l'imperméabilisation, la conservation des espaces naturels et des zones humides favorisent l'épuration des eaux et permettent le maintien de la qualité de la nappe alluviale. **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1**	Pour l'ensemble des zones A et N l'article 6 précise que les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides. Sur l'ensemble du territoire l'article 6 rend obligatoire l'atteinte d'un certain pourcentage de pleine terre calculé par rapport à l'emprise au sol des constructions. Enfin, l'article 7 rend obligatoire, pour les zones le fait de rendre perméables les aires de stationnement.	Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies, le maintien des zones humides… L'OAP Adaptation au changement climatique prévoit le maintien d'espaces perméables.

		AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4		
	Restaurer les milieux aquatiques dégradés afin de tendre vers le bon état écologique et chimique demandé par la Directive Cadre sur l'Eau	Le PLUi met l'accent sur l'importance du maintien des continuités et de la fonctionnalité des milieux aquatiques avec notamment une stratégie portant sur la qualité de l'eau et la renaturation des cours d'eau et des berges en lien avec la politique GEMAPI portée par RLV. **AXE 1 : Orientation 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1, 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N.	Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies et la mise en retrait des parcelles vis-à-vis des cours d'eau.
	Empêcher la dégradation, préserver, voire restaurer les têtes de bassin	Le PLUi n'est pas concerné		
	Maintenir les biotopes et la biodiversité	Le PLUi met l'accent sur l'importance du maintien des continuités et de la fonctionnalité des milieux aquatiques avec notamment une stratégie portant sur la qualité de l'eau et la renaturation des cours d'eau et des berges. Ainsi, le maillage des continuités permet de préserver la biodiversité aquatique. Les zones humides font l'objet d'une protection stricte. **AXE 1 : Orientation 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1, 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Le zonage N et ses différentes déclinaisons permettent de maintenir les espaces naturels et la fonctionnalité écologique du territoire. Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Pour l'ensemble des zones A et N l'article 6 précise que les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides.	Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies et la mise en retrait des parcelles vis-à-vis des cours d'eau.
	Préserver et restaurer la dynamique fluviale de la rivière Allier en mettant en œuvre une gestion différenciée suivant les secteurs			
Sioule	Agir sur la continuité écologique, la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état			
	Préserver, améliorer et sécuriser la qualité des eaux pour atteindre le bon état	En favorisant la renaturation des cours d'eau (végétalisation des fossés, développement de la ripisylve), en réservant des espaces de continuités pour les ripisylves, en préservant strictement et en incitant à la plantation de haies le PADD permet une meilleure maîtrise de la pollution par les pesticides sur le territoire. La réduction de l'imperméabilisation, la conservation des espaces naturels et des zones humides favorisent l'épuration des eaux et permettent le maintien de la qualité de l'eau **AXE 1 : Orientation 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1, 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Pour l'ensemble des zones A et N l'article 6 précise que les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides. Les dispositions générales du règlement précisent les règles à prendre en compte vis-à-vis des points de captage d'eau potable. Les périmètres de protection rapprochés et éloignés sont globalement classés en zone Ap ou Np avec une constructibilité limitée. Les captages d'eau potable font l'objet de servitudes d'utilité publique. Des emplacements réservés ont été définis afin d'aménager et préserver les abords des cours d'eau : - ER14 à Chanat-la-Mouteyre ; - ER 1,2,8,9,10 à Martres-sur-Morge ; - ER 4 à Châtel-Guyon, - ER 5,6,7,8,12,14 à Riom (coulée verte de l'Ambène et du Maréchat)	Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies, le maintien des zones humides… Certaines OAP sectorielles permettent d'accompagner et de préciser les principes de renaturation des cours d'eau : - Secteur Gare à Riom : coulée verte de l'Ambène - Le Carmel, Saint-Martin à Mozac et Les Moulins Blancs à Malauzat : mise en valeur, préservation et intégration du cours d'eau dans l'aménagement Globalement, les OAP sectorielles situées aux abords des cours d'eau rendent obligatoire la préservation d'un espace tampon avec celui-ci. L'OAP Adaptation au changement climatique prévoit le maintien d'espaces perméables.

	Préserver et améliorer la quantité des eaux pour atteindre le bon état	Le PADD permet d'améliorer la gestion quantitative de l'eau sur le territoire en préservant strictement les zones humides et les cours d'eau qui les alimentent. Les solutions techniques (retenues de substitution, restauration de zones humides, augmentation de l'efficience des réseaux d'eau potable ou d'irrigation, revitalisation des cours d'eaux) tenant compte de l'alternance de périodes de sécheresse et de phénomènes pluvieux seront étudiées afin de garantir la disponibilité de la ressource en eau pour les différents usages dont le territoire a besoin **AXE 1 : Orientation 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.1, 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.0, 3.2, 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Pour l'ensemble des zones A et N l'article 6 précise que les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides.	Les OAP paysage et adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haie. L'OAP adaptation au changement climatique encourage la création de solutions de rétention des eaux et une gestion partagée de la ressource. Certaines OAP sectorielles permettent d'accompagner et de préciser les principes de renaturation des cours d'eau : - Secteur Gare à Riom : coulée verte de l'Ambène - Le Carmel, Saint-Martin à Mozac et Les Moulins Blancs à Malauzat : mise en valeur, préservation et intégration du cours d'eau dans l'aménagement Globalement, les OAP sectorielles situées aux abords des cours d'eau rendent obligatoire la préservation d'un espace tampon avec celui-ci. L'OAP Adaptation au changement climatique prévoit le maintien d'espaces perméables.
	Protéger les populations contre les risques d'inondation	Le projet d'aménagement et de développement durables favorise la résilience du territoire du point de vue des inondations : les champs d'expansion des crues sont préservés ou constitués, la gestion alternative des eaux de pluie (gestion à la parcelle, infiltration, noues, désimperméabilisation) est préconisée afin de réduire les ruissellements, l'implantation du bâti dans des zones inondables ou dans les axes de ruissellement est soumis à des conditions. **AXE 3 : Orientations 3.2 et 3.4**	Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Pour l'ensemble des zones A et N l'article 6 précise que les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides. Les secteurs d'écoulements sont classés en zone N. Les règles écrites du PPRNPI sont annexées au PLUi. Le règlement autorise la création d'étages pour la mise en sécurité des personnes dans les zones inondables à travers les autorisations de hauteur des bâtiments.	L'OAP Adaptation au changement climatique détaille les mesures à appliquer dans les secteurs concernés par un aléa inondation. Les OAP paysage et Adaptation au changement climatique encouragent la végétalisation des berges, le renforcement du réseau de haies, le maintien des zones humides… L'ensemble des OAP préconisent d'utiliser des revêtements perméables pour les stationnements et de valoriser les solutions de gestion alternative des eaux pluviales.

Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Loire Bretagne

Le PGRI du bassin Loire-Bretagne a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015. Il est opposable aux documents d'urbanisme. Il a été élaboré pour une période de six ans et présente une politique de gestion du risque d'inondation pour les débordements de cours d'eau fondée sur six objectifs.

Objectifs du PGRI	Prise en compte dans le PLUi		
	PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	Le PADD permet la préservation des zones humides (*pas d'urbanisation*, préservation de l'étang des Pulvérières et des étangs longeant l'allier), l'amélioration des zones d'expansion (création de champs d'expansion) et l'augmentation de la capacité d'écoulement des crues (noues paysagères, désimperméabilisation ou compensation de l'imperméabilisation, gestion des eaux pluviales aux points de chute) **AXE 2 : Orientation 2.0, 2.1** **AXE 3 : Orientation 3.2, 3.4**	Pour l'ensemble des zones U, A, N et AU : les mouvements de terres et les stockage de matériaux sont interdits au sein des zones humides. Une bande inconstructible de 10m de part et d'autre des cours d'eau a été définie et classée en zone N. Les champs d'expansion des crues, sont globalement préservés de l'urbanisation à l'aide d'un zonage A ou N.	L'OAP Adaptation au changement climatique détaille les mesures à mettre en œuvre afin d'inscrire le développement du territoire dans un cadre résilient : - Maintien des zones humides, espaces perméables, zones d'expansion des crues, axes de ruissellement et cuvettes d'accumulation hydrauliques ; - Adaptation du bâti au risque (principes de résilience, principe éviter / résister / céder) - Sensibilisation de la population au risque
Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	Le PADD limite la constructibilité en zones soumises à des risques et envisage donc l'organisation du territoire en tenant compte du risque. **AXE 3 : Orientation 3.4**	Les dispositions générales du règlement précisent les règles découlant de la présence du risque inondation et identifient les secteurs concernés. Le règlement du PPRNPi est annexé au PLUi.	
Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	L'adaptation du bâti est envisagée afin de permettre l'augmentation de la résilience du territoire	Les dispositions générales du règlement font référence au risque inondation et indique le caractère de servitude d'utilité publique du PPRNPi. Le règlement autorise la création d'étages pour la mise en sécurité des personnes dans les zones inondables à travers les autorisations de hauteur des bâtiments.	
Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	PLUi n'est pas concerné.		
Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	Le PADD, prévoit l'amélioration de la résilience en mettant l'accent sur l'information des acteurs. La mise en valeur de la présence de l'eau sur le territoire est par exemple un moyen de sensibiliser au risque inondation. De plus, il est préconisé d'améliorer et intégrer les connaissances sur l'aléa dans les zones non soumises à un PPRI afin d'affiner la compréhension des enjeux et des risques sur le territoire. **AXE 3 : Orientation 3.4**	Les dispositions générales du règlement font référence au risque inondation et indique le caractère de servitude d'utilité publique du PPRNPi. Les secteurs exposés au risque inondation sont identifiés dans le zonage.	
Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	En instaurant le développement de mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité et en informant les acteurs de la conduite à tenir le PLUi entend prévoir et anticiper les crises tout en favorisant un retour rapide à la normale. **AXE 3 : Orientation 3.4**	Le règlement n'est pas concerné.	

Le Schéma régional des carrières :

Préconisations du Schéma départemental des carrières	Prise en compte dans le PLUi		
	PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Orientation 1 : limiter le recours aux ressources minérales primaires	Le PADD favorise la réhabilitation du bâti, le réemploi des logements vacants et des friches ce qui permet une économie des sables et matériaux de construction. **AXE 2 : Orientation 2.2 et 2.3** **AXE 3 : Orientation 3.2**	En secteur urbain, la réhabilitation du bâti à usage d'habitation est autorisée conformément à l'article 1. Les bâtiments situés en zones agricoles ou naturelles et pouvant faire l'objet d'un changement de destination sont identifiés et répertoriés dans le zonage. Les changements possibles sont identifiés en annexe. Le zonage NR est défini pour permettre la valorisation et le développement des ressources.	L'OAP adaptation au changement climatique encourage la mise en œuvre d'une politique de réemploi et recyclage (réemploi de matériaux pour la construction). Les OAP centralités encourage le renouvellement des équipements existants, leur reconversion et la réhabilitation des locaux.
Orientation 2 : Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII et X du schéma	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 3 : Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits « de report » et de les exploiter	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 4 : Approvisionner les territoires dans une logique de proximité	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 5 : Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 6 : Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 7 : Eviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité rédhibitoire	PLUi n'est pas concerné		
Orientation 8 : Remettre en état les carrières dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols	Le PADD envisage la mobilisation des terrains d'anciennes carrières pour l'implantation de panneaux photovoltaïques. **AXE 3 : Orientation 3.3**	En secteur urbain, la réhabilitation du bâti à usage d'habitation est autorisée conformément à l'article 1. Les bâtiments situés en zones agricoles ou naturelles et pouvant faire l'objet d'un changement de destination sont identifiés et répertoriés dans le zonage. Les changements possibles sont identifiés en annexe. Le zonage NR est défini pour permettre la valorisation et le développement des ressources.	L'OAP adaptation au changement climatique encourage la mise en œuvre d'une politique de réemploi et recyclage (réemploi de matériaux pour la construction). Les OAP centralités encouragent le renouvellement des équipements existants, leur reconversion et la réhabilitation des locaux.
Orientation 9 : Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets	/	Le zonage NR permettant l'exploitation des ressources (carrières en exploitation ou carrière) et a été calé au plus près des espaces en cours d'exploitation de manière à préserver les terres agricoles. Par ailleurs, il est demandé que les constructions soient démontables et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.	/
Orientation 10 : Préserver les intérêts liés à la ressource en eau			

Orientation 11 : Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	Le PADD envisage la mobilisation des terrains d'anciennes carrières pour l'implantation de panneaux photovoltaïques. **AXE 3 : Orientation 3.3**	Le zonage NR (espaces dédiés à l'exploitation des ressources et les espaces de carrières en exploitation ou autorisées à exploiter) impose la prise en compte des espaces naturels et des paysages aux constructions liées aux activités industrielles.	/
Orientation 12 : Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux	PLUi n'est pas concerné		
Une implantation des carrières proche des centres de consommation, permettant de limiter les nuisances dues au transport	PLUi n'est pas concerné		
Une prise en compte de la biodiversité	PLUi n'est pas concerné		
Une insertion paysagère de l'exploitation	Le PADD fait état d'une volonté de résorber les « points noirs » que constituent les carrières afin de renforcer les qualités paysagères du territoire notamment sur le périmètre UNESCO. **AXE 1 : Orientation 1.0**	Le zonage NR (espaces dédiés à l'exploitation des ressources et les espaces de carrières en exploitation ou autorisées à exploiter) impose la prise en compte des espaces naturels et des paysages aux constructions liées aux activités industrielles.	Les OAP ne sont pas concernées.

2.2 Documents supérieurs nécessitant une prise en compte dans le PLUI

Le plan de gestion du bien UNESCO (2015-2020)

Orientations fondamentales du plan de gestion	Prise en compte dans le PLUi		
	PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
Préserver l'intégrité et la lisibilité des édifices géologiques et des paysages et agir sur les activités qui les façonnent	Afin de préserver le cadre de vie exceptionnel du territoire, le PADD met en place des actions fortes : préservation des paysages (zones naturelles, lutte contre la déprise agricole, gestion du foncier en friche), amélioration des continuités écologiques du territoire (préservation de réservoirs, renforcement des corridors), gestion de l'urbanisation **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.2, 2.3 et 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.2 et 3.3**	Les zones N et A sont déclinées en différents sous zonages afin de préserver au mieux les espaces naturels et agricoles tout en permettant, dans les espaces les moins sensibles, une évolution des sites (loisirs, jardins, secteurs agricoles) Le règlement a fait l'objet d'une déclinaison spécifique en fonction des unités paysagères et l'unité de la chaine des puys dispose donc d'une réglementation spécifique.	L'OAP paysage, met en avant le lien avec le bien UNESCO, en identifiant au moyen d'un logotype l'ensemble des actions concernées par le plan de gestion. Les OAP sectorielles relatives aux UTN de Lemptégy, Vulcania et de Saint-Ours définissent de manière précise les conditions d'insertion paysagère et environnementale des projets de manière à respecter le bien.
Gérer la fréquentation, le tourisme et concilier les usages	Le PLUi vise à améliorer la qualité de l'accueil touristique, notamment de nature et thermal, afin d'inscrire cette activité en cohérence avec le contexte local et les enjeux environnementaux.	Il est prévu dans le règlement plusieurs typologies de zones permettant le développement d'activités de loisirs : - Zone UT qui permet l'implantation d'équipements touristiques - Zone UT* qui permet l'implantation d'hébergements touristiques	
Partager, accroître et transmettre les connaissances scientifiques et locales au service d'une gestion concertée du bien.	Le PADD et le zonage ne sont pas concernés par cet axe		Les OAP relatives aux UTN de Lemptégy et Vulcania permettent le développement des sites et la diffusion des connaissances et des savoirs.

➔ A noter que, le règlement de la zone UT a été travaillé en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France et la DREAL afin de garantir l'intégration du paysage et du patrimoine.

La charte PNR Volcans d'Auvergne

Approuvée le 19 juin 2013

2.2.1.1 *Portée réglementaire du document*

Les Parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'éducation et de formation du public. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel.

Le projet de territoire prévu pour 12 ans est consigné dans la « Charte du Parc » approuvée par les collectivités [qui se regroupent au sein du Syndicat mixte du Parc] et l'Etat.

2.2.1.2 *Volcanisme, signe distinctif*

Situé au cœur de l'Auvergne, sur les Départements du Cantal et du Puy-de-Dôme, le Parc des Volcans d'Auvergne s'étend sur 120 km du Nord au Sud. Il est connu pour la présence de plusieurs massifs réputés à l'échelle nationale :

- La Chaîne des Puys (1465 m)
- Le Massif du Sancy (1 886 m)
- Le Massif du Cantal (1 855 m).

Ces sites sont liés par la géologie puisque tous issus d'activités volcaniques plus ou moins anciennes, qui donnent ce caractère si singulier à ce territoire. Le modelage du territoire par le volcanisme a influencé ensuite d'autres caractéristiques locales : une grande richesse agronomique des sols, une importante utilisation de la pierre volcanique dans le bâti traditionnel, le patrimoine vernaculaire et historique, le développement du thermalisme, la multiplication d'offres et d'équipements liés au volcanisme.

2.2.1.3 *Un Parc en 5 régions*

Le Parc des Volcans d'Auvergne se distingue aussi par sa structuration en régions naturelles caractérisées par une grande diversité de paysages :

- Les Monts Dômes avec un alignement de plus de 80 jeunes volcans aux formes diverses,
- Les Monts Dore formant un ensemble volcanique ancien et complexe entaillé par plusieurs cirques glaciaires
- Le Cézallier correspondant à un massif volcanique émoussé formant de hauts plateaux d'altitude
- Les Monts du Cantal, constituant le plus vaste stratovolcan d'Europe où alternent profondes vallées glaciaires et plateaux élevés l'Artense
- Le plateau granitique marqué par la présence importante de tourbières, landes rocheuses et forêts.

2.2.1.4 *Vivre ensemble, consommer, se déplacer et habiter autrement*

C'est toute l'ambition de la charte du PNR qui vise à créer un lien harmonieux des habitants avec le territoire, et aboutir, à l'horizon 2025, à une qualité de vie renforcée et partagée.

Cette quête s'appuie sur la recherche d'un équilibre fort, cohérent et promu entre préservation et valorisation des atouts patrimoniaux locaux, passant par un développement durable qui s'appuie à la fois sur les ressources naturelles, les habitants et les autres acteurs intervenant sur le territoire.

Le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne compte environ 90 000 habitants et donc autant de perceptions des atouts et fragilités de ce territoire. Vivre en milieu rural, qui plus est en montagne, peut s'avérer souvent synonyme de contraintes. Mais c'est aussi une chance dont il n'est pas toujours évident de prendre conscience. La qualité de vie est exceptionnelle. Elle est enviée, notamment par les nombreux visiteurs qui choisissent cette destination pour leurs vacances. Nombreux sont également ceux, en y emménageant, qui font le choix de venir vivre pleinement les atouts de ce territoire que constituent ses richesses patrimoniales naturelles, paysagères et culturelles.

En appréciant mieux les fragilités et spécificités de ces richesses et en révélant davantage l'attractivité du territoire, il s'agit de permettre aux habitants d'améliorer leur bien-être et leur épanouissement personnel et collectif, ainsi que d'attirer de nouveaux habitants et de nouveaux actifs.

Les objectifs portés par le PNRVA sont les suivants : accueil touristique, sylviculture et filières de valorisation du bois, exploitation des matériaux du sous-sol.

- **Orientation 1 : La cohésion territoriale et sociale inspirée par le caractère patrimonial du PNRVA.**
  Il s'agit de dynamiser le territoire en développant une culture du partage et de l'accueil autour de ses richesses patrimoniales, qui constituent un bien commun à transmettre, pour aboutir à une solidarité et une attractivité territoriales.
- **Orientation 2 : Un cadre de vie exceptionnel conforté par des politiques publiques innovantes et responsables.**
  Il s'agit d'anticiper, d'organiser et de gérer les atouts environnementaux et patrimoniaux du territoire [grands espaces volcaniques, paysage, biodiversité et milieux naturels, ressource en eau, énergie] dans le cadre d'aménagements maîtrisés et de politiques prospectives adaptées.
- **Orientation 3 : Une économie entrainée par des activités phares misant respectueusement sur les atouts du territoire.**
  Il s'agit de stimuler les démarches innovantes, solidaires et soucieuses d'une utilisation pertinente des ressources naturelles et des savoir-faire locaux [agriculture, accueil touristique, sylviculture et filières de valorisation du bois, exploitation des matériaux du sous-sol].

Orientations fondamentales de la Charte	Mesures associées	Prise en compte dans le PLUi		
		PADD	**REGLEMENT / ZONAGE**	**OAP**
La cohésion territoriale et sociale inspirée par le caractère patrimonial du PRNVA	1.1 1 à 1.2.2	Le projet du PLUi permet de préserver et valoriser le patrimoine du territoire (préservation, mise en valeur, requalification). De plus, la mise en place d'une politique de l'habitat ambitieuse permet de répondre aux besoins des habitants et des nouveaux arrivants (diversité du parc, amélioration de l'offre d'équipements et des transports en commun, mise en réseau des collectivités) **AXE 1 : Orientation 1.0, 1.2, 1.3 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0 à 2.4**	Deux zones spécifiques ont été dédiées à la préservation du patrimoine et de ses caractéristiques. Le règlement y a été adapté et détaillé de manière plus fine afin de tenir compte de l'enjeu patrimonial fort. - Zone d'espaces urbains spécifiques aux éléments de patrimoine (UP) identifiés qui impose le respect de prescriptions spéciales visant à préserver le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages naturels et la conservation des perspectives monumentales. Un nuancier a été réalisé et est disponible en annexe. - Zones agricoles avec des fermes de caractère, châteaux, autres bâtiments de caractère (Acp) qui doivent viser un objectif de qualité architecturale et d'intégration paysagère.	L'OAP paysage, conçue en cohérence avec les orientations du PNR, met l'accent sur la préservation du patrimoine paysager et naturel. Certaines OAP sectorielles précisent les points de vue à préserver et à mettre en valeur.
Un cadre de vie exceptionnel conforté par des politiques publiques innovantes	2.1.1 à 2.3.2	Afin de préserver le cadre de vie exceptionnel du territoire, le PADD met en place des actions fortes : préservation des paysages (zones naturelles, lutte contre la déprise agricole, gestion du foncier en friche), amélioration des continuités écologiques du territoire (préservation de réservoirs, renforcement des corridors), gestion de l'urbanisation **AXE 1 : Orientations 1.0 et 1.4** **AXE 2 : Orientations 2.0, 2.2, 2.3 et 2.4** **AXE 3 : Orientations 3.2 et 3.3**	Les zones N et A sont déclinées en différents sous zonages afin de préserver au mieux les espaces naturels et agricoles tout en permettant, dans les espaces les moins sensibles, une évolution des sites (loisirs, jardins, secteurs agricoles) La zone naturelle à vocation de loisirs (NL) permet de garantir l'insertion paysagère des projets. Les espaces agricoles contribuant à la qualité des paysages sont classées en zone agricole protégée (Ap) Les secteurs à destination touristique (UT, UT*) ont fait l'objet d'un règlement spécifique, plus détaillé, afin de garantir l'insertion des projets touristiques dans le cadre paysager, environnemental. Le règlement de la zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine (UP) a été précisé au moyen d'une nuancier spécifique. Les structures paysagères d'intérêt et les éléments de découverte sont classés au titre de l'art.L-151-23. Les cônes de vue sont identifiés dans le zonage.	
Une économie entrainée par des activités phares misant respectueusement sur les ressources du territoires	3.1.1 à 5.3.2	Avec l'orientation « Conforter et diversifier les filières économiques d'excellence » le projet d'aménagement et de développement du PADD entend valoriser les atouts du territoire en mettant l'accent sur les filières agricoles et les activités économiques locales. De plus, le PLUi vise à améliorer la qualité de l'accueil touristique, notamment de nature et thermal, afin d'inscrire cette activité en cohérence avec le contexte local et les enjeux environnementaux. **AXE 1 : Orientations 1.2 et 1.3**	Il est prévu dans le règlement plusieurs typologies de zones permettant le développement d'activités de loisirs : - Zone naturelle à vocation de loisirs (NL) qui garantit l'insertion paysagère et environnementale du projet ; - Zone UTh qui permet de conforter l'activité thermale du territoire en autorisant les activités d'hôtellerie, d'accueil et les activités de loisirs ; - Zone UT qui permet l'implantation d'équipements touristiques et UT* qui permet l'implantation d'hébergements touristiques, - Zone Ac qui permet la vente en directe Par ailleurs, une zone agricole protégée (AP) a été définie afin de préserver le foncier agricole, en restreignant le développement (pas de construction possible, exception faite des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés) et permettant uniquement l'évolution de l'existant.	L'OAP Adaptation au changement climatique encourage le développement des circuits courts (alimentaire, filière bois énergie).

3 EVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

3.1 Principes de l'évaluation environnementale

Afin de faciliter la compréhension du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), conformément à l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme, la manière dont l'évaluation environnementale a été effectuée est présentée dans ce chapitre.

A noter que l'ensemble des travaux de la démarche d'évaluation environnementale, synthétisée ci-après, trouve sa retranscription réelle dans plusieurs parties du rapport de présentation :

- L'état initial de l'environnement ;
- Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;
- L'explication des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- L'évaluation des incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

Objectifs de la démarche

L'un des objectifs de la démarche d'évaluation environnementale du PLUi a été de sortir du débat d'experts pour rendre accessible les enjeux environnementaux et faciliter le choix des mesures à prendre. L'évaluation environnementale du PLUi a ainsi été conçue comme un outil d'aide à la décision pour les élus. Il s'agissait donc :

- De faire émerger les enjeux environnementaux principaux ou majeurs à l'échelle du territoire pour éclairer le diagnostic, puis les choix d'aménagement pris dans le cadre du projet ;
- De favoriser l'émergence d'incidences positives du PLUi sur l'environnement ;
- D'anticiper les incidences négatives les plus fortes sur l'environnement, celles qualifiées de notables, et envisager les mesures à prendre en amont pour éviter ou réduire ces incidences ;
- D'évaluer la faisabilité des mesures compensatoires pour les impacts résiduels.

Un processus d'évaluation en continu et itératif

L'État Initial de l'Environnement (EIE), réalisé en amont du projet, a permis de dégager les grands enjeux environnementaux du territoire et de les traduire dans les domaines de compétences du PLUi Riom Limagne et Volcans.

Pour jouer son rôle d'outil d'aide à la décision, l'analyse des incidences prévisibles et notables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement a été réalisée sur cette base, au fil du projet. La mise en place d'un processus itératif a permis de réinterroger en permanence le projet au regard de ses incidences. Cette approche permet aux élus de connaître en amont les incidences du projet afin de les éviter ou les réduire lorsque c'est possible (réorientation des choix de développement) ou, à défaut, de les compenser (pour les choix stratégiques qui ne laissent pas d'autres options).

Cette démarche continue et itérative a été menée tout au long de l'élaboration du projet par l'ensemble du groupement mandaté et supervisé par l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage désigné.

Des études naturalistes complémentaires et l'évaluation des incidences du PLUi sur les sites Natura 2000 ont fait l'objet d'un accompagnement par un écologue afin de garantir l'expertise de l'analyse. Une étude complémentaire zone humide a également été menée sur la commune d'Enval.

La connaissance en amont des enjeux environnementaux par les acteurs de la planification est essentielle. Pour cela, l'État Initial de l'Environnement, le diagnostic agricole, l'expertise écologique de terrain, une étude fonctionnalité zone humide (zone AU à Enval) ont permis d'avoir une vision des enjeux environnementaux du territoire à intégrer dans le projet de PLUi. Les préconisations en découlant ont permis de réinterroger ou de préciser les choix du projet, d'ajuster les périmètres des secteurs d'urbanisation, de compléter les orientations d'aménagement et d'identifier les mesures de réduction et de compensation à intégrer dans le document d'urbanisme.

L'évaluation environnementale a permis aux élus de chercher le meilleur équilibre entre préservation de l'environnement et développement de leur territoire, de faire évoluer le PADD et d'écarter certaines incidences à travers notamment les choix de localisation et de dimensionnement des zones d'urbanisation futures. L'évaluation des incidences s'est faite au regard de la sensibilité environnementale du territoire du PLUi, des informations et données locales disponibles et de la valeur quantitative et qualitative des espaces concernés.

Par exemple :

- Des secteurs d'urbanisation potentielles ont été écartés à la suite d'une préanalyse mettant en évidence des enjeux environnementaux forts (Zone AU rue des Littes à Volvic reclassée en Np, zone des Rose à Saint-Bonnet-Près-Riom…) ;
- Une analyse a été faite en se basant sur le modèle de simulation des crues du PPRNPi afin d'évaluer la manière dont le projet du PLUi est impacté / impacte les phénomènes de crues ce qui a permis d'orienter le choix des secteurs de développement ;
- Des secteurs ont été réduits (Zone AU Chemin de Béchet à Châtel Guyon, Zone AU Avenue de la Libération à Enval etc.…)
- Les espaces à enjeux environnementaux et paysagers ont fait l'objet d'un classement spécifique, permettant ainsi une adaptation plus fine du règlement au contexte environnemental (classement en Np ou en Ap)
- Le règlement impose pour les espaces urbanisés, à travers la création d'une bande inconstructible classée N, un recul de 10m vis-à-vis des cours d'eau afin de réduire la pollution et d'améliorer la continuité latérale de la rivière ;

Par ailleurs, entre les phases d'arrêt et d'approbation du document, une intégration des enjeux environnementaux soulevés par les PPA ou par l'évaluation environnementale a été réalisée.

Ces mesures, ont permis de réduire de manière significative les impacts les plus forts sur le milieu. Néanmoins, certaines incidences résiduelles subsistent compte tenu du fait que certains secteurs vont être ouverts à l'urbanisation et, de fait, être artificialisés.

En complément, le processus d'évaluation environnementale a donc conduit à intégrer des prescriptions environnementales dans les orientations d'aménagement et le règlement du PLUi pour éviter, réduire ou compenser l'impact de la mise en œuvre du plan. Ceci a été réalisé à l'aide :

- De mesures d'évitement sous la forme d'adaptation du règlement écrit et graphique et des OAP pour éviter des incidences négatives (zonages inconstructibles, marges de recul des constructions, utilisation du sol interdite, éléments préservés au sein des opérations d'aménagement…) :
    - Le règlement a permis de limiter très fortement la constructibilité des zones, en favorisant notamment la réhabilitation et en restreignant les possibilités d'extension ;
    - Le règlement préconise également un pourcentage d'espace de pleine terre à atteindre en fonction de l'emprise au sol du bâti, permettant ainsi de maintenir et renforcer les continuités liées à la trame verte mais également à la continuité des sols ;
    - Les OAP ont permis de préserver les éléments existants tels que les boisements ou les arbres remarquables et imposent un travail sur les franges des parcelles (traitement qualitatif et quantitatif des haies) ;
- De mesures de réduction sous la forme d'adaptation du règlement écrit et graphique ou des OAP pour réduire les incidences (OAP sectorielles et réglementaires) ;

Il a été tenu compte de la plurifonctionnalité des mesures, celles-ci ayant souvent une incidence positive pour un ensemble d'enjeux environnementaux.

Sources utilisées et acteurs mobilisés

L'évaluation environnementale a nécessité la mobilisation des données disponibles auprès des communes, de la communauté d'agglomération et des différents acteurs institutionnels présents sur le territoire :

- SCoT du Grand Clermont ;
- SRADDET du Grand Clermont ;
- SDAGE Loire Bretagne et les SAGE Allier Aval et Sioule ;
- Porter à connaissance de l'Etat et du PNR ;
- Diagnostics issus des PLU récemment élaborés et du PLUi Limagne d'Ennezat
- Etudes zones humides réalisées sur le territoire,
- Etude préalable au transfert des compétences eau potable et assainissement à la CA RLV (état des lieux et diagnostic des services)

Les travaux d'élaboration du PLUi se caractérisent par une forte implication des élus à travers des réunions récurrentes de travail et de concertation, majoritairement en format intercommunal, avec des points spécifiques consacrés aux problématiques environnementales afin de placer le processus d'évaluation environnementale au cœur de l'élaboration du projet. Se sont ainsi tenus :

Instance	Composition	Nombre
Comité technique	- Elus référents - Services	15
Comité de pilotage	- Elus, référents urbanisme de chaque commune	4
Ateliers (travail et suivi)	- Elus référents ou membres du COPIL - Services - Elus et techniciens communaux	6
Café PLUi	- Elus - Services - Intervenants extérieurs	4
Rencontres communes	- Elus communaux - Services	1 (rencontre commune) 4 (entretien cahiers fonciers)
Forums PLUi	- Evènements publics	3
	- PPA	3

Tableau 1 Synthèse des échanges avec les différentes instances au cours du PLUi

Par ailleurs, 3 séminaires et un temps d'immersion (21 au 25 septembre 2019) ont été réalisés.

Afin d'ancrer le travail du PLUi dans les réalités de terrain, des entretiens ont également été réalisés avec les services techniques et les acteurs de l'aménagement du territoire :

- PCAET : bureau d'études et chargé de mission PCAET (avril et octobre 2019)
- Service Assainissement de RLV (octobre 2019 et septembre 2020)

Les personnes publiques associées et l'Etat ont également été associés à l'élaboration du PLUi avec notamment :

- Un travail étroit avec la DDT et la DREAL au sujet des zones humides
- La présence des PPA lors du COTECH environnement
- Les UTN ont fait l'objet d'un travail de concertation très important. Leur réalisation a été pilotée par le sous-préfet et a fait l'objet d'un travail conjoint entre la préfecture, l'Architecte des Bâtiments de France, la DREAL (Autorité environnemental / inspection des sites / architecte et paysagiste conseil de la DREAL).

Par ailleurs, différentes associations ont fait l'objet d'une prise de contact et d'échanges :

Associations	Dates d'échanges
Chauve-souris Auvergne	Août 2019 – Mars 2020 – Décembre 2020
LPO Auvergne	Janvier 2020
FRANE	Décembre 2019
Association PREVA de Malauzat	Mars 2020
Conservatoire Botanique National du Massif central	Mars 2020

Tableau 2 Echanges réalisés avec les associations du territoire

L'objectif de ces différentes réunions est d'aboutir à un document et un projet partagé qui justifie d'une concertation entre les différentes instances.

3.2 Les grandes étapes de l'évaluation environnementale

Pour faciliter la compréhension de la méthode d'évaluation environnementale du PLUi, les grandes étapes de travail sont reprises ci-dessous afin de :

- Présenter la manière dont l'évaluation a été menée et comment elle a permis d'ajuster le projet de PLUi tout au long de son élaboration.
- Détailler la manière dont les études environnementales et les étapes de concertation ont été intégrées au document.

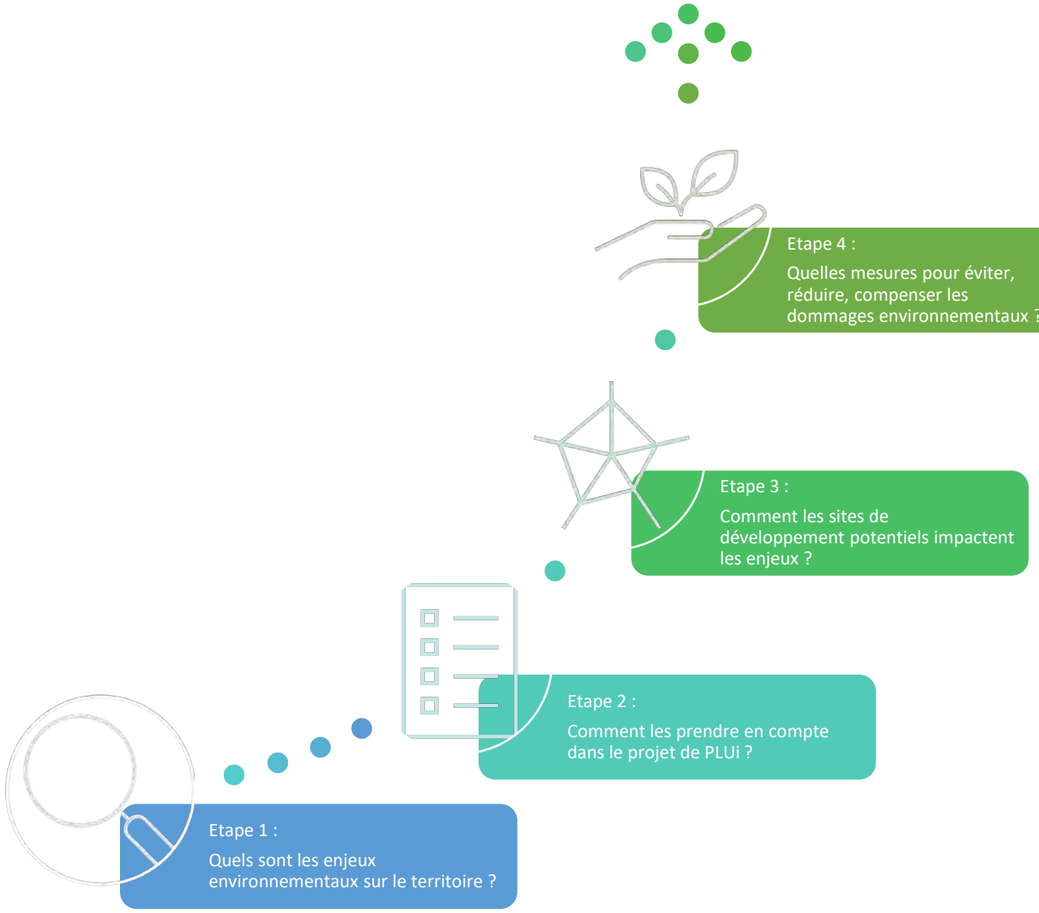
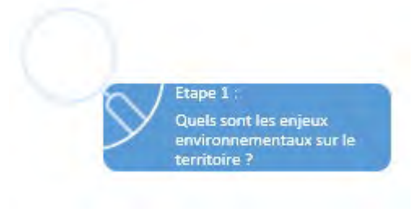


Figure 1 Les différentes étapes de l'évaluation environnementale (Source : Ieti)



Etape 1 : Identification des enjeux environnementaux

A partir d'une compilation des données existantes (porter à connaissance de l'État, documents cadres, données d'organismes publics, d'association [ATMO, etc.], études terrains) et de l'analyse des perspectives d'évolution du territoire en l'absence de PLU, les principaux enjeux environnementaux ont été établis puis classés en tenant compte de leur sensibilité vis-à-vis du projet de territoire et de la pression urbaine, ceci afin d'intégrer les besoins identifiés en environnement dans les réflexions du PLUi.

Ainsi pour chacun des domaines environnementaux, le tableau de synthèse ci-après décrit les éléments d'analyse permettant de juger de la sensibilité du territoire et les pressions qui s'exercent. La portée spatiale de ces sensibilités ou risques permet de mettre en évidence les zones particulièrement affectées.

Dans le cadre du PLUi de Riom Limagne et Volcans cette identification des enjeux environnementaux a fait l'objet d'une étude spécifique de la Trame Verte, Bleue et Noire (cf. Réalisation d'une étude spécifique pour la Trame Verte Bleue et Noire).

Thématique très sensible pour le territoire
Thématique moyennement sensible pour le territoire
Thématique peu sensible pour le territoire

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT		SENSIBILITE PAR RAPPORT A L'ENVIRONNEMENT	LOCALISATION
THEMATIQUES	ELEMENTS D'ANALYSE		
MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE			
Habitats et espèces remarquables	Diversité des habitats : Forêt, coteaux thermopiles, plaines agricoles, prairies, bocages, zones humides	Le territoire accueille des espèces et habitats remarquables qui doivent être protégés	Espaces agricoles et naturels
Protection espaces en réseaux cohérents	Nombreuses protections : Natura 2000, ZNIEFF, ENS, Réserve Naturelle Régionale, UNESCO Une partie du territoire est compris dans le périmètre du PNR des Volcans d'Auvergne	Le territoire comporte de nombreux espaces protégés dont la gestion doit être adaptée. De plus, la mise en réseau de ces espaces par une trame verte et bleue est prioritaire.	Ensemble du territoire et plus spécifiquement les espaces naturels
Gestion des espaces agricoles	Part importante d'espaces agricoles sur le territoire avec des modes de gestion divers (prairies et vergers en secteur Ouest et sur les coteaux / plaines céréalières avec des haies dans la plaine de Limagne) Volonté de contrer la déprise agricole et maintenir les espaces ouverts grâce au pâturage	Les espaces agricoles constituent une ressource importante et participent à la spécificité du paysage ils sont donc à préserver.	Espaces agricoles
RESSOURCES			
Hydrogéologie	5 aquifères affleurants 10 bassins versants	La gestion de l'eau représente un enjeu de santé publique Maintien et mise en valeur de l'importance du réseau hydrographique sur le territoire La préservation du cycle de l'eau (notamment les questions d'infiltration) est un élément majeur pour garantir la qualité de l'eau potable que ce soit pour les résidents ou pour l'usage économique.	Ensemble du territoire
Hydrographie	Densité et diversité importante des cours d'eau sur le territoire (cours d'eau de montagne et cours d'eau agricoles artificiels) Eau stagnante dans les Dômes, résurgence dans les coteaux et canalisation dans la plaine		Ensemble du territoire
Gestion de l'eau	SDAGE Loire-Bretagne SAGE Allier Aval et Sage de la Sioule Alimentation en eau potable, assainissement collectif et non collectif Exploitation industrielle (Volvic)		Ensemble du territoire
Qualité de l'eau	9 masses d'eau superficielles en mauvais état (état 2013) et 1 en bon état (2013) qui ont pour objectif d'atteindre le bon état en 2027 5 nappes d'eaux souterraines en bon état (2013) mais pour lesquelles il existe une certaine pression quantitative Zones de vulnérabilité aux nitrates	L'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles est un enjeu prioritaire, au même titre que la réduction de la vulnérabilité du territoire aux nitrates. La préservation d'un bon état quantitatif pour les masses d'eaux souterraines constitue un enjeu majeur pour l'approvisionnement futur en eau potable.	Ensemble du territoire et plus spécifiquement la plaine de la Limagne pour la vulnérabilité aux nitrates Point de captage des eaux de Volvic
Qualité du sol	Qualité agronomique très élevée (plaine de la Limagne) et sous-sol riche en minéraux (carrières) Schéma départemental des carrières	Sol et sous-sol avec des ressources de grande qualité qu'il faut préserver La maîtrise de l'exploitation des carrières représente un enjeu paysager fort.	Ensemble du territoire et plus spécifiquement les espaces agricoles de la Plaine de Limagne et les secteurs de carrières
Usages du sol	Diversité de l'usage des sols et forte proportion d'espaces naturels et agricoles (sur le territoire : 68% de terres agricoles, 20% de forêts et espaces semi-naturels, 2% de zones humides et surfaces en eau soit 90% d'espaces non artificialisés et 10% d'espaces urbanisés)	Limiter la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers est un objectif clé à l'échelle de la CC, consommation qui a des impacts transversaux importants (biodiversité, paysage, eau, risques...).	Ensemble du territoire hors espaces urbains avec une attention particulière à avoir sur les coteaux qui font l'objet d'enjeux forts (fermeture corridor, perte espace naturel et cônes de vue)

	En moyenne, 43 hectares d'espaces naturels et agricoles (environ 0.12% de la superficie totale) urbanisés par an sur les 10 dernières années. Artificialisation importante du territoire avec un rapport nombre de logements / surface foncière consommée très bas : entre 2012 et 2016, par rapport à l'horizon 2030 du SCOT 26% des logements construits sur : 40% de l'enveloppe prévue.		
ENERGIES			
Consommation / Emission	<u>Documents</u> : SRCAE (2012) et PCAET (2019) <u>Consommation</u> : 1940 GWh dont 64% d'énergie fossile et 3% produit localement (consommation supérieure à la moyenne du département du Puy-de-Dôme) <u>Emissions</u> : Emissions de GES du territoire représentent 399kteqCO2/an soit 6,1 teqCO2/an.hab (inférieur de 15% environ aux émissions moyennes du Puy-de-Dôme) 49% des émissions proviennent du transport routier, 20% du résidentiel et 15% de l'agriculture <u>Bâtiment et habitat :</u> Chauffage représente 72% de l'énergie consommée (45% gaz naturel et 36% bois) et 80% des émissions de GES Précarité énergétique de 3% sur l'ensemble du territoire	La consommation au niveau du territoire est relativement importante avec une dépendance forte aux énergies fossiles notamment du point de vue des déplacements. A l'échelle de Riom Limagne Volcan la précarité énergétique est relativement faible.	Ensemble du territoire
Production	Gisement total de 285 GWh pour la production locale d'énergie renouvelable pour un existant de 82 GWh Possibilités en solaire, méthanisation, géothermie et aérothermie, éolien et bois-énergie qui sont en cours de développement	Il existe un potentiel de production d'énergie renouvelable important sur le territoire. Par ailleurs, celui-ci est déjà engagé dans une démarche de développement des énergies renouvelables qu'il souhaite conforter.	**Eolien** : secteur de la plaine de Limagne à l'exception de Riom et Ménétrol **Géothermie** : Permis Riom-Clermont-Métropole **Hydraulique** : Malauzat, Saint Ours, Riom **Photovoltaïque** : à préciser en fonction du potentiel mais ensemble du territoire à l'exception des secteurs concernés par des prescriptions paysagères spécifiques
POLLUTIONS ET NUISANCES			
Pollution des sols	Sur le territoire 93 sites industriels ou anciens sites industriels ont accueilli une activité susceptible de générer une pollution dans les sols Pollution agricole (présence de zones vulnérables aux nitrates)	Il existe des risques non négligeables liés au passé industriel du territoire mais également aux pratiques agricoles qui peuvent constituer un risque pour les populations ou les milieux naturels	Pollution industrielle : localisé au niveau des anciennes industries répertoriées dans le BASIAS Plaine de la Limagne pour la pollution agricole
Qualité de l'air	Bonne qualité de l'air globale avec néanmoins des concentrations supérieures aux normes de l'OMS pour ¼ de la population. Polluants et leurs sources : Oxydes d'azote (NOx), origine 77% du transport routier Dioxyde de soufre (SO2), 43% origine industrie et 39% résidentiel Ammoniac, 99% d'origine agricole	La qualité globale de l'air est bonne sur le territoire, néanmoins, il s'agit d'un enjeu majeur de santé publique.	NOx : Riom et le long de l'A71 et l'A89 SO2 : zones industrielles et espaces urbains NH3 : plaine de la Limagne COVNM : plaine et coteaux

	Particules fines et composés organiques volatils non méthaniques, le principal contributeur est le secteur résidentiel		
Nuisances liées au bruit	Nuisances localisées au niveau des infrastructures routières et ferroviaires	La présence d'infrastructures routières majeures impacte le territoire mais celui-ci est globalement préservé des nuisances sonores	Le long des axes routiers et ferroviaires
Pollution lumineuse	Le territoire est globalement préservé (extinction des lumières dans plusieurs communes) malgré une pollution au niveau de l'agglomération riomoise et à proximité de l'agglomération Clermontoise.	La situation du territoire du point de vue de la pollution lumineuse est globalement bonne malgré des dégradations locales	Riom, Enval et communes proches de Clermont-Ferrand (Sayat et Malintrat)
RISQUES MAJEURS			
Risques naturels	Le territoire est exposé à de multiples risques naturels majeurs : inondations (débordements de cours d'eau et ruissellement avec coulées de boue), mouvements de terrain, feux de forêt, risques de tempête et dans une moindre mesure séismes et radon	Le territoire est soumis à de très nombreux risques d'origines naturels, notamment un risque d'inondation très présent sur une grande partie du territoire	Ensemble du territoire mais plus spécifiquement : Pied de coteau pour le risque inondation Pied de coteau et abords de rivières pour le risque argiles Chaine des puys pour les feux de forêts
Risques technologiques	Plusieurs risques présents : TMD (Gaz, hydrocarbure…), Minier (localisation), rupture de barrage	Les risques sont bien identifiés et localisés sur le territoire.	Localisé selon le tracé des réseaux de transport et le site d'implantation des mines, barrages, ICPE
CADRE DE VIE / PAYSAGES / PATRIMOINE			
Paysage	4 entités paysagères majeures : la chaîne des puys, les coteaux et la faille de Limagne, la Grande Limagne, le Val d'Allier Paysage remarquable, classé à l'UNESCO (chaîne des Puys et faille de Limagne)	La préservation du paysage est un atout majeur pour RLV puisqu'il constitue la carte d'identité du territoire et que deux entités paysagères sont classées à l'UNESCO sur le territoire. Cet atout peut être menacé par les modes de développement de l'urbanisation	Ensemble du territoire
Patrimoine	Une variété des architectures traditionnelles, un bâti remarquable et un patrimoine vernaculaire important et diversifié (pierre de Volvic, patrimoine : religieux et commémoratif, lié à l'eau, touristique, agricole)	Le patrimoine bâti et vernaculaire est globalement bien identifié et protégé, la mise en valeur n'est pas toujours effectuée.	Ensemble du territoire
Accès à la nature	Circuits de randonnées (36 référencées par la Communauté d'Agglomération), voies vertes et traversée du Massif Central (parcours VTT)	L'ensemble du territoire est bien maillé et permet un accès à la nature	Ensemble du territoire
Déplacements	Bonne connexion au grand territoire (desserte routière, ferroviaire) Au niveau du territoire, l'usage de la voiture est majoritaire avec 91% des ménages motorisés et 88% des actifs qui utilisent leur voiture pour se rendre au travail. La part majoritaire des déplacements (28%) s'effectue sans lien avec le domicile Alternatives en cours de structuration (aires de covoiturage, réseaux de transport en commun) A l'exception des voies vertes, les pistes cyclables sont peu développées sur le territoire	L'ensemble du territoire est concerné par une grande dépendance à la voiture. Le développement de solutions alternatives est actuellement mis en œuvre par RLV.	Ensemble du territoire
Gestion des déchets	Mise en place en 2014 d'un Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux 2 Syndicats en charge de la collecte qui mettent en place des actions permettant la réduction des déchets et l'amélioration de la valorisation Collecte sélective porte à porte, point d'apport volontaire pour le verre (et les cartons pour les communes dépendant du Syndicat du Bois de l'Aumône) Présence de 4 déchetteries	Le système de gestion des déchets est bien défini et est engagé dans une démarche de réduction des déchets et d'amélioration de la collecte. La présence de décharge sauvages à proximité d'espaces sensibles a néanmoins pu être identifiée.	Ensemble du territoire Déchetteries : Châtel-Guyon, Ennezat, Riom, Volvic Décharge sauvage à Châtel-Guyon

Au regard du diagnostic environnemental réalisé précédemment, les enjeux cibles environnementaux sont listés ci-dessous. A noter que, bien que certaines thématiques constituent des enjeux majeurs pour la préservation de l'environnement, le PLUi n'a pas de marge de manœuvre très importante sur ce type de problématiques dont les actions sont entreprises à des échelles supérieures.

En effet, la réflexion dans le cadre de la démarche de PLUi permet de faire émerger un projet intercommunal concernant l'ensemble de ces thématiques, qui se retrouve dans le PADD.

Toutefois, les documents réglementaires du PLUi ne permettent pas de répondre à tous les enjeux (gestion des déchets notamment). Les autres enjeux pourront être portés par des actions parallèles au PLUi ou en concertation avec les instances compétentes.

Préservation de l'environnement naturel du territoire

- Préservation, renforcement des éléments naturels structurants du paysage jouant un rôle majeur dans le fonctionnement écologique du territoire et au-delà (réseau hydrographique, milieux humides, boisements, haies, prairies, pelouses…) ;
- Valorisation et préservation des espaces naturels, agricoles et patrimoniaux du territoire en améliorant leur lisibilité et accessibilité ;
- Préservation de la ressource que constitue le sol ;
- Préservation et renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviale…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimal des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout dysfonctionnement du réseau d'assainissement ;
- Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).

Préservation de la qualité et du cadre de vie du territoire

- Développement des modes de déplacements actifs, des transports partagés et alternatifs ainsi que de l'intermodalité pour améliorer la qualité de l'air ;
- Optimisation de l'efficacité et de l'autonomie énergétique du territoire par des actions sur les formes urbaines (bioclimatisme, adaptation du bâti…), sur le bâti (qualité, rénovation) et sur les systèmes de production (développement des énergies renouvelables) ;
- Réduction et prévention des risques et nuisances présents sur le territoire (inondation, technologique, bruit, pollution lumineuse)

3.2.1.1 Réalisation d'une étude spécifique pour la Trame Verte Bleue et Noire (EIE)

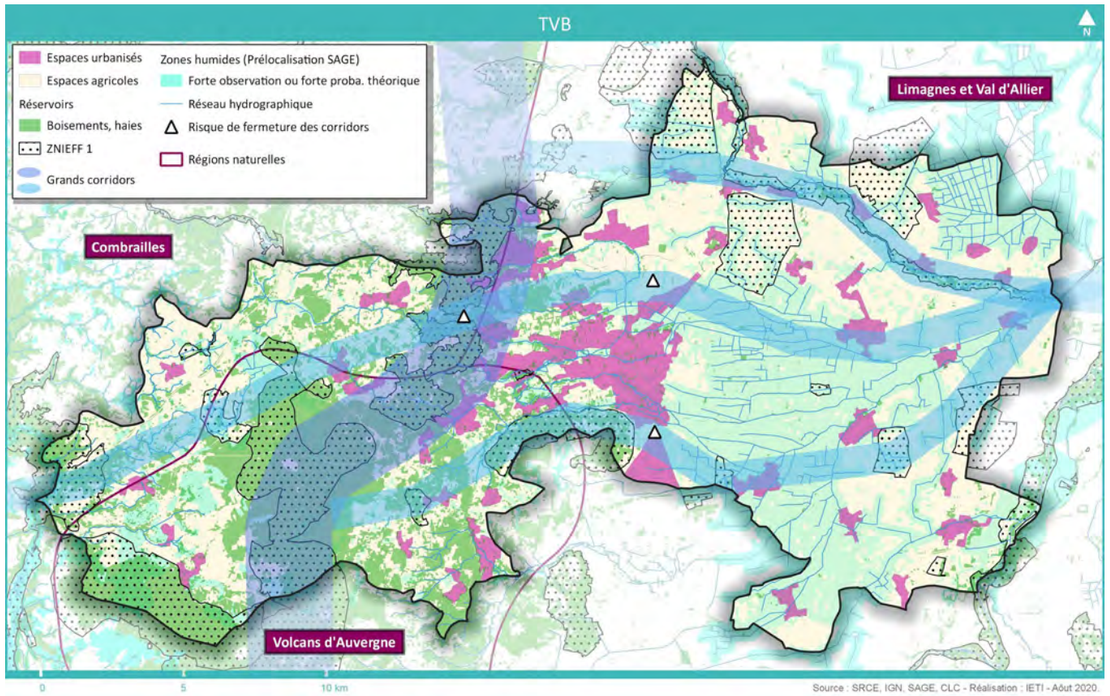
Au regard de la richesse naturelle du territoire, une démarche spécifique à la Trame Verte, Bleue et Noire (TVBN) a été mise en place afin de garantir la bonne prise en compte de celle-ci et de la biodiversité dans le projet de PLUi. Cette étude a permis d'orienter et alimenter la construction du PLUi, notamment vis-à-vis des secteurs de développement.

Le travail réalisé a permis de disposer d'une connaissance plus fine des trames du territoire (notamment au niveau des coteaux) en déclinant les trames identifiées dans le SCoT et le SRCE aux échelles intercommunales et communales et en ajoutant la notion de trame noire. Cette connaissance a permis d'identifier et hiérarchiser les espaces à enjeux du territoire afin de pouvoir proposer des indicateurs et des outils pour permettre la prise en compte de ceux-ci et la protection des trames dans le PLUi.

La méthodologie employée pour la réalisation de cette étude est la suivante :

1. Analyse à l'échelle intercommunale dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement
    - Sur la base de la TVB intercommunale, des secteurs à enjeux ont été identifiés, des éléments concernant la trame noire ont été ajoutés et une première réflexion sur les indicateurs et outils à mobiliser a été réalisée
    - Voir Figure 3
2. Mobilisation des associations locales :
    - Afin de préciser et compléter l'analyse cartographique des échanges ont eu lieu avec les associations (Tableau 2 Echanges réalisés avec les associations du territoire). Des nouveaux indicateurs ont été identifiés en fonction des données disponibles et en lien avec les indicateurs des documents existants.
    - L'association Chauve-souris Auvergne a également été mobilisée à l'occasion de l'étude d'incidence Natura 2000 afin de préciser l'impact du plan sur les continuités écologiques nocturnes.
3. Diagnostic écologique des trames au niveau des coteaux
    - Sur la base de l'analyse et des échanges, les coteaux sont ressortis comme étant une zone à enjeu. Ceux-ci ont donc fait l'objet d'un passage écologue en juillet 2020 de manière à préciser, pour chaque secteur, les enjeux et pressions auxquelles ils sont soumis.
    - Voir Figure 2

L'ensemble de cette étude a permis d'alimenter de manière fine l'analyse des incidences vis-à-vis du volet « biodiversité » de l'ouverture à l'urbanisation d'une certain nombre de secteurs.



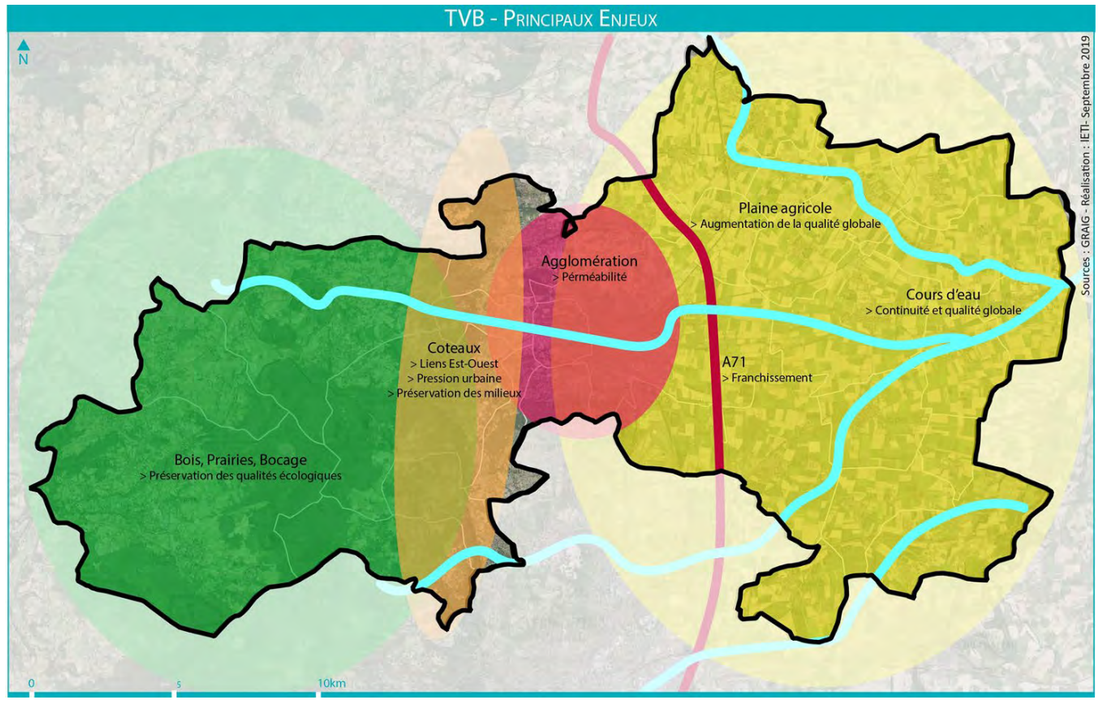


Figure 3 Cartes d'analyse à l'échelle intercommunale de la TVB (Source : Ieti)

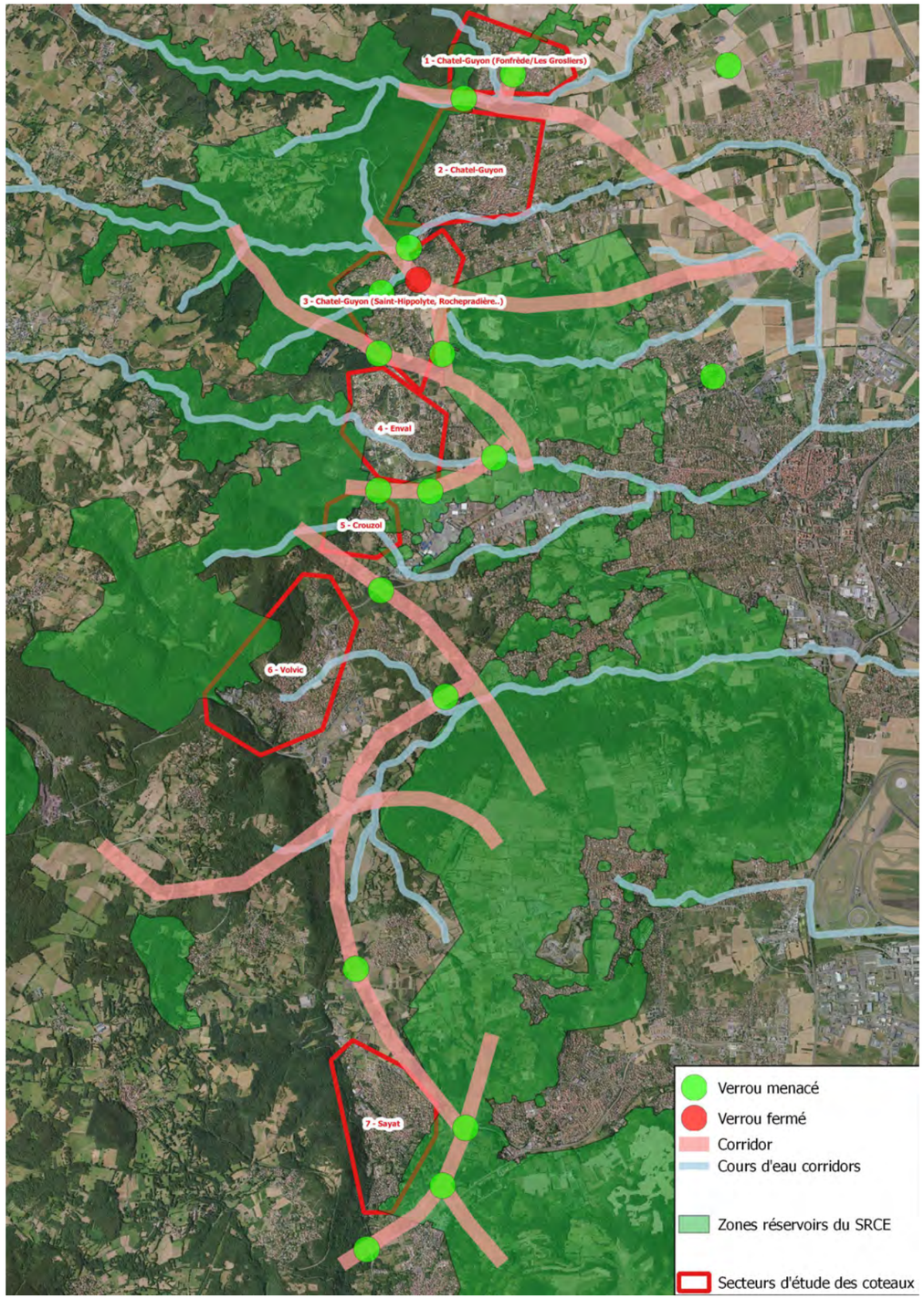
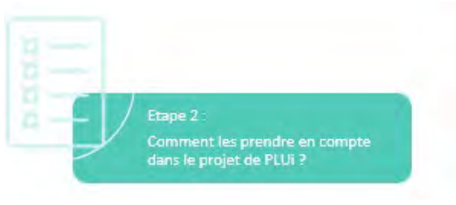


Figure 2 Carte de synthèse du diagnostic écologique des trames au niveau des coteaux

3.2.1.2 *Définition de l'évolution prospective et du scénario au fil de l'eau*

Le scénario au fil de l'eau présente une synthèse des perspectives d'évolution du territoire, selon l'hypothèse d'une poursuite des tendances identifiées et des orientations et choix retenus par les PLU actuellement en vigueur à l'échelle communale.

Il permet d'éclairer les choix et de requestionner leur pertinence au regard de l'évolution potentielle du territoire sans le projet de développement urbain.



Etape 2 : Traduction des enjeux environnementaux dans le projet politique

L'ensemble des enjeux environnementaux identifiés lors de la phase de diagnostic a été repris dans les réflexions menées autour de la construction du PADD.

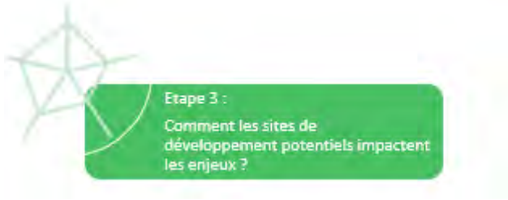
En effet, l'un des enjeux majeurs de celui-ci est la définition des orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

La participation à la construction du PADD a donc permis de :

- Mettre en avant les enjeux environnementaux dans les échanges ;
- Remettre en question les orientations risquant d'avoir un impact environnemental fort et proposer des solutions alternatives ;
- Penser le projet urbain au prisme de l'environnement et du paysage

Concrètement, cette participation s'est traduite par :

- Un accompagnement lors de la phase de traduction des enjeux identifiés dans le diagnostic et l'état initial de l'environnement afin d'assurer la cohérence entre le projet de PADD et les enjeux soulevés sur le territoire ;
- Une relecture et une analyse des différentes versions du PADD afin de valider la concordance des orientations prises avec les enjeux territoriaux mais également les ambitions et politiques environnementales locales.



Etape 3 : Analyse de l'impact des sites de développement potentiel

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de Riom Limagne et Volcans, les sites de développement envisagés ont été fléchés sur la base des précédents documents territoriaux mais également sur le Plan Local de l'Habitat. L'objectif étant d'assurer la cohérence du projet avec les politiques externes au PLU. Néanmoins, ces secteurs ont été objectivés au fur et à mesure de la procédure afin de pouvoir répondre d'une part au besoins locaux mais également de tenir compte des évolutions en matière de politique territoriale.

De la même manière, les sites de développement potentiels ont fait l'objet d'une analyse environnementale afin de faire cohabiter le projet de développement avec les enjeux environnementaux du territoire. Ainsi, les besoins en termes de logements, équipements, activités et leur répartition spatiale ont été analysés du point de vue des éléments environnementaux (zonage environnementaux, zones humides, risque naturels, etc.) et ont fait l'objet d'un reclassement ou d'un redimensionnement.

Afin de proposer un véritable accompagnement et d'assurer le fonctionnement itératif du processus les différents secteurs ont fait l'objet d'un suivi spécifique :

- A l'étape des cahiers fonciers (ou cahiers communaux) les différents secteurs de développement potentiel (secteurs 1AU et 2AU) ont fait l'objet d'une première analyse afin de mettre en avant les enjeux rencontrés sur chacun d'eux.
    - L'objectif était d'alimenter les échanges afin de permettre à chacun (urbanistes, élus, services de la communauté d'agglomération) d'appréhender les enjeux associés à chaque parcelle de manière à repenser, au plus tôt, le projet de développement lorsque celui-ci entre en contradiction avec les enjeux environnementaux.
- Ces cahiers fonciers ont été remis à chaque commune avant le 1er zonage (20/08/2020) de manière que l'environnement constitue une clé de lecture vis-à-vis de la disponibilité foncière sur le territoire. Il s'agissait notamment de pouvoir intégrer l'environnement comme une donnée clé de construction du projet territorial et non pas comme un simple outil de validation ou d'infirmation des projets.

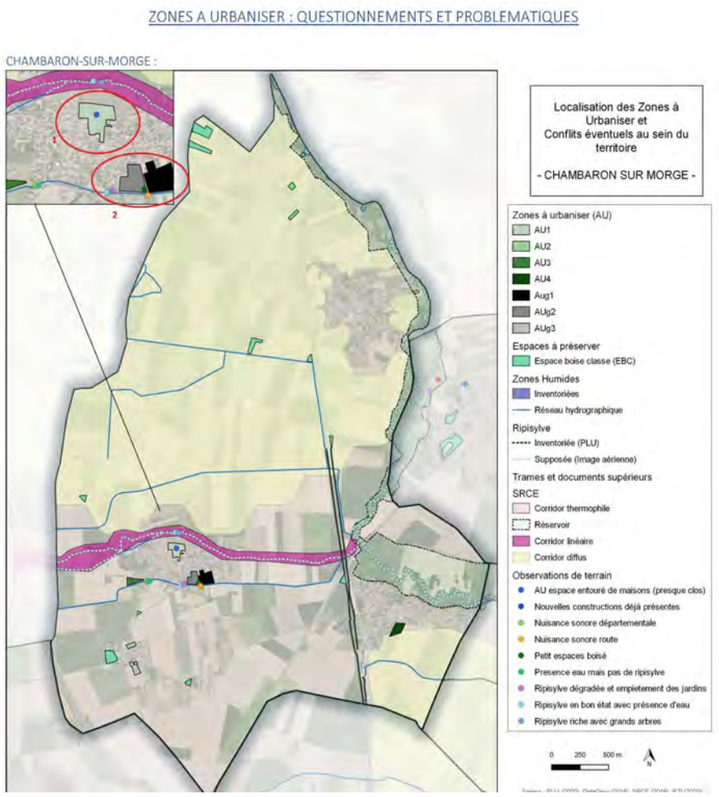


Figure 4 Analyse préalable aux cahiers fonciers (Source : Ieti)

À la suite du premier travail de zonage les différents secteurs de développement retenus ont fait l'objet d'un travail d'identification des enjeux afin d'alerter sur les secteurs retenus qui pourraient présenter un enjeu fort, préalablement à l'expertise terrain de l'écologue.

- Les secteurs AU ont fait l'objet d'une première étude afin d'alerter vis-à-vis des secteurs susceptibles d'avoir des impacts forts sur l'environnement
- Les secteurs de dents creuses potentiellement mobilisables ont été analysées afin de sélectionner celles présentant les enjeux environnementaux les plus importants.

Cette seconde analyse, illustrée en Figure 5 et en Figure 6, a permis de réorienter dès la première ébauche de zonage certains sites identifiés comme problématiques ou non.

ANALYSE DES CAHIERS FONCIERS

ENJEU ENVIRONNEMENTAL
Fort
Moyen
Faible

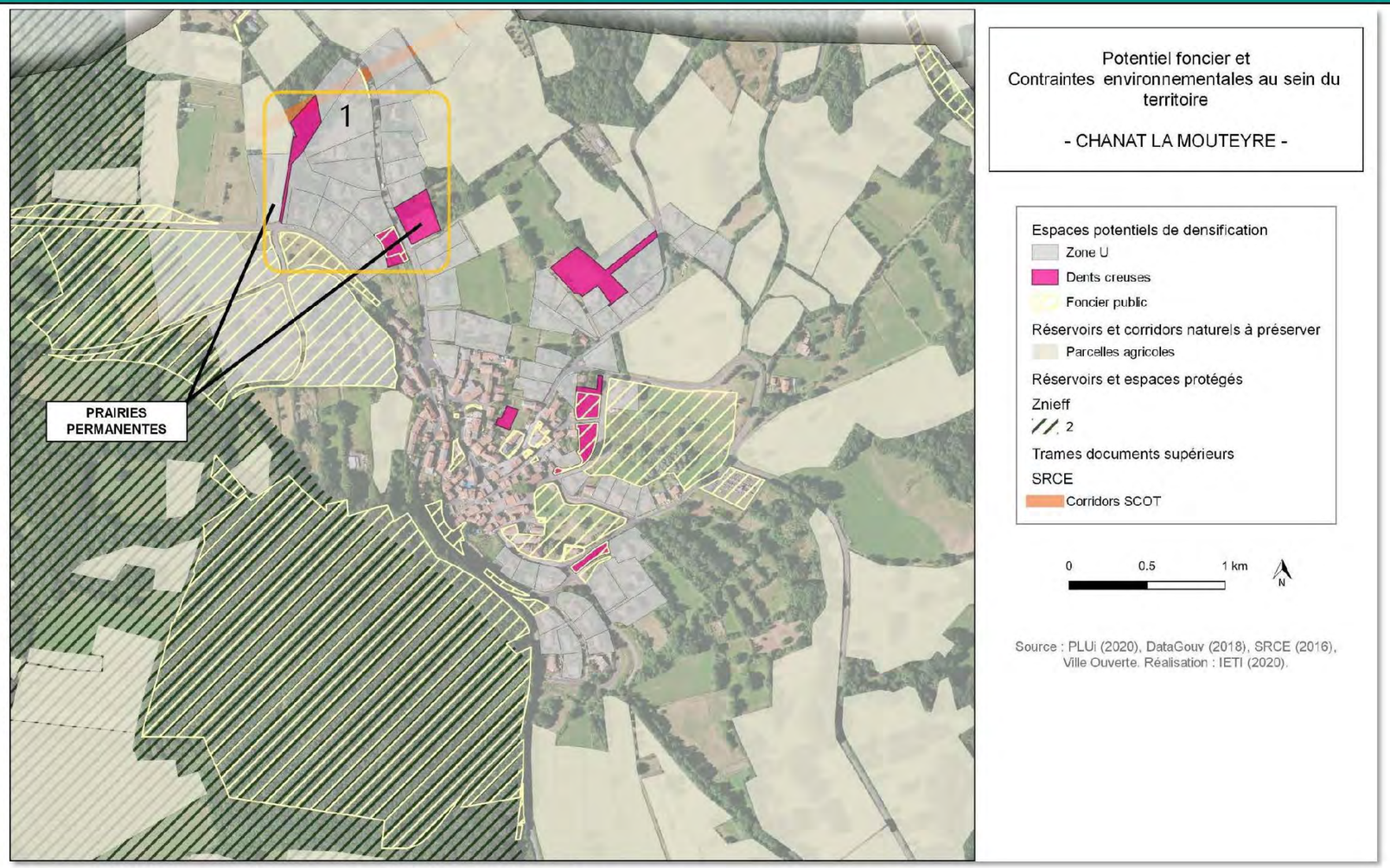
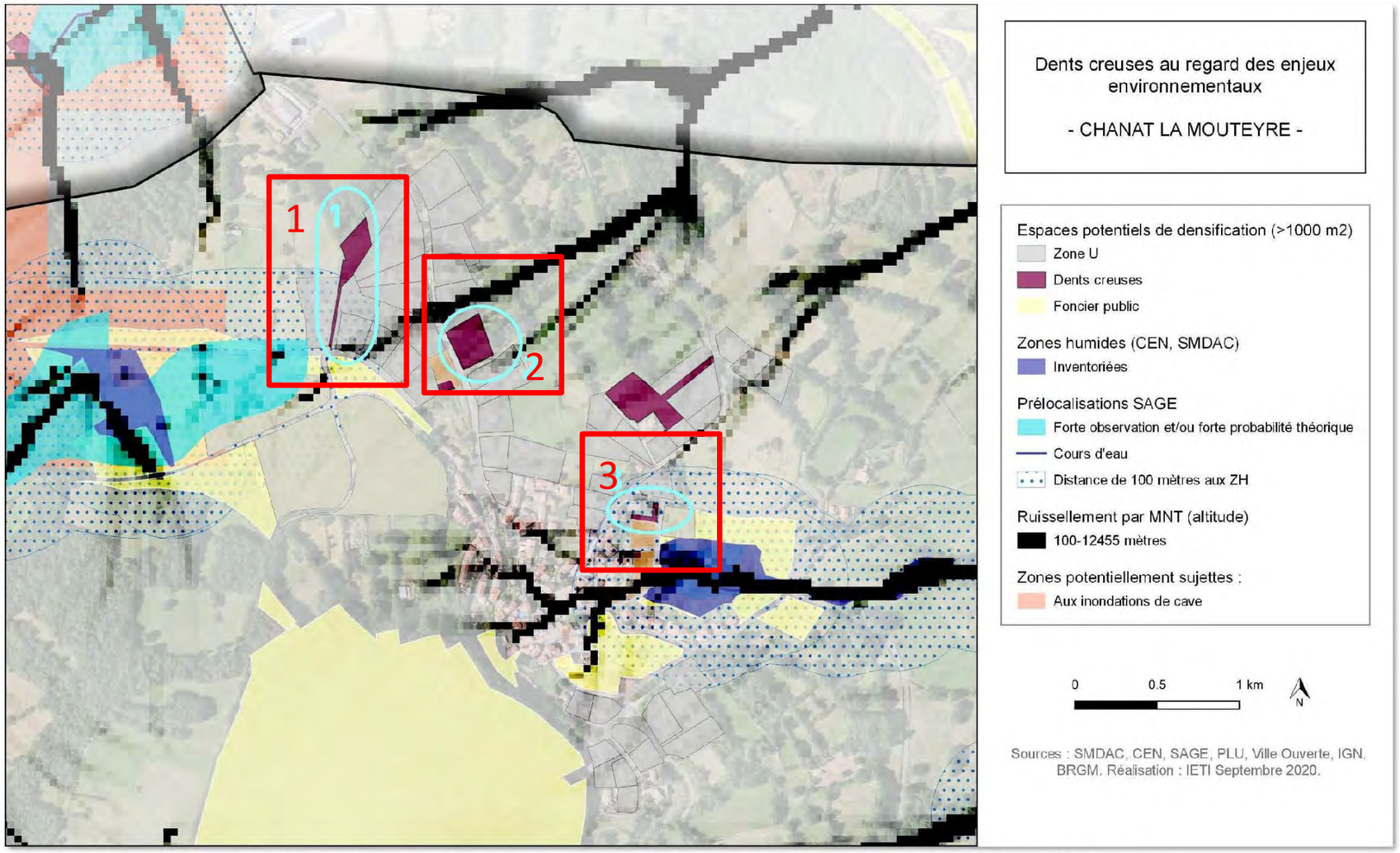
Commune	Remarques Générales sur la zone identifiée pour l'analyse foncière	Questionnements à propos des dents creuses
Chanat-la-Mouteyre	Pas en conflit avec enjeux environnementaux	 **SECTEUR 1** : Dents creuses identifiées sur des prairies permanentes (espace de biodiversité) → passage écologue à prévoir

Figure 5 Exemple d'analyse des cahiers fonciers vis à vis des enjeux environnementaux (Source : Ieti)



SECTEUR 1 : Dent creuse identifiée à proximité d'une zone humide inventoriée et d'une prélocalisation du SAGE → vérification zone humide à envisager
SECTEUR 2 : Dent creuse identifiée au niveau d'axes de ruissellement → vérification zone humide à envisager
SECTEUR 3 : Dent creuse identifiée a moins de 100m d'une zone identifiée et a proximité d'axes de ruissellement → vérification zone humide à envisager

Figure 6 Analyse des cahiers fonciers vis à vis des enjeux environnementaux (Source : Ieti)

3.2.1.3 *Présentation de la méthode d'analyse des impacts des secteurs de développement potentiels*

L'objectif de l'évaluation environnementale est de caractériser la manière dont le PLUi de Riom Limagne et Volcans et son projet de développement territorial va venir impacter les différents thèmes ou compartiment environnementaux.

Dans le cadre du processus itératif d'évaluation environnementale, cette analyse des enjeux constitue la troisième itération visant à assurer l'intégration des enjeux environnementaux dans le projet du PLUi.

1. Pré-analyse des secteurs identifiés dans les cahiers fonciers sur la base des données cartographiques et terrains ;
2. Analyse des secteurs (dents creuses et AU) à la suite du travail réalisé sur les cahiers fonciers ;
3. **Analyse des secteurs AU identifiés dans le projet de zonage.**

3.2.1.4 *Analyse des secteurs fléchés pour le développement urbain :*

Dans un premier temps, le secteur ouvert à l'urbanisation a fait l'objet d'une caractérisation au regard de son contexte environnemental. Il s'agissait de préciser, à l'échelle de chaque site, les spécificités de celui-ci au regard des différents volets environnementaux détaillés dans l'état initial de l'environnement du PLUi.

Cette caractérisation a pour objectif de mieux comprendre le fonctionnement de chaque site et d'identifier, secteur par secteur, les spécificités propres à chacun. Cette lecture fine de chaque site a permis de définir, pour chacune des thématiques environnementales, le niveau d'enjeu propre à chaque parcelle.

Cette analyse s'est appuyée sur une diversité de sources de données, à savoir :

- Des données bibliographiques et cartographiques ;
- Les éléments du retour du passage écologue sur le secteur du coteau (Châtel-Guyon, Sayat, Enval, Volvic, Mozac, Marsat) ;
- Les éléments obtenus lors des échanges avec les associations ;
- Les résultats issus du passage terrain de l'écologue.

>> Cette analyse a ainsi pu être affinée, par rapport aux deux premières itérations sur la base des données complémentaires récoltées.

L'analyse des secteurs a porté sur les thématiques suivantes :

- La biodiversité et les milieux naturels (au regard de la sensibilité du territoire vis-à-vis de la biodiversité et des milieux naturels, cette thématique a été particulièrement développée) :
    - Analyse de l'occupation du sol sur le site (analyse cartographique et bibliographique) et de son insertion dans le maillage territorial de continuités écologiques ;
    - Caractérisation des habitats présents sur le site et de leur intérêt communautaire ou non (en lien avec l'analyse vis-à-vis des sites Natura 2000 ;
    - Caractérisation du caractère humide ou non du site ;
- Les paysages et le patrimoine :
    - Analyse des contraintes patrimoniales portées sur le site (éléments repères visuels, points de vue, proximité monuments historiques, inscription périmètre bien UNESCO)
- Les risques naturels :
    - Analyse des contraintes naturelles portées sur le site (analyse cartographique, bibliographique, terrain)
- Les nuisances et pollutions :
    - Analyse des nuisances sonores et de la qualité de l'air sur la base de la proximité avec des infrastructures de transport

Sur la base de ces analyses, un niveau d'enjeu a été attribué pour chaque thématique, le système de notation est détaillé dans le tableau ci-dessous.

THEMATIQUE	NIVEAU D'ENJEU				
	FAIBLE	FAIBLE A MODERE	MODERE	MODERE A FORT	FORT
Biodiversité et milieux naturels	Absence de milieux propices à la biodiversité Implantation à distance des continuités écologiques	Milieu potentiellement intéressant pour la biodiversité A proximité d'un espace remarquable non protégé (500m)	Milieu intéressant pour la biodiversité Inscription dans un réseau de continuités A proximité d'un espace remarquable protégé (500m)	Milieu intéressant pour la biodiversité Inscription dans un réseau de continuités (SRCE, SRADDET) Présence d'une zone humide potentielle sur le site	Milieu intéressant pour la biodiversité Présence d'un espace remarquable sur le site ou d'un habitat d'intérêt communautaire (IC) Présence d'une zone humide (ZH) avérée sur le site
Pollutions et nuisances	Infrastructure source de nuisances à plus de 250m	/	Infrastructure source de nuisances à moins de 250m	/	Infrastructure source de nuisances à moins de 100m
Gestion des ressources naturelles	Site en centre urbain (raccordement réseau)	Site en centre urbain	/	Site excentré a priori non raccordé au réseau	Site excentré a priori non raccordé au réseau
Risques naturels et	Absence d'aléa	Aléa argile moyen Remontées de nappes	Aléa argile fort Axe de ruissellement	/	Aléa argile fort Axe de ruissellement ou désordre Risque inondation (crue)
Paysages et patrimoine	Absence d'éléments de protection patrimoniale	/	Site non concerné par une protection patrimoniale mais à proximité d'éléments remarquables	Implantation dans la zone tampon du bien UNESCO	Implantation dans le périmètre du bien UNESCO ou la zone tampon Implantation au sein de périmètres de monuments historiques

Pour plus de lisibilité et compte tenu de la sensibilité particulière du territoire, la thématique « biodiversité et milieux naturels » a fait l'objet d'une analyse distincte. Ainsi, un écologue a été mandaté pour passer sur chacun des sites de développement envisagé (AU, 2AU) de manière à déterminer précisément les enjeux de chaque secteur. En effet, au-delà de l'analyse des espaces remarquables, il est nécessaire d'étudier de manière plus fine les habitats présents sur le site : prairies, espaces boisés, haies etc… En effet, il s'agit de secteurs dont les enjeux doivent être appréciés à l'aide d'une visite terrain car, au-delà d'un intérêt en termes d'habitat ils présentent également des intérêts pour la biodiversité. Ce regard à l'échelle parcellaire permet également d'évaluer les points de vigilance à avoir sur les parcelles : maintien des arbres, conservation des haies, travail sur les franges etc…

LIMITES DE LA METHODE :

La méthodologie présentée a été imaginée avec un objectif final de conseil plutôt que pour répondre à des enjeux réglementaires plus stricts. Ainsi, elle ne vise pas l'exhaustivité dans les inventaires.

- Les distances choisies pour établir la proximité sont des distances « types » qui visent à prendre en considération un maximum d'espèces, il est néanmoins nécessaire de garder à l'esprit que certaines espèces très mobiles auront des besoins de connectivité sur des espaces bien plus vastes et que certaines problématiques telles que le ruissellement se révèlent parfois, dans les faits, beaucoup plus localisées ;

Les limites liées au protocole ou à la logistique de la mission :

- Certaines parcelles ou parties de parcelles n'étaient pas accessibles, elles n'ont donc pas pu être prospectées entièrement ;

- Le temps court sur chaque site, réduit significativement les chances de détecter les individus, notamment pour les espèces farouches qui se montrent peu ;

- Les inventaires ont eu lieu au mois d'avril ce qui ne permet pas la détection de tous les taxons ;

- La plupart des prospections ont eu lieu en journée, à des heures pas forcément adaptées à la détection de certains taxons ;

- Certains taxons n'ont pas été recherchés car trop compliqué logistiquement, notamment les chiroptères (nécessité de matériel, prospections de nuit).

Les autres limites sont celles invoquées classiquement dans toute expertise sur le milieu naturel, à savoir que la diversité relevée n'atteint jamais l'exhaustivité et les listes d'espèces présentes reflètent aussi en partie un contexte climatique spécifique à une année précise.

- Les axes de ruissellement sur le territoire ont été établis à partir d'un modèle numérique de terrain (MNT) et n'ont pas fait l'objet d'études hydrauliques.

- Les éléments relatifs aux nuisances n'ont pas fait l'objet de mesures in-situ et se base sur une approche empirique.

ZOOM SUR L'EXPERTISE ZONE HUMIDE AU SEIN DES ZONES AU

Le territoire de Riom Limagne et Volcans est concerné par de nombreuses prélocalisation de zones humides. Aussi, il a été nécessaire dans le cadre de l'élaboration du PLUi de préciser, pour chacune des secteurs potentiels de développement le caractère humide ou non.

A la suite d'échanges avec la maîtrise d'ouvrage et les services de la DDT il a été fait le choix de mobiliser la connaissance existante sur le territoire. Ainsi, plusieurs communes du territoire de Riom Limagne et Volcans ont fait l'objet, ces dernières années, d'une révision de leur PLUi ou, pour l'ancienne CC Limagne d'Ennezat, de l'élaboration d'un PLUi. Il a donc été envisagé avec les services de RLV d'exploiter les données issues de ces documents. Le retour des services de l'état (avis en date du 13 avril 2021) validant la possibilité de réutiliser les études le nombre de secteurs devant faire l'objet d'une expertise zone humide a été réduit.

Par la suite, les incidences ont été caractérisées, et ce de la manière suivante :

- **FAIBLE :** la disposition contribue à limiter ou réduire les effets du plans sur un ou plusieurs thèmes de l'environnement ;
- **FAIBLE A MODERE :** la disposition produit des effets positifs mais limités. Des actions peuvent être envisagées pour augmenter l'intensité des effets ;
- **MODERE :** la disposition a des effets positifs et négatifs sur un ou plusieurs thèmes de l'environnement ;
- **MODERE A FORT :** la disposition a des effets notables défavorables mais limités ;
- **FORT :** la disposition a des effets notables largement défavorables sur un ou plusieurs thèmes environnementaux résultant d'un choix volontariste en faveur du projet.

A noter que, pour des incidences semblables dans leurs caractéristiques, le niveau associé a été adapté en fonction de la sensibilité du site évaluée lors de la première étape. Par ailleurs, la prise en compte des sensibilités a été faite de la manière suivante : il est toujours retenu l'enjeu environnemental le plus fort pour caractériser les incidences.

Concernant les incidences leur analyse a été faite de la manière suivante :

1. Les **incidences brutes** du projet ont été définies dans un premier temps, il s'agit de **l'incidence initiale** ;

2. Les mesures mises en œuvre dans le PLUi et permettant l'évitement, la réduction ou la compensation des impacts ont été détaillées. A noter que celles-ci ont été présentées de deux manières
   a. Les mesures prises dans les dispositions communes, les OAP thématiques, le règlement ces mesures s'appliquant à l'ensemble des zones AU ont été présentées de manière synthétique dans les tableaux présentés aux chapitres 0 et 3.4.1.5
   b. Les mesures spécifiques, décrites dans chaque OAP sont indiquées dans les tableaux par commune présentées dans les parties 3.4.1.6 à 3.4.1.6.31

3. Sur la base des mesures définies dans le PLUi, l'impact initial a été réévalué de manière à estimer **l'impact résiduel** subsistant après la mise en œuvre des mesures ;

PRINCIPES APPLIQUES POUR REEVALUER LES INCIDENCES :

- Les incidences sont réduites si et seulement si les mesures mises en œuvre à travers des dispositions générales et locales permettent de répondre aux enjeux du site.

- Les secteurs faisant l'objet d'un reclassement en zone N ou A sont considérés comme ayant une incidence faible par défaut compte tenu de la constructibilité très limitée associée à ces zones.

- Les secteurs faisant l'objet d'un reclassement en zone UJ sont considérés comme ayant une incidence faible compte tenu de la constructibilité très limité associée à cette zone. Néanmoins, considérant qu'il s'agit d'un classement en tant que secteur « urbain » une mesure d'accompagnement est définie dans le tableau ci-dessous. Le respect de celle-ci est une condition nécessaire à l'obtention du niveau d'incidence.

- Les secteurs faisant l'objet d'un maintien ou d'un passage en ouverture à l'urbanisation à long terme (2AU) sont considérés comme ayant une incidence faible à modéré compte tenu de la temporalité éloignée de cette ouverture. Néanmoins, considérant que cette ouverture à long terme constitue seulement un décalage temporel ce classement en faible à modéré est lié à des mesures d'accompagnement. Le respect de celles-ci est une condition nécessaire à l'obtention du niveau d'incidence.

4. Si l'impact résiduel présente un caractère négatif ou très négatif, des mesures complémentaires visant l'évitement, la réduction ou la compensation sont alors proposées[1] afin d'amener autant que possible le projet à avoir une incidence neutre sur l'environnement.

L'ensemble de cette analyse est formalisé sous la forme de tableaux de synthèse afin de faciliter la lecture et la compréhension de la démarche mise en œuvre :

THEMATIQUE	INCIDENCES	IMPACT INITIAL	MESURES	INCIDENCES APRES MESURES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
Il est indiqué la thématique étudiée	Les caractéristiques de l'incidence sont présentées	Le niveau d'impact des incidences est évalué	Les mesures mises en œuvre sont décrites	Le niveau d'impact est réévalué au regard des mesures Les mesures proposées (non mises en œuvre dans le cadre du PLUI) sont présentées



Etape 4 : Définition de préconisations dans les pièces du PLUi pour éviter, réduire, voire compenser les incidences restantes

Compte tenu du fait qu'il est recherché une incidence neutre, voire positive, du plan sur l'environnement il a été nécessaire lorsque les incidences du plan présentaient un impact résiduel de préconiser des mesures complémentaires.

Ces mesures ont été définies de manière à viser, selon le respect de l'ordre suivant :

- L'évitement des incidences ;
- La réduction des incidences ;
- La compensation des incidences si besoin.

Ainsi, des mesures réglementaires ou orientations ont été définies dans les secteurs déjà urbanisés et dans les secteurs à urbaniser retenus, afin de limiter au maximum les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du PLUi : soit en rédigeant des prescriptions adaptées aux enjeux identifiés dans les OAP, soit en adaptant le zonage et le règlement de certains secteurs à enjeux.

[1] A noter que, dans certains cas, des mesures complémentaires sont également proposées pour des impacts résiduels positifs. L'idée étant de venir renforcer davantage encore cette incidence positive.

3.3 Evolution prospective selon le scénario au fil de l'eau et stratégie adoptée dans le PLUi

Paysage, biodiversité et continuités écologiques

Le territoire de Riom Limagne et Volcan présente une qualité paysagère exceptionnelle et diversifiée avec la présence de quatre grandes entités paysagères : la Chaîne des Puys, la faille et les coteaux de Limagne, la Grande Limagne et le Val d'Allier.

La Chaîne des Puys et la faille de la Limagne, inscrits au patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO), sont des éléments d'identification du territoire à l'échelle nationale et internationale.

Ces quatre grandes unités sont le support d'une diversité de grands ensembles naturels : vallée, coteaux, boisements, plateaux, plaines agricoles, ripisylve... qui ont, au-delà d'un intérêt paysager, une plus-value écologique qu'il faut préserver.

La complexité du socle physique (forêts, côteaux, gorges, cours d'eau et zones humides) et la diversité des supports sont autant d'éléments qui constituent la richesse écologique du territoire de RLV. Néanmoins, cette richesse est menacée par l'anthropisation du territoire (extension urbaine, évolution des pratiques agricoles etc.).

SCENARIO AU FIL DE L'EAU	A l'heure actuelle sur le territoire, la question du paysage est relativement bien intégrée dans les documents, en réponse aux enjeux forts (UNESCO, Parc Naturel) avec notamment des préconisations au niveau du règlement en matière de bâti. Néanmoins, cet investissement se fait de manière plus ou moins individualisée à l'échelle des PLUi (Limagne Ennezat, Riom Communauté, Volvic Sources et Volcans) et des PLU. Cette lecture sectorisée ne permet pas de garantir une harmonie à l'échelle du grand paysage du tissu bâti. Par ailleurs, la transition entre espace urbains et naturel / agricole, se banalise de plus en plus et les phénomènes de conurbation engendrent une perte de lisibilité du territoire. En ce qui concerne le patrimoine naturel, et notamment les milieux les plus sensibles (Natura 2000) ceux-ci sont classés en zone N. En revanche, les milieux ne faisant pas l'objet d'une protection réglementaire (ZNIEFF) ne font pas l'objet d'une protection sur la totalité de leur superficie. Par ailleurs, si les cours d'eaux et les milieux humides et leur principe de préservation est indiqué, ils ne font pas toujours l'objet de mesures réglementaires visant à garantir la prise en compte effective de ces milieux sur l'ensemble du territoire. De la même manière les milieux plus ordinaires (espaces boisés, prairies, pelouses) ne font pas spécifiquement l'objet de mesures. Face aux besoins d'espace pour l'habitat, les services et les activités économiques, ils risquent d'être grignotés par l'urbanisation malgré leur importance fonctionnelle du point de vue de la biodiversité. En effet, les premières causes d'érosion de la biodiversité sont la destruction, la réduction et la fragmentation des habitats naturels. La consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers a été de 434,6ha hectares entre 2007 et 2017, soit une moyenne de 43,4 ha par an (méthode de la tâche urbaine). Cette consommation, principalement à destination de l'habitat (66%) consomme trop foncier au regard des objectifs du SCOT (40% de l'enveloppe prévue par le SCOT à l'horizon 2030 avait déjà été consommée en 2016). Au total, les espaces urbanisés représentent près de 3 848 ha en 2017. La projection sur un rythme identique à l'horizon 2032 et sans réduction des surfaces dédiées à l'urbanisation future porterait potentiellement cette consommation à plus de 651 ha (consommation 2017-2032) supplémentaire et à une tâche urbaine cumulée de 4 499 ha. Par ailleurs, la croissance de la tâche urbaine se révèle particulièrement importante (supérieure à 15% entre 2007 et 2017) en dehors du pôle de vie de Riom, dans des communes à dominante d'espaces agricoles ou naturels. Le maintien d'une telle croissance viendrait nécessairement impacter le maintien des grands équilibres naturels et les paysages en accentuant la fragmentation du territoire.
	Par ailleurs, les PLU actuels disposaient encore zones d'ouverture du foncier (zone 1AU et 2 AU, toutes vocations confondues) avec près de 522,3ha fléchés ce qui confère au territoire une importante capacité d'artificialisation des sols. → En conclusion, le scénario fil de l'eau conduit à une artificialisation croissante du territoire ce qui augmente la fragmentation des habitats et des continuités écologiques. Le paysage est également menacé par une banalisation et une prise en compte sectorielle des unités paysagères qui ne s'inscrit pas forcément dans le grand paysage.
EVOLUTION AVEC PLUI	A travers son PLUi, RLV a fait le choix de travailler sur plusieurs axes afin de préserver son patrimoine naturel et environnemental. D'une part, le choix a été fait de mettre en œuvre des mesures visant à intégrer plus finement l'environnement dans le document d'urbanisme en : - Maintenant en zone N l'ensemble des secteurs concernés par un site Natura 2000 et en intégrant au zonage N l'ensemble des sites ZNIEFF du territoire. Cette protection a par ailleurs été renforcée par la mise en œuvre d'un sous-zonage « Np » qui vise à appliquer des principes plus stricts dans les secteurs les plus sensibles ; - Renforçant la protection des espaces agricoles grâce à des sous zonages spécifiques permettant d'affiner la distinction entre les espaces agricoles, ce qui permet de garantir la protection stricte des terres et surfaces agricoles (Ap) mais également d'assurer le maintien et la pérennité des exploitations en autorisant, localement, les évolutions du bâti et la constructibilité liée strictement à l'exploitation (Ac). - Protégeant les éléments existants sur le territoire : o protection des haies avec un classement au titre de l'article L.151-23 ; o classant en zone N ou Uj les jardins et espaces de nature en ville afin d'assurer leur maintien et d'éviter leur urbanisation ; - Garantissant la préservation des linéaires de cours d'eau de l'urbanisation et des pollutions via la mise en œuvre d'une bande inconstructible de 10m de part et d'autre du cours d'eau ; - Classant autant que possible en zone A ou N les zones humides et en interdisant les mouvements de terre au sein de ces espaces. D'autre part, le choix a été fait de repenser le développement afin de réduire le rythme d'artificialisation du territoire. Cette politique s'appuie sur un programme qui vise à amplifier les actions de densification des espaces urbains et à renforcer les possibilités de mettre en œuvre des actions de requalification et réhabilitation du bâti. La communauté d'agglomération RLV a décidé de réduire l'artificialisation du territoire, en s'appuyant sur la densification des espaces urbains, la requalification et réhabilitation du bâti. Le développement des communes péri-urbaines, particulièrement fort au cours de la décennie 2007-2017 est ralenti de manière à représenter 50% des constructions neuves. La production de logements se recentre dans les bourgs avec notamment, sur l'objectif de 440 nouveaux logements par an : - 40 issus d'une sortie de vacance ; - 120 issus du renouvellement urbain - 280 sur terrain vierge. Cet engagement a pour objectif de réduire la pression sur les espaces naturels et agricoles du territoire en permettant de limiter l'artificialisation du territoire. Les superficies allouées aux zones « AU », qui vont donc faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation, ont fait l'objet d'un travail de limitation. Toutes vocations confondues, dans le cadre du PLUi, les zones d'ouverture de foncier (1AU, 2AU) représentent 254ha, ce qui représente une réduction de 51% des superficies par rapport à la situation actuelle du territoire. Ces 254 ha constituent un potentiel de

construction annuel de 21,16 ha ce qui implique une diminution de près de moitié du rythme d'artificialisation sur le territoire.

→ Le projet porté sur le territoire de la Communauté d'Agglomération permet d'améliorer la prise en compte de l'environnement du territoire, qui dispose ainsi d'outils réglementaires (zonage, règlement écrit) plus ambitieux en matière de préservation et protection des espaces naturels et agricoles aussi bien dans leur dimension quantitative que qualitative.

Le travail réalisé sur le PLU, visant à optimiser la consommation foncière et à limiter les ouvertures de foncier permet d'engager le territoire dans une dynamique de préservation du foncier et d'adéquation entre capacités d'accueil du territoire et maintien du socle naturel et agricole local.

Le foncier dédié à l'activité économique notamment, fait l'objet d'un encadrement plus ambitieux comme présenté dans les tableaux ci-dessous.

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'ouverture à vocation économique grâce au PLUi :

	PLU actuels	**PLUi RLV**
Zones 1AU à vocation économique	73,3 ha	63 ha
Zones 2AU à vocation économique	*7 ha* (les zones 2AU ne précisent pas systématiquement l'orientation économique de la zone ce qui peut conduire à sous-estimer la superficie réelle)	20 ha
	80,3 ha	*83 ha* *(l'enveloppe restante du SCoT étant de 99,7ha cela constitue une optimisation à hauteur de 16,7 ha du foncier économique).*

Nom	**Commune**	**Surface urbanisée (Ha)**	**Surface urbanisable sans PLUi (Ha)**	**Surface urbanisable avec PLUi (Ha) – (Zone 1AU et 2AU et DC mobilisable forte)**
BIOPOLE CLERMONT LIMAGNE	**Saint-Beauzire**	36	35	6,8 (1AUAb (avant UAb)) + 11,8 (2AU) = **18,6**
ECO PARC	**Châtel-Guyon**	9,33	8,27	4,9 (1AUAa) + 1,7 (2AUA) = **6,6**
LES CHAMPIAUX	**Ennezat**	8,9	0	2,5 (1AUAa) + 1,8 (2AUA) = **4,3**
L'ORMEAU	**Lussat**	2,6	4,3	**4,4** (1AU)
LES CHARMES	**Ménétrol**	7,5	2,6	**2,6** (1AU)
LES PORTES DE RIOM	**Riom**	30,8	3	**0**
PEER	**Riom**	69,1	2,5	**27,6** (1AU)
PARC DE CHAMPLOUP	**Volvic**	15,2	2,9	**1,3** (2AU)
PIERRE BOULANGER	**Les Martres d'Artières**	7,4	3,7	**0,5** (2AU)
LE MARECHAT	**Riom**	15,9	5,7	**2,6** (1AU)
LE PEIROUX	**Mozac**	0	4,6	**0**
ZONE AGRI-DEVELOPPEMENT	**Pulvérières**	0	6	**0**
L'AMBENE	**Riom**	17,6	0	**0**
LAYAT	**Riom**	25,3	1	**0**
LA VARENNE	**Riom**	10,5	1,4	**0**
CHAMP-GARAY	**Saint-Beauzire**	2	6,5	**0**
LE GRAND CHIROL	**Saint-Bonnet**	4,7	0,3	**0,7** (1AU)
LA COTE SAINT VINCENT	**Sayat**	15,2	0	**0**
LE POMMIER	**Sayat**	10,6	0	**2,9** (2AU)
ZA DE CHAMPLOUP	**Volvic**	2,6	0,8	**0**
ZI DU PRE-NAUD	**Malintrat**	0,7	0	**0,8** (1AU)

Qualité et cadre de vie : santé et sécurité des personnes et des biens

Le territoire de Riom Limagne et Volcan, du fait de son caractère péri-urbain et rural dispose d'atout en matière de qualité de vie :

- *Une qualité de l'air globalement bonne avec des dépassements locaux liés aux activités humaines (transport, agriculture) mais également à l'habitat ;*
- *Un territoire préservé des nuisances sonores à l'exception des abords d'infrastructures.*

En revanche, en ce qui concerne les risques, la communauté d'agglomération est davantage concernée. Ainsi, le territoire est exposé à une pluralité de risques naturels (inondations, mouvements de terrains, feux de forêt, tempêtes, séismes, radon) qui sont identifiables sur l'ensemble du territoire avec une incidence plus ou moins importante.

Si les risques technologiques sont plus localisés, ils impactent également l'ensemble du territoire : transport de matières dangereuses, pollution des sols liés à des anciens sites industriels, anciens forages miniers ainsi qu'un risque de rupture de barrage sur la commune des Martres d'Artières.

Enfin, la gestion des déchets sur le territoire fait apparaître quelques problématiques de dépôts sauvages qui sont notamment identifiés dans le cadre de la gestion du site UNESCO.

SITUATION ACTUELLE	Le territoire de la communauté d'agglomération, est fortement impacté par les problématiques liés aux risques naturels ceux-ci sont identifiés dans les rapports de présentation des documents d'urbanisme. - INONDATION : Ainsi, les zones exposés au risque inondation sont matérialisées au plan de zonage de certains documents d'urbanisme du territoire et viennent renforcer cette sensibilisation et cette prise en compte du risque sur le territoire. Néanmoins, celui-ci reste principalement encadré par la servitude que constituent les PPRNPi et fait donc l'objet d'une approche principalement réglementaire et « restrictive ». Par ailleurs, les risques liées aux phénomènes de coulées de boue et inondations par ruissellement (naturellement engendrés par la topographie et accentués par l'artificialisation des sols). ➔ L'artificialisation croissante des sols sur le territoire de RLV, couplée au dérèglement climatique en cours qui modifie le régime des précipitations conduit à une exposition croissante de la population et des biens aux inondations. Si la prise en compte des dispositions réglementaires liées au PPRNPi permet de limiter l'urbanisation des secteurs les plus vulnérables et impose des dispositifs spécifiques en matière de constructibilité et intégration du risque elle ne permet pas leur mise en œuvre au-delà des limites du plan. - MOUVEMENTS DE TERRAIN : Les risques de mouvements de terrains (cavités, retrait-gonflement des argiles) s'ils sont indiqués dans le cadre des état initiaux de l'environnement ne sont pas obligatoirement pris en compte dans l'aménagement du territoire. Ainsi, il n'existe pas de mesures spécifiques mises en œuvre dans les secteurs les plus sensibles à ces phénomènes. ➔ L'absence de mise en œuvre de mesures constructives spécifiques dans la plupart des PLU ou PLUi, couplée au dérèglement climatique en cours qui accentue les extrêmes climatiques (sécheresses, inondations) renforce la vulnérabilité du territoire vis-à-vis de ce risque. - RADON : Le risque radon n'est quasiment jamais identifié dans les documents existants. Il n'y a donc pas de prise en compte dans les principes constructifs des besoins spécifiques à la gestion de ce risque. ➔ L'arrivée sur le territoire d'une nouvelle population et l'augmentation des constructions conduit à une augmentation du nombre de personnes concernées par une exposition au radon augmente sans que celle-ci fasse l'objet de mesures. En ce qui concerne les risques technologiques, le niveau de connaissance de ceux-ci diffère en fonction de leur nature. Ainsi, si les risques liés à la pollution des sols sont identifiés, ils ne font pas l'objet de mesures spécifiques dans les PLU.
	En ce qui concerne le transport de matière dangereuse, le niveau de connaissance et de prise en compte dans les projets d'aménagement est garanti par les servitudes qui limitent les usages en fonction des risques. Toutefois, la densification urbaine le long des axes de transports collectifs structurants peut conduire à une certaine augmentation de la population exposée à d'éventuels risques liés au transport de marchandises dangereuses, certains des axes TC étant également des axes routiers structurants donc recevant du trafic de matières dangereuses. ➔ L'arrivée sur le territoire d'une nouvelle population et l'augmentation des constructions conduit à une augmentation du nombre de personnes concernées par une exposition à des risques technologiques. Celle-ci reste néanmoins d'une ampleur plutôt modérée en raison de la En ce qui concerne les nuisances (pollution de l'air, nuisances sonores) celles-ci sont globalement connues sur le territoire et identifiées. Des actions sont également mises en place comme la mise en place de marges de recul et la mise en place de bandes tampons paysagères le long des voies bruyantes. Néanmoins, cette préoccupation n'est pas nécessairement partagée à l'échelle de l'intercommunalité. Les mesures s'appuyant davantage uniquement sur des prescriptions techniques en matière d'isolation du bâti. En matière de qualité de l'air, des actions sont initiées localement : le développement du commerce de proximité, des infrastructures de service, des modes de déplacement doux et des transports en commun. ➔ L'arrivée sur le territoire d'une nouvelle population va conduire à augmenter les besoins de déplacements. Bien que des alternatives à la voiture se développent permettant une réduction de l'usage de la voiture mais celle-ci reste le moyen de transport le plus employé. Par ailleurs, les modes de transport actifs restent peu développés sur le territoire. ➔ Les différentes initiatives prises en faveur de la qualité de l'air dans le PCAET de RLV ne font pas l'objet d'une traduction dans les documents d'urbanisme du faire de leur antériorité.
EVOLUTION AVEC PLUI	Dans le cadre du PLUi, un travail a été mené afin d'assurer l'adéquation entre développement de l'urbanisation et résilience du territoire. Ainsi, l'ensemble du travail réglementaire s'est fait avec une attention portée vis-à-vis du risque inondation (débordement de cours d'eau). Les principes suivants étant notamment fléchés afin d'orienter les décisions : - Limiter au maximum la constructibilité des parcelles situées en zones inondables (PPRNPI, études hydrauliques) en déclassant des parcelles AU ou U et en évitant l'ouverture de foncier en zone inondable ; - Mettre en œuvre des dispositifs visant à limiter l'impact sur l'existant ou sur les futures constructions des risques naturels en permettant notamment l'évolution du bâti en zone inondable dans une perspective d'amélioration de la sécurité des habitants, intégration de mesures relatives aux principes géotechniques adaptés (retrait gonflement des argiles) Par ailleurs, au-delà de la contrainte réglementaire, le PLUi de RLV à cherche à adresses des réponses qui relèvent d'une logique plus globale de fonctionnement sur le territoire. Les mesures décrites ci-dessous ont ainsi vocation à garantir un cadre de vie préservé, salubre aux habitants du territoire : - La mise en place d'un retrait d'urbanisation de 10m autour des cours d'eau, la préservation des zones humides et des zones d'expansion des crues > préservation des capacités d'écrêtement des crues du territoire, ce qui permet de limiter l'ampleur des crues sur le territoire ; - Limitation de l'imperméabilisation des sols dans les secteurs urbanisés, préservation des haies, maintien de la pleine terre et des espaces naturels et agricoles > amélioration de la gestion des eaux pluviales en tendant vers une infiltration au plus proche de la chute, ce qui permet de réduire les phénomènes de ruissellement ; - Développement des modes doux et des transports en commun, favorisation de l'intermodalité > amélioration de la qualité de l'air et réduction des nuisances sonores liées au trafic automobile. - Intégration renforcée des éléments relatifs à la gestion des risques dans le PLUi via les OAP thématiques et notamment l'OAP Changement Climatique qui met en avant le besoin de renforcer la résilience du territoire en proposant des bonnes pratiques à mettre en œuvre dans le cadre des projets sur le territoire :

	o Eléments relatifs à l'implantation des bâtiments dans les secteurs soumis à des coulées de boues, risques d'éboulement en s'appuyant sur le principe d'évitement puis de résistance à l'aléa

Adaptation au changement climatique : limitation des émissions de GES et gestion des ressources (énergie, eau) :

Le territoire de Riom Limagne et Volcans est dépendant aux énergies fossiles, que ce soit pour le transport, le résidentiel ou l'agriculture. Cette dépendance énergétique engendre des externalités négatives pour le territoire : émissions de GES importantes, facture énergétique élevée pour les ménages, vulnérabilité face au dérèglement climatique. Le territoire dispose néanmoins d'une capacité de production en énergie renouvelable diversifiée, qui est aujourd'hui encore peu exploitée (environ 30% du gisement est exploité).

Les habitants de RLV effectuent plus de déplacements (4,5/jour) que ceux du pôle Clermontois. La voiture est prédominante en raison de l'étendue du territoire, le desserrement entre les lieux de vie et lieux d'emplois et la présence de nombreux ménages de grande taille (déplacements accompagnants) et la voiture reste le moyen de transport le plus employé (87,7% en 2015). Les alternatives à la voiture (covoiturage, réseau de transport en commun) sont en cours de structuration et le maillage actif (vélo, marche) est peu développé.

En matière de ressource hydrique, le territoire de RLV est concerné par une ressource riche et qualitative (notamment au sein de l'impluvium de Volvic) mais celle-ci est menacée par une pollution des eaux, et fait l'objet d'une vulnérabilité aux nitrates. En sus, entre 2008 et 2017, la tendance globale est à la hausse des prélèvements (10,6%) notamment en lien avec les activités agricoles (irrigation).

Par ailleurs, en matière d'assainissement, si la plupart des infrastructures sont conformes, il existe localement des problématiques de surcharge, de certaines STEP du territoire.

SITUATION ACTUELLE	Le territoire de RLV, concerné par des PLU et PLUi plus ou moins anciens fait l'objet d'une prise en compte plus ou moins fine des enjeux liés à l'adaptation au changement climatique. Si certains sujets comme la mobilité douce ou le développement des transports en commun sont déjà intégrés dans les objectifs de PADD ils ne font pas forcément l'objet de traduction dans les documents réglementaires afin de faciliter leur mise en œuvre (espaces réservés etc…). Ainsi, l'arrivée de nouvelles populations, prévue en grande partie en extension, en dehors des pôles de vie va contribuer à renforcer les émissions de GES liées aux modes de déplacements. En ce qui concerne le travail sur la performance énergétique des bâtiments, celui-ci est essentiellement mené aujourd'hui à travers la réglementation thermique en vigueur (RT2012 puis RT2020) et n'encourage pas forcément à la conception bioclimatique aux différentes échelles (ville, quartier, bâti). De la même manière, la nécessité de développer les énergies renouvelables est identifiée dans certains documents (PLUi Limagne d'Ennezat, PLU Riom) avec des possibilités offertes pour le développement des énergies renouvelables et une volonté d'assurer leur montée en puissance. Néanmoins, les solutions mises en avant explorent peu les possibilités offertes par le déploiement des réseaux de chaleur urbain, la mise en œuvre de solutions variées (récupération de chaleur, aérothermie...). Ces thématiques, et notamment les actions portées par le PCAET en matière de développement des énergies renouvelables, sobriété énergétique du territoire ne sont pas traduites de manière opérationnelle puisque les documents sont antérieurs à la réalisation du plan. Aussi, la mise en œuvre de celui-ci et des actions identifiées pour atteindre la réduction de 32% des émissions de GES d'ici 2030 ne sont pas forcément réalisables au regard des dispositions des documents d'urbanisme existants. En matière de gestion de l'eau, le territoire dispose déjà d'une conscience accrue de la valeur de cette ressource (notamment au regard de l'activité économique que celle-ci sous-tend). Toutefois, la protection (qualitative et quantitative) de cette ressource s'appuie principalement sur des éléments externes au PLUi (périmètre de protection des captages).

	L'arrivée de nouvelles populations, en l'absence de mesure renforcée vis-à-vis de l'imperméabilisation des sols et d'actions visant l'adaptation du réseau d'assainissement va venir engendrer une pression supplémentaire sur la ressource en eau : renforcement de la pollution des eaux superficielles, surcharge des stations d'épuration, augmentation des consommations liées à l'eau potable. En ce qui concerne la gestion de l'eau dans le contexte agricole, notamment dans la plaine de la Limagne, des actions sont prévues dans le PLUi (protection des linéaires de haies – préservation de l'existant, renforcement du linéaire). En revanche, il n'est pas prévu d'accompagnement au changement des pratiques qui permettrait de venir réduire la pression exercée par les activités agricoles sur la ressource en eau. La préservation des zones humides est par ailleurs identifiée dans le cadre des différents PLU. Néanmoins, l'urbanisation du territoire telle que planifiée engendre un accroissement significatif des surfaces imperméabilisées ce qui est susceptible d'impacter le maintien et la bonne fonctionnalité de ces espaces.
EVOLUTION AVEC PLUI	Dans le cadre du PLUi, il a été fait le choix d'encourager à la sobriété sur le territoire en s'appuyant sur : - Un développement urbain plus modéré, qui favorise le renouvellement urbain et la densification des espaces existants tout en limitant les capacités d'extension dans les secteurs péri-urbains > ces choix permettent de limiter la consommation de foncier mais également de limiter les besoins énergétiques et les émissions liées à la construction de nouvelles infrastructures etc.. - Une prise en compte des besoins de mutualisation et de diversité des fonctions du milieu urbain > en lien avec la réduction de l'extension des espaces urbanisés la mise en œuvre de ces principes permet d'engager une transition vis-à-vis des besoins de déplacements de la population, en retrouvant de la proximité entre les espaces d'habitat / de travail / commerce les distances à parcourir sont réduites ce qui facilite le recours aux mobilités décarbonées. Par ailleurs, la résilience du territoire vis-à-vis du dérèglement climatique s'appuie aussi bien sur des principes édictés dans les OAP, et plus spécifiquement l'OAP Changement Climatique, que dans le règlement. Sont notamment fléchés : - La réduction des besoins énergétiques est fléchée : o Prise en compte des principes bioclimatiques dans les aménagements et constructions sur le territoire (prise en compte des potentialités climatiques de sites, prise en compte des surchauffes estivales, réhabilitations et isolation du bâti, limitation du recours au refroidissement actif…) o Développement des mobilités douces (espaces réservés pour la création de pistes cyclables, aires de covoiturages) et décarbonées (électrification du parc..) ainsi que de l'intermodalité et de l'accessibilité aux gares (densification des secteurs à proximité des gares) - Le développement des énergies renouvelables, sous toutes ses formes, est encouragée (en adéquation avec les besoins de préservation du milieu naturel et paysager) o L'OAP Changement climatique cible diverses sources d'énergies mobilisables ; o Le règlement graphique prévoit des zones dédiées à la production d'énergies renouvelables (NR) notamment dans les secteurs de carrières ou de friches afin d'assurer le foncier disponible au déploiement de ces sources d'énergie o Le règlement autorise (sous condition) dans l'ensemble des zones la mise en place de systèmes de production d'énergie renouvelable individuels - La gestion de l'eau fait l'objet d'un traitement et d'une prise en compte dans la perspective de la conservation du bon état qualitatif et quantitatif de celle-ci : o Le règlement graphique a été conçu de manière à assurer que les périmètres de protection et de captage soient autant que possible concernés par des zones A ou N (hors zones urbaines préexistantes) o Des espaces sont réservés afin de permettre l'évolution des capacités de traitement des eaux usées sur le territoire. o Les pratiques visant à assurer un cycle de l'eau le plus naturel possible sont encouragées (désimperméabilisation des sols, principes agroécologiques, maintien des haies, ripisylves, zones humides etc…)

	→ Le projet porté sur le territoire de la Communauté d'Agglomération permet d'améliorer la prise en compte à l'échelle du territoire des besoins de réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES et de l'adaptation au changement climatique.

3.4 Incidences notables prévisibles et mesures envisagées

L'analyse des incidences notables se base sur le diagnostic de l'Etat initial de l'environnement (EIE), complété par une analyse plus fine sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan (voir partie « Zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan »). Elle s'attache aux enjeux environnementaux majeurs et permet d'anticiper les incidences les plus importantes.

Zoom sur les principales incidences notables écartées

3.4.1.1 Des secteurs constructibles écartés ou réduits

Le diagnostic et l'analyse de l'état initial de l'environnement ont permis d'ajuster les secteurs de développement potentiel aux besoins en foncier pour le développement et à la prise en compte des enjeux environnementaux.

Des secteurs ont ainsi été évités dans un premier temps par ré-interrogation des secteurs d'extension inscrits dans les anciens documents d'urbanisation infra-communautaires au regard des enjeux environnementaux mis en lumière lors de l'analyse de l'état initial de l'environnement :

LOCALISATION	ZONAGE ENVISAGE	SUPERFICIE	ZONAGE FINAL	INTERET ECOLOGIQUE
Chemin de la Garenne à Chappes	AU	22 030m²	A	Cette zone présente un enjeu faible.
Croix des Roberts à Châtel-Guyon	AUi	21 567m²	Ap	Cette zone présente un enjeu faible.
Route des Carmes à Ménétrol	AUG	10 217m²	Np et Ac	Cette zone présente un enjeu faible.
Rue des Gardelles au nord de l'EBC à Mozac	AU	2 058m²	N	Cette zone présente un enjeu environnemental modéré en raison de la présence d'une zone humide partiellement remblayée
Rue Jean Zay au sud de l'EBC à Mozac	AU	5 741m²	N	Cette zone présente un enjeu environnemental modéré en raison de la présence d'une zone humide partiellement remblayée
Proche de l'A71 à Riom	2AU	90 490m²	Ap	Cette zone présente un enjeu environnemental faible mais un enjeu agricole très fort.
Rue des Roudadoux à Saint Bonnet près Riom	AU	66 447m²	Uj (zone à caractère naturel et paysagé de qualité, pour laquelle la constructibilité est très limitée)	Cette zone présente un enjeu environnemental faible à modéré en raison de la présence de passereaux et de reptiles, de gros arbres de vergers et d'une friche calcicole
Rue des Littes à Volvic	AU	14 947m²	Np	Cette zone présente une enjeu environnemental fort en raison de la présence d'un habitat d'intérêt communautaire en bon état

Saint Genest L'Enfant à Malauzat	U	8 727 m²	Ap	Cette zone présente un enjeu faible à modéré en raison de la présence d'un verger et d'une prairie naturelle.
Châtel-Guyon	2AUR	7 610m²	Ap	Ces secteurs ont été modifiés afin d'intégrer les remarques des PPA ou afin de renforcer l'intégration de l'environnement dans le projet de PLUi.
Chavaroux	1AUg	1 837m²	Ap	
Entraigues	2AUR	12 478m²	Np	
Entraigues	2AUR	2 785m²	Np	
Le Cheix	2AUR	21 788m²	Ap	
Mozac	2AUA	46 059m²	Acl	
Saint-Bonnet-Près-Riom	1AUE	11 334m²	Ap	
Saint-Ignat	1AUE	1 300m²	Ap	
Volvic	2AUR	15 653m²	Nl	

➔ Ce qui correspond à la fermeture (ou constructibilité très limitée dans le cadre de la zone Uj) de près de 36,1 ha de zones ouvertes à l'urbanisation à plus ou moins long terme.

Enfin d'autres secteurs à enjeux ont fait l'objet d'une réduction de zone constructible afin de ne pas créer des risques d'incidences notables. :

LOCALISATION	ZONAGE FINAL	% REDUCTION DE LA ZONE CONSTRUCTIBLE	INTERET ECOLOGIQUE
Cellule centre à Chambaron-sur-Morge	AU	10% (1 612m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Chemin de Béchet à Châtel-Guyon,	AU	24% (5235m²)	Cette réduction a été faite en réponse à une proposition de l'écologue de limiter l'urbanisation au sud du secteur afin de ne pas impacter le corridor.
Chemin de la Sauzède à Châtel-Guyon	2AU	53% (6 803m²)	Cette zone constitue un point de rétrécissement d'un corridor écologique important, d'où la nécessité de le préserver de l'urbanisation. Cette réduction a été faite en réponse à une proposition de l'écologue.
Bionet Croix des Roberts à Châtel-Guyon	AUA	16% (10 068m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Allée des Palles à Châtel-Guyon,	AU	26% (6 489m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Rue du Soleil Levant à Ennezat	AU	26% (7 856m²)	Cette zone présente un enjeu environnemental faible à modéré en raison de la présence d'une prairie
La zone d'activités Route de Riom à Ennezat	AUAa	70% (42 323m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Avenue de la Libération à Enval	AU	33% (7 749m²)	Cette zone présente un enjeu environnemental fort en raison de la présence d'une zone humide, de son inscription dans la trame bleue, de la présence d'une prairie naturelle et d'un boisement. Ce secteur a fait l'objet, dans le cadre du PLUi, d'une étude zone humide plus poussée.
Rue Pierre Boulanger aux Martres d'Artières	2AU	80% (20 226m²)	Cette zone présente un enjeu faible en matière environnementale mais modéré en matière agricole.
Rue des pêchers sud / Grand Saint Paul Nord à Mozac	AU	8% (3 823m²)	Cette zone présente un enjeu environnemental faible à modéré en raison de la présence de vieux vergers
Portaberaud à Mozac	AU	42% (8 369m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Argentière à Riom	AU	22% (4 724m²)	Cette zone présente un enjeu environnemental modéré à fort en raison de la présence d'une zone humide dans la partie basse
Riom Sud ZAE à Riom	AUE	68% (24 249m²)	Cette zone présente un enjeu modéré à fort en raison de la présence d'un habitat d'intérêt communautaire, d'une zone humide et d'une prairie
Rue du Moulin d'eau à Riom	2AU	57% (18 552m²)	Cette zone présente un enjeu fort en raison de la présence d'une zone humide (nappe d'eau observée à 30cm), d'une prairie naturelle et d'une entité bocagère homogène et la présence d'oiseaux, de chiroptères, de lézards vert
Biopôle à Saint-Beauzire	AUAb	42% (43 228m²)	Cette zone présente un enjeu fort avec un habitat de grande valeur patrimoniale avec une incidence potentielle sur un site Natura 2000.
Saint-Hélène / Chez Legay à Saint-Beauzire	AU	59% (10 355m²)	Cette zone présente un enjeu faible à modéré en raison des secteurs de vergers avec de gros arbres.
Rue de la Malherbe à Saint-Beauzire	2AU	24% (4 508m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Rue du stade à Saint-Beauzire	AUE	77% (38 538m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Champeyroux à Saint-Ignat	AU	34% (6 263m²)	Cette zone présente un enjeu faible.

Chemin du château d'eau à Saint-Ours-les-Roches	2AU	19% (2 521m²)	Cette zone présente un enjeu modéré en raison d'une prairie naturelle.
Le Roudet à Sayat	AU	7% (664m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Chemin de l'Andenouze à Varennes-sur-Morge	AU	22% (1 181m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Route de Maringues à Varennes-sur-Morge	AU	58% (1 319m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Nord D986 à Volvic	2AU	66% (30 484m²)	Cette zone présente un enjeu modéré en raison de son insertion dans la trame verte, de la qualité des boisements et de la présence d'oiseaux, coléoptères, écureuils.
Rue de la Roche Michel (Sud) à Volvic	2AU	55% (17 681m²)	Cette zone présente un enjeu fort en raison de son insertion dans la trame thermophile, de sa situation de corridor et la présence d'espèces déterminantes d'habitat d'intérêt communautaire.
Site LEP / Cessard	AUE	17% (16 842m²)	Cette zone présente un enjeu faible.
Châtel-Guyon CHAT_12	AU	4% (2 307m²)	Ces secteurs ont été modifiés afin d'intégrer les remarques des PPA ou afin de renforcer l'intégration de l'environnement dans le projet de PLUi. Il s'agit de reclassement en N ou en A pour l'ensemble de ces secteurs.
Enval ENV_2	AUE	57% (37 267m²)	
Martres-sur-Morge MARM_1	2AUR	5% (310m²)	
Ménétrol	1AURg	64,5% (5 730m²)	
Mozac	2AUR	42% (16 962m²)	
Saint-Ignat STI_2	AU	12% (760m²)	
Saint Ours STO_2	AU	55% (3 367m²)	
Sayat SAY_2	AU	42% (11 769m²)	
Volvic VOL_12	2AUA	5% (805m²)	

3.4.1.2 Des projets encadrés ou déplacés pour en limiter les incidences prévisibles

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ont par ailleurs permis d'intégrer les enjeux environnementaux présents dans les secteurs d'extension à travers :

- Des orientations générales s'appliquant à l'ensemble des secteurs d'extension à court et long termes donnant des principes d'aménagement afin de limiter les incidences prévisibles pour chaque secteur classe en AU ;
- Un encadrement de la gestion des eaux pluviales pour limiter l'exposition aux inondations et préserver la qualité et quantité de la ressource en eau
- Une préservation in situ, ou reconstituée, des éléments naturels intéressants du point de vue écologique, paysager ou du cadre de vie.

A noter que l'ensemble des zones ouvertes à l'urbanisation font l'objet d'OAP sectorielles. Celles-ci ont fait l'objet d'une analyse visant à assurer que les mesures mises en place garantissaient la prise en compte des enjeux environnementaux

Analyse globale synthétique par thématique environnementale

Cette partie vise à synthétiser l'ensemble des incidences mises en évidence dans les parties précédentes en les regroupant de manière transversale par grands thèmes environnementaux sous forme de tableau.

Les thèmes analysés sont les suivants :

- **Caractéristiques paysagères :** socle physique spécifique et ressources associées
- **Cadre de vie :** Paysage, Patrimoine, Accès à la nature, Déplacements, Offre de proximité, tourisme
- **Milieux naturels – biodiversité et fonctionnement écologique** : Habitat et espèces remarquables, Protection des espaces en réseaux cohérents, gestion des espaces agricoles et naturels
- **Ressources** : Usages du sol, Qualité des sols
- **Ressources** : Hydrogéologie, Gestion de l'eau, Qualité de l'eau, Risques naturels
- **Energies** : Consommation / Emission, Production
- **Risques, Pollutions et nuisances** : Risques technologiques, Qualité de l'air, Nuisances liées au bruit, déchets

Cette synthèse présente ainsi la traduction du projet de PLUi dans le PADD, au regard des enjeux environnementaux issus de l'état initial de l'environnement. Elle met en perspective les incidences notables, positives et négatives, prévisibles du plan (directes et indirectes) sur l'environnement et les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. Elle identifie les « mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLUi sur l'environnement » intégrées, pour la plupart, aux documents prescriptifs du PLUi (zonage, règlement et OAP). De ce fait, sont répertoriées l'ensemble des mesures prises en réponse aux incidences négatives notables prévisibles.

<table>
<tr><td colspan="3">Caractéristiques paysagères : socle physique spécifique et ressources associées</td></tr>
<tr><td colspan="2">Enjeu environnemental :
• Inscrire le territoire sur son socle physique
• tirer parti des ressources tout en les préservant et en mettant en valeur le paysage et le patrimoine associé</td><td>Enjeux pour le PLUi de Riom Limagne et Volcans :
• Mise en valeur de la diversité paysagère du territoire
• Gestion de l’urbanisation de manière à préserver le paysage
• Valorisation du patrimoine constitutif de l’identité du territoire</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td>1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L’IMAGE DU TERRITOIRE
> Préserver les structures paysagères emblématiques du territoire
> Garantir la lisibilité du site inscrit UNESCO par une mise en valeur de la figure des Puys et de la faille dans le paysage
> Développer les moyens de découverte des paysages
> Valoriser les sites
1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S’APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L’ARMATURE TERRITORIALE
> Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurants et les communes périurbaines
1.2 CONFORTER ET DIVERSIFIER LES FILIERES ECONOMIQUES D’EXCELLENCE
> Assurer le maintien et le développement des filières agricoles :
> Soutenir les commerces de proximité, restructurer les zones commerciales
1.3 VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC
> Valoriser les composantes naturelles et paysagères du territoire par le tourisme de nature
> Regrouper l’offre touristique liée à l’eau
> Renforcer l’offre liée au patrimoine et à la culture
> Valoriser les sites emblématiques
1.4 POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRESERVEE
> Garantir la préservation des caractéristiques propres aux trois régions naturelles du territoire
> Maintenir la qualité des écosystèmes dans les espaces préservées
> Identifier, préserver et restaurer les zones humides
> Préserver ou restaurer le maillage de continuités, à toutes les échelles, de jour comme de nuit</td><td>2.0 ACCOMPAGNER L’INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES
> Intégrer le socle géographique et paysager aux futurs projets pour mesurer leurs impacts
> Trouver un juste équilibre entre végétalisation des espaces bâtis et densification
> Requalifier les paysages dégradés
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D’ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L’ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Optimiser et recycler le foncier économique existant
> Améliorer la qualité globale des zones d’activités
> Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales
> Maîtriser la création de nouvelles surfaces d’activités en périphérie
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Favoriser les opérations exemplaires en matière de forme urbaine
> Concevoir une qualité urbaine et architecturale adaptée aux modes de vie des habitants
3.0 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PAYSAGES
> Révéler la présence de l’eau dans l’aménagement du territoire
> Préserver la biodiversité ordinaire en maillant les corridors écologiques du territoire
> Accompagner les évolutions des pratiques agricoles liées au réchauffement climatique
3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Engager la transition vers un urbanisme circulaire :
3.2 TENDRE VERS LA SOBRIETE ET L’EFFICACITE ENERGETIQUE
> Promouvoir le développement de la production d’énergie renouvelable et locale
3.4 AMELIORER LA RESILIENCE DU TERRITOIRE FACE AUX RISQUES ET NUISANCES
> Préserver la qualité du cadre de vie par la limitation des pollutions et des nuisances</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
• L’étalement urbain est réduit par rapport à la période précédant le PLUi avec un développement urbain qui se traduit principalement par la reconversion de friches urbaines l’urbanisation des dents creuses, la rénovation du bâti ancien, et la résorption de la vacance.
• Le socle géographique et paysager est pris en compte pour définir les modalités d’urbanisation.
• Le patrimoine paysager et historique est mis en valeur à travers la préservation des vues
• La consommation des terrains agricoles est contenue et ciblée dans les dents creuses
• Les pratiques agricoles qui permettent le maintien des paysages sont soutenues
• La préservation des milieux humides, des haies, fossés met en avant l’importance de leur rôle dans l’ensemble paysager</td><td>NEGATIVES :
• Le développement de l’attractivité résidentielle, économique et touristique induit une consommation foncière
• Le développement du territoire est susceptible, malgré les précautions prises, de conduire à une dégradation globale de la qualité paysagère du territoire</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Nombre de vues créées ou préservées
> Surface artificialisée sur l’intercommunalité et type d’espace consommé (ha urbanisés/typologie)
> Part de SAU sur superficie agricole par commune</td><td>> Sites inscrits et classés à l’inventaire des sites
> Nombre de propriétés protégées au titre des SPR
> Nombre d’éléments ou ensemble du patrimoine bâti requalifiés et/ou valorisés</td></tr>
</table>

Mesures prises par le PLUi pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives	
Mesures prises dans les OAP	**OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :** **EVITER :** L'OAP permet d'identifier et spatialiser les secteurs et points de vue à préserver et/ou retrouver ce qui permet de conserver la qualité paysagère du territoire. **REDUIRE :** L'OAP définit les principes d'intégration du bâti à respecter selon l'unité paysagère, afin de conserver les caractéristiques de chaque entité. Elle préconise également la palette végétale et les principes de traitement des franges et des espaces urbains afin de garantir leur insertion paysagère.
	OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » : **EVITER** L'OAP promeut la préservation des espaces naturels et des continuités écologiques, ce qui contribue à la réduction de l'étalement urbain et au maintien de la qualité paysagère.
	OAP THEMATIQUE « ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES » : **EVITER** L'OAP met l'accent sur l'insertion paysagère et environnementale du projet en imposant notamment de : mettre en valeur la qualité du site (traitement paysager favorisant l'intégration de la construction pour l'ensemble des espaces libres) / souligner la ligne d'horizon et les points de vue (démontrer la manière dont il s'appuie sur les masses boisées et la manière dont il s'intègre dans son environnement sans porter atteinte au paysage et en limitant l'impact dans le lointain) / prendre en compte les interfaces (démontrer la qualité de son agrafe paysagère avec l'existant et maintenir une continuité avec les paysagements futurs.) **REDUIRE** : L'OAP permet de repenser la consommation foncière en imposant notamment une limitation de l'imperméabilisation des sols (maintien d'un maximum de sol de pleine terre, minimisation des surfaces imperméabilisées et revêtues) La perception du bâti depuis l'espace public devra être travaillée de manière à proposer une qualité dans sa composition globale de manière à limiter l'impact visuel. Par ailleurs, le traitement de la pollution visuelle, liée notamment à la signalétique, à la colorimétrie du bâti etc… doit être envisagé. - Traitement qualitatif de l'entrée de ville et de la ripisylve pour la zone d'activité à Lussat - Création d'un espace vert paysagé permettant le maintien d'une trame végétale pour le site du Peiroux à Mozac - Maintien et préservation de la ripisylve, traitement de l'axe de la D224 et requalification de l'entrée de ville pour la zone d'activités de la route de Riom à Ennezat.
	OAP THEMATIQUE « CENTRALITE » **EVITER** L'OAP promeut le renouvellement, la reconversion des équipements / locaux commerciaux ce qui permet de limiter l'étalement urbain. **REDUIRE** : L'OAP permet de repenser l'espace public en offrant des espaces de « respiration ». Elle encourage également la valorisation du patrimoine architectural et paysager (mise en valeur des éléments remarquable, maintien des vues vers le patrimoine) et de la trame verte et bleue (Création d'espaces verts, mise en valeur d'espaces verts existants).
	OAP SECTORIELLES : **EVITER** La préservation des arbres, des haies et un traitement adapté est imposé à l'ensemble des OAP de manière à intégrer au mieux l'opération dans le secteur. Les points de vue sont repérés et identifiés, de manière à ce que ceux-ci soient conservés au cours des aménagements futurs. **REDUIRE :** Les OAP sectorielles définissent la densité attendue sur les sites de projet ce qui permet d'offrir une densification adaptée : qui limite l'étalement urbain et qui maintient des espaces de respiration.

<table>
<tr>
<td>Mesures prises dans le plan de zonage</td>
<td>
Les éléments de paysages sont protégés au titre des articles L151.23 et L151.19.
Les différentes déclinaisons du zonage urbain permettent de préserver les caractéristiques paysagères du territoire :
- La zone UJ représente les secteurs du territoire à caractère naturel et paysagé de qualité, qu'il convient de conserver et qui peuvent accueillir des aménagements de valorisation et des équipements ne remettant pas en cause le caractère de la zone et préserve ainsi les sites de l'urbanisation.
- La zone UP correspond aux espaces urbains spécifiques aux éléments de patrimoine identifiés (Château, maison de maître, etc.) et permet ainsi la préservation de ces éléments de patrimoine.
De la même manière, les zonages N et A permettent de préserver les éléments paysagers d'importance pour le territoire.
- La zone N correspond aux espaces naturels du territoire, dont la constructibilité est réduite afin de protéger ce type d'espace, d'en préserver la qualité environnementale et paysagère et permettre son entretien.
- La zone Acl correspond aux espaces à dominante agricole pouvant accueillir du développement mais couvrant notamment les secteurs de coteaux, fortement sensible d'un point de vue paysager ou environnemental. La construction y est donc plus limitée afin de ne pas dégrader la qualité paysagère, ce qui permet également de limiter la pression liée à l'urbanisation dans les secteurs agricoles.
- La zone Ap correspond aux zones agricoles à préserver, sur lesquelles le développement n'est pas souhaité ce qui permet de réduire la pression sur le milieu agricole en les préservant du développement et de l'urbanisation notamment.
- La zone Acp correspond aux fermes de caractère, châteaux et autres bâtiments de caractère pour lesquels la conservation des qualités architecturales des bâtiments et d'insertion dans le paysage doivent être l'objectif.
D'une manière globale, le zonage Ac et le zonage Ap représente 24 052 ha, avec près de 21 455ha classés en Ap et donc particulièrement préservé de l'artificialisation. Le zonage N représente quant à lui 11 962 ha, garantissant ainsi la préservation des espaces naturels. Au total, le zonage A et le zonage N recouvrent environ 89% du territoire, garantissant ainsi la préservation des sols et du paysage.

Par ailleurs, des emplacements réservés permettent de réaliser un travail paysager qualitatif sur les entrées de bourg : Chambaron sur Morge (ER 4, 5, 7, 13 et 17) ; Enval (ER 2,5) ; Marsat (ER 5) ; etc.
Mais également au sein des bourgs, avec des emplacements réservés pour la réalisation d'aménagements paysagers : Châtel-Guyon (ER 2) ; Martes-sur-Morge (ER 10) ; Ménétrol (ER7).
</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures prises dans le règlement</td>
<td>
Article 4 (Règlement zone U) :
Implantation par rapport à l'alignement

Article 5 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Patrimoine bâti :
- « Tous les travaux effectués sur des éléments de patrimoine bâti à préserver repérés (cf. liste des éléments de patrimoine annexés) devront permettre la préservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'origine du bâtiment. »

Article 6 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Qualité des espaces libres :
- « Les espaces libres qui marquent le recul des constructions par rapport aux limites de la parcelle doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. »
- « En cas d'activités susceptibles d'entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est imposé que les marges d'isolement par rapport aux limites séparatives soient plantées d'arbres formant un écran visuel. Si pour des raisons techniques, le filtre végétal n'est pas réalisable, un filtre qualitatif sera mis en place. »
Espaces de pleine terre :
- « Les espaces libres doivent être laissés en plein terre suivant les proportions suivantes :
<table>
<tr><th>Emprise au sol</th><th>Part des espaces libres devant être conservée en pleine terre</th></tr>
<tr><td>Jusqu'à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr>
<tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr>
<tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr>
<tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr>
<tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr>
</table>
Article 9 (Règlement zone U, N, A, AU)
Electricité et télécommunication
- « Pour toute construction nouvelle, les réseaux de distribution d'énergie (électricité, gaz), de télécommunication (téléphone, câble) doivent être conçus en souterrain. »
- « En cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante, comme pour toute construction nouvelle, les antennes et les paraboles doivent être localisées de façon à être le moins visible possible depuis l'espace public. »
</td>
</tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="3">Cadre de vie : Paysage, Patrimoine, Accès à la nature, Déplacements, Offre de proximité, tourisme</td></tr>
<tr><td colspan="2">Enjeu environnemental :
Préserver le cadre de vie et éviter la banalisation des paysages
Valoriser le potentiel touristique.</td><td>Enjeu pour le PLUi de Riom Limagne et Volcans :
Valorisation et préservation des espaces naturels, agricoles et patrimoniaux du territoire
Amélioration de la lisibilité et de l’accessibilité du territoire (résidents et touristes)
Maintien et amélioration de la qualité de vie sur le territoire (transports, offre de proximité)</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td>1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L’IMAGE DU TERRITOIRE
> Préserver les structures paysagères emblématiques du territoire
> Garantir la lisibilité du site inscrit UNESCO par une mise en valeur de la figure des Puys et de la faille dans le paysage
> Développer les moyens de découverte des paysages
> Valoriser les sites
1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S’APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L’ARMATURE TERRITORIALE
> Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurant et les communes périurbaines
1.3 VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC
> Valoriser les composantes naturelles et paysagères du territoire par le tourisme de nature
> Regrouper l’offre touristique liée à l’eau
> Renforcer l’offre liée au patrimoine et à la culture
> Valoriser les sites emblématiques
> Compléter l’offre d’infrastructures touristiques
2.0 ACCOMPAGNER L'INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES
> Intégrer le socle géographique et paysager aux futurs projets pour mesurer leurs impacts
> Trouver un juste équilibre entre végétalisation des espaces bâtis et densification
> Travailler la création de franges urbaines multifonctionnelles délimitant l’urbanisation
> Requalifier les paysages dégradés
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D’ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L’ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Améliorer la qualité globale des zones d’activités</td><td>2.3 REINVESTIR LES CENTRALITES DANS UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTIFONCTIONNELLE
> Poursuivre la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville pour le centre ancien de Riom
> Mettre en place une opération de revitalisation du territoire
> Développer une stratégie globale pour les commerces de proximité
> Mettre en place une stratégie d’équilibre dans la programmation des équipements et des services
> Assurer la mixité des usages dans les espaces publics
> Lancer une nouvelle dynamique dans les centre-bourgs
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Favoriser les opérations exemplaires en matière de forme urbaine
> Concevoir une qualité urbaine et architecturale adaptée aux modes de vie des habitants
> Favoriser la mixité fonctionnelle, notamment dans les centralités
> Renforcer la place de la nature en ville en favorisant une approche multifonctionnelle
3.0 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PAYSAGES
> Révéler la présence de l’eau dans l’aménagement du territoire
> Préserver la biodiversité ordinaire en maillant les corridors écologiques du territoire
3.1 INVESTIR DANS LES MOBILITES DE DEMAIN
> Maintenir la bonne accessibilité au grand territoire
> Soutenir le transport ferré
> Repenser l’usage de la voiture individuelle.
> Poursuivre le développement de l’offre de transports en commun.
> Encourager les modes doux de déplacement.
3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Soutenir le développement des circuits courts alimentaires
3.3 TENDRE VERS LA SOBRIETE ET L’EFFICACITE ENERGETIQUE
> Promouvoir le développement de la production d’énergie renouvelable et locale</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
L’utilisation du paysage comme fil rouge dans la démarche d’élaboration du PLUi permet une bonne prise en compte de cette thématique dans l’ensemble du document et notamment dans le PADD à travers les orientations paysage mais aussi une grande partie des orientations spécifiques.
Préservation et mise en valeur du site UNESCO
Développement des moyens de découverte du paysage et notamment à travers les modes doux par la prolongation de la coulée verte de l’Ambène lui permettant de connecter les 4 unités paysagères du territoire.
La préservation et valorisation du patrimoine architectural, emblématique et vernaculaire, le développement du tourisme,
La diversité des typologies d’accueil et la mutabilité du bâti agricole sont envisagées afin de promouvoir un tourisme respectueux de l’environnement et des espaces naturels
Le paysage naturel est préservé, renforcé et valorisé (réseau hydrologique, boisements, pelouses, prairies…).
Les espaces agricoles, composants essentiels du paysage dans leur diversité sont préservés, valorisés, renforcés.
La qualité paysagère des centre-bourgs est améliorée par le biais d’une requalification des espaces publics,
Développement du maillage de circulation douce pour permettre la découverte de ces paysages</td><td>NEGATIVES :
Pression sur le patrimoine paysager et bâti due à la densification urbaine et intensification des usages touristiques
Le développement des énergies renouvelables peut conduire à une dégradation des qualités paysagères du territoire
Augmentation de la population et du tourisme risque d’amener une pression sur les réseaux de télécommunications</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Surface artificialisée sur l‘intercommunalité et type d’espace consommé (ha urbanisés/typologie)
> Nombre d’éléments ou ensemble du patrimoine bâti requalifiés et/ou valorisés
> Evolution du tourisme (nombre nuitées)</td><td>> Nombre de places d’hébergement touristique créées
> Linéaires de pistes cyclables créés (km)
> Evolution du nombre de commerces de proximité</td></tr>
</table>

Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives	
Mesures prises dans les OAP	**OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :** **EVITER :** L'OAP permet d'identifier et spatialiser les secteurs et points de vue à préserver et/ou retrouver ce qui permet de conserver la qualité paysagère du territoire. **REDUIRE :** L'OAP définit les principes d'intégration du bâti à respecter selon l'unité paysagère, afin de conserver les caractéristiques de chaque entité. Elle préconise également la palette végétale et les principes de traitement des franges et des espaces urbains afin de garantir leur insertion paysagère.
	OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » : **EVITER** L'OAP promeut la préservation des espaces naturels et des continuités écologiques, ce qui contribue à la réduction de l'étalement urbain et au maintien de la qualité paysagère.
	OAP THEMATIQUE « ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES » : **EVITER** L'OAP met l'accent sur l'insertion paysagère et environnementale du projet en imposant notamment de : mettre en valeur la qualité du site (traitement paysager favorisant l'intégration de la construction pour l'ensemble des espaces libres) / souligner la ligne d'horizon et les points de vue (démontrer la manière dont il s'appuie sur les masses boisées et la manière dont il s'intègre dans son environnement sans porter atteinte au paysage et en limitant l'impact dans le lointain) / prendre en compte les interfaces (démontrer la qualité de son agrafe paysagère avec l'existant et maintenir une continuité avec les paysagements futurs.) **REDUIRE** : L'OAP permet de repenser la consommation foncière en imposant notamment une limitation de l'imperméabilisation des sols (maintien d'un maximum de sol de pleine terre, minimisation des surfaces imperméabilisées et revêtues) La perception du bâti depuis l'espace public devra être travaillée de manière à proposer une qualité dans sa composition globale de manière à limiter l'impact visuel. Par ailleurs, le traitement de la pollution visuelle, liée notamment à la signalétique, à la colorimétrie du bâti etc… doit être envisagé. - Traitement qualitatif de l'entrée de ville et de la ripisylve pour la zone d'activité à Lussat - Création d'un espace vert paysagé permettant le maintien d'une trame végétale pour le site du Peiroux à Mozac - Maintien et préservation de la ripisylve, traitement de l'axe de la D224 et requalification de l'entrée de ville pour la zone d'activités de la route de Riom à Ennezat.
	OAP THEMATIQUE « CENTRALITE » **EVITER** L'OAP promeut le renouvellement, la reconversion des équipements / locaux commerciaux ce qui permet de limiter l'étalement urbain. **REDUIRE** : L'OAP permet de repenser l'espace public en offrant des espaces de « respiration ». Elle encourage également la valorisation du patrimoine architectural et paysager (mise en valeur des éléments remarquable, maintien des vues vers le patrimoine) et de la trame verte et bleue (Création d'espaces verts, mise en valeur d'espaces verts existants).
	OAP SECTORIELLES : **EVITER** La préservation des arbres, des haies et un traitement adapté est imposé à l'ensemble des OAP de manière à intégrer au mieux l'opération dans le secteur. Les points de vue paysagers sont repérés et identifiés, de manière que ceux-ci soient conservés au cours des aménagements futurs. **REDUIRE** Les OAP sectorielles permettent de définir, pour chacun des secteurs, les densités attendues afin de conjuguer la densité nécessaire pour contrer l'étalement urbain tout en rendant acceptable cette densité et en conservant le caractère plus ou moins rural des communes.

<table>
<tr>
<td>Mesures prises dans le plan de zonage</td>
<td>
Les éléments de paysages sont protégés au titre des articles L151.23 et L151.19 du code de l'urbanisme.
Les différentes déclinaisons du zonage urbain permettent de préserver les caractéristiques paysagères du territoire :
- La zone UJ représente les secteurs du territoire à caractère naturel et paysagé de qualité, qu'il convient de conserver et qui peuvent accueillir des aménagements de valorisation et des équipements ne remettant pas en cause le caractère de la zone et préserve ainsi les sites de l'urbanisation.
- La zone UP correspond aux espaces urbains spécifiques aux éléments de patrimoine identifiés (Château, maison de maître, etc.) et permet ainsi la préservation de ces éléments de patrimoine.
De la même manière, les zonages N et A permettent de préserver les éléments paysagers d'importance pour le territoire.
- La zone N correspond aux espaces naturels du territoire, dont la constructibilité est réduite afin de protéger ce type d'espace, d'en préserver la qualité environnementale et paysagère et permettre son entretien.
- La zone Acl correspond aux espaces à dominante agricole pouvant accueillir du développement mais couvrant notamment les secteurs de coteaux, fortement sensible d'un point de vue paysager ou environnemental. La construction y est donc plus limitée afin de ne pas dégrader la qualité paysagère, ce qui permet également de limiter la pression liée à l'urbanisation dans les secteurs agricoles.
- La zone Ap correspond aux zones agricoles à préserver, sur lesquelles le développement n'est pas souhaité ce qui permet de réduire la pression sur le milieu agricole en les préservant du développement et de l'urbanisation notamment.
- La zone Acp correspond aux fermes de caractère, châteaux et autres bâtiments de caractère pour lesquels la conservation des qualités architecturales des bâtiments et d'insertion dans le paysage doivent être l'objectif.
D'une manière globale, le zonage Ac et le zonage Ap représente 24 052 ha, avec près de 21 455 ha classés en Ap et donc particulièrement préservé de l'artificialisation.
Le zonage N représente quant à lui 11 962ha, garantissant ainsi la préservation des espaces naturels

Par ailleurs, le développement du tourisme est encadré et permet de mettre en avant la spécificité thermale du territoire :
- La zone UT est réservée au développement du tourisme, aucun développement a vocation d'habitat permanent n'y est souhaité
- La zone UTh correspond au secteur de développement touristique lié à l'activité thermale, elle permet la préservation et la mise en valeur du patrimoine lié à cette activité.

Par ailleurs, des emplacements réservés permettent de réaliser un travail paysager qualitatif sur les entrées de bourg Chambaron sur Morge (ER 4, 5, 7, 13 et 17) ; Enval (ER 2,5) ; Marsat (ER 5)… Mais également au sein des bourgs, Châtel-Guyon (ER 2) ; Martes-sur-Morge (ER 10) ; Ménétrol (ER7).
La création de cheminements piétonniers est envisagée, en lien avec le projet de coulée verte comme à Mozac (ER 31 et 32).
</td>
</tr>
<tr>
<td>Mesures prises dans le règlement</td>
<td>
Article 4 (Règlement zone U) :
Implantation par rapport à l'alignement : doit
Article 5 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Patrimoine bâti :
- « Tous les travaux effectués sur des éléments de patrimoine bâti à préserver repérés (cf. liste des éléments de patrimoine annexés) devront permettre la préservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'origine du bâtiment. »
Article 6 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Qualité des espaces libres :
- « Les espaces libres qui marquent le recul des constructions par rapport aux limites de la parcelle doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. »
- « En cas d'activités susceptibles d'entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est imposé que les marges d'isolement par rapport aux limites séparatives soient plantées d'arbres formant un écran visuel. Si pour des raisons techniques, le filtre végétal n'est pas réalisable, un filtre qualitatif sera mis en place. »
Espaces de pleine terre :
- « Les espaces libres doivent être laissés en plein terre suivant les proportions suivantes :

<table>
<tr><th>Emprise au sol</th><th>Part des espaces libres devant être conservée en pleine terre</th></tr>
<tr><td>Jusqu'à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr>
<tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr>
<tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr>
<tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr>
<tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr>
</table>
Article 9 (Règlement zone U, N, A, AU)
Electricité et télécommunication
- « Pour toute construction nouvelle, les réseaux de distribution d'énergie (électricité, gaz), de télécommunication (téléphone, câble) doivent être conçus en souterrain. »
- « En cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante, comme pour toute construction nouvelle, les antennes et les paraboles doivent être localisées de façon à être le moins visible possible depuis l'espace public. »
</td>
</tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="3">Milieux naturels – biodiversité et fonctionnement écologique, Habitat et espèces remarquables, Protection des espaces en réseaux cohérents, gestion des espaces agricoles et naturels</td></tr>
<tr><td colspan="2">Enjeux environnementaux :
Concilier objectifs de développement et enjeux de préservation de l’environnement
Préserver et mettre en valeur les espaces naturels (milieux humides, ripisylves, boisements, haies…) mais aussi agricoles (élevage, viticulture…), des éléments structurants (réseau hydrographique, lisières forestières, bocages et prairies) qui jouent un rôle prééminent dans le fonctionnement écologique local et régional.</td><td>Enjeu pour le PLUi de Riom Limagne et Volcans :
Maintenir et renforcer les qualités écologiques des milieux aujourd’hui préservés et regagner en qualité globale dans les espaces plus dégradés
Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td colspan="2">1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L’IMAGE DU TERRITOIRE
1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S’APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L’ARMATURE TERRITORIALE
> Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurant et les communes périurbaines
1.4 POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRESERVEE
> Garantir la préservation des caractéristiques propres aux trois régions naturelles du territoire
> Maintenir la qualité des écosystèmes dans les espaces préservés
> Identifier, préserver et restaurer les zones humides
> Préserver ou restaurer le maillage de continuités, à toutes les échelles, de jour comme de nuit
2.0 ACCOMPAGNER L'INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES
> Intégrer le socle géographique et paysager pour mesurer leurs impacts
> Trouver un juste équilibre entre végétalisation des espaces bâtis et densification
> Travailler la création de franges urbaines multifonctionnelles délimitant l’urbanisation
> Requalifier les espaces dégradés
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D’ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L’ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Optimiser et recycler le foncier économique existant
> Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales</td><td>2.3 REINVESTIR LES CENTRALITES DANS UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTIFONCTIONNELLE
> Assurer la mixité des usages dans les espaces publics
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Favoriser les opérations exemplaires en termes de forme urbaine : les nouvelles opérations de logements devront prévoir une densité moyenne maximum équivalente à 180m² par logement pour le cœur métropolitain, 380m² par logement pour les pôles de vie et 520m² par logement pour les communes péri-urbaines.
> En contrepartie, l’artificialisation des sols devra être limitée en imposant des espaces de pleine terre et des aménagements sous forme d’espaces verts de qualité. Les nouvelles opérations devront être insérées dans leur environnement en adaptant les projets aux enjeux environnementaux locaux, en garantissant l’intégration paysagère, en assurant la capacité des réseaux, en favorisant la perméabilité écologique.
3.3 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PAYSAGES
> Renforcer la place de la nature en ville en favorisant une approche multifonctionnelle.
> Révéler la présence de l’eau dans l’aménagement du territoire
> Préserver la biodiversité ordinaire en maillant les corridors écologiques du territoire
3.4 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Accompagner les évolutions des pratiques agricoles liées au réchauffement climatique
3.5 TENDRE VERS LA SOBRIETE ET L’EFFICACITE ENERGETIQUE
> Promouvoir le développement de la production d’énergie renouvelable et locale.</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
Les espaces naturels sont préservés et valorisés dans leur diversité et à toutes les échelles, des grands réservoirs de biodiversité (Natura2000, ZNIEFF, ENS…) aux éléments de maillage (milieux humides, ripisylves, boisement, haies…).
La diversité des espaces agricoles est également valorisée et protégée.
Le développement de l’urbanisation est envisagé en lien avec la préservation, renforcement et valorisation des milieux humides, prairies, boisements, haies qui composent la trame verte et bleue. La perméabilité est recherchée entre les espaces urbains et les espaces naturels
Les mutations envisagées pour le secteur agricole participent à la diversité des paysages et favorisent la biodiversité
Un renforcement des éléments des trames écologiques est prévu dans les espaces où elles sont dégradées, en particulier dans les espaces urbains où la place et la qualité des éléments végétaux et humides est mise en avant. Cela permet d’améliorer la perméabilité et le maillage écologique à l’échelle de RLV
La valorisation de ces espaces se fait par une amélioration de leur accessibilité. Cette mise en découverte permet la sensibilisation des habitants et touristes</td><td>NEGATIVES :
Le développement de la dynamique du territoire (démographie, développement économique, développement touristique) peut conduire à une augmentation de la pression sur les milieux naturels
Le développement de l’urbanisation peut induire des fragmentations dans les réseaux écologiques (clôtures, haies supprimées, espaces agricoles ou naturels détruits, fragmentation et dégradation de la trame noire)
La production d’énergie renouvelable peut, sous certaines conditions, se faire dans des espaces agricoles ou naturels et dégrader la qualité écologique de ces milieux</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td colspan="2">> Nombre d’opérations de reconquête de la continuité écologique
> Taux d’éléments naturels inscrits au L151-23 requalifiés et/ou valorisés
> Parts et évolutions des espaces protégés ou inventoriés
> Surface de milieux remarquables réglementaires (ha)
> Surfaces de zones naturelles ou agricoles protégées inscrites au PLUi (ha)
> Linéaire de voie avec traitement paysager / gestion écologique des abords (km)
> Evolution des surfaces et des linéaires de bosquets, d’alignements d’arbres et de haies protégées par le PLUi
> Surface boisée non urbanisée (ha)
> Surface agricoles ou naturelles concernées par des zones U (ha)
> Superficie d’espaces naturels par commune (ha)
> Superficie d’espaces forestiers pour les communes concernées (ha)
> Rapport espèces horticoles / espèces spontanées dans les espaces verts
> Surface de zones humides concernées par des zones U (ha)
> Surface de zones humides (ha)
> Présence de cincle plongeur
> Linéaire de cours d’eau renaturé (km)</td></tr>
</table>

Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives	
Mesures prises dans les OAP	**OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :** **EVITER :** L'OAP encourage à la réouverture des cours d'eau canalisés et busés en centre-ville. Elle encourage également le maintien du boisement ou, a contrario, la réouverture des milieux enfrichés ce qui permet de conserver et développer la diversité des milieux naturels sur le territoire. **REDUIRE :** Elle préconise également la palette végétale et les principes de traitement des franges et des espaces urbains afin de garantir leur insertion paysagère. Par ailleurs, les mesures de renaturation en ville et notamment de traitement qualitatif permettent de réduire les fractures que constituent les milieux urbains pour de nombreuses espèces animales et végétales.
	OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » : **EVITER** L'OAP promeut la préservation des espaces naturels et des continuités écologiques, ce qui contribue à la réduction de l'étalement urbain et au maintien de la qualité paysagère. Elle met également en avant la nécessité d'assurer la perméabilité des espaces urbains (trame verte, trame bleue), de maintenir la diversité des milieux et des ouvertures en milieu urbain. Il s'agit également de valoriser la biodiversité du territoire comme support de résilience de la communauté d'agglomération **REDUIRE** L'OAP met l'accent sur le maintien de la perméabilité au sein des espaces bâtis et artificialisés avec la perméabilité des espaces de parking.
	OAP THEMATIQUE « ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES » : **EVITER** L'OAP met l'accent sur l'insertion paysagère et environnementale du projet en imposant notamment de : mettre en valeur la qualité du site (traitement paysager favorisant l'intégration de la construction pour l'ensemble des espaces libres). Ce traitement paysager, permet de développer la végétalisation et vient ainsi renforcer la trame verte du territoire. **REDUIRE** : L'OAP permet de repenser la consommation foncière en imposant notamment une limitation de l'imperméabilisation des sols (maintien d'un maximum de sol de pleine terre, minimisation des surfaces imperméabilisées et revêtues) et en favorisant une densité plus importante au travers de l'emprise au sol. - Traitement qualitatif de l'entrée de ville et de la ripisylve pour la zone d'activité à Lussat - Création d'une frange maraîchère entre la zone d'activités et la rivière pour le site du Peiroux à Mozac. - Maintien et préservation de la ripisylve, traitement de l'axe de la D224 et requalification de l'entrée de ville pour la zone d'activités de la route de Riom à Ennezat - Création d'espaces verts et maintien des éléments paysagers à Pulvérières
	OAP THEMATIQUE « CENTRALITE » : **EVITER :** En limitant la consommation foncière (renouvellement, réhabilitation des équipements et locaux commerciaux) cette OAP permet d'orienter le développement vers davantage de préservation des milieux naturels. **REDUI RE :** La création ou la mise en valeur d'espaces verts, les aménagements qualitatifs de la trame verte et bleue contribuent au maintien d'une diversité de milieux plus ou moins naturels sur le territoire.
	OAP SECTORIELLES : **EVITER** La préservation des arbres, des haies et un traitement adapté est imposé à l'ensemble des OAP de manière à intégrer au mieux l'opération dans le secteur. Elles permettent également de conserver les milieux naturels intéressants en ciblant les secteurs à aménager et ceux ne l'étant pas. - OAP Secteur de la Prade à Chanat-la-Mouteyre garantit la protection de la zone humide et permet de valoriser celle-ci pour les habitants - OAP avenue de la Libération à Enval garantit la préservation de la zone humide en l'excluant de la partie constructible et en précisant les mesures de protection dans le texte de l'OAP. **REDUIRE** Les OAP sectorielles permettent de définir, pour chacun des secteurs, les densités attendues afin de conjuguer la densité nécessaire pour contrer l'étalement urbain tout en rendant acceptable cette densité et en conservant le caractère plus ou moins rural des communes.

<table>
<tr><td>Mesures prises dans le plan de zonage</td><td>Les éléments de paysages sont protégés au titre des articles L151.23 et L151.19.
Les différentes déclinaisons du zonage urbain permettent de préserver les caractéristiques paysagères du territoire :
- La zone UJ représente les secteurs du territoire à caractère naturel et paysagé de qualité, qu'il convient de conserver et qui peuvent accueillir des aménagements de valorisation et des équipements ne remettant pas en cause le caractère de la zone et préserve ainsi les sites de l'urbanisation.
De la même manière, les zonages N et A permettent de préserver les espaces naturels d'importance pour le territoire.
- La zone N correspond aux espaces naturels du territoire, dont la constructibilité est réduite afin de protéger ce type d'espace, d'en préserver la qualité environnementale et paysagère et permettre son entretien.
- La zone Acl correspond aux espaces à dominante agricole pouvant accueillir du développement mais couvrant notamment les secteurs de coteaux, fortement sensible d'un point de vue paysager ou environnemental. La construction y est donc plus limitée ce qui permet également de limiter la pression liée à l'urbanisation dans les secteurs agricoles.
- La zone Ap correspond aux zones agricoles à préserver, sur lesquelles le développement n'est pas souhaité ce qui permet de réduire la pression sur le milieu agricole en les préservant du développement et de l'urbanisation notamment.
D'une manière globale, le zonage Ac et le zonage Ap représente 24 052 ha, avec près de 21 455ha classés en Ap et donc particulièrement préservé de l'artificialisation. Le zonage N représente quant à lui 11 962 ha, garantissant ainsi la préservation des espaces naturels. Au total, le zonage A et le zonage N recouvrent environ 89% du territoire, garantissant ainsi la préservation des sols et du paysage.

Des emplacements réservés sont spécifiquement définis dans la perspective d'améliorer la trame verte et bleue : Chambaron-sur-Morge (ER 9, 11, 14 et 15) ;
Dans le même objectif certains sont réservés pour : améliorer le maillage de haies (Clerlande (ER 2,3,8)) ; préserver les espaces naturels (Martres-sur-Morge (ER 1,2,8,9 et 10) ; créer des espaces verts ou des espaces à vocation pédagogique (Martres-sur-Morge (ER 8 et 9) ; Chambaron-sur-Morge (ER 3,4 et 5) ; …), protéger les abords des cours d'eau (Chanat la Mouteyre ER 14)</td></tr>
<tr><td>Mesures prises dans le règlement</td><td>Article 6 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Qualité des espaces libres :
- « Les espaces libres qui marquent le recul des constructions par rapport aux voies doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysagé quantitatif. Le maintien des plantations existantes devra être recherché au maximum. Dans le cadre de nouvelles plantations, celles-ci devront respecter le référentiel des essences locales annexé au présent règlement. »
- « Les aménagements paysagers devront valoriser les matériaux et les essences locales non invasives. Ils devront proposer une diversité de milieux à travers notamment des strates végétales vairées (herbacées, arbustives, arborées) selon les secteurs de passage et les usages. »

Espaces de pleine terre :
- « Les espaces libres doivent être laissés en plein terre suivant les proportions suivantes :
<table><tr><th>Emprise au sol</th><th>Part des espaces libres devant être conservée en pleine terre</th></tr><tr><td>Jusqu'à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr><tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr><tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr><tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr><tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr></table></td></tr>
</table>

Ressources : Usages du sol, Qualité des sols

<table>
<tr><td colspan="2">Enjeu environnemental :
• Réduire la consommation foncière et la pression sur les zones agricoles
• maintenir une qualité des sols.</td><td>Enjeu pour le PLUi RLV :
• Maitriser le foncier et l’étalement urbain pour optimiser la consommation foncière
• Densifier le tissu urbain tout en conservant la fonctionnalité écologique du territoire
• Préserver la fonctionnalité des activités agricoles et la qualité agricole des sols</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td>1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L’IMAGE DU TERRITOIRE
> Garantir la lisibilité du site inscrit UNESCO par une mise en valeur de la figure des Puys et de la faille dans le paysage
1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S’APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L’ARMATURE TERRITORIALE
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurant et les communes périurbaines
1.2 CONFORTER ET DIVERSIFIER LES FILIERES ECONOMIQUES D’EXCELLENCE
> Assurer le maintien et le développement des filières agricoles
> Conforter le développement des filières agroalimentaire, santé, nutrition, biotechnologies
> Poursuivre le développement de l’industrie
1.4 POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRESERVE
> Garantir la préservation des caractéristiques propres aux trois régions naturelles du territoire
2.0 ACCOMPAGNER L'INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES
> Intégrer le socle géographique et paysager aux futurs projets pour mesurer leurs impacts
> Trouver un juste équilibre entre végétalisation des espaces bâtis et densification
> Requalifier les paysages dégradés
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D’ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L’ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Optimiser et recycler le foncier économique existant
> Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales
> Maîtriser la création de nouvelles surfaces d’activités en périphérie</td><td>2.2 ARTICULER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS EN COHERENCE AVEC L’ARMATURE URBAINE
> Fixer un objectif de développement résidentiel ambitieux
> Améliorer l’efficacité foncière dans les secteurs stratégiques
2.3 REINVESTIR LES CENTRALITES DANS UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTIFONCTIONNELLE
> Poursuivre la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville pour le centre ancien de Riom
> Mettre en place une opération de revitalisation du territoire
> Développer une stratégie globale pour les commerces de proximité
> Mettre en place une stratégie d’équilibre dans la programmation des équipements et des services
> Assurer la mixité des usages dans les espaces publics
> Lancer une nouvelle dynamique dans les centre-bourgs
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Favoriser les opérations exemplaires en matière de forme urbaine
> Concevoir une qualité urbaine et architecturale adaptée aux modes de vie des habitants
> Favoriser le développement résidentiel sur les secteurs à enjeux grâce à la stratégie foncière
> Renforcer la place de la nature en ville en favorisant une approche multifonctionnelle
3.0 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES PAYSAGES
> Accompagner les évolutions des pratiques agricoles liées au réchauffement climatique
3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Engager la transition vers un urbanisme circulaire
> Soutenir le développement des circuits courts alimentaires</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
• Adaptation de l’urbanisation au socle géographique et paysager
• Définition d’une stratégie foncière cohérente qui favorise l’implantation de commerces en centre bourg et encadre l’extension des zones d’activités périurbaines qui se fait en priorité au niveau des zones existantes et spécifiquement au niveau du pôle de développement stratégique du Biopôle Clermont Limagne et de la zone Riom Est
• Le développement urbain se traduit principalement par la reconversion de site (friche urbaine…), l’urbanisation des dents creuses, la rénovation du bâti ancien, la résorption de la vacance notamment dans les pôles secondaires.
• La mutabilité des bâtiments agricoles permet de répondre au besoin de logements touristiques sans augmenter la consommation foncière et offre la possibilité d’installation pour des activités artisanales</td><td>NEGATIVES :
• Le développement de l’attractivité résidentielle, économique et touristique induit une consommation foncière (440 logements/an, extension de la ZA Biopôle et Riom, stationnements…)
• Le développement de l’activité agricole peut conduire à une érosion accentuée des sols en fonction des pratiques mises en œuvre</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Surface artificialisée sur l’intercommunalité et type d’espace consommé (ha urbanisés / typologie)
> Rapport nombre de logements en renouvellement urbain / nombre de logements en extension
> Surfaces d’espaces urbains requalifiés (m²)
> Densité moyenne (habitants/m²)
> Rapport nombre de logements collectifs / nombre de logements individuels
> Superficie d’espaces verts en espace urbain et en zone d’activités (m²/hab)</td><td>> Evolution des exploitations en signe de qualité environnementale (MAET, bio)
> Nombre de chefs-lieux d'exploitation (par type d'activité)
> Evolution des surfaces et des linéaires de bosquets, d’alignements d’arbres et de haies protégées par le PLUi (km)
> Nombre d’ouvrages de gestion de la ressource en eau créés</td></tr>
</table>

Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives

Mesures prises dans les OAP	**OAP THEMATIQUE PAYSAGE** **EVITER :** Le travail des franges paysagères entre l'espace urbain et les espaces agricoles permet de mettre en avant le passage de l'un à l'autre. La mise en valeur de ces franges permet de contenir l'urbanisation dans des limites mieux définies et préserve ainsi les espaces agricoles. **REDUIRE :** L'OAP met en avant la nécessité de maintenir le réseau de haies au sein de la Limagne, dans la perspective d'améliorer la résilience de l'espace agricole face au changement climatique. Par ailleurs, la reconquête des espaces enfrichés en pied de coteau permet de développer de nouveau l'agriculture et participe à la réduction de la pression foncière sur les terres agricoles.
	OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » **EVITER :** La préservation des surfaces exposées en évitant les sols nus constitue un moyen de lutter contre l'érosion des sols et participe ainsi au maintien de la qualité des terres de Limagne. **REDUIRE :** L'OAP met en avant la nécessité de maintenir le réseau de haies au sein de la Limagne, dans la perspective d'améliorer la résilience de l'espace agricole face au changement climatique. Il s'agit également d'un moyen d'assurer une meilleure gestion des eaux au niveau des terres agricoles, et ainsi préserver la qualité agronomique des terres.
	OAP THEMATIQUE « CENTRALITE » : **EVITER :** En limitant la consommation foncière (renouvellement, réhabilitation des équipements et locaux commerciaux) cette OAP permet d'orienter le développement vers davantage de préservation des milieux naturels.
	OAP « ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES » : **EVITER :** Cette OAP permet de définir les secteurs de développement économique sur le territoire et d'ainsi définir précisément dans quelle mesure les terres du territoire sont concernées par un développement à vocation économique. **REDUIRE** Le maintien des espaces de pleine terre, l'attente d'une perméabilité des espaces et les capacités de mutabilité et de réversibilité des aménagements sont autant de moyen de préserver au maximum la ressource que constitue le sol.
	OAP SECTORIELLES : **EVITER :** En définissant les formes urbaines et les densités attendues pour chacun des secteurs à urbaniser ces OAP permettent d'optimiser la consommation foncière et d'éviter ainsi la consommation de nouvelles terres agricoles.
Mesures prises dans le plan de zonage	Les zonages N et A, en limitant la constructibilité, contribuent à la restriction de l'urbanisation sur le territoire. - La zone N correspond aux espaces naturels du territoire, dont la constructibilité est réduite afin de protéger ce type d'espace, d'en préserver la qualité environnementale et paysagère et permettre son entretien. - La zone Acl correspond aux espaces à dominante agricole pouvant accueillir du développement mais couvrant notamment les secteurs de coteaux, fortement sensible d'un point de vue paysager ou environnemental. La construction y est donc plus limitée ce qui permet également de limiter la pression liée à l'urbanisation dans les secteurs agricoles. - La zone Ap correspond aux zones agricoles à préserver, sur lesquelles le développement n'est pas souhaité ce qui permet de réduire la pression sur le milieu agricole en les préservant du développement et de l'urbanisation notamment. D'une manière globale, le zonage Ac et le zonage Ap représente 24 315 ha, avec près de 21 000ha classés en Ap et donc particulièrement préservé de l'artificialisation. Le zonage N représente quant à lui 11 932,7 ha, garantissant ainsi la préservation des espaces naturels. Globalement, c'est près de 89% des espaces qui sont classés en secteur A ou N, garantissant ainsi la préservation et le maintien des espaces à caractère naturel et agricole du territoire.

<table>
<tr>
<td>Mesures prises dans le règlement</td>
<td>
Article 1 (Règlement zone A) :
Les seules destinations autorisées sous conditions sont celles liées et nécessaires à l'exploitation agricole ou à l'évolution du bâti à destination d'habitation.
La mutabilité et les changements de destination du bâti à vocation de logement, hébergements touristiques sont possibles dans les secteurs identifiés au plan graphique.
Les extensions sont strictement encadrées puisqu'elles ne doivent, entre autres, pas compromettre l'activité agricole et d'être faite en une seule fois, à la date d'approbation du PLUi.

Article 6 (Règlement zone A)
Les mouvements de terrains (déblais, remblais) doivent être limités au strict minimum et relatifs à des besoins techniques impératifs.

Article 6 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Espaces de pleine terre :
- « Les espaces libres doivent être laissés en plein terre suivant les proportions suivantes :

<table>
<tr><th>Emprise au sol</th><th>Part des espaces libres devant être conservée en pleine terre</th></tr>
<tr><td>Jusqu'à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr>
<tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr>
<tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr>
<tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr>
<tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr>
</table>
</td>
</tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="3">Ressources : Hydrogéologie, Gestion de l'eau, Qualité de l'eau, Risques naturels</td></tr>
<tr><td colspan="3">Enjeu environnemental : préserver le cycle de l'eau et le fonctionnement hydraulique - préserver la qualité de l'eau potable distribuée
Enjeu pour le PLUi RLV :
Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Limiter l'urbanisation dans les périmètres de protection de captage
Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td colspan="2">1.0 FAIRE DES PAYSAGES UNIQUES LES GARANTS DE L'IMAGE DU TERRITOIRE
> Préserver les structures paysagères emblématiques du territoire
1.4 POSITIONNER LE TERRITOIRE COMME UN ESPACE DE NATURE PRESERVEE
> Identifier, préserver et restaurer les zones humides
> Préserver ou restaurer le maillage des continuités, à toutes les échelles, de jour comme de nuit
2.0 ACCOMPAGNER L'INSERTION QUALITATIVE DES PROJETS DANS LES PAYSAGES
> Travailler la création de franges urbaines multifonctionnelles délimitant l'urbanisation
Requalifier les paysages dégradés
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Favoriser les opérations exemplaires en matière de forme urbaine
3.0 ANTICIPER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES PAYSAGES
> Révéler la présence de l'eau dans l'aménagement du territoire
> Préserver la biodiversité ordinaire en maillant les corridors écologiques du territoire
> Accompagner les évolutions des pratiques agricoles liées au réchauffement climatique
3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Assurer une gestion des eaux pluviales au point de chute
3.4 AMELIORER LA RESILIENCE DU TERRITOIRE FACE AUX RISQUES ET NUISANCES
> Cibler les secteurs de développement de l'urbanisation en dehors des zones d'aléas
> Augmenter la résilience du territoire</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
La coopération à l'échelle intercommunale permet d'avoir une réflexion et action commune sur la production, le transport et la sécurisation de la qualité de l'eau potable. Il en est de même pour les questions d'assainissement où cette coopération va permettre de cibler et réduire les pollutions dans son ensemble
Le développement des modes de déplacement alternatifs va permettre de réduire la pollution liée aux hydrocarbures et MES produites par les véhicules thermiques que l'on retrouve dans les eaux de ruissellement.
La préservation des milieux humides, des haies, fossés met en avant l'importance de leur rôle d'épuration.
Le respect du fonctionnement hydraulique de l'ensemble de la vallée par la préservation des axes de ruissellement, des zones d'expansion de crue ou milieux humides, va permettre d'assurer le maintien des différentes étapes du cycle de l'eau, permettre le rechargement des nappes phréatiques. Cela permet également de prendre en charge les risques d'inondation.
La mise en avant d'une gestion alternative des eaux de ruissellement par le biais de noues, fossés, zone de rétention… dans les secteurs à urbaniser ou bien dans les espaces publics, permet de réduire la pression sur le réseau d'assainissement notamment liée aux besoins des nouveaux habitants, activités.
La sensibilisation de tous les acteurs du territoire : habitants, agriculteurs, entreprises, collectivités aux risques naturels présent sur le territoire mais aussi des impacts de chacun (consommation, pratiques, aménagements…) permet une prise de conscience et une diminution progressive de la pression sur les milieux, la ressource en eau et un changement d'habitudes, de modèle productif…)</td><td>NEGATIVES :
Le développement du territoire est susceptible de conduire à une augmentation de la population soumise aux risques naturels et à une augmentation de l'imperméabilisation des sols et des phénomènes de ruissellement.
La pression sur le réseau d'assainissement est augmentée du fait de l'augmentation de la population et des rejets induits.
Le développement du territoire augmente le risque de pollution des eaux de ruissellement
Dans les périmètres éloignés de captages d'eau potable, les risques de pollution sont aussi amplifiés
L'imperméabilisation du sol peut conduire à une dégradation de la qualité de l'eau potable, Une pression sur la quantité de la ressource peut également apparaître avec une moins bonne recharge des nappes.</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Charge maximale reçue sur les stations d'épuration (moyenne en période estivale – DBO5) (kg/j et EH)
> Evolution de la qualité de l'eau superficielle et souterraine
> Volume d'eau prélevé pour l'AEP /an (m3/an)
> Consommation d'eau en période estivale de pointe (m3/j)
> Nombre d'ouvrages de gestion de la ressource en eau créés
> Nombre d'installations d'assainissement autonomes défavorables à l'environnement
> Evolution de la part des constructions autorisées en assainissement autonome)
> Capacité des systèmes d'épuration en nombre d'équivalent habitant
> Indice linéaire de Perte (ILP) en eau potable et rendement
> Quantité d'eau potable consommée par habitant</td><td>> Evolution de la qualité de l'eau potable distribuée
> Densité moyenne (habitants/m²)
> Rythme de construction (m² logements neufs / an)
> Surface artificialisée sur l'intercommunalité et type d'espace consommé (ha urbanisés/typologie)
> Nombre d'ouvrages de gestion alternative des EP sur domaine public
> Nombre d'aménagements ayant mis en place une gestion alternative des eaux pluviales
> Linéaire de fossés, noues sur domaine public (km)
> Fréquence des inondations par ruissellement
> % de population exposé au risque d'inondation</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="2">Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Mesures prises dans les OAP</td><td>OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :
EVITER :
La réouverture et le débusage des cours d'eau est préconisé, avec une attention sur la mise en place de principe de génie écologique pour le traitement des abords. Cela permet d'une part de réduire les risques d'inondation, d'autre part, de rendre perceptible les cours d'eau et participe à la culture du risque.

REDUIRE :
La mise en retrait de l'urbanisation vis-à-vis du cours d'eau permet d'une part d'éviter l'imperméabilisation des berges, et assure la continuité latérale de la rivière.</td></tr>
<tr><td>OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » :
EVITER :
De la même manière que pour l'OAP Paysage la réouverture et le débusage des cours d'eau est préconisée, avec la mise en place de principes de génie écologique pour le traitement des abords.
Par ailleurs, la gestion alternative des eaux pluviales est favorisée sur l'ensemble du territoire afin de permettre le maintien ou le retour à un cycle de l'eau qui soit plus naturel.
La préservation des aires de captage de l'urbanisation est un moyen d'assurer la qualité de la ressource en eau potable sur le territoire.
La recherche de la compatibilité entre capacités d'assainissement et urbanisation permet de maintenir un niveau de traitement des eaux usées satisfaisant.

REDUIRE :
L'adoption de principes de résilience et d'adaptation face aux risques naturels permet de réduire l'exposition de la population aux risques inondation.
La recherche d'une utilisation raisonnée, partagée et équitable de la ressource en eau encourage à une réflexion commune et globale vis-à-vis de la ressource en eau, de manière à assurer sa disponibilité pour tous. Par ailleurs, les solutions de rétention et de récupération des eaux sont envisagées de manière à bénéficier de réserves d'eau pour les usages non potables.</td></tr>
<tr><td>OAP ZAE :

REDUIRE :
Les espaces de stationnement devront être partiellement ou totalement perméables à l'eau (excepté si l'impossibilité d'infiltrer est démontrée)</td></tr>
<tr><td>OAP THEMATIQUE « CENTRALITES »
REDUIRE :
Le développement d'espaces de respiration permet de maintenir des espaces perméables en ville ce qui contribue à une gestion alternative des eaux pluviales.</td></tr>
<tr><td></td><td>OAP SECTORIELLES :
EVITER
La préservation des arbres, des haies et un traitement adapté est imposé à l'ensemble des OAP, il s'agit d'un moyen intéressant pour améliorer la gestion des eaux sur le territoire.
Elles permettent également de conserver les milieux naturels intéressants en ciblant les secteurs à aménager et ceux ne l'étant pas.
- OAP Secteur de la Prade à Chanat-la-Mouteyre garantit la protection de la zone humide et permet de valoriser celle-ci pour les habitants. Il s'agit d'une mesure qui permet d'améliorer la gestion des eaux pluviales.
- OAP avenue de la Libération à Enval garantit la préservation de la zone humide en l'excluant de la partie constructible.

REDUIRE
Les OAP sectorielles permettent de définir, pour chacun des secteurs, les densités attendues afin de conjuguer la densité nécessaire pour contrer l'étalement urbain et ainsi préserver au maximum des secteurs de pleine terre, non artificialisés</td></tr>
<tr><td>Mesures prises dans le plan de zonage</td><td>Les zones humides identifiées sont recensées au titre de l'article L151.23 et sont ainsi préservées au maximum de l'urbanisation.
Les aires et les secteurs de captage sont également identifiés et font l'objet d'une réglementation en matière de construction.
Les stations d'épuration (STEP) sont classées en UE et les extensions sont classées en AUE (St Laure par exemple) ce qui acte la mise en place.

Mise en place d'emplacements réservés (ER) permettant :
- La mise en place d'un réseau d'évacuation des eaux usées et pluviales (Châtel-Guyon ER13)
- L'aménagement d'espaces de gestion des eaux pluviales (Riom ER4 ; Châtel-Guyon ER 13, Sayat ER35)
- Le réaménagement ou l'implantation de station de traitement des eaux usées (Charbonnières-les-Varennes ER 23 ; Châtel-Guyon ER 7, Pulvérières ER 1, 2, 3 ; Saint-Laure ER 1 ; Saint-Ours-les-Roches ER 1, Volvic ER31)
- La protection des captages d'eau potable (Charbonnières-les-Varennes ER 17)</td></tr>
</table>

<table>
<tr>
<td>Mesures prises dans le règlement</td>
<td>
Article 6 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Qualité des espaces libres :
- « Les espaces libres qui marquent le recul des constructions par rapport aux voies doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysagé quantitatif. Le maintien des plantations existantes devra être recherché au maximum. Dans le cadre de nouvelles plantations, celles-ci devront respecter le référentiel des essences locales annexé au présent règlement. »
- « Les aménagements paysagers devront valoriser les matériaux et les essences locales non invasives. Ils devront proposer une diversité de milieux à travers notamment des strates végétales vairées (herbacées, arbustives, arborées) selon les secteurs de passage et les usages. »

Espaces de pleine terre :
- « Les espaces libres doivent être laissés en plein terre suivant les proportions suivantes :

<table>
<tr><th>Emprise au sol</th><th>Part des espaces libres devant être conservée en pleine terre</th></tr>
<tr><td>Jusqu'à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr>
<tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr>
<tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr>
<tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr>
<tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr>
</table>

Article 9 (Règlement zone U, N, A, AU) :
Alimentation en eau potable :
- Toute construction ou installation susceptible de requérir une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau de distribution d'eau potable.

Assainissement :
- À l'intérieur d'un même terrain, les eaux pluviales et les eaux usées doivent être recueillies séparément. Les installations d'assainissement doivent être réalisées dans le respect des prescriptions en vigueur et notamment celles du règlement d'assainissement départemental.

Eaux pluviales :
- Pour les communes disposant d'un règlement d'assainissement, les projets devront se conformer à cela, pour les autres communes, les règles suivantes devront s'appliquer :
o L'eau de pluie doit être infiltrée au plus près de son point de chute.
o Lorsque le sol ne peut infiltrer l'eau de pluie, un dispositif doit être mis place sur la parcelle, sans l'envoyer sur les parcelles voisines, ni les réseaux d'assainissement.
o Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérée sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetée dans le réseau collectif. Ainsi toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être raccordée, par une canalisation, au réseau collectif d'eaux pluviales au droit du terrain. Doivent être respectées les normes de rejet qualitatives et quantitatives adaptées aux caractéristiques du réseau.
</td>
</tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="3">Energies : Consommation / Emission, Production</td></tr>
<tr><td colspan="2">Enjeu environnemental : maitriser les émissions de GES et les consommations énergétiques.</td><td>Enjeu pour le PLUi de RLV :
- Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions (alternatives de transport, redynamisation de centre bourg)
- Réduire la précarité énergétique
- Favoriser le développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat et du territoire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td>1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S'APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L'ARMATURE TERRITORIALE
> Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurants et les communautés périurbaines
1.2 CONFORTER ET DIVERSIFIER LES FILIERES ECONOMIQUES D'EXCELLENCE
> Permettre le développement d'un secteur tertiaire de niveau métropolitain
1.3 VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC
> Valoriser les composantes naturelles et paysagères du territoire par le tourisme de nature
> Compléter l'offre d'infrastructures touristiques
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L'ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Améliorer la qualité globale des zones d'activités
> Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales
2.2 ARTICULER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS EN COHERENCE AVEC L'ARMATURE URBAINE
> Améliorer l'efficacité foncière dans les secteurs stratégiques</td><td>2.3 REINVESTIR LES CENTRALITES DANS UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTIFONCTIONNELLE
> Poursuivre la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville pour le centre ancien de Riom
> Mettre en place une opération de revitalisation du territoire
> Développer une stratégie globale pour les commerces de proximité
> Mettre en place une stratégie d'équilibre dans la programmation des équipements et des services
> Assurer la mixité des usages dans les espaces publics
> Lancer une nouvelle dynamique dans les centre-bourgs
2.4 CONCEVOIR LES NOUVELLES FORMES URBAINES
> Concevoir une qualité urbaine et architecturale adaptée aux modes de vie des habitants
> Favoriser la mixité fonctionnelle, notamment dans les centralités
3.1 INVESTIR DANS LES MOBILITES DE DEMAIN
> Soutenir le transport ferré
> Repenser l'usage de la voiture individuelle.
> Poursuivre le développement de l'offre de transports en commun.
> Encourager les modes doux de déplacement.
3.3 TENDRE VERS LA SOBRIETE ET L'EFFICACITE ENERGETIQUE
> Engager l'ensemble des acteurs du territoire dans la transition en cohérence avec le PCAET
> Agir en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments
> Promouvoir le développement de la production d'énergie renouvelable et locale</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
• L'ensemble des acteurs du territoire est impliqué dans la transition énergétique
• Les économies d'énergie sont encouragées, notamment dans les bâtiments (rénovation et certifications) et les transports.
• Le développement urbain et la structuration territoriale visent à favoriser les alternatives à la voiture individuelle, (vie de courtes distances, modes doux, transports en commun…)
• Le développement des énergies renouvelables est encouragé à l'échelle territoriale
• La redynamisation des centre bourgs avec le développement d'activités, commerces, équipements permet de réduire les temps et distances de trajet</td><td>NEGATIVES :
• La dynamique démographique, touristique et économique (transport, bâtiment) engendre une augmentation de la consommation d'énergie et des émissions de GES</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Nombre de places de stationnement publiques
> Offre km transports collectifs/habitant
> Linéaire de voies de déplacement modes doux conservés et créés (km)
> Nombre de zones apaisées en centre-ville
> Nombres d'initiatives offrant une alternative à la voiture
> Répartition covoiturage / déplacement alternatifs / déplacements doux / déplacement voitures individuelles…
> Moyenne de fréquence de train dans les gares du territoire (train/jour)
> Moyenne de consommation électrique/gaz par m² de SDP communale
> Consommation énergétique globale et par secteur</td><td>> Emissions de GES globales et par secteur
> Emissions de NOx
> Emissions de PM10
> Nombre de logement rénovés énergétiquement
> Surface d'espaces commerciaux loués par RLV en centre bourg (m²)
> Nombre d'installations en énergie renouvelable et type
> Puissance produite par les installations d'énergie renouvelables sur RLV (hors particuliers) (GWh)
> % d'énergie renouvelable locale consommée sur le territoire</td></tr>
</table>

Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives	
Mesures prises dans les OAP	**OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :** **EVITER : /** REDUIRE : L'OAP encourage le développement des moyens de découverte du territoire, notamment les itinéraires de découverte mettant en avant les modes doux. Les traversées urbaines et les entrées de ville font l'objet de prescriptions visant à intégrer les voies cyclables.
	OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » : **EVITER :** L'OAP encourage de nombreuses pratiques visant à éviter d'augmenter la consommation : la conception bioclimatique est encouragée dans la perspective de réduire les besoins d'apports énergétiques (chauffage, climatisation). Par ailleurs, l'évolution de l'éclairage urbain est proposée ce qui permet de réduire les dépenses énergétiques qui y sont associées. **REDUIRE** : Le développement et la structuration des filières d'énergie renouvelables telles que le bois-énergie, le photovoltaïque constituent un levier de réduction des émissions de GES. Par ailleurs, le développement et l'amélioration du maillage de liaisons douces permet d'encourager les changements de pratique en matière de mobilité et réduit là encore les émissions du territoire. .
	OAP THEMATIQUE « CENTRALITES » **EVITER :** En limitant la consommation foncière (renouvellement, réhabilitation des équipements et locaux commerciaux) cette OAP permet d'orienter le développement du territoire vers plus de sobriété. En effet, cela limite les émissions liées à la construction mais également celles liées à un bâti très émissif. **REDUIRE :** En proposant des actions visant l'apaisement des voies structurantes (réduction ou suppression de la voie de circulation au profit des autres usagers, élargissement de la voirie dédiée aux déplacements actifs) et la mise en valeur des voies de déplacements doux (amélioration signalétique, traitement qualitatif des revêtements des sols et des espaces piétons accessibles à tous, modification des flux, facilitation des déplacements actifs par le maillage de cheminements sécurisés et adaptés) l'OAP centralité permet le développement des mobilités décarbonées.
	OAP ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUE : **EVITER :** La conception et l'orientation des bâtiments doit favoriser une consommation d'énergie primaire la plus faible possible. **REDUIRE** : L'intégration et l'insertion des mobilités douces dans les projets est prévue, en complément de la trame verte et bleue. Il s'agit notamment d'offrir plus de place aux piétons et aux cyclistes de manière à favoriser l'intermodalité dans les zones d'activités économiques. Cela permet de réduire les émissions de GES.
	OAP SECTORIELLES : **REDUIRE :** Les traversées et les cheminements par modes doux sont pris en compte de manière à inciter les habitants le développement des modes de déplacements actifs.
Mesures prises dans le plan de zonage	La mise en place d'un zonage NR qui autorise le développement des parcs photovoltaïques. D'une manière générale, la répartition des potentiels de développement, en favorisant le cœur urbain et les pôles de vie, permet de focaliser le développement urbain sur des zones denses et pourvus de transport collectif et limite donc le recours à la voiture individuelle, émettrice de GES. Mise en place d'emplacements réservés (ER) permettant : - La création possible de fermes photovoltaïques (Volvic ER 26) - Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14,20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic) - La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours,)

Mesures prises dans le règlement	**Article 2.4 (Dispositions communes) :** « L'installation de systèmes domestiques solaires, thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, est autorisée dès lors qu'ils ne nuisent : - Ni à la qualité architecturale du projet, - Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone. La pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales qui permettent de limiter ou d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou qui visent une économie des ressources est autorisée dès lors qu'elles ne nuisent : - Ni à la qualité architecturale du projet, - Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone » **Article 7 (Règlement zone A, N, U, AU) :** Cet article fixe les superficies de stationnement auxquels il est possible de prétendre en fonction de la destination et sous destination. Il est également préconisé un nombre de place de stationnement pour les cycles non motorisés. **Article 9 (Règlement zone A, N, U, AU) :** « S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment, local ou installation soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres. »

<table>
<tr><td colspan="3">Risques, Pollutions et nuisances : Risques technologiques, Qualité de l'air, Nuisances liées au bruit, déchets</td></tr>
<tr><td colspan="2">Enjeux environnementaux :
- Maintenir et améliorer la qualité de l’air,
- Maitriser les émissions de GES,
- Préserver des nuisances sonores liées aux infrastructures de transport terrestres,
- Prévenir et informer des risques technologiques présents sur le territoire,</td><td>Enjeux pour le PLUi de Riom Limagne et Volcans :
- Maîtriser le trafic automobile par l’augmentation par l’augmentation des solutions alternatives
- Prendre en compte la présence des infrastructures bruyantes dans la planification de l’urbanisation et structurer l’offre d’habitat dans des espaces apaisés
- Développer les filières d’énergie renouvelables présentes ou à potentiel sur le territoire
- Poursuivre les démarches de réduction des déchets et conforter la filière de valorisation par méthanisation</td></tr>
<tr><td>Objectifs affichés dans le PADD</td><td>1.1 AFFIRMER UN POSITIONNEMENT METROPOLITAIN EN S’APPUYANT SUR LA DIVERSITE DE L’ARMATURE TERRITORIALE
> Valoriser et développer les marqueurs métropolitains dans le cœur métropolitain
> Conforter les interdépendances structurant les relations entre les pôles structurant et les communes périurbaines
1.3 VALORISER LES ATOUTS DE LA DESTINATION TOURISTIQUE TERRA VOLCANA, LES PAYS DE VOLVIC
> Valoriser les composantes naturelles et paysagères du territoire par le tourisme de nature
> Compléter l’offre d’infrastructures touristiques
2.1 RENFORCER LA QUALITE DES ZONES D’ACTIVITES ECONOMIQUES POUR AMELIORER L’ACCUEIL DES ENTREPRISES
> Améliorer la qualité globale des zones d’activités
> Limiter la création de nouvelles surfaces commerciales
2.2 ARTICULER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS EN COHERENCE AVEC L’ARMATURE URBAINE
Améliorer l’efficacité foncière dans les secteurs stratégiques</td><td>3.1 INVESTIR DANS LES MOBILITES DE DEMAIN
> Soutenir le transport ferré
> Repenser l’usage de la voiture individuelle.
> Poursuivre le développement de l’offre de transports en commun.
> Encourager les modes doux de déplacement.
3.2 ADOPTER UNE GESTION FRUGALE ET ECONOME EN RESSOURCES
> Assurer la gestion des déchets dans une logique d’économie circulaire
3.3 TENDRE VERS LA SOBRIETE ET L’EFFICACITE ENERGETIQUE
> Engager l’ensemble des acteurs du territoire dans la transition en cohérence avec le PCAET
> Agir en faveur de l’amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments
> Promouvoir le développement de la production d’énergie renouvelable et locale
3.4 AMELIORER LA RESILIENCE DU TERRITOIRE FACE AUX RISQUES ET NUISANCES
> Cibler les secteurs de développement de l’urbanisation en dehors des zones d’aléas
> Préserver la qualité du cadre de vie par la limitation des pollutions et des nuisances</td></tr>
<tr><td>Incidences du projet de PLU</td><td>POSITIVES :
• Le développement d’une offre de déplacement doux, alternatifs et multimodaux plus importante, permet une alternative à la voiture
• La préservation et le renforcement de la trame verte notamment les haies, les boisements ainsi que le maintien et valorisation du secteur agricole permettent de maintenir voire améliorer les capacités d’épuration de l’air et de piégeage de CO2.
• Le phénomène d’ilots de chaleur est contenu par la préservation des milieux végétalisés et humides au cœur des villes et villages.
• La redynamisation des centre-bourgs ainsi que le renforcement de l’attractivité économique et d’une économie agricole locale vont permettre de limiter les déplacements et réduire les distances à parcourir.
• La limitation de création des zones d’activité va permettre de réguler le trafic de poids lourds sur le territoire
• La stratégie énergétique visant à diminuer les consommations et à verdir l’approvisionnement en énergie permet de limiter les émissions de GES.
• Prise en compte de la présence de nuisances dans la localisation des zones urbanisables
• Le développement des modes de déplacement alternatifs va permettre de réduire la pollution liée aux hydrocarbures et MES produites par les véhicules thermiques.
• La création d’une recyclerie au niveau de la déchetterie de Riom permet d’engager la transition vers une économie circulaire.</td><td>NEGATIVES :
• Le développement de l’attractivité résidentielle, économique et touristique entraine une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (chauffage, déplacement…) mais aussi des nuisances dues au bruit par un potentiel de trafic plus important.
• L’arrivée de nouvelles populations va engendrer une augmentation des volumes de déchets à gérer</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de suivi – état zéro</td><td>> Nombre d’accidents TMD
> Nombre de nouvelles Installations Classées pour la Protection de l’Environnement
> Nombre de nouvelles constructions en secteurs d’anciens titres miniers
> Superficie d’espaces verts en espace urbain et en zone d’activités (m²/hab)
> Nombre de construction à vocation d’habitat en zone de nuisances sonores
> Linéaire concerné par une nuisance sonore (km)</td><td>> Evolution du flux de véhicules sur les axes principaux (véhicule/j)
> Flux domicile –travail sortant
> Flux domicile –travail interne au territoire
> Evolution de la production globale de déchets générés (en kg/habitant) et par type de déchets
> Evolution du taux de valorisation des déchets</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td colspan="2">Mesures prises par le PLUi pour réduire ou compenser les incidences négatives</td></tr>
<tr><td rowspan="5">Mesures prises dans les OAP</td><td>OAP THEMATIQUE « PAYSAGE » :
EVITER :
Le maintien de la diversité des espaces naturels sur le territoire, avec notamment le maintien des secteurs boisés contribue au piégeage du CO2 sur la communauté d'agglomération, ce qui participe au maintien de la qualité de l'air.

REDUIRE :
La promotion des modes doux, notamment au travers des itinéraires de découverte du territoire permettent d'engager la transition vers des déplacements moins carbonés et limitent ainsi les nuisances sonores et la dégradation de la qualité de l'air liées, notamment, au développement du tourisme.
La requalification des traversées urbaines permet également de pacifier l'espace public et de réduire les nuisances sonores.</td></tr>
<tr><td>OAP THEMATIQUE « CHANGEMENT CLIMATIQUE » :
EVITER :
Les risques sur le territoire sont traités sous le prisme de la résilience de manière à favoriser l'acculturation de l'ensemble des personnes vivant sur le territoire. Il s'agit notamment de prendre en compte les risques (naturels, technologiques) de manière à proposer un aménagement qui intègre ce risque et favorise la résilience du territoire.
Le maintien de la diversité des espaces naturels sur le territoire, avec notamment le maintien des secteurs boisés contribue au piégeage du CO2 sur la communauté d'agglomération, ce qui participe au maintien de la qualité de l'air. Idem concernant le développement de la filière bois et le maillage de haies de la plaine agricole.

REDUIRE :
L'extension de la politique d'extinction nocturne permet de réduire la pollution lumineuse et les nuisances associées en termes de santé publique.
La promotion de nouvelles pratiques agricoles, le développement des haies, le traitement des franges paysagères sont autant de moyens de réduire les pollutions liées au milieu agricole.
Le développement d'une économie du réemploi, la promotion de pratiques de tri et de recyclage permet d'engager le territoire vers une politique de réduction des déchets (construction, ménagers) .</td></tr>
<tr><td>OAP THEMATIQUE « CENTRALITES » :
/</td></tr>
<tr><td>OAP ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES :
EVITER :
La conception et l'orientation des bâtiments doit favoriser une consommation d'énergie primaire la plus faible possible ce qui limite par la même occasion les émissions liées au chauffage.

REDUIRE :
L'intégration et l'insertion des mobilités douces dans les projets est prévue, en complément de la trame verte et bleue. Il s'agit notamment d'offrir plus de place aux piétons et aux cyclistes de manière à favoriser l'intermodalité dans les zones d'activités économiques. Cela permet de réduire les émissions de GES mais aussi de pacifier les voies.</td></tr>
<tr><td>OAP SECTORIELLES :
EVITER :
Le maintien de cœur d'îlots boisés, la conception favorisant les espaces paysagers etc.… participe au maintien du caractère préservé des îlots de chaleur urbain dans les espaces urbanisés.</td></tr>
<tr><td>Mesures prises dans le plan de zonage</td><td>D'une manière générale, la répartition des potentiels de développement, en favorisant le cœur urbain et les pôles de vie, permet de focaliser le développement urbain sur des zones denses et pourvus de transport collectif et limite donc le recours à la voiture individuelle, émettrice de GES et de polluants de l'air..

Mise en place d'emplacements réservés (ER) permettant :
- Le développement des liaisons piétonnes et des modes doux (ER 8 Chambaron-sur-Morge ; ER 3, 4 et 9 Chanat-la-Mouteyre ; ER 8 Châtel-Guyon ; ER 3 à 10 Entraigues ; ER 1 et 2 à Marsat ; ER 1,2,9 Martres-sur-Morge ; ER 1 à 5 et ER 8, 9,11 à Ménétrol ; ER 10, 11, 21, 22, 26, 27,30 et 41 à Mozac ; ER 5,6,7,8,12,14,24, Riom ; ER 17 Saint-Bonnet-Près-Riom ; ER 2 à 7 Saint-Ignat ; ER 1,4,10,14,20,24,32 à Sayat ; ER 3 et 4 Varennes-sur-Morge ; ER 12, 20, 23, 25, 29 à Volvic)
- La création d'aire de covoiturage (ER 3 à Saint-Ours)
- La création d'une recyclerie (ER 25 à Riom)</td></tr>
</table>

Mesures prises dans le règlement	**Article 2.4 (Dispositions communes) :** « L'installation de systèmes domestiques solaires, thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, est autorisée dès lors qu'ils ne nuisent : - Ni à la qualité architecturale du projet, - Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone. La pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales qui permettent de limiter ou d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou qui visent une économie des ressources est autorisée dès lors qu'elles ne nuisent : - Ni à la qualité architecturale du projet, - Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone » **Article 2 (Règlement zone A, N, U, AU) :** Dans les secteurs ou les ICPE sont autorisées sous conditions il est attendu que celles-ci se conforment aux dispositions suivantes : - « Les nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage des nuisances ou des risques (bruit, circulation, etc.) ; - L'extension ou la transformation des ICPE, à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des risques et nuisances liés au classement et que toutes dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant. » **Article 7 (Règlement zone A, N, U, AU) :** Cet article fixe les superficies de stationnement auxquels il est possible de prétendre en fonction de la destination et sous destination. Il est également préconisé un nombre de place de stationnement pour les cycles non motorisés. **Article 9 (Règlement zone A, N, U, AU) :** « S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment, local ou installation soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres. » « Pour toute construction nouvelle, un local destiné au stockage des ordures ménagères nécessaire au tri sélectif doit être aménagé. **Article 9 (Règlement zone U, AU)** Dans le cadre d'opérations d'aménagements d'ensemble ou de logements collectifs, la mise en place de conteneurs enterrés ou aériens sont autorisés à condition : - D'intégrer les conteneurs dans le paysage - De respecter les prescriptions concernant le dimensionnement »

Caractérisation de l'impact des zones AU sur l'environnement :

3.4.1.3 Prise en compte de l'environnement dans les dispositions communes et les OAP thématiques :

Afin de simplifier la lecture et de limiter la redondance, les mesures déclinées dans les dispositions communes et permettant de répondre aux enjeux pouvant exister à l'échelle de chaque parcelle sont précisées ci-dessous. Elles permettent d'identifier les mesures mises en œuvre afin de répondre aux incidences. Sont ainsi déclinées de manière spécifique les dispositions relatives aux aménagements et à l'échelle du bâti.

Les dispositions plus globales prises dans le PLUi afin d'assurer l'intégration des enjeux environnementaux sont déclinées et présentées dans la partie 3.5 « *Analyse globale synthétique par thématique environnementale* ».

THEMATIQUE	SOUS THEMATIQUE	ARTICLE 2-1 DES DISPOSITIONS COMMUNES	OAP THEMATIQUES
Gestion des risques et des nuisances	Inondation	Débordements de cours d'eau : *« La prise en compte du risque inondation peut conduire à limiter la construction sur certains secteurs, voire à les rendre inconstructibles. En application de l'article R123-11 du code de l'urbanisme, ces secteurs exposés au risque inondation sont identifiés sur le plan de zonage du PLU. Le PPRNPi étant une servitude d'utilité publique, ses dispositions l'emportent sur celles du PLUi. »* Remontées de nappes : *« Les rejets d'eaux souterraines ou rabattements permanents de nappe phréatique aux réseaux publics ou voiries sont interdits. Le pétitionnaire doit étudier au préalable les variations du niveau des eaux souterraines et doit s'assurer de l'imperméabilité des sols. »*	**OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE :** Pour l'ensemble des aménagements concernés par un risque inondation (débordement de cours d'eau, ruissellement) il est nécessaire de s'assurer qu'il prend en compte les principes constitutifs décrits ci-dessous : - Ne pas aggraver les risques à l'amont, l'aval et sur les secteurs périphériques ; - Adapter le projet au niveau de risque local ; - Adapter l'aménagement au niveau de risque ; - Adapter le bâti au contexte hydraulique local ; - Prévoir des dispositifs qui garantissent une évacuation ou une infiltration rapide des eaux (si le terrain le permet) ; - Favoriser la réouverture ou ouverture des cours d'eau ; - Conserver des surfaces non imperméabilisées, éco-aménageables sur l'ensemble du territoire (dans les secteurs soumis au risque inondation ou non) ; - Adapter les principes constructifs du bâti au niveau de risque ; - Prendre en compte les hauteurs d'eau dans la manière de configurer les bâtiments afin de les protéger et d'assurer la sécurité des habitants (dans les secteurs concernés par des PPRNPi). **OAP ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES :** Penser l'écoulement des eaux de pluie Les axes de ruissellement se révèlent être des secteurs particulièrement sensibles à l'aléa inondation. Afin d'éviter d'aggraver les risques, les axes de ruissellement identifiés doivent donc être laissés libres de tout aménagement susceptible de subir des dégradations du fait d'une inondation, ou de constituer un obstacle aux écoulements. - La récupération/gestion des eaux pluviales devra faire partie des solutions envisagées en accompagnement d'autres actions de limitation des ruissellements : micros-dispositifs, citernes, parkings drainant, toitures végétalisées, fossés, noues, tranchées et puits d'infiltration, structures réservoirs, bassin de retenue et d'infiltration, etc. - Dans tous les cas, tout projet devra démontrer la qualité de sa gestion des eaux de ruissellement, à l'échelle de la parcelle et sans rejet supplémentaire au sein de l'espace public. Limiter l'imperméabilisation des sols Les zones d'activités sont souvent caractérisées par le développement de grandes infrastructures routières. Les infrastructure de déplacement y sont généreusement dimensionnées afin de permettre une desserte optimale de chacune des parcelles par des véhicules de tous gabarits. Les infrastructures de stationnement sont elles aussi souvent sur-dimensionnées et/ou rarement occupées à temps plein. à ces caractéristiques peut s'ajouter la présence d'une voie ferrée, anciennement utilisée pour le transport de marchandise, créant une véritable coupure urbaine et paysagère. Les exigences du développement durable invitent à limiter cette imperméabilisation pour favoriser l'infiltration gravitaire des eaux de pluie. Dans ce cadre, les projets devront veiller à : - Conserver un maximum de surfaces de sol de pleine terre ; - Concevoir l'aménagement des espaces extérieurs en cherchant à minimiser les surfaces revêtues ; - Favoriser, au regard des besoins, un traitement des surfaces à l'aide de revêtements poreux : roche concassée, matériau minéral stabilisé, sol enherbé, dalles alvéolaires, etc. ; - Anticiper la gestion et l'entretien des espaces ouverts dès la phase de conception. **GUIDE COMMUN DES OAP SECTORIELLES :** - Certains aménagements peuvent agir à l'échelle territoriale sur la prévention des risques d'inondation et l'accès aux nappes phréatiques : o Conditionner l'urbanisation du secteur à la rétention en amont.

			o Établir des zones d'inconstructibilité ou des marges de retrait, pour respecter les zones humides, les axes d'écoulement et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau ou la biodiversité. o Créer des espaces de récupération d'eaux de pluie (bassins, noues, fossés, mares…) et de cheminement à découvert au sein des espaces naturels et des espaces publics. o Aménager des noues paysagères ou des voiries poreuses pour recueillir et filtrer les eaux de pluie. o Apporter un traitement paysager aux parkings extérieurs (plantation et revêtement favorisant l'infiltration des eaux de pluie). o Réduire l'emprise au sol des bâtiments et de la voirie.
	Mouvements de terrain	*« Dans ces secteurs, il importe au constructeur de prendre des précautions particulières pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol. De même, il est rappelé que le pétitionnaire doit s'assurer que le terrain pourra supporter sans dommage les constructions et installations projetées. »*	**OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE :** Dans les secteurs concernés par un aléa moyen à fort de retrait-gonflement des argiles il est nécessaire de valider l'ensemble des principes et modes constructifs par une étude géotechnique. - Adapter les principes constructifs de manière à rendre les constructions résistantes à l'aléa ; - Adopter des principes visant à limiter au maximum les changements d'hydratation des sols : Dans les secteurs concernés par des glissements de terrain, chutes de bloc, effondrement de cavités souterraines : - Adapter les caractéristiques de résistance aux déplacements horizontaux et verticaux qui garantissent l'intégrité du bâti et la sécurité des enjeux humains ou physiques (**glissements**) - Adapter les principes constructifs de manière à rendre les constructions résistantes à l'aléa (**tous risques**) - Éviter l'infiltration concentrée et adapter les systèmes de gestion des eaux (**glissements**) - Limiter les déblais et remblais pour ne pas dépasser la pente d'équilibre du terrain naturel (**glissements**) - Favoriser l'implantation de végétaux adaptés à la pente (**glissements**) - Protéger les éléments situés aux abords (stationnement en intérieur, parkings enterrés etc.…) (**chutes de blocs**) - Réaliser une étude géotechnique afin de définir, précisément, la localisation du risque (**cavités**) - Adapter le dimensionnement des fondations aux résultats de l'étude géotechnique (**cavités**) - Permettre (sous réserve) les évolutions du bâti et des activités (**cavités**)
	Radon	*« Naturellement présent dans le sol, le radon est un gaz radioactif qui peut, lorsqu'il s'accumule dans les lieux confinés, conduire à une exposition des occupants à des seuils favorisant l'apparition de cancer du poumon. Des mesures sont notamment à prendre lorsque la concentration détectée est supérieure à 300Bq/m³ afin de réduire l'exposition au risque : Préciser le niveau de risque présent sur la parcelle à l'aide de dosimètre radon, disposer d'une ventilation adaptée, assurer l'étanchéité entre le sol et l'habitation, adapter le système de chauffage »*	**OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE :** > Dispositions traduites dans le règlement.
	Transport de matière dangereuses		**OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE :** - Permettre et faciliter l'accès aux ouvrages de protection pour les équipes d'exploitation en respectant le recul défini par la SUP associée à l'ouvrage ; - Adapter la construction à l'aléa notamment pour les canalisations aériennes ; - Pour tous les projets situés dans le périmètre de SUP TMD dont la canalisation est aérienne (non enterrée), les constructions nouvelles devront prévoir des pièces et espaces de confinement et/ ou renforcés selon l'aléa en présence
	Nuisances sonores	*Pour diminuer ces nuisances, deux types d'actions peuvent être mises en œuvre à l'échelle de la parcelle :* - *Limiter la propagation du bruit ;* o *Aux abords des habitations, il est recommandé d'implanter des écrans acoustiques absorbants ou réfléchissants permettant de limiter la propagation du bruit et de diminuer l'exposition pour les premiers étages des logements et leurs espaces extérieurs.* o *Les végétaux peuvent être utilisés pour limiter la propagation verticale des ondes sonores. Il faut ainsi compter sur une hauteur de 2 mètres au minimum pour atténuer les sons. Ils peuvent être placés en quinconce pour augmenter la performance de votre barrière verte anti-bruit. Une épaisseur minimale de 20 cm commence à réduire les bruits, en créant plusieurs rangs d'arbustes avec différents plants. Il existe également des cloisons dont la qualité n'est pas uniquement de protéger du vis-à-vis, mais aussi d'absorber les bruits. Les ondes sonores sont piégées par des matériaux comme les laines minérales ou encore le bois.* - *Isoler les logements du bruit :*	**GUIDE COMMUN DES OAP SECTORIELLES :** Certains secteurs sont plus impactés que d'autres par la présence de nuisances sonores. Cela peut être lié à la présence d'un axe routier bruyant ou simplement au voisinage. Pour diminuer ces nuisances, deux types d'actions peuvent être mises en œuvre à l'échelle de la parcelle : - Limiter la propagation du bruit o Aux abords des habitations, il est recommandé d'implanter des écrans acoustiques absorbants ou réfléchissants permettant de limiter la propagation du bruit et de diminuer l'exposition pour les premiers étages des logements et leurs espaces extérieurs. o Les végétaux peuvent être utilisés pour limiter la propagation verticale des ondes sonores. Il faut ainsi compter sur une hauteur de 2 mètres au minimum pour atténuer les sons. Ils peuvent être placés en quinconce pour augmenter la performance de votre barrière verte anti-bruit. Une épaisseur minimale de 20 cm commence à réduire les bruits, en créant plusieurs rangs d'arbustes avec différents plants. Il existe également des cloisons dont la qualité n'est pas uniquement de protéger du vis-à-vis, mais aussi d'absorber les bruits. Les ondes sonores sont piégées par des matériaux comme les laines minérales ou encore le bois. o Dans un jardin assez grand, il est possible de créer une première barrière absorbante renforcée par une seconde qui renvoie les sons. Les ondes passant au-dessus de la première sont bloquées par la seconde.

		o *L'isolation des logements pour lutter contre le bruit est la solution de dernier recours car n'agissant ni sur l'exposition lorsque les fenêtres sont ouvertes ni au sein des jardins, l'isolation de façade permet d'apporter une protection contre les bruits extérieurs de 30 dB(A) au minimum (pour les logements dont le permis de construire a été déposé après le 1er janvier 1996).* o *Cependant l'isolation acoustique des constructions peut également se faire à travers l'implantation des bâtiments, au regard de leur disposition, orientation ou forme, mais aussi de l'agencement des pièces.*	- Isoler les logements du bruit o L'isolation des logements pour lutter contre le bruit est la solution de dernier recours car n'agissant ni sur l'exposition lorsque les fenêtres sont ouvertes ni au sein des jardins, l'isolation de façade permet d'apporter une protection contre les bruits extérieurs de 30 dB(A) au minimum (pour les logements dont le permis de construire a été déposé après le 1er janvier 1996). o Cependant l'isolation acoustique des constructions peut également se faire à travers l'implantation des bâtiments, au regard de leur disposition, orientation ou forme, mais aussi de l'agencement des pièces. L'aspect sonore et l'aspect thermique des constructions doivent être pris en compte au moment des travaux.
Consommations d'énergies et émissions de GES	Production d'énergies renouvelables et réduction des consommations énergétiques	*L'installation de systèmes domestiques solaires, thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, est autorisée dès lors qu'ils ne nuisent :* - *Ni à la qualité architecturale du projet,* - *Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone.* *La pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales qui permettent de limiter ou d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou qui visent une économie des ressources est autorisée dès lors qu'elles ne nuisent :* - *Ni à la qualité architecturale du projet,* - *Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone.* *De plus, en application de l'article L151-28 du Code de l'urbanisme, le PLUi autorise le dépassement des règles relatives au gabarit à condition de ne pas excéder 30% des règles définies pour la zone, dans la limite de 25 cm.*	**OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE :** A l'échelle de l'îlot ou de l'opération d'aménagement : - Développer la question de la mixité et de la réversibilité des usages dans les zones d'activités ; - Exploiter les potentialités climatiques du site ; - Limiter les déperditions de chaleur ; - Conserver une ventilation naturelle, des vues, des apports solaires naturels. A l'échelle de l'îlot du bâti : - Bénéficier des potentialités climatiques du site ; - Respecter les exigences réglementaires en vigueur (RE 2020 pour les logements neufs et RT existant pour les logements rénovés – à actualiser en fonction des évolutions réglementaires) ; - Mettre en place une conception bioclimatique permettant d'éviter le recours à un refroidissement actif ; **GUIDE COMMUN DES OAP SECTORIELLES :** Pour encourager les pratiques de mobilité active, il sera nécessaire de développer par le biais des futurs aménagements ou requalifications des voiries et des espaces publics, une culture de partage de la voirie autour d'aménagements qualitatifs accompagnés d'une signalétique efficace. Par ailleurs, il serait intéressant de réglementer, dans le cadre des constructions neuves ou de réhabilitation (habitat, commerces/services, équipements) l'offre de stationnement vélo à proximité. L'enjeu principal de toutes nouvelles opérations d'aménagement est de fluidifier et de faciliter l'accès des nouveaux habitants vers une pluralité de transports. - Faciliter l'accès vers les transports en commun en intensifiant le tissu urbain autour des axes majeurs. Ceci afin d'assurer un seuil critique d'habitants permettant de garantir l'ouverture et/ou le maintien d'une ligne de transport en commun. - Assurer la continuité et la perméabilité des espaces nouvellement créés avec ceux existants : publics (rues, parcs, places…) et la desserte déjà présente (routière, ferrée, cheminements doux…). - Proposer une hiérarchie de voirie variée et adaptée (rue, voie semi piétonne, sente piétonne…) aux usages. - Réduire la place accordée à la voiture au profit d'autres usages (jeux d'enfants, espaces verts…). - Définir des modes de stationnement (solidarisé ou non avec la maison individuelle, mutualisé ou non…). Penser notamment l'évolution de ces modes de transports alternatifs en intégrant des prises électriques aux espaces de stationnement. - Donner une place importante aux liaisons douces, en facilitant leur accès, leur continuité, leur lisibilité et leur sécurité. A l'échelle architecturale, un travail sur l'orientation et le dimensionnement des pièces permet de limiter les besoins énergétiques du logement : - Valoriser au maximum la partie sud du terrain, favoriser l'arrivée de lumière naturelle grâce à une implantation choisie en fonction de l'ensoleillement, des logements peu profonds, multi-orientés, dotés de larges baies vitrées et de revêtements dont le rendement lumineux est important. - Favoriser l'implantation dans un endroit abrité des vents froids du nord et de l'ouest, protéger les façades les plus exposées aux vents par des arbres à feuillage persistant. - Penser la disposition des pièces intérieures des constructions au sud, les espaces occupés en permanence dans la journée, à l'est, les chambres et la cuisine pour profiter du levant, à l'ouest, les chambres pour profiter du couchant, au nord, les espaces peu ou pas chauffés (entrée, atelier, garage). - Prendre en compte les conditions météorologiques locales. OAP ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES : Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux

			piétons et aux cyclistes, correctement dimensionné et intégré au traitement paysager de l'espace. La générosité des espaces actuellement voués aux circulations permet en effet d'aménager des cheminements dédiés et sécurisant pour les usagers. Aussi, les circulations cycles et piétons devront être pensées afin de permettre la création d'un faisceau de cheminements internes à la zone. Les piétons doivent quant à eux pouvoir reprendre leur place au sein des zones. Les cheminements devront être qualitatifs, et proposer une continuité piétonne adaptée et sécurisante face au trafic des voiries. L'aménagement de trottoirs avec un revêtement stable mais poreux et un mobilier urbain adapté permettrait d'accueillir sereinement les nouveaux usages piétons de la zone d'activité. Afin d'encourager le développement de ces modes actifs, il est par ailleurs essentiel de travailler l'intermodalité et de faciliter ainsi les échanges entre les différents modes de transports. Aménager des espaces pour tous les moyens de transport : Afin de favoriser et sécuriser la pratique du vélo, les espaces de stationnement devront être en partie consacrés aux vélos, tant pour les employés que pour les visiteurs. L'aménagement d'espaces de stationnement pour vélos et autres moyens de transports alternatifs à la voiture individuelle peut notamment être envisagé dans le cadre d'une rénovation/reconfiguration d'une parcelle bâtie et participer à l'intégration architecturale et urbaine de l'entreprise dans son environnement.
Paysages et patrimoine		CLOTURES *:* *A l'exception des clôtures nécessaires à l'activité l'agricole, l'édification de clôtures est soumise à déclaration préalable sur le territoire des communes ayant instaurées par délibération en conseil municipal le dépôt de cette autorisation d'urbanisme, en application des dispositions de l'article R.421-12.* RAVALEMENT DE FAÇADE : *Lorsqu'ils ne sont pas soumis a permis de construire en application des articles R.421-14 à R.421-16, les travaux de ravalement doivent être précédés d'une déclaration préalable dès lors qu'ils sont effectués sur tout ou partie d'une construction existante située :* *a) Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L.631-1 du code du patrimoine ou dans les abords des monuments historiques définis à l'article L.621-30 du code du patrimoine ;* *b) Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L.341-1, L.341-2 et L.341-7 du code de l'environnement ;* *c) Dans les réserves naturelles ou à l'intérieur du cœur des parcs nationaux délimités en application de l'article L.331-2 du même code ;* *d) Sur un immeuble protégé en application de l'article L.151-19 ou de l'article L.151-23 du présent code ;* *e) Dans une commune ou périmètre d'une commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre, par délibération motivée, les travaux de ravalement à autorisation.*	OAP PAYSAGES : - Tenir compte des reliefs structurants à l'échelle de l'unité paysagère dans les aménagements ; - Tenir compte des points de repères dans chaque projet ; - Préserver les cônes de vue dans les projets d'aménagement ; - Mettre en valeur les entrées de ville du territoire ; - Tenir compte des divers contextes paysagers lors de projets d'aménagements (définition d'objectifs de qualité paysagère spécifiques aux 8 secteurs d'ambiances paysagères) GUIDE COMMUN DES OAP SECTORIELLES : Les réservoirs et corridors de biodiversité cohabitent ponctuellement avec un tissu urbain existant en évolution. Il convient donc de ménager ces entités les unes avec les autres, en préservant leurs qualités respectives. La perspective engagée consiste à reconnaître les lisières urbaines ainsi définies comme espaces de projets sur lesquels il serait souhaitable de développer de nouveaux usages et de nouvelles formes urbaines pour envisager des transitions entre les différents tissus. L'épaississement de ces secteurs de réflexion autour des sites liés à la trame verte et bleue pour y intégrer leur environnement bâti ou constructible direct permettra de penser les transitions, les percées visuelles, les continuités écologiques. Les projets d'aménagement devront ainsi : - Prendre en compte les caractéristiques naturelles et paysagères du site (la topographie, les axes d'écoulement et d'accumulation des eaux, les cônes de vue, les perspectives, la végétation existante, le patrimoine bâti remarquable). - Travailler les interfaces, comme les franges paysagères, notamment en matière de gestion des lisières entre zones urbanisées et espaces agro-naturels, ou pour les entrées de bourg, ou aires de stationnement boisées. - Penser le lien entre les espaces publics et les espaces naturels (jardins, parcs, plantations, …), inclure des principes d'accès divers en pensant les profil et gabarit des voies selon les modes de déplacements et les usages (de promenade, de randonnée, de ballade, etc.). Intégrer l'opération à l'existant : - Prendre en compte les implantations existantes et les usages du lieu. - Veiller à l'harmonie entre les formes urbaines existantes et celles créées en travaillant sur les hauteurs, les gabarits, les formes architecturales, ainsi que sur les implantations (en fond de parcelle, en bordure de voirie…). - Conserver des possibilités d'évolution du tissu, en réservant des possibilités d'extension des voiries. Agir sur et avec l'existant : La construction « de la ville sur la ville » est un impératif actuel des nouveaux projets d'aménagements. Elle permet de limiter l'impact écologique de constructions nouvelles et tend à préserver la mémoire des lieux. - Identifier et repérer les éléments pouvant faire l'objet d'une réhabilitation. - Protéger et mettre en valeur un patrimoine qui fait la richesse d'un territoire (paysager, bâti ou immatériel) - S'inscrire dans une logique de respect des usages existants (prendre en compte les événements sur l'espace public (marché, manifestation culturelles diverses) et les pratiques singulières (jeux, rassemblements, baignade, …) OAP ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES /

			<u>Travailler l'identité architecturale</u> Il sera demandé une cohérence entre le vocabulaire architectural et l'usage des bâtiments. Cela permettra de faciliter l'identification immédiate de l'activité : industries, entrepôts, artisanat, tertiaire ou services. Cette adéquation, couplée à une cohérence des volumes, des matériaux, des implantations, des limites, sera propice à l'expression d'une architecture de qualité. Les volumes des entreprises pourront ainsi jouer avec les alignements et s'adapter aux différents usages. La cohérence des projets devra s'exprimer par des lignes fortes, des rythmes, des alignements, sans être homogène ou systématique. Dans ce cadre, outre le respect du principe d'étagement, les règles de hauteurs, devront être définies de façon cohérente avec les types d'activités et permettre également de soigner l'articulation des formes urbaines et architecturales, et l'insertion générale du site : les transitions entre les nouvelles constructions et celles existantes devront être travaillées, en matière de formes urbaines et architecturales d'une part, en matière de traitement de l'interface paysagère d'autre part. Certains espaces techniques (stockage, benne à ordures, etc.) sont le plus souvent peu valorisants et leur intégration dans le projet architectural global devra participer à la construction d'une image qualitative de l'ensemble de la zone. Néanmoins, ces espaces ne pourront être totalement occultés et l'intégration de ces zones de stockage dans le projet architectural global devra participer à la construction d'une image qualitative de l'ensemble de la zone d'activités. Une visibilité partielle sur ces espaces devra être maintenue, notamment par la réalisation de percées visuelles. Dans tous les cas, l'organisation des volumes et l'utilisation des matériaux devront s'adapter aux différents usages, dans un souci de confort et de diversité d'espaces. <u>Améliorer la perception du bâti depuis l'espace public</u> La relation entre le bâtiment et l'espace public traduit le rapport que l'entreprise souhaite instaurer avec le public (choix des matériaux, mise en valeur de la façade, espaces plantés, etc.). La façade perçue depuis l'espace public est l'un des principaux supports de communication et d'identification de l'entreprise : elle doit être traitée avec la plus grande attention. La constitution d'un front bâti en alignement sur la voirie publique pourra permettre de créer un effet de rue et participer à véhiculer une image positive de la zone d'activités. Dans tous les cas, tout projet devra démontrer la qualité de sa composition globale et valoriser son rapport à l'espace public, que ce soit à travers sa composition urbaine ou sa perception depuis l'espace public. <u>Limiter la pollution visuelle</u> Complétant l'attention portée à la qualité de l'insertion paysagère, dans le cadre des économies d'énergie et des nuisances aux proches habitations : il sera impératif de veiller à un nombre et une puissance des enseignes lumineuses des locaux d'activités adaptés. De même, la valeur des teintes (du clair au sombre) est aussi importante que la couleur. Un bâtiment clair se voyant beaucoup dans le paysage, il conviendra donc d'utiliser une valeur moyenne pour la tonalité choisie, en accord avec l'environnement du bâtiment et sa position. Il conviendra par ailleurs de traiter les couvertures en harmonie avec les murs dans une composition d'ensemble. Dans tous les cas, tout projet devra démontrer la qualité de son insertion en limitant les pollutions visuelles et en favorisant l'utilisation (pour les façades et toitures) de couleurs adaptées et harmonieuses. <u>Souligner la ligne d'horizon et les points de vue</u> Quel que soit l'endroit où l'on se trouve au sein de la zone d'activités, le relief boisé avoisinant forme la ligne d'horizon. Son omniprésence qualifie l'insertion paysagère de cet espace. Pour conserver cette ligne d'horizon, l'implantation du bâti au sein de la zone d'activités doit venir, dans la mesure du possible, s'inscrire sous celle-ci pour en souligner la spécificité. La zone d'activités doit ainsi éviter de s'imposer ni « prendre le dessus » afin de respecter l'identité du paysage local et le profil topographique actuel, notamment la ligne des puys. Pour intégrer les futurs projets, le nouveau profil devra ainsi associer et imbriquer les masses bâties et les masses végétales. Par ailleurs, la réalisation de percées visuelles à travers la zone d'activités contribuera à inscrire le site dans son territoire : le végétal et le bâti permettent de cadrer les vues vers le grand paysage afin de ne pas enclaver le quartier. La préservation de ces points de vue existants constitue une priorité à respecter dans le cadre de toute opération de construction/ rénovation/réhabilitation. Dans tous les cas, tout projet devra démontrer la manière dont celui-ci s'appuie sur les masses boisées et s'intègre dans son environnement sans porter atteinte au paysage et en limitant l'impact dans le lointain.
Biodiversité et milieux naturels			OAP PAYSAGES : - Accompagner, dans les projets urbains, la reconquête et la renaturation des cours d'eau busés ; OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE : - Garantir la fonctionnalité des cours d'eau et des zones humides : o Maintenir une zone tampon entre le cours d'eau et les parcelles de logements ; o Préserver les berges en cohérence avec les besoins de l'OAP Paysage ;

			o Pour les parcelles partiellement concernées il est possible de construire dans les secteurs non humides en encourageant la mise en place des mesures suivantes : ▪ Éviter les sous-sols pour ne pas gêner les écoulement souterrains ; ▪ Rechercher l'infiltration maximale des eaux (pas de solution de rétention, pas d'imperméabilisation) ; ▪ Maintenir une distance à la zone humide en réservant des usages moins impactant pour les espaces à proximité (potager, espace de jeu). OAP ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES : <u>Développer une trame verte et bleue support de mobilités actives</u> - Basée sur les référents locaux, la trame verte se déclinera sous forme de bandes boisées, bosquets, bouquets d'arbres, alignements d'arbres, haies libres et espaces verts d'accompagnement de type haies taillées, massifs arbustifs, praire de fauche, engazonnement… - La variété de types de végétation et des essences qui la composera assurera un étagement progressif de la palette et de la biodiversité du site. - Les cheminements destinés aux modes de déplacements dits actifs (marche, vélo, trottinette, …) constituent une trame complémentaire aux trames verte et bleue. Elle s'y superposera autant que possible, proposant le long de ces cheminements dédiés des aménagements paysagers qualitatifs, évoluant au fil des saisons. La nature devient ainsi le support préférentiel de développement de ces pratiques qui peuvent être de loisirs ou du quotidien (déplacements domicile-travail). <u>Favoriser les corridors de biodiversité</u> La mise en place d'une trame verte repose sur des enjeux d'ordres paysager et écologique. Son objectif est donc double : intégrer la zone d'activités dans le paysage existant et protéger, conforter et enrichir la vie écologique des lieux, particulièrement au regard des corridors écologiques identifiés à l'échelle du SCoT du Grand Clermont. Des aménagements d'agrément compléteront cette ossature sous forme d'espaces végétaux moins structurants à l'échelle de l'entité paysagère. Principalement implantés le long des voiries, ces aménagements apporteront une présence végétale à l'intérieur de la zone d'activités. La trame verte pourra ainsi se décliner sous forme de bandes boisées, bosquets et alignements d'arbres, haies libres et espaces verts d'accompagnement de type haies taillées, massifs arbustifs, engazonnement, etc. La variété des types de végétation et des essences qui la composeront assurera un étagement progressif de la palette paysagère et de la biodiversité du site. Ces aménagements ont pour objectif de développer de véritables continuités fonctionnelles, permettant aux différentes espèces présentes de se déplacer au sein du territoire. GUIDE COMMUN DES OAP SECTORIELLES : Les réservoirs et corridors de biodiversité ont été identifiés, notamment par le SCoT du Grand Clermont. Vecteurs de biodiversité et composante essentielle de la qualité de vie, ces sites devront être préservés et confortés afin de maintenir au sein du territoire un maillage d'espaces de nature. La démarche invite ainsi à construire la ville à partir du respect et du développement des espaces de nature plutôt qu'en artificialisant des espaces riches de biodiversité. Chaque nouveau projet d'aménagement modifie la biodiversité dans un milieu donné. L'impact de l'homme sur son environnement peut être régulé grâce à certaines actions : - Repérer et sauvegarder la faune et la flore déjà présentes sur le site (éviter-réduire-compenser). - Poursuivre la trame verte et bleue au sein des différents secteurs concernés. - Sauvegarder les végétaux (arbres, fleurs, etc.) remarquables et/ou instaurer des mesures compensatoires. - Intégrer une réflexion sur les déplacements et habitats animaux en créant des infrastructures adaptées et/ou en respectant les corridors écologiques. - Installer un éclairage raisonné qui permet de lutter contre la pollution lumineuse et bénéficie au mode de vie des animaux nocturnes. Les réservoirs et corridors de biodiversité cohabitent ponctuellement avec un tissu urbain existant en évolution. Il convient donc de ménager ces entités les unes avec les autres, en préservant leurs qualités respectives. La perspective engagée consiste à reconnaître les lisières urbaines ainsi définies comme espaces de projets sur lesquels il serait souhaitable de développer de nouveaux usages et de nouvelles formes urbaines pour envisager des transitions entre les différents tissus. L'épaississement de ces secteurs de réflexion autour des sites liés à la trame verte et bleue pour y intégrer leur environnement bâti ou constructible direct permettra de penser les transitions, les percées visuelles, les continuités écologiques. Les projets d'aménagement devront ainsi : - Prendre en compte les caractéristiques naturelles et paysagères du site (la topographie, les axes d'écoulement et d'accumulation des eaux, les cônes de vue, les perspectives, la végétation existante, le patrimoine bâti remarquable).

			- Travailler les interfaces, comme les franges paysagères, notamment en matière de gestion des lisières entre zones urbanisées et espaces agro-naturels, ou pour les entrées de bourg, ou aires de stationnement boisées. - Penser le lien entre les espaces publics et les espaces naturels (jardins, parcs, plantations, …), inclure des principes d'accès divers en pensant les profil et gabarit des voies selon les modes de déplacements et les usages (de promenade, de randonnée, de ballade, etc.).
Gestion des ressources		*La pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales qui permettent de limiter ou d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou qui visent une économie des ressources est autorisée dès lors qu'elles ne nuisent :* - *Ni à la qualité architecturale du projet,* - *Ni à la qualité urbaine des lieux telles qu'exigées au sein du règlement de la zone.*	OAP CHANGEMENT CLIMATIQUE : La gestion durable des ressources (notamment la ressource en eau) est envisagée à travers l'aménagement du territoire : - Encourager et développer la mise en place d'une gestion alternative des eaux pluviales : o Conserver un % d'espaces de pleine terre sur les parcelles comme le préconise le règlement o Dans les pôles urbains privilégier des formes urbaines compactes et optimiser le foncier constructible pour les nouvelles constructions ; o Dans les zones d'activités, plafonner la superficie des parcs de stationnement, conformément au règlement ; o Végétaliser au maximum les espaces (publics et privés) avec une recherche de diversité dans les strates proposées (herbacées, arbustive, arborée) ; o Déconnecter au maximum les toitures des réseaux d'assainissement ; o Favoriser la création de dispositifs de rétention des eaux de pluie et encourager leur réemploi à l'échelle du bâtiment et des espaces publics ; o Réglementer le volume et l'implantation des piscines

3.4.1.5 Prise en compte de l'environnement dans le règlement des zones AU

Par ailleurs, les secteurs étudiés concernent les zones ouvertes à l'urbanisation (AU) afin de caractériser l'évolution des incidences sur l'environnement dans le cadre du projet de PLUi de Riom Limagne et Volcans. Sont ainsi présentées les différentes mesures prévues, pour chaque zonage, en réponse aux différentes thématiques environnementales.

	1AUR	1AUE	1AUL	1AUA
PREAMBULE	Elles sont couvertes par des Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), soumises à un rapport de compatibilité en complément du présent règlement. L'ouverture à l'urbanisation des zones 1AUR ne pourra se faire que dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble, portant sur la totalité de la zone, ou partiellement si cette condition est définie dans l'OAP concernée. - Les zones **1AURv** représentent les secteurs à urbaniser à dominante résidentielle à proximité des centres-villes, - Les zones **1AURg** représentent les secteurs à urbaniser du territoire à dominante résidentielle sous forme de lotissements pavillonnaires ou d'habitat diffus.	Le territoire de la Communauté d'Agglomération comprend 12 zones 1AUE qui font toutes l'objet d'une Opération d'Aménagement et de Programmation (OAP)	La zone 1AUL est une zone à urbaniser destinée à des activités* de loisirs sur le territoire de Volvic.	La zone 1AUA est une zone à urbaniser destinée à l'accueil d'activités* économiques.
THEMATIQUE				
Gestion des risques et des nuisances	**GESTION DU RISQUE INONDATION** Les dispositions relatives aux eaux pluviales doivent tenir compte de la capacité de rétention d'eau du terrain en temps de pluie, des caractéristiques du sous-sol et de la capacité hydraulique des ouvrages de collecte. Les dispositifs de rétention ou régulation à la parcelle devront être dimensionnés pour retenir la pluie d'un épisode d'occurrence décennale, trentennale pour Riom, et permettre d'intercepter la surface de parcelle concernée par les travaux, augmentée de la surface de bassin versant éventuellement interceptée par le projet. **GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES** Sont autorisés dans toutes les zones : - Les nouvelles installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et autres usagers de la zone, que soit mis en œuvre toutes dispositions pour les rendre compatible avec l'habitat environnent et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* des nuisances ou des risques (bruit, circulation, …) ; - Les extensions* ou transformations des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* une aggravation des risques et des nuisances liés au classement et que toutes dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant ;	**GESTION DU RISQUE INONDATION** Les dispositions relatives aux eaux pluviales doivent tenir compte de la capacité de rétention d'eau du terrain en temps de pluie, des caractéristiques du sous-sol et de la capacité hydraulique des ouvrages de collecte. Les dispositifs de rétention ou régulation à la parcelle devront être dimensionnés pour retenir la pluie d'un épisode d'occurrence décennale, trentennale pour Riom, et permettre d'intercepter la surface de parcelle concernée par les travaux, augmentée de la surface de bassin versant éventuellement interceptée par le projet.	**GESTION DU RISQUE INONDATION** Les dispositions relatives aux eaux pluviales doivent tenir compte de la capacité de rétention d'eau du terrain en temps de pluie, des caractéristiques du sous-sol et de la capacité hydraulique des ouvrages de collecte. Les dispositifs de rétention ou régulation à la parcelle devront être dimensionnés pour retenir la pluie d'un épisode d'occurrence décennale, trentennale pour Riom, et permettre d'intercepter la surface de parcelle concernée par les travaux, augmentée de la surface de bassin versant éventuellement interceptée par le projet.	**GESTION DU RISQUE INONDATION** Les dispositions relatives aux eaux pluviales doivent tenir compte de la capacité de rétention d'eau du terrain en temps de pluie, des caractéristiques du sous-sol et de la capacité hydraulique des ouvrages de collecte. Les dispositifs de rétention ou régulation à la parcelle devront être dimensionnés pour retenir la pluie d'un épisode d'occurrence décennale, trentennale pour Riom, et permettre d'intercepter la surface de parcelle concernée par les travaux, augmentée de la surface de bassin versant éventuellement interceptée par le projet. **GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES** Sont autorisés dans toutes les zones : - Les nouvelles installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et autres usagers de la zone, que soit mis en œuvre toutes dispositions pour les rendre compatible avec l'habitat environnent et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* des nuisances ou des risques (bruit, circulation, …) ; - Les extensions* ou transformations des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* une aggravation des risques et des nuisances liés au classement et que toutes dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant ;
Consommations d'énergies et émissions de GES	**ENERGIES RENOUVELABLES :** Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d'eau pluviale ou valorisation énergétique.	**ENERGIES RENOUVELABLES** Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d'eau pluviale ou valorisation énergétique.	**ENERGIES RENOUVELABLES** Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d'eau pluviale ou valorisation énergétique.	**ENERGIES RENOUVELABLES** Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d'eau pluviale ou valorisation énergétique.

	Autorisé sous réserve de ne pas interférer avec les perspectives paysagères et d'être implantés de façon à être les moins perceptibles possibles depuis les espaces et voies publiques*. S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment*, local ou installation* soumis à une autorisation de construire située à l'intérieur de ces périmètres. **MODES DOUX** Sont autorisés dans toutes les zones, les aménagements liés aux voies cyclables ;	Autorisé sous réserve de ne pas interférer avec les perspectives paysagères et d'être implantés de façon à être les moins perceptibles possibles depuis les espaces et voies publiques*. S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment*, local ou installation* soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres. **MODES DOUX** Sont autorisés, les aménagements liés aux voies cyclables **REDUCTION DES GES :** Des emplacements pour le stationnement* des véhicules électriques doivent être aménagés et équipés.	Autorisé sous réserve de ne pas interférer avec les perspectives paysagères et d'être implantés de façon à être les moins perceptibles possibles depuis les espaces et voies publiques*. S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment*, local ou installation* soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres. **MODES DOUX** Sont autorisés, les aménagements liés aux voies cyclables **REDUCTION DES GES :** Des emplacements pour le stationnement* des véhicules électriques doivent être aménagés et équipés.	Autorisé sous réserve de ne pas interférer avec les perspectives paysagères et d'être implantés de façon à être les moins perceptibles possibles depuis les espaces et voies publiques*. S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment*, local ou installation* soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres. **MODES DOUX** Sont autorisés, les aménagements liés aux voies cyclables **REDUCTION DES GES :** Des emplacements pour le stationnement* des véhicules électriques doivent être aménagés et équipés.
Paysages et patrimoine	Les constructions* doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. **TOITURES** : La couleur des toitures devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **FACADES** : La couleur des façades* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). Les couleurs des façades* sont celles qui priment dans le paysage. Elle doit se fondre dans les teintes préexistantes de l'environnement et du bâti local. Les travaux sur bâtiments* existants ne doivent pas porter atteinte à leur qualité architecturale d'origine. **MENUISERIES** : Les menuiseries* représentent des éléments forts de la façade*, pour cela, le choix des types de menuiseries*, leurs dimensions, leur ordonnancement* et leur coloris devront favoriser une bonne insertion dans la façade*. La couleur des menuiseries* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **TOPOGRAPHIE** - Les constructions* devront être adaptées à la topographie du terrain* initial. - Les modifications de la topographie du terrain* seront limitées autant que possible et les mouvements de terres susceptibles de porter atteinte au caractère d'un site bâti ou naturel seront interdits.	Les constructions* doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. **TOITURES** : La couleur des toitures devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **FACADES** : Les matériaux et les couleurs employés doivent être choisis pour s'intégrer dans le paysage environnant, à travers le choix de teintes chromatiques se rapprochant le plus possible des teintes existantes environnantes. La couleur des façades devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **MENUISERIES** : La couleur des menuiseries* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **TOPOGRAPHIE** - Les constructions* devront être adaptées à la topographie du terrain* initial. - Les modifications de la topographie du terrain* seront limitées autant que possible et les mouvements de terres susceptibles de porter atteinte au caractère d'un site bâti ou naturel seront interdits. Les éléments du paysage identifiés devront respecter les règles édictées dans la liste des éléments du patrimoine à préserver (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-1 : Présentation des prescriptions réglementaires et fiches patrimoniales)	De manière générale, les constructions* doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. De ce fait, les projets analyseront les rapports entretenus entre le futur projet avec la Chaîne des Puys, notamment les vues depuis le site sur les Puys, avec son inscription dans la pente. Les projets maintiendront l'ensemble des caractéristiques contribuant à la compréhension des paysages. De même, les annexes* doivent recevoir un traitement de finition identique ou compatible avec le traitement de la construction existante*. Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales **TOITURES** : La couleur des toitures devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **FACADES** : Les teintes des enduits et bardages seront choisies dans le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **MENUISERIES** : La couleur des menuiseries* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **TOPOGRAPHIE** - Les constructions* devront être adaptées à la topographie du terrain* initial. - Les modifications de la topographie du terrain* seront limitées autant que possible et les mouvements de terres susceptibles de porter atteinte au caractère d'un site bâti ou naturel seront interdits.	Les constructions* doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. **TOITURES** : La couleur des toitures devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **FACADES** : La couleur des façades* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **MENUISERIES** : La couleur des menuiseries* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-2 : Couleurs & Nuancier). **TOPOGRAPHIE** - Les constructions* devront être adaptées à la topographie du terrain* initial. - Les modifications de la topographie du terrain* seront limitées autant que possible et les mouvements de terres susceptibles de porter atteinte au caractère d'un site bâti ou naturel seront interdits. Les éléments du paysage identifiés devront respecter les règles édictées dans la liste des éléments du patrimoine à préserver (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-1 : Présentation des prescriptions réglementaires et fiches patrimoniales)

	Les éléments du paysage identifiés devront respecter les règles édictées dans la liste des éléments du patrimoine à préserver (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-1 : Présentation des prescriptions réglementaires et fiches patrimoniales)		Les éléments du paysage identifiés devront respecter les règles édictées dans la liste des éléments du patrimoine à préserver (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-1 : Présentation des prescriptions réglementaires et fiches patrimoniales)	
Biodiversité et milieux naturels	Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. **EMPRISE AU SOL** En secteur 1AURv : L'emprise au sol* des constructions* est de maximum 50%. En secteur 1AURg : L'emprise au sol* des constructions* est de maximum 40%. **CLOTURES :** Les haies monospécifiques sont interdites et devront être constituées au minimum de trois essences végétales de feuillus (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 : Palette végétale). En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site. S'il est quand-même nécessaire d'installer une clôture*, elle devra être composée d'un grillage composé de grosses mailles et elle sera ensuite camouflée par la plantation d'une haie (d'au moins 3 essences végétales de feuillus) devenue plus haute. Les mailles font minimum 15 cm². Pour favoriser le développement de la petite faune, il est recommandé de prévoir des ouvertures au niveau du sol de 10 à 20 cm² au moins tous les 15 mètres, notamment en limite séparative*. Opter pour la plus grande ouverture possible pour permettre à des animaux de plus grande taille de bénéficier également de ce passage. Si la longueur totale de la clôture* est inférieure à 15 m, prévoir au moins 1 passage. **ESPACES LIBRES :** Les espaces libres* qui marquent le recul des constructions* par rapport aux limites de la parcelle* doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. Tout arbre de haute tige mature* devra être conservé (sauf justifications spécifiques). En tout état de cause, tout projet de construction* devra justifier de la plantation ou du maintien d'arbres de haute tige en privilégiant une diversité d'essences adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m² d'espace de pleine terre. En cas d'activités* susceptibles d'entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est	Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ***CLOTURES :*** Les clôtures* devront être exclusivement composées d'un grillage de teinte sombre sans dispositif intégré (lamelles) et doublée d'une haie végétale composée d'au minimum trois essences végétales (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). Les haies monospécifiques sont interdites Les clôtures* doivent être adaptées aux usages et aux impératifs de sécurisation des espaces extérieurs. L'exception à la règle énoncée ci-dessus est possible pour les équipements* d'intérêt collectifs et de service public qui nécessite une hauteur* et une composition de clôture* différente pour des raisons de protection accrue. En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site. Pour favoriser le développement de la petite faune, il est recommandé de prévoir des ouvertures au niveau du sol de 10 à 20 cm² au moins tous les 15 mètres, notamment en limite séparative*. Opter pour la plus grande ouverture possible pour permettre à des animaux de plus grande taille de bénéficier également de ce passage. Si la longueur totale de la clôture* est inférieure à 15 m, prévoir au moins 1 passage. **ESPACES LIBRES :** Les espaces libres* qui marquent le recul des constructions* par rapport aux limites de la parcelle* doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. Tout arbre de haute tige mature* devra être conservé (sauf justifications spécifiques). Tout projet de construction* devra justifier de la plantation ou du maintien d'arbres de haute tige en privilégiant une diversité d'essences adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m² d'espace de pleine terre. Les essences choisies seront diversifiées et adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3	Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales **EMPRISE AU SOL :** L'emprise au sol*, de l'ensemble des constructions* ne pourra excéder 5% de la superficie totale de l'unité foncière*. **CLOTURES *:*** Les clôtures* devront être exclusivement composées d'un grillage de teinte sombre sans dispositif intégré (lamelles) et doublée d'une haie végétale composée d'au minimum trois essences végétales (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). Les haies monospécifiques sont interdites Les clôtures* doivent être adaptées aux usages et aux impératifs de sécurisation des espaces extérieurs. L'exception à la règle énoncée ci-dessus est possible pour les équipements* d'intérêt collectifs et de service public qui nécessite une hauteur* et une composition de clôture* différente pour des raisons de protection accrue. En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site. Pour favoriser le développement de la petite faune, il est recommandé de prévoir des ouvertures au niveau du sol de 10 à 20 cm² au moins tous les 15 mètres, notamment en limite séparative*. Opter pour la plus grande ouverture possible pour permettre à des animaux de plus grande taille de bénéficier également de ce passage. Si la longueur totale de la clôture* est inférieure à 15 m, prévoir au moins 1 passage. **ESPACES LIBRES :** Les espaces libres* qui marquent le recul des constructions* par rapport aux limites de la parcelle* doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. Tout arbre de haute tige mature* devra être conservé (sauf justifications spécifiques). Tout projet de construction* devra justifier de la plantation ou du maintien d'arbres de haute tige en privilégiant une diversité d'essences adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m² d'espace de pleine terre.	Les occupations et utilisations du sol peuvent être refusées ou n'être accordées que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions*, par leur situation, leurs dimensions, leur architecture ou l'aspect extérieur des bâtiments* ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. **CLOTURES :** Les haies monospécifiques sont interdites. Les clôtures* doivent être adaptées aux usages et aux impératifs de sécurisation des espaces extérieurs. En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site. S'il est quand-même nécessaire d'installer une clôture*, elle devra être composée d'un grillage composé de grosses mailles et elle sera ensuite camouflée par la plantation d'une haie (d'au moins 3 essences végétales de feuillus) devenue plus haute. Les mailles font minimum 15 cm². Pour favoriser le développement de la petite faune, il est recommandé de prévoir des ouvertures au niveau du sol de 10 à 20 cm² au moins tous les 15 mètres, notamment en limite séparative*. Opter pour la plus grande ouverture possible pour permettre à des animaux de plus grande taille de bénéficier également de ce passage. Si la longueur totale de la clôture* est inférieure à 15 m, prévoir au moins 1 passage. **ESPACES LIBRES :** Les espaces libres* qui marquent le recul des constructions* par rapport aux limites de la parcelle* doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif. Tout arbre de haute tige mature* devra être conservé (sauf justifications spécifiques). Tout projet de construction* devra justifier de la plantation ou du maintien d'arbres de haute tige en privilégiant une diversité d'essences adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m² d'espace de pleine terre. Les essences choisies seront diversifiées et adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). En tout état de cause, la plantation de haies mono spécifiques est interdite. La composition d'un espace vert d'un seul tenant et participant à la formation d'îlot vert sera également recherchée, notamment en privilégiant le regroupement avec les espaces verts existants ou projetés, limitrophes.

<table>
<tr>
<td></td>
<td>imposé que les marges d’isolement par rapport aux limites séparatives* soient plantées d’arbres formant un écran visuel.

Les espaces libres* doivent être laissés en pleine terre suivant les proportions suivantes :

<table><tr><th>Emprise au sol*</th><th>Part des espaces libres* devant être conservée en pleine terre</th></tr><tr><td>Jusqu’à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr><tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr><tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr><tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr><tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr></table></td>
<td>Palette végétale). En tout état de cause, la plantation de haies mono spécifiques est interdite.

La composition d'un espace vert d'un seul tenant et participant à la formation d’îlot vert sera également recherchée, notamment en privilégiant le regroupement avec les espaces verts existants ou projetés, limitrophes.

En cas d’activités* susceptibles d’entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est imposé que les marges d’isolement par rapport aux limites séparatives* soient plantées d’arbres formant un écran visuel.

Les aménagements paysagers devront proposer les essences locales non invasives (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). Ils devront proposer une diversité de milieux à travers notamment des strates végétales variées (herbacées, arbustives, arborées) selon les secteurs de passage et les usages. Ces espaces devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales.

Les espaces libres* doivent être laissés en pleine terre suivant les proportions suivantes :

<table><tr><th>Emprise au sol*</th><th>Part des espaces libres* devant être conservée en pleine terre</th></tr><tr><td>Jusqu’à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr><tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr><tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr><tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr><tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr></table></td>
<td>Les essences choisies seront diversifiées et adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). En tout état de cause, la plantation de haies mono spécifiques est interdite.

La composition d'un espace vert d'un seul tenant et participant à la formation d’îlot vert sera également recherchée, notamment en privilégiant le regroupement avec les espaces verts existants ou projetés, limitrophes.

En cas d’activités* susceptibles d’entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est imposé que les marges d’isolement par rapport aux limites séparatives* soient plantées d’arbres formant un écran visuel.

Les aménagements paysagers devront proposer les essences locales non invasives (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). Ils devront proposer une diversité de milieux à travers notamment des strates végétales variées (herbacées, arbustives, arborées) selon les secteurs de passage et les usages. Ces espaces devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales.

Les espaces libres* doivent être laissés en pleine terre suivant les proportions suivantes :

<table><tr><th>Emprise au sol*</th><th>Part des espaces libres* devant être conservée en pleine terre</th></tr><tr><td>Jusqu’à 20 %</td><td>Au moins 60 %</td></tr><tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr><tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 30 %</td></tr><tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 10 %</td></tr><tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr></table></td>
<td>En cas d’activités* susceptibles d’entraîner des nuisances visuelles (en particulier les dépôts et stockage extérieurs), il est imposé que les marges d’isolement par rapport aux limites séparatives* soient plantées d’arbres formant un écran visuel.

Les aménagements paysagers devront proposer les essences locales non invasives (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE ANNEXE 5-3 Palette végétale). Ils devront proposer une diversité de milieux à travers notamment des strates végétales variées (herbacées, arbustives, arborées) selon les secteurs de passage et les usages. Ces espaces devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales.

Les espaces libres* doivent être laissés en pleine terre suivant les proportions suivantes :

<table><tr><th>Surface d’exploitation* + Emprise au sol*</th><th>Part des espaces libres* devant être conservée en pleine terre</th></tr><tr><td>Jusqu’à 20 %</td><td>Au moins 50 %</td></tr><tr><td>Entre 20% et 40 %</td><td>Au moins 40 %</td></tr><tr><td>Entre 40 % et 60 %</td><td>Au moins 20 %</td></tr><tr><td>Entre 60% et 80 %</td><td>Au moins 5 %</td></tr><tr><td>Supérieur à 80%</td><td>Non réglementé</td></tr></table></td>
</tr>
<tr>
<td>Gestion des ressources</td>
<td>Pour être urbanisable, elles doivent être dotées d’équipements* de dimension suffisante en périphérie – voies publiques*, eau électricité et le cas échéant assainissement.

GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES :
Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d’eau pluviale ou valorisation énergétique.
Les aires de stationnement accueillant des véhicules légers doivent être réalisées en revêtement perméable pour l’infiltration des eaux pluviales, à l’exception des projets situés dans des secteurs dont la pente moyenne excède 20%.

Tout projet d’aménagement doit privilégier une gestion intégrée à la parcelle. Le rejet au réseau ou à un exécutoire ne se fait qu’en dernier recours et après mise en place d’un dispositif de rétention. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d’une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d’économie des ressources en eau. Les projets devront se conformer aux prescriptions du règlement de service d’assainissement en vigueur. En absence de dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, les règles suivantes devront s’appliquer.</td>
<td>Pour être urbanisable, elle doit être dotée d’équipements* de dimension suffisante en périphérie – voies publiques*, eau électricité et le cas échéant assainissement.

GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES :
Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d’eau pluviale ou valorisation énergétique.

Les aménagements paysagers devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales
Tout projet d’aménagement doit privilégier une gestion intégrée à la parcelle. Le rejet au réseau ou à un exécutoire ne se fait qu’en dernier recours et après mise en place d’un dispositif de rétention. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d’une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d’économie des ressources en eau. Les projets devront se conformer aux prescriptions du règlement de service d’assainissement en vigueur. En absence de dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, les règles suivantes devront s’appliquer.

En cohérence avec le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et les</td>
<td>Pour être urbanisable, elle doit être dotée d’équipements* de dimension suffisante en périphérie – voies publiques*, eau électricité assainissement.

GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES :
Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d’eau pluviale ou valorisation énergétique.

Les aménagements paysagers devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales
Tout projet d’aménagement doit privilégier une gestion intégrée à la parcelle. Le rejet au réseau ou à un exécutoire ne se fait qu’en dernier recours et après mise en place d’un dispositif de rétention. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d’une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d’économie des ressources en eau. Les projets devront se conformer aux prescriptions du règlement de service d’assainissement en vigueur. En absence de dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, les règles suivantes devront s’appliquer.

En cohérence avec le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et les</td>
<td>Pour être urbanisable, elle doit être dotée d’équipements* de dimension suffisante en périphérie – voies publiques*, eau électricité assainissement.
GESTION ALTERNATIVE DES EAUX PLUVIALES :
Il est recommandé de mettre en place une valorisation éco aménageable des toitures : toitures végétalisées, rétention d’eau pluviale ou valorisation énergétique.

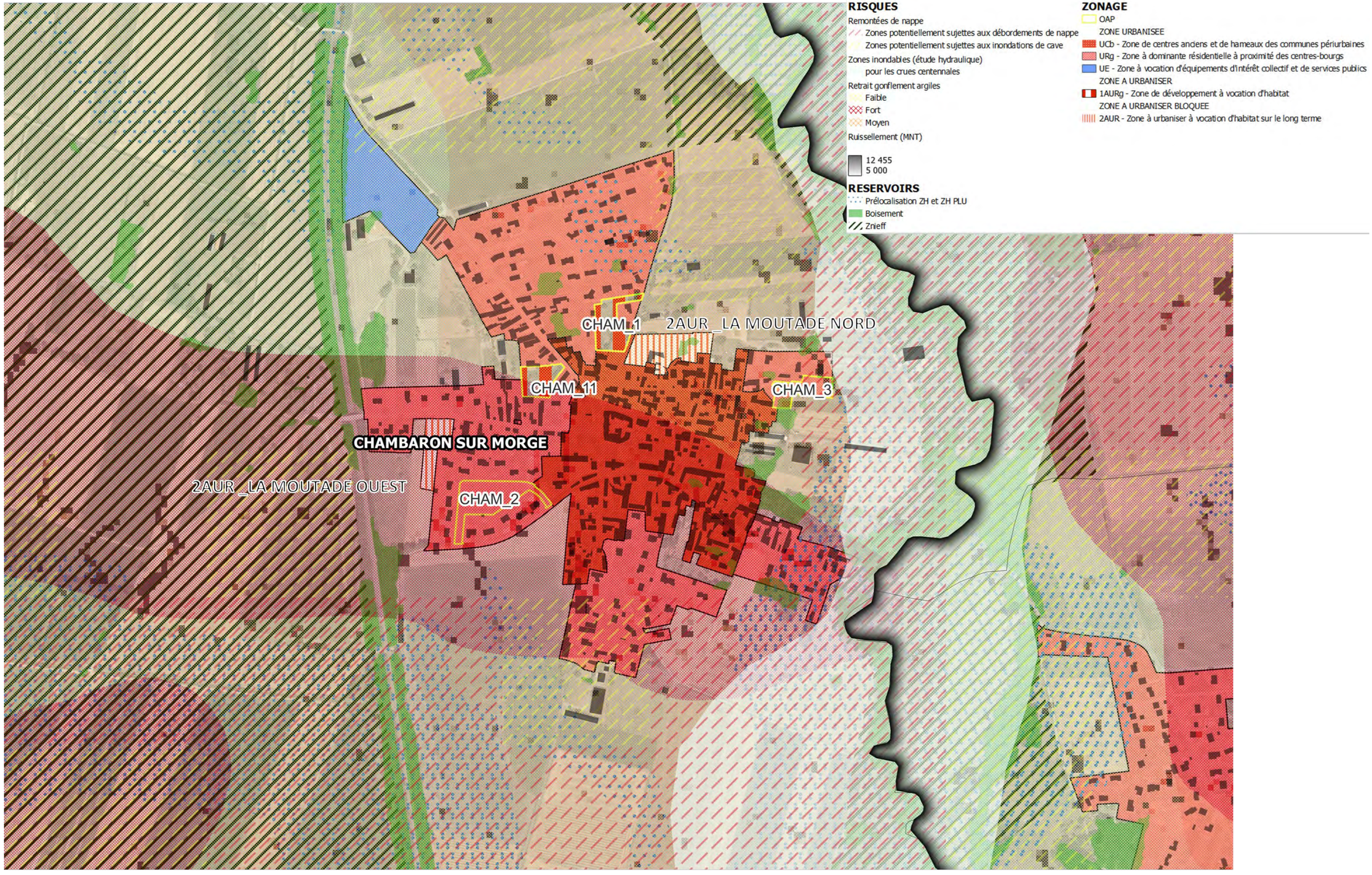
Les aménagements paysagers devront participer aux dispositifs de gestion alternative des eaux pluviales
Tout projet d’aménagement doit privilégier une gestion intégrée à la parcelle. Le rejet au réseau ou à un exécutoire ne se fait qu’en dernier recours et après mise en place d’un dispositif de rétention. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d’une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d’économie des ressources en eau. Les projets devront se conformer aux prescriptions du règlement de service d’assainissement en vigueur. En absence de dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, les règles suivantes devront s’appliquer.

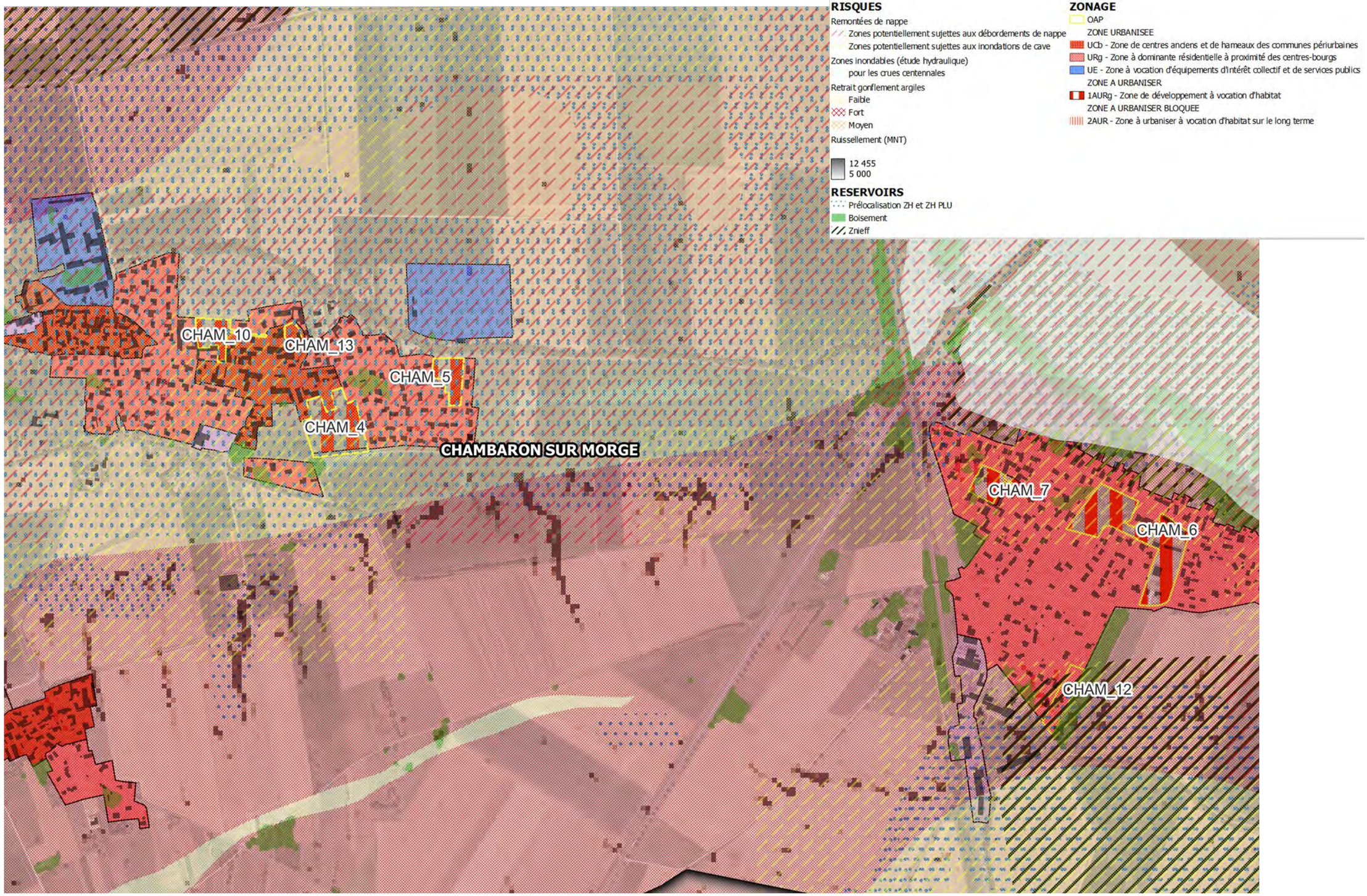
En cohérence avec le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et les objectifs de bon état du milieu récepteur selon la Directive</td>
</tr>
</table>

	En cohérence avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et les objectifs de bon état du milieu récepteur selon la Directive Cadre Européenne, les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet. Les concentrations maximales des paramètres physico-chimiques des rejets dans le réseau sont précisées. **GESTION DES DECHETS** Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble la mise en place d'espaces de tri enterrés ou aériens est autorisée à condition de les intégrer dans le paysage et de respecter les prescriptions du SBA (Syndicat du Bois de l'Aumône).	objectifs de bon état du milieu récepteur selon la Directive Cadre Européenne, les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet. Les concentrations maximales des paramètres physico-chimiques des rejets dans le réseau sont précisées. **GESTION DES DECHETS** Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble la mise en place d'espaces de tri enterrés ou aériens est autorisée à condition de les intégrer dans le paysage et de respecter les prescriptions du SBA (Syndicat du Bois de l'Aumône).	objectifs de bon état du milieu récepteur selon la Directive Cadre Européenne, les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet. Les concentrations maximales des paramètres physico-chimiques des rejets dans le réseau sont précisées. **GESTION DES DECHETS** Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble la mise en place d'espaces de tri enterrés ou aériens est autorisée à condition de les intégrer dans le paysage et de respecter les prescriptions du SBA (Syndicat du Bois de l'Aumône).	Cadre Européenne, les eaux pluviales ayant ruisselé sur une surface potentiellement polluée devront subir a minima une décantation avant rejet. Les concentrations maximales des paramètres physico-chimiques des rejets dans le réseau sont précisées. **GESTION DES DECHETS** Dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble la mise en place d'espaces de tri enterrés ou aériens est autorisée à condition de les intégrer dans le paysage et de respecter les prescriptions du SBA (Syndicat du Bois de l'Aumône).

3.4.1.6 Prise en compte de l'environnement à l'échelle de chaque secteur ouvert à l'urbanisation

3.4.1.6.1 CHAMBARON-SUR-MORGE :




RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
Zones inondables (étude hydraulique)
pour les crues centennales
Retrait gonflement argiles
Faible
Fort
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Prélocalisation ZH et ZH PLU
Boisement
Znieff
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCb - Zone de centres anciens et de hameaux des communes périurbaines
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
ZONE A URBANISER
1AURg - Zone de développement à vocation d'habitat
ZONE A URBANISER BLOQUEE
2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme
CHAM_10
CHAM_13
CHAM_5
CHAM_4
CHAMBARON SUR MORGE
CHAM_7
CHAM_6
CHAM_12

CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
CHAM_1	« LA MOUTADE NORD »	4358,56	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Prairie pâturée ZH : NON HIC : NON Moins de 500m ZNIEFF > Maintien des noyers	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen. > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité des espaces naturels et destruction des milieux	**Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - De manière générale, l'objectif de l'OAP est d'insérer le projet urbain dans un secteur en partie déjà construit, en créant des coutures urbaines avec les limites d'ores et déjà urbanisées et en assurant une cohérence bâti entre les constructions existantes et futures. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Malgré une absence d'aléa, une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement.	FAIBLE Sous réserve d'indiquer le maintien des noyers dans le texte de l'OAP
CHAM_4	« CELLULE CENTRE »	16052,57	FAIBLE Occupation du sol : Friche, culture, jardin Jachère fleurie, présence de pavot de Californie ZH : NC HIC : NON Corridor linéaire SRCE proche, prélocalisation SAGE > Retrait fossé, maintien haie	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen / remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen. > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité des espaces naturels et destruction des milieux	**Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - La partie sud de l'opération sera organisée et aménagée de manière à encourager la création d'une ripisylve, le long du cours d'eau, et préservera une bande « tampon » composée de jardins arborés. - Un espace tampon sera également préservé sur la partie nord de l'opération, de manière à limiter l'impact de l'opération sur les constructions limitrophes, notamment en matière d'ombrage. Cet espace pourra être dédié à l'aménagement de jardins ou d'espace de stationnement perméable. - L'implantation des logements en bande devra favoriser une dynamique de quartier hétérogène, afin d'éviter l'effet « bloc », en favorisant notamment les petits décalages d'implantation et de hauteur. - L'implantation, la volumétrie et les caractéristiques des bâtiments devront : o Rechercher la meilleure exposition, et s'intègreront le plus possible dans l'espace arboré existant. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Malgré une absence d'aléa, une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES :** - L'implantation, la volumétrie et les caractéristiques des bâtiments devront : o Faciliter un éclairage naturel optimal et trouver un équilibre entre permettre un ensoleillement des constructions et préserver des espaces plus abrités en cas de canicule o Permettre de favoriser la réalisation de logements à énergie passive et encourager à l'utilisation d'énergie renouvelables	FAIBLE
CHAM_5	« CELLULE EST »	4619,97	FAIBLE Occupation du sol : Prairie et culture ZH : NON HIC : NON Corridor linéaire SRCE proche	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen / remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen.	**Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - Compte-tenu de sa situation, il s'agira de mettre en valeur l'entrée de la zone, par un aménagement paysager participant à la valorisation de l'entrée de bourg de Cellule. Cet aménagement prendra la forme d'une bande végétale (haie) composée d'essences locales et variées. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement.	FAIBLE

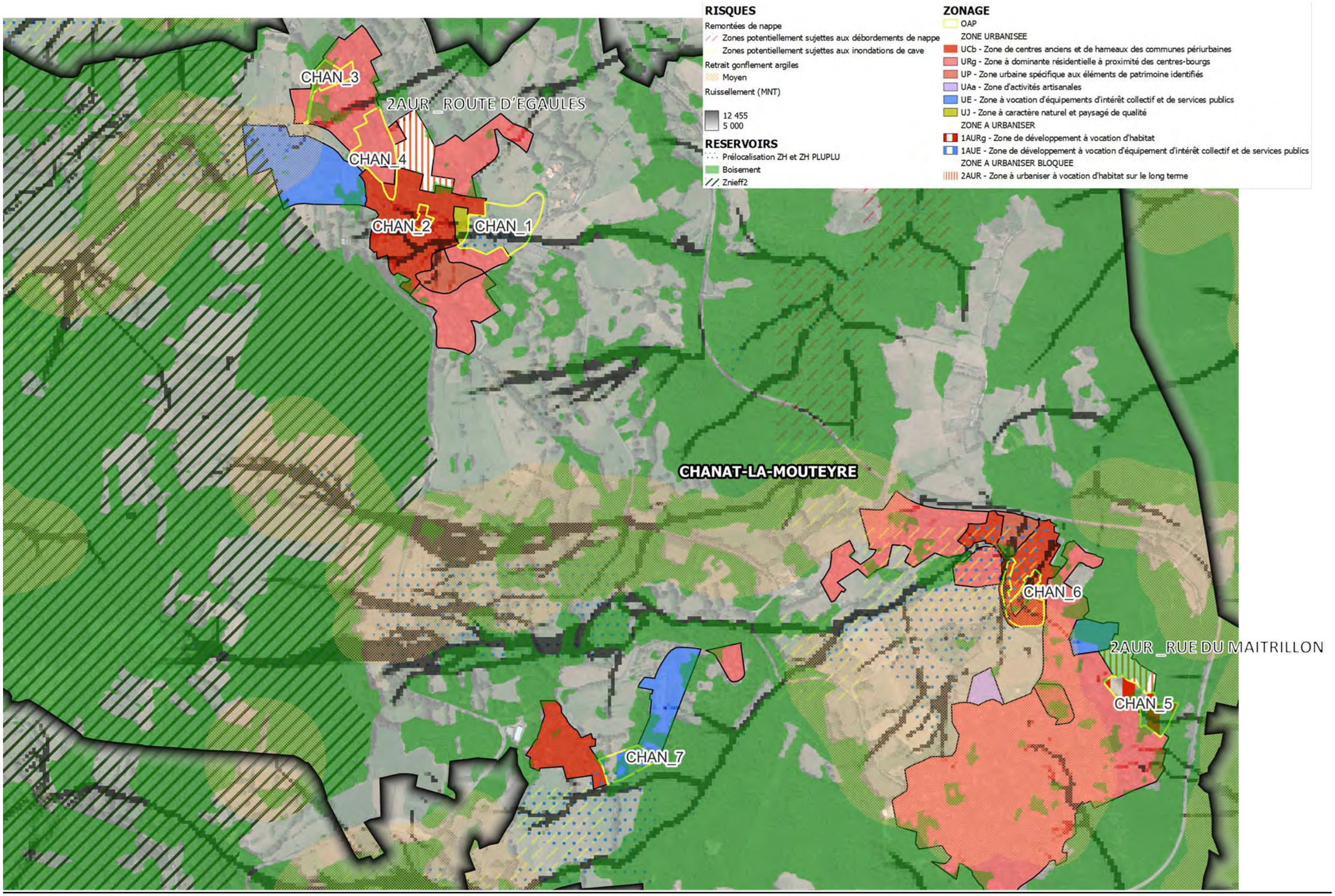
CHAM_6	« PONTMORT CENTRE »	19000	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Prairie naturelle, fourré, verger, frênaie anthropique avec robinier ZH : NON HIC : NON Proximité ZNIEFF > Maintien des fourrés en bordure et réhabilitation des vergers	MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles fort / remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial		MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile fort et à un phénomène de remontée de nappes > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité d'espaces naturels d'intérêt (prairie naturelle, verger…)	Cf 0 Cf 3.4.1.4 (ZONE AURg) OAP : **Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - L'objectif de l'aménagement du secteur devra permettre de traiter un cœur d'îlot du quartier de Pontmort en prenant en compte le bâti existant. Dans ce cadre, il s'agira : o D'intégrer le tènement du château dans la réflexion sur l'aménagement du site. - Afin de ne pas nier l'existant et de prendre en compte l'environnement proche du secteur, il s'agira dans la mesure du possible de maintenir les murets en pierre rue de la Limagne, au nord. De même, afin de préserver les abords du château, il s'agira de conserver une bande « tampon », prenant la forme d'un espace vert, arboré, positionné autour de celui-ci, support d'une liaison piétonne connectant les deux opérations, et permettant de joindre la rue de la Garenne et la rue de la Limagne, sur la partie nord-ouest de l'opération. - Afin de conserver l'image d'un espace boisé depuis la rue de la Limagne, sur la partie nord-ouest de l'opération en particulier, il s'agira de : o Privilégier le maintien des arbres existants ; o Développer un espace arboré qualitatif et ouvert, composé d'essences locales et variées, sur une bande d'au moins 15 m par rapport à l'alignement - Les espaces verts, espace tampon, aire de jeux et espaces de rencontre devront présenter trois strates végétales d'essences locales (herbacée, arbustive, arborée). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation de ces espaces doit être évitée au maximum et ces derniers doivent participer à la gestion des eaux pluviales, sous forme de bassin de récupération des eaux pluviales paysager ou noues paysagères et ouverts au public. **Réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES :** - Proposer une opération « exemplaire » des points de vue énergétique et de développement durable. - Sur l'ensemble de l'opération (partie est et partie ouest), L'implantation, la volumétrie et les caractéristiques des bâtiments : o Rechercheront la meilleure exposition et s'intègreront le plus possible dans l'espace arboré existant, o Faciliteront un éclairage naturel optimal, o Trouveront un équilibre entre permettre un ensoleillement des constructions et préserver des espaces plus abrités en cas de canicule, o Permettront de favoriser la réalisation de logements à énergie passive, o Encourageront à l'utilisation d'énergie renouvelables.	FAIBLE
CHAM_7	« PONTMORT OUEST » **N. I**	4914,21	FAIBLE Occupation du sol : Pelouse et quelques arbres ZH : NON HIC : NC Proximité ZNIEFF	MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles fort / remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial		MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile fort et à un phénomène de remontée de nappes	Cf 0 Cf 3.4.1.4 (ZONE AURg) OAP : **Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - Il s'agira de maintenir un espace tampon (non constructible mais aménageable) entre l'opération et les constructions pavillonnaires alentours. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES :** - Afin d'encourager les déplacements doux, des aménagements traversants et sécurisés devront être mis en place (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7). - De manière à favoriser un bon ensoleillement des constructions, il s'agira d'organiser l'implantation, la volumétrie des constructions et de privilégier une implantation des constructions favorisant l'exposition sud des jardins.	FAIBLE
/	2AU « LA MOUTADE OUEST »	3981	FAIBLE Occupation du sol : Friche et culture ZH : NON	MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles fort / remontées de nappes		MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile fort	Cf 0 > Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT :	FAIBLE

			HIC : NON Corridor diffus du SRCE Proximité ZNIEFF > Maintien du gros noyer au niveau du passage	NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial		- Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	
CHAM_10	« CELLULE CENTRE NORD »	5087,46	FAIBLE Occupation du sol : Prairie artificielle, jardin, labour ZH : NC HIC : NON Corridor linéaire SRCE proche, prélocalisation SAGE	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen / remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen	Cf 0 Cf 3.4.1.4 (ZONE AURg) OAP : **Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - Afin d'encourager les déplacements doux, des aménagements traversants et sécurisés devront être mis en place (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7). - La limite nord de l'opération fera l'objet d'une attention particulière, notamment dans son traitement. Dans ce cadre, une haie d'essence locale et variée sera réalisée afin de permettre une transition entre l'espace urbain et l'espace agricole. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - D'une manière générale, les eaux pluviales seront gérées à l'opération. **Réduire les consommations énergétiques et les émissions de GES :** - Proposer une opération « exemplaire » des points de vue énergétique et de développement durable. - l'implantation, la volumétrie et les caractéristiques des bâtiments : o Rechercheront la meilleure exposition et faciliteront un éclairage naturel optimal o Permettront de favoriser la réalisation de logements à énergie passive et encourageront à l'utilisation d'énergie renouvelables. - Afin d'encourager les déplacements doux, des aménagements traversants et sécurisés devront être mis en place (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7).	FAIBLE
CHAM_11	« LA MOUTADE CENTRE BOURG » **N.I**	3025,99	FAIBLE Occupation du sol : Pelouse, boisement partiel, piscine ZH : NC HIC : NON Moins de 500m ZNIEFF	MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen à fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / élément patrimonial	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen et à des nuisances routières > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité des espaces naturels et destruction des milieux	Cf 0 Cf 3.4.1.4 (ZONE AURg) OAP : **Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur le paysage :** - De manière générale, l'objectif de l'OAP est d'exploiter un tènement situé à proximité du centre bourg et d'insérer le projet urbain dans un secteur en partie déjà construit et contraint, en créant des coutures urbaines avec les limites d'ores et déjà urbanisées et en assurant une cohérence bâti entre les constructions existantes et futures. - Dans ce cadre, il s'agira de préserver des bandes tampons au nord et au sud de la zone, et d'adapter l'opération en fonction de l'occupation. **Réduire les émissions de GES et les consommations énergétiques :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et à la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Les jardins, quant à eux, devront être orientés préférentiellement au sud.	FAIBLE
/	ZONE 2AU « LA MOUTADE NORD »	7009,07	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Prairie pâturée, jardin ZH : NON HIC : NON Moins de 500m ZNIEFF > Maintien des noyers	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa retrait gonflement des argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen et à des nuisances routières > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : disparition d'une prairie de pâture	Cf 0 > Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve d'indiquer le maintien des noyers et de porter une attention à la prairie naturelle

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **CHAM_2, CHAM_3, CHAM_12 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.2 CHANAT-LA-MOUTEYRE :



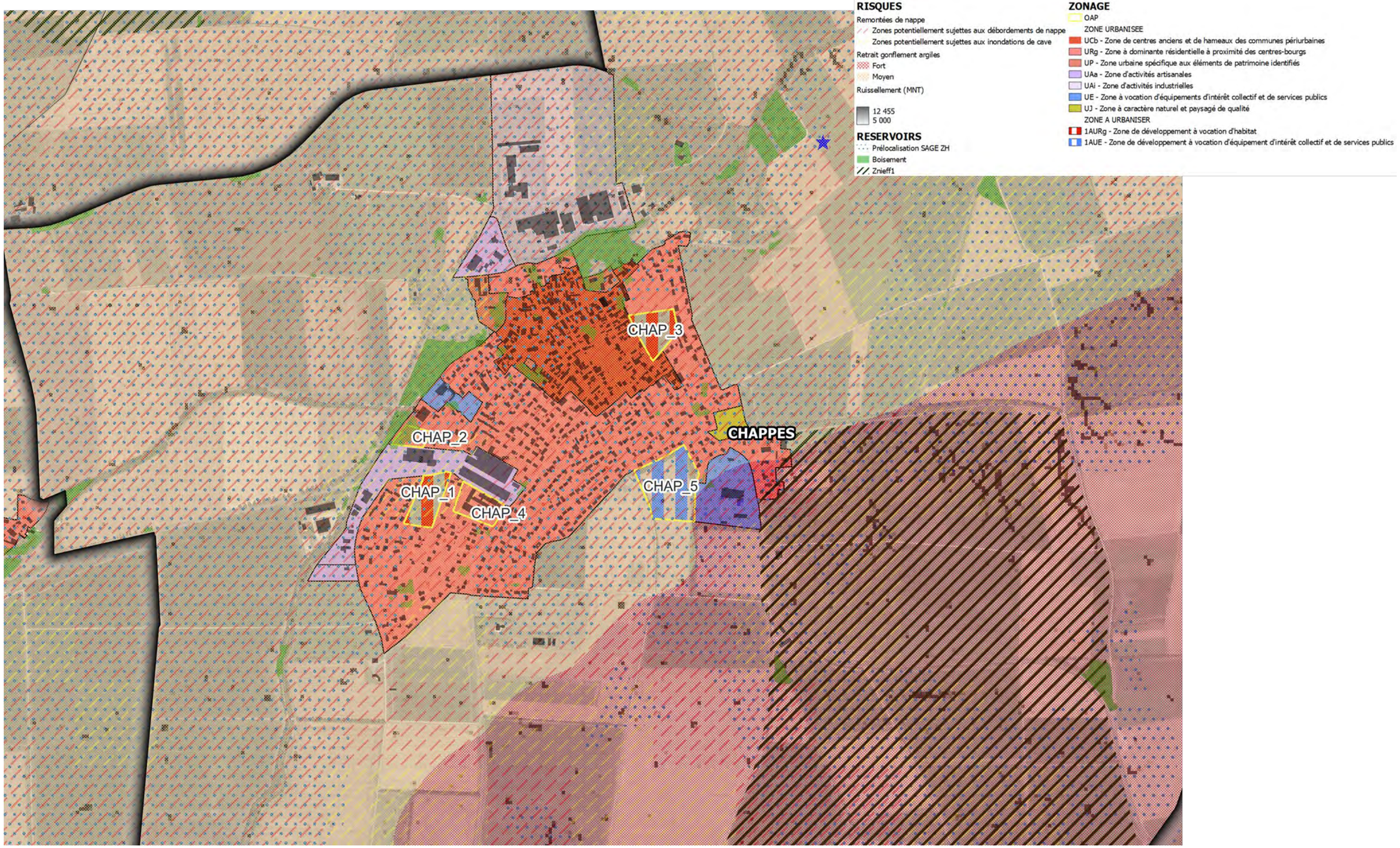
CARACTERISTIQUES PARCELLE					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M^2)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
CHAN_5	« RUE DU MAITRILLON »	10018,11	MODERE : *Occupation du sol : Lande à genêt, potager, boisement jeune, fourré, roncier* *ZH : NON* *HIC : NON* *Corridor linéaire SRCE* > Eviter urbanisation	MODERE : RISQUES : Pas de risque caractérisé (ruissellement, inondation, argiles, mouvement terrain) NUISANCES : / ENERGIE : Présence d'une voirie existante (chemin) PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	MODERE : > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité des espaces naturels et destruction des milieux	- Limiter l'impact visuel o adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o limiter les hauteurs ; o limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes - Préserver les éléments environnementaux situés en périphérie de l'opération, ainsi que le patrimoine naturel présent sur la partie sud-est, matérialisé notamment par la présence de roches imposantes. - Des espaces tampons composés de végétation seront maintenus voire développés sur la partie ouest de l'opération. Il s'agira par conséquent de privilégier le maintien de la végétation existante - Préserver un espace vert sur ce secteur présentant davantage de sensibilité paysagère - Un maillage piéton devra accompagner la réalisation de l'opération, en s'appuyant sur le réseau routier créé, et se poursuivre sur la partie nord-est du site. Utilisation de matériaux perméables (aspect, pérennité de l'aménagement)	FAIBLE
CHAN_7	ZONE 1AUE « RUE DES SAGNES »	10021,39	FORT : *Occupation du sol : Prairie naturelle, tonsure hygrophile, alignement d'arbre* *ZH : OUI (végétation + sol)* *HIC : NON* *> Ne pas urbaniser*	MODERE : RISQUES : Pas de risque caractérisé (ruissellement, inondation, argiles, mouvement terrain) NUISANCES : / ENERGIE : A proximité du tissu urbain et d'une zone d'activité (proximité réseau) PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	FORT > Ouverture à l'urbanisation pour des équipements : risque de destruction de la zone humide située au sud	- Interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement - Consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les clôtures devront être doublées d'une haie végétale composée d'au minimum 3 essences végétales	MODERE A FORT : Nécessité d'une étude d'incidence zone humide
/	ZONE 2AUR « ROUTE D'EGAULES »	18688,94	FORT : Occupation du sol : Prairie de fauche de montagne ZH : NON HIC : OUI (prairie de fauche de montagne 6520) > Préserver au moins une partie, pas de remblais dans les jardin et possibilité de préserver la végétation Eviter l'urbanisation de la partie nord afin de conserver l'axe de ruissellement	MODERE A FORT : RISQUES : Présence potentielle d'un axe de ruissellement NUISANCES : A distance d'infrastructures sources de nuisances (sonores, pollution air) ENERGIE : A proximité du tissu urbain (proximité réseaux) PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	FORT : > Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de destruction de milieux remarquables et exposition à des risques	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT ZONE 2AUR : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve de réaliser une étude faune flore et une étude hydraulique plus précise
/	ZONE 2AUR	10492,74	MODERE :	MODERE :	MODERE :	Cf 0	FAIBLE A MODERE

	« RUE DU MAITRILLON »		Occupation du sol : Lande à genêt, fourré, boisement jeune, micro-pelouses acidophiles ZH : NON HIC : NON Corridor linéaire SRCE	RISQUES : Pas de risque caractérisé (ruissellement, inondation, argiles, mouvement terrain) NUISANCES : / ENERGIE : Présence d'une voirie existante (chemin) PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO		> Ouverture à l'urbanisation pour l'habitat : risque de perte de perméabilité des espaces naturels et destruction des milieux	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	Sous réserve de réaliser une étude faune flore et de préserver la zone de corniche
/	ZONE 1AUE AVENUE DES VOLCANS	24 301,47	FORT Occupation du sol : Culture et boisement ZH : OUI (PLU) HIC : NC Comprise dans le périmètre de la ZNIEFF de type II « Chaine des Puys »	FORT RISQUES : Aléa argiles moyen / Risque ruissellement fort avec présence de désordre ENERGIE : A distance des réseaux PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO		FORT : > Ouverture à l'urbanisation pour l'activité : destruction d'une zone humide identifié dans le PLU précédent et f	Passage de la zone en secteur NL	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **CHAN_1** : Mise en valeur de la zone humide existante et du caractère paysager du site.
  - L'OAP permet de rendre inconstructible la zone et d'en valoriser le patrimoine naturel notamment en prévoyant le maintien de la zone humide et d'en permettre une valorisation pédagogique et touristique compatible avec le caractère sensible du territoire (création de ponton et passerelle, plateforme d'observation).
- **CHAN_2, CHAN_3, CHAN_4 et CHAN_6 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
  - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.3 **CHAPPES :**



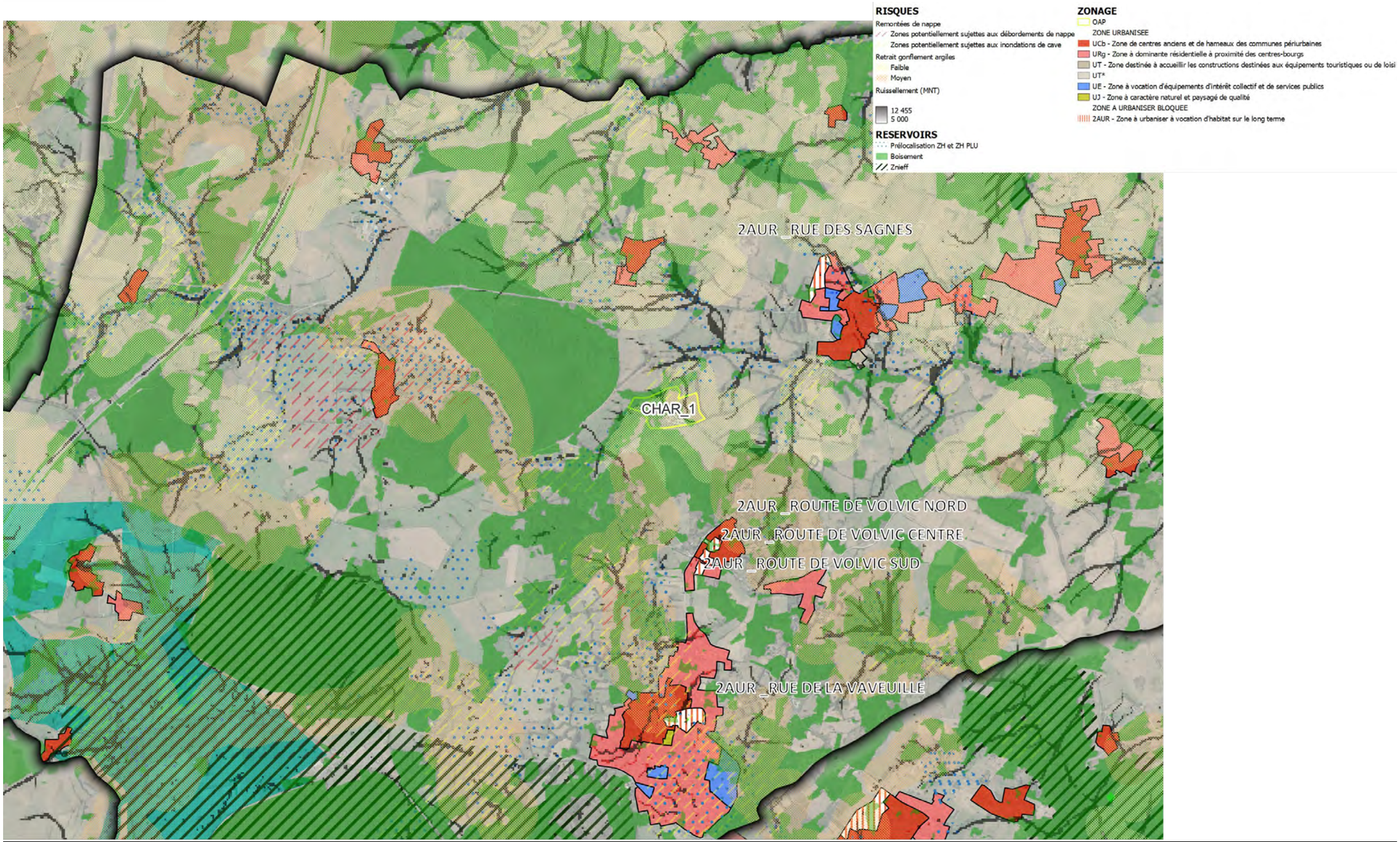
CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES			
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M^2)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRECONISEES**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
CHAP_1	« RUE NEUVE »	13175,35	**FAIBLE** Occupation du sol : jachère prairiale ZH : NON HIC : NON	**FAIBLE A MODERE** RISQUES : Aléa argiles moyen / remontées de nappes NUISANCES : à proximité de la route de Clermont (nuisances, émissions de polluants) ENERGIE : situation dans le tissu urbain, à proximité d'espaces d'activités PAYSAGE : /	**FAIBLE A MODERE** > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen et à des nuisances routières	/	**Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur l'exposition de la population aux nuisances sonores :** - Les espaces de respiration entre les bâtiments devront être préservés afin de créer des perméabilités entres les différentes morphologies du quartier, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs. Des continuités entre les différents espaces verts devront être aménagés, surtout en cœur d'îlot. Une végétalisation multi strates sera assurée afin de renforcer leur intérêt pour la biodiversité. Les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible. - La bordure nord du quartier devra être traitée afin de créer une transition arborée qualitative en entrée de ville. Un rideau paysager arboré sur la frange nord permettra de préserver l'ambiance sonore du secteur au regard du trafic de la Route de Clermont. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Les espaces de stationnement devront faire l'objet d'aménagements paysagers de qualité. Une partie de leur emprise devra être aménagée avec des matériaux perméables de qualité (aspect, pérennité de l'aménagement…) afin de lutter contre l'imperméabilisation des sols. Dans ce sens, des études pour l'implantation de bassins de rétention devront être réalisées lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Objectifs de sobriété énergétique lors de la construction des nouveaux bâtiments. Il sera privilégié une consommation d'énergie primaire la plus faible possible : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. - Le développement de liaisons douces est à prévoir sur l'ensemble du secteur ouvert au public **Réduction de l'exposition aux risques :** - Zone de protection du câble souterrain ERDF devra être prise en compte dans les aménagements et anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension.	FAIBLE
CHAP_3	« ROUTE D'ENTRAIGUES »	13551,44	FAIBLE Occupation du sol : culture ZH : NON HIC : NON Corridor diffus SRCE Proximité ZNIEFF	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles moyen / Remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	**MODERE** > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen et à un risque de remontée de nappes Elle conduit par ailleurs à limiter la perméabilité au sein d'un corridor diffus du SRCE (SRADDET)		**Limiter l'impact sur les continuités écologiques :** - Les espaces de respiration entre les bâtiments devront être préservés afin de créer des perméabilités entres les différentes morphologies du quartier, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs. Des continuités entre les différents espaces verts devront être aménagés, surtout en cœur d'îlot. Une végétalisation multi strates sera assurée afin de renforcer leur intérêt pour la biodiversité. Les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible. - Traitement des franges paysagères adapté (type 1') **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devront être limitée au maximum. Dans ce sens, des études pour l'implantation de bassins de rétention devront être réalisées lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Objectifs de sobriété énergétique lors de la construction des nouveaux bâtiments. Il sera privilégié une consommation d'énergie primaire la plus faible possible : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. - Le développement de liaisons douces est à prévoir sur l'ensemble du secteur ouvert au public **Réduction de l'exposition aux risques :** Zone de protection du câble souterrain ERDF devra être prise en compte dans les aménagements et anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension.	FAIBLE
CHAP_5	ZONE 1AUE « RUE DU STADE »	30121,28	FAIBLE Occupation du sol : culture, haie haute	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles moyen à fort	**MODERE** > L'ouverture à l'urbanisation conduit à augmenter l'exposition des biens et des populations à un aléa argile moyen à fort	Maintien haie	Développement d'une zone d'équipements (complexe sportif et nouvelle école) Limiter l'impact sur les continuités écologiques : - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et	FAIBLE Sous réserve de maintenir la haie

			ZH : NON HIC : NON Corridor diffus SRCE et corridor SCOT	NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /		Elle conduit par ailleurs à limiter la perméabilité au sein d'un corridor diffus du SRCE (SRADDET) et du SCoT		la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les haies et le linéaire de végétalisation dense scindant les habitations et la zone d'équipement... Améliorer la gestion des eaux de pluie : - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone : - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles sur l'ensemble du secteurs accueillant les équipements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie).	
/	« CHEMIN DE LA GARENNE »	22030,86	FAIBLE Occupation du sol : culture ZH : NON HIC : NON	Choix du basculement en A en amont de l'EE – non étudiée		Choix du basculement en A en amont de l'EE – non étudiée		BASCULEMENT EN A	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **CHAP_2, CHAP_4:** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.4 CHARBONNIERE-LES-VARENNES :



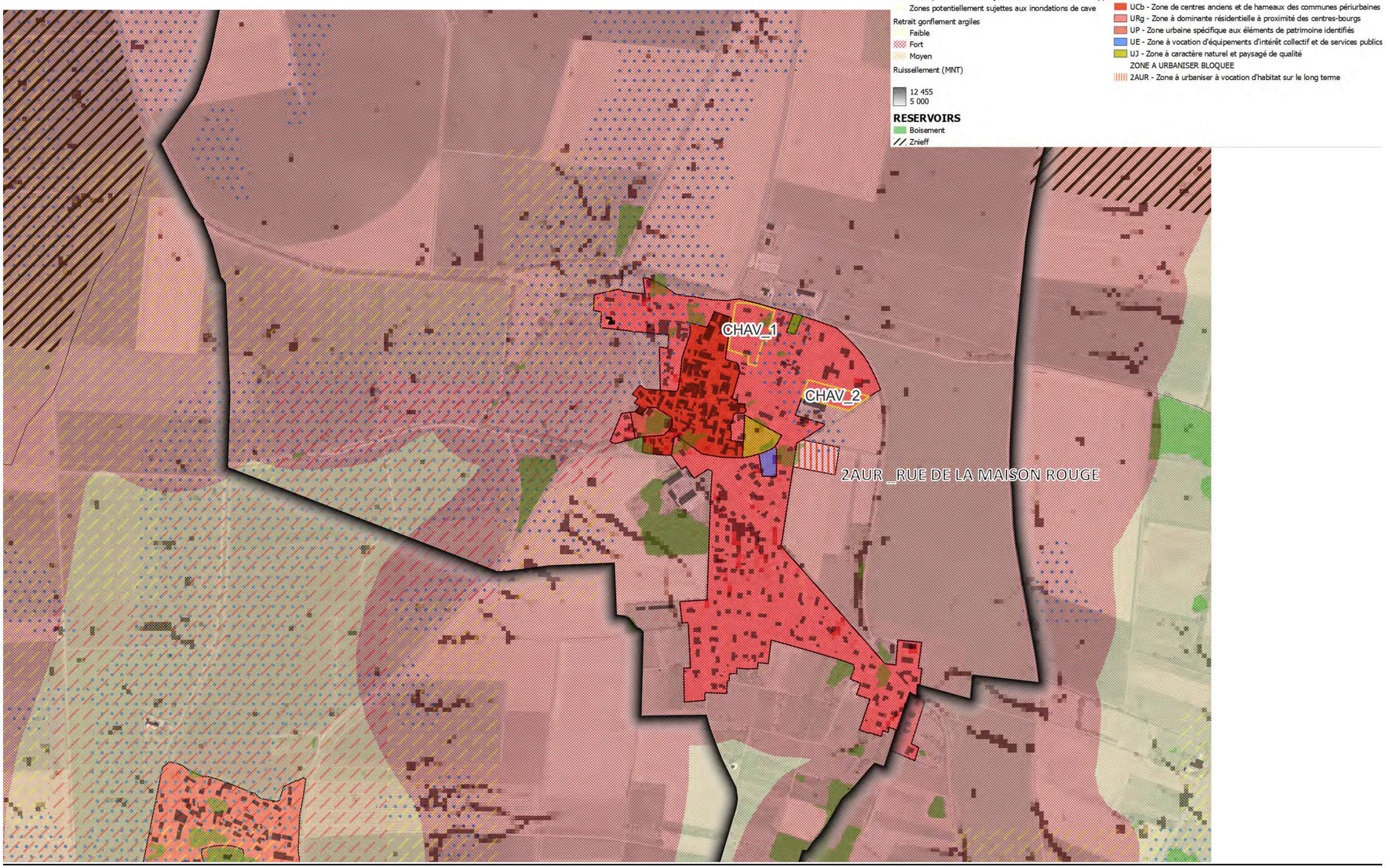
CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES			
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRECONISEES**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
/	ZONE 2AU « RUE DES SAGNES »	14795,12	FORT : Prairie naturelle de montagne, haies ZH : NON HIC : Intermédiaire entre prairie de fauche 6510 et prairie acidophile de montagne 6230	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles faible en limite de parcelle / Axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	FORT : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'habitats d'intérêt communautaire L'ouverture à l'urbanisation contribue également à exposer, en secteur nord la population à des phénomènes de ruissellement et d'aléa argile faible.	Interroger urbanisation, préservation haies	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve de réaliser une étude faune flore préalablement à l'ouverture et de préserver les haies
/	ZONE 2AU « ROUTE DE VOLVIC (NORD) »	5074,53	FORT : Prairie naturelle, jardin ZH : OUI (sol) HIC : NON	**MODERE :** RISQUES : Axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	FORT : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'une zone humide et d'une prairie naturelle L'ouverture à l'urbanisation contribue également à exposer, la population à des phénomènes de ruissellement	Ne pas urbaniser	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve de réaliser une étude faune flore préalablement à l'ouverture et de préserver les haies
/	*ZONE 2AU* *« ROUTE DE VOLVIC (CENTRE) »* *N.I*	*3566,92*	*FAIBLE* *Prairie, jardin* *ZH : NC* *HIC : NON*	**MODERE :** RISQUES : Axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	**MODERE :** > L'urbanisation du secteur conduit à exposer des populations à des phénomènes de ruissellement		> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	*FAIBLE*
/	ZONE 2AU « ROUTE DE VOLVIC (SUD) »	3276,54	FAIBLE Prairie naturelle, potager, lande à genêt ZH : NON HIC : NON	**MODERE :** RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO	**MODERE :** > L'urbanisation du secteur peut engendrer une banalisation des paysages dans la zone tampon du bien UNESCO		> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE
/	ZONE 2AU « RUE DE LA VAVEUILLE »	19629,71	MODERE : Prairie, potager, lande à genêt, haies ZH : OUI (sol) HIC NON > Ne pas urbaniser la zone humide	**FORT :** RISQUES : Aléa argiles moyen en limite de parcelle / Axe de ruissellements sur la parcelle avec désordre (situation de cuvette) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux	FORT : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'une zone humide L'ouverture à l'urbanisation contribue également à exposer, en secteur nord la population à des désordres importants liés au phénomène de ruissellement		> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve de préserver le couloir constitué par la zone humide

			Eviter l'urbanisation des hauteurs (zone contributive de la ZH)	PAYSAGE : Zone tampon du bien UNESCO					

L'OAP identifiée sur la commune permet de répondre aux objectifs suivants :

- **CHAR_1 :** garantir l'intégration paysagère et environnementale de l'UTN « Manoir de Veygoux »
    - L'OAP permet de préciser les éléments à prendre en compte dans le cadre du projet : aménagements paysagers de qualité, limitation de l'imperméabilisation des sols et terrains. Elle prévoit notamment le maintien des alignements d'arbres existants et la constitution d'un espace boisé ou de respiration.

3.4.1.6.5 CHAVAROUX :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
/	ZONE 2AUR « RUE DE LA MAISON ROUGE »	5818,23	FAIBLE Occupation du sol : Culture ZH : NON HIC : NON Fait partie d'un corridor SCOT	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles faible en limite de parcelle / Axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	**MODERE :** > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque lié à la présence d'argiles et à des inondations liées au ruissellement.	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **CHAV_1, CHAV_2 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.6 CHATEL-GUYON :

RISQUES

Remontées de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave

PPRn niveau d'aléa
- Fort
- Faible à moyen

Retrait gonflement argiles
- Faible
- Fort
- Moyen

Ruissellement (MNT)

12 455
5 000

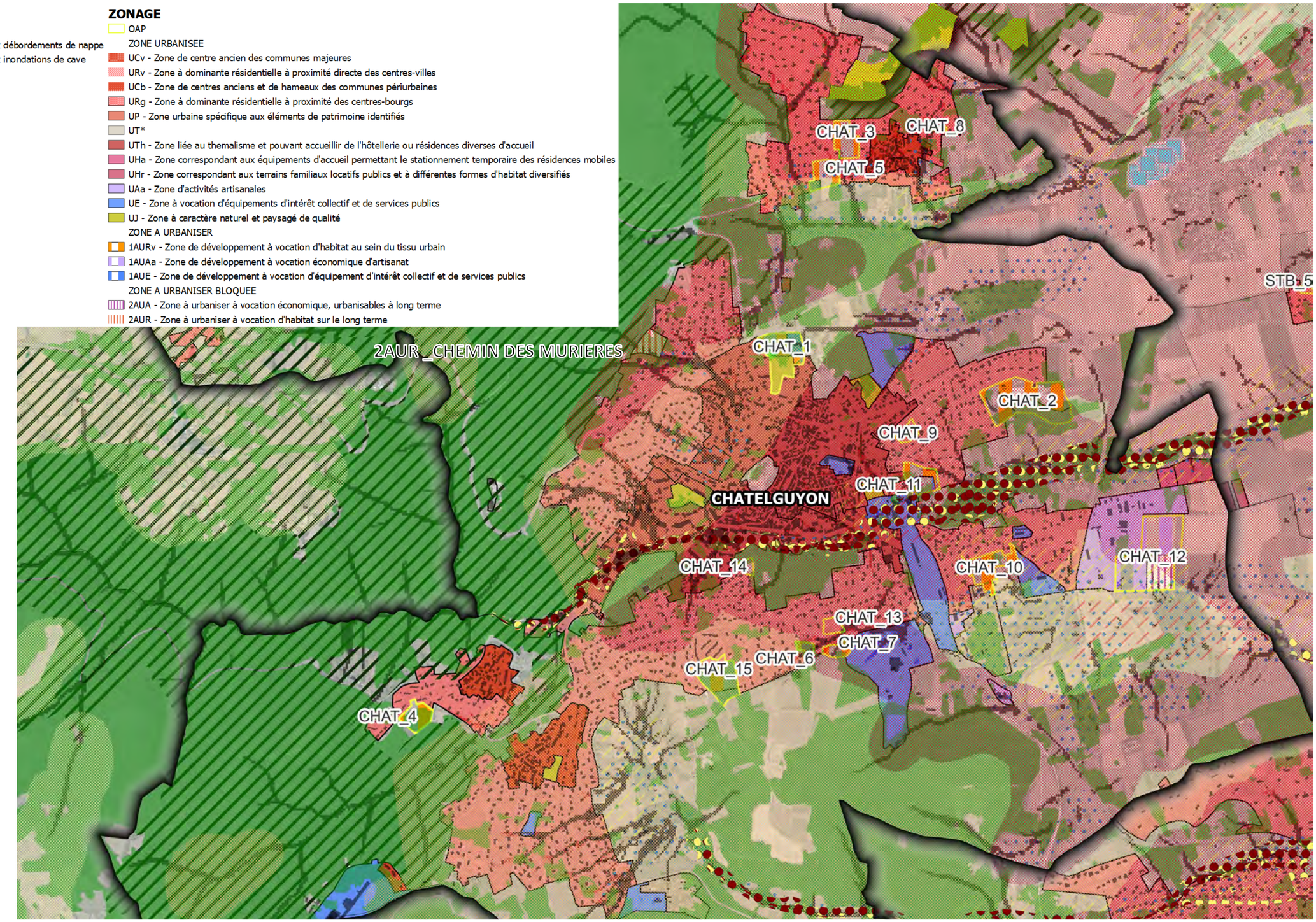
RESERVOIRS
- Prélocalisation ZH et ZH PLU
- Boisement
- NATURA 2000
- Znieff

ZONAGE
- OAP

ZONE URBANISEE
- UCv - Zone de centre ancien des communes majeures
- URv - Zone à dominante résidentielle à proximité directe des centres-villes
- UCb - Zone de centres anciens et de hameaux des communes périurbaines
- URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
- UP - Zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés
- UT*
- UTh - Zone liée au themalisme et pouvant accueillir de l'hôtellerie ou résidences diverses d'accueil
- UHa - Zone correspondant aux équipements d'accueil permettant le stationnement temporaire des résidences mobiles
- UHr - Zone correspondant aux terrains familiaux locatifs publics et à différentes formes d'habitat diversifiés
- UAa - Zone d'activités artisanales
- UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
- UJ - Zone à caractère naturel et paysagé de qualité

ZONE A URBANISER
- 1AURv - Zone de développement à vocation d'habitat au sein du tissu urbain
- 1AUAa - Zone de développement à vocation économique d'artisanat
- 1AUE - Zone de développement à vocation d'équipement d'intérêt collectif et de services publics

ZONE A URBANISER BLOQUEE
- 2AUA - Zone à urbaniser à vocation économique, urbanisables à long terme
- 2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
CHAT_1	RUE SAINT COUST	25178,68	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Verger boisé, potager, jardins, friche calcicole Espèces : oiseaux, reptiles, hérisson, écureuil ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile Proximité ZNIEFF > Réhabilitation des vergers	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : proximité d'un axe important du territoire (D227) ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité avec des éléments de patrimoine	**MODERE :** > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et accroît la proportion de la population exposée à des nuisances sonores. > L'ouverture à l'urbanisation peut engendre une diminution de la fonctionnalité du corridor thermophile.	  Evolution du projet : **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Rappel de l'intérêt écologique du site dans l'OAP (présence faune-flore / diversité d'habitats) > Maintien d'un grand espace paysager pour la détente - Une attention particulière sera portée sur la frange nord du secteur afin de gérer la transition avec le déviation et limiter les nuisances. - Des espaces publics paysagers seront aménagés afin de créer des perméabilités entre les ensembles de logements du quartier. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements.	FAIBLE
CHAT_2	CHEMIN DU PUY BLANC	30713,24	FAIBLE Occupation du sol : friche rudérale ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile > Prise en compte espèces exotiques	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles fort / axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	**MODERE :** > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et accroît la proportion de la population exposée à des nuisances sonores. > L'ouverture à l'urbanisation peut engendrer une diminution de la fonctionnalité du corridor thermophile.	Le secteur a vocation à voir apparaître un EcoQuartier et donc à proposer des programmes résidentiels de haute qualité environnementale **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Rappel de l'intérêt écologique du site dans l'OAP - Le secteur d'OAP devra travailler à une bonne intégration du futur quartier sur le versant par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'offre de proximité. - Une partie de la zone ne pourra être constructible, en raison d'une très forte déclivité, et d'un espace arboré à préserver et mettre en valeur. L'orientation préserve donc une certaine continuité écologique, du fait de la protection et l'amélioration du versant boisé. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices - Limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il conviendra d'aboutir à un lotissement écologique et pilote en termes d'habitat. Les constructions devront satisfaire aux performances énergétiques et environnementales renforcées. Ce renforcement devra également se retrouver en matière d'infrastructures et de réseaux de communication électroniques.	FAIBLE

						- Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Un réseau de cheminements doux sera aménagé et permettra le bouclage avec l'ensemble du réseau	
CHAT_3	RUE DES VARENNES 1	13 406,63	MODERE A FORT Occupation du sol : cultures ZH : prélocalisation (SAGE) HIC : NC Jouxte la ZNIEFF de type I « Puy de the » A moins de 100m de la Natura 2000 « Vallée et coteaux thermophiles au Nord de Clermont-Ferrand »	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles. > Le contexte écologique sensible (proximité site remarquables et protégés) et la présence d'une zone humide potentielle engendre une sensibilité particulière du site dont l'urbanisation pourrait engendrer une perte de fonctionnalité du milieu.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Rappel à l'OAP thématique Paysage - Situé en limite d'un espace de prairie (au nord) et à l'interface entre deux ensembles de maisons individuelles avec jardins, le secteur devra travailler à une bonne intégration du futur quartier par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'offre de proximité. - De même, afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Un réseau de cheminements doux sera aménagé le long des nouvelles voies de desserte interne et doublé d'un travail paysager.	MODERE Réalisation d'une étude zone humide
CHAT_4	CHEMIN DES GITES	11712,52	MODERE : Occupation du sol : pelouse urbaine, chênaie mature ZH : NON HIC : NON Corridor diffus SRCE Proximité ZNIEFF > Ne pas urbaniser sur la forêt	FAIBLE RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE: /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation vient impacter des milieux intéressants pour la biodiversité.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le secteur d'OAP présente une déclivité assez forte. Il vise à développer un quartier résidentiel en ouvrant à l'urbanisation des espaces libres de bois et forêts dans le hameau de la Rochepradière. L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Un traitement des franges paysagères sera assuré au sud du secteur opérationnel afin de créer une transition qualitative avec les maisons individuelles, et préserver la valeur écologique des fonds de jardins sur ce secteur ainsi que la forêt située au sud du secteur (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Des espaces publics paysagers seront aménagés afin de créer des perméabilités entre les ensembles de logements du quartier. Ces derniers seront supports de nouvelles voies de desserte internes et de cheminements doux arborés et végétalisés (alignements d'arbre, haies végétalisées, etc.) **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer Les eaux pluviales devront être récupérées à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. Un réseau de cheminements doux sera aménagé le long des nouvelles voies de desserte interne et une voie exclusivement piétonne-cyclable sera créée pour relier le secteur au chemin rural de la Forêt (au sud-est).	FAIBLE
CHAT_5	RUE DES VARENNES 2	13107,42	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Culture, bosquet ZH : NON	**MODERE :** RISQUES : Aléa argiles moyen à fort / axe de ruissellement sur la parcelle	**MODERE :** > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP	FAIBLE

			HIC : NON Proximité Natura 2000, ZNIEFF	NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	> La proximité avec des espaces naturels d'intérêt nécessite une attention particulière dans le traitement des espaces.	- Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - L'espace boisé situé au sud-ouest du secteur devra être conservé. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et le tissu résidentiel existant de part et d'autre, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage **Garantir la qualité de vie de la population :** - Plusieurs espaces paysagers, positionnés le long des axes de circulation seront créés avec des aménagements qualitatifs permettant des espaces de détente et de vie quotidienne. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. - Développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements.	
CHAT_6	CHEMIN DES PRUNELLES 1	4332,29	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Fourré, boisement jeune ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort / plusieurs axes de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles. > L'ouverture à l'urbanisation conduit également à une potentielle perte de fonctionnalité du corridor thermophile	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Référence faite à l'OAP thématique paysage - L'OAP est située au sud du centre-ville de Châtel-Guyon, il convient de penser un projet en lien avec le tissu résidentiel et avec les espaces agro-naturels situés à proximité. - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces agro-naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. Un cheminement piéton viendra compléter le maillage.	FAIBLE
CHAT_7	CHEMIN DES PRUNELLES 2	5136,58	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : Boisement jeune, fourré, prairie anthropique, pelouse calcaire ZH : NON HIC : NON	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort / plusieurs axes de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces agro-naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet.	FAIBLE Sous réserve d'indiquer le maintien du boisement jeune et d'avoir une action minime sur la pelouse

			Corridor thermophile > Préservation pelouse et boisement			- Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Un cheminement piéton viendra compléter le maillage.	
CHAT_8	ROUTE DE PROMPSAT 2	3 030,47	MODERE : Occupation du sol : prairie ZH : Prélocalisation partielle (SAGE) HIC : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / axe de ruissellement sur la parcelle NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par ruissellement. > L'ouverture à l'urbanisation peut impacter une zone humide potentielle, présente sur une partie du secteur.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Rappel à l'OAP thématique Paysage - Il convient de penser un projet en lien avec le tissu résidentiel et avec les espaces agro-naturels situés à proximité. - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - De même, afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces agro-naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Un cheminement piéton viendra compléter le maillage.	MODERE Réalisation d'une étude zone humide
CHAT_10	ALLEE DES PALLES	26500,6	FAIBLE Occupation du sol : Potager, jardin, friche calcicole, vergers ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile, à moins de 100m prélocalisation zone humide > Conserver vieux noyers, limiter l'extension	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et accroît la proportion de la population exposée à des nuisances sonores.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Penser un projet en lien avec le tissu constitué et les espaces naturels situés à proximité et en intégrant les potentielles vues induites. L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et l'espace de nature situé au sud seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage, notamment les vieux noyers **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :**	FAIBLE

						- Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - L'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements.	
CHAT_11	PETIT RAZAT	5952,1	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : potagers, friche calcicole, fourré Espèces : reptiles, oiseaux ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile > Pas d'urbanisation dans la pente	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort / axe de ruissellement en partie sur la parcelle / proximité immédiate avec une zone d'aléa inondation fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	**MODERE :** > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et accroît la proportion de la population exposée à des nuisances sonores.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Plusieurs espaces paysagers, positionnés le long des axes de circulation seront créés avec des aménagements qualitatifs - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces de nature liés à la présence du Sardon, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver - L'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements. Une liaison piétonne, suivant un axe nord-sud permettra de relier le secteur à l'école.	FAIBLE
CHAT_12	BIONET CROIX DES ROBETS (ZAE)	61578,23	FAIBLE Occupation du sol : culture ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen à fort / présence d'axes de ruissellement / phénomène de remontée de nappes (inondations caves) NUISANCES : Proximité (moins de 200m de la D411) ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et accroît la proportion de la population exposée à des nuisances sonores néanmoins il s'agit d'une ZAE pour laquelle la présence sur site est temporaire ce qui limite	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur dédié à l'activité par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour. Dans ce cadre, afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordures du site. **Limiter l'exposition aux risques :** - La présence de la ligne haute tension doit être intégrée au projet et faire l'objet d'une valorisation hors bâti (gestion des eaux pluviales, développement d'une trame verte) **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs. - Le projet devra favoriser une aire de stationnement conjointe aux différents bâtiments afin de mutualiser l'artificialisation des sols destinés au stationnement et inciter au covoiturage	FAIBLE
CHAT_14	RUE DES ROCHES	3 364,73	FAIBLE A MODERE Occupation du sol : parking et arbres ZH : NON HIC : NC	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles.	Cette OAP vise la préservation d'un espace boisé de respiration de grande dimension. **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Il convient de penser un projet en lien avec le tissu résidentiel et avec les espaces naturels situés à proximité, particulièrement la Forêt de Châtel. - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces agro-naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet	FAIBLE

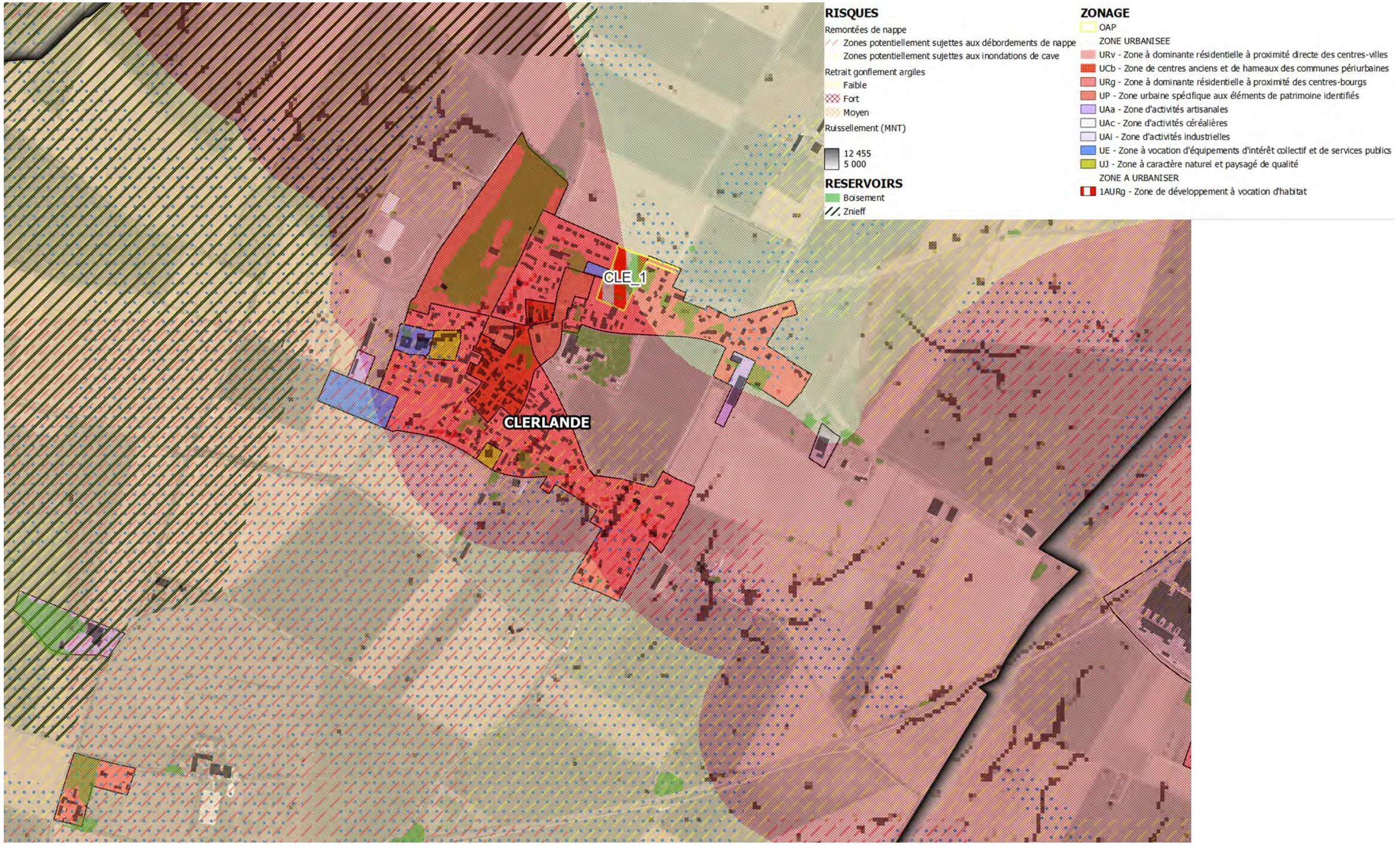
						- Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP – schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest.	
CHAT_15	CHEMIN DE BECHET	21882,4	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : fourré âgé ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile > Limiter au sud	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE: /	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque moyen lié à la présence d'argiles. > L'ouverture à l'urbanisation conduit également à une potentielle perte de fonctionnalité du corridor thermophile	Cette parcelle a fait l'objet d'une réduction de 24% de la zone initialement prévue. La nouvelle limite sud du secteur s'appuie sur la limite définie par l'écologue. **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** > Référence faite à l'OAP thématique paysage - L'OAP est située au sud du centre-ville, il convient de penser un projet en lien avec le tissu résidentiel, notamment au nord, et avec les espaces naturels situés à proximité, au sud, et en intégrant les potentielles vues induites. - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces agro-naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP – schéma de traitement des franges paysagères). - Un espace public paysager devra également être créé dans le quartier afin d'y développer un lieu de convivialité pour les futurs résidents. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements. Dans ce cadre, un large espace vert paysager suivant la voie nouvellement créée permettant de maintenir des vues, notamment vers le sud, sera par ailleurs le support de cheminements piéton. De plus, les rues Emmanuel Chabrier et Claude Debussy seront reliées à l'aide de cheminements doux.	FAIBLE
/	ZONE Ap CHEMIN DE LA SAUZEDE	12850,78	MODERE : Occupation du sol : culture ZH : NON HIC : NON Corridor linéaire SCOT Proximité ZNIEFF	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE: /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque moyen lié à la présence d'argiles. > L'ouverture à l'urbanisation conduit au rétrécissement d'un corridor important sur le territoire à une potentielle perte de	PASSAGE EN Ap	FAIBLE

			Rétrécissement d'un corridor important		fonctionnalité du corridor thermophile		
/	ZONE Ap CROIX DES ROBERTES	21567,57	FAIBLE Occupation du sol : culture ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile	Choix du basculement en Ap en amont de l'EE – non étudiée	Choix du basculement en Ap en amont de l'EE – non étudiée	PASSAGE EN Ap	FAIBLE
/	ZONE 2AUR CHEMIN DES MURIERES	10547,67	MODERE : Occupation du sol : Erablaie Espèces : oiseaux, écureuil ZH : NON HIC : NON Corridor thermophile Proximité ZNIEFF > Eviter l'urbanisation	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort / axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles. > L'ouverture à l'urbanisation vient réduire la fonctionnalité d'un corridor thermophile dans un contexte de milieux propices à la faune.	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE Sous réserve de réaliser une étude faune flore préalablement à l'ouverture de la zone à l'urbanisation
/	ZONE Ap ROUTE DE MANZAT	7610,01	FAIBLE : Occupation du sol : friche, jardin ZH : NON HIC : NON Corridor diffus SRCE Proximité ZNIEFF *Proche verrou, mais déjà artificialisé*	FAIBLE A MODERE : RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque moyen lié à la présence d'argiles.	PASSAGE EN AP	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

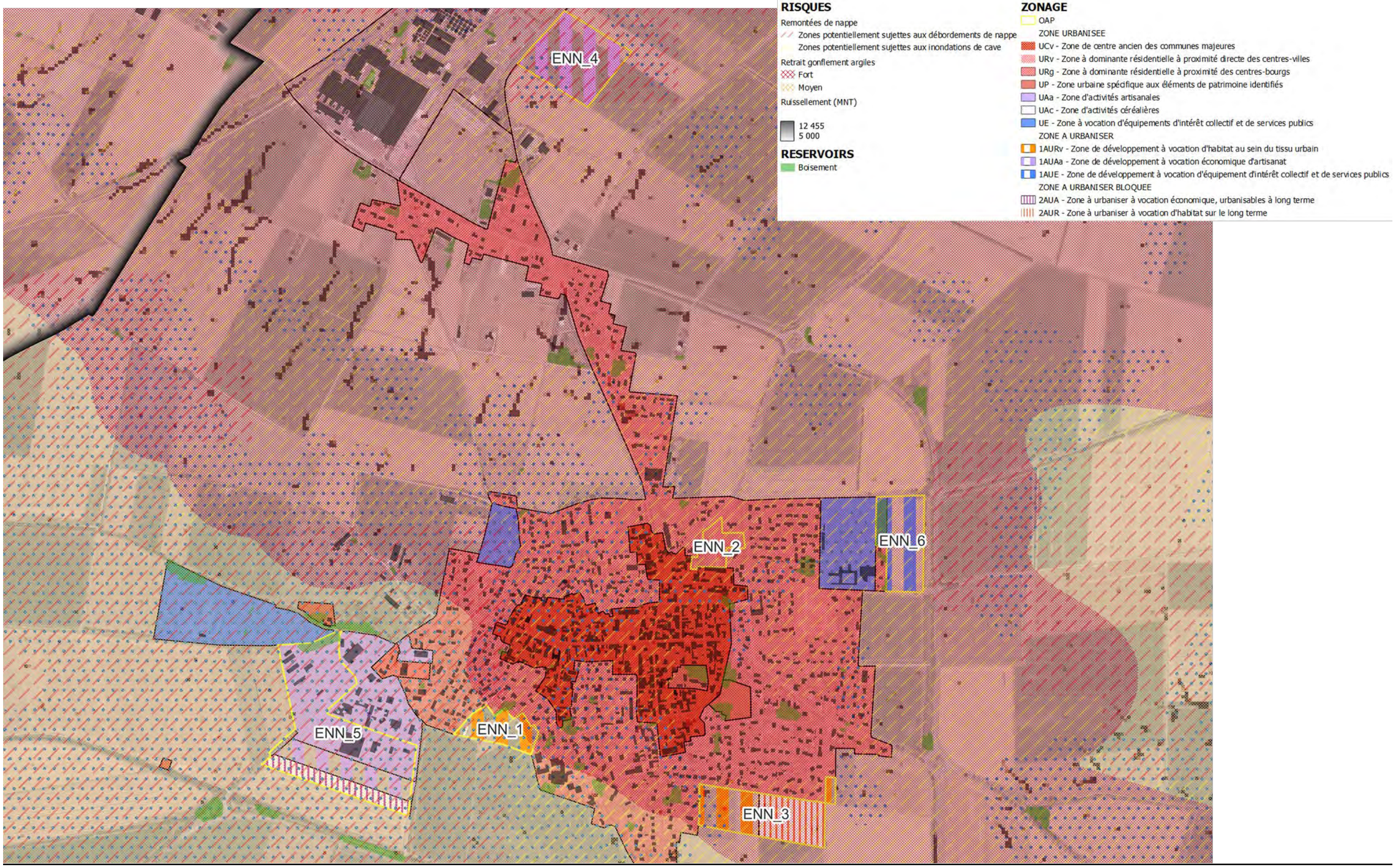
- **CHAT_9, CHAP_13 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.7 **CLERLANDE :**



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
CLE_1	CHEMIN DES HORTENSIAS	9856,66	FORT : Occupation du sol : Verger, prairie anthropique ZH : NON HIC : NON Corridor diffus SRCE > Maintien du verger et suppression ailante	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FORT : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par ruissellement. > L'ouverture à l'urbanisation menace la pérennité du vieux verger existant.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'alignement d'arbres au nord-ouest du site devra être recréé afin de préserver la qualité de l'entrée de ville et permettra de compléter l'alignement d'arbres longeant le cimetière au nord et rejoignant le secteur en sa limite ouest assurant ainsi une coulée verte paysagère. - Les caractéristiques du grand paysage local devront être pris en compte dans les aménagements paysagers et privilégier des plantations d'arbres fruitiers et des essences locales, fortement présentes sur la commune et dans les opérations récentes. - Les aménagements ne devront pas impacter le cimetière ni dégrader l'intégrité physique du sol lors des travaux. - L'OAP au niveau du verger, est constituée de plusieurs arbres remarquables. Dans ce cadre, le vieux verger présent sur le secteur devra être conservé. Les arbres identifiés sur le schéma de composition devront être conservés dans la mesure du possible. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public.	FAIBLE A MODERE Sous réserve d'indiquer la suppression de l'ailante

3.4.1.6.8 **ENNEZAT :**



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**NIVEAU D'ENJEU ENVIRONNEMENTAL**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
ENN_1	RUE DES BORDETS	19421,59	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Prairie de fauche, jardin, culture **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 > Création/Réhabilitation de vergers et jardins communaux	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen, remontées de nappes, présence d'un câble ERDF souterrain moyenne tension NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par ruissellement > L'ouverture à l'urbanisation conduit également à la dégradation des prairies de fauche (habitat d'intérêt communautaire) > L'ouverture à l'urbanisation peut engendrer une dégradation de l'environnement du monument historique	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage** - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement, le tissu résidentiel existant à l'ouest et le secteur agricole à l'est, seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Dans ce cadre, une attention devra être portée sur la frange sud sera particulièrement travaillée et devra jouer un rôle de transition entre les espaces (se référer à l'OAP thématique «Paysages»). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - le projet devra s'intégrer dans les dispositions de la servitude des monuments historiques qui impose la soumission de toute évolution du bâti ou du terrain à l'Architecte des Bâtiments de France. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales **Réduction de l'exposition aux risques :** - Une étude géotechnique devra être réalisée avant tout projet d'aménagement sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles fort et moyen. - Une canalisation d'irrigation agricole et un câble enterré ERDF moyenne tension se trouve sur le site d'étude et font l'objet d'une SUP. Aussi, il s'agira de prendre en compte cette canalisation dans les aménagements et prévoir l'enlèvement du tronçon traversant le site d'OAP. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public	MODERE : Disparition d'une partie de la prairie en raison du changement d'usage
ENN_3	RUE DU SOLEIL LEVANT	49549	FAIBLE A MODERE **Occupation du sol :** Culture + Prairie de fauche, jachère prairiale, culture **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 (extrémité ouest)	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappes (inondation de cave) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : périmètre de MH	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par ruissellement > L'ouverture à l'urbanisation conduit également à la dégradation des prairies de fauche (habitat d'intérêt communautaire)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les espaces de respiration entre les bâtiments devront être préservés afin de créer des perméabilités entres les différentes morphologies du quartier, qui seront également supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs. Une végétalisation multistrates sera assurée afin de renforcer leur intérêt pour la biodiversité. - Dans ce sens, les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible. A cela viendront s'ajouter de nouveaux aménagements paysagers de qualité intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du parc afin de conforter le rôle de cet espace vert dans la trame verte urbaine. - Un espace public paysager devra être aménagé en cœur d'îlot en y intégrant des espaces de convivialité et de détente. - Les franges urbaines sur les bordures du quartier devront être traitées afin de créer une transition arborée qualitative en entrée de secteur (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales**	FAIBLE

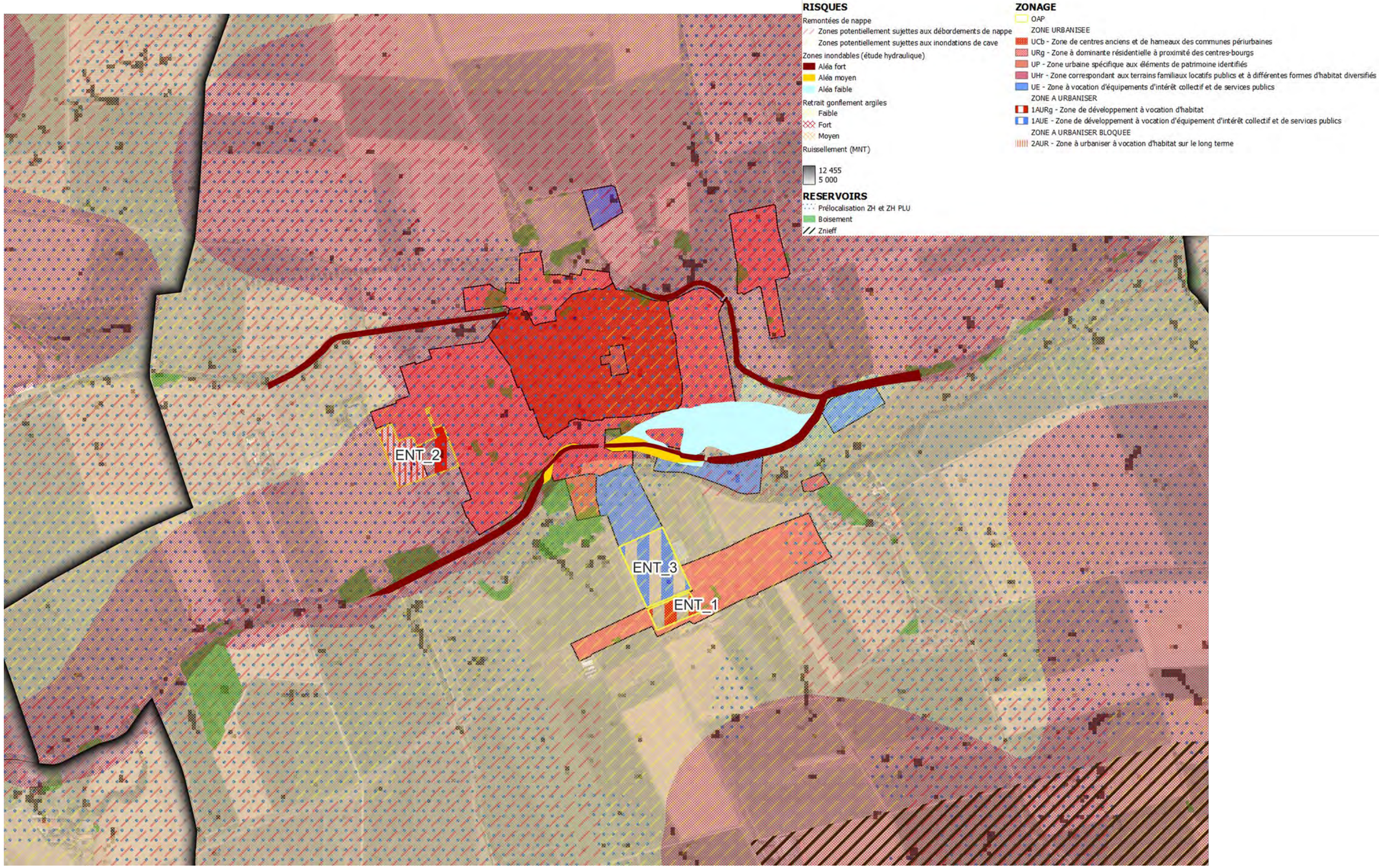
						- L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Le développement de liaisons douces est à prévoir sur l'ensemble du secteur ouvert au public.	
ENN_4	ZONE D'ACTIVITES (LIMAGRAIN)	49 095	MODERE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : Prélocalisation partielle (SAGE) **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE :	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par remontées de nappes.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage** - Afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure sud du site, notamment au sud. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible.	MODERE Réalisation d'une étude zone humide
ENN_5	ZONE D'ACTIVITES (CHAMPIAUX SUD)	117713	FAIBLE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NON Corridor linéaire SRCE	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen, remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE :	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par ruissellement.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage** - Les constructions devront témoigner d'une qualité architecturale leur permettant de s'insérer de façon optimale dans le contexte environnemental et paysager du secteur situé en entrée de ville. - La ripisylve du cours d'eau de l'Ambène située à proximité devra a minima être préservée afin de ne pas impacter la dynamique hydrographique du cours d'eau. Dans la mesure du possible, il sera demandé de restaurer la ripisylve du cours d'eau pour intégrer les aménagements dans le grand paysage local mais aussi pour assurer une bonne dynamique du réseau hydrographique et maintenir une bonne gestion des eaux pluviales. - Outre le maintien des éléments végétaux existants afin d'assurer une bonne intégration paysagère des constructions dans leur environnement, le projet devra prévoir un traitement paysager et urbain qualitatif de l'axe D224 et qualifier l'entrée de ville d'Ennezat. - En complément de la conservation des peupliers situés le long de la RD 224 pour qualifier l'entrée de ville d'Ennezat au niveau de la nouvelle zone d'activité, la plantation d'arbres fruitiers, dont la présence reste marquée à l'échelle communale et dans les opérations présentes, devra être privilégiée. - Dans ce cadre, des mesures de réduction seront à mettre en place concernant la présence du bosquet et de la fruticée écologique. Des plantations du même type devront être prévues dans les aménagements et si des espèces protégées sont relevées, des mesures appropriées devront être mises en place (transplantation, conservation d'habitat, mesures spécifiques lors des chantiers…). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Il sera recommandé de réaliser une étude géotechnique sur le site afin de définir des règles de construction adaptées. Le projet devra limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et récupérer les eaux pluviales dans un bassin, ou noues d'infiltration ou rétention (selon solution à définir après étude des sols des parcelles concernées). **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :**	FAIBLE

						- Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs.	
ENN_6	ZONE EQUIPEMENTS RUE DU STADE	30769	FAIBLE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NON Corridor SCOT > Maintien des haies en bordure	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : Proximité avec la RD210 ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les interfaces entre le projet d'aménagement les habitations et les espaces naturels, seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Le développement de liaisons douces est à prévoir sur l'ensemble du secteur ouvert au public.	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **ENN_2 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

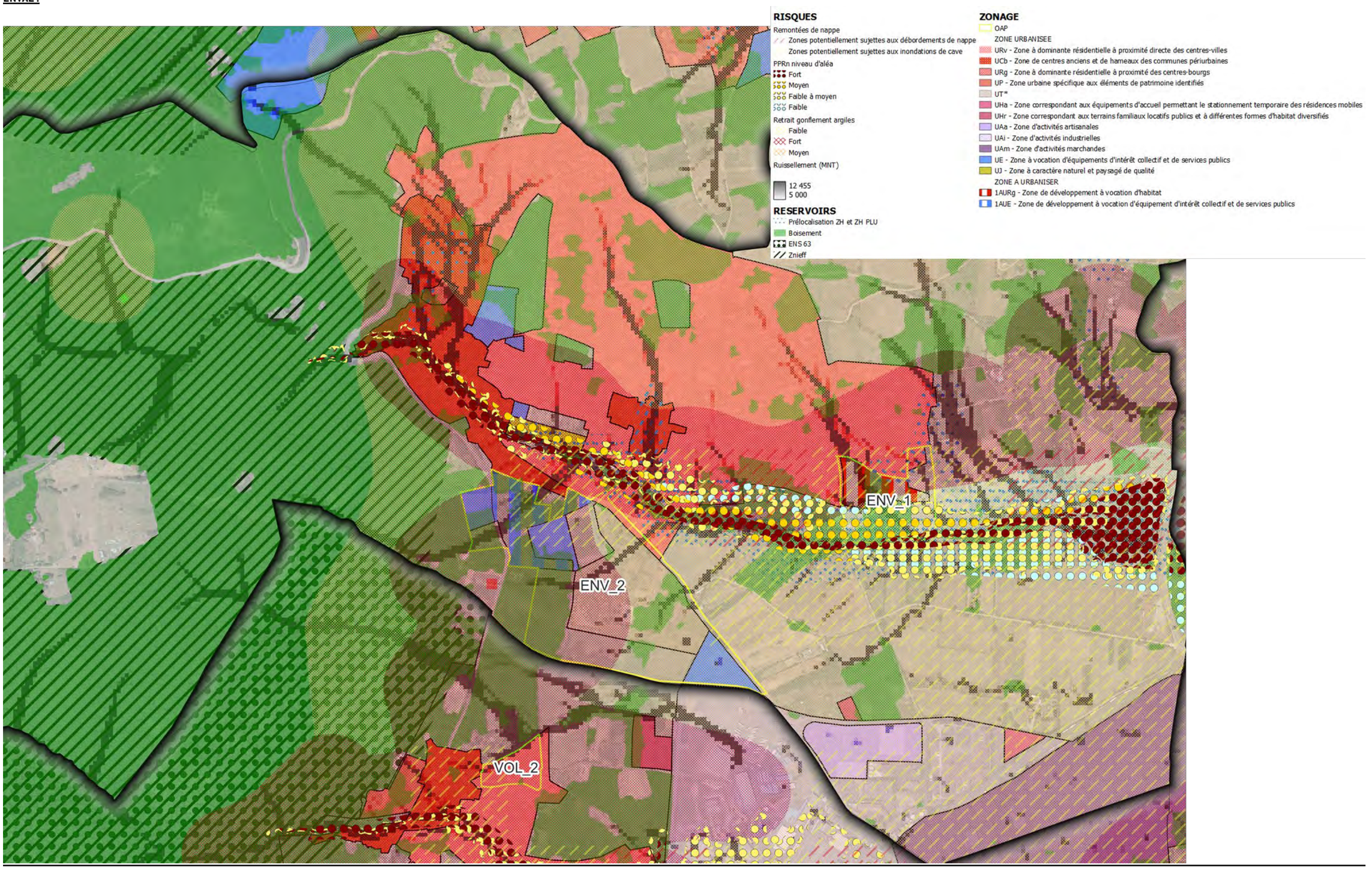
3.4.1.6.9 ENTRAIGUES :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M^2)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
ENT_1	CHEMIN DES PRES D'URIAT	14365,14	FAIBLE **Occupation du sol :** Jachère prairiale, culture **ZH** : NON **HIC** : NON Corridor diffus SRCE	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen, remontées de nappes (inondation de caves) NUISANCES : Proximité de la RD20 ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par remontées de nappes.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage** - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans leur environnement par des éléments paysagers et de respiration cohérente à l'environnement alentour. - Les interfaces entre le tissu pavillonnaire et l'activité agricole devront être traitées par la mise en place d'une frange paysagère et la plantation d'arbres qui constituent une zone tampon et qui permet d'atténuer l'impact visuel depuis la route de Chavaroux. Une zone tampon sera également à prévoir le long de la RD20. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site avant tout projet d'aménagement afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen. - Les habitations devront être préservées du trafic de la RD20 et notamment des nuisances sonores et visuelles par la mise en place d'une frange paysagère **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible.	FAIBLE
ENT_2	RUE DES ECOLES	17679,32	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** culture **ZH :** prélocalisation (SAGE) **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappes (inondation de caves) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation par remontées de nappes.	Cette zone AU se décompose en 2 secteurs : une zone AU et une zone 2AU. **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les interfaces entre le projet d'aménagement, les constructions existantes et les espaces agricoles, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. - Les espaces bordant les terres agricoles devront correspondre aux espaces de jardins des habitations afin de conserver une bande naturelle entre les différents usages de la terre. **Réduction de l'exposition aux risques :** Cf OAP Changement climatique **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :**	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude zone humide au moment de l'ouverture du secteur 2AU

						- L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur le secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie).	
ENT_3	ZONE D'EQUIPEMENTS ROUTE DE L'ANCIENNE GARE	2784,60	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** verger **ZH :** / **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen, remontées de nappe (inondation de caves) NUISANCES : proximité RD20 ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation. Il est également a proximité d'une voie de circulation ce qui entraîne des nuisances sonores et une exposition à une qualité de l'air dégradée.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les interfaces entre le projet d'aménagement, les constructions existantes et les espaces agricoles, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Réduction de l'exposition aux risques :** Cf OAP Changement climatique **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest.	FAIBLE
/	ZONE 2AU RUE DES SAUSSAIES	9218,15	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** culture **ZH :** prélocalisation (SAGE) **HIC** : NC	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen, remontées de nappe, risque inondation (remontées de nappe, aléa crue faible) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation. > L'ouverture à l'urbanisation menace également le maintien de la zone humide potentielle.	PASSAGE EN Np	FAIBLE

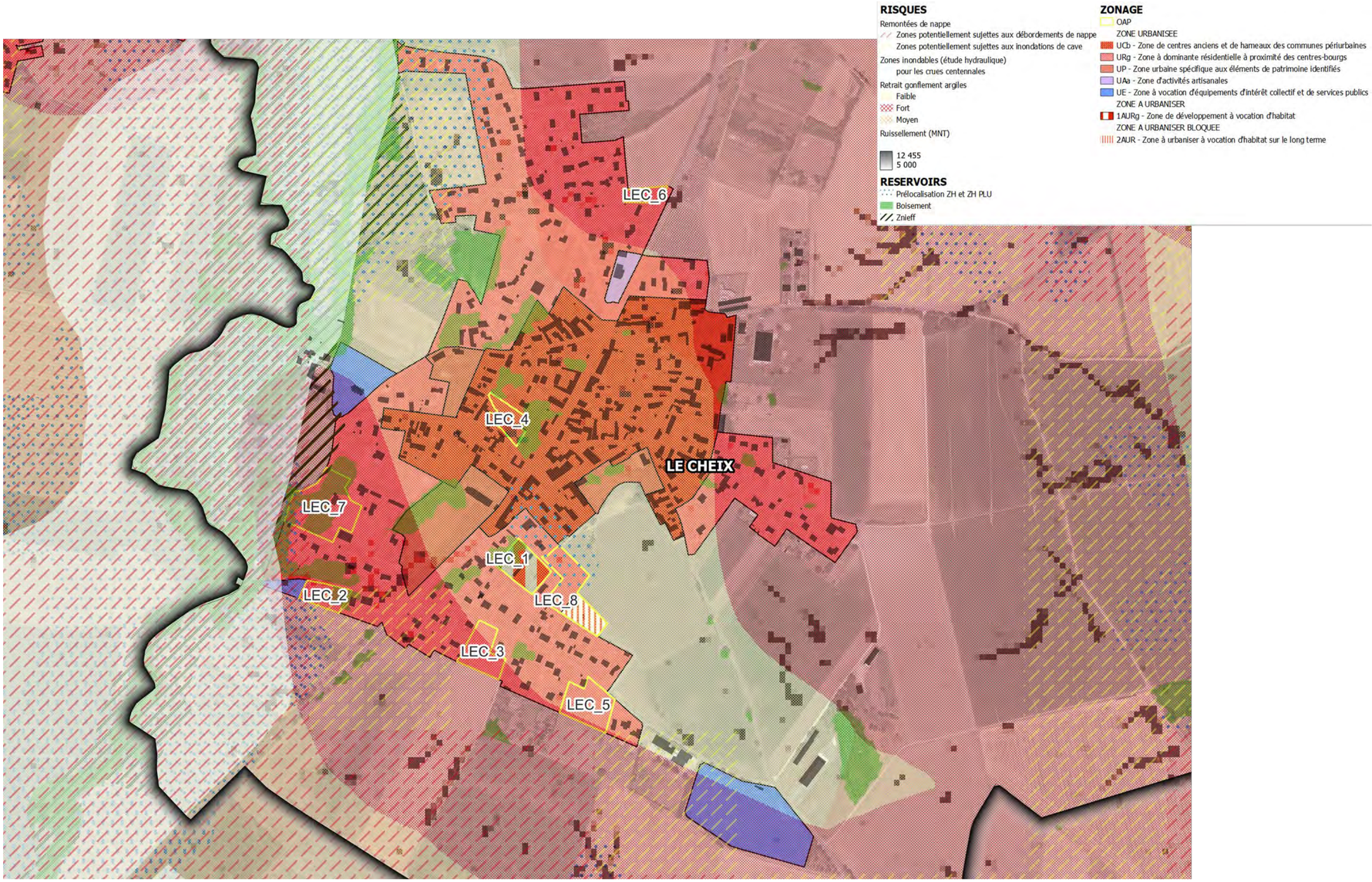
3.4.1.6.10 ENVAL :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
ENV_1	AVENUE DE LA LIBERATION	23413,28	FORT : **Occupation du sol :** Frênaie, friche calcicole, prairie naturelle, culture, fourré **Espèces :** Présence de pic noir et de lézard vert **ZH** : OUI (flore + sol) **HIC** : OUI (prairie de fauche 6510 / boisement alluvial 91E0) Corridor diffus SRCE > Préserver bois, prairie et zone tampon	MODERE A FORT : RISQUES : Aléa argiles fort, inondation (axe de ruissellement, remontées de nappe et secteur concerné par des crues) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FORT : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une perte de fonctionnalité de la zone humide existante et à la destruction d'habitats d'intérêt communautaire.	OAP > Délimitation des 2 secteurs de zone humide dans l'OAP.  **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'OAP prévoit la qualification de l'entrée de bourg par un traitement paysager de qualité, pouvant constituer un support de chemins piétons ou d'espaces récréatifs en lien direct avec l'Ambène. - Réfléchir à la valorisation du patrimoine naturel dans une perspective d'amélioration du cadre de vie des habitants et d'attractivité touristique du territoire. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement, le tissu résidentiel existant à l'ouest et le secteur agricole à l'est, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Compte-tenu de la situation de ce vaste secteur et de son caractère environnemental et paysager, l'objectif est de maintenir en espaces perméables de pleine terre végétalisés les fonds de parcelles limitrophes de la zone naturelle. - Les deux zones humides situées sur le secteur devront être préservées de l'urbanisation **Réduction de l'exposition aux risques :** - La moitié sud du secteur est concernée par le PPRNPi et par conséquent inconstructible, ce qui permet de valoriser le contexte paysager et de maintenir les vues vers le sud. Cf OAP Changement climatique **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public et permettront de relier la coulée l'Ambène (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7).	FAIBLE A MODERE

							
ENV_2	ZONE 1AUE RUE DE CHATEL	78781,96	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** boisement et prairie **ZH** : NON **HIC** : NC Moins de 100m de la ZNIEFF II « Gorges d'Enval » Jouxte l'ENS « Cote Verse » > Maintien d'un maximum de boisements	MODERE A FORT : RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, inondation (axe de ruissellement, remontée de nappe) NUISANCES : / ENERGIE : / PAYSAGE : /	MODERE A FORT : > L'ouverture à l'urbanisation expose les biens et les personnes à un risque fort lié à la présence d'argiles et à des phénomènes d'inondation. > L'ouverture à l'urbanisation fait peser un risque de réduction de la fonctionnalité des milieux naturels à proximité d'espaces d'intérêt	OAP **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Aussi, l'OAP prévoit la qualification de l'entrée sur le territoire communal depuis le site de l'usine des Eaux de Volvic par un traitement paysager de qualité. - Des espaces de respiration entre les infrastructures seront à prévoir pour créer des perméabilités visuelles, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion des eaux pluviales sous forme de noues plantées. - Le parc permettra d'accueillir un espace vert consolidant la trame verte existante et sera composé d'essences locales. - Les interfaces entre les futures infrastructures, le tissu résidentiel existant au nord et les espaces naturels au sud et à l'ouest, seront traités notamment par la mise en place de franges paysagères adaptées. Le nord du secteur devra respecter l'intimité et le vis-à-vis des jardins, et les limites longeant les espaces naturels permettront une transition apaisée entre le bourg et les équipements. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Réduction de l'exposition aux risques :** Cf OAP Changement climatique **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur afin de rejoindre l'espace de stationnement mais également se déplacer sur le secteur. Elles seront sécurisées, végétalisées, qualitatives et ouvertes au public et permettront de relier la coulée de l'Ambène.	MODERE A FORT : Il est nécessaire de réaliser une étude faune flore et une étude hydraulique

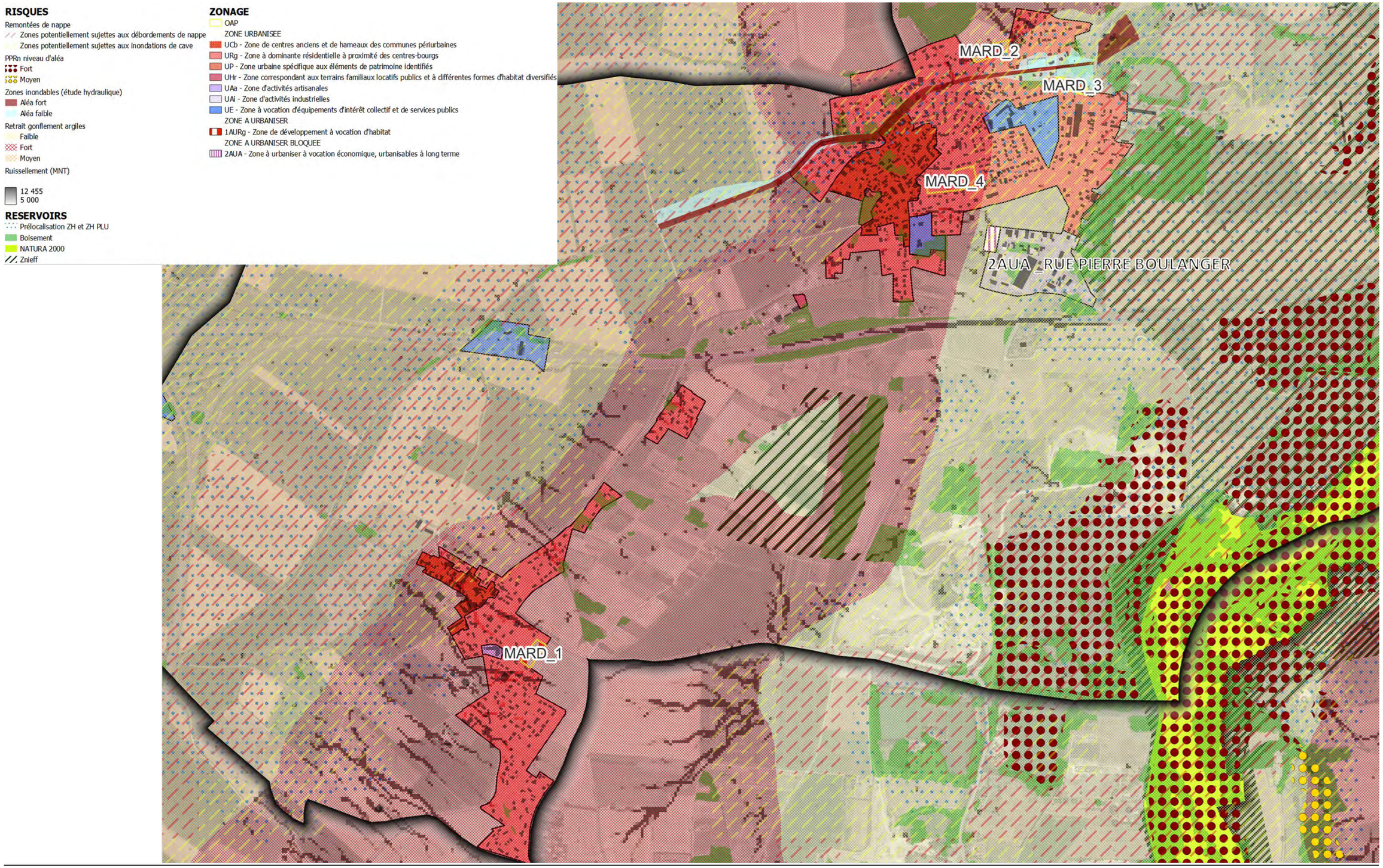
3.4.1.6.11 LE CHEIX



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
LEC_1	RUE DES JARDINS	4709,16	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Verger, fourré, prairie artificielle **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF > Maintien verger, gros noyers et fourré Réhabilitation de vergers et jardins communaux	FAIBLE A MODERE : RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile moyen	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Un espace paysager doit être créé au nord-ouest du site pour assurer la transition urbaine entre la place de l'Église, le calvaire et les futures habitations… - Le muret présent sur le site sera à préserver et à mettre en valeur. - L'Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction et d'aménagement. - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les noyers et les fourrés, notamment la frange longeant les constructions existantes. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place tant que possible. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lotsafin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'exposition aux risques :** Cf OAP Changement climatique **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE
LEC_8	ZONE 2AU CHEMIN DES CLOS	2767,60	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Culture **ZH** : Prélocalisation **HIC** : NC Moins de 500m de la ZNIEFF I « Vallée de la Morge »	FAIBLE A MODERE : RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile moyen	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Interface avec l'activité agricole, les franges devront être traitées de manière paysagère en assurant une transition arborée, préservant également des nuisances sonores (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges urbaines sur les bordures du secteur devront être traitées afin de créer une transition arborée qualitative avec l'activité agricole. Visant ce même objectif, l'opération prévoit une implantation du bâti sur le devant des parcelles en préservant les fonds de jardins **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'exposition aux risques :** Cf OAP Changement climatique **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE

/	ZONE 2AU CHEMIN DES ACACIAS	21788,46	MODERE A FORT Occupation du sol : Culture ZH : Prélocalisation HIC : NC Jouxte la ZNIEFF I « Vallée de la Morge »	FAIBLE A MODERE : RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /		MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile moyen > L'ouverture à l'urbanisation au sein d'une zone humide potentielle risque de détruire ce milieu remarquable.	PASSAGE EN Np	FAIBLE

3.4.1.6.12 LES MARTRES D'ARTIERES :

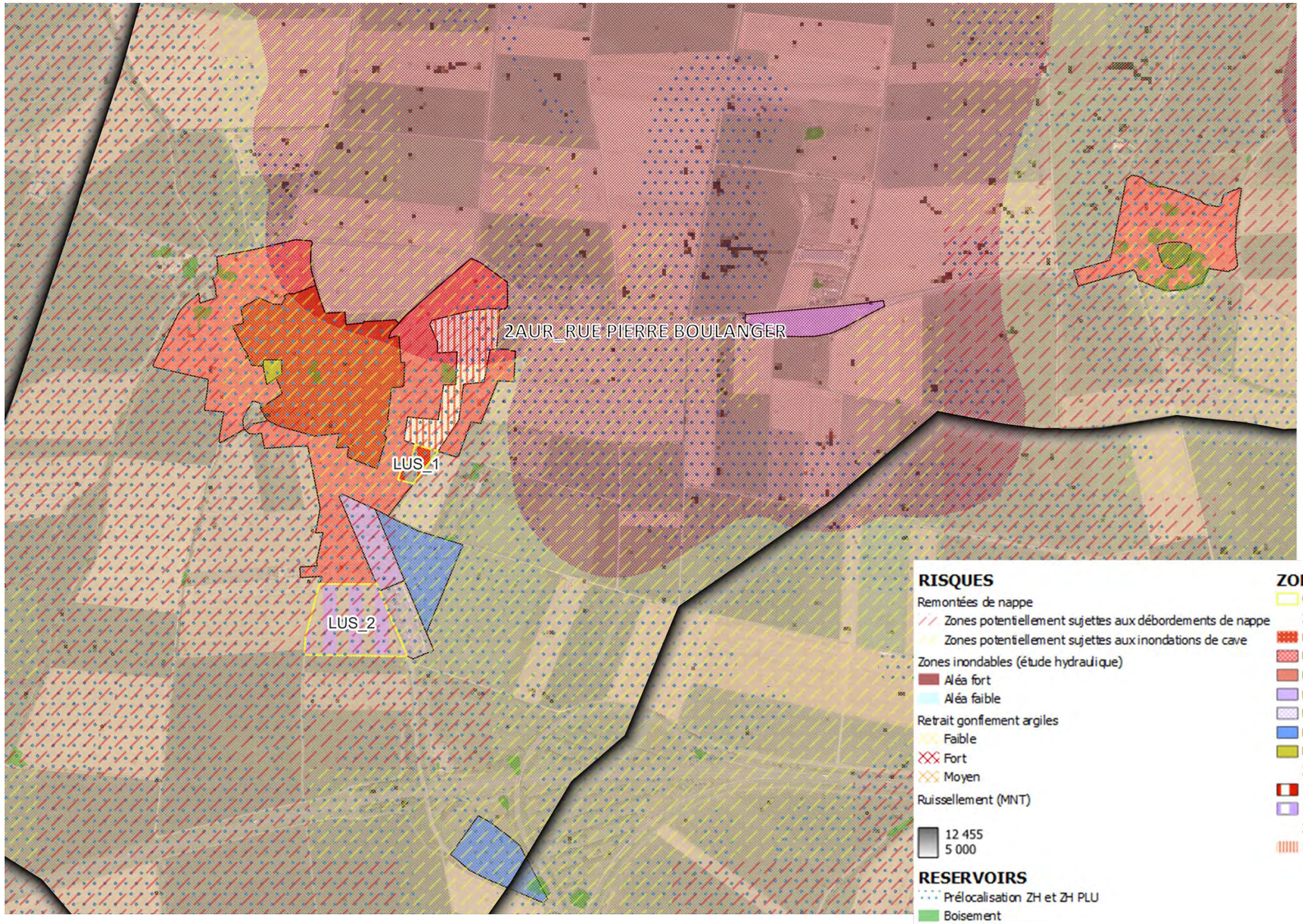


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCES INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MARD_1	CHEMIN DU PRE	4731,7	FAIBLE **Occupation du sol :** culture **ZH** : NON **HIC** : NC	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile moyen	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'habitat individuel sera implanté de manière à s'insérer au mieux dans le cadre urbain et paysager en reprenant les caractéristiques d'implantation des constructions avoisinantes. - Une frange épaisse arborée doit être créée afin de permettre une transition avec l'espace agricole existant en limite du site et de gérer les eaux pluviales (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères type 1). - Les vues vers le paysage lointain au travers de la frange arborée devront être ménagées. - Des éléments paysagers, de type haie variée bocagère arbustive et arborée, cohérents à l'environnement local et au grand paysage bocager alentour devront être aménagés, notamment sur la frange est du secteur (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les plantations d'arbres fruitiers et des essences locales sera privilégiée, afin de se conformer à celles fortement présentes sur la commune et dans les opérations récentes. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement de liaisons douces sera prévue sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public **Réduction de l'exposition aux risques** Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen. :	FAIBLE
MARD_2	ROUTE DE LUSSAT	7205,24	FAIBLE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NC Proximité ZNIEFF	MODERE : RISQUES : Aléa argiles fort : axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argile fort et à un risque inondation par ruissellement.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les logements individuels devront être implantées de manière à insérer le site dans son environnement (quartier résidentiel de faible densité) tout en limitant les hauteurs du bâti à du R+1. - La frange arborée à l'ouest du site devra être conservée et lui donner de l'épaisseur pour accompagner l'accès aux espaces agricoles. - Les nouvelles constructions devront être intégrées dans leur environnement. L'implantation des jardins devra être privilégiée au sud des bâtiments. - Les interfaces entre le projet d'aménagement, le secteur agricole et le chemin à l'est devront être traitées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Des éléments paysagers, de type haie variée bocagère arbustive et arborée, cohérents à l'environnement local et au grand paysage bocager alentour devront être aménagés, notamment sur la frange est du secteur (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Une attention particulière devra être apportée au traitement de la frange depuis la RD 51. Une frange paysagère arborée devra être aménagée (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les plantations d'arbres fruitiers et des essences locales sera privilégiée, afin de se conformer à celles fortement présentes sur la commune et dans les opérations récentes.	FAIBLE

						Limiter l'impact sur la fonctionnalité des espaces agricoles : - Un chemin agricole de 8 mètres de large devra être créé sur la frange ouest afin de permettre l'accès aux parcelles agricoles en deuxième rideau. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Au sud, il devra être donné de la place à l'espace publics par la plantation d'arbres d'alignement associés à une gestion de l'eau pluviale (noue paysagère par exemple). - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le cheminement doux existant au sud doit être conservé et le développement de liaisons douces sera prévue sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public. **Réduction de l'exposition aux risques** - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen. :	
MARD_3	RUE HENRI POURRAT	5269,12	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** Prairie de fauche moyenne **ZH** : NON **HIC** : NC Prairie de fauche 6510 en état moyen	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappe (inondation de cave) NUISANCES : proximité D1093 ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argile fort et à un risque inondation par ruissellement.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'habitat individuel sera implanté de manière à s'insérer au mieux dans le cadre urbain et paysager en reprenant les caractéristiques d'implantation des constructions avoisinantes. - De manière générale, l'objectif sera de travailler l'interface avec l'espace naturel et agricole par le traitement paysager et/ou planté de cette frange afin notamment de préserver la zone humide (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - De même, afin de limiter l'impact sur le bosquet humide, une attention particulière devra être portée pour ne pas dégrader la dynamique hydrologique de l'Artière. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'OAP est située à proximité de la ripisylve de l'Artière et d'un bosquet humide constitué de peupliers et d'aulnes, tous deux situés plus au nord. Ainsi, l'objectif sera de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Par ailleurs, des liaisons douces seront mise en place et devront être sécurisées, qualitatives et ouvertes au public, en s'appuyant notamment sur la frange paysagère existante en limite sud. - **Réduction de l'exposition aux risques et nuisances** - Prendre en compte la zone de protection du câble souterrain ERDF dans les aménagements et anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension. - Aménager dans la mesure du possible des éléments végétaux en bordure est du site pour limiter les nuisances sonores en provenance des infrastructures routières.	MODERE : Disparition d'une partie de la prairie de fauche en état moyen
/	ZONE 2AUA	5144	FAIBLE	FAIBLE A MODERE	FAIBLE A MODERE	> Passage en 2AUA de la zone (urbanisation à long terme)	FAIBLE

	RUE PIERRE BOULANGER		**Occupation du sol :** culture, haie **ZH** : NON **HIC** : NC Proximité ZNIEFF	RISQUES : Aléa argiles moyen, remontée de nappe (inondation de cave) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /		> L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile moyen	REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	

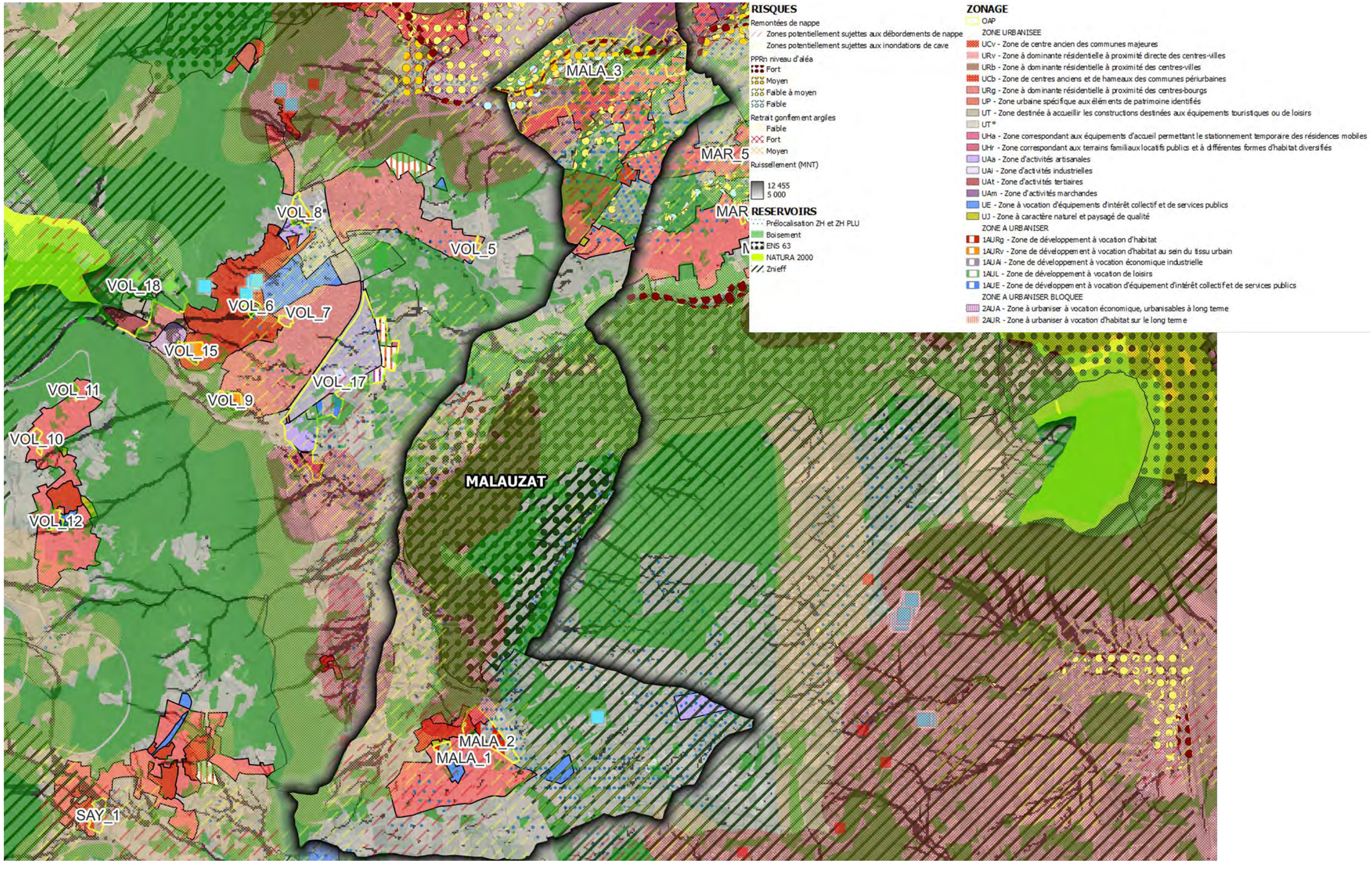
3.4.1.6.13 **LUSSAT :**



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
LUS_1	RUE DE LA MOLLE	5688,07	FAIBLE : **Occupation du sol** : Friche **ZH** : NON **HIC** : NC	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile avec des remontées de nappe.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Une frange paysagère devra être créée en bordure est du site afin de le préserver des nuisances de la future voie de contournement du centre de la commune. - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans leur environnement par des éléments paysagers et de respiration cohérente à l'environnement alentour. - Les interfaces entre le tissu pavillonnaire et l'activité agricole devront être traitées par la mise en place d'une frange paysagère et la plantation d'arbres qui constituent une zone tampon et qui permet d'atténuer l'impact visuel. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - Restaurer la ripisylve pour intégrer les aménagements dans le grand paysage local mais aussi pour assurer une bonne dynamique du réseau hydrographique et maintenir une bonne gestion des eaux pluviales. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Les eaux pluviales devront être récupérées à l'échelle de chaque unité foncière. Les dispositifs de rétention ou d'infiltration, sauf impossibilité technique, seront réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Une liaison douce nord/sud sécurisée, qualitative et ouverte au public, préservée par la frange paysagère à l'est devra être créée et viendra compléter le maillage viaire **Réduction de l'exposition aux risques** - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen. : - La zone de protection des câbles souterrain et aérien ERDF devra être prise en compte dans les aménagements et anticiper la déviation éventuelle des lignes moyenne tension.	FAIBLE
LUS_2	ZONE D'ACTIVITES (D6) (OAP ZAE)	44500,58	FAIBLE **Occupation du sol** : culture **ZH** : NON **HIC** : NC	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argile avec des remontées de nappe.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur résidentiel par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour. - Afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure du site, notamment au sud. Un espace de transition devra également être aménagé en bordure des habitations, au nord du sud. - Un traitement qualitatif de l'entrée de ville sera à prévoir. Dans ce cadre, il s'agira de se reporter à l'OAP «Paysages». **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement - Tout espace de stationnement devra faire l'objet d'aménagements paysagers de qualité en utilisant des matériaux perméables de qualité (aspect, pérennité de l'aménagement…). **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible.	FAIBLE

							- Une liaison douce nord/sud sécurisée, qualitative et ouverte au public, préservée par la frange paysagère à l'est devra être créée et viendra compléter le maillage viaire **Réduction de l'exposition aux risques** - Il est recommandé de réaliser une étude géotechnique sur le site afin de définir des règles de construction adaptées - La zone de protection du câble aérien ERDF dans les aménagements devra être prise en compte afin d'anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension.	
/	ZONE 2AUR RUE DE VICHY	40950,59	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Prairie pâturée, culture, friche **ZH :** NON **HIC :** NC > Eviter d'urbaniser la pâture	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /		MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argile moyen à fort avec des remontées de nappe.	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude faune-flore au moment de l'ouverture à l'urbanisation

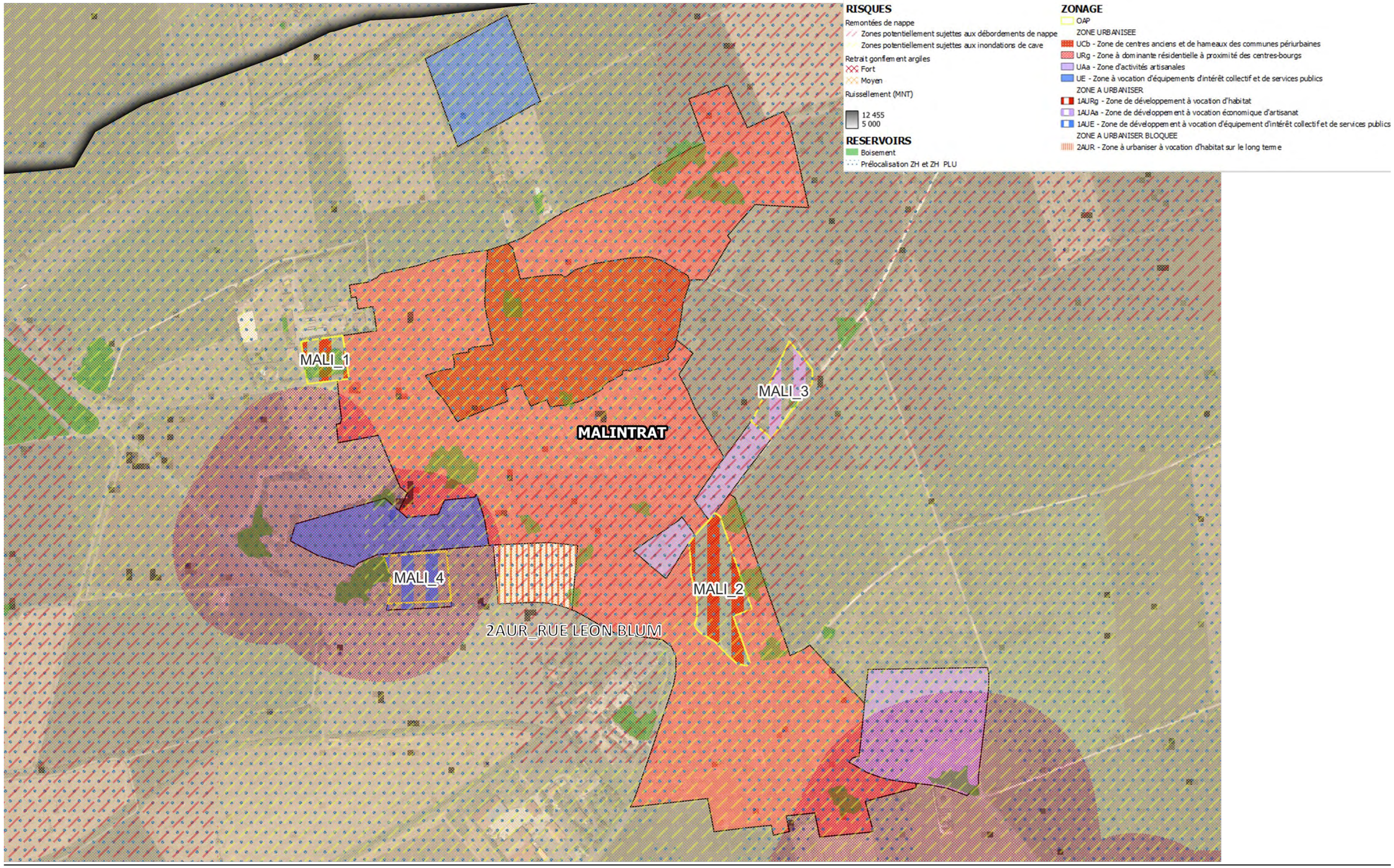
3.4.1.6.14 MALAUZAT :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MALA_1	PLACE DE L'ECOLE	7306,01	FAIBLE A MODERE : Occupation du sol : parcelle agricole, jardins ZH : NON HIC : NC Moins de 500m de la ZNIEFF II « Coteaux de Limagne occidentale »	FAIBLE RISQUES : Remontées de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité de nombreux éléments de repères visuels et éléments patrimoniaux	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque de remontées de nappe.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du cœur de quartier projeté. - Les espaces de respiration entre le bâti devront être préservés pour créer des perméabilités entres les différentes morphologies, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs et maintenir, si possible, les éléments végétaux d'intérêt existants. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Afin de lier le centre-bourg et le nouvel espace public à l'école une sente piétonne sera prévue (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7). Dans ce cadre, un carrefour redessiné permettra de lier la sente piétonne et la parvis de l'école.	FAIBLE
MALA_2	ROUTE DE CHATEAUGAY	22976,71	FAIBLE **Occupation du sol :** culture **ZH** : NON **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Remontées de nappe et argile moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité de nombreux éléments de repères visuels et éléments patrimoniaux et présence d'un repère visuel sur le site	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque de remontées de nappe. > L'ouverture à l'urbanisation peut potentiellement dégrader la qualité paysagère du site.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'OAP est située en entrée de bourg et il convient de penser un projet qui assure la densité souhaitée, tout en respectant la situation du quartier et en proposant un projet de qualité. Dans ce cadre, un traitement de l'entrée de l'opération au sud sera réalisé afin de valoriser l'entrée de bourg. - Le tilleul situé à l'entrée du secteur 1 et identifié au schéma de composition ainsi que les haies existantes seront maintenues. - De manière générale, il s'agira d'assurer un traitement végétal des clôtures limitrophes de la zone agricole (au sud-est de l'OAP) par des haies multistrates (3 strates de hauteurs différentes : arbres, arbustes, haies) (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du coeur de quartier projeté. - Les espaces de respiration entre le bâti devront être préservés pour créer des perméabilités entres les différentes morphologies, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - Les axes de ruissellement potentiels sont à prendre en compte afin de ne pas créer de coupure avec la zone humide au sud du site. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	FAIBLE

						- Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Afin de compléter le maillage et valoriser l'utilisation des modes doux, un cheminement piéton sera prévu. Il permettra en outre de relier la nouvelle opération au centre-bourg, au stade au sud, ainsi qu'au chemin de Marcoin	
MALA_3	LES MOULINS BLANCS	8727,78	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Prairie naturelle, verger **ZH** : NON **HIC** : NC > Réhabilitation de vergers et jardins communaux	FORT RISQUES : Inondations (crues aléa faible, moyen, fort / remontées de nappe) Argiles (aléa faible, moyen fort) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'éléments de repères visuels et éléments patrimoniaux	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition forte de la population à une diversité de risques dont le niveau d'aléa peut être particulièrement élevé.	Passage en zone N / Np **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Afin de protéger les aménités paysagères et écologiques constitutives du corridor local est/ouest, d'une part, il est demandé de préserver les abords des cours d'eau de toute construction : tout aménagement constituant un obstacle à l'accouplement naturel de l'eau et des sédiments est interdit. Ceux existants doivent être rendus franchissables. - D'autre part, il est souhaité d'assurer le maintien des boisements existants : toute suppression de surface boisée doit être compensée à hauteur de 1 pour 1 en privilégiant des essences locales et une végétation pluristratifiée favorable à l'accueil et au déplacement des espèces animales. « L'étoffement » de ces boisements est recherché, en privilégiant la création de bosquets. - Afin d'assurer une transition apaisée entre les espaces urbanisés et naturel, il s'agira d'abord de maintenir en espaces perméables de pleine terre végétalisés les fonds de parcelles limitrophes de la zone naturelle. - Ensuite, il est demandé d'assurer un traitement uniquement végétal des clôtures limitrophes de la zone naturelle en privilégiant des haies multistrates préservant la porosité nécessaire à la circulation de la petite faune. - Enfin, sur les terrains constructibles non bâtis, il sera privilégié la préservation du patrimoine végétal existant et de le positionner comme support à l'aménagement du secteur.	FAIBLE

3.4.1.6.15 MALINTRAT :

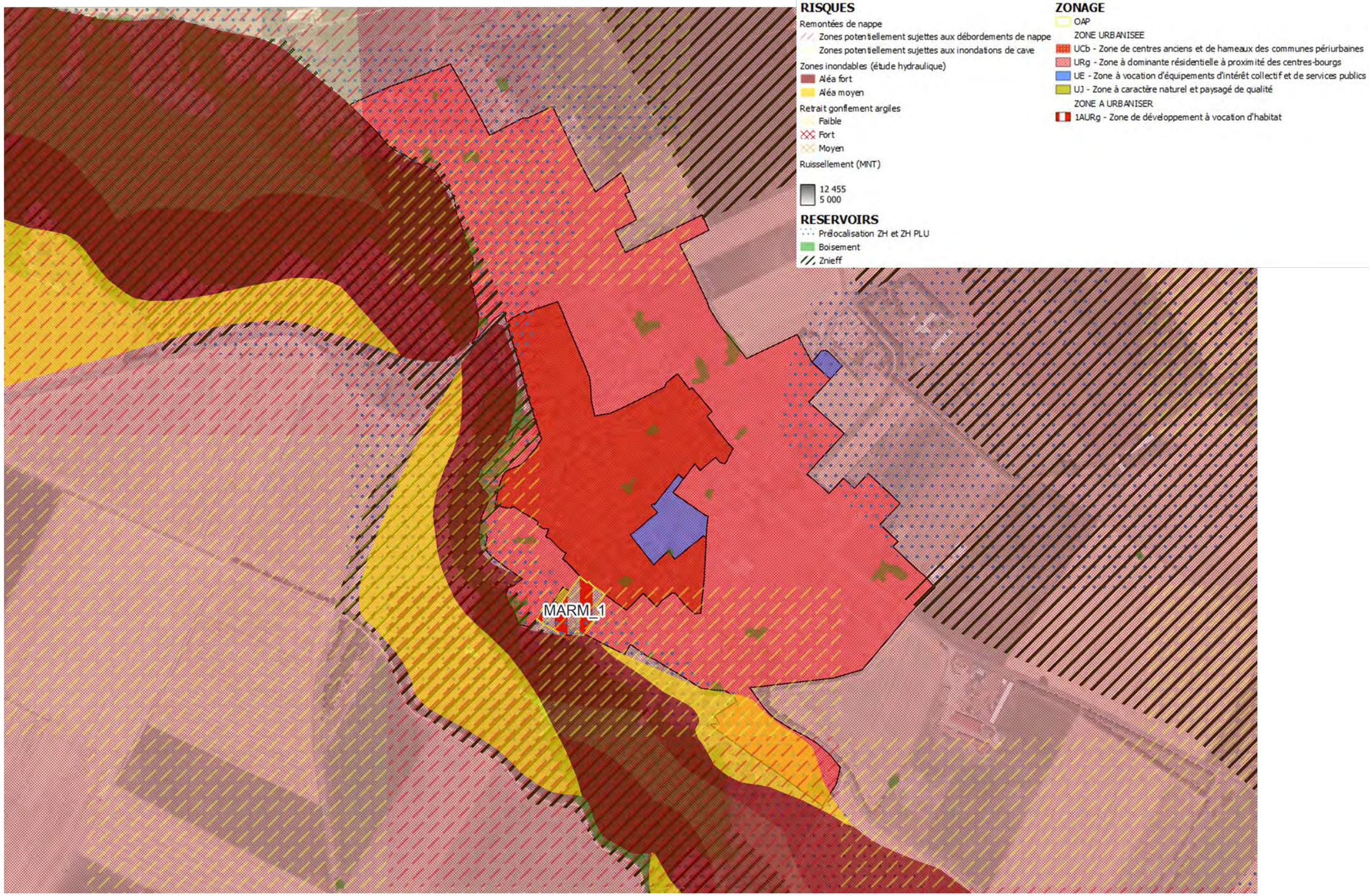


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MALI_1	AVENUE DE LA MOTTE	5311,17	MODERE A FORT : *Prairie naturelle et verger mais aspect très anthropisé et isolement relatif* **Occupation du sol :** verger, jardin, prairie **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 en état moyen > Réduction au maximum de la surface artificialisée	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontées de nappes (inondations de caves) NUISANCES : Proximité immédiate RD20 ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT : > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes. > L'ouverture à l'urbanisation impacte une prairie et un vieux verger.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - Le nouveau quartier devra assurer une bonne intégration dans le secteur résidentiel par des aménagements paysagers valorisant l'environnement urbain alentour et l'entrée de ville. - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans leur environnement par des éléments paysagers et de respiration cohérente à l'environnement alentour. - Dans ce cadre, la haie bocagère au sud du site devra être restaurée. Des plantations d'arbres fruitiers et des essences locales, devront être privilégiés en raison de leur forte présence sur la commune et dans les opérations récentes. - De même, des bandes paysagères devront être maintenues entre les espaces bâtis afin de préserver des espaces de respiration. Les interfaces entre le tissu pavillonnaire et l'activité agricole devront être traitées par la mise en place d'une frange paysagère et la plantation d'arbres qui constituent une zone tampon et qui permet d'atténuer l'impact visuel. - L'urbanisation est à éviter sur les prairies naturelles et les vergers. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Une liaison douce sécurisée, qualitative et ouverte au public devra être prévue **Réduction de l'exposition aux risques** - Il est demandé la réalisation d'une étude géotechnique sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen. - La zone de protection du câble aérien ERDF dans les aménagements devra être prise en compte afin d'anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension.	FAIBLE A MODERE Sous réserve d'assurer un suivi spécifique des travaux afin d'assurer le maintien de la prairie et des vergers
MALI_2	RUE DE LA MADELEINE	16275,78	FAIBLE **Occupation du sol** : jachère **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Un espace vert paysager à l'extrême sud sera organisé afin de créer une zone tampon entre les espaces construits du site et la route départementale. L'implantation des jardins permettra également d'éloigner les constructions de la route soumise à la loi Barnier. - Des coupures vertes entre les habitations seront maintenues afin de reprendre les principes d'aménagement des quartiers environnants. - La ripisylve du ruisseau des Ronzières devra être préservée et confortée en partie ouest du site. Une zone de tampon de 10 mètres devra être préservé avec les nouvelles constructions. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	FAIBLE

						- Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Un cheminement doux devra être créé en bordure ouest du site **Réduction de l'exposition aux risques** : Une frange paysagère le long de la RD6 doit être aménagée, conformément à la loi Barnier, de manière à qualifier l'entrée de ville et à préserver les habitations des nuisances générées par le trafic routier.	
MALI_3	RUE DU PRE NAUD (OAP ZAE)	8056,12	FAIBLE **Occupation du sol** : jachère **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur résidentiel par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour. - De même, afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure nord du site. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. - Tout espace de stationnement devra faire l'objet d'aménagements paysagers de qualité en utilisant des matériaux perméables de qualité (aspect, pérennité de l'aménagement…). **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Un cheminement doux devra être créé en bordure ouest du site **Réduction de l'exposition aux risques** : Une frange paysagère le long de la RD6 doit être aménagée, conformément à la loi Barnier, de manière à qualifier l'entrée de ville et à préserver les habitations des nuisances générées par le trafic routier.	FAIBLE
MALI_4	ZONE D'EQUIPEMENTS RUE LEON BLUM	10140,9	FAIBLE **Occupation du sol** : jachère **ZH** : NON **HIC** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces naturels ou agricoles, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les espaces de stationnement devront faire l'objet d'aménagements paysagers de qualité en utilisant des matériaux perméables (aspect, pérennité de l'aménagement…). **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Un cheminement doux devra être créé en bordure ouest du site	FAIBLE

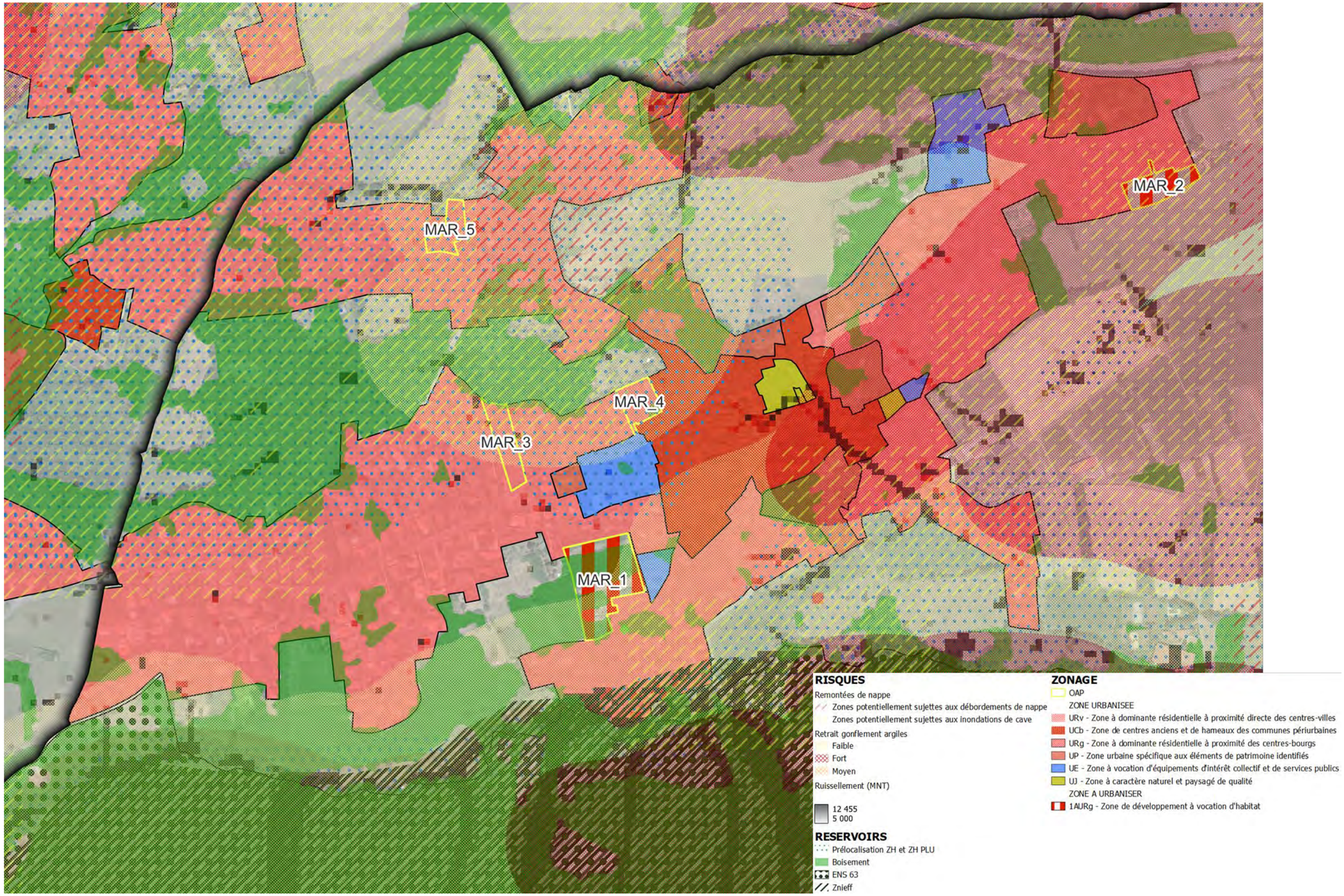
						Réduction de l'exposition aux risques : - Afin de réduire les nuisances sonores liées à la RD2, l'aménagement de la zone devra prendre en compte les nuisances qui en découle et conserver un part d'espaces naturels sur la partie sud du site.	
/	ZONE 2AUR RUE LEON BLUM	13910,92	FAIBLE **Occupation du sol** : jachère **ZH** : NON **HIC** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort et remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes.	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT ZONE 2AUR : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE

3.4.1.6.16 MARTRES-SUR-MORGE :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MARM_1	LA PASSERELLE	6607,36	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Jardin, prairie pâturée **ZH :** NON **HIC :** NC Corridor diffus SRCE Proximité ZNIEFF > Réhabilitation de vergers et jardins communaux	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort et remontées de nappes (inondations de caves) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen et à un phénomène d'inondations par remontées de nappes. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une dégradation de la qualité du corridor diffus du SRCE dans un secteur sensible (proximité ZNIEFF)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les espaces de respiration entre les bâtiments devront être préservés afin de créer des perméabilités entres les différentes parties du quartier, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs. Des continuités entre les différents espaces verts devront être aménagés. Une végétalisation multistrates sera assurée afin de renforcer leur intérêt pour la biodiversité. Dans ce sens, les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible (notamment les arbres présents sur le secteur). - Au sein de l'opération les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible, surtout la présence des gros noyers. A cela vient s'ajouter la préservation de fonds de jardins. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Des voies douces devront être aménagées entre cette voie principale et la route longeant le secteur au nord **Réduction de l'exposition aux risques** : - Dans le périmètre du Plan de Prévention du Risque Inondation, situé au sud du secteur, un espace de végétation doit être maintenu.	FAIBLE

3.4.1.6.17 MARSAT :

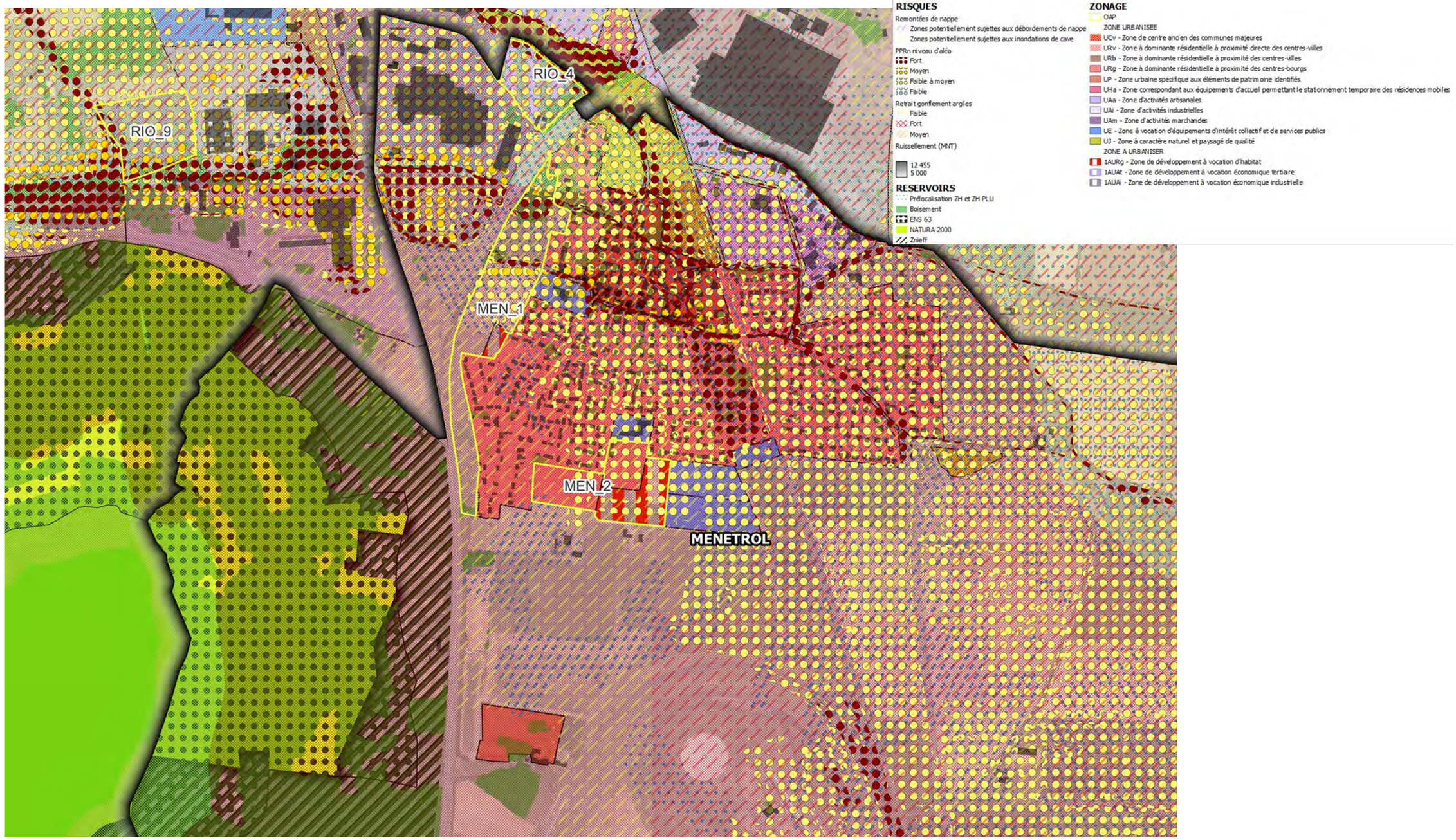


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MAR_1	LE PARSIN	14190,14	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Fourré âgés, friche thermophile **ZH :** NON **HIC :** NON Réservoir SRCE, Proximité ZNIEFF et ENS > Réhabilitation de vergers et jardins communaux	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / éléments patrimonial	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une dégradation de la qualité du corridor diffus du SRCE dans un secteur sensible (proximité ZNIEFF)	OAP **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - Le site est situé en limite du bourg de Marsat, au cœur de deux quartiers d'habitat pavillonnaire. Aussi, il est important d'en assurer une bonne intégration par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant. - Le long du chemin des Amandiers, un principe de retrait des nouvelles constructions par rapport à l'alignement sera appliqué et un espace paysager sera aménagé afin d'aérer le quartier. - Il s'agira de s'assurer d'un traitement paysager qualitatif des franges du secteur. Ainsi, les limites à l'ouest et au sud du secteur seront plantées avec des alignements d'arbre et de haies (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - De même, les fonds de jardins des maisons individuelles présentes en limite du secteur à l'ouest devront être préservés. - Les perspectives sur et depuis le grand paysage seront préservées et valorisées en préservant autant que possible les cônes de vue inscrits au schéma de composition de ce secteur d'OAP. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Le parti-pris de ce nouveau secteur est d'organiser un quartier sans circulation motorisée. Ainsi, pour organiser les déplacements motorisés, une zone de stationnement sera mutualisée au sud-est du secteur, à l'extrémité du chemin des Amandiers. - Un réseau de cheminements doux avec deux voies piétonnes structurantes « est-ouest » et « nord-sud » sera à créer pour offrir une desserte interne et jusqu'à l'espace de loisirs situé à l'est (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7).	FAIBLE
MAR_2	MONTROSIER	5251,74	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Pelouse potentielle, fourré, ancien verger **ZH :** NON **HIC :** Pelouse calcicole (potentielle) 6210 Réservoir SRCE > Ne pas urbaniser dans la pente	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / éléments patrimonial	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition limitée des biens et personnes à un risque argiles moyen. L'ouverture à l'urbanisation conduit à une dégradation de la qualité du corridor diffus et à la disparition d'une pelouse calcicole potentielle.	OAP **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Il est important d'assurer une bonne intégration du nouveau quartier par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant (habitat individuel de plain-pied ou R+1). - L'urbanisation de ce secteur tiendra compte de la topographie, de l'orientation et de l'identité dans lequel elle s'insère - Le secteur d'OAP vise un urbanisme relativement aéré, discret et respectueux des enjeux environnementaux (réservoir de biodiversité du SAGE) et paysagers (vue ouverte sur le Grand Paysage-végétation de jardins aux abords immédiats du site). - Les vues sur et depuis le grand paysage seront préservées et valorisées. Les vues depuis la zone sont relativement larges et embrassent le Grand Paysage : bourg de Marsat, plateau de Lachaud, frange Ouest de Riom. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de favoriser l'aptitude bioclimatique de chaque lot. Ainsi, la définition des espaces vise à optimiser les conditions bioclimatiques offertes aux futures constructions qui pourront être orientées au Sud. - Les liaisons piétonnes seront renforcées et valorisées par l'aménagement d'un cheminement doux piéton-cycles cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6). Ce dernier permettra de relier le chemin agricole existant au sud de la zone. Il recevra un traitement sable stabilisé.	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **MAR_3, MAR_4, MAR_5:** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..
    - Ainsi, les OAP MAR_3, MAR_4 remettent en avant la nécessité de maintenir une bande tampon de 10m vis-à-vis du cours d'eau.

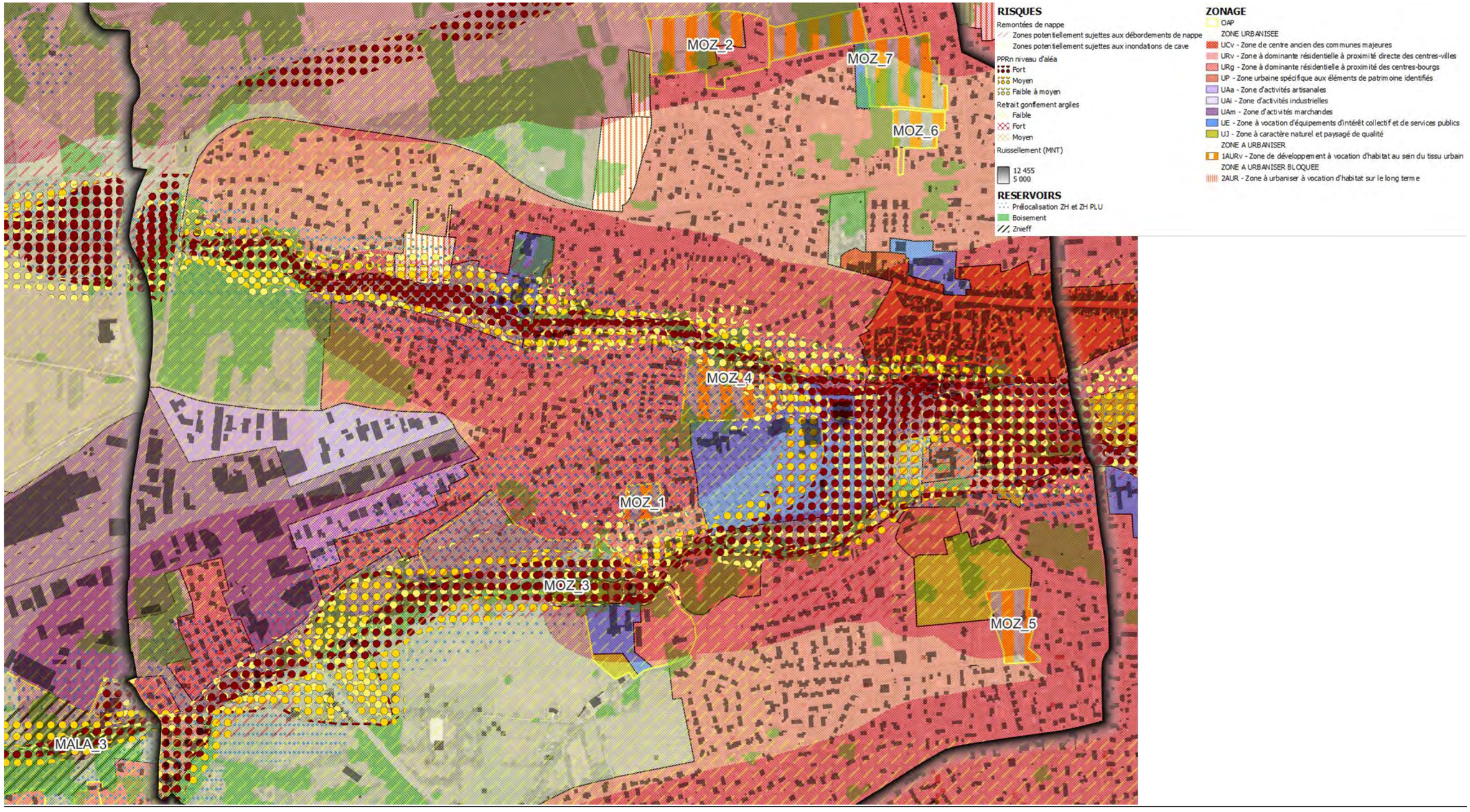
3.4.1.6.18 MENETROL :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
MEN_1	RUE DE GARENNES	8877,97	MODERE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : Prélocalisation partielle (SAGE) **HIC** : NC Moins de 500m de la Natura 2000 « Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand » Moins de 500m de la ZNIEFF I « Versants et plateau de Chateaugay » Moins de 500m de la ZNIEFF II « Coteaux de Limagne occidentale »	FORT RISQUES : Aléa argiles fort, aléa inondation (remontée de nappe / crue d'aléa faible à fort) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Proximité d'un repère visuel / éléments patrimonial	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition de terres agricoles et naturelles dans un contexte environnemental sensible (présence de Natura 2000 / Présence de ZNIEFF)	> Sur les 7,7ha du secteur, il est dédié environ 0,3ha à l'habitat. Le reste devant permettre l'aménagement d'un parc. **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Largement inconstructible, l'objectif sera de maintenir le secteur en espace de nature. Dans ce cadre, il s'agira de réfléchir à la valorisation du patrimoine naturel dans une perspective d'amélioration du cadre de vie des habitants et d'attractivité touristique du territoire - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du coeur de quartier projeté. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Sur l'ensemble du parc linéaire, afin de valoriser le patrimoine naturel dans une perspective d'amélioration du cadre de vie des habitants et d'attractivité touristique du territoire, il s'agira de favoriser l'aménagement de sentiers de découverte de la biodiversité.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude zone humide au moment de l'ouverture du secteur 1AURG
MEN_2	BOURRASOL	20 408,18	FAIBLE A MODERE **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NC Moins de 500m de la Natura 2000 « Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand »	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles fort, aléa inondation (remontée de nappe / crue d'aléa faible à moyen) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition de terres agricoles et naturelles dans un contexte environnemental sensible (Natura 2000)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le site est situé en bordure sud de la zone urbanisée, il devra s'intégrer à l'existant par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant en garantissant la transition avec les espaces agricoles. Dans ce cadre, il s'agira par ailleurs de valoriser les vues le château de Bourrassol et sur la colline de Mirabel. - Le projet devra conserver de larges emprises non bâties dédiés à des jardins-potagers, jardins d'agrément ou des espaces récréatifs. - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans leur environnement par des éléments paysagers et de respiration cohérente à l'environnement alentour. - Les interfaces entre le projet d'aménagement, le tissu résidentiel existant et le secteur agricole, seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères).	FAIBLE

							- L'objectif est de développer une trame verte en lien avec la colline de Mirabel et renforçant la ceinture verte de la commune. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière en intégrant les problématiques de pente et d'exutoire. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public, et permettront notamment de relier les polarités attractives (école, jardins potagers, aire de loisirs, etc.). - De même, l'organisation du stationnement distinguera le stationnement mutualisé, réalisé au sein de courées, permettant de maîtriser la place de la voiture en privilégiant l'accès aux logements à pied, du stationnement intégré au bâti pour les logements collectifs, des places de stationnement individualisées, des places de stationnement visiteurs situées quant à elles le long des voiries publiques.	
/	ZONE Np Route des Carmes	10217,79	FAIBLE A MODERE : Quasiment une zone humide (hydromorphie à 30cm au niveau du cours d'eau) proximité trame bleue **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NON Corridor linéaire SRCE > Recul maximum par rapport au cours d'eau	Choix du basculement en Np et Ac en amont de l'EE – non étudiée		Choix du basculement en Np et Ac en amont de l'EE – non étudiée	PASSAGE EN Np ET Ac	FAIBLE

3.4.1.6.19 MOZAC :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	SECTEUR CONCERNE	SURFACE TOTALE (M^2)	NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE	RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES	INCIDENCE INITIALE	MESURES PRISES	INCIDENCE APRES MESURES MESURE D'ACCOMPAGNEMENT
MOZ_1	RUE DE PLANCHE MANIOT **N.I**	5561,13	MODERE : **Occupation du sol :** Verger, prairie de fauche **ZH** : NC **HIC** : Prairie de fauche 6510	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles fort, aléa inondation (remontée de nappe / inondation aléa faible) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Présence d'éléments d'intérêt paysagers et patrimoniaux à proximité et sur le site	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort, un risque inondation faible mais multifactoriel	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Sur tout le pourtour du secteur, les fonds de jardin des maisons actuelles devront être préservés afin de maintenir des espaces de respiration entre les bâtiments. De même, les franges paysagères du site seront traitées et valorisées lors de toute opération. - Les éléments végétaux d'intérêt existants devront être maintenu autant que possible. Dans ce sens, les alignements d'arbres et de haies qui composent les franges du secteur au nord et au sud seront également préservés, vecteurs d'une végétalisation multistrates qui permet de renforcer le potentiel de biodiversité du lieu. - Dans la mesure du possible, les prairies et les vieux vergers pourront être conservés. De même, la réalisation d'une étude faune flore pourra être réalisée et permettra de préciser la valeur écologique du site en préalable à son aménagement. - L'Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. De même, le mur ainsi que le ponton doivent être préservés au sein du projet. - Le site est localisé au centre d'un quartier pavillonnaire, aussi il est important d'assurer une bonne intégration du nouveau quartier par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** **Réduction de l'exposition aux risques :** - Conformément au règlement du PPRI, il s'agira de : - Prendre en compte les écoulements dans la conception et l'implantation des bâtiments, favoriser la transparence hydraulique et limiter les entraves à l'écoulement des crues ; - Adapter les techniques constructives au risque d'inondation. - Le secteur se situe dans une zone d'exposition forte à moyenne au retrait-gonflement des argiles. Dans ce cadre, certaines dispositions préventives peuvent être mises en place. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - La réalisation de logements à énergie passive sera favorisée et l'utilisation des énergies renouvelables sera encouragée. - Afin de permettre aux futures constructions de bénéficier d'un éclairage naturel optimal, la meilleure exposition sera recherchée tout en préservant des espaces plus abrités en cas de canicule. - Sur l'ensemble du secteur, un réseau de liaisons douces sera développé entre les différentes voiries qui bordent le site. Ce réseau de liaisons douces sera organisé en accompagnement de la trame verte et bleue. Il pourra s'appuyer sur la ripisylve du ruisseau des Moulins Blancs et certaines haies structurantes, la voirie de desserte nouvellement créée sur la partie sud du site cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). - Les liaisons douces en accompagnement de voirie, tel que précisé dans le cahier commun, devront présenter une largeur minimale de 1,50 m hors obstacle. Elles pourront se faire en contre-allée paysagère, sécurisant ainsi les déplacements. - Les liaisons douces en site propre quant à elle, notamment le long du ruisseau des Moulins Blancs, disposeront également d'une emprise minimale de 1.50 m hors obstacle. Elles seront traitées en matériaux perméables. La largeur totale minimale des emprises nécessaires pour le confortement des liaisons douces (cheminement + abords) est portée à 3m (hors contraintes techniques et/ou naturelles).	FAIBLE
MOZ_2	RUE DES PRUNIERS	20371,27	FAIBLE A MODERE : *Enjeu modéré sur les vergers et les friches*	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, aléa inondation (remontée de nappe en limite de parcelle.	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les haies et les arbres hautes tiges. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place autant que possible.	FAIBLE

			Sur les secteurs autres, enjeu faible **Occupation du sol :** Culture, friches, fourré, vergers **ZH** : NON **HIC** : NON Réservoir SRCE > Maintien des vergers	NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /		- Des franges paysagères seront aménagées sur les limites nord et est de l'opération afin d'intégrer l'opération dans le paysage naturel. Afin d'appuyer la zone tampon, les jardins seront implantés en fond de parcelle permettant ainsi d'insérer les constructions progressivement dans le milieu. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, soit enterrés sous voirie, soit réalisés à ciel ouvert (et avec des essences locales et s'inscrivant dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé). **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Un réseau de cheminements doux viendra compléter le maillage et assurera la desserte de l'ensemble de la zone (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7).	
MOZ_3	SAINT-MARTIN	3 451,34	MODERE A FORT **Occupation du sol :** Friche et boisement **ZH** : Prélocalisation (SAGE) **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, aléa inondation (remontée de nappe / aléa crue faible à fort en bordure de de site) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Présence d'éléments d'intérêt paysagers et patrimoniaux à proximité et sur le site	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort, et un risque lié à des remontées de nappe. > L'ouverture à l'urbanisation engendre potentiellement la disparition d'une zone humide (prélocalisation)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. Également, les édifices liés à l'ancienne usine, la maison de maître ainsi que les canaux et bassins présents sur le secteur doivent être préservés et mis en valeur. - Pour le secteur d'urbanisation 1 et son environnement proche : o Les dispositions patrimoniales du secteur prévoient le maintien du mur d'enceinte et de son portail au droit de la rue Saint-Martin. o De même, le bâti existant, hérité de l'ancienne usine Saint-Martin sera pris en compte et préservé (la maison ainsi que les éléments identitaires du site : cuves à chanvre, pont, canal, etc.). - Pour le secteur d'urbanisation 2 et son environnement proche : o L'ensemble patrimonial formé par la Maison de retraite et ses abords sera préservé : la construction principale sera conservée, en préservant ses composantes et les éléments extérieurs qui font son identité : cheminées, rythme des ouvertures, arches, forme de la toiture, etc. - Il conviendra d'intégrer les nouvelles constructions dans la trame arborée existante et de conforter le cadre paysager par des aménagements ouverts au publics de type jardins familiaux, espaces verts, plantations composées d'essences locales, etc. - De même, le ruisseau du Chancet et sa ripisylve ainsi que le réseau de haies structurantes qui l'accompagne, seront préservés. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Les eaux pluviales seront gérées de façon préférentielle à l'échelle de chaque secteur. L'aménagement d'ouvrages paysagers et intégrés de type noues le long des voies et de type bassins paysagers et/ou réservoirs intégrés, seront à privilégier. Les bassins avec une géomembrane d'étanchéité sont interdits. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Les dispositions du PPRNPi de l'agglomération de Riom devront être respectées afin d'intégrer le risque d'inondation. De même, afin de protéger le cours d'eau, une mise à distance est imposée correspondant à une bande tampon de 10 m au sein de laquelle aucune construction ne sera autorisée. - Les nouvelles constructions devront être mises à distance des cours d'eau pour les préserver contre le risque d'inondation. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - La réalisation de logements à énergie passive sera favorisée et l'utilisation des énergies renouvelables sera encouragée.	FAIBLE A MODERE Il est recommandé de réaliser les études avant d'ouvrir à l'urbanisation le secteur 2

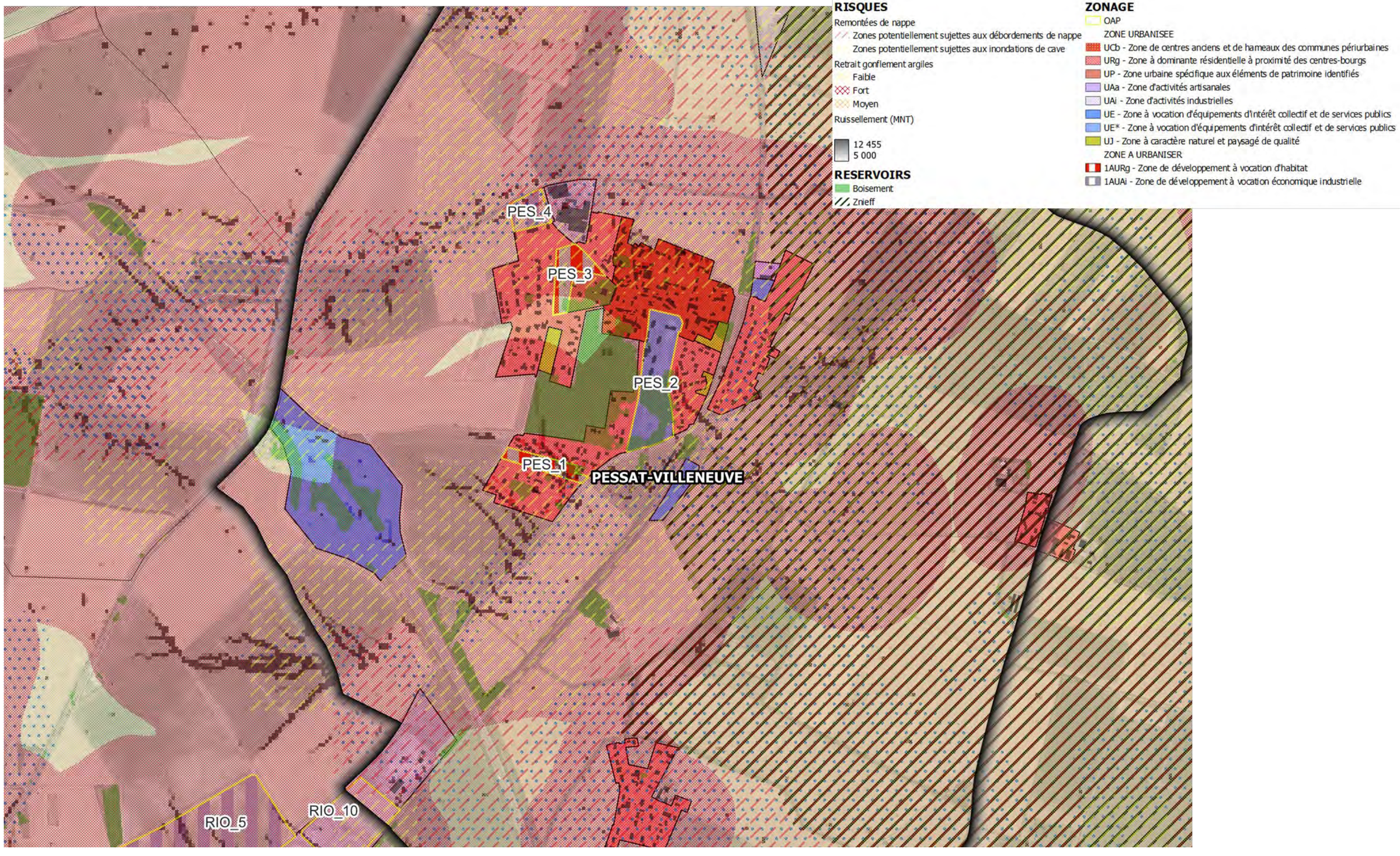
							- Afin de permettre aux futures constructions de bénéficier d'un éclairage naturel optimal, la meilleure exposition sera recherchée tout en préservant des espaces plus abrités en cas de canicule. - Sur l'ensemble du secteur, un réseau de liaisons douces sera développé entre les différentes voiries qui bordent le site. Ce réseau de liaisons douces sera organisé en accompagnement de la trame verte et bleue. Il pourra s'appuyer sur la ripisylve du ruisseau des Moulins Blancs et certaines haies structurantes, la voirie de desserte nouvellement créée sur la partie sud du site cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). - Les liaisons douces en accompagnement de voirie, tel que précisé dans le cahier commun, devront présenter une largeur minimale de 1,50 m hors obstacle. Elles pourront se faire en contre-allée paysagère, sécurisant ainsi les déplacements. - Les liaisons douces en site propre quant à elle, notamment le long du ruisseau des Moulins Blancs, disposeront également d'une emprise minimale de 1.50 m hors obstacle. Elles seront traitées en matériaux perméables. La largeur totale minimale des emprises nécessaires pour le confortement des liaisons douces (cheminement + abords) est portée à 3m (hors contraintes techniques et/ou naturelles).	
MOZ_4	LE CARMEL	20554,58	MODERE : **Occupation du sol :** Prairie naturelle de fauche **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 Réservoir SRCE > Préservation et Maintien du régime de fauche	FORT RISQUES : Aléa argiles fort, aléa inondation (remontée de nappe / inondation aléa faible à fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Présence d'éléments d'intérêt paysagers et patrimoniaux à proximité et sur le site	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort, un risque inondation fort et multifactoriel.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble bâti existant sera conservé et réhabilité. Sa restauration ne devra pas compromettre ses caractéristiques architecturales, consultation auprès de l'ABF. - Les nouvelles constructions devront s'intégrer le mieux possible dans un secteur présentant des enjeux forts en matière de trame paysagère et de préservation du patrimoine. - Au titre du patrimoine, il s'agira d'assurer la préservation des éléments identitaires du site, notamment les éléments patrimoniaux liés à l'eau ainsi que l'ensemble bâti. - Les éléments patrimoniaux tels que le mur d'enceinte le long de la rue Louis Dalmas, l'aqueduc et le bassin seront préservés et valorisés. Ils bénéficient d'une identification au PLUi au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme - L'alignement de la frange bâtie offerte par les façades du bâtiment, ainsi que la façade Nord du bâtiment collectif inscrit au Nord-Ouest de la rue du Carmel, devra être conservée. Ainsi, les nouvelles constructions implantées sur la partie Ouest du site, devront respecter l'alignement offert - La trame paysagère présente sur le site sera préservée. Ainsi la coulée verte offerte par l'Ambène et ses abords sera valorisée par des aménagements ouverts au publics de type jardins familiaux, espaces communs paysagers, plantations arborées composées d'essences locales, etc. Ces aménagements seront accessibles via un réseau de cheminements doux. - Dans le sens où elle participe aux qualités d'ambiance du secteur, la trame verte présente aux abords de la rue Louis Dalmas sera renforcée par la mise en place d'un traitement paysager à dominante arborée en franges de la place du 1er Mai. - Dans la mesure du possible, l'urbanisation de la prairie naturelle présente sur site pourra être évitée afin de ne pas fragiliser un habitat écologique d'intérêt communautaire et la rivière à proximité **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Les eaux pluviales seront gérées de façon préférentielle à l'échelle de chaque secteur. L'aménagement d'ouvrages paysagers et intégrés de type noues paysagères (notamment le long des voies), sera à privilégier. - L'ouvrage de rétention des eaux pluviales existant aux abords de l'Ambène sera intégré à la trame verte par un aménagement paysager visant à changer son image actuelle d'ouvrage technique. - Dans le traitement du rapport à l'eau sur ce site, il peut être utile de se référer à l'OAP Paysage du PLUi dans sa partie « Regagner les traversées urbaines des cours d'eau». **Réduction de l'exposition aux risques :** - Les dispositions du PPRNPi de l'agglomération de Riom devront être respectées afin d'intégrer le risque d'inondation. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - La meilleure exposition sera recherchée afin de permettre aux futures constructions de bénéficier d'un éclairage naturel optimal. Toutefois, un équilibre sera recherché entre l'ensoleillement des constructions et la préservation d'espaces plus abrités en cas de forte chaleur ou de canicule. - La réalisation de logements à énergie passive sera favorisée et l'utilisation des énergies renouvelables sera encouragée.	FAIBLE Sous réserver d'adopter un régime de fauche sur les prairies naturelles

						- Un réseau de liaisons douces sera développé en articulation avec les liaisons existantes en périphérie du site, en particulier celle le long de l'Ambène (Coulée verte). Ce réseau de liaisons douces s'inscrira au sein de l'espace paysager à conforter, le long de/des potentielles voies de desserte interne du site, le long de la rue Louis Dalmas, à l'arrière du mur conservé, le long de la rue du Carmel, une connexion pouvant être établie avec la rue Louis Dalmas, - Un cheminement doux pourra être créé selon un axe nord-sud au sein du site, depuis l'Ambène jusque la rue Louis Dalmas. Il traversera de façon perpendiculaire l'éventuelle voie de desserte interne entre la rue du Carmel et la rue Louis Dalmas et sera agrémenté d'un alignement d'arbres et de haies qui suivra son tracé. - Les liaisons douces en accompagnement de voirie, devront présenter une largeur minimale de 1,50 m hors obstacle. Elles pourront se faire en contre-allée paysagère sécurisant ainsi les déplacements. - Les liaisons douces en site propre disposeront d'une emprise minimale de 1,50 m hors obstacle. Elles seront traitées en matériaux perméables. La largeur totale minimale des emprises nécessaires pour le confortement des liaisons douces (cheminement + abords) est portée à 3m (hors contraintes techniques et/ou naturelles).	
MOZ_5	PORTABERAUD **N.I**	20026,46	FAIBLE **Occupation du sol :** Prairie naturelle, jardin, vergers Urbanisé **ZH** : NON **HIC** : NON Réservoir SRCE	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, aléa inondation (remontée de nappe) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Présence d'éléments d'intérêt paysagers et patrimoniaux à proximité et sur le site	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort, et un risque lié à des remontées de nappe. > L'ouverture à l'urbanisation engendre une perte de fonctionnalité potentielle pour un réservoir SRCE.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. Le règlement du Site Patrimonial Remarquable doit également être respecté lors de la réalisation du projet. - Afin de conserver les vues sur et depuis le Château de Portabéraud, la hauteur maximum des bâtiments est limitée au plain-pied (rez-de-chaussée). De même, toujours dans un objectif d'insertion dans le quartier existant, les constructions s'implanteront à l'alignement sur rue afin de structurer les façades le long de la voie. - Les constructions nouvelles devront se conformer aux instructions édictées par les Architectes des Bâtiments de France dans le périmètre de protection défini. - Il sera important d'assurer une bonne intégration du nouveau quartier par des aménagements paysagers. Un traitement des franges permettra d'assurer la continuité avec les secteurs de prairie au nord-ouest et avec le quartier préexistant à l'est. - De même, les fonds de jardins des maisons individuelles présentes en limite du secteur à l'est devront être préservés. - Il conviendra, autant que possible, d'assurer le maintien des vergers et d'une part des pelouses naturelles sur le secteur **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** Des cheminements doux seront par ailleurs aménagés : un cheminement « est-ouest » doublé d'un corridor végétal afin de relier le secteur à l'Allée des Peupliers (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7) ; un cheminement « nord-sud » afin de relier le secteur à la rue de la Beaumette. Des cheminements de taille plus réduite entre les lots à bâtir viendront compléter le maillage.	FAIBLE
MOZ_6 MOZ-7	RUE DES PECHERS SUD / GRAND SAINT PAUL NORD	49439,59	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Friches, vergers, jardins, fourré Vieux bâtis et murets, vieux vergers **ZH** : NON **HIC** : NON Réservoir SRCE > Réhabilitation de vergers et jardins communaux	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : périmètre monument historique	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort. > L'ouverture à l'urbanisation menace la fonctionnalité d'un réservoir SRCE > L'ouverture à l'urbanisation peut engendrer une pression sur le paysage et les abords d'un MH	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** MOZ_6 - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - Le site est situé en front d'un secteur pavillonnaire, aussi il est important d'assurer une bonne intégration du nouveau quartier par des aménagements paysagers, notamment sur ses franges. - Dans cette logique, les fonds de jardin des maisons déjà bâties situées au sud du secteur d'OAP devront être préservés. - Ainsi, un traitement paysager sera conduit sur l'ensemble des franges du secteur d'OAP. Le long de la rue des Pêchers, les nouvelles constructions seront aménagées selon un principe de retrait par rapport aux voies d'accès. - Entre chaque lot d'habitation, des alignements d'arbre et des haies seront créés afin de conforter une trame verte de quartier. - Dans la mesure du possible, les vergers présents sur site pourront être maintenus, de même qu'une partie du vieux bâti et des murets qui sont des caractéristiques identitaires de l'habitat local. MOZ_7	FAIBLE

						- Il est important d'assurer une bonne intégration du nouveau quartier par des aménagements paysagers. Un traitement des franges permettra d'assurer la continuité avec les secteurs boisés. - Dans la partie nord, en lisière des espaces boisés et sur le front des maisons individuelles, des alignements d'arbres et de haies seront constitués et les fonds de jardins seront préservés. - Dans la partie sud, une trame herbacée et arborée sera créée en accompagnement d'un cheminement doux qui sera également aménagé afin d'offrir une transition entre les futurs îlots d'habitation. Afin d'assurer la gestion des eaux pluviales à l'échelle du secteur (rétention/infiltration), il s'agira de limiter les surfaces imperméabilisées, privilégier les revêtements poreux. - Le traitement végétal des limites et des franges devra préférer une végétation multi-strates (haie mono-spécifique interdite) et privilégier les essences diverses et locales, les haies en port libres. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** MOZ_6 - Un réseau de cheminements piétons parcourra l'ensemble de la zone avec notamment un sentier orienté nord-sud pour raccorder la rue des Pêchers à la rue E. Thivrier (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). MOZ_7 - Plusieurs cheminements piétons doux seront créés afin de séparer les îlots d'habitation du secteur et seront végétalisés : un axe nord-sud reliant la partie nord au parc et jusqu'à la rue Thivier ; un axe est-ouest reliant le parc à la rue Louis Sanitas (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7).	
/	CHEMIN DU PEIROUX	46 059,33	MODERE : *Trame bleue, habitat oiseaux et reptiles, zone humide probable en moitié nord et zone contributive zone humide au nord* > Préserver la moitié nord	FORT RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, inondations (remontées de nappe, crue aléa fort à faible) NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à des inondations d'ampleur importante et multifactorielle	PASSAGE EN Acl	FAIBLE
/	ZONE 2AUR RUE DE RONCHALON	23 355	FAIBLE A MODERE **Occupation du sol :** Prairie et boisements **ZH** : / **HIC** : NC	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous réserve de maintenir les boisements
/	ZONE 2AUR AVENUE JEAN MOULIN	12 326,83	FORT : **Occupation du sol :** Jeune frênaie, friche calcicole, prairie naturelle, fourré **ZH** : NON **HIC** : NON Réservoir SRCE > Retrait maximum de l'artificialisation par rapport à l'Ambène Maintien des zones boisées	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen à fort, NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : périmètre monument historique	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort. > L'ouverture à l'urbanisation menace la fonctionnalité d'un réservoir SRCE et la fonctionnalité de l'Ambène	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude faune-flore au moment de l'ouverture à l'urbanisation et d'assurer le maintien des zones boisées et un retrait maximum de l'urbanisation vis-à-vis de l'Ambène

/	ZONE N RUE DES GARDELLES (Nord EBC)	2058,38	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** Friche humide, frênaie, fourré marécageux Dépôt de remblais, tonte, déchets **ZH** : OUI (végétation + sol) **HIC** : NON Réservoir SRCE	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié		Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	PASSAGE EN N	FAIBLE
/	ZONE N RUE JEAN ZAY (Sud EBC)	5742,21	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** Prairie naturelle, frênaie, fourré **ZH** : OUI (sol) **HIC** : NON Réservoir SRCE Proximité ZNIEFF > Ne pas urbaniser au fond de la parcelle	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié		Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	PASSAGE EN N	FAIBLE

3.4.1.6.20 PESSAT-VILLENEUVE :



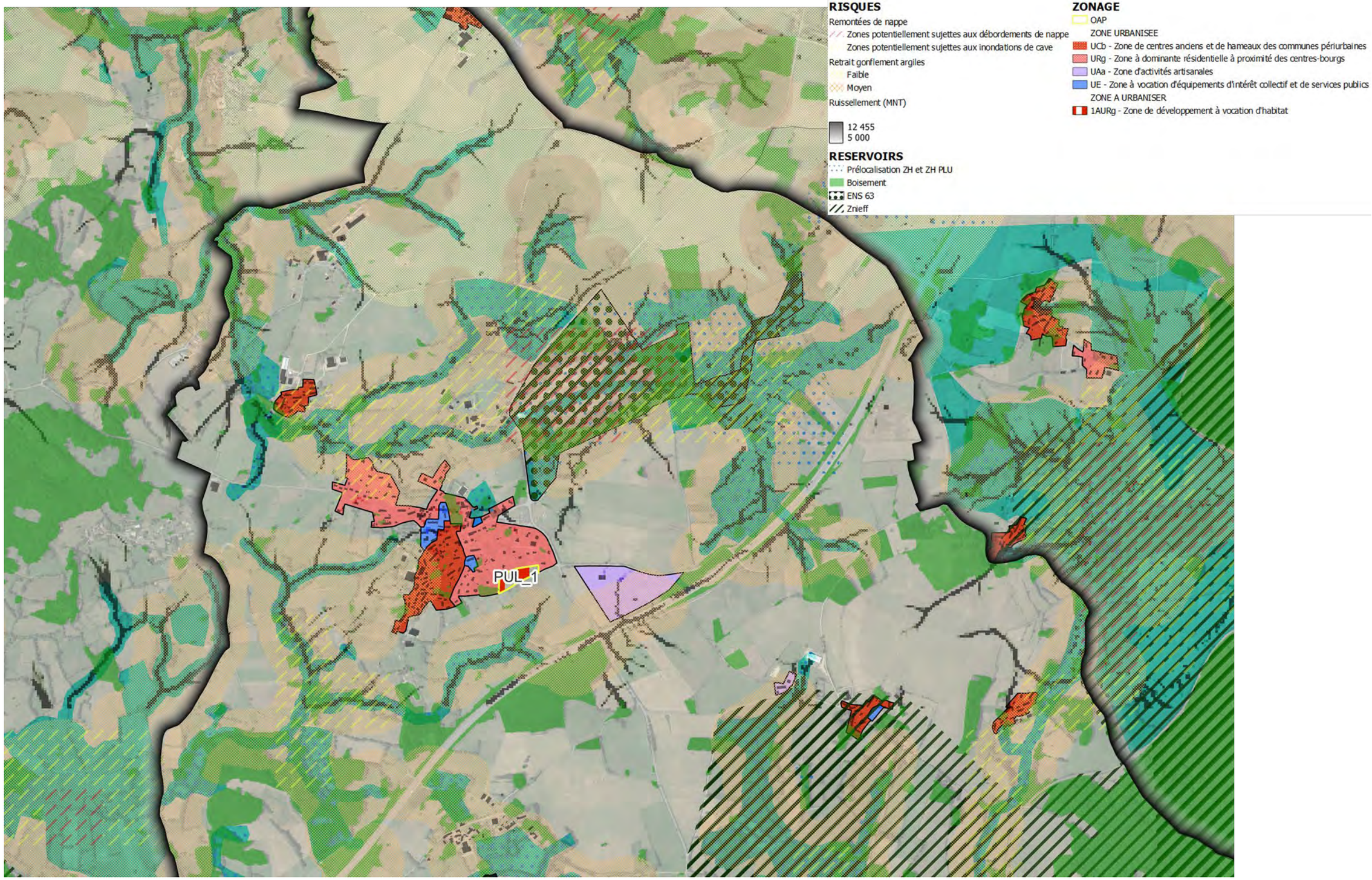
CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
PES_1	ROUTE DE RIOM LE PUY	9051,04	FAIBLE : **Occupation du sol :** Culture **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes. Dans ce cadre, une attention particulière devra être portée au maintien de l'alignement d'arbres situé en entrée de bourg. - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans leur environnement par des éléments paysagers et de respiration cohérente à l'environnement alentour. - Les interfaces entre le projet d'aménagement, le tissu résidentiel existant et le secteur agricole, seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** Le développement urbain du site devra par ailleurs assurer un lien et une perméabilité des déplacements en modes doux en direction du centre du bourg, mais également en direction de la campagne environnante. Ces circulations douces seront aménagées de façon à créer des parcours continus	FAIBLE
PES_3	RUE DU CHAMP BALLEY	14541,67	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Prairie anthropique, verger **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 en état moyen > Maintien des arbres	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Afin de favoriser la « couture urbaine » du secteur avec l'existant, les constructions, par leur situation, leur architecture, leur dimension ou leur aspect extérieur, ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux environnants ainsi qu'aux sites et aux paysages naturels ou urbains ; - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les arbres remarquables. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place. - Par ailleurs, il s'agira de traiter les limites de propriété par des haies vives et diversifiées composées d'essences locales. - La création d'espaces verts, et/ou d'un lieu de rencontre est souhaitée. L'aménagement de cet espace public paysager permettra de conforter la trame verte du bourg. Il permettra en outre le stationnement et offrira un lieu de « respiration » au sein de la zone. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement urbain du site devra par ailleurs assurer un lien et une perméabilité des déplacements en modes doux en direction du centre du bourg, particulièrement en direction des arrêts de bus, mais également en direction de la campagne environnante. Ces circulations douces seront aménagées de façon à créer des parcours continus **Réduction de l'impact sur les ressources :** - Dans un souci d'économie des ressources en eau, une attention particulière devra être portée à la récupération et au stockage des eaux pluviales sur chaque lot en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques. **Réduction de l'exposition aux risques :**	FAIBLE

						- Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles fort.	
PES_4	ZONE D'ACTIVITES CHAMPS BALLEY (OAP ZAE)	11399,6	FAIBLE : **Occupation du sol :** culture, haie, fossé **ZH** : NON **HIC** : NON > Maintien fossé et haie	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort, remontées de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur résidentiel par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour. - De même, le projet devra restaurer la ripisylve du cours d'eau pour intégrer les aménagements dans le grand paysage local mais aussi pour assurer une bonne dynamique du réseau hydrographique et maintenir une bonne gestion des eaux pluviales. - Afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordures nord et ouest du site. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Le projet devra favoriser une aire de stationnement conjointe aux différents bâtiments afin de mutualiser l'artificialisation des sols destinés au stationnement et inciter au covoiturage.	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **PES_2 :** garantir la bonne réalisation et la bonne intégration des équipements publics (mairie, centre d'hébergement au sein du parc arboré de la commune.
  - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..
  - Ainsi, l'OAP PES_2 permet de garantir l'adéquation entre la préservation du caractère paysager et patrimonial du Château de Villeneuve avec le confortement de son caractère administratif et social en permettant son évolution

3.4.1.6.21 PULVERIERES



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M^2)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
PUL_1	CHEMIN DE DERRIERE LE SUC	10212,02	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Prairie, lande à genêt, haie **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF > Maintien de la haie	FAIBLE A MODERE RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : sensibilité paysagère (situation de frange)	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une réduction de la fonctionnalité écologique du milieu (disparition d'une prairie et d'une lande) > L'ouverture à l'urbanisation se fait dans un contexte de sensibilité paysagère avec un risque de banalisation des paysages	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra s'adapter au terrain et non l'inverse. Les constructions devront respecter le relief naturel du terrain et limiter les mouvements de terre. Le découpage des terrains devra privilégier une orientation nord/ sud favorisant une implantation des habitations au nord du lot et ouverte sur le jardin au sud pour un ensoleillement optimal. La hauteur des constructions est à mettre en adéquation avec l'environnement existant, très marqué par la topographie et de larges vues ouvertes vers le sud, pour une intégration optimum des constructions, un maintien et une valorisation des vues. Dans ce cadre, la hauteur maximale des constructions sera limitée à R+1. - Une trame verte structurante sera mise en place en accompagnement de la desserte interne principale de la zone. Cette trame verte permettra de poursuivre et de conforter la trame verte existante aux alentours immédiats du site (jardins privés, réseau de haies…). - Le traitement de la limite sud privilégiera un traitement paysager d'essences locales. De même, la haie existante devra être conservée au maximum. - Le projet doit préserver un espace boisé de respiration **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - En tant que desserte secondaire ou unique d'un projet de taille limitée en nombre d'habitations, la voie pourra être partagée (pas de démarcation entre les espaces utilisés par les véhicules motorisés, les piétons et les vélos) afin de donner la priorité aux déplacements doux. Un sens unique de circulation sera mis en place	FAIBLE
/	ZONE UAi LA TRANSEUROPEENNE	61282,91	FORT : **Occupation du sol :** Prairie de fauche de montagne **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche de montagne 6520 Proximité ZNIEFF > Ne pas urbaniser	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles moyen / axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : sensibilité paysagère (situation de frange) et covisibilité importante depuis la route	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une réduction de la fonctionnalité écologique d'un habitat d'intérêt communautaire de grande dimension > L'ouverture à l'urbanisation se fait dans un contexte de sensibilité paysagère avec un risque de banalisation des paysages > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort.	ZONE UAi > Cette OAP a fait l'objet d'un travail conjoint avec les architectes paysagistes conseil de l'Etat afin notamment, d'assurer la prise en compte des contraintes paysagères fortes. Ce travail a notamment permis de préciser très finement les règles d'aspects extérieurs des constructions. **Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur le paysage :** - Optimisation du foncier : « La somme de la surface d'exploitation* et de l'emprise au sol* devra respecter les taux suivants : En secteur UAa, UAi : minimum de 30% de la superficie de l'unité foncière*. » - Les constructions* doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. - La décomposition des projets sous forme de plusieurs constructions* de volumes et de gabarits* différents est encouragée afin de favoriser leur adaptation au terrain naturel* et d'offrir une réponse architecturale en rapport avec la diversité des usages (accueil de clientèle et bureaux, production et stockage). - Les travaux sur bâtiments* existants ne doivent pas porter atteinte à leur qualité architecturale d'origine. - La hauteur* maximale des constructions* est fixée à 13 mètres à l'égout du toit. - La couleur des toitures devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE 4-4 : Couleurs & Nuancier). Lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent, la réfection ou l'extension* des toitures et couvertures d'un bâtiment* existant pourra se faire à l'identique. - Les couvertures seront : o Au sein de l'Unité paysagère « Chaîne des Puys », seules les toitures à 2 pans sont autorisées. - Une recherche d'optimisation avec le site, ses qualités paysagères et sa pente, sera alors recherchée. - La couleur des façades* devra respecter le nuancier correspondant à chaque unité paysagère (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE 4-4 : Couleurs & Nuancier). Les matériaux et les couleurs employées doivent être choisies pour s'intégrer dans le paysage environnant - Les constructions* devront être adaptées à la topographie du terrain* initial.	FORT

- Les modifications de la topographie du terrain* seront limitées autant que possible et les mouvements de terres susceptibles de porter atteinte au caractère d'un site bâti ou naturel seront interdits.
- Les systèmes de refroidissement, rejets des bouches de chaudière, chauffe-eau solaires, paraboles, pompes à chaleur, etc… ne doivent pas être visibles depuis l'espace public. En cas d'impossibilité technique dûment justifiée, ils doivent être dissimulés avec des matériaux et des couleurs identiques à la construction principale ou avec un habillage de qualité qui ne dénotera pas avec la construction. Les matériaux ne devront pas être brillants ou réfléchissants.
- En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.
- S'il est quand-même nécessaire d'installer une clôture*, pourra être installé une clôture* de type « ursus » à l'envers, les grosses mailles vers le bas. Elle sera ensuite camouflée par la plantation d'une haie devenue plus haute. Les mailles font minimum 15cm².
- Pour favoriser le développement de la petite faune, il est recommandé de prévoir des ouvertures au niveau du sol de 10 à 20 cm² au moins tous les 15 mètres, notamment en limite séparative*. Opter pour la plus grande ouverture possible pour permettre à des animaux de plus grande taille de bénéficier également de ce passage. Si la longueur totale de la clôture* est inférieure à 15 mètres, prévoir au moins 1 passage.
- Les espaces libres* qui marquent le recul des constructions* par rapport aux limites de la parcelle* doivent être majoritairement végétalisés et doivent faire l'objet d'un traitement paysager qualitatif.
- Tout arbre de haute tige mature* devra être conservé sauf à justifier :
  - que son état sanitaire ne permet pas sa conservation ;
  - que le projet ne peut être implanté différemment au regard des autres dispositions du PLUI à respecter ;
  - qu'il s'agit d'une essence allergène.
- Tout projet de construction* devra justifier de la plantation ou du maintien d'arbres de haute tige en privilégiant une diversité d'essences adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE 4-5 Palette végétale) et à raison d'un arbre minimum pour 100 m² d'espace de pleine terre*.
- Les essences choisies seront diversifiées et adaptées au contexte local (Cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE 4-5 Palette végétale). La plantation de haies mono spécifiques est interdite.
- La composition d'un espace vert d'un seul tenant et participant à la formation d'îlot vert sera également recherchée, notamment en privilégiant le regroupement avec les espaces verts existants ou projetés, limitrophes.
- Les espaces libres* doivent être laissés en pleine terre* suivant les proportions suivantes (cf règlement)
- Les éléments du paysage identifiés devront respecter les règles édictées dans la liste des éléments du patrimoine à préserver (cf. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE 4-3 : Présentation des prescriptions réglementaires et fiches patrimoniales).

Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :

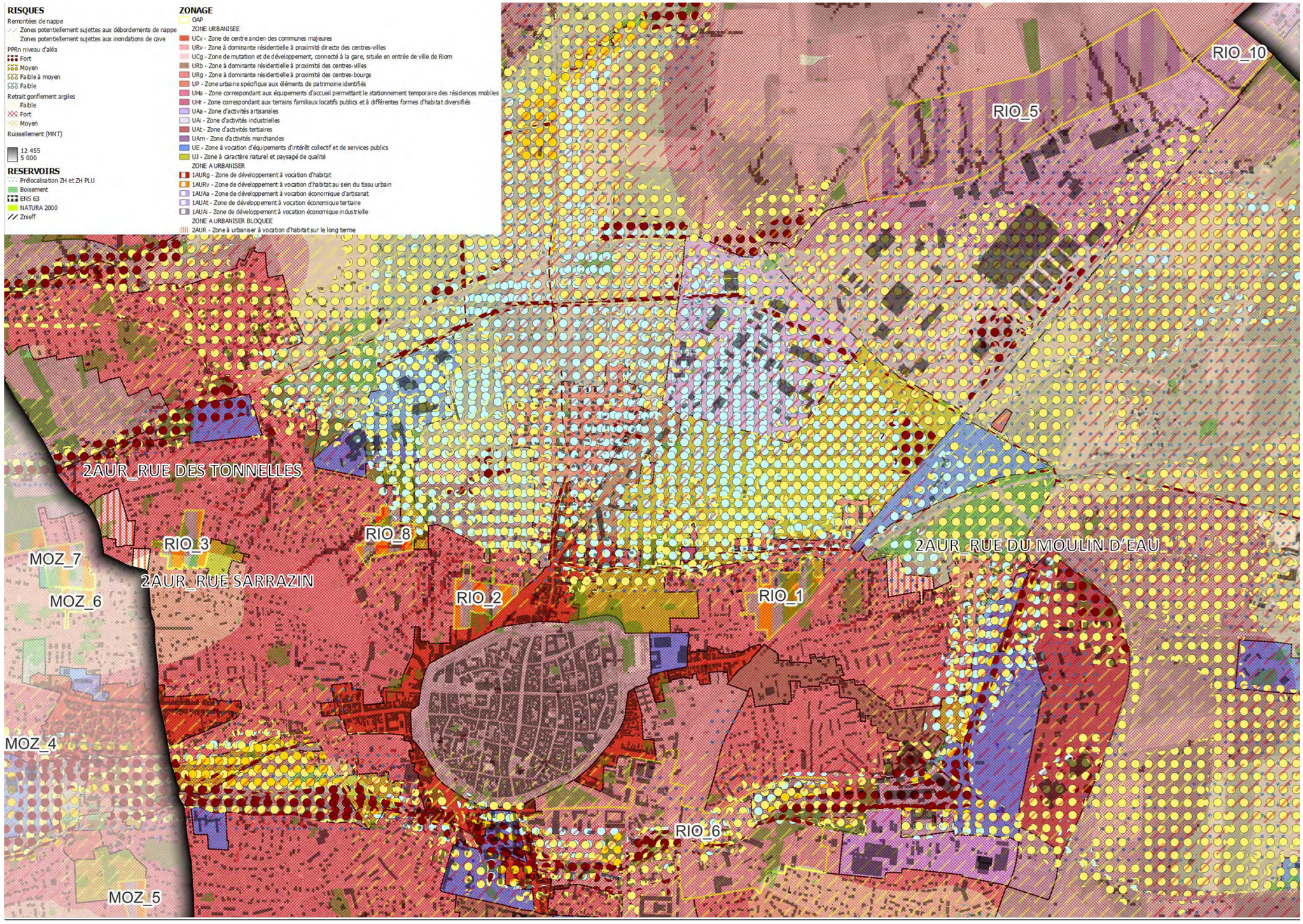
- Sont autorisées :
  - Les exhaussements* ou affouillements* nécessaires au fonctionnement de l'activité* du site (ex-bassin de rétention).
- Tout projet d'aménagement doit privilégier une gestion intégrée à la parcelle. Le rejet au réseau ou à un exécutoire ne se fait qu'en dernier recours et après mise en place d'un dispositif de rétention. Il est notamment préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales en vue d'une réutilisation pour les usages non domestiques, dans un souci d'économie des ressources en eau. Les projets devront se conformer aux prescriptions du règlement de service d'assainissement en vigueur. En absence de dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales, les règles suivantes devront s'appliquer :
  - Le pétitionnaire doit vérifier la perméabilité du sol (en réalisant un test d'infiltration)
  - Le projet devra limiter autant que possible l'imperméabilisation du sol afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluie, qui doit être infiltrée au plus près de son point de chute, avec éventuellement un dispositif de rétention ou régulation en amont du point d'infiltration, et absence de rejet dans les réseaux ou sur les parcelles voisines. La réalisation de bassins d'infiltration avec lit de sable devra être privilégié par rapport à celle de puits d'infiltration.
  - Lorsque les eaux pluviales ne peuvent être gérées sur la parcelle, elles peuvent alors être rejetées :
    - au fossé ou cours d'eau après accord du propriétaire ou du service gestionnaire,
    - dans le réseau public de collecte des eaux pluviales, ou à défaut, au réseau d'assainissement unitaire, après justification de l'impossibilité d'infiltrer à la parcelle et avis du service gestionnaire. Chaque branchement sera équipé d'un regard de visite accessible.
- Quel que soit l'exutoire, le rejet devra respecter les prescriptions fixées dans l'avis du service gestionnaire et a minima les dispositions relatives aux normes de rejet qualitatives et quantitatives suivantes (cf règlement)
- A défaut d'une étude spécifique précisant la valeur du débit de fuite, le débit de fuite maximal sera de 3 l/s/ha pour une pluie décennale, et 3 l/s pour toute surface de projet inférieure à 1 ha.

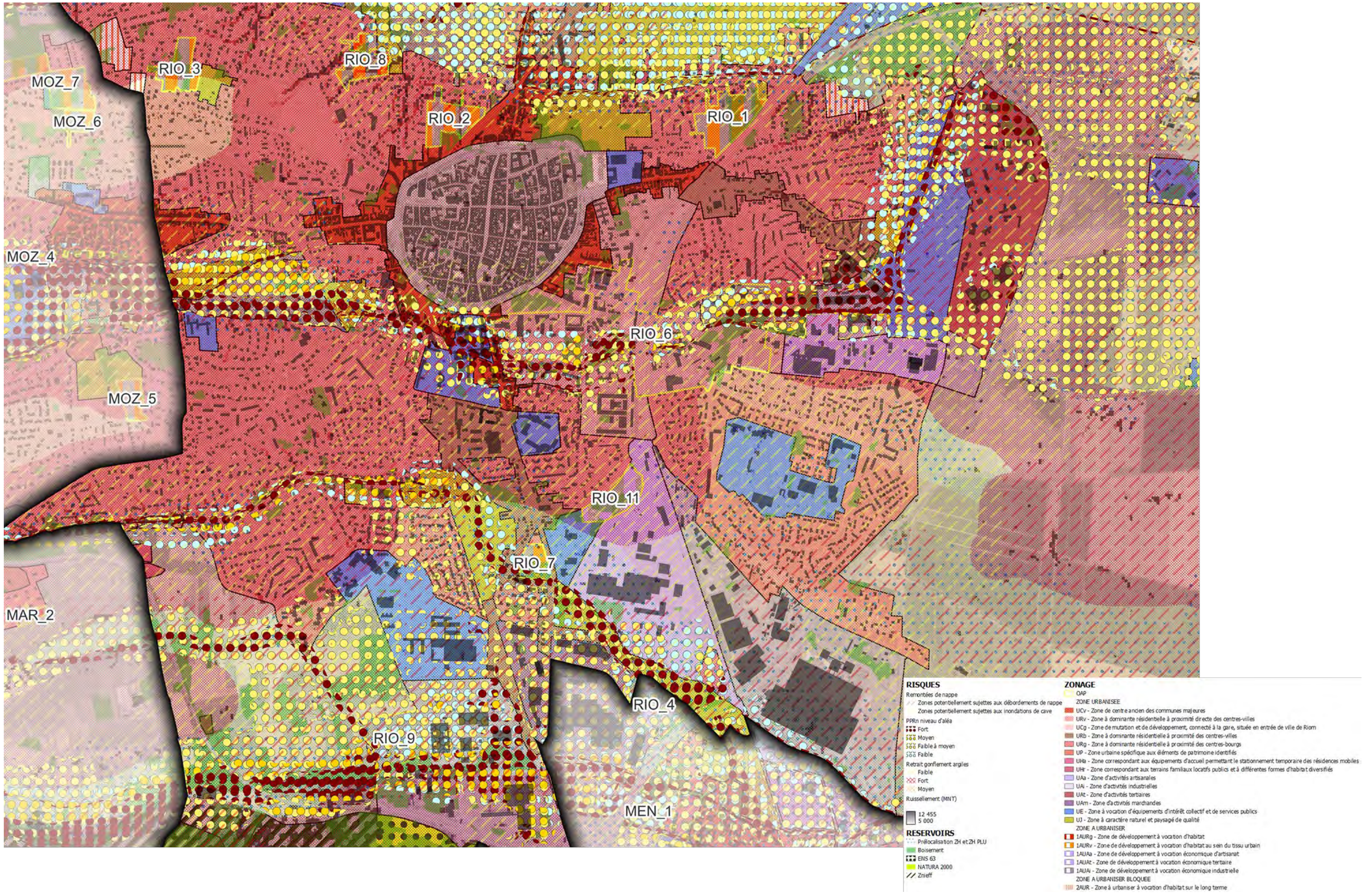
Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :

- Les ouvrages techniques liés à des énergies renouvelables sont Autorisé sous réserve de ne pas interférer avec les perspectives paysagères et d'être implantés de façon à être les moins perceptibles possibles depuis les espaces et voies publiques*.
- Les places de stationnement donnent des obligations de % de stationnement dédiées aux vélos et poussettes (cf règlement)
- Des emplacements pour le stationnement* des véhicules électriques doivent être aménagés et équipés (cf Règlement)
- S'il existe des périmètres de raccordement à des réseaux de chaleur ou de froid, le raccordement à ces réseaux peut être imposé à tout bâtiment*, local ou installation* soumis à une autorisation de construire situé à l'intérieur de ces périmètres.

							Réduction de l'impact sur les ressources : - Toute construction ou installation* nouvelle ou existante, engendrant une production d'eaux usées, doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement, sauf cas dérogatoire fixé par le gestionnaire du service. - Chaque immeuble doit disposer d'un branchement propre, équipé d'un regard de visite accessible. - Pour les cas dérogatoires, le pétitionnaire devra disposer d'un dispositif d'assainissement individuel, préalablement validé par le Service Public d'Assainissement Non Collectif compétent sur la commune concernée. - Le raccordement des eaux usées assimilées domestiques* pourra faire l'objet de prescriptions techniques particulières avant raccordement au réseau, par le service gestionnaire **Réduction de l'exposition aux risques :** - Sont autorisées : o Les nouvelles installations* classées pour la protection de l'environnement à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et autres usagers de la zone, que soient mises en œuvre toutes dispositions pour les rendre compatibles avec l'habitat environnant et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* des nuisances ou des risques (bruit, circulation, etc) ; o L'extension* ou la transformation des installations* classées pour la protection de l'environnement, à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage* une aggravation des risques et nuisances liés au classement et que toutes dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant ;	

3.4.1.6.22 RIOM :


RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
PPRn niveau d'aléa
Fort
Moyen
Faible à moyen
Faible
Retrait gonflement argiles
Faible
Fort
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Prélocalisation ZH et ZH PLU
Boisement
ENS 63
NATURA 2000
Znieff
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCv - Zone de centre ancien des communes majeures
URv - Zone à dominante résidentielle à proximité directe des centres-villes
UCg - Zone de mutation et de développement, connecté à la gare, située en entrée de ville de Riom
URb - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-villes
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UP - Zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés
UHa - Zone correspondant aux équipements d'accueil permettant le stationnement temporaire des résidences mobiles
UHr - Zone correspondant aux terrains familiaux locatifs publics et à différentes formes d'habitat diversifiés
UAa - Zone d'activités artisanales
UAi - Zone d'activités industrielles
UAt - Zone d'activités tertiaires
UAm - Zone d'activités marchandes
UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
UJ - Zone à caractère naturel et paysagé de qualité
ZONE A URBANISER
1AURg - Zone de développement à vocation d'habitat
1AURv - Zone de développement à vocation d'habitat au sein du tissu urbain
1AUAa - Zone de développement à vocation économique d'artisanat
1AUAt - Zone de développement à vocation économique tertiaire
1AUAi - Zone de développement à vocation économique industrielle
ZONE A URBANISER BLOQUEE
2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme
RIO_10
RIO_5
2AUR_RUE DES TONNELLES
RIO_3
RIO_8
2AUR_RUE DU MOULIN D'EAU
MOZ_7
2AUR_RUE SARRAZIN
MOZ_6
RIO_2
RIO_1
MOZ_4
RIO_6
MOZ_5


RIO_3
RIO_8
MOZ_7
MOZ_6
RIO_2
RIO_1
MOZ_4
RIO_6
MOZ_5
RIO_11
RIO_7
MAR_2
RIO_4
RIO_9
MEN_1
RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
PPRn niveau d'aléa
Fort
Moyen
Faible à moyen
Faible
Retrait gonflement argiles
Faible
Fort
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Prélocalisation ZH et ZH PLU
Boisement
ENS 63
NATURA 2000
Znieff
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCv - Zone de centre ancien des communes majeures
URv - Zone à dominante résidentielle à proximité directe des centres-villes
UCg - Zone de mutation et de développement, connecté à la gare, située en entrée de ville de Riom
URb - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-villes
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UP - Zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés
UHa - Zone correspondant aux équipements d'accueil permettant le stationnement temporaire des résidences mobiles
UHr - Zone correspondant aux terrains familiaux locatifs publics et à différentes formes d'habitat diversifiés
UAa - Zone d'activités artisanales
UAi - Zone d'activités industrielles
UAt - Zone d'activités tertiaires
UAm - Zone d'activités marchandes
UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
UJ - Zone à caractère naturel et paysagé de qualité
ZONE A URBANISER
1AURg - Zone de développement à vocation d'habitat
1AURv - Zone de développement à vocation d'habitat au sein du tissu urbain
1AUAa - Zone de développement à vocation économique d'artisanat
1AUAt - Zone de développement à vocation économique tertiaire
1AUAi - Zone de développement à vocation économique industrielle
ZONE A URBANISER BLOQUEE
2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme

CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	SECTEUR CONCERNE	SURFACE TOTALE (M^2)	NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE	RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES	INCIDENCE INITIALE	MESURES PRISES	INCIDENCE APRES MESURES MESURE D'ACCOMPAGNEMENT
RIO_1	PRE MADAME	37969,66	FAIBLE A MODERE : (enjeu modéré sur les espaces de prairie et vergers) **Occupation du sol** : Friche, prairie naturelle, vergers, jardins, fourré **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche 6510 en état moyen (à l'Ouest) et prairie de pâture (à l'Est) > Préservation à minima d'un « L » à l'envers, le long de la voie ferrée et à l'Est	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles fort / inondation (crue aléa faible à moyen et remontée de nappe NUISANCES : proximité voie SNCF sources de nuisances sonores ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Repère visuel / élément patrimonial à proximité	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une réduction de la fonctionnalité écologique d'un habitat d'intérêt communautaire > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation modéré	**Limiter l'impact sur les continuités écologiques et sur le paysage :** - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tôt projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - Afin d'intégrer le bâti dans la topographie et préserver les perspectives paysagères depuis et vers les coteaux de Ronchalon ainsi que depuis et vers Planchepaleuil, il s'agira de favoriser une intégration optimale des bâtiments dans la pente visant d'abord à limiter au maximum les remblais et/ou déblais, ensuite à maintenir les cônes de vues paysagers depuis le site vers le nord. - De même, afin de développer des cœurs d'îlots paysagers au sein du secteur d'habitat intermédiaire, il s'agira de privilégier une implantation linéaire et non en forme d'îlots. - Afin de préserver une structure verte linéaire basée sur l'existant au cœur du secteur de projet, support de mobilités douces, et afin notamment de maintenir les arbres constituant une interface paysagère avec les habitations existantes, il s'agira de : o Maintenir et au besoin restaurer une frange paysagère le long de la voie SNCF afin de créer un écran de verdure et limiter l'impact de cette infrastructure sur les secteurs d'habitat. Cet aménagement paysager sera lui aussi support de liaisons douces entre le secteur et ses abords ; o Appuyer l'aménagement du site sur le boisement central existant qui fera l'objet d'une gestion qualitative. Ainsi, cet axe vert sera support d'une liaison douce d'orientation nord-sud. Outre la gestion qualitative, le boisement fera l'objet d'une coupe sélective visant à l'éclaircir et conserver les plus beaux sujets. Il conservera une structure pluristratifiée (arborescente et arbustive). Le cas échéant remplacer les arbres en mauvais état ; o Créer des espaces privés paysagers qualitatifs (plantations en adéquation avec l'environnement, gestion des ombres et masques visuels, etc.) au sein du secteur d'habitat intermédiaire/collectif ; o Recomposer le long des venelles, voiries ou limites parcellaires des structures paysagères linéaires. Le vocabulaire végétal à privilégier sera celui du verger. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - De manière générale, l'objectif est d'assurer le cycle de l'eau et de gérer efficacement les eaux pluviales afin de limiter les désordres en aval. Dans ce cadre, il s'agira de : o Privilégier des solutions collectives à l'échelle du site ; o Limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains. Les stationnements, les espaces publics et les cheminements piétons seront perméables ; o Récupérer les eaux pluviales dans des noues d'infiltration ou de rétention perpendiculaires à la pente ou dans des bassins de rétention ; o Créer un bassin de rétention paysager au nord-est du secteur, en bordure de la voie SNCF. Le bassin devra être dimensionné en fonction des besoins induits par le projet et devra recueillir au besoin le captage du drain SNCF, localisé le long de la voie de chemin de fer ; l'exutoire sera à déterminer lors des études d'avant-projet ; o Avoir recours à des dispositifs de rétention ou d'infiltration, sauf impossibilité technique, réalisés à ciel ouvert, et traités de manière paysagère, avec des essences locales s'inscrivant dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. o Les bassins de rétention ne peuvent être bétonnés et devront nécessairement : ▪ Être enherbés sur toute leur surface, ▪ Avoir une pente de talus la plus faible possible (en fonction de leur volume mais toujours inférieure à 30%), ▪ Avoir une profondeur maximum de 2 m ▪ Ne pas être fermés par une clôture. o Plus spécifiquement, des aménagements complémentaires devront permettre de résoudre le problème de déversement d'eau pluviale en impasse du Sardon. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - En matière d'énergie et de confort climatique, il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver pour les pièces de vie. Il sera nécessaire de tenir compte de la topographie particulière de ce site (exposition	FAIBLE

							nord), des effets d'ombrages lié aux talus et à la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Les logements seront traversant et des protections solaires des ouvertures seront à prévoir pour le confort d'été. - Une orientation différente des bâtiments pourra être admise par rapport à celle préconisée si elle permet de réduire les ombres portées sur les bâtiments. - A une échelle plus large et de manière générale, l'objectif sera de favoriser les déplacements doux et l'articulation avec le centre-ville. Aussi, afin de compléter ce réseau viaire, il s'agira de mettre en oeuvre un maillage de modes doux dense permettant de desservir l'ensemble du secteur (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). Connecté au réseau mode doux communal, ce maillage s'appuiera par ailleurs sur les éléments végétaux en place, à savoir la coulée verte centrale et la frange paysagère le long de la voie SNCF. **Réduction de l'exposition aux risques** : Le PPRNPi est schématisé sur l'OAP afin de matérialiser le risque existant sur le secteur concerné par l'OAP.	
RIO_2	PRE MONSIEUR	25466,19	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Friche calcicole, jardin, verger, fourré **Espèces** : oiseaux, hérisson **ZH** : NON **HIC** : NON > Maintien des gros arbres réhabilitation des vergers	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / remontée de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Repère visuel / élément patrimonial à proximité	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une réduction de la fonctionnalité écologique d'une friche calcicole d'intérêt pour les oiseaux et hérissons > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation modéré	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine doit être consultée pour tout projet de réhabilitation, construction ou d'aménagement. - De manière générale, l'objectif de l'OAP est d'assurer la bonne insertion des constructions nouvelles dans le tissu résidentiel déjà constitué. Ainsi, il s'agira de porter une attention particulière à l'insertion des bâtiments dans la topographie du site, tout en tenant compte des perspectives paysagères depuis les coteaux de Ronchalon et depuis la RD 2009 en venant d'Aigueperse. - Dans ce cadre, les principes d'implantation dans le site devront permettre de : o Favoriser une intégration optimale des bâtiments dans la pente en limitant au maximum les remblais déblais ; o Maintenir les cônes de vues paysagers depuis le site vers le Nord ; o Maintenir les perspectives paysagères et les valeurs panoramiques sur le centre ancien depuis le Parc de Cerey ; o Privilégier une implantation linéaire et non en forme d'îlots. - Outre la préservation de la frange paysagère située le long de la route de Paris (masque végétal), il s'agira d'aménager une coulée verte support de liaisons douces en direction du parc de Cerey depuis le centre-ville et le boulevard de la Liberté. - De manière générale, l'objectif sera de maintenir et, au besoin, de restaurer la frange paysagère existante le long de l'avenue Jean Reynouard : conserver les plus beaux sujets et les remplacer si-besoin afin de composer une haie haute et pluristratifiée. Cette structure végétale présentera un caractère naturel. De même, il s'agira d'identifier et de maintenir au maximum les arbres de haut jet en place. Le projet devra, le cas échéant, justifier de leur suppression. - Il s'agira par ailleurs de créer des espaces privés paysagers qualitatifs (plantations en adéquation avec l'environnement, gestion des ombres et masques visuels, etc.) au sein du secteur d'habitat collectif. - De même, l'objectif sera de recomposer le long des venelles, voiries ou limites parcellaires des structures paysagères linéaires d'orientation nord/sud sous forme d'alignement d'arbres dont le vocabulaire végétal à privilégier sera celui du verger. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - De manière générale, l'objectif est d'assurer le cycle de l'eau et de gérer efficacement les eaux pluviales afin de limiter les désordres en aval. Dans ce cadre, il s'agira de : o Privilégier des solutions collectives à l'échelle du site ; o Limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains. Les stationnements, les espaces publics et les cheminements piétons seront perméables ; o Récupérer les eaux pluviales dans des noues d'infiltration ou rétention perpendiculaires à la pente ou des bassins de rétention ; o Créer un bassin de rétention paysager au nord-est du secteur, en bordure de la voie SNCF. Le bassin devra être dimensionné en fonction des besoins induits par le projet et devra recueillir au besoin le captage du drain SNCF, localisé le long de la voie de chemin de fer ; l'exutoire sera à déterminer lors des études d'avant-projet ; o Avoir recours à des dispositifs de rétention ou d'infiltration, sauf impossibilité technique, réalisés à ciel ouvert, et traités de manière paysagère, avec des essences locales s'inscrivant dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. o Les bassins de rétention ne peuvent être bétonnés et devront nécessairement : ▪ Être enherbés sur toute leur surface, ▪ Avoir une pente de talus la plus faible possible (en fonction de leur volume mais toujours inférieure à 30%), ▪ Avoir une profondeur maximum de 2 m ▪ Ne pas être fermés par une clôture. o Plus spécifiquement, des aménagements complémentaires devront permettre de résoudre le problème de déversement d'eau pluviale en impasse du Sardon.	FAIBLE

						Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone : - En matière d'énergie et de confort climatique, il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver pour les pièces de vie. Il sera nécessaire de tenir compte de la topographie particulière de ce site (exposition nord), des effets d'ombrages lié aux talus et à la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Les logements seront traversant et des protections solaires des ouvertures seront à prévoir pour le confort d'été. - Une orientation différente des bâtiments pourra être admise par rapport à celle préconisée si elle permet de réduire les ombres portées sur les bâtiments. - il s'agira de développer des liaisons douces permettant de connecter le parc de Cerey au centre-ville de Riom en s'appuyant sur la mise en place d'espace paysager ouvert à la circulation publique et permettant d'assurer le maintien et le renforcement de la trame verte et bleue (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7).	
RIO_3	VIGNES FROIDES	20465,53	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Pelouse enfrichée, verger, fourré, jardin **Espèces** : plantes déterminantes, oiseaux, hérisson **ZH** : NON **HIC** : NON > Essayer de maintenir la pelouse, réhabilitation des vergers	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort NUISANCES : / ENERGIE : situation en continuité du tissu urbain et des réseaux PAYSAGE : Repère visuel / élément patrimonial sur site	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une réduction de la fonctionnalité écologique d'un habitat abritant des plantes déterminantes de ZNIEFF > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation modéré	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - De manière générale, l'objectif de l'OAP est d'insérer le projet urbain dans un secteur déjà construit, en cœur d'îlot en créant des coutures urbaines avec les limites d'ores et déjà urbanisées et en assurant une cohérence bâti entre les constructions existantes et futures. - De même, l'objectif est de préserver les éléments de patrimoine existants : paradis et autres constructions vernaculaires, bornes en pierre marquant la limite parcellaire (ces dernières pourront être déplacées et valorisées au sein des espaces publics ou en limite de parcelles privatives. - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les arbres remarquables. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place en maintenant une interface paysagère avec les habitations existantes. - Par ailleurs, il s'agira de traiter les limites de propriété par des haies vives et diversifiées composées d'essences locales. Elles pourront le cas échéant être doublées d'une clôture dépourvue de muret de sous-bassement. En outre, l'espace de jardin situé à l'est du secteur (hors OAP) conservera son rôle de cœur d'îlot et restera un espace de respiration entre le tissu existant et le secteur d'habitat (classement en zone urbaine à vocation de jardin UJ). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE
RIO_4	RIOM SUD MENETROL	27200,24	FAIBLE **Occupation du sol :** Pelouse avec arbres et arbustes **ZH** : NC **HIC** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / inondations (remontées de nappe, crue aléa faible à fort) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation multifactoriel d'aléa fort (mais dans une moindre mesure compte tenu de l'absence de présence permanente sur site – pas de vocation d'habitat)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Dans le cadre de l'entrée de ville ferroviaire, il s'agira de constituer une frange végétale pluristratifiée composée pour partie d'arbres des hauts jets, à même de créer un écran végétal entre la zone d'activité et la voie ferrée. - Il s'agira de créer des franges tampon paysagères en bordure des secteurs d'habitat afin de créer des écrans visuels vis-à-vis des axes de circulation et des zones d'activités économiques (cf. palette végétale). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales dans des bassins ou noues d'infiltration ou rétention (selon solution à définir après études des sols des parcelles concernées) et vers le milieu naturel après traitement (sauf dispositions contraires). - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. - Les bassins de rétention ne peuvent être bétonnés et devront nécessairement : o Être enherbés sur toute leur surface, o Avoir une pente de talus la plus faible possible (en fonction de leur volume mais toujours inférieure à 30%), o Avoir une profondeur maximum de 2 m, o Ne pas être fermés par une clôture.	FAIBLE

						Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone : - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. Les jardins, quant à eux, devront être orientés préférentiellement au Sud ou à l'Ouest. - Développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur	
RIO_5	ZONE D'ACTIVITES PEER	227617,16	FAIBLE **Occupation du sol :** culture, bosquet **ZH :** NON **HIC :** NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / inondations (remontées de nappe, axe de ruissellement) / présence de canalisations GRT GAZ NUISANCES : / ENERGIE : situation a proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation multifactoriel (mais dans une moindre mesure compte tenu de l'absence de présence permanente sur site – pas de vocation d'habitat)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les constructions devront témoigner d'une qualité architecturale leur permettant de s'insérer de façon optimale dans le contexte environnemental et paysager du secteur situé en entrée de ville, en prenant en compte notamment la topographie et en préservant les perspectives sur le centre-ville de Riom et la chaine des Puys. - Les constructions devront témoigner d'une qualité architecturale leur permettant de s'insérer de façon optimale dans le contexte environnemental et paysager du secteur situé en entrée de ville, tout en préservant les perspectives sur le centre-ville de Riom et sur la chaine des Puys. - Pour l'entrée de ville paysagère (RD211) : il s'agira de favoriser un aménagement paysager qualitatif et dense avec des espèces de hauteurs variables (couvres sols, arbustes, arbres de haut jet) contribuant ainsi à structurer l'entrée de ville et à structurer le cheminement par la mise en place de différentes séquences en lien avec le contexte urbain et paysager. Ainsi, la hauteur des bâtiments devra être étudiée finement en fonction de l'intégration dans la pente et des impacts paysagers potentiels. - Pour l'entrée de ville urbaine le long de l'Avenue Hector Berlioz, il s'agira de créer des alignements d'arbre de part et d'autre de la voirie sur tout son linéaire, en intégrant si possible une strate herbacée pour la trame verte et bleue. - Afin de préserver la zone agricole, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure nord du site. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible - Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs.	FAIBLE
RIO_7	RIOM SUD	35755,88	MODERE A FORT (enjeu fort pour la ZH et le boisement, sinon modéré) **Occupation du sol** : Potager, jardin, friche, Frênaie, prairie **ZH** : OUI (végétation+sol) **HIC** : Boisement alluvial à frêne et aulne 91E0 (habitat prioritaire et zone humide) > Ne pas urbaniser, proche du cours d'eau	FORT RISQUES : Aléa argiles faible / inondations (remontées de nappe, axe de ruissellement, crues d'aléa faible à fort) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation multifactoriel	 **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Dans ce cadre, l'OAP prévoit l'aménagement d'une coulée verte du Maréchat en veillant à maintenir les ripisylves et les jardins existants. Cette coulée verte, en secteur inondable, devra prévoir des aménagements légers adaptés. - L'OAP prévoit d'aménager un espace vert paysager en complément de la coulée verte du Maréchat, au nord du secteur dont l'objectif est notamment de qualifier l'entrée de ville au niveau de sa traversée du cours d'eau du Maréchat (séquence naturelle).	FAIBLE

							- Pour l'entrée de ville urbaine le long de la route de Clermont, il s'agira de créer des alignements d'arbre de part et d'autre de la voirie sur tout son linéaire, en intégrant si possible une strate herbacée pour la trame verte et bleue. - Pour l'entrée de ville paysagère (RD2029) à l'est du secteur : il s'agira de favoriser un aménagement paysager qualitatif et dense avec des espèces de hauteurs variables (couvres sols, arbustes, arbres de haut jet) contribuant ainsi à structurer l'entrée de ville et structurer le cheminement par la mise en place de différentes séquences en lien avec le contexte urbain et paysager. - Compte-tenu du caractère humide avéré à préserver le long des espaces situés de part et d'autre du Maréchat, à l'ouest du secteur, il s'agira de veiller à la protection et à la mise en valeur des ripisylves le long du Maréchat par la conservation des arbres remarquables et par le remplacement des arbres sénescents ou présentant un risque de chute. Dans ce cadre, afin de conserver le caractère naturel du site, il s'agira de : o Respecter le caractère naturel des boisements rivulaires de l'Ambène par le choix et la composition des plantations effectuées en bordure de cours d'eau : Frêne commun, Aulne glutineux, Saule cendré, Saule blanc pour les principales espèces arborescentes, Fusain d'Europe, Sureau noir, Troène commun, Fusain d'Europe, Cornouiller sanguin, Noisetier, Aubépine, Prunelier. Au-delà des berges des essences tels que le Chêne pédonculé, le Merisier vrai, l'Erable plane, l'Erable sycomore, le Frêne commun seront privilégiés ainsi que les arbustes précédents ; o Avoir recours à des passerelles et/ou des revêtements perméables pour les sentiers. - Au Nord, la coulée verte viendra se fondre dans un parc urbain dont le vocabulaire pourra être plus horticole. - Il s'agira de créer des franges tampon paysagères en bordure des secteurs d'habitat afin de créer des écrans visuels vis-à-vis des axes de circulation et des zones d'activités économiques. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales dans des bassins ou noues d'infiltration ou de rétention (selon solution à définir après des études des sols menées sur les parcelles concernées) et rejet vers le milieu naturel après traitement (sauf dispositions contraires). - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. - Les bassins de rétention ne peuvent être bétonnés et devront nécessairement : o Être enherbés sur toute leur surface, o Avoir une pente de talus la plus faible possible (en fonction de leur volume mais toujours inférieure à 30%), o Avoir une profondeur maximum de 2 m, o Ne pas être fermés par une clôture. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). Dans ce cadre, il s'agira notamment de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur, et notamment le long de la coulée verte du Maréchat afin d'intégrer le quartier dans le réseau modes doux communal. **Réduction de l'exposition aux risques :** Mise en évidence du secteur impacté par les crues dans le schéma de l'OAP.	
RIO_8	ARGENTIERE	21576,66	MODERE A FORT : (Enjeu fort pour la partie basse en zone humide, sinon, enjeu modéré)	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / inondations (remontées de nappe, crues d'aléa faible à moyen)	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation multifactoriel	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'implantation des bâtiments devra veiller à préserver les perspectives visuelles en direction de l'est afin de conserver les vues en direction de la zone de jardins et du parc de Cerey, parc avec lequel il s'agira de développer les relations en assurant une connexion optimale, notamment à destination des modes doux. - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les arbres remarquables. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place.	FAIBLE A MODERE Sous réserve que l'ouverture à l'urbanisation du secteur d'habitat groupé et le secteur d'habitat individuel situé en zone inondable fassent l'objet d'une étude zone humide plus poussée

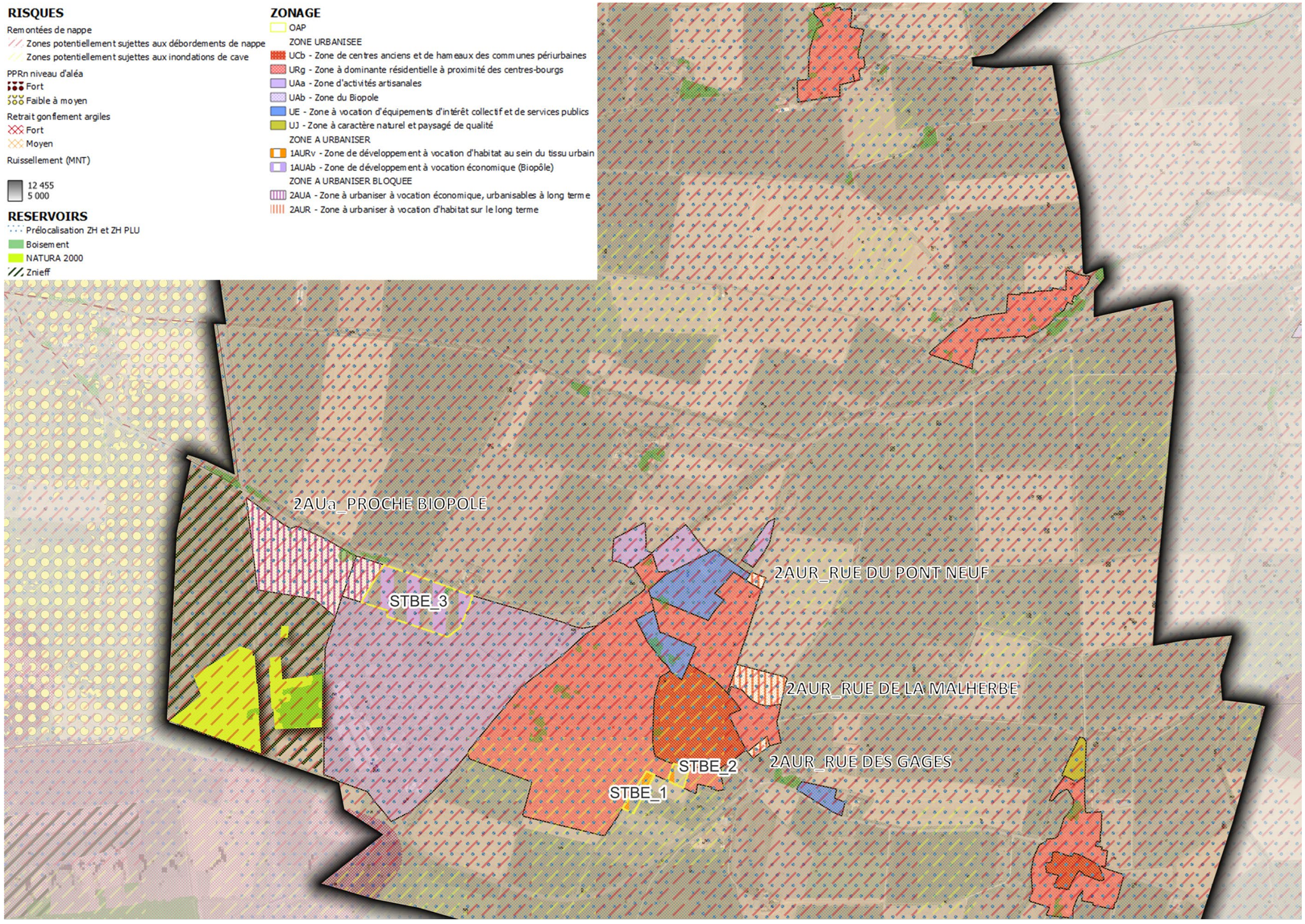
			Occupation du sol : Potager, friche, verger, jardin, fourré **ZH** : OUI (végétation) **HIC** : NON > maintien du sol naturel et de l'usage potager (ou conversion prairies naturelles) Eviter zones basses	NUISANCES : / ENERGIE : situation a proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /		- Par ailleurs, il s'agira de traiter les limites de propriété par des haies vives et diversifiées composées d'essences locales. Elles pourront le cas échéant être doublées d'une clôture dépourvue de muret de sous-bassement **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. Dans ce cadre, un équipement public de rétention des eaux pluviales devra être considéré dans le projet. Celui-ci devra faire l'objet d'un traitement paysager de qualité et pensé techniquement afin de répondre aux besoins techniques de gestion des eaux pluviales à une échelle supra-communale. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - En matière d'énergie et de confort climatique, il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver pour les pièces de vie. Pour le confort d'hiver, il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place. - Développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur, permettant de desservir efficacement le quartier et de l'intégrer au réseau modes doux communal (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). Les liaisons douces devront par ailleurs assurer un accès aux jardins communaux à l'est du tènement sud et au Parc de Cerey, au nord du secteur. **Réduction de l'exposition aux risques :** Mise en évidence du secteur impacté par les crues dans le schéma de l'OAP.	
RIO_9	ZONES D'ACTIVITES FAREVA MIRABEL	38 700,52	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** prairie, quelques arbres **ZH** : Prélocalisation (SAGE) **HIC** : NC Moins de 500m de la Natura 2000 « Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand » Moins de 500m de la ZNIEFF I « Versants et plateau de Chateaugay » Moins de 500m de la ZNIEFF II « Coteaux de Limagne occidentale »	FORT RISQUES : Aléa argiles faible / inondations (remontées de nappe, crues d'aléa faible à fort) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : situation de frange	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles faible et à un risque inondation multifactoriel d'ampleur plus ou moins importante (mais dans une moindre mesure compte tenu de l'absence de présence permanente sur site et de l'absence de vocation d'habitat)	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les constructions devront témoigner d'une qualité architecturale leur permettant de s'insérer de façon optimale dans le contexte environnemental et paysager du secteur. - Afin de préserver les zones agricoles et naturelles, notamment situées au nord, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure sud du site. - De même, le projet devra restaurer la ripisylve du ruisseau de Mirabel pour intégrer les aménagements dans le grand paysage local mais aussi pour assurer une bonne dynamique du réseau hydrographique et maintenir une bonne gestion des eaux pluviales. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Mise en évidence du secteur impacté par les crues dans le dessin de l'OAP.	MODERE A FORT : Réalisation d'une étude zone humide
/	ZONE 2AU RUE DU MOULIN D'EAU	32 333,81	FORT : **Occupation du sol** : Prairies humides, haies de vieux saules têtards, fourré, friches, jardins, fossés Espèces : oiseaux, chiroptères, lézard vert **ZH** : OUI (végétation+sol)	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argiles fort / inondation (remontée de nappes, crue d'aléa faible à moyen) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et un risque inondation multifactoriel > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'une zone humide et d'espaces naturels d'intérêt pour la faune	> Basculement en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) et en N REGLEMENT ZONE 2AUR : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude faune-flore au moment de l'ouverture de la partie en 2AU

			HIC : NON				
/	ZONE 2AUR RUE DES TONNELLES	18 820,72	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : Friche calcicole, vieux verger, fourré **ZH** : NON **HIC** : NON > Réhabilitation de vergers et jardins communaux	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT ZONE 2AUR : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous réserve du maintien des arbres existants
/	ZONE 2AUR RUE SARRAZIN		Ouverture à l'urbanisation doit s'accompagner de mesures spécifiques **Occupation du sol** : jardins privés **ZH** : NC **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen à fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT ZONE 2AUR : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous réserve de conserver les arbres existants au moment de l'ouverture à l'urbanisation

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **RIO_6** : garantir la constitution d'une « porte d'entrée » qualitative sur le territoire en travaillant finement la trame verte et bleue avec la constitution notamment d'une coulée verte de grande dimension avec la création de parcs urbains.
- **RIO_10** : garantir la cohérence et la qualité du secteur d'activités économiques.

3.4.1.6.23 SAINT-BEAUZIRE :

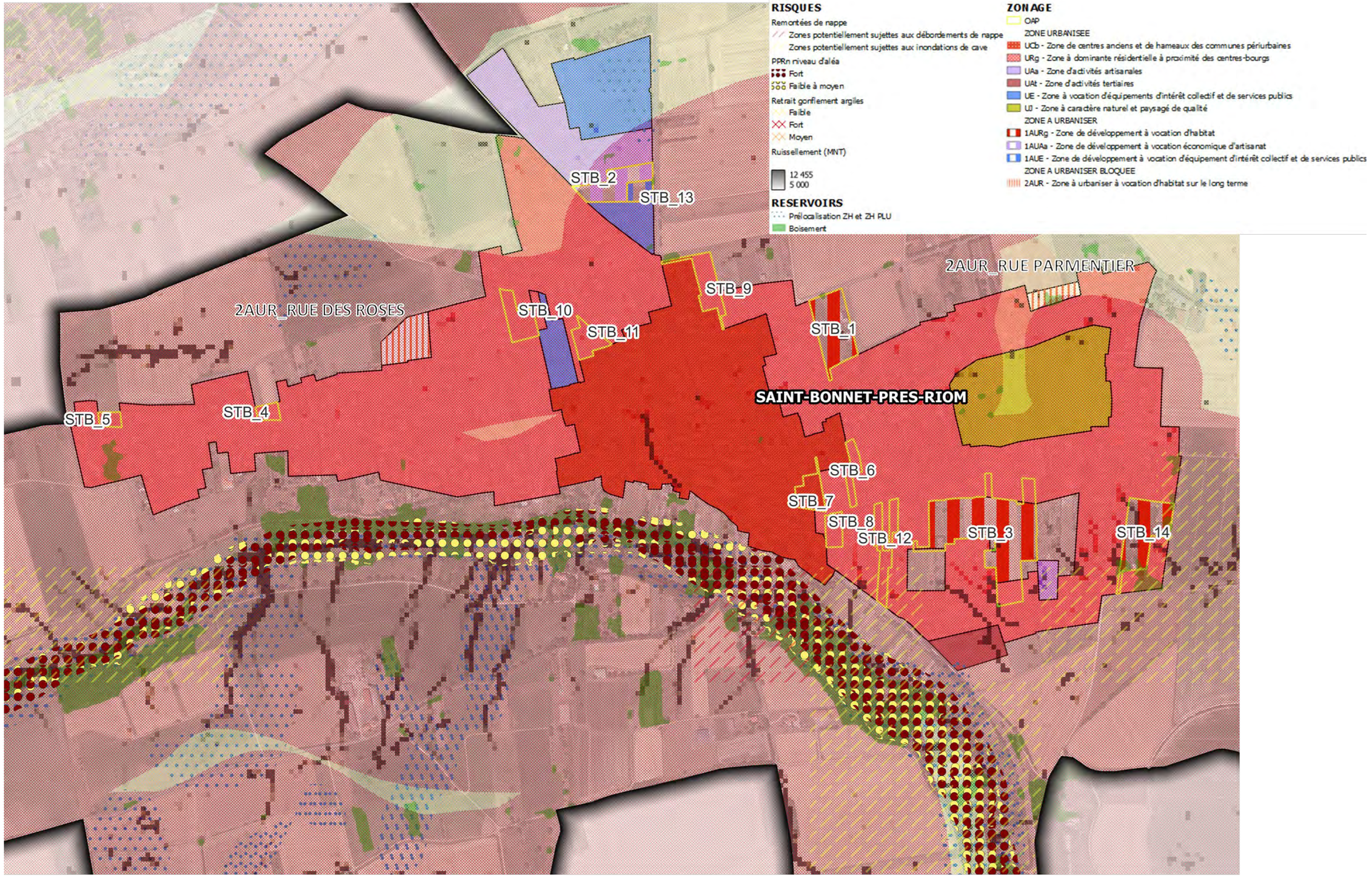


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
STBE_1&2	SAINT HELENE / CHEZ LEGAY	17444,13	FAIBLE A MODERE : (modéré dans les secteurs de vergers) **Occupation du sol** : culture, jardins **ZH** : NON **HIC** : NON > Réhabilitation des vergers	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes (inondations de caves) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une perte de perméabilité écologique et à la réduction des vergers sur le territoire.	Mesures suites à la démarche itérative de l'évaluation environnementale : - Passage en A d'environ 30% de la zone **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans le quartier résidentiel par des éléments paysagers cohérents à l'environnement alentour et la hauteur des constructions est limitée à l'équivalent du R+1 afin d'optimiser l'intégration du site dans son environnement. - Une attention particulière doit être apportée au traitement de la frange paysagère avec l'espace agricole tout en ménageant les vues vers le paysage lointain - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les arbres remarquables. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place en maintenant une interface paysagère avec les habitations existantes. - Par ailleurs, il s'agira de traiter les limites de propriété par des haies vives et diversifiées composées d'essences locales. Elles pourront le cas échéant être doublées d'une clôture dépourvue de muret de sous-bassement. - L'aménagement doit permettre la conservation et le confortement de la ripisylve et ne pas impacter la dynamique hydrographique du cours d'eau. Un retrait de 10 mètres devra être conservé entre le cours d'eau et les futures constructions **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et les eaux pluviales devront être récupérées à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. - Le puits d'alimentation en eau devra être conservé autant que possible pour l'atout patrimonial qu'il représente. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. **Réduction de l'exposition aux risques** : Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir les règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen	FAIBLE
/	BIOPOLE (OAP ZAE)	145588,37	FORT : **Occupation du sol :** Marais salé, culture, friche, fossés **ZH** : OUI (végétation°	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes NUISANCES : site enclavé entre l'A89 et la D210 ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une fragilisation potentiellement très forte du milieu remarquable constitué par la Natura 2000 du Marais Salé de Saint-Beauzire situé en lisière du site.	Mesures suites à la démarche itérative de l'évaluation environnementale : - Réduction de la zone ouverte à l'urbanisation d'environ 30% (classement en N) afin de préserver la zone Natura 2000 présente à proximité de la zone. **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur industriel et d'activités par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour.	FAIBLE A MODERE : Il sera nécessaire d'avoir un suivi très fin de la mise en application des mesures au vu du caractère exceptionnel du site.

			HIC : Prés salés intérieurs 1340 (habitat prioritaire et zone humide) Partiellement ZNIEFF 1, Proximité N2000 et corridor SCOT > Ne pas urbaniser	PAYSAGE : /		- De même, le projet devra restaurer la ripisylve du cours d'eau pour intégrer les aménagements dans le grand paysage local mais aussi pour assurer une bonne dynamique du réseau hydrographique et maintenir une bonne gestion des eaux pluviales. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Le projet devra favoriser une aire de stationnement conjointe aux différents bâtiments afin de mutualiser l'artificialisation des sols destinés au stationnement et inciter au covoiturage **Réduction de l'exposition aux risques** : - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles moyen	
/	ZONE 2AUR RUE DU PONT NEUF	2825,75	FAIBLE **Occupation du sol** : Culture, bande enherbée **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE
/	ZONE 2AUR RUE DE LA MALHERBE	22915,19	FAIBLE **Occupation du sol** : Culture, fossé **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous Réserve du maintien du fossé et de la haie
/	ZONE 2AUR RUE DES GAGES	3058,56	FAIBLE **Occupation du sol** : Culture, **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE
/	ZONE 2AUA PROCHE BIOPOLE	15 567	MODERE A FORT : **Occupation du sol :** culture ZH : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen et remontée de nappes NUISANCES : site enclavé entre l'A89 et la D210	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une fragilisation potentielle très forte du milieu	> Passage en 2AUA de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous réserve de réaliser une étude des incidences au moment de l'ouverture à l'urbanisation

			HIC : NC Moins de 500m de la Natura 2000 « Marais salé de Saint-Beauzire »	ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /		remarquable constitué par la Natura 2000 du Marais Salé de Saint-Beauzire situé en lisière du site		

3.4.1.6.24 SAINT-BONNET-PRES-RIOM :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
STB_1	RUE JEANNE D'ARC 2	10 100	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** habitat, culture, haie **ZH** : NON **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les franges urbaines sur les bordures du quartier devront être traitées afin de créer une transition arborée qualitative, notamment avec les constructions environnantes situées à l'ouest et avec la plaine agricole à l'est (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Cette voie sera couplée à un cheminement piéton ainsi qu'à la mise en place d'un alignement d'arbres (cf. cahier commun des OAP).	FAIBLE
STB_2	ZONE D'ACTIVITIES (ROUTE DE GIMEAUX) (OAP ZAE)	14646,81	FAIBLE **Occupation du sol :** Friche, prairie anthropique **ZH** : NON **HIC** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le projet devra assurer une bonne intégration paysagère du nouveau quartier dans ce secteur marqué à la fois par la présence d'activités et celle d'un tissu résidentiel, par des aménagements paysagers valorisant l'environnement rural alentour. - Dans ce cadre, afin de traiter l'interface avec le cimetière, le projet devra prévoir la création d'une zone tampon paysagère en bordure sud du site **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Une attention devra être portée à l'imperméabilisation des sols, ainsi qu'à la récupération des eaux de pluies dans le cadre de tout projet d'aménagement. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver et privilégier dans ce cadre une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. - Parallèlement au développement d'une trame viaire dédiée aux véhicules, il sera essentiel d'intégrer un maillage destiné aux modes actifs.	FAIBLE
STB_3	VERIOT GRAND RAZE	19173	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Friche calcicole (voire pelouse calcicole 6210), jardin, prairie anthropique **ZH** : NON **HIC** : NON > réhabilitation des vergers	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	**La zone a été en partie classée en zone naturelle à la suite des avis des personnes publiques associées : réduction de 42%.** **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le site est situé au cœur de la zone urbanisée, il devra s'intégrer à l'existant par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant. - La hauteur maximum des bâtiments sera limitée à du R+1 R+2, toujours dans un objectif d'insertion dans le quartier existant. - Plusieurs espaces paysagers, positionnés le long des axes de circulation seront créés avec des aménagements qualitatifs permettant des espaces de détente et de vie quotidienne (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et le tissu résidentiel existant seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères).	FAIBLE Sous réserve d'indiquer le maintien des arbres de vergers

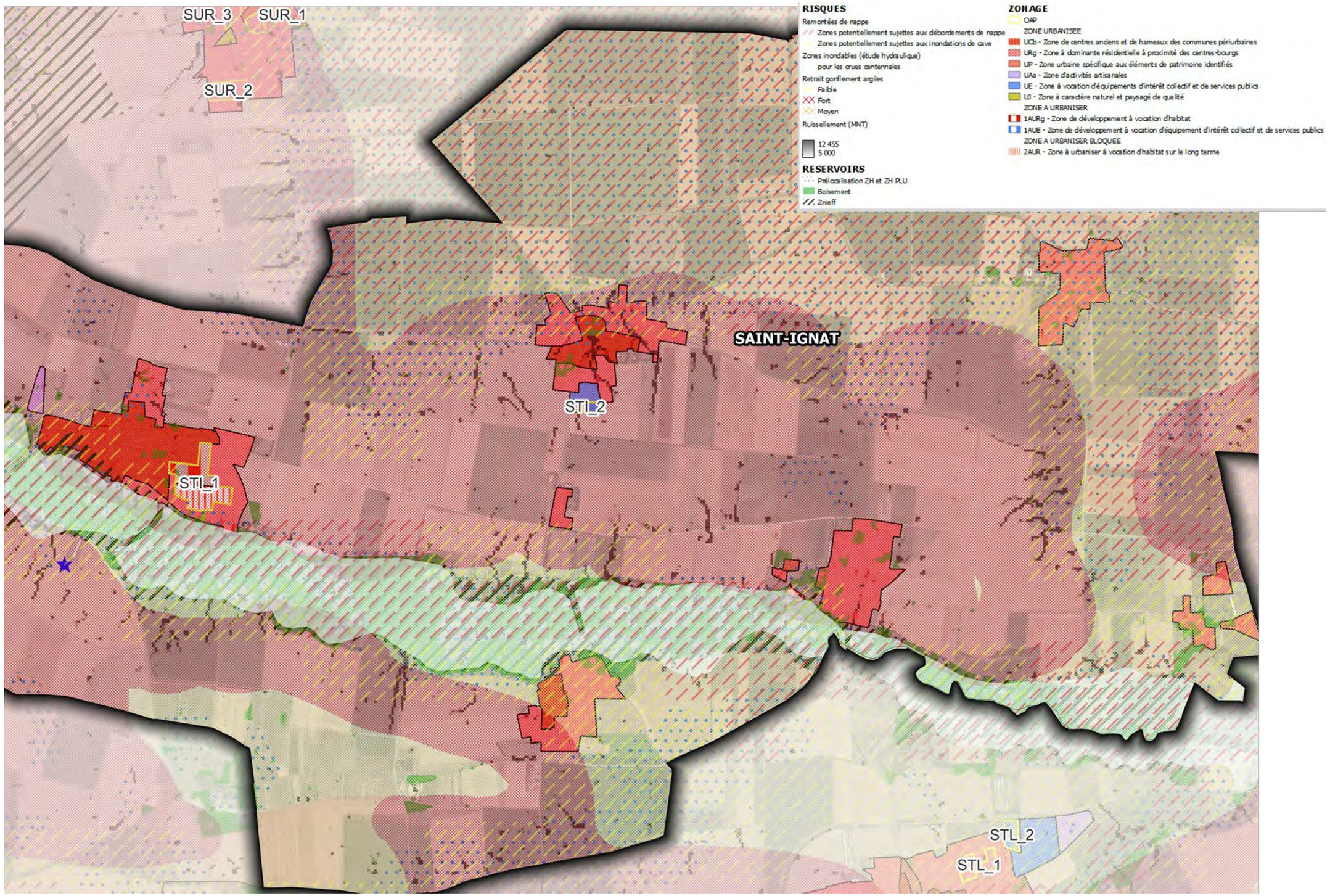
						- Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7).	
STB13	ROUTE DEPARTEMENTALE	9 773,13	FAIBLE **Occupation du sol :**, culture **ZH** : NON **HIC** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : proximité RD2144 ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition à des nuisances sonores d'une partie de la population, néanmoins la vocation d'équipement ou prolongement du cimetière limite très fortement l'exposition des populations	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les interfaces entre le projet d'aménagement et les espaces voisins, seront traités notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères) - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein du secteur afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de l'unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. Réduction de l'exposition aux risques : - Afin de réduire les nuisances sonores liées à la présence de la RD2144, l'aménagement de la zone devra prendre en compte et préserver les principales caractéristiques naturelles du site, notamment l'alignement d'arbre existant.	FAIBLE
/	ZONE 2AUR RUE DES ROSES	8 936	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Culture, arbres **ZH** : NON **HIC** : NC	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE Sous réserve de conserver les arbres existants au moment de l'ouverture à l'urbanisation
/	ZONE 2AUR RUE PARMENTIER	6 981	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Culture, arbres **ZH** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen NUISANCES : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles moyen	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision)	FAIBLE Sous réserve de conserver les arbres existants au moment de l'ouverture à l'urbanisation

			HIC : NC ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /			- En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **STB_4, STB_5, STB_6, STB_7, STB_8, STB_9, STB_10, STB_11, STB_12** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

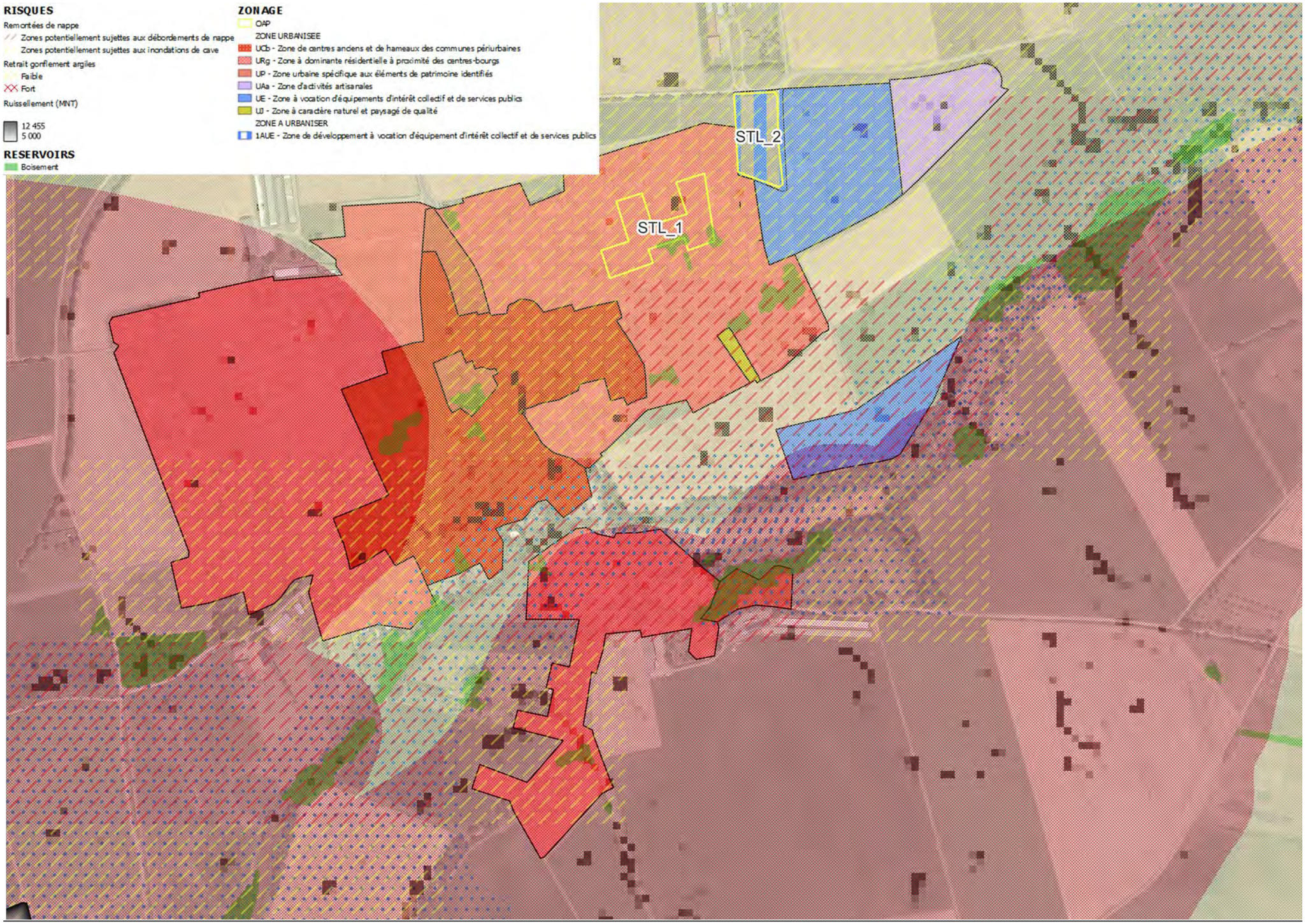
3.4.1.6.25 SAINT-IGNAT :



CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
STI_1	CHAMPEYROUX	18 256,27	FAIBLE **Occupation du sol** : prairie pauvre, culture **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF 1 et zone humide	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Une frange paysagère tampon sera créée en lien avec le sud du quartier (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du cœur de quartier projeté. - Les espaces de respiration entre le bâti devront être préservé pour créer des perméabilités entres les différentes morphologies, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs et maintenir, si possible, les éléments végétaux d'intérêt existants. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Les axes de ruissellement potentiels sont à prendre en compte afin de ne pas créer de coupure avec la zone humide au sud du site. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. - Une attention particulière devra être portée au risque de pollution de la Morge par les voiries. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou 7). La liaison douce existante sera par ailleurs maintenue à l'ouest du périmètre et profitera d'un aménagement paysager de ses abords. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles fort	FAIBLE
		18 967,35	FAIBLE **Occupation du sol** : prairie pauvre, culture **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF 1 et zone humide	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE
STI_2	RUE DU COUVENT	5933,98	FAIBLE **Occupation du sol** : Jachère prairiale **ZH** : NON	MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / présence d'un axe de ruissellement NUISANCES : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation par ruissellement	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les interfaces entre le projet et les espaces naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage.	FAIBLE

			HIC : NON Proximité ZNIEFF 1 et zone humide	ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /			**Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	

3.4.1.6.26 SAINT-LAURE :

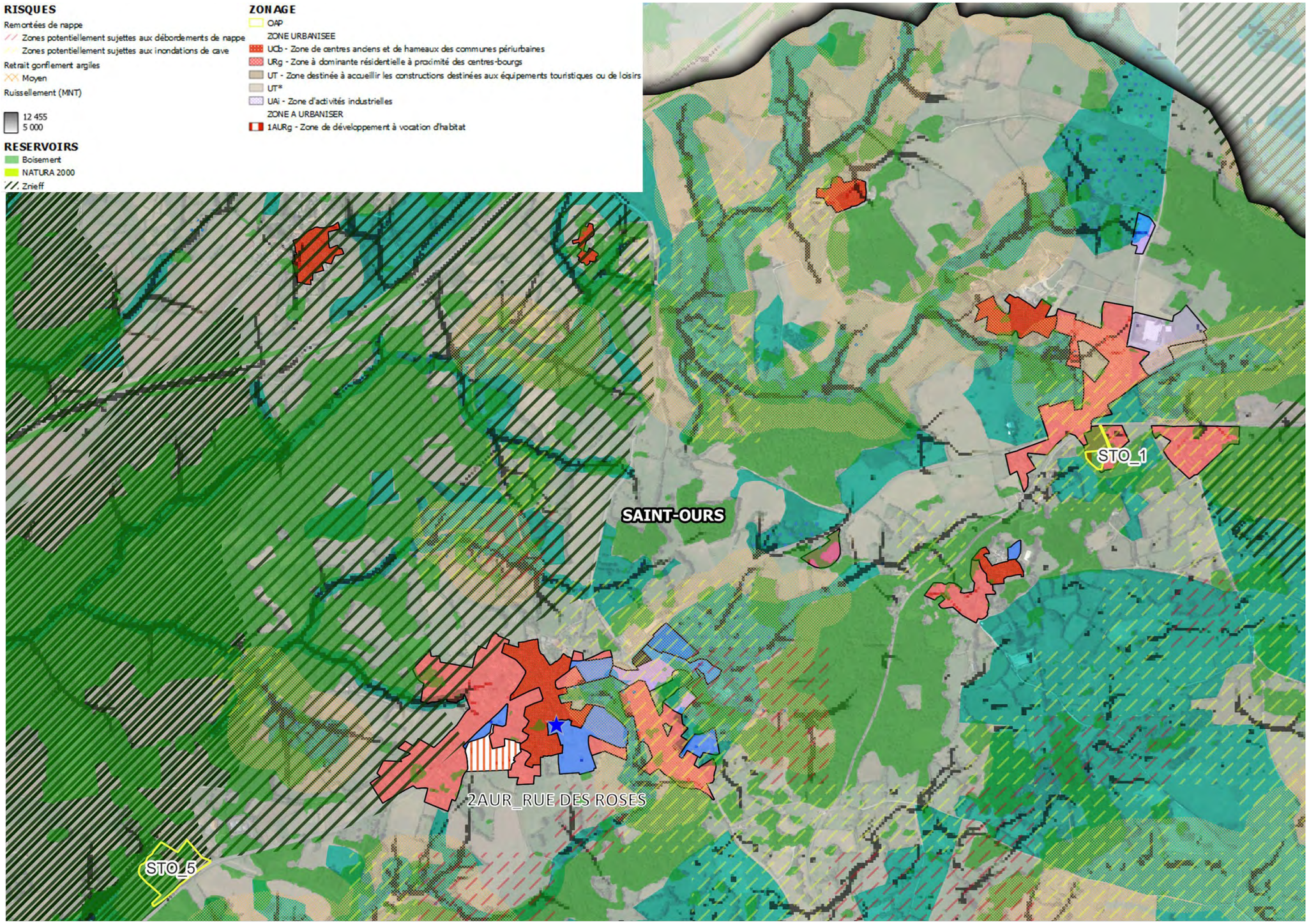


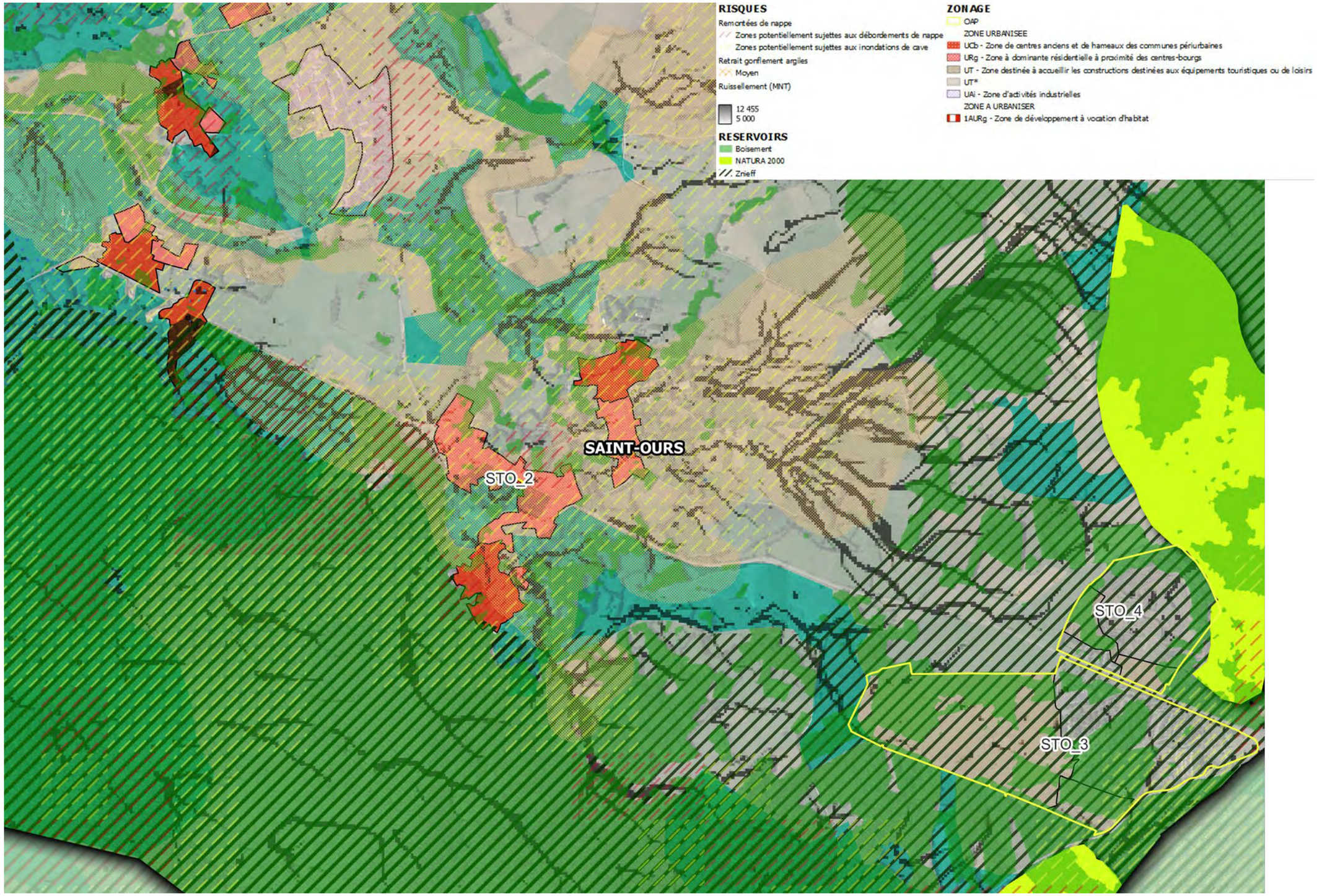
CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
STL_2	RUE DU STADE	10533,17	FAIBLE **Occupation du sol :** jachère prairiale **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles fort / présence d'un axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Proximité de repères visuels / éléments patrimoniaux	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à une exposition des biens et personnes à un risque argiles fort et à un risque inondation par ruissellement	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les interfaces entre le projet d'aménagement les constructions voisines et les espaces agricoles, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE

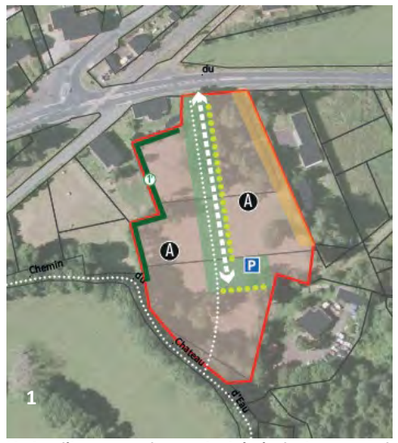
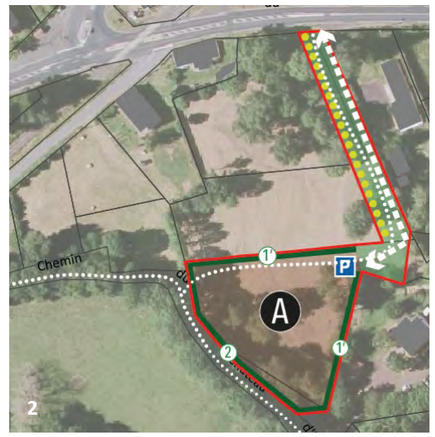
L'OAP identifiée sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **STL_1 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

3.4.1.6.27 SAINT-OURS :




RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
Retrait gonflement argiles
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Boisement
NATURA 2000
Znieff
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCb - Zone de centres anciens et de hameaux des communes périurbaines
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UT - Zone destinée à accueillir les constructions destinées aux équipements touristiques ou de loisirs
UT*
UAi - Zone d'activités industrielles
ZONE A URBANISER
1AURg - Zone de développement à vocation d'habitat
SAINT-OURS
STO_2
STO_4
STO_3

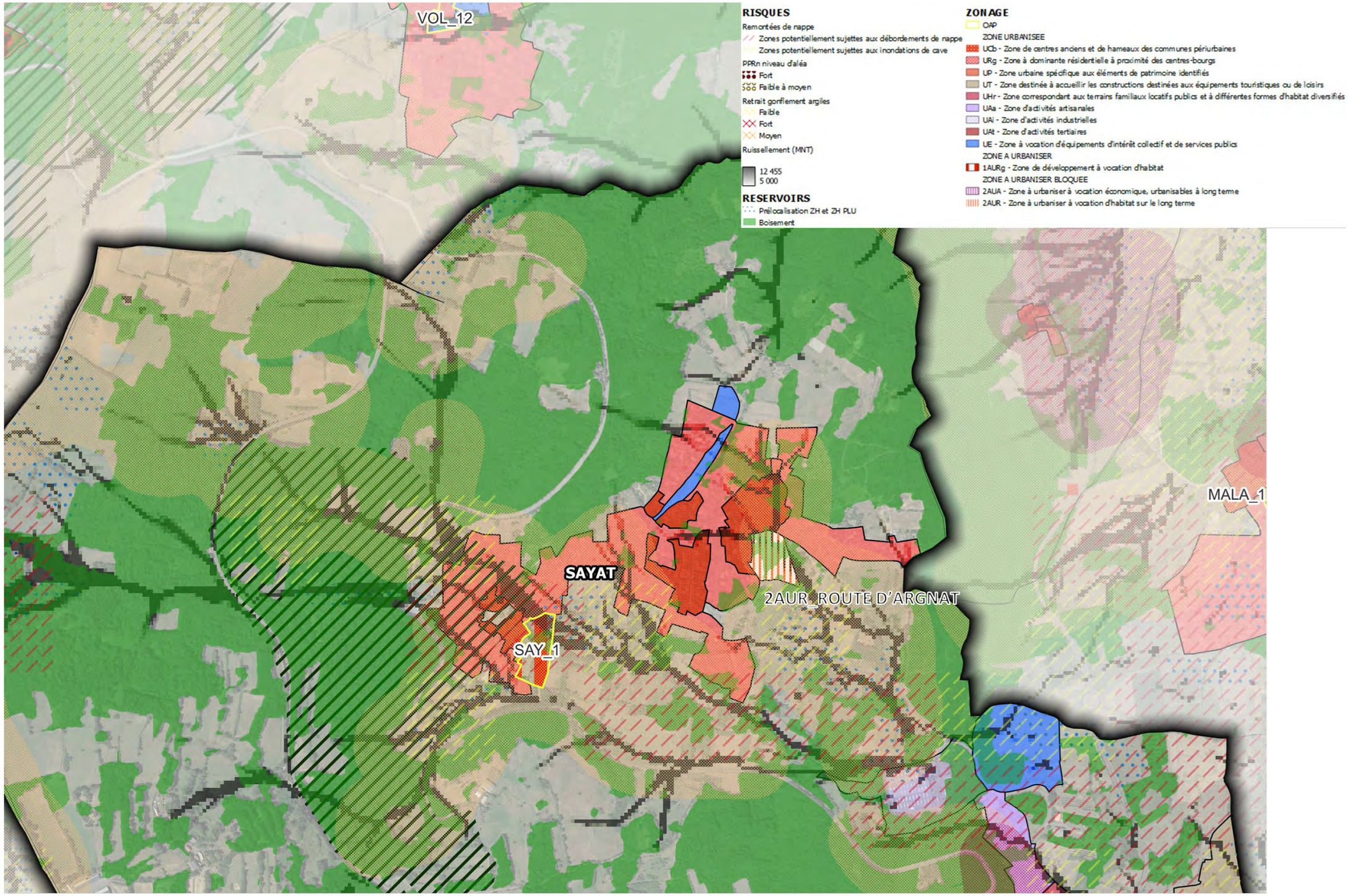
CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
STO_1	LE VAURIAT	12884,32	MODERE : **Occupation du sol** : Lande à fougère aigle, prairie naturelle, haie **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche de montagne 6520 (pour la grande partie, prairie naturelle) *Prairie naturelle* > Préserver au maximum de surface	FAIBLE RISQUES : Remontées de nappe (inondation de cave) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'habitats d'intérêt communautaire et fragilisent les continuités écologiques.	**Evolution du projet à la suite des remarques des personnes publiques associées :**   **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…) au sein du cœur de quartier projeté. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Création d'un cheminement piéton	FAIBLE A MODERE :
STO_2	LES CROUZES	6069,18	FORT : **Occupation du sol** : Prairie naturelle, haies **ZH** : Presque humide **HIC** : Prairie de fauche de montagne 6520 Proximité ZNIEFF > Eviter si possible l'urbanisation, rester sur les hauteurs et maintenir les haies	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argile moyen Remontées de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'habitats d'intérêt communautaire et fragilisent les continuités écologiques. > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen	**Evolution du projet à la suite des avis des personnes publiques associées : réduction de près de 50%:**   **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :**	FAIBLE A MODERE :

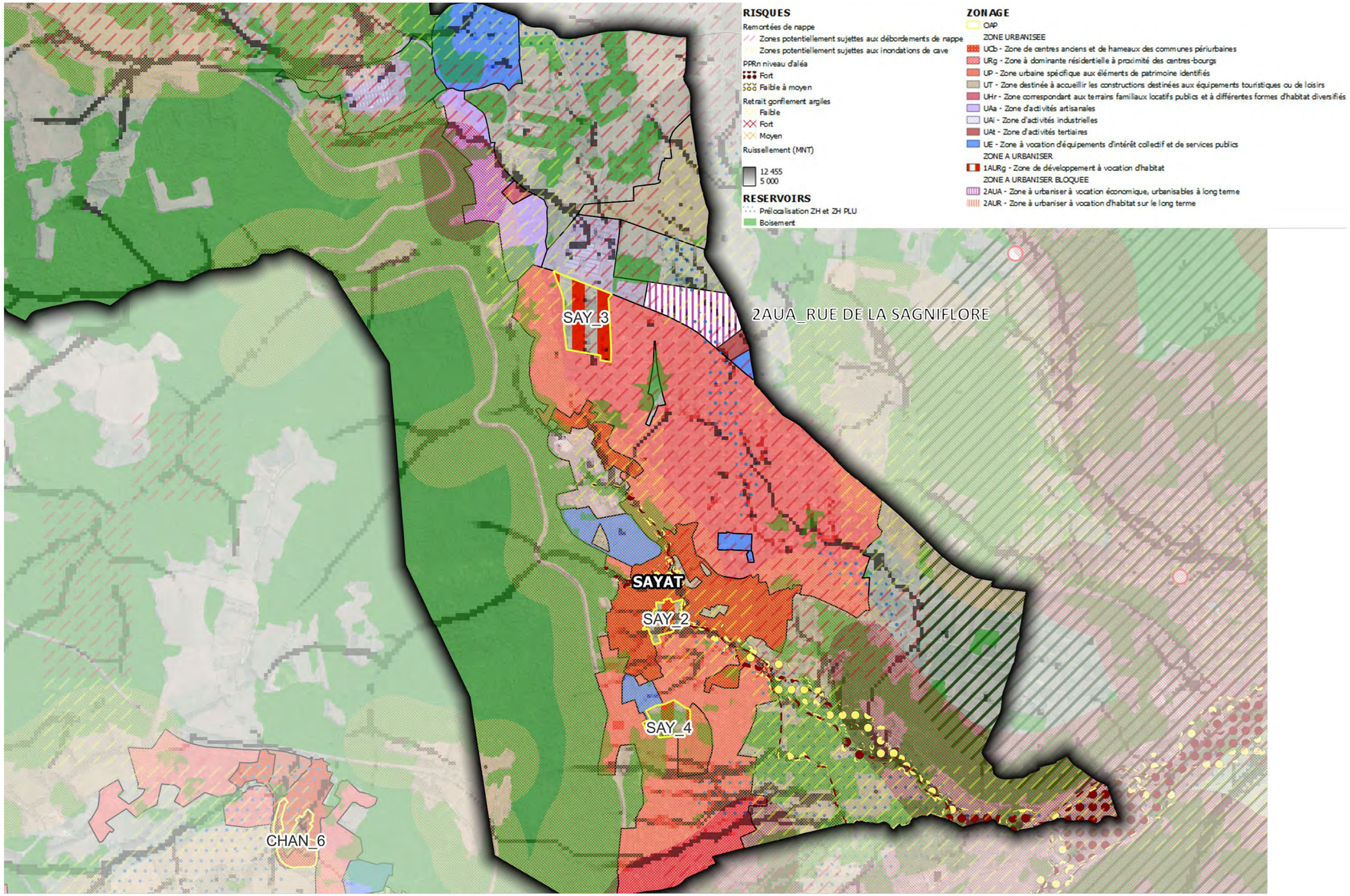
							- Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…). - Les jardins ainsi qu'une frange paysagère devront être aménagés en fond de parcelle afin de créer un espace tampon entre les constructions et les terres naturelles. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	
/	ZONE 2AUR RUE DES SAPINS	19748,16	FORT : **Occupation du sol** : Prairie de fauche de montagne **ZH** : NON **HIC** : Prairie de fauche de montagne 6520 Proximité ZNIEFF > Eviter urbanisation	FAIBLE RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /		FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à la disparition d'habitats d'intérêt communautaire et fragilisent les continuités écologiques.	> Maintien en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude faune-flore au moment de l'ouverture à l'urbanisation

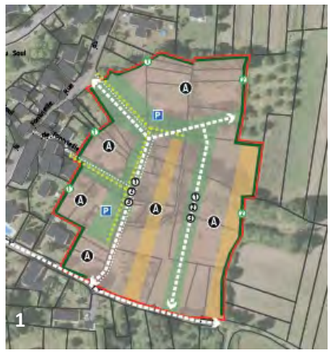
Les OAP identifiée sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **STO_3, STO_4, STO_5** : garantir l'intégration paysagère et environnementale des UTN respectivement « Vulcania », « Volcan de Lemptégy », « Camping Bel Air »
    - Les OAP permettent de préciser les éléments à prendre en compte dans le cadre du projet : aménagements paysagers de qualité, limitation de l'imperméabilisation des sols et terrains. Elle prévoit notamment le maintien des alignements d'arbres existants et la constitution d'un espace boisé ou de respiration.
    - Les OAP UTN identifient également des cônes de vues à préserver

3.4.1.6.28 **SAYAT :**



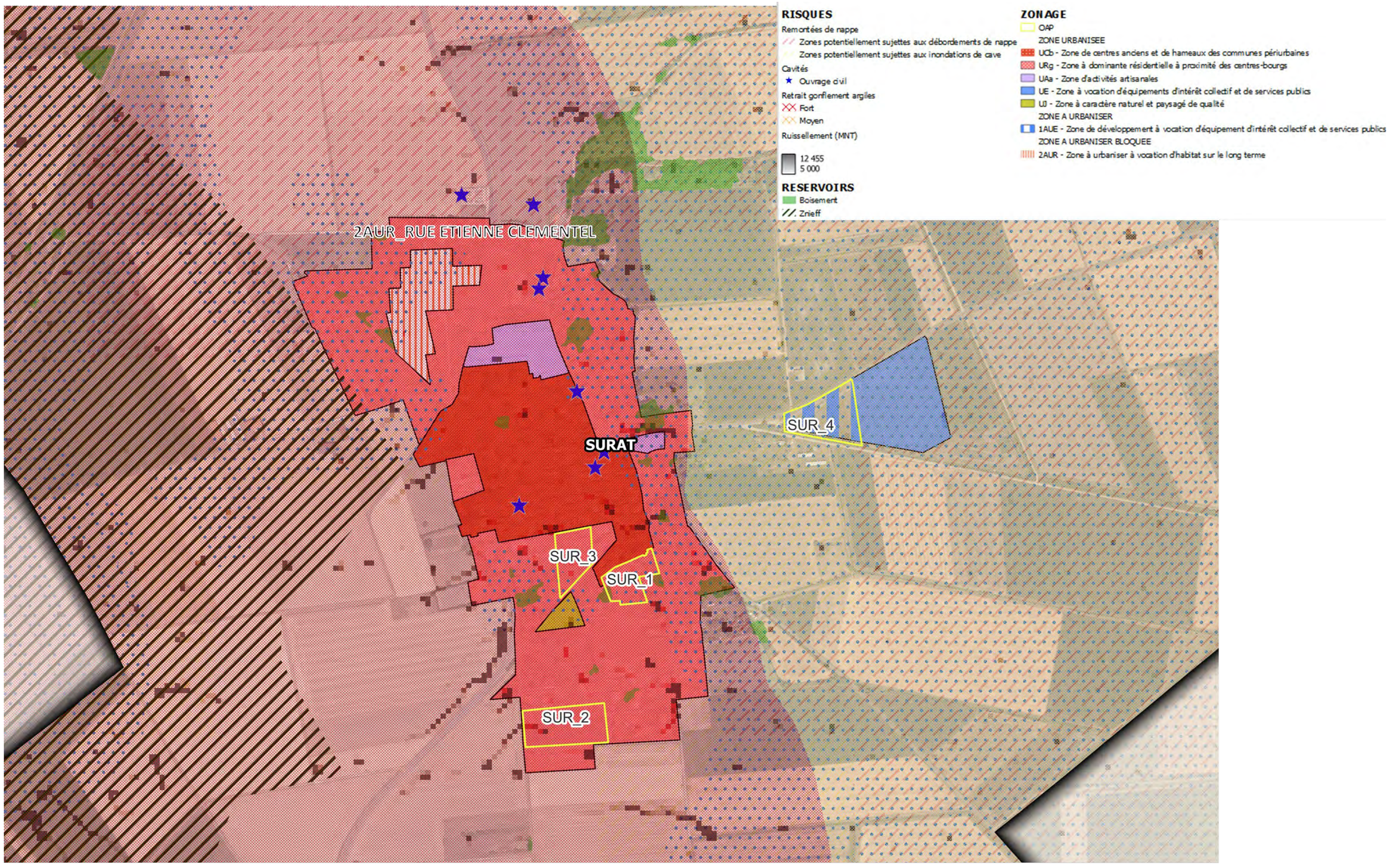

RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
PPRn niveau d'aléa
Fort
Faible à moyen
Retrait gonflement argiles
Faible
Fort
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Prélocalisation ZH et ZH PLU
Boisement
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCb - Zone de centres anciens et de hameaux des communes périurbaines
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UP - Zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés
UT - Zone destinée à accueillir les constructions destinées aux équipements touristiques ou de loisirs
UHr - Zone correspondant aux terrains familiaux locatifs publics et à différentes formes d'habitat diversifiés
UAa - Zone d'activités artisanales
UAi - Zone d'activités industrielles
UAt - Zone d'activités tertiaires
UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
ZONE A URBANISER
1AURg - Zone de développement à vocation d'habitat
ZONE A URBANISER BLOQUEE
2AUA - Zone à urbaniser à vocation économique, urbanisables à long terme
2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme
SAY_3
2AUA_RUE DE LA SAGNIFLORE
SAYAT
SAY_2
SAY_4
CHAN_6

CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
SAY_1	CONDAMINES	12538,2	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** potager, friches **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité ZNIEFF > Préservation des vieux arbres fruitiers réhabilitation des vergers	FORT RISQUES : Aléa argile moyen / Inondation (remontée de nappe, ruissellement et cuvette d'accumulation NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Périmètre du bien UNESCO	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à un risque inondation multifactoriel et particulièrement à des phénomènes de ruissellement	**Evolution du projet suite à l'enquête publique :**   **Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - De manière générale, l'objectif sera de préserver au maximum les arbres et plantations existantes sur le secteur et notamment les arbres fruitiers (vieux noyers et vieux cerisier au niveau du Chemin du Pré du Mas) et le maillage de haies existantes. Dans ce cadre, les constructions viendront s'intégrer dans la trame végétale en place tant que possible. - Un espace paysager de transition devra être aménagé entre les futures constructions et les espaces naturels situés à l'est, en y aménageant les jardins sur l'arrière des parcelles. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE
SAY_2	LE ROUDET	*9072,63*	FAIBLE **Occupation du sol** : potager, jardin **ZH** : NC – Prélocalisation (SAGE) **HIC** : NON	FORT RISQUES : Aléa argile moyen / Inondation (remontée de nappe, ruissellement et cuvette d'accumulation, crues d'aléa faible à moyen) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à un risque inondation multifactoriel et particulièrement à des phénomènes de ruissellement et à un phénomène de crue d'aléa faible à moyen	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…). Ces espaces pourront être les supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs et maintenir, si possible, les éléments végétaux d'intérêt existants (cf. cahier commun des OAP). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	*FAIBLE* *Sous réserve de soumettre l'ouverture à étude zone humide*

						- Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	
SAY_3	PIERRE COMBE TRANCHE 2	26528,09	FAIBLE **Occupation du sol :** Culture, boisement partiel, jardin, potager **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE RISQUES : remontée de nappe NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa inondation lié à des remontées de nappes	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Le développement de liaisons douces sera prévu sur l'ensemble du secteur. Elles seront sécurisées, qualitatives et ouvertes au public	FAIBLE
SAY_4	LE CROS (TRANCHE 2)	9947,24	FAIBLE A MODERE **Occupation du sol** : potager, jardin **ZH** : NC **HIC** : NC Corridor SCoT	FAIBLE A MODERE RISQUES : aléa argile moyen NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen.	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Des aménagements paysagers de qualité devront être mis en place en intégrant des critères écologiques (choix des essences, densité végétale…). Ces espaces pourront être les supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs et maintenir, si possible, les éléments végétaux d'intérêt existants (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie & schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges urbaines feront l'objet d'un traitement paysager qualitatif afin d'assurer la bonne insertion des nouvelles constructions dans le tissu existant (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Afin d'encourager les déplacements doux, des aménagements traversants et sécurisés devront être mis en place	FAIBLE
/	ZONE 2AUR ROUTE D'ARGNAT	28 949,53	MODERE **Occupation du sol :** culture, boisement **ZH** : prélocalisation partielle (SAGE)	FORT RISQUES : Aléa argile moyen / Inondation (ruissellement et cuvette d'accumulation) NUISANCES : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à un risque inondation multifactoriel et particulièrement à des phénomènes de ruissellement	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision)	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude zone humide au moment de l'ouverture du secteur 2AU et une étude hydraulique

			HIC : NC Partiellement à moins de 500m de la ZNIEFF II « Coteaux de Limagne occidentale »	ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Périmètre du bien UNESCO		- En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	
/	ZONE 2AUA RUE DE LA SAGNIFLORE	14 789,36	FAIBLE **Occupation du sol** : boisement, jardin **ZH** : NON **HIC** : NON	FORT RISQUES : Inondation (remontée de nappe, ruissellement et cuvette d'accumulation NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à un risque inondation multifactoriel et particulièrement à des phénomènes de ruissellement	> Passage en 2AUA de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude hydraulique au moment de l'ouverture du secteur 2AU

3.4.1.6.29 **SURAT :**

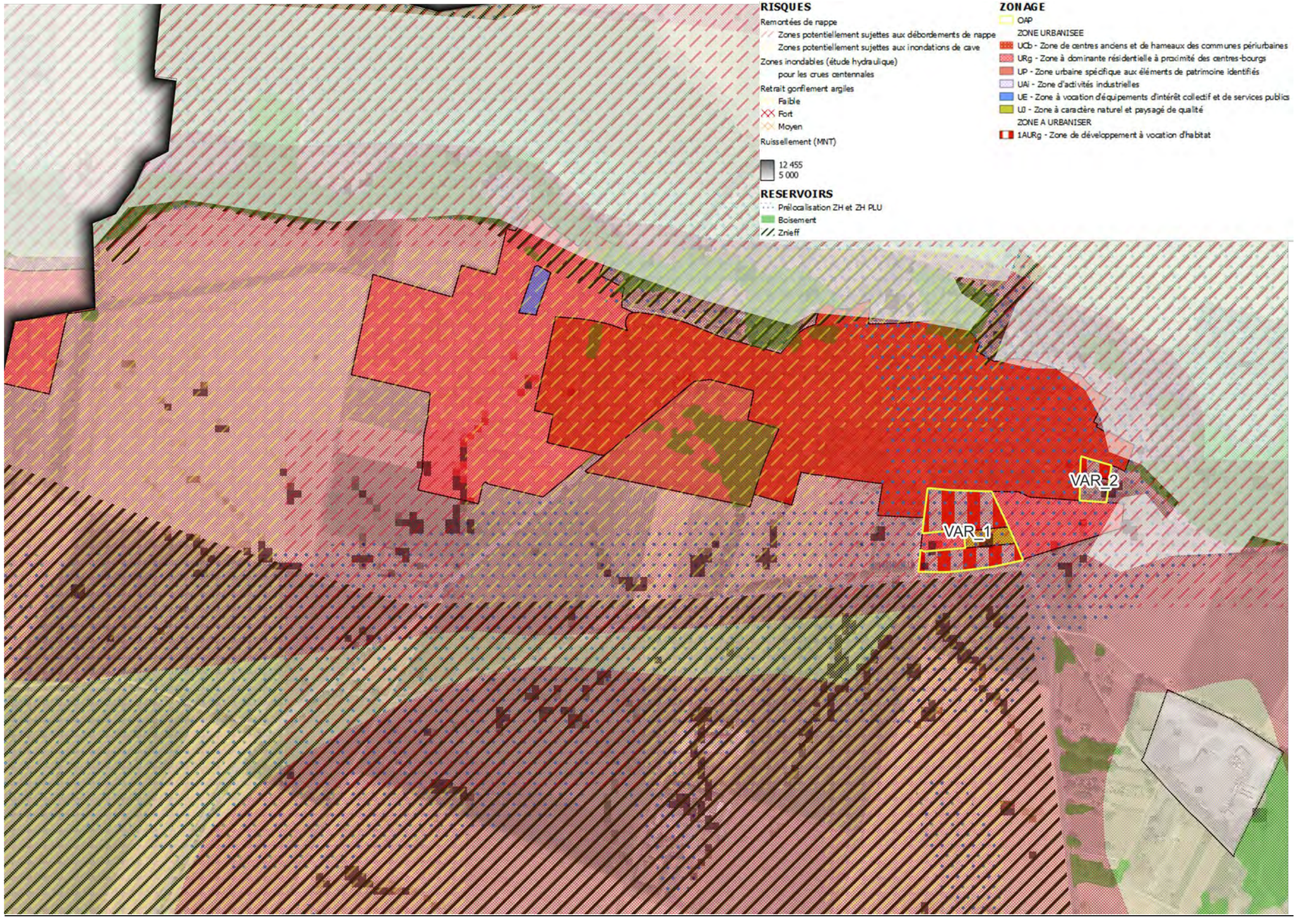


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
SUR_4	ZONE D'EQUIPEMENTS ROUTE DU STADE	10 743,27	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : Friche prairiale **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité corridor diffus et ZNIEFF1 > Interroger urbanisation, pas d'imperméabilisation	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argile moyen / Remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les interfaces entre le projet et les espaces naturels, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet. - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - Le fossé existant sur le secteur devra être préservé. - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	FAIBLE
/	ZONE 2AUR RUE ETIENNE CLEMENTEL	22 954,25	FAIBLE **Occupation du sol** : Prairie de fauche pauvre, jardin, friche **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité corridor diffus et ZNIEFF1	MODERE RISQUES : Aléa argile fort / Remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **SUR_1, SUR_2, SUR_3 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc..

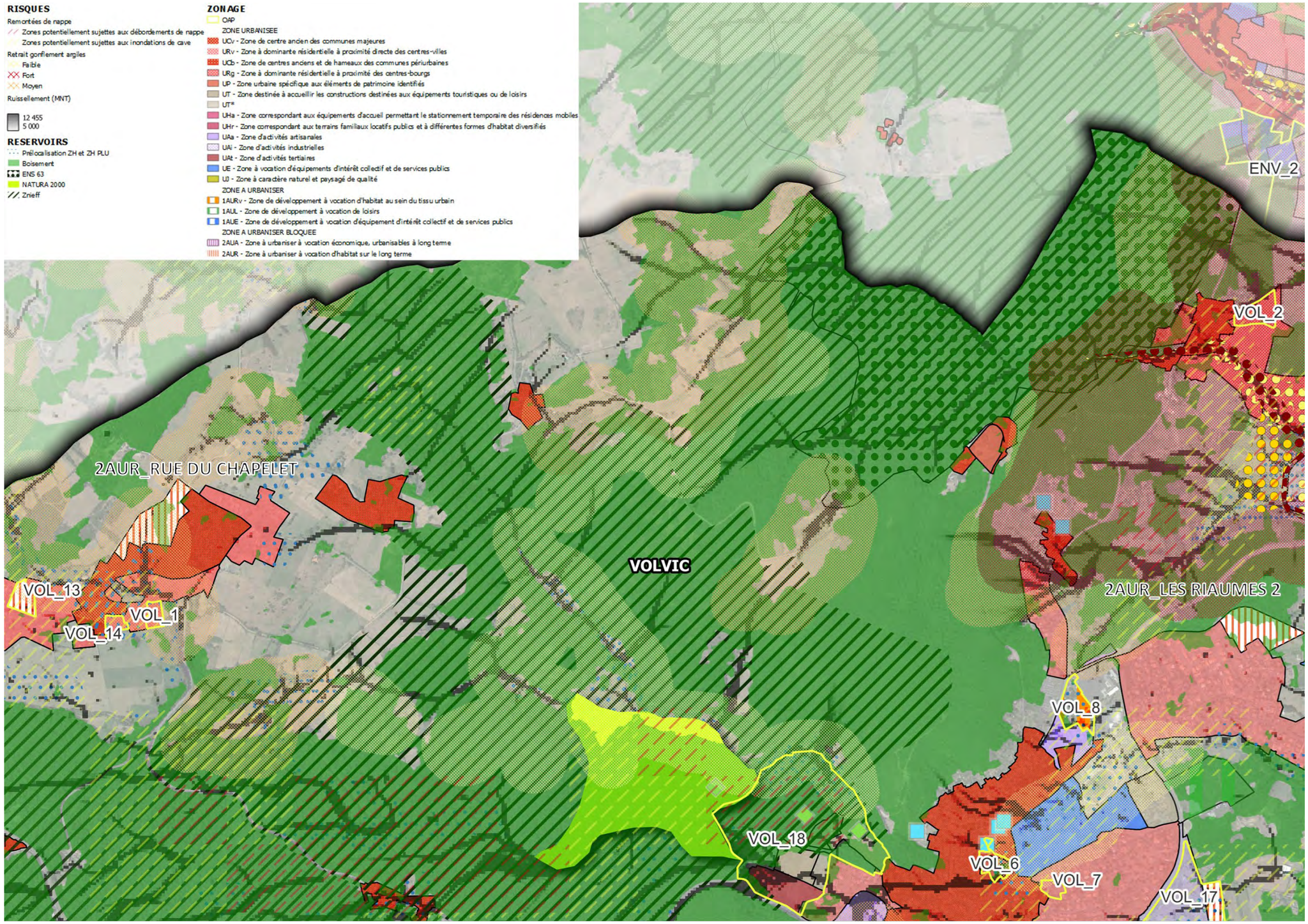
3.4.1.6.30 VARENNES-SUR-MORGE :

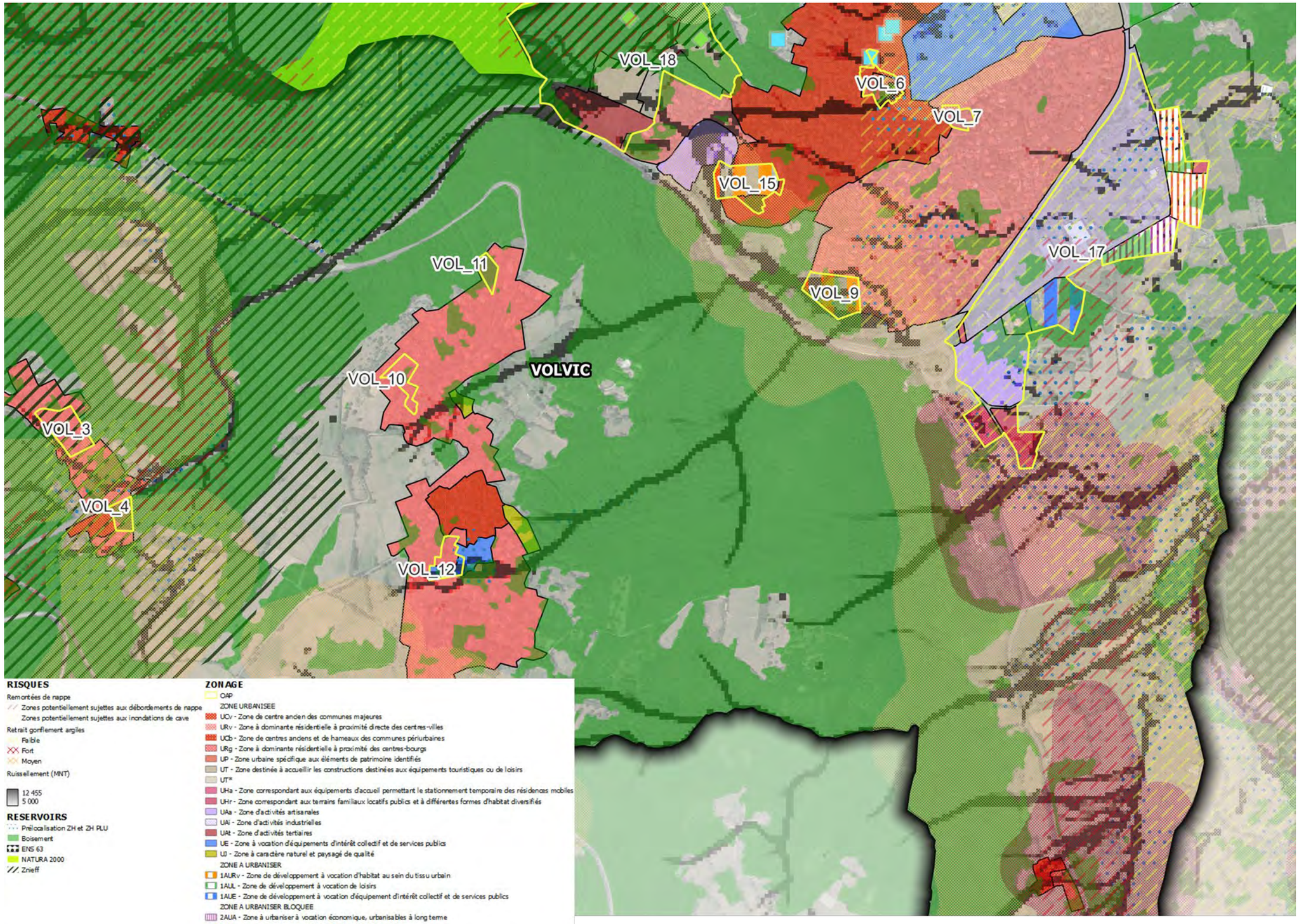


CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
VAR_1	CHEMIN DE L'ANDENOUZE	11 000	FAIBLE **Occupation du sol** : Prairie anthropique **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité corridor diffus et ZNIEFF1 > Retrait fossé	MODERE RISQUES : Aléa argile fort / Remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile fort et à des inondations par remontées de nappes	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les nouvelles constructions s'intégreront dans le quartier résidentiel par des éléments paysagers cohérents à l'environnement alentour. Les interfaces entre le secteur de développement, le tissu pavillonnaire existant et l'activité agricole devront être traités, notamment par la mise en place d'une frange paysagère et par la plantation de nouveaux arbres afin de constituer une zone tampon (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les dispositions de la servitude des monuments historiques imposent la soumission de toute évolution du bâti ou du terrain à l'Architecte des Bâtiments de France. - L'OAP est qualifiée comme entrée de ville afin de valoriser Varennes-sur-Morge par une intégration paysagère globale reflétant les caractéristiques du grand paysage local. - La plantation de chênes truffier existante qui se développe entre la maison existante et la RD425 est à préserver. - La ripisylve de l'Andenouze est à préserver, ainsi que le lit du cours d'eau en les intégrant dans les aménagements. - Un retrait de 10 mètres entre les futures constructions et le fossé devra être prévu. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. - Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver.	FAIBLE
VAR_2	ROUTE DE MARINGUES	2274,69	FAIBLE **Occupation du sol** : Prairie anthropique **ZH** : NON **HIC** : NON Proximité corridor diffus	MODERE RISQUES : Aléa argile fort / Remontées de nappes NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile fort et à des inondations par remontées de nappes	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les nouvelles constructions devront s'intégrer dans le quartier résidentiel par des éléments paysagers cohérents à l'environnement alentour, ainsi que dans les dispositions de la servitude des MH qui imposent la soumission de toute évolution du bâti ou du terrain à l'ABF - L'OAP est qualifiée comme entrée de ville et permettra de valoriser la commune par une intégration paysagère reflétant les caractéristiques du grand paysage local. - Les interfaces entre le tissu pavillonnaire et l'activité agricole seront traités notamment para la mise en place d'une frange paysagère, la préservation des haies et arbres existants et par la plantation de nouveaux arbres afin de constituer une zone tampon. - Les dispositions de la servitude des monuments historiques imposent la soumission de toute évolution du bâti ou du terrain à l'Architecte des Bâtiments de France. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots et des espaces publics (parkings notamment) afin de lutter contre les risques de ruissellement. Les espaces d'infiltration seront traités avec des plantes phytoépuratrices. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière.	FAIBLE

							- Les dispositifs de rétention ou d'infiltration seront, sauf impossibilité technique justifiée, réalisés à ciel ouvert, et devront être traités de manière paysagère, avec des essences locales et s'inscrire dans la continuité de la trame paysagère du secteur aménagé. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Il s'agira de privilégier une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible. Dans ce cadre, les bâtiments devront être conçu et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Il sera nécessaire de tenir compte des effets d'ombrages liés aux bâtiments et la structure végétale en place pour le confort d'hiver. - Une liaison piétonne permettant la circulation mode doux sera créée. **Réduction de l'exposition au risque :** - Une étude géotechnique devra être réalisée sur le site afin de définir des règles de construction adaptées à l'aléa retrait-gonflement des argiles fort. - La zone de protection du câble souterrain ERDF devra être prise en compte dans les aménagements et anticiper la déviation éventuelle de la ligne moyenne tension.	

3.4.1.6.31 VOLVIC :




VOL_18
VOL_6
VOL_7
VOL_15
VOL_11
VOL_17
VOL_9
VOLVIC
VOL_10
VOL_3
VOL_4
VOL_12
RISQUES
Remontées de nappe
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
Retrait gonflement argiles
Faible
Fort
Moyen
Ruissellement (MNT)
12 455
5 000
RESERVOIRS
Prélocalisation ZH et ZH PLU
Boisement
ENS 63
NATURA 2000
Znieff
ZONAGE
OAP
ZONE URBANISEE
UCv - Zone de centre ancien des communes majeures
URv - Zone à dominante résidentielle à proximité directe des centres-villes
UCb - Zone de centres anciens et de hameaux des communes périurbaines
URg - Zone à dominante résidentielle à proximité des centres-bourgs
UP - Zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés
UT - Zone destinée à accueillir les constructions destinées aux équipements touristiques ou de loisirs
UT*
UHa - Zone correspondant aux équipements d'accueil permettant le stationnement temporaire des résidences mobiles
UHr - Zone correspondant aux terrains familiaux locatifs publics et à différentes formes d'habitat diversifiés
UAa - Zone d'activités artisanales
UAi - Zone d'activités industrielles
UAt - Zone d'activités tertiaires
UE - Zone à vocation d'équipements d'intérêt collectif et de services publics
UJ - Zone à caractère naturel et paysagé de qualité
ZONE A URBANISER
1AURv - Zone de développement à vocation d'habitat au sein du tissu urbain
1AUL - Zone de développement à vocation de loisirs
1AUE - Zone de développement à vocation d'équipement d'intérêt collectif et de services publics
ZONE A URBANISER BLOQUEE
2AUA - Zone à urbaniser à vocation économique, urbanisables à long terme
2AUR - Zone à urbaniser à vocation d'habitat sur le long terme

CARACTERISTIQUES PARCELLES					INCIDENCES ET MESURES		
N° OAP	**SECTEUR CONCERNE**	**SURFACE TOTALE (M²)**	**NIVEAU D'ENJEU ECOLOGIQUE**	**RISQUES / NUISANCES / ENERGIE / PAYSAGES**	**INCIDENCE INITIALE**	**MESURES PRISES**	**INCIDENCE APRES MESURES** **MESURE D'ACCOMPAGNEMENT**
VOL_8	SITE LEP / CESSARD	98749,18	FAIBLE : **Occupation du sol** : zone urbaine **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE A MODERE RISQUES : Remontées de nappes / axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Proximité de repères visuels / éléments patrimoniaux	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes et à des inondations par ruissellement	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 6 ou7).	FAIBLE
VOL_9	PIVERT/COUNILS	14208,77	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol :** Potager, friche, ancien verger, frênaie **ZH** : NON **HIC** : NON > Maintien à minima du boisement sud	FORT RISQUES : Aléa argile moyen / axe de ruissellement et cuvette d'accumulation NUISANCES : proximité RD986 ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à des inondations par ruissellement de grande importance	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Préserver les éléments environnementaux situés en périphérie de l'opération, ainsi que le patrimoine naturel présent. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie). Dans ce cadre, un large espace vert paysager suivant un axe nord/sud permettant de maintenir des vues sera le support de cheminements piéton. **Réduction de l'exposition aux risques :** - Afin de réduire les nuisances sonores liées à la présence de la RD986, l'aménagement de la zone devra prendre en compte et préserver les principales caractéristiques naturelles du site, notamment sur la partie sud.	FAIBLE

VOL_13	ROUTE DE PAUGNAT	8 492,99	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : culture **ZH** : NON **HIC** : NON Moins de 500m de la ZNIEFF II « Chaine des Puys »	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argile moyen / axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Périmètre de protection du Bien Unesco	MODERE A FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à des inondations par ruissellement de grande importance	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Le site est situé au sein du tissu constitué, il devra s'intégrer à l'existant par des aménagements paysagers et des typologies bâties cohérents avec l'existant. - Plusieurs espaces paysagers, positionnés le long des axes de circulation seront créés avec des aménagements qualitatifs permettant des espaces de détente et de vie quotidienne. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées. - Les interfaces entre le projet d'aménagement et le tissu résidentiel existant de part et d'autre, seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés, repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des terrains sera limitée au maximum. Des études seront réalisées pour l'implantation de bassins de rétention lorsque le projet impacte la gestion des eaux pluviales. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie type 7).	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude zone humide au moment de l'ouverture du secteur 2AU
VOL_15	SITE DES BOUQUETS	15049,62	FORT : **Occupation du sol** : prairie de fauche d'IC à tendance montagnarde **ZH** : NON **HIC** : Intermédiaire entre fauche de montagne 6520 et fauche de plaine 6510, bon état de conservation > Ne pas urbaniser	MODERE A FORT RISQUES : Aléa argile moyen / axe de ruissellement et cuvette d'accumulation NUISANCES : proximité RD986 ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Position de belvédère, site très perceptible dans le paysage	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer les biens et les personnes à un aléa argile moyen et à des inondations par ruissellement de grande importance > L'ouverture à l'urbanisation conduit à faire disparaître un habitat d'intérêt communautaire	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Par sa position de belvédère naturel, le site est perceptible depuis l'échangeur sud de la RD 986 et offre de larges vues sur la plaine et les monts du Forez, ainsi que sur le Puy de Bannière et les versants de Tourtoule. - Site très ouvert avec une bordure de haies et un bosquet à préserver, l'objectif sera d'assurer une bonne insertion dans la silhouette du bourg en conservant voire en créant des lisières. - L'ensemble de l'opération devra s'inscrire en harmonie avec l'environnement bâti et naturel présent aux abords immédiats du périmètre de l'OAP. - De même, afin de veiller à l'intégration paysagère des nouvelles constructions et de favoriser une bonne insertion des constructions, afin de limiter l'impact visuel depuis la Chaîne des Puys, il s'agira : o d'adapter les volumes des constructions à la pente naturelle du terrain ; o de limiter la hauteur des bâtiments o de limiter le plus possible les mouvements de terrain : déblais, remblais, effet de buttes. - Il s'agira par ailleurs de préserver les éléments environnementaux situés en périphérie de l'opération, ainsi que le patrimoine naturel présent. - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :** - L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :**	MODERE A FORT : Fermeture du corridor

						- Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - La voie sera couplée à un cheminement piéton. **Réduction de l'exposition aux risques et nuisances :** - Afin de réduire les nuisances sonores liées à la présence de la RD986, l'aménagement de la zone devra prendre en compte et préserver les principales caractéristiques naturelles du site, notamment sur la partie sud.	
/	ZONE 2AUR LES RIAUMES 2	28 179,37	FORT : **Occupation du sol** : Vieille châtaigneraie, pelouse naturelle d'IC, fourré **ZH** : NON **HIC** : Intermédiaire entre prairie de fauche 6510 et pelouse calcaire 6210 > Ne pas urbaniser	FAIBLE RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : Vues sur le château de Tournoel	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à faire disparaître un habitat d'intérêt communautaire	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) entre les phases d'arrêt et d'approbation REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve de réaliser une étude faune flore préalablement à l'ouverture,
/	ZONE 2AUR RUE DU CHAPELET	31 558,47	FORT : **Occupation du sol** : Pelouse de montagne, lande à genêt, pairie mégapole naturelle, prairie humide **ZH** : NON **HIC** : Pelouse acidophile de montagne 6230 (habitat prioritaire) > Eviter l'urbanisation ou limiter à une bande le long de l'urbain, éviter la zone humide (éviter pelouse)	FAIBLE A MODERE RISQUES : Aléa argiles moyen /axe de ruissellement NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à faire disparaître un habitat d'intérêt communautaire	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve de réaliser une étude faune flore préalablement à l'ouverture, d'éviter l'urbanisation de la zone humide, des pelouses et de restreindre l'urbanisation à une bande le long de l'urbain
/	ZONE 1AUL D986	43499,07	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : friches et fourrés rudéraux **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE RISQUES : / NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à faire disparaître un habitat d'intérêt communautaire	Voir éléments du règlement détaillés au chapitre 3.4.1.5	FAIBLE
VOL_17	ZONE 1AUE RUE DE LA CROIX BADIERE	13 121,53	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : Potager, verger, vignes, fourré **ZH** : NON **HIC** : NON > Réhabilitation des vergers	FAIBLE A MODERE RISQUES : Remontée de nappe NUISANCES : Présence RD986 ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE A MODERE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer des biens et personnes aux phénomènes de remontées de nappes	**Limiter l'impact sur les continuités écologique et sur le paysage :** - Les espaces de respiration entre le bâti seront à préserver pour créer des perméabilités visuelles entres les constructions sur le paysage lointain, qui peuvent également être supports de chemins piétons ou d'espaces récréatifs associés à une gestion pluviale sous forme de noues plantées (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les interfaces entre la zone d'activité et les espaces accueillant de l'habitat seront traitées notamment par la mise en place d'une frange paysagère de type haie mixte de hauteur moyenne (respect de l'intimité et des vis-à- vis) et la plantation d'arbres de petit et moyen jet (cf. cahier commun des OAP - schéma de traitement des franges paysagères). - Les franges seront suffisamment épaisses pour permettre également une gestion de l'eau pluviale et maintenir si possible les éléments végétaux d'intérêt existants tels que les arbres isolés repères dans le paysage. **Limiter l'impact sur le ruissellement et améliorer la gestion des eaux pluviales :**	FAIBLE Sous réserve de préserver les arbres existants

						- L'imperméabilisation des sols devra être maîtrisée au sein des lots afin de lutter contre les risques de ruissellement. - Il s'agira de limiter au maximum l'imperméabilisation des terrains et de récupérer les eaux pluviales à l'échelle de chaque unité foncière. **Réduction de l'impact sur les consommations énergétiques et l'impact carbone :** - Une consommation d'énergie primaire des bâtiments la plus faible possible est à privilégier : les bâtiments devront être conçus et orientés de façon à profiter au maximum des apports solaires passifs en hiver. Les jardins seront, en priorité, orientés au sud et/ou à l'ouest. - Afin de compléter le maillage, l'objectif sera de développer des liaisons douces sur l'ensemble du secteur en créant des aménagements permettant une circulation aisée et sécurisée des piétons et cycles et une bonne cohabitation entre les différents modes de déplacements (cf. cahier commun des OAP - schéma de voirie). **Réduction de l'exposition aux risques et nuisances** - Afin de réduire les nuisances sonores liées à la présence de la RD986, l'aménagement de la zone devra prendre en compte et préserver les principales caractéristiques naturelles du site.	
	ZONE 2AUR RUE DE LA ROCHE MICHEL (NORD)	11 346,79	FORT : **Occupation du sol :** Pelouse sèche acidophile ZH : NON HIC : Intermédiaire entre pelouse acidophile de montagne 6230 (habitat prioritaire) et friche trame thermophile, corridor > Ne pas urbaniser	MODERE RISQUES : Remontée de nappe / axe de ruissellement important NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FORT > L'ouverture à l'urbanisation conduit à faire disparaître un habitat d'intérêt communautaire	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) entre les phases d'arrêt et d'approbation REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE A MODERE : Sous réserve d'effectuer une étude faune-flore au moment de l'ouverture
	ZONE 2AUR RUE DE LA ROCHE MICHEL (SUD)	31 820,32	FAIBLE **Occupation du sol** : friche rudérale **ZH** : NON **HIC** : NON	FAIBLE RISQUES : Remontée de nappe (inondation de cave) NUISANCES : / ENERGIE : situation à proximité de réseaux, voirie déjà développée PAYSAGE : /	FAIBLE > L'ouverture à l'urbanisation conduit à exposer des biens et personnes aux phénomènes de remontées de nappes (inondations de caves)	> Passage en 2AUR de la zone (urbanisation à long terme) entre les phases d'arrêt et d'approbation REGLEMENT : - Une procédure d'évolution du PLUi devra être engagée pour l'ouverture de la zone à l'urbanisation (modification ou révision) - En limite de terres naturelles, agricoles ou d'espaces verts (type parcs ou jardins publics), doivent être privilégiés les haies indigènes*, en particulier celles poussant spontanément sur le site.	FAIBLE
/	ZONE Np ALLEE DES CHAMPS	3 537,60	FAIBLE A MODERE : **Occupation du sol** : culture **ZH** : NON **HIC** : NON Moins de 500m de la ZNIEFF I « Cheyres de bruvaleix » Moins de 500m de la ZNIEFF II « Chaine des Puys »	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	PASSAGE EN Np	FAIBLE
/	ZONE Np RUE DES LITTES	14 947,38	FORT : **Occupation du sol** : Prairie, pelouse de montagne, frênaie pionnière ZH : NON HIC : Intermédiaire entre prairie de fauche 6510 et	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	PASSAGE EN Np	FAIBLE

			prairie acidophile de montagne 6230 > Préservation au maximum de la prairie					
/	ZONE NL RUE DU CALVAIRE	25 273,05	MODERE A FORT : (Enjeu fort sur la partie proche du cours d'eau et le boisement ancien) **Occupation du sol** : Vieux boisement plus ou moins anthropique, vielle châtaigneraie ZH : NON HIC : NON Recoupe ZNIEFF type 1, proximité RNR, moins de 500m d'un site N2000, corridor diffus > Rien proche du cours d'eau, maintien gros bois, rien en moitié nord (vieille châtaigneraie)	Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié		Choix du basculement en N en amont de l'EE – non étudié	MAINTIEN EN NL	FAIBLE

Les OAP identifiées sur la commune permettent de répondre aux objectifs suivants :

- **VOL_1, VOL_2, VOL_3, VOL_4, VOL_5, VOL_6, VOL_7, VOL_8, VOL_10, VOL_11, VOL_12, VOL_14 :** garantir la cohérence des projets de densification sur le territoire en prévoyant notamment des formes urbaines qui visent à garantir l'équilibre du tissu urbain mais également la prise en compte du volet paysager dans les projets.
    - De la même manière que pour les zones AU, les OAP fixent des objectifs de protection du paysage et du patrimoine (préservation de vues, limitation de l'impact visuel), de préservation des continuités écologiques (espaces tampons, végétalisation), gestion alternative des eaux pluviales, précisions vis-à-vis des risques etc…

- **VOL_18 :** : garantir l'intégration paysagère et environnementale de l'UTN « Le Site du Goulet »
    - Les OAP permettent de préciser les éléments à prendre en compte dans le cadre du projet : aménagements paysagers de qualité, limitation de l'imperméabilisation des sols et terrains. Elle prévoit notamment le maintien des alignements d'arbres existants et la constitution d'un espace boisé ou de respiration.

Globalement, sur les 146 parcelles étudiées, l'évolution du niveau d'incidence est le suivant :

	PARCELLES		
	NIVEAU D'INCIDENCE INITIAL	**NIVEAU D'INCIDENCE FINAL**	**EVOLUTION**
FAIBLE	1,5 % (2 parcelles)	**75%** **(109 parcelles)**	**+ 5 350 %**
FAIBLE A MODERE	21,2 % (31 parcelles)	**18 %** **(27 parcelles)**	**- 13 %**
MODERE	41 % (61 parcelles)	**3 %** **(5 parcelles)**	**- 91 %**
MODERE A FORT	12,3 % (17 parcelles)	**3 %** **(4 parcelles)**	**- 76%**
FORT	18,5 % (27 parcelles)	**1 %** **(1 parcelles)**	**- 96 %**
NON DETERMINE	5,5 % (8 parcelles)	**0 %** **(0 parcelles)**	**- 100%**

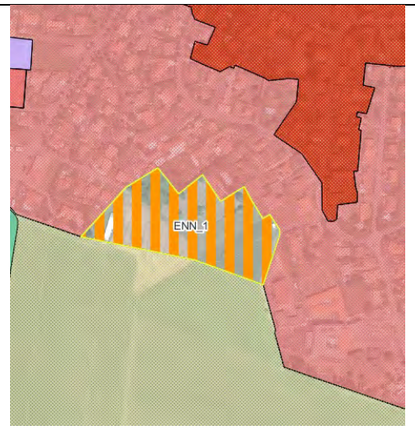
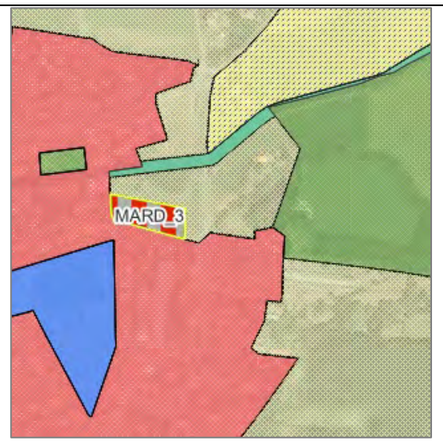
La mise en place des mesures a permis de passer de 22,5% de parcelles non dommageables pour l'environnement (incidences faibles et faibles à modérées) à 93 % de parcelles non dommageables pour l'environnement.

Cette évolution s'explique par une forte diminution de la part des parcelles ayant une incidence forte (réduction de 96%), modérée à forte (réduction de 70%) ou modérée (réduction de 91%) et une augmentation en conséquence du nombre de parcelles présentant une incidence faible.

ZOOM SUR LES INCIDENCES DE NIVEAU MODERE :

Concernant les parcelles présentant un niveau d'incidence modéré, 5 zones ont pu être identifiées.

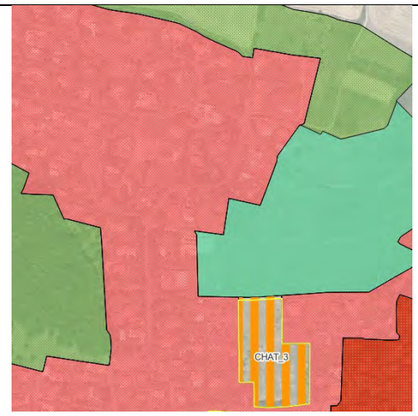
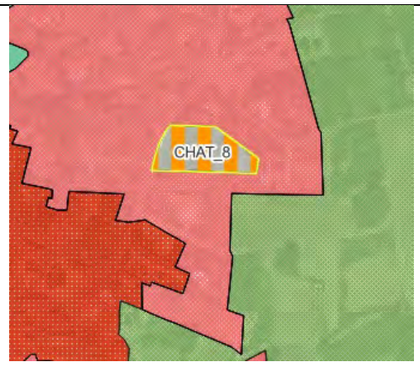
En ce qui concerne les secteurs suivants :

Rue des Bordets à Ennezat (OAP ENN_1),	
Rue Henri Pourrat à Les Martres-d'Artières (OAP MARD_3),	

L'urbanisation prévue impacte des prairies d'intérêts communautaires globalement en état moyen.

➔ Il faut viser à favoriser davantage le maintien des prairies et mettre en place des mesures d'accompagnements telles que :

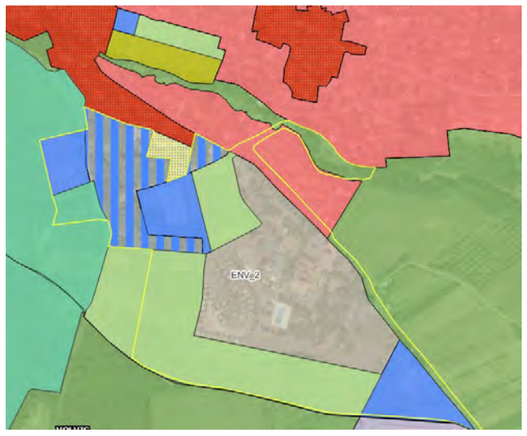
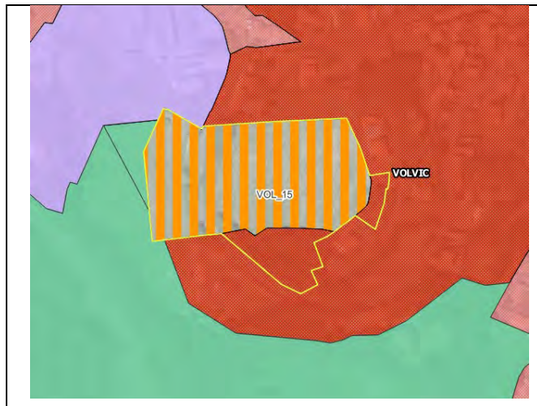
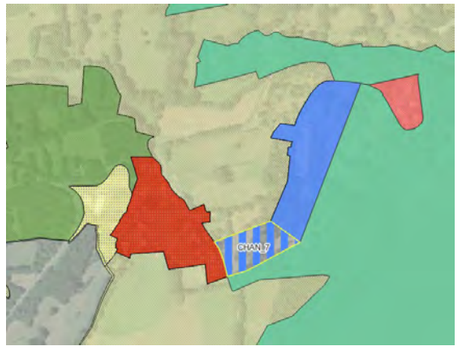
- La mise en place d'aménagements paysagers d'accompagnement du projet permettant le maintien des prairies.
- La sensibilisation des habitants à l'intérêt du maintien de la pelouse naturelle ;
- La sensibilisation des services à une gestion de la prairie par du fauchage ;

Rue des Varennes 1 à Châtel-Guyon (OAP CHAT_3)	
Route de Prompsat 2 à Châtel-Guyon (OAP CHAT_8),	
Avenue de la gare à Ennezat (OAP ENN_4)	

➔ Pour ces 3 secteurs, le niveau d'incidence est modéré considérant l'absence d'étude zone humide avant ouverture à l'urbanisation. Afin de souligner l'importance de la réalisation de cette étude avant l'ouverture de la zone à l'urbanisation, si la présence de zone humide est avérée, il faudra envisager un reclassement en N ou en A de la zone.

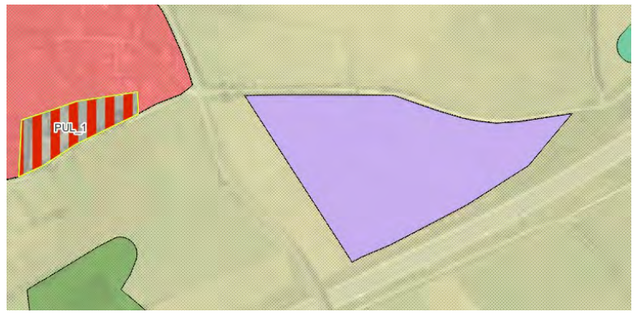
ZOOM SUR LES INCIDENCES DE NIVEAU MODERE A FORT :

Concernant les parcelles présentant un niveau d'incidence modéré à fort, 4 zones ont pu être identifiées.

- **Avenue de la libération à Enval (ENV_1)**	La zone AU a fait l'objet d'une caractérisation zone humide lors du passage de l'écologue au mois d'avril. Par la suite, étant donné la volonté de maintenir la zone à l'urbanisation une seconde étude a été réalisée afin de préciser la délimitation déterminer la fonctionnalité de celle-ci. Cette seconde étude a permis de distinguer et délimiter deux zones humides : la zone humide (superficie 2000m²) impactée par l'ouverture à l'urbanisation présente un niveau de fonctionnalité modéré à faible et est sous influence anthropique (activité agricole). ➔ Les préconisations de mettre en inconstructible la zone ont été suivies, des dispositions ont été prises en matière de gestion des eaux pluviales afin de garantir une gestion alternative. Le niveau d'incidence a donc été revu à la baisse et est considéré comme faible à modéré.
- **Zone 1AUE, Rue de Chatel à Enval** 	Ce secteur est situé à proximité immédiate de ZNIEFF et ENS et est impacté par un axe de ruissellement. La constructibilité y est limitée compte tenu de la vocation d'équipement du site. Néanmoins, compte tenu de la proximité du site avec des espaces remarquables il est nécessaire, avant l'ouverture de la zone, de : ➔ Réaliser une étude faune-flore afin de préciser le niveau d'enjeu écologique de la zone ; ➔ Préciser la manière dont le ruissellement impacte le site. ➔ Ce secteur a fait l'objet d'une réduction de superficie entre les phases d'arrêt et d'approbation.
- **Site des Bouquets à Volvic (VOL_15)**	Cette zone AU présente un habitat d'intérêt communautaire en bon état et a une position intéressante au sein d'un corridor. La mise en œuvre des principes de l'OAP (conservation d'un secteur non urbanisé au sud, maintien de la perméabilité des espaces urbanisés) et du règlement (maintien d'espaces de pleine terre) permet de préserver une partie de cet habitat d'intérêt communautaire. ➔ Il faut favoriser davantage le maintien des prairies et mettre en place des mesures d'accompagnements telles que : o La mise en place d'aménagements paysagers d'accompagnement du projet permettant le maintien des prairies. o La sensibilisation des habitants à l'intérêt du maintien de la pelouse naturelle ; o La sensibilisation des services à une gestion de la prairie par du fauchage ;
	
- **Riaumes 2 à Volvic (VOL_16)**	➔ Cette zone a basculé en 2AUR entre la phase d'arrêt et d'approbation, ce qui induit une diminution de l'incidence (FAIBLE A MODERE)
- **La zone 1AUAi D446, à Riom (RIO_9)** 	Il s'agit d'un secteur prévu pour la création du futur parc de développement stratégique (en remplacement des 35ha prévus dans la plaine de Limagne). Il s'agit d'une zone potentiellement humide identifiée dans le SAGE. Il est donc nécessaire de : ➔ Réaliser une étude zone humide
- **Zone 1AUE Rue des Sagnes à Chanat-la-Mouteyre (CHAN_7)** 	La zone AU a fait l'objet d'une caractérisation en tant que zone humide lors du passage de l'écologue au mois d'avril. Sur le site, le projet consiste en une extension du terrain de foot. En raison du caractère humide de la zone, et bien que le projet ne prévoie pas d'imperméabiliser les sols il est nécessaire de : ➔ Réaliser une étude de délimitation et de définition de la fonctionnalité de la zone humide préalablement à toute action sur le site.

ZOOM SUR LES INCIDENCES DE NIVEAU FORT :

Il existe un secteur concerné par une incidence forte :

- **La zone UAa, proche de la Transeuropéenne à Pulvérières** 	Initialement maintenue en AU comme dans le précédent PLU, cette zone a été basculée en UAi après le passage écologue et compte tenu du fait que cette zone est en cours d'urbanisation (permis délivré et travaux en cours de réalisation en 2022). Néanmoins, la zone présente un habitat d'intérêt communautaire (prairie de fauche de montagne). ➔ Il est nécessaire de réaliser une étude faune-flore afin de définir l'incidence du projet de manière plus précise. ➔ L'OAP du PLUi actuel prévoit la création d'espaces paysagers de grande ampleur, ces espaces paysagers devrait faire l'objet d'une intervention minimale afin de préserver autant que possible la prairie de fauche.
- **La zone 1AUE, Avenue des Volcans à Chanat-la-Mouteyre**	➔ Cette zone a basculé en NL (naturel loisir) entre la phase d'arrêt et d'approbation, ce qui induit une diminution de l'incidence (FAIBLE)

D'autres impacts négatifs sont à prévoir sur la qualité de l'eau, la qualité de l'air et les consommations d'énergie qui sont à relativiser au vu de la politique d'aménagement (objectifs et orientations du PADD).

Des études spécifiques (dossiers « Loi sur l'Eau », études d'impact, études géotechniques …) seront réalisées avant l'urbanisation de ces secteurs et permettront d'approfondir l'état initial qui a été réalisé dans le cadre du PLUi, ainsi que les mesures de suppression, réduction, compensation à appliquer.

3.5 Synthèse des incidences résiduelles cumulées positives et négatives

Visant un bilan le plus favorable possible, le projet de PLUi de RLV a cherché à préserver (mesures d'évitement et de réduction) et à valoriser l'environnement (incidences positives) sur l'ensemble du territoire pour pallier les incidences prévisibles négatives du projet.

Malgré cela, les incidences résiduelles sont encore présentes et concernent principalement :

- les enjeux liés à l'eau (zones inondables, ressource en eau, zones humides) ;
- la consommation de milieux agricoles et naturels ;
- le fonctionnement écologique ;
- les émissions de GES ;
- l'ouverture de zones économiques.

Ainsi, ce chapitre se propose d'exposer de façon plus précise les conséquences éventuelles de l'adoption du PLUi sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement (hors zones Natura 2000 qui font l'objet du chapitre suivant) en complément des éléments apportés dans l'analyse thématique synthétique présentée sous la forme de tableaux.

Certains secteurs, du fait de leur sensibilité environnementale, ont été identifiés en amont de l'élaboration du projet comme étant susceptibles d'être plus impactés que d'autres par la mise en œuvre du plan. Ces zones à enjeux majeurs, jouant un rôle dans la préservation de la ressource sol, dans le fonctionnement hydraulique et dans le fonctionnement écologique, ont été retenues pour l'analyse des incidences résiduelles cumulées positives et négatives.

ZONE INONDABLE	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Le projet induit, dans les secteurs concernés par un aléa inondation, l'urbanisation future : - d'un secteur marchand (Riom Sud) à Riom situé pour partie : o en aléa fort (0,031ha) o en aléa faible (0,5ha) - d'une zone d'habitat (OAP MEN_2 Bourrassol) à Ménétrol situé en aléa moyen (2,04ha) - d'une zone d'habitat (OAP MOZ_3 Saint Martin – phase 2) à Mozac situé : o en aléa fort (0,19ha – 55% de la surface constructible de la zone) o En aléa faible à moyen (0,1ha– 33% de la surface constructible de la zone) - d'une zone d'habitat (MOZ_1 Rue de planche Maniot) à Mozac situé : o en aléa faible à moyen (0,08ha – 15% de la surface constructible de la zone) - d'une zone d'habitat (RIO_8 Argentière) à Riom concernée par : o un aléa faible (0,15ha – 9% de la surface constructible de la zone) - d'une zone d'habitat (RIO_1 Pré Madame) à Riom concernée par :	Le risque inondation est pris en charge par la préservation en zone agricole ou naturelle globalement inconstructible de 425,8 ha de zones inondables classées en aléa fort, soit 76% des secteurs d'aléa fort inondation identifiés. La gestion alternative des eaux pluviales à l'échelle du territoire permet la réduction des phénomènes de ruissellement ou de débordements de réseaux. La prise en compte du PPRNPi et la déclinaison de principes de résiliences et d'exigences en termes de constructibilité dans l'OAP Changement Climatique permettent d'intégrer pleinement le risque inondation. Des simulations de crues, basées sur le modèle utilisé lors de l'élaboration du PPRNPi ont été réalisées afin d'orienter les choix de développement.

o un aléa faible à moyen (0,1ha – 3% de la surface constructible de la zone) Plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation à long terme (2AU) sont également situées en zone inondable : - Secteur avenue Jean moulin à Mozac (aléa fort, moyen, moyen à faible et faible – 0,7ha) - Secteur rue du moulin d'eau à Riom (aléa moyen à faible et faible – 0,06ha) Par ailleurs, plusieurs zones d'activités sont également situées dans des zones inondables : - Secteur Riom Sud (RIO_7) à Ménétrol : o aléa moyen à faible - 2,6 ha - Secteur D446 (RIO_9) à Riom : o aléa fort, moyen, moyen à faible – 3,87ha Globalement, sur l'ensemble des secteurs ouverts à l'urbanisation environ 10ha sont situés en zone inondable.	
> Entre les phases d'arrêt et d'approbation : - Suppression partielle d'une parcelle à Ménétrol (MEN_1) située en zone inondable (0,08ha) ; - Suppression partielle d'une parcelle aux Martres-sur-Morge (MARM_1) située en zone inondable (aléa fort) avec classement en N ; - Suppression de 2 parcelles 2AU à Entraigues situées en aléa faible à moyen (0,21ha) avec classement en N	

RESSOURCE EN EAU POTABLE	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Le développement du territoire prévu par le PLUi induit une consommation foncière résiduelle au sein du périmètre de protection éloignée : - Du captage de Louchadière à hauteur de 0,3 ha d'extension à vocation de logements, ce qui représente 0,06 % de la surface du périmètre de protection. - Du forage de Moulet Marcenat à hauteur de 2,81ha d'extension à long terme (2AU) à vocation de logements ce qui représente 1,78% de la surface du périmètre de protection. A l'échelle de la communauté d'agglomération, cette ouverture à long terme concerne 0,17% de la surface des périmètres de protection éloignée. A noter par ailleurs que le règlement permet une constructibilité limitée et encadrée (notamment au regard de la réglementation des captages d'eau potable) dans les	La pression sur la ressource en eau potable est réduite à travers le zonage en zone naturelle protégée (Np) ou agricole protégée (Ap) de 99,7% de la surface des périmètres de protection rapprochée et de 99,8% de la surface des périmètres de protection éloignée. Le règlement du PLUi protège par ailleurs la trame hydraulique et son cortège végétal, encourage la plantation de haies en plaine de Limagne ce qui participe à la préservation de la ressource en eau. Sur la commune de Charbonnières-les-Varennes, située sur l'impluvium de Volvic, des emplacements sont réservés afin d'assurer la mise en place de station d'épuration ou de mini station d'épuration de manière à assurer le traitement des eaux usées et préserver la ressource en eau potable.

périmètres de protection à travers l'existence de secteurs de zones constructibles urbaines (U) à hauteur de 87ha, soit 4,86% de leur surface totale. Par ailleurs 1,17 ha de zones constructibles urbaines (U) sont classés en périmètre de protection rapprochée, soit près de 0,27% de la surface totale de ces périmètres : - Un secteur UCb (1,13ha) au sein du captage du goulet de Volvic - Un secteur UG (0,04ha) au sein du captage du puits de Peschadoires à Saint-Ours-les-Roches	Par ailleurs, la constitution de systèmes de gestion alternative des eaux pluviales et de bassins d'orage permet de limiter les surcharges de réseaux et les déversements sans traitement au milieu.
> Entre les phases d'arrêt et d'approbation, la surface dédiée à l'urbanisation au sein du périmètre éloigné du captage de Louchadière a été réduit de 1,28 ha à 0,3ha soit une réduction de près de 75%. Au final, la superficie impactée au sein du captage passe de 0,26% à 0,06%.	

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Le projet prévoit : - L'ouverture à l'urbanisation de 52 logements dans la commune de Saint-Laure et 65 logements sur la commune de Pulvérières pour lesquelles les stations d'épuration sont actuellement en surcharge	Des espaces réservés ont été définis de manière à : - Envisager le déploiement de réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales (Châtel-Guyon Hameau du Bournet) - Création d'un emplacement réservé à Saint-Laure pour l'agrandissement de la station d'épuration dont le dossier est déjà en cours de réalisation (étude de faisabilité de réutilisation des lagunes réalisée en 2022 et début des travaux d'agrandissement envisagés fin 2023). - Prévoir la création et la restructuration de stations d'épuration sur le territoire, notamment dans les secteurs concernés par de l'assainissement non collectif ou des problématiques de surcharge des stations (Charbonnières-les-Varennes, Saint-Ours-les-Roches, Saint-Laure (en cours), Pulvérières).

ZONES HUMIDES	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives

Le projet de PLUi permet l'ouverture à l'urbanisation : - De la zone AU avenue de la Libération à Enval concernée par une zone humide avérée à fonctionnalité réduite de 2000m² o Néanmoins, la réalisation d'une étude spécifique sur cette zone au cours de l'élaboration du PLUi a permis de préciser, dans l'OAP, la localisation précise des secteurs concernés par la zone humide et d'indiquer que le projet développé ne doit pas s'implanter au sein des zones humides. - De la zone AUE située Rue des Sagnes à Chanat-la Mouteyre ; En matière de zones humides, qui participent à la préservation de la ressource en eau via leurs fonctions d'éponge et de filtre, 117 ha de zones à dominante humide (selon SDAGE) sont situés au sein d'un zonage U soit 0,59 % de la surface totale inventoriée (19 659 ha – 196km²) sur le territoire intercommunal.	Le projet de PLUi a permis de préciser, pour l'ensemble des secteurs ouverts à l'urbanisation (zones AU) le caractère humide ou non du secteur. 98,5% des zones à dominante humide sont classés en zonage A ou N (744,95ha) ou UJ (1,45ha), au sein desquels la constructibilité est très limitée et les possibilités de développement sont très limitées. La mise en valeur des zones humides est également envisagée comme à Chanat-la-Mouteyre où une zone humide fait l'objet d'une OAP. Par ailleurs, les secteurs les plus sensibles ont fait l'objet d'études de précisions comme pour l'avenue de la Libération à Enval.

MILIEUX AGRICOLES	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Le développement du territoire prévu par le PLUi induit une consommation foncière directe résiduelle au sein des terres agricoles à travers les extensions qui concernent 9,38 ha de terres agricoles : - 28,9ha à court/moyen terme à vocation mixte et d'habitat 1AU o La majorité de cette consommation est due au projet du PEER à Riom (RIO_5) qui représente 27ha pour l'implantation d'un parc d'entreprises. - 1 ha à moyen/long terme en 2AU.	En parallèle, la pression directe sur les terres agricoles est réduite à travers leur préservation en zonage dont la constructibilité est encadrée Ac, Acl et Acp qui représente 8% du territoire. Un zonage spécifique Ap a été défini sur près de 20 900 ha (51% du territoire) de manière à préserver ces terres agricoles de toute artificialisation.

TRAMES VERTE ET BLEUE ET FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Localement, certains projets de développement sont localisés en lisière de réservoirs régionaux ou locaux (forestiers, humides).	Globalement, 29,5% du territoire est protégé par un zonage N et 53% du territoire est concerné par un zonage agricole protégé dans lequel la constructibilité est très limitée ce qui

Le développement du territoire prévu par le PLUi induit une consommation résiduelle de milieux boisés, humides ou secs.	permet le maintien d'espaces naturels et agricoles. Ce qui représente près de 80% du territoire La totalité des réservoirs de biodiversité d'échelle locale et régionale (dont les sites Natura 2000) est préservée par un zonage contraignant en matière de constructibilité et un règlement adapté, de même que les réservoirs locaux (milieux à fort enjeux et noyaux d'habitats remarquables mis en lumière par l'étude naturaliste). La trame verte et bleue identifiée sur le territoire est préservée et valorisée par de multiples outils (zonage N et A et leurs déclinaisons [NL, Np, NJ, NR / Ac, Acl, Ap, Acp], trames graphiques, marge de recul…) : - Des corridors locaux préservés par un zonage inconstructible, des OAP et un recul inconstructible vis-à-vis de la trame hydraulique ; - La préservation d'éléments boisés et arborés relais sur l'ensemble du territoire préservés y compris en milieu urbain grâce à un zonage N ou un classement au titre de l'article L. 151-23 ; - La mise à distance des cours d'eau. Le fonctionnement écologique global est amélioré par la préservation et l'augmentation du végétal, notamment en milieu urbain dans les zones à urbaniser ou à réaménager. Un travail mené sur les franges entre les zones à urbaniser et les espaces agricoles ou naturels permet de réduire la fragmentation des espaces. Le renforcement du maillage de haies en plaine de Limagne permet d'améliorer qualitativement la trame verte dans ce secteur. La trame noire est également prise en compte au travers des OAP paysage et changement climatique.

EMISSIONS DE GES	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
Le développement de l'habitat et des zones économiques du territoire engendre des besoins supplémentaires en termes	D'une manière globale, le PLUi encourage le développement des mobilités alternatives en donnant une place plus importante aux mobilités actives sur le territoire. Des

de déplacements, de chauffage et de consommation énergétique.	espaces réservés permettent le développement de nouvelles pistes cyclables et mobilités douces. Par ailleurs, la mixité est favorisée ce qui permet de réduire les besoins de déplacements. Par exemple, l'ORT à Riom conduit à améliorer l'offre commerciale en centre-ville. Et les OAP au niveau des gares de Riom et de Pontmort permettent de renforcer la densité dans ces secteurs stratégiques. La réhabilitation du bâti existant est encouragée sur l'ensemble du territoire, ce qui va amener à une évolution et une amélioration du parc de logements du point de vue des consommations et des émissions de GES.

ZONES ECONOMIQUES	
Incidences cumulées négatives	Incidences cumulées positives
La consommation foncière liée au développement des zones d'activités économiques représente 83 ha répartis comme suit : - 63 ha de zones 1AU - 20 ha de zones 2AU	Le PLUi a permis l'optimisation du foncier des zones d'activités économiques en proposant notamment un projet qui a permis une réduction de l'enveloppe dédiée au développement économique (83ha) par rapport à ce qui est prévu dans le SCoT (99,7ha). Soit une optimisation de près de 16,7 ha.

3.6 Conclusion de l'évaluation des incidences

L'évaluation des incidences du PLUi est à mettre en lien avec la très grande sensibilité environnementale du territoire et les enjeux de développement pour accueillir logements, activités et équipements.

Globalement, le PLUi a mobilisé l'ensemble des outils de son champ de compétence pour assurer le développement de son territoire avec un bilan global positif sur l'environnement :

- Au regard des besoins en logements et en surfaces économiques identifiés, l'étalement urbain est maîtrisé et le foncier est optimisé à l'échelle du PLUi ;
- Les enjeux écologiques et paysagers régionaux et locaux sont intégrés ;
- Le fonctionnement écologique du territoire local et global est amélioré, ainsi que les potentialités d'accueil de la biodiversité dans et au dehors du tissu urbain, les enjeux liés aux risques naturels sont pris en compte par le plan ;
- Des efforts notables sont opérés pour adapter le développement urbain au changement climatique, à la recherche d'efficacité énergétique et à la réduction des émissions de GES.

La persistance d'incidences résiduelles négatives est liée à la nature du plan. Il est à rappeler que des études seront potentiellement nécessaires à l'échelle de certains projets afin d'en préciser les incidences et les mesures complémentaires. A son échelle, le processus d'évaluation environnementale du PLUi a permis d'intégrer les enjeux environnementaux au fur et à mesure de l'élaboration du projet en privilégiant les mesures d'évitement et de réduction des incidences.

L'analyse des incidences cumulées positives et négatives du projet final permet de conclure au maintien d'incidence du PLUi sur l'environnement. Ces incidences devront être levées en phase opérationnelle par des études supplémentaires (étude d'incidence, caractérisation zone humide).

4 INCIDENCES DU PLUI SUR LES SECTEURS NATURA 2000

Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble cohérent de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Il est composé de Zone de Protection Spéciale (ZPS) d'après la directive oiseaux et de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) d'après la directive Habitats Faune Flore.

La directive oiseaux

La Directive 2009/147/CE dite Directive Oiseaux du 30 novembre 2009 promeut la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen. Elle remplace la première Directive Oiseaux 79/409/CEE du 2 avril 1979 qui avait le même objet.

Par la mise en place de zones de protection spéciale, importantes pour la protection et la gestion des oiseaux, la directive Oiseaux consacre également la notion de réseau écologique, en tenant compte des mouvements migratoires des oiseaux pour leur protection et de la nécessité d'un travail transfrontalier.

La directive habitats

La directive Habitats Faune Flore 92/43/CEE concerne la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune (biologie) et de la flore sauvage. Il s'agit d'une mesure prise par l'Union Européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces de faune et de flore à valeur patrimoniale que comportent ses États membres, dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles. La directive désigne pour cela des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) qui participent à la préservation d'un ou plusieurs habitats d'intérêt communautaire et d'une ou plusieurs espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire et/ou contribue de manière significative à maintenir une biodiversité élevée dans la région biogéographique considérée. Ces sites sont ensuite désignés Zones Spéciales de Conservation (ZSC) par arrêtés ministériels. Dès lors, les États membres doivent empêcher, par des mesures contractuelles, réglementaires ou administratives appropriées, la détérioration des habitats naturels et des habitats des espèces présents sur ces sites.

Le projet de PLUi de Riom Limagne et Volcans par rapport aux sites Natura 2000

	Identifiant du secteur Natura 2000
Sur le territoire de RLV	• La ZSC/SIC « FR8301037 – Marais Salé de Saint-Beauzire » au niveau du Biopôle de Saint-Beauzire • La ZSC/SIC « FR8302013 – Gîtes de la Sioule » • La ZSC/SIC « FR8301052 – Chaîne des Puys » • La ZSC/SIC « FR8301036 – Vallées et coteaux thermophiles au Nord de Clermont-Ferrand » • La ZSC/SIC « FR8301038 – Val d'Allier – Alagnon »
Dans un rayon de 20 km	• La ZSC/SIC FR8301032 – Zones alluviales de la confluence Dore-Allier • La ZPS FR8312013 – Val d'allier Saint Yorre-Joze • La ZPS FR8312003 et la ZSC FR8301034 – Gorges de la Sioule • La ZPS FR8312011 Pays des Couzes

Présentation des sites Natura 2000 sur le territoire de Riom Limagne et Volcans et incidences potentielles associées

(Source : Site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel / DOCOBs)

Pour chacun des secteurs identifiés sur le territoire, il est nécessaire de faire une analyse visant à étudier la manière dont le plan risque impacter le secteur. Aussi, la partie suivante présentera, pour chacun des secteurs Natura 2000 :

➔ La carte d'identité du site

- Il s'agit de mettre en avant les spécificités de celui-ci : une présentation de celui-ci, les éléments de vulnérabilité, les objectifs de développement durable déclinés dans le DOCOB et les habitats et espèces ayant conduits à son classement

➔ Les incidences potentielles associées au projet de PLUi :

- L'analyse des incidences sur les sites Natura 2000 s'attache aux « effets significatifs sur le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces » (article L.414-1 du Code de l'environnement).

➔ Les secteurs de développement situés à proximité du site :

- Les secteurs de développement (zones AU) recensés à proximité du site ont été identifiés. Afin d'anticiper et de préciser les éventuelles incidences sur le réseau Natura 2000 mais également sur les autres zones d'intérêts des investigations de terrain ont été réalisées dans les différents secteurs de développement urbain potentiel étudiés dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Ces investigations ont permis d'améliorer les connaissances sur chaque secteur en termes de milieux et de potentiel de biodiversité et de fonctionnement écologique. Les résultats font l'objet d'une cartographie et d'un tableau recensant les habitats communautaires identifiés à proximité du site.

➔ Les mesures proposées pour éviter, réduire, compenser les dommages

➔ Les incidences résiduelles

Méthode d'analyse des incidences Natura 2000 :

Les incidences ont été établies de la manière suivante :

1. Sur la base des données issues des Documents d'Objectifs (DOCOB) et des fiches d'analyse des incidences NATURA 2000 du CEN Auvergne il a été établi les points de vulnérabilité de la ZPS ou de la ZSC. Puis, pour chacun des éléments de « vulnérabilité » des sites il a été établi l'effet potentiel du PLUi. Cet effet potentiel a été classé de la manière suivante :

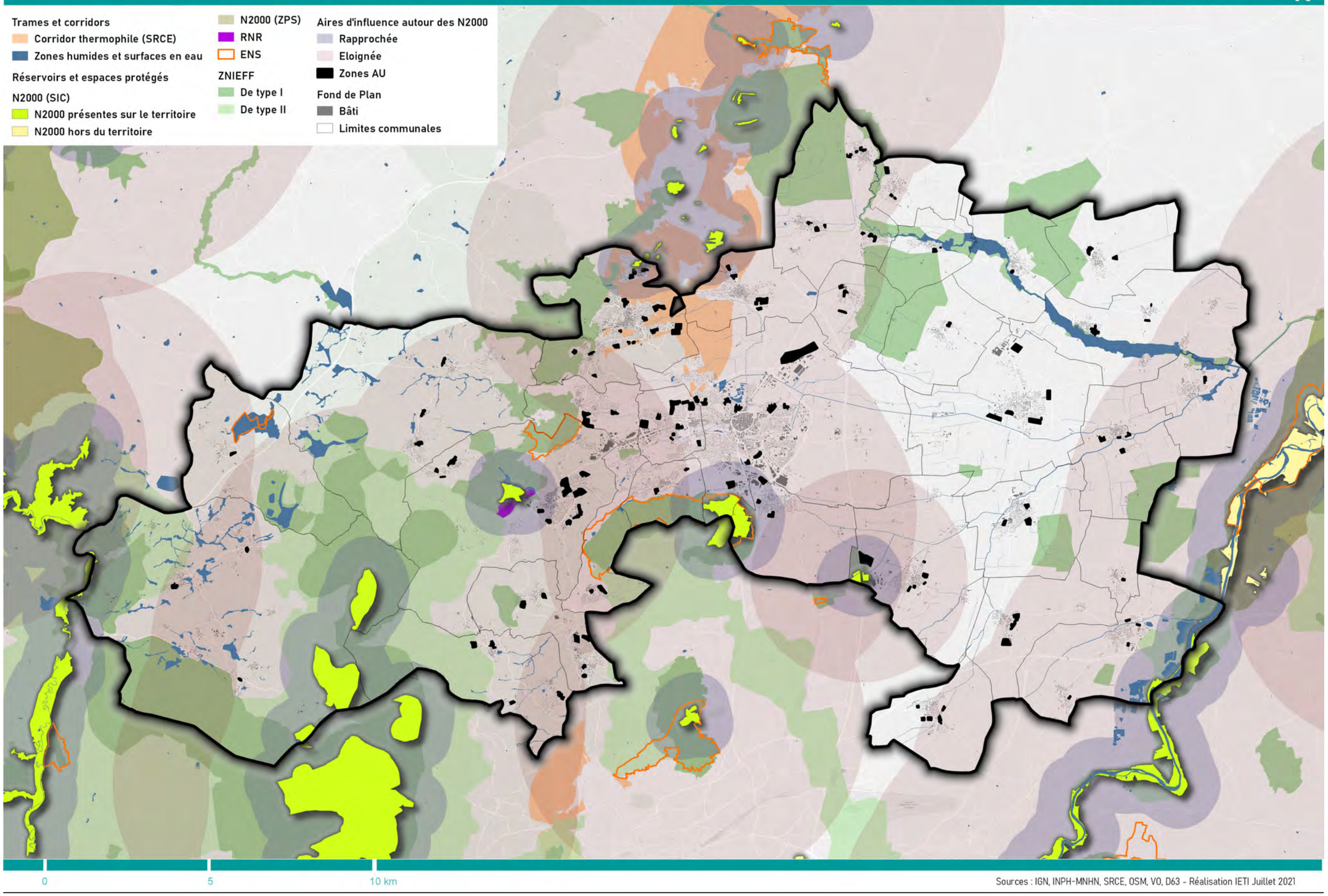
Très négatif	Négatif	Neutre	Positif	Très positif
↘↘	↘	→	↗	↗↗

2. Dans un second temps, le niveau d'incidence globale du PLUi sur la zone Natura 2000 a été établi en prenant en compte :
   - Les effets potentiels du PLUi sur l'intégrité de la zone Natura 20000 ;
   - L'importance du développement urbain ou de la densification urbaine dans un rayon de 1 et 5 km à la zone concernée ;
   - Le degré de fragilité de la zone Natura 2000 ou des continuités lorsqu'il s'agit de secteurs distants.

3. Pour chaque incidence très négative et négative, il a été détaillé les mesures prises dans les différentes pièces du PLUi (PADD, OAP) afin d'éviter et réduire les incidences. Des mesures supplémentaires ont par ailleurs été indiquées afin d'atteindre, à minima, un effet potentiel neutre sur le site Natura 2000.

Dans une perspective de travail itératif, les secteurs les plus sensibles ont fait l'objet d'alertes auprès de la maîtrise d'ouvrage, en amont des premiers arbitrages sur les zones AU.

LOCALISATION DES ZONES AU PAR RAPPORT AUX CONTINUITES ECOLOGIQUES, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000



Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, V0, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

Incidences globales du PLUi Riom Limagne et Volcans sur les sites Natura 2000 du territoire :

Le territoire de Riom Limagne et Volcans est concerné par plusieurs zones Natura 2000 et bénéficie de nombreux espaces à enjeux du point de vue environnemental (ENS, Réserve Naturelle Régionale, ZNIEFF, corridors SRADDET) …

Il est donc nécessaire, afin d'avoir une prise en compte effective et efficace des enjeux liés à la biodiversité de conserver une vision large et systémique des incidences.

Ainsi, il s'agit notamment de traiter l'ensemble des zones à urbaniser non pas séparément les unes des autres mais en tenant compte de leurs interactions potentielles. Par exemple, la concentration de zones AU au niveau de la faille de la Limagne constitue un facteur aggravant le risque de fermeture des corridors ou de perte de fonctionnalité des Natura 2000.

Lors de la réalisation de l'étude des incidences Natura 2000 il est apparu que de nombreuses incidences potentielles de la mise en œuvre du projet de développement sur le territoire étaient communes à l'ensemble des sites Natura 2000 qu'ils soient situés sur le territoire ou à proximité. Dans un souci de lisibilité et afin d'éviter la redondance celles-ci ont été compilées dans cette partie.

	MENACES POTENTIELLES	INCIDENCES POTENTIELLES DU PLUI	MESURES PRISES DANS LE PLUi
Globales (habitats – espèces)	Augmentation de la pression d'urbanisation – Rupture des continuités écologiques et fragmentation de l'habitat	↘↘ Ouverture de zones à l'urbanisation : • Ouverture de nouveaux secteurs (AU) • Densification des espaces urbains	*PLUi :* - Limiter l'urbanisation sur la base de limites physiques existantes - Travailler les franges urbaines de manière à assurer une transition plus douce entre les espaces urbains et les espaces naturels et agricoles
	Détérioration de la qualité et modification de la quantité d'eau du réseau hydrographique	↘↘ Augmentation indirecte de la pression sur la ressource en eau : • Augmentation des prélèvements d'eau • Augmentation des surfaces imperméabilisées • Accroissement des volumes d'eaux usées à traiter et donc de potentiels rejets supplémentaires dans le réseau hydrographique	*PLUi :* - Favoriser le cycle naturel de l'eau : o maintien des zones humides, o préservation des axes d'écoulement et d'alimentation des zones humides, o limitation des surfaces imperméabilisées - Préserver les haies, entretenir les ripisylves - Mise en place d'une zone tampon autour des cours d'eau - Permettre dans les espaces agricoles la mise en place de solutions de rétention et de stockage des eaux pluviales - Urbaniser en cohérence avec le niveau de desserte et le potentiel de traitement des infrastructures - Réserver des emplacements pour l'implantation de STEP *MESURES PRECONISEES* - Renforcer la conformité de l'assainissement non collectif sur le territoire
	Aménagements sur le cours d'eau : mise en culture des berges, remblais et canalisations des sources d'alimentation en eau, boisements créant de l'ombrage – Piétinement des berges	PLUi n'est pas l'outil le plus adapté pour les aménagements sur le cours d'eau	*PLUi :* - Mise en place d'une zone tampon autour des cours d'eau - Traitement végétalisé des berges - Maintien de l'ouverture des berges
	Introduction et colonisation par des espèces invasives	↘ Augmentation des chantiers et du risque d'importation d'espèces invasives	*PLUi :* - Valorisation des essences locales non invasives dans les aménagement paysagers - Mettre en œuvre un guide des bonnes pratiques de chantier, par exemple une charte Chantier Vert sur les opérations immobilières - Sensibiliser la population aux impacts des espèces invasives
	Augmentation de la fréquentation et surfréquentation	↘ Amélioration de l'offre touristique et hausse de la fréquentation	*PLUi :* - Définir des zones à vocation touristique pour encadrer et accompagner le développement du tourisme

	Pression agricole (déprise, exploitation intensive, fertilisation)	→ Accompagnement à la transformation des pratiques agricoles / favorisation des haies	
	Enfrichement des landes – Fermeture des milieux ouverts par emboisement • Non concernés : o Marais Salé de Saint Beauzire	↗ Promotion des pratiques extensives et préservation des activités agricoles	
	Drainage et retournement des sols – Assèchement des zones humides • Non concernés : o Marais Salé de Saint Beauzire	↗ Maintien des zones humides	*PLUi :* - Interdiction des mouvements de terre dans les zones humides en A et en U - Préservation globale des zones humides
	Surexploitation des ressources (bois, sols)	↗ Préservation des espaces agricoles et forestiers	
Spécifiques (espèces)	Condamnation des gîtes d'hibernation et de mise bas (chauve-souris) • Non concernés : o Marais Salé de Saint Beauzire	↘ Mutation possible des anciens bâtiments agricoles à des fins touristiques	*PLUi :* - Réhabiliter en priorité les granges qui n'abritent pas de colonies de chauve-souris - Conserver les abris potentiels pour les chauve-souris (murets de pierre, vieux bois, les arbres à cavités) (inscription en EBC, sanctuarisation d'îlots de senescences dans les bois) *MESURES PRECONISEES* - Réaliser les travaux hors des périodes d'hibernation et de mise bas (hors PLUi)
	Dérangement par la lumière (chauve-souris) • Non concernés : o Marais Salé de Saint Beauzire	↘ Augmentation des besoins en matière d'éclairage urbain	*PLUi :* -Encourager l'extinction des communes et des zones d'activités en période nocturne - Rénover le parc d'éclairage avec les principes suivants : o Minuteur ou système de déclenchement automatique ; o Éclairage au sodium à basse pression ou avec des LED ambrée à spectre étroit ; o Orientation des réflecteurs vers le sol, en aucun cas vers le haut ; o L'abat-jour doit être total ; le verre protecteur plat et non éblouissant ; o Moins de 5 % de l'émission lumineuse doit se trouver au-dessus de l'horizontale ; - Minimiser les éclairages inutiles, notamment en bordure de parc, à proximité des cours d'eau et des vieux bâtiments
	Création de route (loutre)	↘ Augmentation des besoins en infrastructures et augmentation de la fréquence de passage sur les routes	*PLUi :* - Eviter d'implanter des infrastructures de transport à proximité des cours d'eau - Développer les modes de transport alternatifs à la voiture individuelle *MESURES PRECONISEES* - Envisager dans les secteurs les plus sensibles de mettre en place des passages à faune en prévoyant les possibilités en termes d'espace nécessaire pour cela

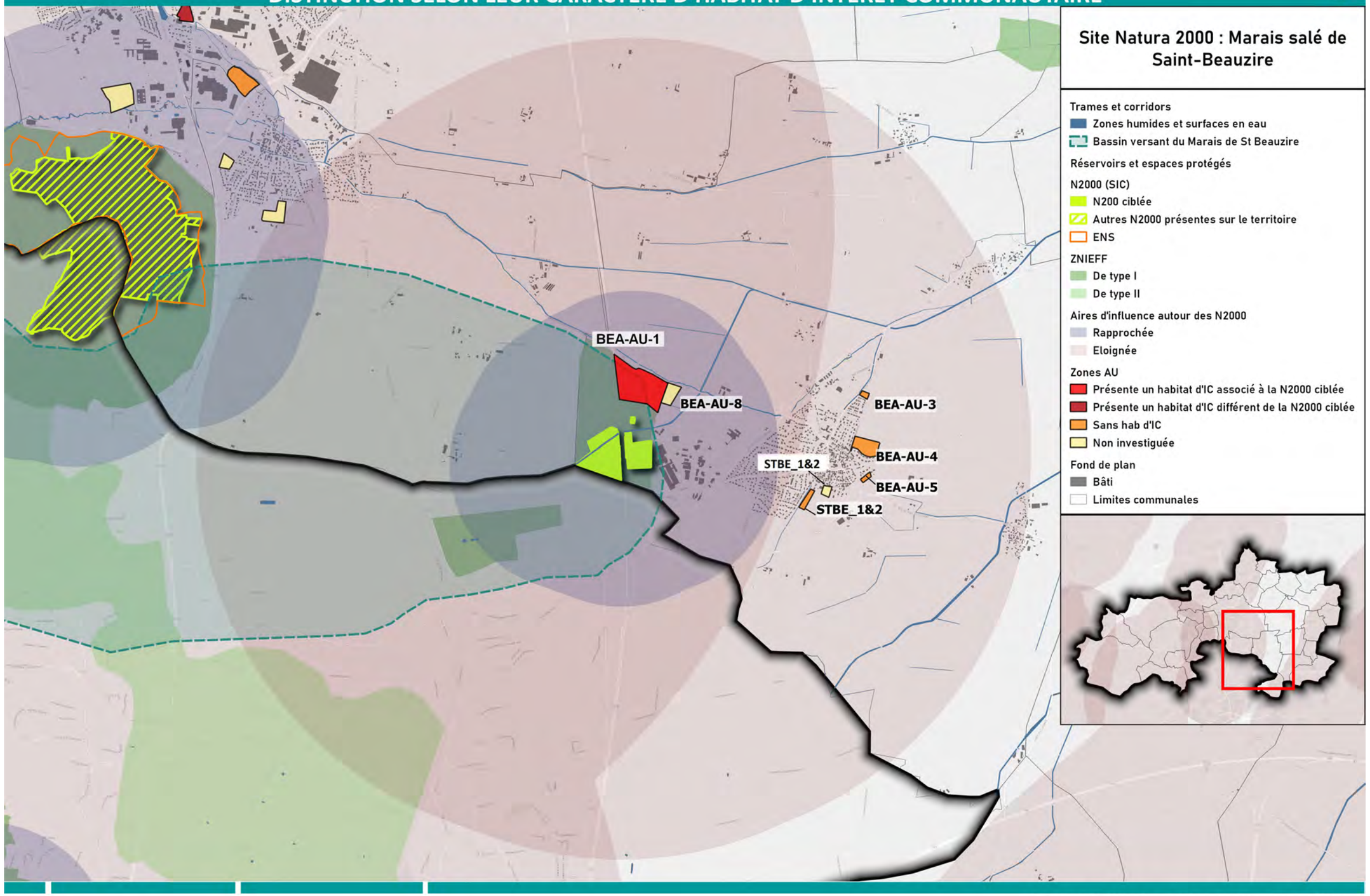
La ZSC/SIC « FR8301037 – Marais Salé de Saint-Beauzire »

Présentation du site

Référence du site	FR8301037	
Région	AUVERGNE	
Nom	Marais salé de Saint-Beauzire	
Département	Puy-de-Dôme (100%)	
Communes de RLV concernées	Saint-Beauzire	
Superficie	13 ha.	
Historique	pSIC : première proposition : 31/07/2003 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 08/03/2012	DOCOB : 23/02/2009
Présentation du site	Ce marais est lié à des remontées d'eaux minérales profondes. Il constitue le plus vaste pré salé de la région (43% de l'habitat en Auvergne) et accueille un cortège diversifié d'halophytes exceptionnelles à l'intérieur des continents et caractérisant le Puccinellietalia distantis. Ces taxons halophiles, protégés au niveau régional, sont accompagnés d'espèces non halophiles mais très raréfiées dans la région.	
Vulnérabilité du site	La compétition interspécifique (flore halophile / flore classique), la fragilité des gradients hydriques du site, le contexte agricole et relativement urbanisé (zone naturelle ayant déjà fait l'objet de remblais) sont autant de facteurs témoignant de la vulnérabilité de la zone.	
Enjeu du site	Afin d'assurer sa pérennité il est nécessaire de **préserver les gradients hydriques existants sur le site.**	
Objectifs de développement durable du DOCOB	• Restaurer les zones salées dégradées • Améliorer les connexions écologiques entre les habitats • Restaurer le fonctionnement hydraulique du marais • Mettre en place une gestion agricole durable du site • Evaluer l'état de conservation des habitats • Sensibiliser le public à la protection des prés salés continentaux	

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation
Habitats prioritaires	1340-1 Prés salé continental de bas niveaux longuement inondé	1,14 ha (9%)	Mauvais
	1340-3 Prairie saumâtre continentale	3,10 ha (23%)	Mauvais
Espèces d'intérêt communautaire	**Espèces**	**Etat de conservation**	
	Invertébrés		
	1044 - Agrion de Mercure *(Coenagrion mercuriale)*	Mauvais	
	Ao01 – Escargot de Bourgogne *(Helix Pomatia)*	Inconnu	
	Amphibiens		
	1263 – Lézard vert (Lacerta bilineata)	Mauvais	
	Ah02 – Grenouille verte *(Rana kl. esculenta)*	Mauvais	

ZOOM SUR LES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000
DISTINCTION SELON LEUR CARACTERE D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE



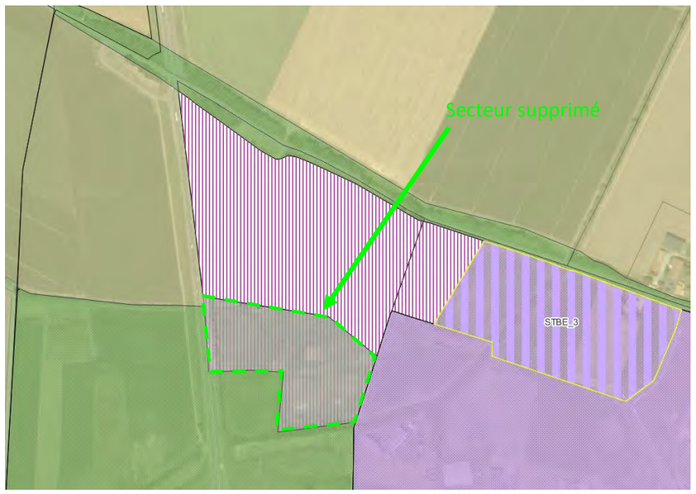
Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :

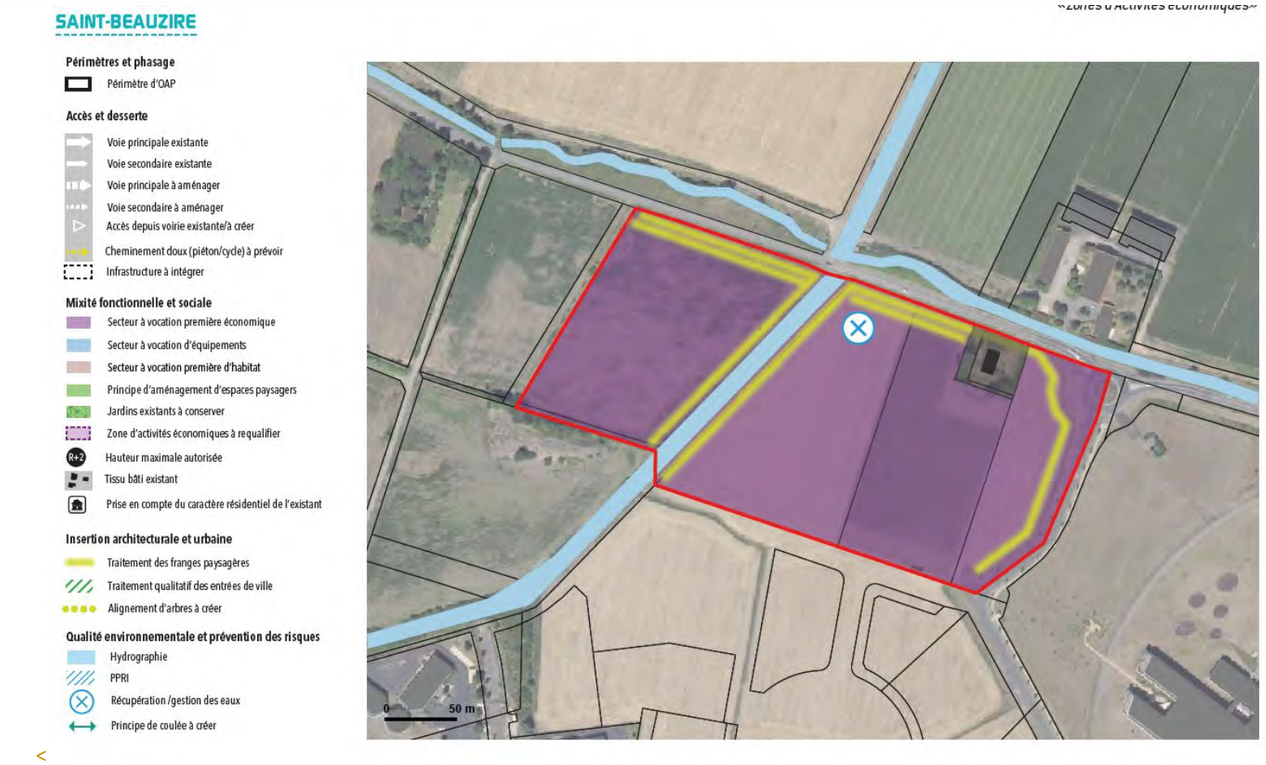
Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 3km du site ont été investigués afin de :

- Tenir compte de l'aire d'influence de l'Agrion de Mercure (comprise entre 1 et 3km)

Par ailleurs, il était nécessaire de :

- Recouper la partie du bassin versant du marais située sur le territoire de RLV

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M²)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	ZONE HUMIDE	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE
BEA-AU-1 BIOPOLE	0 -1 km	2AU	145 588	Marais salé, Cultures, Friches, Fossés	Prés salés intérieurs (1340)	OUI	↘ Destruction d'habitats	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Réduction de la zone de développement prévue : de 145 588 m² à 102 359 m² (soit une réduction d'environ 30%) Classement en secteur N du secteur sorti de l'urbanisation (situé le plus proche de la Natura 2000) afin de le préserver sur le long terme Création d'une zone tampon paysagère en bordure sud du site avec une recherche de diversité de milieux (enrochements, mares) Bandes d'espaces verts permettant la circulation de la faune Entretien des berges 	Tassement des sols lors des opérations	⊕ **Mesures préconisées :** Utiliser des machines avec des pneumatiques adaptées / réduire les charges / optimiser les passages	→ La mise en place de ces mesures permet d'éviter la destruction d'habitats
							↘ Risque de pollution du fossé	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Création d'une zone tampon stricte vis-à-vis du cours d'eau Le Rif (min 10m)	Entraînement des polluants des voiries / parkings	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Utilisation de géotextile perméable anti-	→ La mise en place de ces mesures permet de garantir la qualité de l'eau des différents

										contaminant pour les parkings Accompagnement des voiries par des noues et fossés de rétention filtrants	fossés alimentant la rase du marais
							↘ Modification du fonctionnement hydrographique du site	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Interdiction du nivellement et des sous-sols Création d'une zone tampon stricte vis-à-vis du cours d'eau Le Rif (min 10m)	Augmentation des risques de ruissellement	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Recherche d'une perméabilité des espaces de parking Végétalisation des toitures, parkings, des espaces de voirie	→ La mise en place de ces mesures permet de maintenir au maximum le fonctionnement hydrologique du site.
										
BEA-AU-8 PROCHE BIOPOLE	0-1km	2AUA	15 567	Parcelles agricoles	NC	NC	↘ Risque de pollution du fossé	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Création d'une zone tampon stricte vis-à-vis du cours d'eau Le Rif (min 10m)	Entraînement des polluants des voiries / parkings	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Utilisation de géotextile	→ La mise en place de ces mesures permet de garantir la qualité de l'eau des différents

										perméable anti-contaminant pour les parkings Accompagnement des voiries par des noues et fossés de rétention filtrants	fossés alimentant la rase du marais
STBE_1&2 SAINT HELENE / CHEZ LEGAY	1 – 3km	1AUR	17 444	Parcelle agricole avec quelques arbres	NON	NON	Site situé dans l'influence de l'Agrion de Mercure mais non parcouru par un cours d'eau donc il n'existe pas d'impact pour la conservation de l'espèce.				
BEA-AU-3 RUE DU PONT NEUF	1 – 3km	2AU	2 825	Culture agricole, bande enherbée	NON	NON	↘ Risque de pollution du fossé	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.		
BEA-AU-4 RUE DE LA MALHERBE	1 – 3km	2AU	22 915	Culture agricole, Haie, fossé	NON	NON	↘ Risque de pollution du fossé ↘ Risque de disparition du fossé	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.		
BEA-AU-5 RUE DES GAGES	1 – 3km	1AUG	3 058	Culture	NON		Situé dans l'influence de l'Agrion de Mercure mais non parcouru par un cours d'eau donc il n'existe pas d'impact pour la conservation de l'espèce.				

Compte tenu de l'état dégradé du Marais Salé de Saint-Beauzire, de la proximité du secteur du Biopôle et de la zone AU, les incidences résiduelles pour le site sont considérées comme NEUTRES.

Néanmoins, il est nécessaire de veiller à assurer la protection du site Natura 2000 en ayant un regard particulièrement vigilant sur l'aménagement du site et le respect des mesures à mettre en œuvre via l'OAP ZAE du Biopôle. Notamment compte tenu du fait que :

- Le secteur Natura 2000 est dans un mauvais état de conservation ;
- Le secteur de développement du Biopôle est situé à proximité immédiate du marais ;

La ZSC/SIC « FR8302013 – Gîtes de la Sioule »

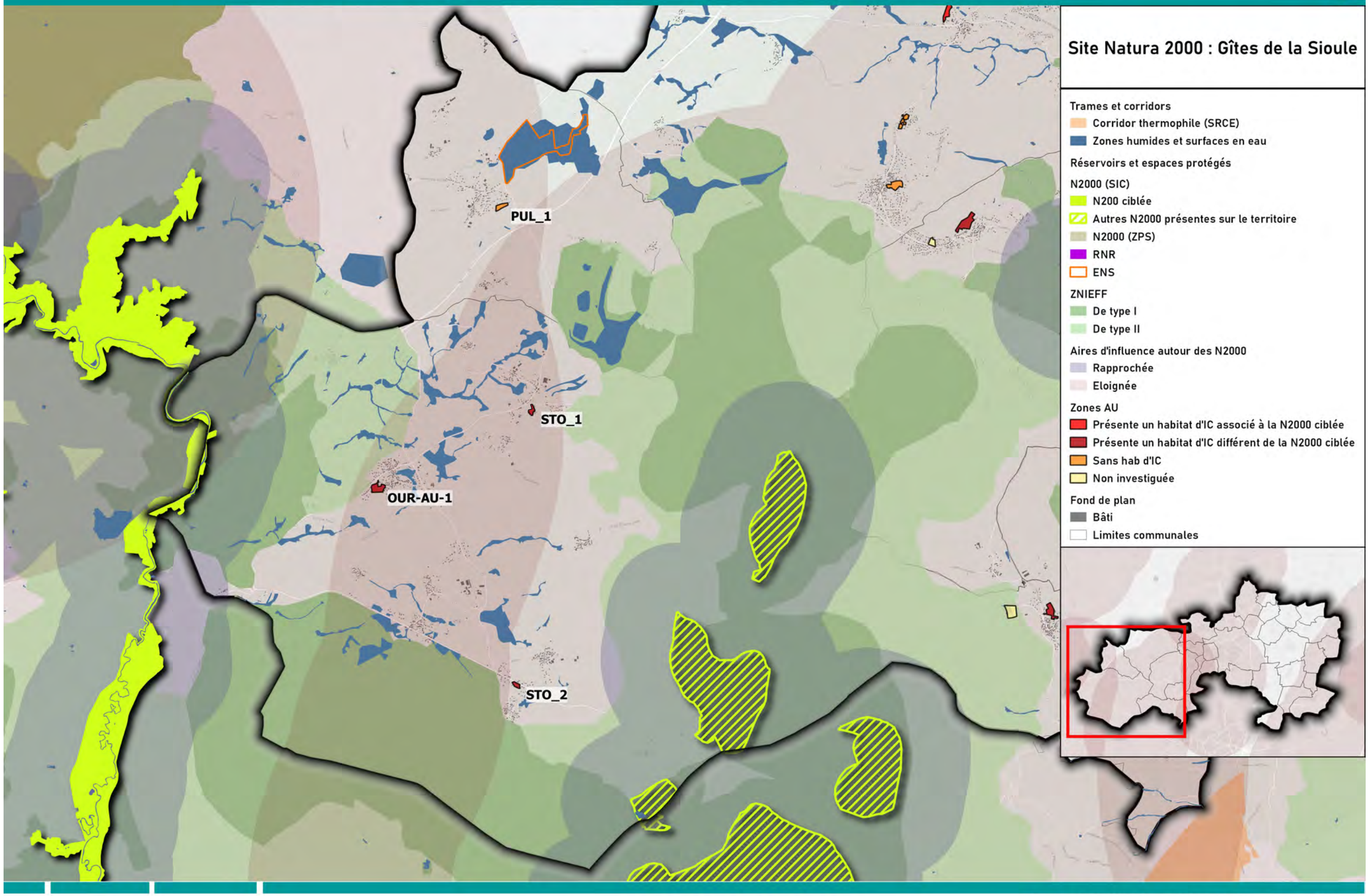
Présentation du site

Référence du site	FR8302013	
Région	AUVERGNE	
Nom	Gîtes de la Sioule	
Département	Puy-de-Dôme (100%)	
Communes de RLV concernées	Saint-Ours	
Superficie	730 ha.	
Historique	pSIC : première proposition : 30/04/2002 SIC : Dernière publication au JO UE : 16/11/2012 ZSC : Dernier arrêté : 02/10/2014	DOCOB : 08/12/2010
Présentation du site	Situé à l'Ouest de la Chaîne des Puys, le long de la vallée de la Sioule, ce site est concerné par des pacages (30%) en amont dans la partie « plaine alluviale » et par de la forêt (61%) en aval. Jusque dans les années 1880 la vallée a fait l'objet d'une exploitation minière, 28 des 120 ouvrages miniers sont des galeries au jour (situés en Natura 2000) qui constituent des gîtes d'hibernation pour les chauves-souris. En période hivernale le site acquiert une importance régionale notamment pour le Petit Rhinolophe et le Grand Murin. Il s'agit également d'un des rares sites du département à accueillir le Murin de Bechstein régulièrement. La galerie de Pranal constitue l'un des gîtes majeurs d'hibernation de la région.	
Vulnérabilité du site	La dégradation des espaces forestiers (gestion forestière des biens de section, exploitation forestière importante dans le domaine privé) et des habitats naturels de nature agricole (coupe des haies, abandon de la fauche, mise en culture des prairies), l'aménagement des combles des bâtiments et l'impossibilité de suivi (sécurisation minière des ouvrages)	
Enjeu du site	**Conservation des gîtes d'hibernation (galeries de mine), de reproduction (bâtiments) et maintien de la qualité des territoires de chasse (forêts, ripisylves, prairies bocagères**).	
Objectifs de développement durable du DOCOB	• Préserver les gîtes à chauves-souris et leurs abords • Préserver les territoires de chasse des chauves-souris • Préserver les milieux naturels remarquables • Préserver les espèces d'intérêt communautaire • Suivre l'évolution des habitats et des espèces sur le site • Associer les acteurs locaux à la mise en œuvre du DOCOB • Veiller au respect des mesures engagées	

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation	
			Inventaire	Echelle biogéographique
Habitats	3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculionfluitantis et du Callitricho-Batrachion	Ponctuel	Inadéquat	Inadéquat
	4030 - Landes sèches européennes	7,97 ha (1%)	Inadéquat	Mauvais
	6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux	Ponctuel	Favorable	Mauvais
	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin	7,78 ha (1%)	Favorable	Inadéquat
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude	26,34 ha (4%)	Inadéquat	Mauvais
	91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	76,56 ha (10 %)	Favorable	Mauvais
	9120 - Hêtraies acidiphiles atlantiques à Houx	41,89 ha (6 %)	Favorable	Inconnu
	9130 – Hêtraies à aspérules	Ponctuel	Inconnu	Inadéquat

	Espèces	Etat de conservation	
		Inventaire	Echelle biogéographique
Espèces d'intérêt communautaire	**Mammifères**		
	1303 - Petit Rhinolophe *(Rhinolophus hipposideros)*	Favorable	Inadéquat
	1304 - Grand Rhinolophe *(Rhinolophus ferrumequinum)*	Inadéquat	Inadéquat
	1305 – Rinolophe euryale *(Rhinolophus euryale)*	Inconnu /disparu	Mauvais
	1307 – Petit Murin *(Myotis blythii)*	Inadéquat	Inconnu
	1308 - Barbastelle d'Europe *(Barbastella barbastellus)*	Inadéquat	Inadéquat
	1321 - Murin à oreilles échancrées *(Myotis emarginatus)*	Inadéquat	Inconnu
	1323 - Murin de Bechstein *(Myotis bechsteinii)*	Inconnu	Inconnu
	1324 - Grand murin *(Myotis myotis)*	Inadéquat	Inconnu
	1355 - Loutre d'Europe *(Lutra lutra)*	Favorable	Favorable
	Invertébrés		
	1041 - Cordulie à corps fin *(Oxygastra curtisii)*	Inconnu	Inadéquat
	1065 - Damier de la Succise *(Euphydryas aurinia)*	Non recensé dans le DOCOB	Non recensé dans le DOCOB
	1092 – Ecrevisse à pattes blanches *(Austropotamobius pallipes)*	Inconnu	Mauvais
	Poissons		
	1163 – Chabot commun *(Cottus gobio)*	Inconnu	Favorable
	Plantes		
	Fs05 – Perce neige *(Galanthus nivalis)*	Inconnu	Favorable

LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000



Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :

Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 5km du site ont été investigués afin de tenir compte au maximum de l'aire d'influence des espèces retrouvées sur le site.

A noter que certaines espèces de chauves-souris comme le Petit Rhinolophe ou le Murin à oreilles échancrées ont des aires d'influence allant jusqu'à 10km et que le Grand Murin a une aire d'influence de 10 à 25km autour de son gîte. Il est donc nécessaire que la réflexion s'établisse véritablement à l'échelle du territoire.

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M^2)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE	COMPENSATION
OUR_AU_1 RUE DES SAPINS	1-5km	2AU	19 748	Prairie de fauche de montagne	NON	↘ Destruction d'habitats (IC mais non lié à la Natura 2000)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.			
						↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)					
STO_1 LE VAURIAT	1-5km	2AU	12 884	Lande à fougère aigle, prairie naturelle, fougères		↘ Destruction d'habitats ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.			
STO_2 LES CROUZES	1-5km	1AUG	6 069	Prairie naturelle, haies			✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Mise en place d'aménagements paysagers	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte pour les chauves-souris.			
PUL_1 CHEMIN DE DERRIERE LE SUC	1-5km	1AUG	10 212	Prairie, lande à genêt, haie							

Compte tenu de l'éloignement de la zones Natura 2000 des secteurs de développement, des mesures mises en place dans le PLUi ou préconisées et du travail réalisé sur la trame noire les incidences sont considérées comme NEUTRES.

Il pourrait être intéressant de mettre en place des mesures de sensibilisation à destination des habitants et futurs habitants afin de garantir l'efficacité des mesures et leur pérennité dans le temps.

La ZSC/SIC « FR8301052 – Chaîne des Puys »

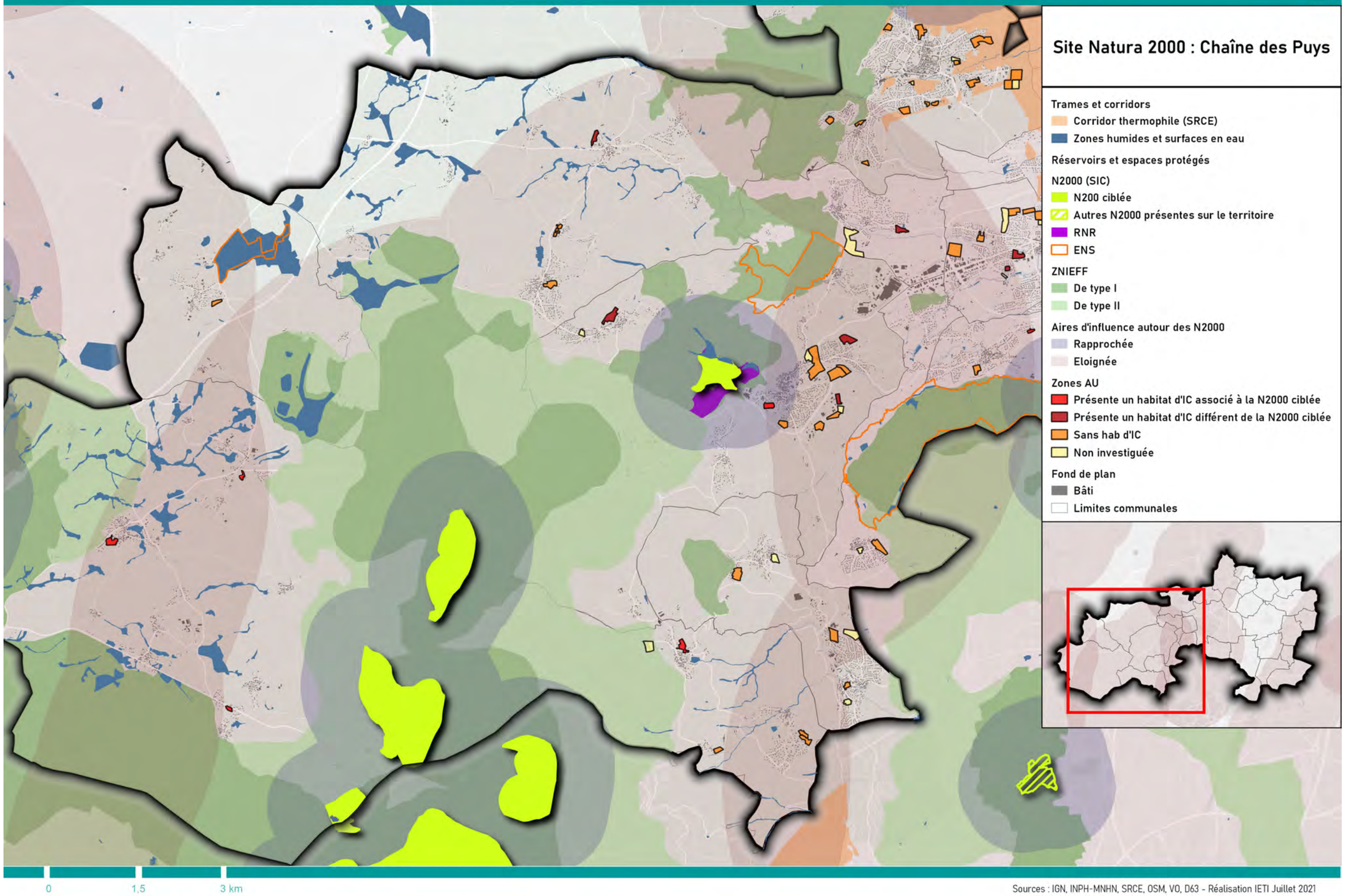
Présentation du site

Référence du site	FR 8301052
Région	AUVERGNE
Nom	Chaîne des Puys
Département	Puy-de-Dôme (100%)
Communes de RLV concernées	Saint-Ours, Volvic.
Superficie	2 037 ha.
Historique	pSIC : première proposition : 31/07/2003 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 26/12/2013
Présentation du site	La Chaîne des Puys présente 90 édifices volcaniques alignés du nord au sud qui offre un paysage unique au monde. Les influences géo-climatiques variées, les activités humaines (pastoralisme et sylviculture) ont permis le développement en mosaïque de milieux herbacés secs et de lande (d'influence montagnarde à sub-alpine) d'une part et de divers milieux forestiers d'autre part (plus de 70% de la surface). Cette mosaïque permet l'existence d'une grande diversité de chauves-souris, d'insectes et d'oiseaux à enjeux patrimoniaux. L'un des plus importants gîtes régionaux d'hibernation et de reproduction des chauves-souris se trouve dans le site Natura 2000 : ainsi, la chaîne des puys revêt une importance majeure pour ces espèces toutes protégées au niveau national et toutes inscrites dans l'une des annexes de la Directive Habitat. De plus, la Narse d'Espinasse offre l'une des plus belles stations nationales de Ligulaires de Sibérie et une importante population de Cuivré de la Bistorte, ce qui lui vaut un classement en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope. Ainsi, la qualité du patrimoine paysager et naturel de la Chaîne des Puys lui vaut un classement en site classé et un projet d'inscription aux biens du patrimoine mondial de l'UNESCO.
Vulnérabilité du site	Les différentes menaces, d'origine anthropique, sont les suivantes : • Un manque de lisibilité (superposition de zonages et démarches) qui rend difficile la mise en place de mesures pour les différents acteurs • Dérangement des espèces, destruction des milieux et conflits d'usages liés au tourisme
Enjeu du site	Les enjeux identifiés pour le site sont les suivants : • Contribuer à la cohérence des politiques publiques par une animation de terrain et entre les collectivités accrues. Créer et/ou mutualiser des outils de communication et de sensibilisation • Préserver / renforcer la mosaïque des milieux en soutenant la gestion pastorale, le débroussaillement, les pratiques forestières qui renforcent la diversité spécifique • Pérenniser la protection de leurs gîtes d'hibernation, en particulier les grottes de Volvic, l'une des plus important pour l'Auvergne. • Maîtriser la fréquentation et une meilleure sensibilisation du public par une présence accrue sur le terrain (gardes nature), par l'entretien et la restauration des chemins dégradés, de la signalétique, des ouvrages de franchissements, etc. (qui sont parfois de très imposants travaux formalisés dans des contrats Natura 2000) et par l'amélioration et la mutualisation de la communication.
Objectifs de développement durable du DOCOB	• Coordonner / animer pour fédérer dans la complémentarité des démarches et pour informer, sensibiliser d'abord les propriétaires, exploitants et habitants/usagers puis les visiteurs au respect du patrimoine naturel • Maintenir une mosaïque de milieux naturels • Lutter contre l'érosion, la dégradation et les dérangements par la maîtrise de la fréquentation des loisirs

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation	
			Inventaire	Echelle biogéographique
Habitats	4030-13 Landes acidiphiles montagnardes	143.03 ha (6.99%)	Bon à moyen	Mauvais
	4030-14 Landes acidiphiles subalpines du Massif central	10,26 ha (0.5%)	Bon	Mauvais
	4030-17 Landes acidiphiles montagnardes thermophiles du Massif central	14.73 ha (0,72 %)	Moyen	Mauvais
	5130 – Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	4,3 ha (0,21%)	Bon à moyen	Mauvais
	6210-19 Pelouses calcicoles mésophiles acidiclines du Massif central et des Pyrénées	236,83 ha (11,58%)	1/3 moyen ; 1/3 inconnu ; moins d'1/3 bon ; le reste mauvais	Mauvais
	6210-36 Pelouses calcicoles subatlantiques xériques et acidiclines sur basaltes et granites du Massif central et du Sud-Est	2,17 ha (0,11%)	Majoritairement bon	Mauvais
	6430 – 2 Mégaphorbiaies mésotrophes montagnardes	1,72 ha (0,08%)	Inconnu	Inadéquat
	6430-7 Végétations des lisières forestières nitrophiles, hygroclines, semi-sciaphiles à sciaphiles	0,17 ha (0,01%)	Inconnu	Inadéquat
	6430-10 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	11,63 ha (0,57%)	Bon à moyen	Inadéquat
	6520 - Prairies de fauche de montagne	6,42 ha (0,31%)	Moyen	Défavorable Mauvais
	7140 - Tourbières de transition et tremblantes	0,11 ha (0,01%)	Mauvais	Mauvais
	8150 - Eboulis médio-européens siliceux des régions hautes	21,85 ha (1,07%)	Bon à Moyen	Favorable
Espèces d'intérêt communautaire (annexe II de la directive Habitats)	**Espèces**		**Etat de conservation**	
			Inventaire	**Echelle biogéographique**
	Mammifères			
	1303 - Petit Rhinolophe *(Rhinolophus hipposideros)*		Favorable	Défavorable inadéquat

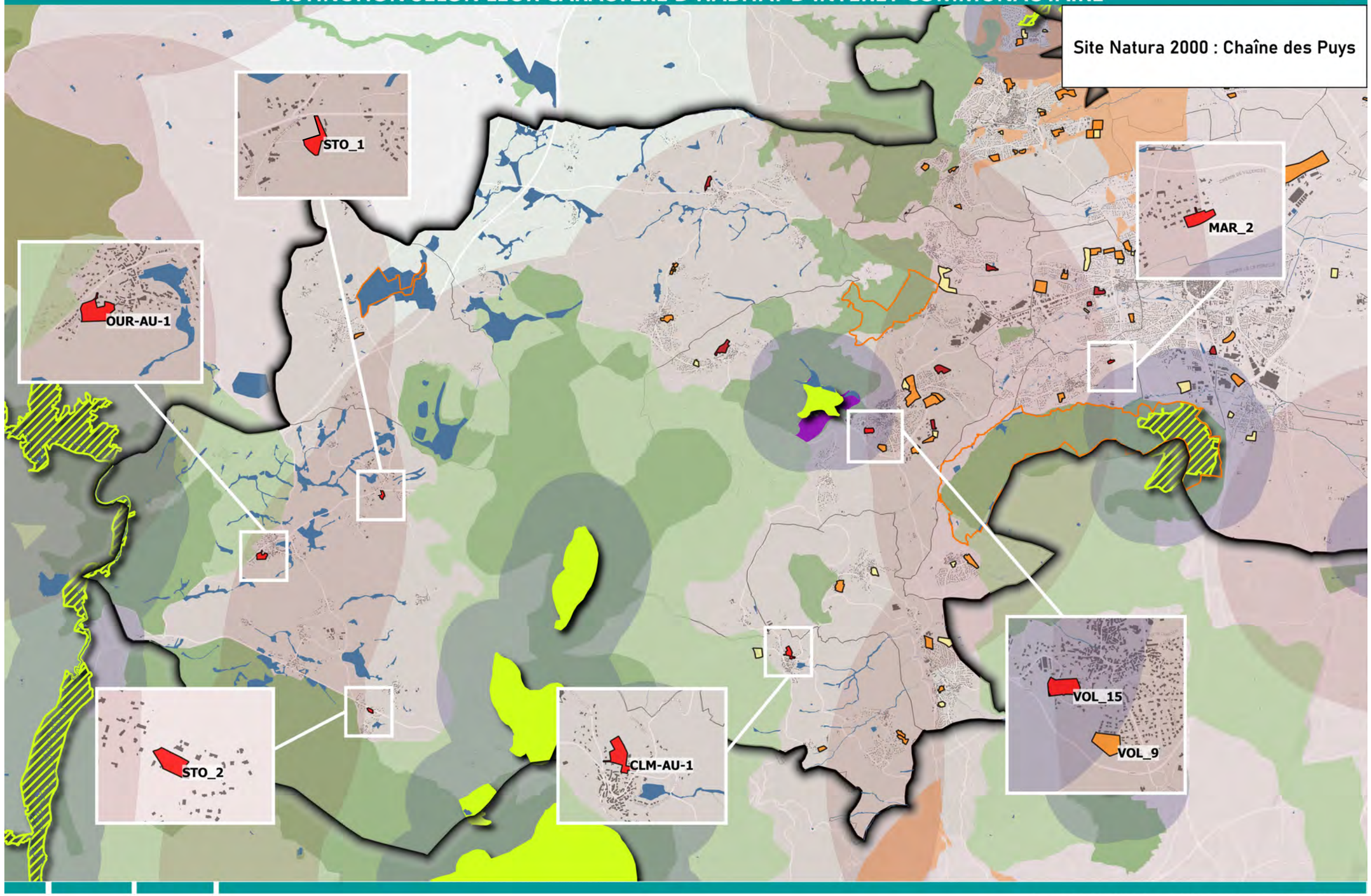
	1304 - Grand Rhinolophe *(Rhinolophus ferrumequinum)*	Plutôt défavorable (rare)	Défavorable inadéquat
	1308 - Barbastelle d'Europe *(Barbastella barbastellus)*	Inconnu	Défavorable
	1321 - Murin à oreilles échancrées *(Myotis emarginatus)*	Inconnu	Inconnu
	1323 - Murin de Bechstein *(Myotis bechsteinii)*	Inconnu	Inconnu
	1324 - Grand murin *(Myotis myotis)*	Défavorable mauvais	Inconnu
	Invertébrés		
	1065 – Damier de la Succise	Inconnu	Défavorable inadéquat
	4038 - Cuivré de la bistorte *(Lycaena helle)*	Favorable	Défavorable mauvais
	Plantes		
	1758 – Ligulaire de Sibérie *(Ligularia sibirica)*	Favorable	Défavorable inadéquat

LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000



Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, VO, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

ZOOM SUR LES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000
DISTINCTION SELON LEUR CARACTERE D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE



Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :

Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 5km du site ont été investigués afin de tenir compte au maximum de l'aire d'influence des espèces retrouvées sur le site.

A noter que certaines espèces de chauves-souris comme le Petit Rhinolophe ou le Murin à oreilles échancrées ont des aires d'influence allant jusqu'à 10km et que le Grand Murin a une aire d'influence de 10 à 25km autour de son gîte. Il est donc nécessaire que la réflexion s'établisse véritablement à l'échelle du territoire.

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M^2)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE	COMPENSATION
CLM-AU-1 ROUTE D'EGAULES	1-5km	2AU	18688,94	Prairie de fauche de montagne	Prairies de fauche de montagne (6520)	↘ Destruction d'habitats IC	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.			
MAR_2 MONTROSIER	1-5km	1AU	5251,74	Pelouse potentielle, fourré, ancien verger	Pelouse calcicole (potentielle) 6210	↘ Destruction d'habitats IC	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Urbanisme aéré Création de franges paysagères de 5 à 10m au sud et à l'est Accompagnement du maillage viaire par des essences végétales	→ La prise en compte du besoin de perméabilité du secteur de développement permet de réduire l'impact sur la pelouse. Par ailleurs, il s'agit davantage d'une potentialité que d'une véritable pelouse calcicole.			
OUR-AU-1 RUE DES SAPINS	1-5km	2AU	19 748	Prairie de fauche de montagne	Prairies de fauche de montagne (6520)	↘ Destruction d'habitats IC	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.			
						↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)					

STO_1 LE VAURIAT	1-5km	2AU	12 884	Lande à fougère aigle, prairie naturelle, fougères	Prairies de fauche de montagne (6520)	↘ Destruction d'habitats ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Le site étant classé en 2AU son urbanisation est envisagée à long terme et n'impacte donc pas le secteur.	→ Le classement en 2AU assure une incidence faible. Néanmoins, cette zone devra faire l'objet d'une attention spécifique dans le cas où celle-ci devrait basculer en 1AU.	
STO_2 LES CROUZES	1-5km	1AUG	6 069	Prairie naturelle, haies	Prairies de fauche de montagne (6520)		✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien des haies	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte pour les chauves-souris.	
VOL_15 SITE DES BOUQUETS	0-1km	1 AUG	15 049	Prairie	Prairies de fauche de montagne (6520)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Conservation d'un secteur non urbanisé au sud Maintien des fonds de jardin Traitements des franges paysagères Maintien des arbres isolés	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver une partie de l'habitat d'intérêt communautaire et de maintenir la perméabilité des espaces	
VOL_9 PIVERT / COUNILS	0-1km	1AUG	14 208	Potager, fricher, ancien verger, prairie	NON	↘ Destruction d'habitats pour les chauves-souris ↘ Dérangement par le bruit et la fréquentation ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Préservation du boisement et des arbres ⊕ **Mesures préconisées :** Encadrer les pratiques de manière à limiter l'affluence aux horaires de coucher – lever de soleil	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et des corridors de déplacements pour les chauve-souris. → La mise en place de ces mesures permet de préserver la tranquillité du site et de limiter le dérangement des espèces	

De manière globale, dans un périmètre de 5 kilomètres autour du site Natura 2000 il est possible d'identifier majoritairement des parcelles de type agricoles avec des arbres ou des secteurs boisés et une seule parcelle d'intérêt communautaire liée à la Natura 2000.

Aussi, les mesures à prendre seront semblables sur l'ensemble des parcelles et **correspondront aux mesures énoncées dans la partie incidence globale du PLUi : Dérangement par la lumière et condamnation des gîtes d'hibernation et de mise bas.**

A noter que la Natura 2000 bénéficie d'une protection réglementaire supplémentaire grâce au classement et à l'inscription du site de la Chaine des Puys (Site Unesco) et à son inclusion dans le PNR des Volcans d'Auvergne.

De manière générale, grâce aux mesures mise en place les secteurs de développement ont une incidence NEUTRE sur la Natura 2000.

La ZSC/SIC « FR8301036 – Vallées et coteaux thermophiles au Nord de Clermont-Ferrand »

Présentation du site

Référence du site	FR8301036
Région	Auvergne
Nom	Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand
Département	Puy-de-Dôme
Communes de RLV concernées	Châtel-Guyon, Ménétrol, Riom
Superficie	235ha
Historique	pSIC : première proposition : 31/03/1999 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 01/09/2015
Présentation du site	Situé au nord du département du Puy-de-Dôme il recouvre, sur une superficie de 235ha près de 12 entités distinctes qui correspondent notamment à un réseau de coteaux secs répartis sur près de 12 km dans un contexte d'urbanisation et de cultures intensives. Il est concerné par des milieux ouverts et des milieux forestiers.
Vulnérabilité	Le site est menacé par 3 problématiques principales : - une dégradation des pelouses sèches par la déprise agricole, - le risque de destruction des milieux naturels pour une mise en culture ou l'urbanisation, - le risque de dégradation des forêts alluviales et des milieux associés (pollution, coupe à blanc)
Enjeu	Parmi les enjeux majeurs du site, on citera ceux liés à la conservation des pelouses sèches et des forêts alluviales.
Objectifs de développement durable du DOCOB	- Préserver les pelouses sèches et leurs milieux associés - Préserver les forêts alluviales et leurs milieux associés - Préserver les sources salées - Préserver les espèces d'intérêt communautaire - Suivre l'évolution des habitats et des espèces sur le site - Associer les acteurs locaux à la mise en œuvre du DOCOB - Veiller au respect des mesures engagées

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation	
			Inventaire	Echelle nationale (2008)
Habitats	1340 – Prés salés intérieurs	Ponctuel	Altéré	Défavorable mauvais
	6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (*sites d'orchidées remarquables)	52,35 ha (104,19ha en 2003)	Altéré	Défavorable mauvais
	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	< 0,1ha	Inadéquat	Altéré
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude	2.79 ha (0ha en 2003)	Bon	Défavorable mauvais
	91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior	9,93 ha (6,89ha en 2003)	Bon	Défavorable mauvais
	9160 - Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli	8,31 ha (0ha en 2003)	Bon	Inadéquat
	Espèces	**Etat de conservation**		
		Inventaire	**Echelle nationale (2008)**	
Espèces d'intérêt communautaire	**Mammifère**			
	1303 - Petit Rhinolophe *(Rhinolophushipposideros)*	Inconnu	Défavorable mauvais	
	1355 - Loutre d'Europe *(Lutralutra)*	Favorable	Favorable	
	Poissons :			
	1096 – Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*)	Inconnu	Inconnu	
	Invertébrés :			
	1074 – Laineuse du prunellier *(Eriogaster catax)*	Inconnu	Inconnu	
	1083 – Lucane cerf-volant *(Lucanus cervus)*	Favorable	Favorable	

NB : En 2011 seule la Laineuse du Prunellier avait une présence importante sur le site.

LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000

N

Site Natura 2000 : Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand - NORD

Trames et corridors
- Corridor thermophile (SRCE)
- Zones humides et surfaces en eau

Réservoirs et espaces protégés

N2000 (SIC)
- N200 ciblée
- Autres N2000 présentes sur le territoire
- ENS

ZNIEFF
- De type I

Aires d'influence autour des N2000
- Rapprochée
- Eloignée

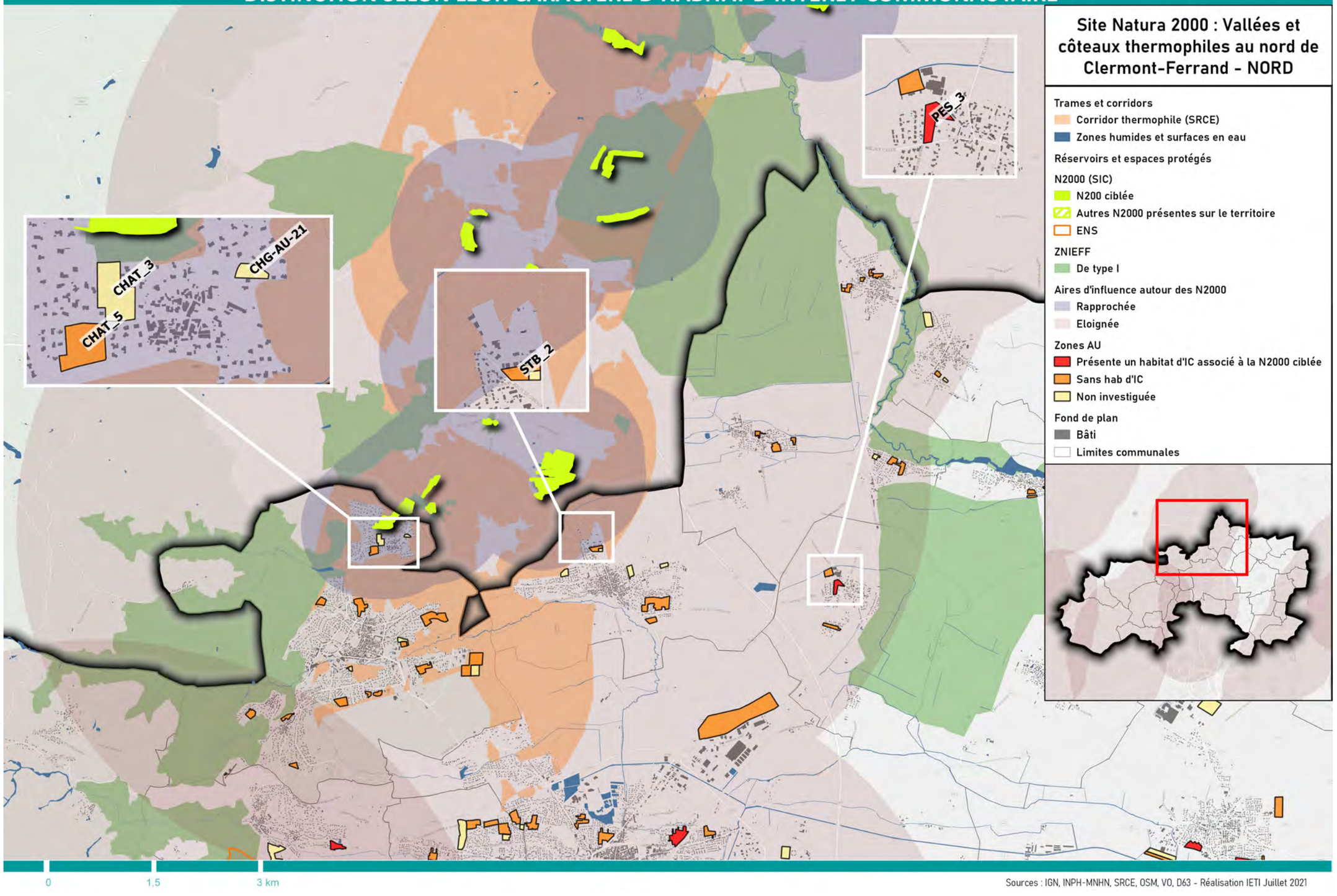
Zones AU
- Présente un habitat d'IC associé à la N2000 ciblée
- Sans hab d'IC
- Non investiguée

Fond de plan
- Bâti
- Limites communales

0 1,5 3 km

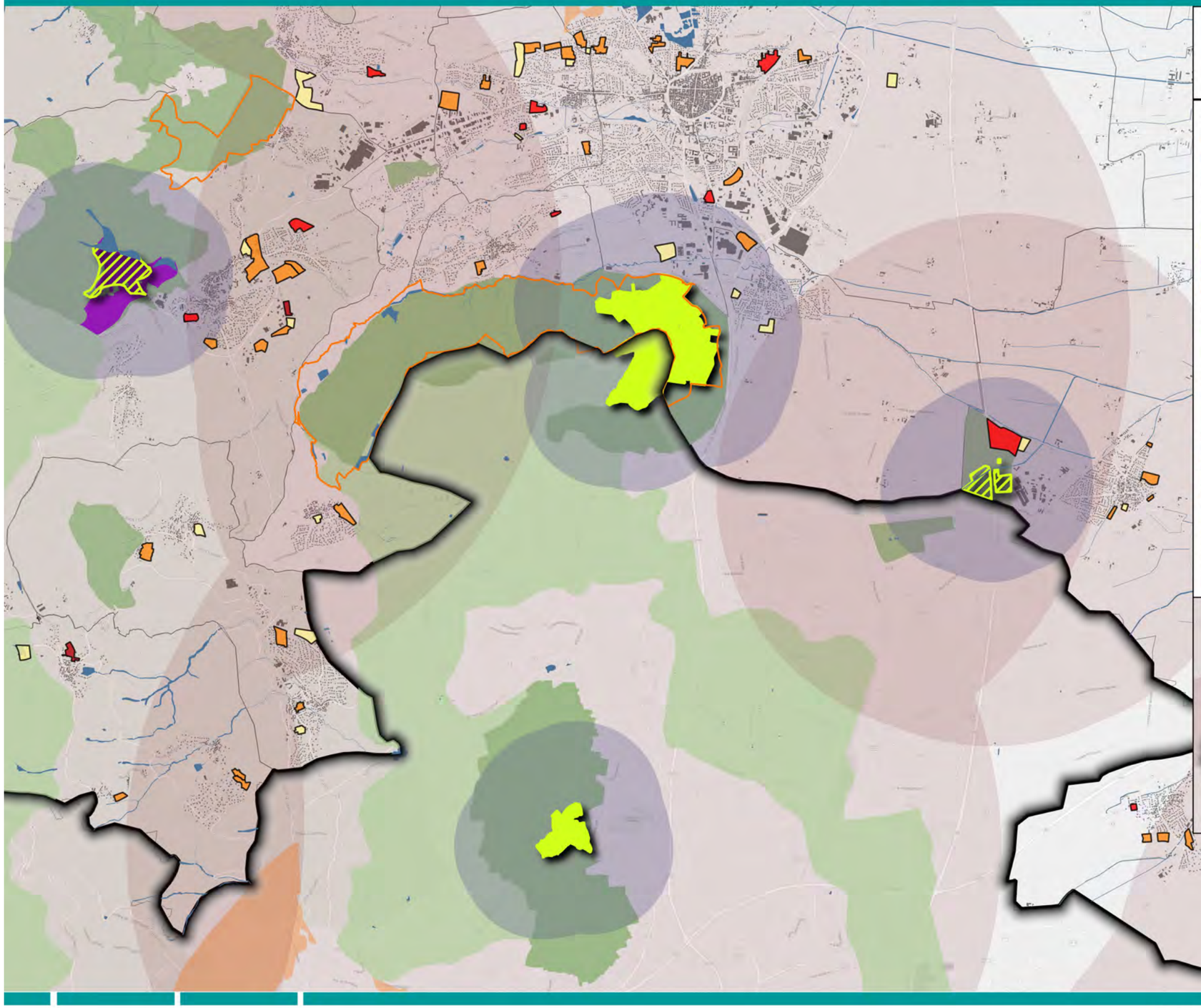
Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, VO, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

ZOOM SUR LES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000
DISTINCTION SELON LEUR CARACTERE D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE



LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000

N



Site Natura 2000 : Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand - SUD

Trames et corridors
- Corridor thermophile (SRCE)
- Zones humides et surfaces en eau

Réservoirs et espaces protégés

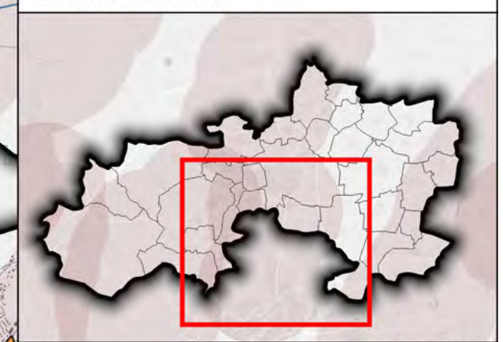
N2000 (SIC)
- N200 ciblée
- Autres N2000 présentes sur le territoire
- RNR
- ENS

ZNIEFF
- De type I
- De type II

Aires d'influence autour des N2000
- Rapprochée
- Eloignée

Zones AU
- Présente un habitat d'IC associé à la N2000 ciblée
- Présente un habitat d'IC différent de la N2000 ciblée
- Sans hab d'IC
- Non investiguée

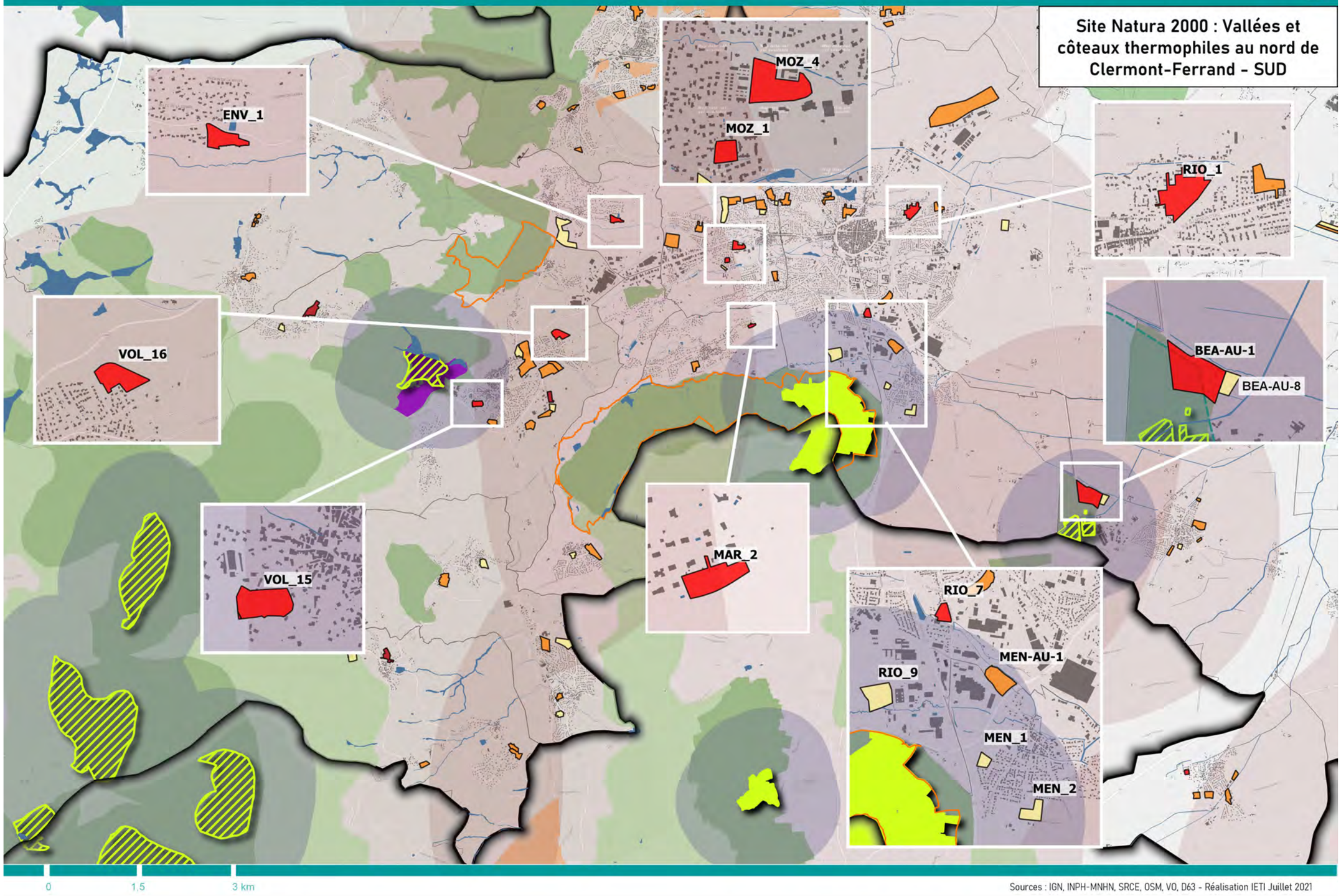
Fond de plan
- Bâti
- Limites communales



0 1,5 3 km

Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, VO, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000



Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :

Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 5km du site ont été investigués afin de tenir compte au maximum de l'aire d'influence des espèces retrouvées sur le site.

A noter que certaines espèces de chauves-souris comme le Petit Rhinolophe ou le Murin à oreilles échancrées ont des aires d'influence allant jusqu'à 10km et que le Grand Murin a une aire d'influence de 10 à 25km autour de son gîte. Il est donc nécessaire que la réflexion s'établisse véritablement à l'échelle du territoire.

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M^2)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE	COMPENSATION
CHAT_5 RUE DES VARENNES 2	0-1km	1AUG	13 107	Culture, bosquet	NON	↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Destruction d'habitats et fermeture des espaces propices au développement de pelouses thermophiles ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Préservation d'espace de respiration entre les espaces bâtis Mise en place d'une haie paysagère vis-à-vis du tissu urbain existant	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris → La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux			
CHAT_3 RUE DES VARENNES 1	0-1km	1AUG	13 406	Culture	NON INVESTIGUEE	↘ Destruction d'habitats et perte de perméabilité écologique ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Traitement de franges paysagères Création de liaisons Nord-Sud au sein du quartier Maîtrise de l'imperméabilisation des sols				
CHAT_8 ROUTE DE PROMPSAT 2	0-1km	1AUG	3 030	Prairie	NON INVESTIGUEE	↘ Destruction d'habitats et perte de perméabilité écologique ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Traitement de franges paysagères Maintien d'espaces de respiration Maîtrise de l'imperméabilisation des sols				

MEN-AU-1 RIOM SUD	0-1km	1AUAt	27 200	Pelouses avec arbres et arbustes	NON	↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris (1) ↘ Destruction d'habitats et fermeture des espaces propices au développement de pelouses thermophiles (2) ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Création d'un bassin de rétention des eaux Maintien du boisement au sud			
MEN_1 PARC LINEAIRE	0-1km	1AUG	8877	Parcelle agricole	NON INVESTIGUEE	↘ Destruction d'habitats et perte de perméabilité écologique ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Création d'un grand parc linéaire permettant ainsi le maintien d'un espace de nature Limitation de l'imperméabilisation des sols Traitement paysager des dispositifs de rétention et d'infiltration	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris → La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux		
MEN_2 BOURRASOL	0-1km	1AUG	20 408	Parcelle agricole	NON INVESTIGUEE	↘ Destruction d'habitats et perte de perméabilité écologique ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Conservation d'espaces de respiration Plantation de haies mixtes et d'arbres de petit et moyen jets Maintien des éléments végétaux existants Développer une trame verte en lien avec la colline de Mirabel Limitation de l'imperméabilisation des sols	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris → La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux		
RIO_9 D446	0-1km	1AUAI	38 700	Prairie	NON INVESTIGUEE	↘ Destruction d'habitats et perte de perméabilité écologique	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Traitement des franges paysagères Maintien d'espaces libres	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris		

						↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	⊕ **Mesures préconisées :** Réalisation d'une étude faune flore pour caractériser la prairie	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux			
STB_2		ZONE D'ACTIVITIES (ROUTE DE GIMEAUX) (OAP ZAE)	14646,81	Friche, prairie anthropique	NON	↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Traitement des franges paysagères	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris			
BEA-AU-1 BIOPOLE	1-5km	1AUAb	102 359	Marais salé, culture, friche, fossés	Prés salés intérieurs (1340)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Réduction de la zone de développement prévue : de 145 588 m² à 102 359 m² (soit une réduction d'environ 30%) Classement en secteur N du secteur sorti de l'urbanisation afin de le préserver sur le long terme Création d'une zone tampon paysagère en bordure sud du site avec une recherche de diversité de milieux (enrochements, mares) Bandes d'espaces verts permettant la circulation de la faune Entretien des berges	↘ Tassement des sols lors des opérations	⊕ **Mesures préconisées :** Utiliser des machines avec des pneumatiques adaptées / réduire les charges / optimiser les passages	→ La mise en place de ces mesures permet d'éviter la destruction d'habitats	
PERIMETRE ELOIGNE											
RIO_7 RIOM SUD	1-5km	AUM	30 281	Potager, jardin, friche, frênaie, prairie	Boisement alluvial à frêne et aulne (91E0) – Zone humide	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Réduction de la zone de développement prévue de 35 755m² à 30 281m² (soit une réduction d'environ 15%) Classement en UJ d'une partie du front boisé et de la zone humide. Mise en place d'un espace paysager	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux			

							Création d'une coulée Maintien des jardins existants Pas d'urbanisation dans le secteur identifié comme humide		
RIO_1 PRE MADAME	1-5km	AUM	37 969	Friche, prairie, verger, jardin, fourrés	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510) à l'Ouest	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintenir et au besoin restaurer une frange paysagère le long de la voie SNCF afin de créer un écran de verdure Maintenir au maximum des arbres de haut jet en place. Le projet devant, le cas échéant, justifier de leur suppression Créer des espaces privés paysagers qualitatifs (plantations en adéquation avec l'environnement, gestion des ombres et masques visuels, etc.) au sein du secteur d'habitat intermédiaire/ collectif Composer des alignements d'arbres de vergers	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux	
						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Appuyer l'aménagement du site sur le boisement central existant qui fera l'objet d'une gestion qualitative	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1)	
MAR_2 MONTROSIER	1-5km	1AU	5251,74	Pelouse potentielle, fourré, ancien verger	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (6210)	↘ Destruction d'habitats IC	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Urbanisme aéré Création de franges paysagères de 5 à 10m au sud et à l'est Accompagnement du maillage viaire par des essences végétales	→ La prise en compte du besoin de perméabilité du secteur de développement permet de réduire l'impact sur la pelouse. Par ailleurs, il s'agit davantage d'une potentialité que d'une véritable pelouse calcicole.	

						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Création de franges paysagères de 5 à 10m au sud et à l'est Accompagnement du maillage viaire par des essences végétales	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1	
MOZ_4 OAP le Carmel	1-5km	1AUR	20 554	Prairie naturelle	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Préservation de la trame paysagère du site Valorisation de la coulée verte de l'Ambène Eviter l'urbanisation de la prairie naturelle Intégration de l'ouvrage de rétention des eaux pluviales dans la trame verte	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux	
MOZ_1 RUE DE PLANCHE MANIOT	1-5km	1AUR	5 561	Verger, prairie de fauche	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien des fonds de jardins / Maintien des éléments végétaux existants (alignements d'arbres, prairies) Traitement des franges paysagères Une étude faune flore pourra être réalisée et permettra de préciser la valeur écologique du site en préalable à son aménagement	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux	
						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien des fonds de jardins / Maintien des éléments végétaux existants (alignements d'arbres, prairies) Une étude faune flore pourra être réalisée et permettra de	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1)	

							préciser la valeur écologique du site en préalable à son aménagement		
ENV_1 AVENUE DE LA LIBERATION	1-5 km	1AUG	23 413	Frênaie, friche calcicole, prairie, cultures, fourrés	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510) et Boisement alluvial à frêne et aulne (91E0)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien du boisement et de la moitié sud en inconstructibilité Création d'espaces de respiration et plantation d'arbres et de haies Création d'une frange paysagère Imperméabilisation des terrains limitée au maximum	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux	
						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien du boisement et de la moitié sud en inconstructibilité Création d'espaces de respiration et plantation d'arbres et de haies	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1)	
BEA-AU-8 PROCHE BIOPOLE	0-1km	2AUA	15 567	Parcelles agricoles	NC	↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Travail sur la trame noire	→ La mise en place de ces mesures permet de limiter les perturbations lumineuses	
VOL_15 SITE DES BOUQUETS	0-1km	1 AUG	15 049	Prairie	Prairies de fauche de montagne (6520)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Conservation d'un secteur non urbanisé au sud	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver une partie de l'habitat d'intérêt communautaire.	
VOL_16 LES RIAUMES 2 (2AU)	1-5km	1AU	28 179	Vieille châtaigneraie, pelouse, fourré	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510) et Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (6210)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien des arbres isolés et de la prairie en friche	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver une partie de l'habitat d'intérêt communautaire.	
						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien des arbres isolés	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1)	

PES_3 RUE DU CHAMP BALLEY	1-5km	1AUG	14 541	Prairie, vergers	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Préservation au maximum des arbres et plantations existantes et notamment les arbres remarquables Intégration des constructions dans la trame végétale existante Création d'espaces verts ⊕ **Mesures préconisées :** Sensibiliser les habitants à aux pratiques de gestion alternative Imposer une gestion adaptée des espaces paysagers et des franges	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver un certain degré de fonctionnalité des milieux	
						↘ Destruction d'habitats propices aux chauves-souris ↘ Dérangement par la lumière (cf incidence globale)	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Préservation au maximum des arbres et plantations existantes et notamment les arbres remarquables	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver des espaces de gîte et corridors de déplacement pour les chauve-souris (1)	

De manière globale, dans un périmètre de 5 kilomètres autour du site Natura 2000, il est possible d'identifier majoritairement des parcelles de type agricoles avec des arbres ou des secteurs boisés. Aussi, les mesures à prendre seront semblables sur l'ensemble des parcelles et correspondront aux mesures énoncées dans la partie incidence globale du PLUi : Dérangement par la lumière et condamnation des gîtes d'hibernation et de mise bas.

Par ailleurs, l'ensembles des secteurs concernés sont situés dans un contexte de corridor thermophile discontinu (identifié au Nord du territoire au niveau de Châtel Guyon et Saint-Bonnet Près Riom dans le SRCE) particulièrement présent au niveau des points hauts, comme recensé par l'écologue. Dans ce contexte, afin de maintenir d'une part la fonctionnalité de la zone Natura 2000 et d'autre part celle du corridor identifié au SRCE, il est nécessaire de préserver les espaces ouverts en mettant notamment en place les mesures indiquées dans la partie incidence globale du PLUi : Enfrichement des landes – Fermeture des milieux ouverts par emboisement. Il convient également de souligner le caractère diffus et fragilisé des pelouses et prairies thermophiles, qui nécessite de s'inscrire dans une démarche globale de maintien et de préservation de ces milieux. Ainsi, l'urbanisation des secteurs concernés par un habitat communautaire devront faire l'objet d'une attention très fine et d'un suivi du respect des mesures afin d'assurer leur pérennité dans le temps.

De manière générale, grâce aux mesures mise en place les secteurs de développement ont une incidence NEUTRE sur la Natura 2000.

A noter que les secteurs de développement dans le tissu urbain sont nombreux sur le périmètre d'influence de la Natura 2000 et qu'il est donc pertinent de tenir compte des mesures prises pour les zones AU.

La ZSC/SIC « FR8301038 – Val d'Allier – Alagnon »

Présentation du site

Référence du site	FR8301038
Région	Auvergne
Nom	Val d'Allier – Alagnon
Département	Puy-de-Dôme
Communes de RLV concernées	Martres-d'Artière

Superficie	2 419 ha	
Historique	pSIC : première proposition : 31/03/1999 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 30/06/2015	DOCOB : Septembre 2006
Présentation du site	Ce site est constitué par le corridor fluvial de la rivière Allier sur la moitié sud du département du Puy de Dôme et par la plaine alluviale de l'Alagnon en aval de Lempdes-sur-Alagnon. Il est possible d'identifier un cortège de milieux naturels alluviaux liés à la dynamique fluviale active de la rivière, avec notamment des forêts à bois tendres et à bois durs, des habitats du lit mineur et, localement, des prés salés.	
Vulnérabilité	Phénomène d'artificialisation (enrochements, extraction de granulats, agriculture intensive, baisse de la nappe).	
Enjeu	On peut citer le maintien de la dynamique fluviale (milieu de vie important pour les poissons migrateurs et pour l'avifaune), la disponibilité et qualité de la ressource en eau (eau potable), la prise en compte de l'agriculture et la limitation de l'anthropisation (situation péri-urbaine entre Issoire et Clermont-Ferrand.	
Objectifs de développement durable du DOCOB	- Maintien d'une dynamique fluviale active et d'un espace de mobilité - Eviter la fragmentation et la destruction directe par activités consommatrices de terrain : carrières, urbanisme, mise en culture, développement touristique. Maintenir des zones tampons et des corridors pour préserver les habitats et habitats d'espèces communautaire des perturbations induites - Préservation de la qualité de l'eau de la rivière et des boires. Eviter les pollutions - Eviter les dégradations ponctuelles, la perturbation des habitats naturels et des espèces - Préservation de la qualité générale du site et des équilibres écologiques	

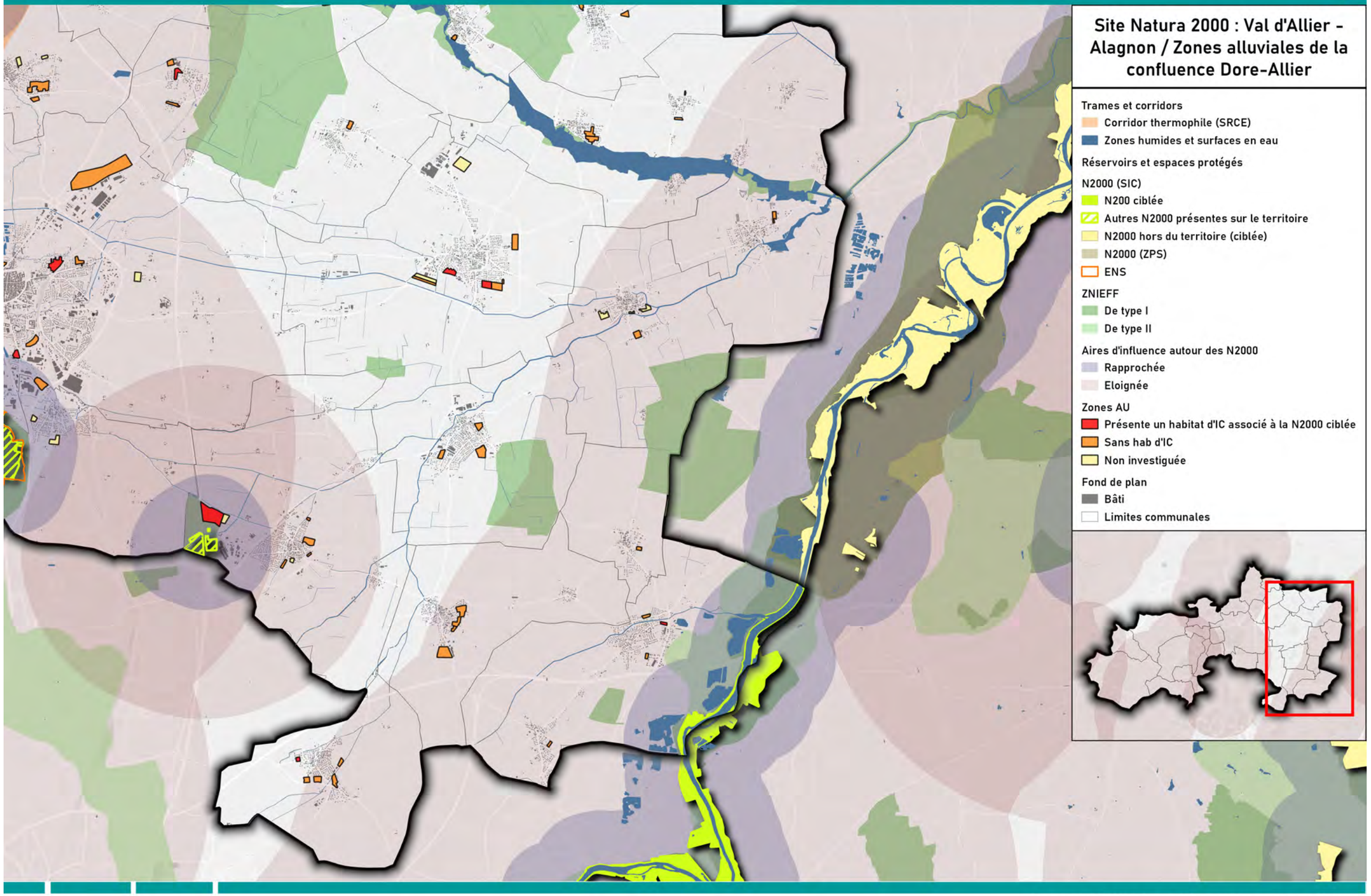
	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation
Habitats	1340 - Prés-salés intérieurs	4,45 ha (0,19%)	Bien conservé mais abords piétinés
	3130 - Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	3,77 ha (0,16%)	Forme appauvrie
	3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	1,07 ha (0,05%)	Moyen
	3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	3270 - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	18,86 ha (0,8%)	Forme appauvrie
	6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires	3,76 ha (0,05%)	Mauvais
	6230 - Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	1,05 ha (0,04%)	Moyen
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	Inconnu	Pas présent en 2005
	7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	8230 - Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	Pas identifié dans le DOCOB	Pas identifié dans le DOCOB
	91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior	410,43 ha (17,5%)	Bon à mauvais
	91F0 - Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	517,95 ha (22,1%)	Globalement bon

	Espèces	Etat de conservation
Espèces d'intérêt communautaire	**Mammifères**	
	1303 - Petit Rhinolophe *(Rhinolophus hipposideros)*	Inconnu
	1304 - Grand Rhinolophe *(Rhinolophus ferrumequinum)*	Favorable
	1308 - Barbastelle d'Europe *(Barbastella barbastellus)*	Inconnu
	1324 - Grand murin *(Myotis myotis)*	Inconnu
	1337 - Castor d'Europe *(Castor fiber)*	Inconnu
	1355 - Loutre d'Europe *(Lutralutra)*	Inconnu
	Amphibiens	
	1166 – Triton crêté (Triturus cristatus)	Très défavorable (pas d'habitats favorables)
	1193 – Sonneur à ventre jaune *(Bombina variegata)*	Pas identifié dans le DOCOB

	1220 – Cistude d'Europe *(Emys orbicularis)*	Très défavorable (a priori des individus relâchés)
	Poissons	
	1095 – Lamproie marine *(Petromyzon marinus)*	Défavorable (mais en voie d'amélioration en 2005)
	1096 – Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*)	Défavorable
	1102 – Grande Alose *(Alosa alosa)*	Défavorable (mais en voie d'amélioration en 2005)
	1106 – Saumon de l'Atlantique *(Salmo salar)*	Très défavorable
	5315 – Chabot (Cottus perifretum)	Défavorable
	5339 – Bouvière *(Rhodeus amarus)*	Inconnu
	6150 – Toxostome *(Parachondrostoma toxostoma)*	Inconnu
	Invertébrés	
	1037 – Gomphe serpentin (Ophiogomphus cecilia)	Défavorable (mentionnée uniquement dans le DOCOB)
	1041 – Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii)*	Plutôt favorable (mais échantillon faible)
	1044 - Agrion de Mercure *(Coenagrion mercuriale)*	Inconnu
	1060 – Cuivré des marais *(Lycaena dispar)*	Plutôt défavorable
	1083 – Lucane cerf-volant *(Lucanus cervus)*	Favorable

LOCALISATION DES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000

N



Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, VO, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

ZOOM SUR LES ZONES AU, AU SEIN DES AIRES D'INFLUENCE DES NATURA 2000
DISTINCTION SELON LEUR CARACTERE D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE

N

Site Natura 2000 : Val d'Allier - Alagnon / Zones alluviales de la confluence Dore-Allier

LAU-AU-1

ENT-AU-2

ENT_1

CHAV_1

LUS-AU-1

LUS_1

LUS-AU-3

MARD_6

MARD_3

LMA-AU-3

MALI_1

MAT-AU-5

MALI_2

MAT-AU-2

MAT-AU-3

MARD_1

0 1,5 3 km

Sources : IGN, INPH-MNHN, SRCE, OSM, VO, D63 - Réalisation IETI Juillet 2021

<u>Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :</u>

Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 5km du site ont été investigués afin de tenir compte au maximum de l'aire d'influence des espèces retrouvées sur le site.

A noter que certaines espèces de chauves-souris comme le Petit Rhinolophe ou le Murin à oreilles échancrées ont des aires d'influence allant jusqu'à 10km et que le Grand Murin a une aire d'influence de 10 à 25km autour de son gîte. Il est donc nécessaire que la réflexion s'établisse véritablement à l'échelle du territoire.

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M^2)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE	COMPENSATION
MARD_3 RUE HENRI POURRAT	1-5km	1AUG	5 269	Prairie	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000, en état moyen	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien d'espaces de pleine terre Traitement des franges ⊕ **Mesures préconisées :** Sensibiliser les habitants à aux pratiques de gestion alternative Imposer une gestion adaptée des espaces paysagers et des franges	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver un certain degré de fonctionnalité des milieux			
MALI_1 AVENUE DE LA MOTTE	1-5km	1AU	5311,17	Verger, jardin, prairie	Prairie de fauche 6510 en état moyen	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000, en état moyen	✓ **Mesures prises dans le PLUi :** Maintien d'espaces de pleine terre Traitement des franges Evitement de l'urbanisation de la prairie et des vergers	→ La mise en place de ces mesures permet de conserver un certain degré de fonctionnalité des milieux			
ENT_1 CHEMIN DES PRES D'URIAT	1-5km	1AU	14365,14	Jachère prairiale, culture	NON	→ Aucun des secteurs de développement n'est situé à proximité immédiate d'un					

ENT-AU-2 RUE DES ECOLES	1-5km	2AU	17679,32	Parcelle agricole	/	cours d'eau et ne présente pas de patrimoine arboré sur les parcelles. La prise en compte des incidences globales est donc suffisante.	
MAT-AU-2 RUE LEON BLUM	1-5km	1AUE	10140,9	Jachère	NON		
MAT-AU-3 RUE LEON BLUM	1-5km	2 AU	13 910	Jachère	NON		
MALI_1 AVENUE DE LA MOTTE	1-5km		5311,17	Verger, jardin, prairie	Prairie de fauche 6510 en état moyen		
MALI_2 RUE DE LA MADELEINE	1-5km	1AUG	16 275	Jachère	NON		
MAT-AU-5 RUE DU PRE NAUD	1-5km	AUAa	8 056	Jachère	NON		
LUS-AU-1 RUE DE VICHY	1-5km	2 AU	40 950	Prairie pâturée, friche, culture	NON		
LUS_1 RUE DE LA MOLLE	1-5km	1AUG	5 688	Friche	NON		
LUS-AU-3 ZONE D'ACTIVITES (D6)	1-5km	1AUAa	44 500	Culture	NON		
MARD_2 ROUTE DE LUSSAT	1-5km	1AUG	7 205	Culture	NON		
LMA-AU-3 RUE PIERRE BOULANGER	1-5km	2AU	25 373	Culture, haie	NON		
MARD_1	1-5km	1AUG	4 731	Culture	NON		

CHEMIN DU PRE							
CHAV_1 RUE DE LA MAISON ROUGE	1-5km	1AUG	5 818	Culture	NON		

De manière générale, les secteurs de développement ont une incidence NEUTRE sur la Natura 2000.

Présentation des sites Natura 2000 à proximité du territoire de Riom Limagne et Volcans et incidences potentielles associées

(Source : Site de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel / DOCOBs)

Pour chacun des secteurs identifiés à proximité du territoire, il est nécessaire de faire une analyse visant à étudier la manière dont le plan risque d'impacter le secteur. Aussi, la partie suivante présentera, pour chacun des secteurs Natura 2000 :

- ➔ La carte d'identité du site
    - o Il s'agit de mettre en avant les spécificités de celui-ci : une présentation de celui-ci, les éléments de vulnérabilité, les objectifs de développement durable déclinés dans le DOCOB et les habitats et espèces ayant conduits à son classement
- ➔ Les incidences potentielles associées au projet de PLUi
- ➔ Les mesures proposées pour éviter, réduire, compenser les dommages
- ➔ Les incidences résiduelles

La ZSC/SIC FR8301032 – Zones alluviales de la confluence Dore-Allier

CF CARTE page 133 et 134

Référence du site	FR8301032	
Région	Auvergne	
Nom	Zones alluviales de la confluence Dore-Allier	
Département	Puy-de-Dôme	
Communes de RLV concernées	/	
Superficie	2 401ha	
Historique	pSIC : première proposition : 31/03/1999 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 01/09/2015	DOCOB : 01/2011
Présentation du site	Cette confluence de l'Allier et de la Dore est marquée par une forte dynamique fluviale avec de nombreux méandres, boires et dépôts de sédiments. Le site présente un nombre important d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire dont certains ont une importance particulière sur le territoire. C'est notamment le cas des forêts alluviales à bois tendre et à bois dur, de végétation de grèves annuelles, de pelouses alluviales ou encore de prés salés.	
Vulnérabilité	Les menaces principales qui pèsent sur le site sont induites pas l'homme : - une dégradation de la qualité de l'eau ; - l'artificialisation et le cloisonnement des cours d'eau par la présence d'enrochements, de barrages et de seuils ; - l'urbanisation et l'artificialisation des espaces qui entraîne une destruction directe d'habitats ou une fragmentation préjudiciable à leur bon fonctionnement ; - la fréquentation non maîtrisée et mal adaptée pouvant entraîner une dégradation voire une destruction des habitats (en particulier des habitats de bord de rivière fragiles et sensibles aux aménagements et au piétinement) ; - les dépôts sauvages de déchets (remblaiement de bras morts, dégradation qualité de l'eau, dégradation habitats) -les espèces exotiques envahissantes animales et végétales	
Enjeu	L'enjeu principal pour le site est le **maintien de la qualité des cours d'eaux (dynamique fluviale et qualité de l'eau)**	
Objectifs de développement durable du DOCOB	Maintenir et restaurer la dynamique alluviale Maintenir la dynamique des habitats et habitats d'espèces dans leur diversité Maintenir les continuités écologiques dans le respect des usages actuels Préservation de la qualité de l'eau et des boires Préservation des espèces et habitats d'espèces Eviter la dégradation des habitats et la perturbation des espèces Améliorer les connaissances et suivre l'évolution du site	

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation
Habitats	1340 - Prés-salés intérieurs	/	Moyen - Mauvais
	3130 - Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea	4,5 ha	Moyen
	3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	10 ha	Moyen
	3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	<1 ha	Très mauvais
	3270 - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	37 ha	Moyen
	6120 - Pelouses calcaires de sables xériques	1 ha	Mauvais
	6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires	10 ha	Mauvais
	6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	10 ha	Bon
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	/	Moyen
	91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior	280 ha	Moyen
	91F0 - Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	500 ha	Bon
	9160 - Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli	20 ha	Moyen
Espèces d'intérêt communautaire	**Espèces**		**Etat de conservation**
	Mammifères		
	1307 – Petit Murin (*Myotis blythii)*		Inconnu
	1308 - Barbastelle d'Europe *(Barbastellabarbastellus)*		Inconnu
	1310 – Minioptère de Schreibers *(Miniopterus schreibersii)*		Inconnu
	1321 – Murin à oreilles échancrées *(Myotis emerginatus)*		Inconnu
	1324 - Grand murin *(Myotis myotis)*		Inconnu
	1337 - Castor d'Europe *(Castor fiber)*		Favorable
	1355 - Loutre d'Europe *(Lutralutra)*		Inconnu
	Amphibiens		
	1193 – Sonneur à ventre jaune *(Bombina variegata)*		Inconnu

	Poissons	
	1095 – Lamproie marine *(Petromyzon marinus)*	Défavorable inadéquat (2007)
	1096 – Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*)	Pas mentionné dans le DOCOB
	1102 – Grande Alose *(Alosa alosa)*	Défavorable mauvais (2007)
	1106 – Saumon de l'Atlantique *(Salmo salar)*	Défavorable mauvais (2007)
	5339 – Bouvière *(Rhodeus amarus)*	Assez favorable
	6150 – Toxostome *(Parachondrostoma toxostoma)*	Inconnu
	Invertébrés	
	1037 – Gomphe serpentin *(Ophiogomphus cecilia)*	Très défavorable

	1041 – Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii)*	Inconnu
	1044 - Agrion de Mercure *(Coenagrion mercuriale)*	Inconnu
	1060 – Cuivré des marais *(Lycaena dispar)*	Inconnu
	1078 – Ecaille chinée *(Calimorpha quadripunctaria)*	Pas menacée sur le territoire français
	1083 – Lucane cerf-volant *(Lucanus cervus)*	Favorable
	1088 – Grand Capricone *(Cerambyx cerdo)*	Inconnu (uniquement probable)
	1092 - Ecrevisse à pattes blanches *(Austropotamobiuspallipes)*	Inconnu
	Plantes	
	1428 – Marsilée à quatre feuilles *(Marsilea quadrifolia)*	Mauvais

Incidences potentielles du PLUi Riom Limagne et Volcan :

Incidences potentielles (Habitats)	Ouverture des peuplements de chêne et forêts alluviales résiduelles	↗ Préservation des ripisylves

IDENTIFIANT DU SITE	DISTANCE	COURT OU LONG TERME	SUPERFICIE (M²)	MILIEUX	HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE ASSOCIE A LA NATURA 2000	INCIDENCE	EVITEMENT	INCIDENCE RESIDUELLE	REDUCTION	INCIDENCE RESIDUELLE	COMPENSATION
MARD_3 RUE HENRI POURRAT	1-5km	1AUG	5 269	Prairie	Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)	↘ Destruction d'habitats d'intérêts communautaires liés à la Natura 2000	⊕ **Mesures préconisées :** Préserver le secteur de prairie	→ La mise en place de ces mesures permet de préserver les milieux			
MARD_2 ROUTE DE LUSSAT	1-5km	1AUG	7 205	Culture	NON	→ Aucun des secteurs de développement n'est situé à proximité immédiate d'un cours d'eau et ne présente pas de patrimoine arboré sur les parcelles. Le respect des mesures liées aux incidences globales est donc suffisant					
LMA-AU-3 RUE PIERRE BOULANGER	1-5km	2AU	25 373	Culture, haie	NON						
CHAV_1 RUE DE LA MAISON ROUGE	1-5km	1AUG	5 818	Culture	NON						
ENT_1 CHEMIN DES PRES D'URIAT	1-5km	1AUG	14 365	Jachère prairiale, culture	NON						
LAU_AU_1 ZONE 1AUE RUE DU TOUR DE VILLE	1-5km	1AUE	10 553	Jachère prairiale	NON						

De manière générale, les secteurs de développement ont une incidence NEUTRE sur la Natura 2000.

La ZSC/SIC FR8301034 « Gorges de la Sioule »

Référence du site	FR 8301034	
Région	Auvergne	
Nom	Gorges de la Sioule	
Département	Puy-de-Dôme (79%), Allier (21%)	
Communes de RLV concernées	/	
Superficie	3 577 ha	
Historique	pSIC : première proposition : 31/03/1999 SIC : Première publication au JO UE : 07/12/2004 ZSC : Dernier arrêté : 23/07/2015	DOCOB : 03/11/2015
Présentation du site	Le site des gorges de la Sioule est centré sur la rivière Sioule et quelques affluents sur près de 96 kilomètres intégrant des versants escarpés et boisés et les bordures de plateaux agricoles. Dans ce secteur de moyenne montagne la rivière est de régime torrentiel, elle s'étend ensuite sur deux vastes plans d'eau créés par deux barrages hydroélectriques. En raison des nombreux milieux souterrains d'origine artificielles (2 complexes miniers, 2 châteaux) et d'un bâti varié (2 châteaux, 1 barrage, 1 moulin) le site est très favorable aux chiroptères. Le site comprend également une réserve géologique (gisement fossilifère) à Menat.	
Vulnérabilité	Les menaces, d'origine anthropique, sont les suivantes : - Exploitation sylvicole inadaptée, déprise ou surexploitation agricole - Dérangement lié aux activités touristiques / travaux de tout ordre Néanmoins elles sont principalement localisées au niveau des barrages hydroélectriques en fond de vallée et autour des villages de plateau	
Enjeux	L'enjeu principal consiste donc à **limiter l'impact des pressions et activités humaines**	
Objectifs de développement durable du DOCOB	Préserver voire améliorer la qualité et le régime du réseau hydrographique Maintenir dans un bon état de conservation les habitats forestiers et associés Favoriser et maintenir les habitats et espèces d'intérêt communautaire dans les espaces agricoles	

	Type d'habitat	Surface (ha) et % de surface totale du site	Etat de conservation	
			Inventaire	Echelle biogéographique
Habitats	1340 – Prairies saumâtres continentales	0,03ha (0.00%)	Mauvais	Inadéquat
	3130 – Eaux stagnantes oligotrophes à mésotrophes avec végétation des *Littorelleta uniflorae* et / ou des *Isoeto- Nanojuncetae*	0,018ha (0,00%)	Inadéquat	Mauvais
	3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation bentiques à *Chara spp.*	0,004ha (0,00%)	Favorable	Inadéquat
	3260 – Rivières des étages planitiaires à montagnards avec végétation du *Ranunculus fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion.*	2,9ha (0,8%)	Favorable	Favorable
	3270 - Rivières avec berges vaseuses avec végétation du *Chenopodion rubri p.p.* et du *Bidention p.p.*	0,54ha (0,02%)	Mauvais	Mauvais
	4030 – Landes sèches européennes	41,15ha (1,15%)	Favorable à mauvais	Inadéquat
	5110 - Formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses *(Berberidion p.p.)*	12,60ha (0,35%)	Favorable	Favorable
	5130 – Formation à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires	0,09ha (0,00%)	Inadéquat	Inadéquat
	6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (*sites d'orchidées remarquables) *	12,57ha (0,35%)	Mauvais	Mauvais
	6430 – Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins	0,57ha (0,02%)	Inadéquat	Inadéquat
	6430-1 – Mégaphorbiaies mésotrophe collinéennes	1,98ha (0,06%)	Favorable	Inadéquat
	6430 –4 – Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces	0,04ha (0,00%)	Inadéquat	Inadéquat
	6430-7 - Végétations des lisières forestières nitrophiles, hygroclines, semisciaphiles à sciaphiles	0,05ha (0,00%)	Inadéquat	Inadéquat
	6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude *(Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*	37,49ha (1,05%)	Favorable à mauvais	Mauvais
	6510-4 – Prairies fauchées collinéennes à submontagnardes, mésohygrophiles	1,63ha (0,05%)	Favorable à mauvais	Mauvais
	6510-7 - Prairies fauchées collinéennes à submontagnardes eutrophiques	1,055ha (0,03%)	Favorable	Mauvais
	8150 - Eboulis médioeuropéens siliceux des régions hautes	5,60ha (0,16%)	Favorable	Mauvais

	8210 – Pentes rocheuses avec végétation chasmophytique	1 station connue soit 0,00%	Favorable	Favorable
	8220 – Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	0,19ha (0,00%)	Favorable à inadéquat	Favorable
	8220-14 - Groupement sur roches cristallines à Ombilic des rochers et Doradille du Forez	Quelques stations (0,00%)	Favorable	Favorable
	8230 - Roches siliceuses avec végétation pionnière du *Sedo-Scleranthion* ou du *Sedo albi- Veronicion dillenii*	3,72ha (0,10%)	Favorable	Favorable
	9120 – Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus *(Quercion roboripetraeae ou Ilici-Fagenion)*	285,94ha (7,99%)	Favorable	Favorable
	9130 - Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	5,47ha (0.15%)	Favorable à inadéquat	Inadéquat
	9130-4 - Hêtraies-chênaies subatlantiques à Mélique ou à Chèvrefeuille	0,07ha (0.00%)	Favorable à inadéquat	Inadéquat
	9160 – Chênaies pédonculées ou chênaies charmaies subatlantiques et médioeuropéennes du *Carpinion betuli*	12,51ha (0,35%)	Favorable	Inadéquat
	9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	32,30ha (0,90%)	Favorable	Inadéquat
	91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior *(Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)**	152,35ha (4,26%)	Favorable	Mauvais
	91E0-8 - Aulnaies-frênaies à Laîche espacée des petits ruisseaux *	1,27ha (0,04%)	Mauvais	Mauvais
	91F0 - Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus exclesior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	6,20ha (0,17%)	Mauvais	Mauvais
Espèces d'intérêt communautaire (annexe II de la directive Habitats)	**Espèces**	**Etat de conservation**		
		Inventaire		**Echelle nationale (2008)**
	Mammifères			
	1303 – Petit Rhinolophe *(Rhinolophus hipposideros)*	Favorable		Inadéquat
	1304 – Grand Rhinolophe *(Rhinolophus ferrumequinum)*	Favorable		Inadéquat
	1308 – Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*)	Favorable		Inadéquat
	1321 – Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus)*	Favorable		Inadéquat
	1323 – Murin de Bechstein (Myotis bechsteinii)	Inconnu		Inadéquat
	1324 – Grand Murin *(Myotis myotis)*	Inconnu		Inadéquat
	1355 – Loutre d'Europe (Lutra lutra)	Favorable		Inadéquat
	1337 – Castor d'Europe *(Castor Fiber)*	Favorable		Favorable
	Amphibiens			
	1166 – Triton crêté *(Triturus cristatus)*	Inconnu		Inconnu
	1193 – Sonneur à ventre jaune *(Bombina variegata)*	Inadéquat		Inadéquat
	Invertébrés			
	1041 – Cordulie à corps fin *(Oxygastra curtisii)*	Inconnu		Favorable
	1044 – Agrion de mercure (Coenagrion mercuriale)	Inconnu		Inadéquat
	1060 – Cuivré des marais (*Lycaena dispar)*	Inadéquat		Favorable
	1065 – Damier de la Succise *(Euphydryas aurinia)*	Inadéquat		Inadéquat
	1083 – Lucane cerf-volant *(Lucanus cervus)*	Inconnu		Inconnu
	1092 – Ecrevisse à pieds blancs *(Austropotamobius pallipes)*	Mauvais		Mauvais
	4038 – Cuivré de la bistorte (*Lycaena Hella)*	Inconnu		Inadéquat
	Poissons			
	1095 – Lamproie marine (Petromyson marinus)	Inconnu		Mauvais
	1096 – Lamproie de Planer *(Lampetra planeri)*	Inconnu		Inadéquat
	1106 – Saumon atlantique *(Salmo salar)*	Mauvais		Mauvais
	1163 – Chabot *(Cottus gobio)*	Inconnu		Inadéquat
	1134 – Bouvière *(Rhodeus sericeus amarus)*	Inconnu		Favorable
	Plantes			
	1386 – Buxbaumie verte *(Buxbaumia veridis)*	Inadéquat		Inadéquat

	ELEMENTS	INCIDENCES DU PLUi
Incidences potentielles (Habitats)	Ouverture des hêtraies et forêts alluviales résiduelles	↗ Préservation des ripisylves

Zoom sur les secteurs de développement situés à proximité du site :

Dans le cadre de l'étude, les secteurs de développement situés à moins de 5km du site ont été investigués afin de tenir compte au maximum de l'aire d'influence des espèces retrouvées sur le site.

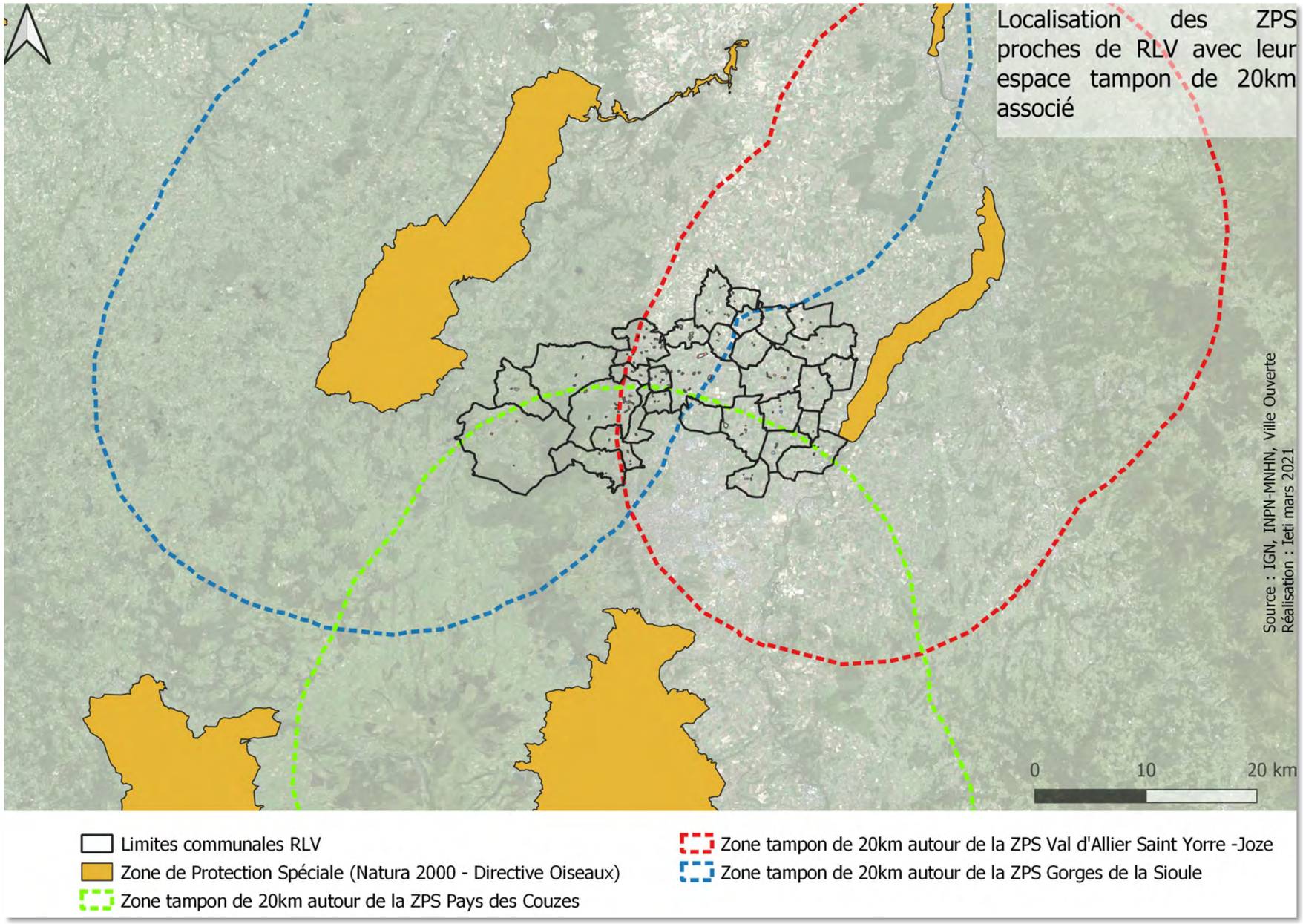
A noter que :

- La plupart des espèces recensées au titre de la Natura 2000 ont une aire d'influence limitée au cours d'eau et à une dizaine de mètres autour de celui-ci.
- Certaines espèces de chauves-souris comme le Petit Rhinolophe ou le Murin à oreilles échancrées ont des aires d'influence allant jusqu'à 10km. Le Grand Murin a une aire d'influence de 10 à 25km autour de son gîte. Il est donc nécessaire que la réflexion s'établisse véritablement à l'échelle du territoire.

Il n'existe aucun secteur de développement situé à 5km du site. Les incidences du projet de développement du territoire sont donc considérées comme NEUTRES.

En revanche, compte tenu du caractère potentiellement très mobile des espèces telles que les chauves-souris et le besoin de continuités à l'échelle globale il est intéressant, dans une perspective de maintien et de préservation des continuités écologiques du territoire de veiller à la prise en compte des différentes mesures décrites dans la partie « incidence globale ».

Par ailleurs, le territoire de RLV est entièrement concerné par des zones tampons de 20km autour de sites classés au titre de la Directive Oiseaux. Etant donné le caractère très mobile des espèces identifiées il nous paraît nécessaire de préciser comment le PLUi peut potentiellement impacter le fonctionnement



Incidences globales du PLUi Riom Limagne et Volcans sur les sites Natura 2000 de la directive oiseaux du territoire :

MENACES POTENTIELLES	INCIDENCES POTENTIELLES DU PLUI	MESURES PRISES DANS LE PLUi
Spécifiques (ZPS)	Abattage des sites de nidification et d'habitats	↗ Préservation des espaces boisés, espaces alluviaux et ripisylves
	Dérangement dans les sites de nidification	Le PLUi préconise des bonnes pratiques mais n'est pas l'outil adapté
	Modification du couvert arboré et arbustif (déboisements / enfrichement)	↗ Préservation des espaces boisés et promotion des pratiques extensives

La ZPS FR8312013 – Val d'allier Saint Yorre-Joze

Référence du site	FR8312013	
Région	Auvergne	
Nom	Val d'allier Saint Yorre-Joze	
Département	Allier	
Communes de RLV concernées	/	
Superficie	5 650 ha	
Historique	ZPS : Dernier arrêté : 12/07/2018	DOCOB : 01/2011
Présentation du site	Le val d'Allier constitue une zone humide d'importance internationale par la richesse de ses milieux et son intérêt pour l'avifaune. En effet, il constitue un site de nidification pour de nombreuses espèces dont certaines sont rares, mais également un site d'importance majeure pour la migration et l'hivernage.	
Vulnérabilité	Les principale menaces, d'origine anthropiques, sont les suivantes : - Dégradation de la dynamique fluviale (enrochement, extraction de granulats) - Disparition des prairies, forêts et landes arbustives	
Enjeu	L'enjeu principal pour le site est le **maintien de la qualité des cours d'eaux (dynamique fluviale et qualité de l'eau)**	
Objectifs de développement durable du DOCOB	Maintenir et restaurer la dynamique alluviale Préserver les espèces et habitats d'espèces Maintenir les continuités écologiques dans le respect des usages actuels Préserver la qualité de l'eau et des boires Eviter la dégradation des habitats et la perturbation des espèces Améliorer les connaissances et suivre l'évolution du site	

	OISEAUX	Etat de conservation
Espèces d'intérêt communautaire (annexe I de la directive Oiseaux)	A023 - Héron bihoreau (*Nycticorax nycticorax)*	Assez favorable
	A026 - Aigrette garzette *(Egretta garzetta)*	Peu favorable
	A027 – Grande Aigrette *(Egretta alba)*	Hivernage – Etape migratoire
	A029 – Héron pourpré *(Ardea purpurea)*	Etape migratoire
	A030 – Cigogne noire *(Ciconia nigra)*	Etape migratoire
	A031 – Cigogne blanche *(Ciconia ciconia)*	Etape migratoire
	A072 – Bondrée apivore *(Pernis apivorus)*	Reproduction – Etape migratoire
	A073 – Milan noir (Milvus migrans)	Favorable
	A074 – Milan royal (Milvus milvus)	Reproduction – Etape migratoire
	A080 – Circaète Jean-le-Blanc (Circaetus gallicus)	Etape migratoire
	A081 – Busard des roseaux (Circus aeruginosus)	Etape migratoire
	A082 – Busard Saint-Martin *(Circus cyaneus)*	Reproduction – Hivernage – Etape migratoire
	A084 – Busard cendré *(Circus pyrargus)*	Etape migratoire
	A092 – Aigle botté *(Hieraaetus pennatus)*	Etape migratoire
	A094 – Balbuzard pêcheur *(Pandion haliaetus)*	Etape migratoire
	A098 – Faucon émerillon *(Falco columbarius)*	Etape migratoire
	A103 – Faucon pèlerin *(Falco pereginus)*	Etape migratoire
	A127 – Grue cendrée *(Grus grus)*	Etape migratoire
	A133 – Œdicnème criard *(Burhinus oedicnemus)*	Très défavorable
	A140 – Pluvier doré *(Pluvialis apricaria)*	Etape migratoire
	A151 – Chevalier combattant *(Philomachus pugnax)*	Non identifié dans le DOCOB
	A166 – Chevalier sylvain *(Tringa glareola)*	Etape migratoire
	A177 – Mouette pygmée *(Larus minutus)*	Non identifié dans le DOCOB
	A193 – Sterne pierregarin *(Sterna hirundo)*	Défavorable
	A195 – Sterne naine (Sterna albifrons)	Inconnu
	A196 – Guifette moustac *(Childonias hybridus)*	Etape migratoire
	A197 – Guifette noire *(Childonias niger)*	Etape migratoire
	A222 – Hibou des marais *(Asio flammeus)*	Etape migratoire
	A229 – Martin-pêcheur d'Europe *(Alcedo atthis)*	Résidente
	A234 – Pic cendré *(Picus canus)*	Résidente – Etape migratoire
	A236 - Pic noir *(Dryocopus martius)*	Reproduction – Hivernage – Etape migratoire
	A238 – Pic mar (Dendrocopos medius)	Reproduction – Hivernage – Etape migratoire
	A246 – Alouette lulu (Lullula arborea)	Reproduction – Etape migratoire
	A255 – Pipit rousseline (Anthus campestris)	Etape migratoire
	A338 – Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio)	Reproduction

L'état des lieux, réalisé en 2012, a permis d'établir l'état de conservation uniquement pour les espèces nicheuses identifiées à l'annexe I de la directive Oiseaux. Les autres espèces sont néanmoins régulièrement retrouvées dans la zone.

Secteurs de développement situés à proximité du site Natura 2000 :

L'ensemble de la Limagne et des communes de la faille sont situées à une distance de 20km ou moins de la ZPS.

La ZPS FR8312003 « Gorges de la Sioule »

Référence du site	FR8312003	
Région	Auvergne	
Nom	Gorges de la Sioule	
Département	Puy-de-Dôme (75%), Allier (25%)	
Communes de RLV concernées	/	
Superficie	26 070 ha	
Historique	ZPS : Dernier arrêté : 12/07/2018	DOCOB : 03/11/2015
Présentation du site	Le site Natura 2000 des gorges de la Sioule est centré sur la rivière Sioule et quelques affluents sur près de 96 kilomètres intégrant des versants escarpés et boisés et les bordures de plateaux agricoles. La Sioule traverse du sud-ouest au nord-est la région des Combrailles ; ce pays constitue un vaste plateau, doucement incliné en direction du nord. La rivière, très sinueuse, entaille ce plateau avec des dénivelés pouvant aller jusqu'à 300m du rebord du plateau au lit de la Sioule. Le paysage est marqué par ce fort encaissement qui donne son identité au site. La diversité des contextes (plateaux, vallées, gorges) et des milieux (pelouses, landes sèches, formations thermophiles et forêts feuillues ou mixtes) permet à une avifaune très diversifiée d'être présente. De plus, le site héberge un axe de migration très important (sans doute le plus important de la région).	
Vulnérabilité	Les menaces, d'origine anthropique, sont les suivantes : - Dérangement lié au tourisme, sports de nature - Changements de pratiques agricoles (déprise agricole, drainage) et sylvicoles qui détruisent des milieux	
Enjeu	**Préserver la diversité des milieux et réduire le dérangement engendré par les activités humaines**	
Objectifs de développement durable du DOCOB	Conserver des milieux ouverts avec des éléments paysagers structurants Maintenir des milieux forestiers favorables à l'avifaune Assurer la compatibilité entre les projets et activités humaines et le maintien du patrimoine naturel Favoriser l'accès à la ressource alimentaire	

	OISEAUX	**Etat de conservation (2012)**	**Enjeu de conservation sur le site**
Espèces d'intérêt communautaire (annexe I de la directive Oiseaux)	A027 – Grande Aigrette *(Egretta alba)*		Faible
	A030 – Cigogne noire *(Ciconia nigra)*		Faible
	A031 – Cigogne blanche *(Ciconia ciconia)*		Faible
	A072 – Bondrée apivore *(Pernis apivorus)*	Bon	Moyen
	A073 – Milan noir (Milvus migrans)	Bon	Moyen
	A074 – Milan royal (Milvus milvus)	Faible	Prioritaire
	A078 – Vautour fauve *(Gyps fulvus)*		Faible
	A079 – Vautour moine *(Aegypius monachus)*		Faible
	A080 – Circaète Jean-le-Blanc (Circaetus gallicus)	Moyen	Fort
	A081 – Busard des roseaux (Circus aeruginosus)		Faible
	A082 – Busard Saint-Martin *(Circus cyaneus)*	Faible	Fort
	A092 – Aigle botté *(Hieraaetus pennatus)*	Moyen	Prioritaire
	A094 – Balbuzard pêcheur *(Pandion haliaetus)*		Moyen
	A097 – Faucon kobez *(Falco vespertinus)*		Faible
	A098 – Faucon émerillon *(Falco columbarius)*		Faible
	A103 – Faucon pèlerin *(Falco peregrinus)*	Bon	Fort
	A127 – Grue cendrée *(Grus grus)*		Faible
	A215- Grand-duc d'Europe *(Bubo bubo)*	Bon	Fort
	A222 – Hibou des marais *(Asio flammeus)*		Faible
	A224 – Engoulevent d'Europe *(Caprimulgus europaeus)*	Moyen	Fort
	A229 – Martin-pêcheur d'Europe *(Alcedo atthis)*	Moyen	Faible
	A234 – Pic cendré *(Picus canus)*	Faible	Fort
	A236 - Pic noir *(Dryocopus martius)*	Bon	Moyen
	A238 – Pic mar (Dendrocopos medius)	Faible	Fort
	A246 – Alouette lulu (Lullula arborea)	Bon	Moyen
	A255 – Pipit rousseline (Anthus campestris)		Faible
	A338 – Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio)	Bon	Moyen
	A379 – Bruant ortolan *(Emberiza hortulana)*		Faible

Secteurs de développement situés à proximité du site Natura 2000 :

L'ensemble du territoire de RLV, exception faite de la Limagne, est situé à moins de 20 km de la ZPS.

La ZPS FR8312011 « Pays des Couzes »

Référence du site	FR8312011	
Région	Auvergne	
Nom	Pays des Couzes	
Département	Puy-de-Dôme	
Superficie	51 756 ha	
Historique	ZPS : Dernier arrêté : 12/07/2018	DOCOB : 01/2011
Présentation du site	Ce secteur, à la géographie très variée (altitude 430m à 1275m) constitue un site important pour la conservation des rapaces forestiers et rupestres. Il s'agit par ailleurs d'une voie de migration majeure pour l'Auvergne pour les rapaces, cigognes, pigeons et passereaux.	
Vulnérabilité	Les principale menaces, d'origine anthropiques, sont les suivantes : - Dérangement des oiseaux rupestres par le tourisme et les sports de nature - Modification des pratiques agricoles et abandon du pâturage - Développement des énergies renouvelables (éolien et photovoltaïque)	
Enjeu	Préserver la diversité des milieux et réduire le dérangement engendré par les activités humaines. Conserver et améliorer les conditions favorables aux oiseaux.	
Objectifs de développement durable du DOCOB	- Limiter la mortalité des oiseaux par destruction directe - Limiter la mortalité des oiseaux par destruction de leurs milieux - Favoriser la production de ressources alimentaires pour les oiseaux - Limiter le dérangement en période de nidification - Suivre l'évolution des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	

	OISEAUX	Etat de conservation
Espèces d'intérêt communautaire (annexe I de la directive Oiseaux)	A023 - Héron bihoreau (*Nycticorax nycticorax)*	Etape migratoire
	A029 – Héron pourpré *(Ardea purpurea)*	Etape migratoire
	A030 – Cigogne noire *(Ciconia nigra)*	Etape migratoire
	A031 – Cigogne blanche *(Ciconia ciconia)*	Etape migratoire
	A072 – Bondrée apivore *(Pernis apivorus)*	Favorable
	A073 – Milan noir (*Milvus migrans*)	Favorable
	A074 – Milan royal (*Milvus milvus*)	Favorable
	A078 – Vautour Fauve (*Gyps fulvus*)	Erratisme
	A080 – Circaète Jean-le-Blanc (Circaetus gallicus)	Favorable
	A081 – Busard des roseaux (Circus aeruginosus)	Etape migratoire
	A082 – Busard Saint-Martin *(Circus cyaneus)*	Favorable
	A091 – Aigle Royal (*Aquila chrysaetos*)	Erratisme
	A084 – Busard cendré *(Circus pyrargus)*	Etape migratoire
	A092 – Aigle botté *(Hieraaetus pennatus)*	Favorable
	A094 – Balbuzard pêcheur *(Pandion haliaetus)*	Etape migratoire
	A098 – Faucon émerillon *(Falco columbarius)*	Etape migratoire
	A103 – Faucon pèlerin *(Falco peregrinus)*	Etape migratoire
	A122 – Râle des genêts (*Crex crex)*	Etape migratoire
	A119 – Marouette ponctuée (*Porzana porzana*)	Nicheuse / Etape migratoire
	A127 – Grue cendrée *(Grus grus)*	Etape migratoire
	A133 – Œdicnème criard *(Burhinus oedicnemus)*	Etape migratoire
	A140 – Pluvier doré *(Pluvialis apricaria)*	Etape migratoire
	A151 – Chevalier combattant *(Philomachus pugnax)*	Etape migratoire
	A166 – Chevalier sylvain *(Tringa glareola)*	Etape migratoire
	A215 – Grand duc d'Europe (*Bubo bubo*)	Favorable
	A222 – Hibou des marais *(Asio flammeus)*	Etape migratoire
	A224 – Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*)	Favorable
	A229 – Martin-pêcheur d'Europe *(Alcedo atthis)*	Résidente
	A234 – Pic cendré *(Picus canus)*	Favorable
	A236 - Pic noir *(Dryocopus martius)*	Favorable
	A246 – Alouette lulu (Lullula arborea)	Favorable
	A255 – Pipit rousseline (Anthus campestris)	Etape migratoire
	A338 – Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio)	Favorable
	A379 – Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*)	Etape migratoire

Secteurs de développement situés à proximité du site Natura 2000 :

L'ensemble du territoire de RLV, exception faite de la Limagne, est situé à moins de 20 km de la ZPS.

D’une manière générale l’ensemble des sites Natura 2000, qu’ils soient situés sur le territoire ou à proximité, sont concernés par des milieux et des espèces semblables. Ils sont par conséquent soumis à des incidences relativement similaires et font donc l’objet des mêmes mesures. Certaines précisions et renforcements sont apportés pour les secteurs les plus sensibles (Marais Salé de Saint-Beauzire ; Coteaux Thermophiles).

- ➔ Plus qu’une spécificité liée à la proximité des secteurs Natura 2000, les mesures d’évitement et de réduction doivent être pleinement intégrées dans le projet de développement du territoire et s’inscrire dans une vision globale et systémique du fonctionnement de la biodiversité de Riom Limagne et Volcans.
    - La préservation du réseau hydrographique, en termes quantitatif et qualitatif, répond à un besoin de maintien et de restauration de la trame bleue sur le territoire. Celle-ci étant le support de continuités écologiques Est-Ouest à l’échelle de RLV.
    - Le travail de maintien, plantation, entretien des ripisylves et des haies constitue un élément fort du renforcement de la trame verte sur le territoire et permet de garantir le fonctionnement écologique du territoire notamment dans la plaine de la Limagne en offrant des corridors de déplacement aux différentes espèces.
    - Les actions et mesures prises dans le cadre de la préservation des chiroptères favorisent et renforcent la trame noire à l’échelle du territoire.

Le caractère global des mesures, leur pertinence sur l’ensemble du territoire et leur lien profond avec la mise en œuvre de la TVBN locale sont autant d’éléments qui permettent d’inscrire la préservation des secteurs Natura 2000 dans une politique territoriale de préservation de la biodiversité et des continuités écologiques.

Dans cette perspective, l’ensemble du territoire de RLV doit participer au maintien du maillage écologique. D’autres actions peuvent ainsi être préconisées afin de garantir une intégration toujours plus fine des enjeux environnementaux.

5 INDICATEURS DE SUIVI POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLUI

5.1 Notion d'indicateurs :

Conformément aux dispositions de l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme, le PLUi doit faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans, à compter de son approbation. Dans ce cadre, le suivi du PLUi devra être réalisé à travers l'analyse d'indicateurs.

Ceux-ci doivent posséder les caractéristiques suivantes :

- Être robuste, fiable, précis et donc spécifique (il doit refléter les variations de ce qu'il est censé synthétiser ou mesurer) ;
- Être compréhensible et utilisable par tous les acteurs (protocole simple et applicable dans le temps, d'année en année par exemple) ;
- Être pertinent par rapport à l'objectif concerné (par exemple, pour mettre en évidence les liens entre les différents composants du système ou de l'écosystème) ;
- Représenter un coût acceptable par rapport au service qu'il rend ;
- Avoir une temporalité déterminée (ou parfois une échéance).

Le modèle d'indicateurs « Pression, État, Réponse » a été mis en place par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). Il est basé sur la notion de causalité : les hommes et leurs activités exercent des pressions sur les écosystèmes et modifient leur qualité et leur quantité. La société (ou un système) répond à ces modifications, par des mesures dont l'ampleur et les effets peuvent aussi être évalués (si ce n'est mesuré) par des indicateurs.
Les indicateurs de pression décrivent souvent les altérations d'un système. On distingue :

- Les pressions directes (ex : pollutions, prélèvements de ressources, …) ;
- Les pressions indirectes (ex : activités humaines à l'origine d'altérations d'écosystèmes, de systèmes urbains, …).

Les indicateurs d'état mesurent à l'instant T l'état d'un système, soit pour le comparer avec un ou des états antérieurs, soit pour le comparer ensuite avec des mesures successives pour mesurer une tendance. Tant que possible, ces indicateurs se rapporteront à la qualité à la quantité (ex : consommation d'énergie, production d'énergie, démographie, …).
Les indicateurs de réponse illustrent l'état d'avancement des mesures prises (ex : nombre d'arbres protégés, surface d'EBC supplémentaires, …).

5.2 Tableaux de bord des indicateurs du PLUi

Suivi à 1 an :

INDICATEUR	ETAT DE REFERENCE	PRESSION / ETAT / REPONSE	SOURCE	FREQUENCE DE SUIVI	ENJEUX ASSOCIES
Rapport espèces horticoles / espèces spontanées dans les espaces verts	Indicateur à créer	Etat	Services des espaces verts	1 an à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
% de charge organique (moyenne par temps sec – DBO)	Riom : 40% Martres sur-Morge : 36% Ennezat : 59% Pont du Château : 70%	Pression	Rapport d'activité station épuration	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Volume d'eau prélevé pour l'AEP /an (m3/an) et % de mobilisation de la ressource en eau	18 800 000 (2017) 70% (2017)	Pression	Service Eau RLV	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Consommation d'eau en période estivale de pointe (m3/j)	Indicateur à créer	Pression	Service Eau RLV	1 an à partir de la création de l'indicateur	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
% d'installations d'assainissement autonomes conformes	Saint-Beauzire (2017) : 17% Clerlande (2018) : 38% Chappes : 33% Saint-Ours : 6% SIAPEBL : 32% SIAMC : 43% SIAREC : 90% SIARR : 94%	Etat	SPANC	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Evolution de la part des constructions autorisées en assainissement autonome	Indicateur à créer	Etat	SPANC	1 an à partir de la création de l'indicateur	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Capacité des systèmes d'épuration en nombre d'équivalent habitant	Riom : 66 000 EH / 71 500EH Martres sur-Morge : 16 500EH Ennezat : 3 600EH Pont du Château : 30 000 EH	Réponse	Rapport d'activité	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Indice linéaire de Perte (ILP) en eau potable et rendement	SIAEP Sioule et Morge : 2,6m^3/j/km (2018) Pulvérières : NC (2018) Chanat-la-Mouteyre : NC (2018) Charbonnière les Varennes : 7,1m^3/j/km Volvic : 7,1m^3/j/km SIAEP Basse Limagne : 4,0 m^3/j/km SIAEP Plaine de Riom : 4,2 m^3/j/km Marsat: 13,8 m^3/j/km Mozac: 12 m^3/j/km Châtel-Guyon: 4,5 m^3/j/km Riom: 12,8 m^3/j/km	Réponse	Rapport d'activité	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Quantité d'eau potable consommée par habitant	Indicateur à créer	Pression	Rapport d'activité	1 an à partir de la création de l'indicateur	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Evolution de la qualité de l'eau potable distribuée	2018 : Bonne qualité de l'eau mais présence d'Arsenic dans les eaux de certains captages	Etat	Rapport d'activité	1 an	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Rythme de construction (m² de logements neufs / an)	435 logements construits (2017)	Pression	Service urbanisme	1 an	Limiter l'urbanisation dans les périmètres de protection de captage Maitriser l'urbanisation / sédentarisation par rapport à la capacité en eau
% de population exposé au risque d'inondation	Indicateur à créer	Etat	INSEE	1 an à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.

Nombre de zones apaisées en centre-ville	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme	1 an à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Moyenne de fréquence de train dans les gares du territoire (train/jour)	30 A/R (2016)	Réponse	SNCF	1 an	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Emissions de NOx	1 155 (2015 – PCAET)	Pression	ATMO Auvergne	1 an	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Emissions de PM10	980 (2015 – PCAET)	Pression	ATMO Auvergne	1 an	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Nombre d'accidents TMD	Indicateur à créer	Pression	Service Urbanisme	1 an à partir de la création de l'indicateur	Limiter l'exposition des populations et activités aux risques technologiques
Evolution de la production globale de déchets générés (en kg/habitant) et par type de déchets	SYDEM Dômes et Combrailles : - OMR : 225,43kg/hab - Tri sélectif : 62,98kg/hab SBA (2021) : - OMR : 235,4 kg/hab - Tri + déchetterie : 260,2kg/hab	Pression	Rapport d'activité du SBA	1 an	Poursuivre les actions de prévention et valorisation des déchets
Evolution du taux de valorisation des déchets	SYDEM Dômes et Combrailles (2020) : - 78,22% SBA (2021) : - Valorisation matière et organique : 53,6% - Valorisation énergétique : 33,3%	Réponse	Rapport d'activité du SBA	1 an	Poursuivre les actions de prévention et valorisation des déchets

Suivi à 2 ans :

INDICATEUR	ETAT DE REFERENCE	PRESSION / ETAT / REPONSE	SOURCE	FREQUENCE DE SUIVI	ENJEUX ASSOCIES
Surface artificialisée sur l'intercommunalité et type d'espace consommé (ha urbanisés/typologie)	Projet de PLUi : - A : 59% - N : 29,5% - U : 11 % - AU : 0,5%	Pression	Service Urbanisme	2 ans	Valorisation et préservation des espaces naturels, agricoles et patrimoniaux du territoire Gestion de l'urbanisation de manière à préserver le paysage Maitriser le foncier et l'étalement urbain pour optimiser la consommation foncière
Nombre d'éléments ou ensemble du patrimoine bâti requalifiés et/ou valorisés	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Valorisation et préservation des espaces naturels, agricoles et patrimoniaux du territoire Valorisation du patrimoine bâti constitutif de l'identité du territoire
Evolution du tourisme (nombre nuitées)	Indicateur à créer	Etat	Service tourisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Amélioration de la qualité de l'accueil touristique
Nombre de places d'hébergement touristique créées	2019 : Camping: 5 (Saint-Ours, Volvic, Enval, Châtel-Guyon) Hôtel : 24 (Volvic, Malauzat, Enval, Châtel-Guyon, Riom, Ennezat)	Etat	Service tourisme	2 ans	Amélioration de la qualité de l'accueil touristique
Part de SAU sur superficie agricole par commune	< à 50% : Chanat-la-Mouteyre, Sayat, Malauzat, Marsat, Mozac, Enval, Châtel-Guyon 50% à 65% : Volvic 65% à 80% : Saint-Ours, Charbonnière-les-Varennes, Riom, Saint-Bonnet-Près-Riom, Chambaron-sur-Morge, Le Cheix, Pessat Villeneuve, Clerlande, Martres-sur-Morge, Saint-Ignat, Chappes, Lussat, Les Martres-d'Artières 80% à 95% : Pulvérières, Varennes-sur-Morge, Sayat, Ennezat, Entraigues, Saint-Laure, Chavaroux, Malintrat, Saint-Beauzire, Menetrol	Etat	Service agriculture & Chambre d'Agriculture	2 ans	Préserver la fonctionnalité des activités agricoles et la qualité agricole des sols
Sites inscrits et classés à l'inventaire des sites	2020 : - 1 site classé - 8 sites inscrits	Etat	Service Urbanisme	2 ans	Valorisation du patrimoine bâti constitutif de l'identité du territoire
Nombre de propriétés protégées au titre des PMSV	2020 : - 1 PSMV - 2 ZPPAUP	Réponse	Service Urbanisme	2 ans	Valorisation du patrimoine bâti constitutif de l'identité du territoire
Evolution du nombre de commerces de proximité	Alimentation (2019) : 90 commerces	Etat	Service économie	2 ans	Maintien et amélioration de la qualité de vie sur le territoire (transports, offre de proximité)
Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique	Indicateur à créer	Réponse	Service environnement	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Maintenir les qualités écologiques des milieux aujourd'hui préservés et regagner en qualité globale dans les espaces plus dégradés
Taux d'éléments naturels inscrits au L151-23 requalifiés et/ou valorisés	Indicateur à créer	Réponse	Service urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Maintenir les qualités écologiques des milieux aujourd'hui préservés et regagner en qualité globale dans les espaces plus dégradés
Part et évolution des espaces protégés ou inventoriés	Indicateur à créer	Réponse	DREAL	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Maintenir les qualités écologiques des milieux aujourd'hui préservés et regagner en qualité globale dans les espaces plus dégradés
Surface de milieux remarquables réglementaires (ha)	Indicateur à créer	Réponse	Service Environnement	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit

Surfaces de zones naturelles inscrites au PLUi (ha)	PLUi (2023) : 11 962ha	Réponse	Service Urbanisme	2 ans	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Surfaces agricoles ou naturelles concernées par des zones U (ha)	Indicateur à créer	Pression	Service Urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Superficie d'espaces naturels et forestiers par commune (ha)	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Présence de cincle plongeur	Indicateur à créer	Etat	Associations (LPO)	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Surface d'espaces urbains requalifiés (m²)	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Densifier le tissu urbain tout en conservant la fonctionnalité écologique du territoire
Rapport nombre de logements collectifs / nombre de logements individuels	2017 : 82 % individuel et individuels groupé / 18 % logements collectifs	Etat	Service Habitat	2 ans	Densifier le tissu urbain tout en conservant la fonctionnalité écologique du territoire
Superficie d'espaces verts en espace urbain et en zone d'activités (m²/hab.)	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Densifier le tissu urbain tout en conservant la fonctionnalité écologique du territoire
Nombre d'ouvrages de gestion de la ressource en eau créés	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme / GEMAPI	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Préserver la fonctionnalité des activités agricoles et la qualité agricole des sols Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Surface d'espaces commerciaux loués par RLV en centre bourg (m²)	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme + économie	2 ans à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions

Suivi à 3 ans :

INDICATEUR	PRESSION / ETAT / REPONSE	PRESSION / ETAT / REPONSE	SOURCE	FREQUENCE DE SUIVI	ENJEUX ASSOCIES
Nombre de vues créées ou préservées	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Valorisation et préservation des espaces naturels, agricoles et patrimoniaux du territoire Mise en valeur de la diversité paysagère du territoire
Linéaire de voies de déplacement modes doux conservés et créés (km)	Indicateur à créer	Réponse	Service mobilité	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Amélioration de la qualité de l'accueil touristique Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Part modale du vélo	Indicateur à créer	Réponse	Service mobilité	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Linéaire de voie avec traitement paysager / gestion écologique des abords (km)	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Evolution des surfaces et des linéaires de bosquets, d'alignements d'arbres et de haies protégées par le PLUi (km)	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Surface boisée non urbanisée (ha)	Indicateur à créer	Réponse	Service Urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Linéaire de cours d'eau renaturé (km)	Indicateur à créer	Etat	Syndicat de gestion des eaux de rivière Service Environnement	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Rapport nombre de logements en renouvellement urbain / nombre de logements en extension	Indicateur à créer	Pression	Service Urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Maitriser le foncier et l'étalement urbain pour optimiser la consommation foncière
Densité moyenne (habitants/km²)	165hab/km² (2021)	Etat	INSEE	3 ans	Densifier le tissu urbain tout en conservant la fonctionnalité écologique du territoire Limiter l'urbanisation dans les périmètres de protection de captage éloigné
Evolution des exploitations en signe de qualité environnementale (MAET, bio)	620 ha labellisés AB (2018)	Réponse	Chambre d'agriculture	3 ans	Préserver la fonctionnalité des activités agricoles et la qualité agricole des sols
Nombre de chefs-lieux d'exploitation	361 exploitations (2016)	Etat	Chambre d'agriculture	3 ans	Préserver la fonctionnalité des activités agricoles et la qualité agricole des sols
% des superficies dédiées aux grandes cultures	68%				
Nombre d'ouvrages de gestion alternative des EP sur domaine public	Indicateur à créer	Réponse	Service urbanisme /ST	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.
Nombre d'aménagements ayant mis en place une gestion alternative des eaux pluviales (récupération des eaux de pluie / réduction de l'imperméabilisation)	Indicateur à créer	Réponse	Service urbanisme / ST / PCAET	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.
Linéaire de fossés, noues sur domaine public (km)	Indicateur à créer	Etat	Service urbanisme et ST	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.
Surface artificialisée aggravant le ruissellement pluvial (ha)	Indicateur à créer	Pression	Service urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.
Nombre de places de stationnement public	16 386 (2019)	Réponse	Service Urbanisme	3 ans	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Offre km transports collectifs/habitant	Indicateur à créer	Réponse	Service Mobilité	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Nombre d'initiatives offrant une alternative à la voiture	Indicateur à créer	Réponse	Service PCAET et mobilités	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Emissions de GES globales et par secteur	2015- PCAET : - GES globale : 399 kteq/C02 - Agriculture : 62 kteqC02 - Résidentiel : 78 kteqC02	Pression	ATMO Auvergne	3 ans	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions

	- Tertiaire : 37 kteqC02 - Transports : 197 kteqC02 - Industrie : 25kteqC02				
Nombre de bâtiments rénovés énergétiquement	Indicateur à créer	Réponse	Service Habitat / PCAET	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Réduire la précarité énergétique
Nombre de bâtiments construits de manière exemplaire	(2015-2016 / PCAET) : 323 logements	Réponse	Service Urbanisme / PCAET	3 ans	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Nombre de projets solaires réalisés, Nombre de projets méthanisation réalisés, Nombre de projets bois réalisés	Indicateur à créer	Etat	Service Urbanisme PCAET	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Favoriser le développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat et du territoire.
Puissance produite par les installations d'énergie renouvelables sur RLV (hors particuliers) (GWh)	82 GWh	Etat	Service Urbanisme PCAET	3 ans	Favoriser le développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat et du territoire.
% d'énergie renouvelable locale consommée sur le territoire	3% (2015- PCAET)	Etat	Suivi du PCAET ?	3 ans	Favoriser le développement des énergies renouvelables à l'échelle de l'habitat et du territoire.
Nombre d'extensions de réseau de chaleur	1 réseau de chaleur et permis exclusifs (2017)	Réponse	PCAET	3 ans	
Nombre de communes pratiquant un usage raisonné de l'éclairage public	2020 : 23 communes pratiquant l'extinction nocturne	Réponse	PCAET	3 ans	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Nombre de nouvelles constructions en secteurs d'anciens titres miniers	Indicateur à créer	État	Service urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Limiter l'exposition des populations et activités aux risques technologiques
Nombre de construction à vocation d'habitat en zone de nuisances sonores	Indicateur à créer	Pression	Service urbanisme	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Préserver un cadre de vie agréable et peu concerné par des nuisances
Nombre de voies concernées par une nuisance sonore	2019 : 11 voies - A89, A71 - D986, D227, D446, D2009, D420, D2144, D54, D427A, D6	Pression	Service urbanisme	3 ans	Préserver un cadre de vie agréable et peu concerné par des nuisances
Evolution du flux de véhicules sur les axes principaux (véhicule/j)	Indicateur à créer	Etat	Conseil Départemental	3 ans à partir de la création de l'indicateur	Réduire les nuisances par l'évolution des modes de transport

Suivi à 5 ans :

INDICATEUR	PRESSION / ETAT / REPONSE	PRESSION / ETAT / REPONSE	SOURCE	FREQUENCE DE SUIVI	ENJEUX ASSOCIES
Surface de zones humides inventoriées (ha)	Indicateur à créer	Etat	SAGE	5 ans à partir de la création de l'indicateur	Protéger les réservoirs et corridors de biodiversité de la pression urbaine et améliorer leur fonctionnalité de jour comme de nuit
Evolution de la qualité de l'eau superficielle et souterraine	Eaux souterraines (2013) : - Bon état quantitatif : (FRGG051 ; FRGG134 ; FRGG099 ; FRGG052 FRGG050) - Bon état chimique (FRGG051 ; FRGG134 ; FRGG099 ; FRGG050) - Mauvais état chimique (FRGG052) Eaux superficielles (2013) : - Bon état écologique (FRGR1652) - Etat écologique moyen (FRGR0262 ; FRGR1587 ; FRGR0271a) - Etat écologique médiocre ou mauvais (FRGR1656 ; FRGR0264 ; FRGR1536 ; FRGR0143a ; FRGR0266)	Etat	SAGE	5 ans	Préservation de la ressource en eau par réduction des sources potentielles de pollution de la nappe et des rivières (gestion alternative des eaux pluviales, optimisation de l'assainissement des eaux usées).
Fréquence des inondations par ruissellement	Indicateur à créer	Pression	Service environnement	5 ans à partir de la création de l'indicateur	Préservation, renforcement de l'ensemble des composants (axes de ruissellement, zone expansion crue, gestion des eaux pluviales…) garantissant un fonctionnement hydraulique optimale des vallées pour réduire les risques d'inondation et prévenir tout disfonctionnement du réseau d'assainissement.
Répartition covoiturage / déplacement alternatifs / déplacements doux / déplacement voitures individuelles… pour les déplacements domicile-travail	2015 : Voiture ou deux-roues : 89,4% Marche à pied : 3,9% Transports en commun 3,5% Pas de transport : 3,2%	Etat	Service Urbanisme	5 ans	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Moyenne de consommation électrique/gaz par m² de SDP communale	Indicateur à créer	Pression	PCAET	5 ans à partir de la création de l'indicateur	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Consommation énergétique globale et par secteur	2015 – PCAET : Consommation globale : 1940 GWh Transports : 791 GWh Résidentiel : 594 GWh Agriculture : 27 GWh Tertiaire : 302 GWh Industrie : 215GWh	Etat	Service Urbanisme	5 ans	Encourager les économies d'énergie et limiter les émissions
Nombre de nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	2019 : 58 ICPE dont 0 SEVESO	Pression	Service Urbanisme	5 ans	Limiter l'exposition des populations et activités aux risques technologiques
Flux domicile –travail sortant	2014 : 58%	Etat	INSEE	5 ans	Réduire les nuisances par l'évolution des modes de transport
Flux domicile –travail interne au territoire	2014 : 42%	Etat	INSEE	5 ans	Réduire les nuisances par l'évolution des modes de transport

6 PRECISIONS ET PRECONISATIONS SUPPLEMENTAIRES

Les éléments déclinés ci-dessous constituent des ajouts pouvant être apportés aux différentes pièces du PLUi ou des conseils ne pouvant pas forcément être intégrés dans le PLUi mais intéressants à prendre en compte.

Dans le cadre des chantiers, il est pertinent de mettre en œuvre les mesures suivantes :

- ➔ Veiller, notamment dans les secteurs sensibles comme les milieux alluviaux et les milieux ouverts, à adapter le calendrier des travaux afin de limiter les risques de dérangement pendant les périodes de reproduction et de nidification
- ➔ S'assurer de l'absence de pièges artificiels pour la petite faune (trous, tuyaux non protégés) dans lesquels les individus pourraient rester coincés.